

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 109-110

Avril - Mai 1994

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- **LE CONSEIL DE L'EUROPE DEMANDE LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DES DÉPUTÉS KURDES EMPRISONNÉS**
- **LA TURQUIE REFUSE L'OFFRE DE BONS OFFICES DES PRIX NOBEL DE LA PAIX**
- **LA VISITE DE M. TALABANI À PARIS**
- **AFFRONTLEMENTS FRATRICIDES AU KURDISTAN IRAKIEN**
- **LA CRISE ÉCONOMIQUE EN TURQUIE**
- **LA SITUATION AU KURDISTAN DE TURQUIE ET LA TENSION ENTRE LA TURQUIE ET L'OCCIDENT**
- **AINSI QUE...**
- **CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE**
- **EN BREF LA REVUE DE PRESSE**

Après le Parlement européen qui dans une résolution adoptée à la quasi-unanimité (212 voix pour, 3 voix contre et 2 abstentions) le 9 mars, condamnant en des termes énergiques l'arrestation des députés kurdes et demandant leur libération immédiate, l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, sur la proposition de son président, a organisé le 13 avril «un débat d'urgence» à cette question. A l'issue de ce débat auquel une importante délégation parlementaire turque a pris part, la résolution suivante a été adoptée à une forte majorité:

1° L'arrestation, les 2 et 3 mars 1994, de huit membres de la Grande Assemblée nationale turque (deux d'entre eux ont été re-

LE CONSEIL DE L'EUROPE DEMANDE LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DES DÉPUTÉS KURDES EMPRISONNÉS

lâchés le 4 mars), a immédiatement soulevé une profonde inquiétude à divers niveaux politiques en Europe, d'autant plus que, compte tenu des griefs retenus contre eux et conformément à l'article 125 du code pénal turc, les parlementaires détenus sont passibles de la peine de mort.

2° Le Président de l'Assemblée a exprimé sa très vive inquiétude dans des lettres qu'il a adressées au Président du Comité des Ministres, aux présidents des délégations parlementaires nationales auprès du Conseil de l'Europe et aux dirigeants des

groupes politiques de l'Assemblée. Sa proposition d'organiser un débat d'urgence au cours de la partie de session d'avril 1994 a été retenue par la commission des questions juridiques et des droits de l'homme à sa réunion du 21 mars 1994.

3° L'Assemblée, tient, une fois de plus, à condamner tout acte terroriste et tout recours à la violence, quels qu'en soient les auteurs, et espère ardemment que le terrible et sanglant conflit, qui fait rage en Turquie du Sud-Est, trouvera très bientôt une issue pacifique.

4 °L'Assemblée est pleinement consciente de la nécessité de préserver l'unité politique et l'intégralité territoriale de la République de Turquie et reconnaît le fait que la solution pacifique, démocratique et non séparatiste de ce problème n'incombe qu'aux citoyens de cette république.

5 °Toutefois, en faisant leurs déclarations, les six parlementaires détenus — tous d'origine kurde et membres du Parti démocratique (DEP)— n'ont pas outrepassé leur droit à la liberté d'expression qui est garanti par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ainsi que par la Constitution turque.

6 °L'Assemblée ne peut donc tolérer la levée de l'immunité parlementaire, les poursuites, l'arrestation et la détention de six membres de la Grande Assemblée nationale turque pour des motifs fondés uniquement sur des déclarations publiques ou des écrits de ces membres qui revendiquent la reconnaissance d'une identité kurde et prônent certaines formes d'autonomie (culturelle) dans la région où la population est en majorité d'origine kurde.

7 °En conclusion, l'Assemblée;

i) demande à sa délégation parlementaire turque et aux autorités turques, de bien prendre conscience que l'arrestation, la détention et la mise en accusation de membres de la Grande Assemblée nationale pour leurs opinions politiques — jugées criminelles par ces autorités— constituent une menace pour l'essence même de la démocratie parlementaire, et que de telles poursuites — si elles s'avèrent nécessaires— doivent être engagées dans le plus grand respect des droits parlementaires et des libertés civiles;

ii) demande aux autorités turques de retirer les accusations qui ont été portées devant la Cour de sûreté de l'Etat contre les six membres du parlement et qui sont fondées sur des déclarations politiques présumées constituer une trahison car on ne peut raisonnablement considérer comme une trahison le fait de prôner des réformes constitutionnelles par la voie parlementaire;

iii) invite les autorités turques à retirer la demande qu'elles ont adressée à la Cour constitutionnelle en vue d'une disso-

lution du DEP au motif que ses buts (à savoir le séparatisme), constituent une trahison, demande qui ne s'appuie que sur un seul document et deux déclarations qui prônent des changements dans la constitution turque et semblent donc entrer dans le cadre de la liberté d'expression, pour un parti parlementaire en tout cas;

iv) demande aux autorités turques de recourir à la possibilité de préparer le réquisitoire contre les six députés du DEP — si les autorités maintiennent ces poursuites— sans les maintenir en détention, ce qui les empêche de remplir leurs fonctions de représentant du peuple;

v) invite les autorités turques) prendre des mesures en vue d'une solution politique pacifiques à la «question kurde» sur

le territoire national, dont l'abrogation de toutes les lois qui font du discours politique normal et de la liberté d'expression sur certaines réformes de la Constitution (en l'espèce «l'indivisibilité de l'Etat») un crime de trahison;

vi) invite tous ses membres à saisir toutes les occasions qui s'offrent à eux de soulever avec les autorités turques le cas de leurs six collègues kurdes;

vii) engage notamment sa délégation parlementaire turque à créer un climat politique de compromis au sein du Parlement turc afin d'instaurer un dialogue qui reconnaisse l'existence de la «question kurde» et permette la recherche d'une solution politique pacifique.

LA TURQUIE REFUSE L'OFFRE DE BONS OFFICES DES PRIX NOBEL DE LA PAIX

A la suite de l'appel à une solution pacifique de problème kurde lancé, à l'initiative de Mme. Danielle Mitterrand, par 10 lauréats du Prix Nobel de la Paix, M. Bernard Dorin, ambassadeur de France, administrateur de la fondation France-Libertés a effectué une visite à Ankara afin d'explorer les chances d'une médiation. Au cours de son séjour à Ankara M. Dorin a pu rencontrer des parlementaires, des dirigeants des principales organisations des droits de l'homme, des intellectuels et des artistes qui se sont montrés très intéressés par un tel processus de dialogue «pour mettre fin à la douloureuse épreuve de la guerre et établir une paix durable entre les deux peuples qui vivent depuis si longtemps comme des frères et des voisins». M. Dorin a indiqué que si cette offre de bons offices était agréée par les deux parties une délégation des Prix Nobel pourrait se rendre sur place, y compris dans les provinces kurdes s'informer des problèmes et proposer d'une manière impartiale ses services.

Cette offre a trouvé un large écho dans les médias mais les autorités, qui se préparent depuis des mois à une «dernière et défini-

tive offensive militaire» pour résoudre à leur manière le problème kurde, ont opposé une fin de non recevoir catégorique à cette offre. «Il n'y a ni conflit ni un problème kurde en Turquie, il y a juste un problème de terrorisme que nous réglerons d'ici septembre» a déclaré le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères avant d'ajouter: «La Turquie est un pays ouvert, chacun peut y venir comme touriste mais notre gouvernement estime que les Prix Nobel ont été mal informés sur la situation dans notre pays et il n'est pas disposé à les recevoir officiellement et à donner une suite à leur offre de bons offices».

Les Prix Nobel qui n'ont sans doute pas envie d'aller faire du «tourisme» en Turquie dans le contexte actuel auront constaté que, dans ce pays veut la poursuite de la guerre. Par ailleurs M. Klaus Kinkel, ministre allemand des Affaires étrangères, a, le 5 avril, appelé solennellement la Turquie à «respecter les droits de l'homme dans sa lutte contre les séparatistes kurdes et à tenir sa promesse de ne pas utiliser des armes allemandes contre eux». Rappelant qu'en juin 1992 la Turquie avait signé un engagement précisant

qu'elle utilisait des armes importées d'Allemagne uniquement dans le cadre de l'OTAN pour la sécurité de ses frontières, M. Kinkel

a demandé à Ankara de «*tout faire pour honorer cet engagement*».

importante pour l'équilibre de la région».

Soulignant qu'il n'était ni pour «*le séparatisme, ni pour le terrorisme*» M. Juppé a préconisé «*une approche politique*» qui permettrait «*le respect des droits de l'homme ainsi qu'une large autonomie pour les Kurdes irakiens*».

LA VISITE DE M. JALAL TALABANI À PARIS

Jalal Talabani, le secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a effectué à partir du 18 avril une visite de 5 jours à Paris au cours de laquelle il a notamment été reçu par le président de la République, François Mitterrand, par le ministre de la Défense, M. François Léotard et par M. Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères. Le dirigeant kurde a exposé à ses interlocuteurs français la situation précaire de la population kurde et demandé le soutien de la France pour l'assouplissement de l'embargo frappant le Kurdistan irakien afin de permettre la réhabilitation de l'économie dévastée du pays et de reconstruire ses infrastructures. Il

a également souhaité que le mandat de la force alliée de protection soit prolongé pour une durée indéterminée et que l'aide humanitaire accordée aux Kurdes soit coordonnée avec le gouvernement régional kurde. Il a à cette occasion réitéré que les Kurdes irakiens n'avaient pas de revendication séparatiste.

Recevant pour la première fois un responsable kurde, M. Juppé a qualifié son entretien de «*très cordial*» et indiqué à la presse que la France était attachée «*au respect des résolutions de l'ONU*» que, si elles étaient appliquées permettraient aux Kurdes «*de jouir de leurs droits fondamentaux dans le cadre de l'intégrité territoriale de l'Irak qui est très*

La position de M. Juppé rejoint celle affirmée depuis 1991 par le président Mitterrand et indique que cette politique bénéficie désormais d'un large consensus en France.

La fin de la visite de M. Talabani a été marquée par un cocktail donné conjointement par l'Institut kurde et le représentant en France du Gouvernement régional du Kurdistan, avec la participation de nombreuses personnalités françaises et kurdes et des diplomates de nombreux pays. Après la France, M. Talabani s'est rendu en Italie dans le cadre de son périple diplomatique en Europe.

AFFRONTEMENTS FRATRICIDES AU KURDISTAN IRAKIEN

L'explosion sociale annoncée depuis des mois par des associations humanitaires travaillant au Kurdistan irakien vient de se produire sous la forme d'affrontements meurtriers entre les partisans des deux principales forces politico-militaires de la région. Le 5 mai, un banal litige entre des particuliers sur la propriété d'un lotissement a vite dégénéré en un conflit qui a fini par s'étendre dans plusieurs localités, opposant les partisans de l'Union patriotique du Kurdistan à ceux du Parti démocratique du Kurdistan et dans certains endroits à ceux de la Ligue islamiste kurde.

Les accords conclus entre les directions des deux principaux partis kurdes pour arrêter cet engrenage n'ont pas toujours été respectés sur le terrain même s'ils ont permis d'éviter le pire, à savoir le déclenchement d'une

désastreuse guerre civile dans un pays dévasté par 30 années de guerre et de dictature, sur fond de chômage, de misère, de précarité et d'incertitude sur l'avenir. Des pays voisins, en particulier l'Iran, ainsi que les réseaux d'agents irakiens ont fait de leur mieux pour attiser le feu, déstabiliser davantage la région et accréditer l'image d'une zone sombrant dans le chaos.

En voyage en Europe, M. Jalal Talabani, chef de l'UPK, a dû rentrer précipitamment afin d'agir de concert avec M. Barzani, président du PDK, pour faire cesser ces affrontements, calmer les esprits et rétablir l'ordre.

Depuis la création en 1987 du Front du Kurdistan irakien la rivalité entre diverses formations kurdes s'était cantonnée dans le domaine politique. Les élections de mai 1992 avait permis la mise en place d'un Parlement

régional et d'un gouvernement d'union nationale. Non reconnu par la Communauté internationale, dépourvu d'un minimum de moyens pour administrer un pays 4,6 fois grand comme le Liban peuplé de 4 millions d'habitants, ce gouvernement a fait ce qu'il a pu pour la remise en marche des écoles et universités, des hôpitaux et certains services de base. Cependant l'hostilité des États voisins et le refus des Alliés ne lui ont pas permis de disposer d'une force d'auto-défense afin d'assurer l'ordre public et la sécurité des citoyens. Ce vide a été rempli par les milices des partis et a permis à ceux-ci de transformer dangereusement leur compétition politique en une rivalité politico-militaire porteuse d'un processus de libanisation. Victime d'un double embargo et d'un chômage massif affectant plus de 60 % de la main d'œuvre, la Région autonome kurde constitue un terrain propice pour la prolifération de milices diverses disposant, grâce aux appuis extérieurs, d'importants moyens financiers. C'est ce processus qui a finalement conduit aux affrontements fratricides, pour l'instant circonscrits mais potentiellement dangereux

mettant, en péril les fragiles institutions démocratiques kurdes. La responsabilité des directions des deux principaux partis kurdes est lourde dans cette évolution. Celle des Al-

liés qui, à force de vouloir complaire à la Turquie ont pris le risque de priver une population sinistrée des moyens d'une administration autonome n'est pas moins écrasante.

militaires coûtent, selon les estimations officielles turques, quelque 7 milliards de dollars par an. Or, le déficit du commerce extérieur turc est évalué à 10 milliards de dollars. La chute brutale des devises apportées par le tourisme constitue une autre source de déficit extérieur : oscillant entre 4 et 5 milliards de dollars, cet apport s'est réduit comme une peau de chagrin en 1994 à la suite des attentats perpétrés par le PKK. Ce coût doit donc être inclus dans le prix que la Turquie paie pour son obstination dans la «solution militaire».

LA CRISE ÉCONOMIQUE EN TURQUIE

Dans notre numéro précédent nous avons relevé que la guerre du Kurdistan coûtait plus 7 milliards de dollars aux contribuables turcs faisant de la Turquie l'un des plus importants importateurs d'armes du monde. Combiné à d'autres facteurs (les entreprises étatiques déficitaires, l'étroitesse du marché intérieur, la faiblesse des investissements étrangers, la diminution des recettes de tourisme etc.), ce coût, qui va *crecendo* d'année en année, vient de provoquer la crise économique la plus grave de l'histoire de la Turquie moderne.

Présentée au départ comme une conséquence des spéculations des banquiers «traités à la patrie», la crise a éclaté lorsque plusieurs revues économiques et bancaires très cotées en Europe et aux Etats-Unis, principaux bailleurs de fonds de la Turquie, l'ont classée sur la liste rouge. Ce facteur d'ordre psychologique a traduit au grand jour la fragilité du système économique dans sa totalité. Il a, pour commencer, provoqué une véritable ruée vers les devises, signe du manque de confiance des milieux d'affaires, mais aussi de simples citoyens, dans la politique économique du gouvernement. Le dollar est passé en quelques jours de 14 000 livres turques à près de 40 000 pour se stabiliser finalement à 33-34.000 livres. Disposant encore il y a deux ans d'importantes réserves en devises (plus de 16 milliards de dollars), l'État turc, financièrement très affaibli depuis, s'est trouvé avec des caisses vides au point de ne plus pouvoir honorer ses dépenses extérieures courantes, y compris les factures de ses ambassades. Plusieurs banques, appartenant en partie à l'État, ont été contraintes à déposer leur bilan. Mme Çiller, a pu convaincre

son vice premier ministre social-démocrate, Murat Karayalçın, de co-signer un programme économique extrêmement sévère, notamment pour les salariés. Les mesures économiques annoncées par le gouvernement le 5 avril visent à geler les salaires, à augmenter considérablement les taxes sur les produits de première nécessité et à réduire dramatiquement les importations afin d'augmenter les réserves de devises de l'État. Ankara qui a par ailleurs lancé un programme de privatisation, se donne trois mois pour mettre en place les structures qui permettront d'assainir le paysage économique.

Toutefois, les premiers indices demeurent pour le moins alarmants. Ces mesures drastiques ont encore davantage accéléré l'inflation qui était déjà de près de 75% par an. Celle-ci a atteint le niveau record de 50 % pour les mois d'avril et de mai. Certains observateurs craignent désormais une hyperinflation incontrôlable. La croissance économique qui oscillait entre 7-8% durant les années 80 commence également à afficher des chiffres négatifs. Les économistes s'attendent à une croissance négative s'approchant de 10% pour les trois derniers trimestres de 1994. Ankara a dû, en outre, 14 ans après le programme de redressement de 1980, de nouveau frapper à la porte du F.M.I. afin de pouvoir continuer à emprunter sur le marché monétaire international. La dette extérieure turque, évaluée \$ 67 milliards en 1994 est appelée à augmenter rapidement si le F.M.I. accorde son soutien à ce programme.

Sans vouloir réduire les causes de cette débâcle économique uniquement au coût de la guerre kurde, on ne peut s'empêcher d'établir un rapport entre les deux : les opérations

Certes, on a peu parlé en Turquie de la guerre kurde au plus vif de la crise économique. Les grands titres de la presse étaient unanimes pour présenter les sacrifices demandés par Çiller comme un devoir patriotique ; les immigrés turcs ont été, une fois de plus, appelés à accomplir leur «devoir patriotique» en transférant en Turquie leur épargne. Cependant, quelques éditorialistes ont fait allusion aux avoirs conséquents (quelque 15 millions de dollars) que Mme Çiller et son époux avaient transféré, dans des circonstances mal-éclaircies, en Amérique dans les années 80. Le premier ministre ne devrait-elle pas montrer l'exemple en retransférant ces fonds dans son pays ?

Il est toutefois douteux que le «patriotisme» puisse suffire, à lui seul, à surmonter la crise, surtout si elle aboutit à une récession durable. Tout indique que les crédits extérieurs, même s'ils ne vont pas s'arrêter définitivement, vont se faire rares ou, en tout cas, vont dépendre des conditions draconiennes imposées par des puissances financières. Le rétrécissement du marché intérieur et la paupérisation de la population turque (après celle de la population kurde qui vit dans un état de survie) sont porteurs de graves remous sociaux. Dotée de faibles ressources économiques, ne profitant pas comme ses voisins, l'Irak et Iran, de pétrodollars, la Turquie ne pourrait pas poursuivre longtemps sa guerre au Kurdistan. Les émissaires des institutions occidentales de finance, qui deviennent du coup des censeurs de l'économie turque, n'hésitent plus à établir publiquement le rapport entre la guerre et la

surmilitarisation turque qui en est une conséquence, et la crise économique.

La Turquie se trouve, plus sérieusement que par le passé, devant un choix crucial : trouver une solution politique à la question kurde qui ne manquerait pas de rétablir la confiance et de faire gagner au pays des ressources économiques nécessaires à son développement ou de continuer la guerre, en militarisant de plus en plus son économie et aboutir ainsi à

une nouvelle vague de paupérisation et de récession, passant ainsi de la liste des pays «en voie du développement» à celle du «quart monde».

Il n'y a guère de troisième solution, permettant à la fois de mener une guerre coûteuse et de réaliser le «boom économique» promis par le gouvernement à la population en échange de lourds sacrifices qui lui sont infligés.

et aux Etats-Unis rappellent à Ankara la nécessité de trouver une solution politique à la question kurde et d'honorer sa signature apposée aux nombreux documents internationaux. Les capitales occidentales semblent de plus en plus réaliser que le non-règlement pacifique cette question constitue un risque autrement plus que grave pour la région, voire pour la stabilité de la Turquie elle-même, que la «menace islamiste».

LA SITUATION AU KURDISTAN DE TURQUIE ET LA TENSION ENTRE LA TURQUIE ET L'OCCIDENT

Parallèlement à cette crise économique, la situation au Kurdistan de Turquie ne cesse de se dégrader. La promesse solennelle d'«écraser militairement les terroristes du PKK cet hiver» s'étant avérée être une illusion, le «printemps» devient, une fois de plus, la saison favorite de la recrudescence de la violence et des opérations de ratissage dans les campagnes kurdes et de l'intimidation des villes kurdes. La revue de presse de notre *Bulletin*, provenant aussi bien de *Turkish Daily News* que des journaux occidentaux, permet d'évaluer l'ampleur de cette violence.

En même temps, un nouvel exode kurde commence à voir le jour : de dizaines de milliers de Kurdes fuient la Turquie vers le Kurdistan irakien. Les autorités turques accusent le PKK d'organiser sciemment cet exode pour s'acquérir une légitimité internationale. Que cette organisation tente d'encadrer cet exode et de l'utiliser pour sa propre propagande se conçoit. Il n'en demeure pas moins que les raisons profondes de ce fait sont à rechercher dans la politique turque elle-même. La destruction massive et délibérée des campagnes donne naissance, inévitablement, à un flux humain. Ce exode n'est d'ailleurs nullement récent. La presse turque parle depuis des années des «millions qui quittent l'Est» pour les grandes métropoles de la Turquie ou qui vivent sous les tentes à la périphérie de Diyarbakir. Mais jus-

qu'à maintenant cet exode était essentiellement «interne»; ses échos internationaux étaient donc d'autant plus faciles à étouffer. Or, comme dans le cas des Kurdes irakiens en 1988, avec l'intensification de la politique de «dékurdisation» de la région frontalière, le flux s'oriente naturellement vers d'autres pays de la région, avec des conséquences régionales et internationales, nécessitant l'intervention du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (UNHCR). Bien plus que le sort des «pauvres paysans contraints par le PKK à émigrer» ce sont ces conséquences qui font peur à Ankara.

Ces conséquences voient le jour à un moment où les relations de la Turquie avec le monde extérieur connaissent la crise la plus sérieuse depuis le coup d'Etat de 1980. La situation peut être même définie comme plus grave qu'en 1980 car à l'époque les généraux au pouvoir pouvaient monnayer la «menace du communisme» auprès des Etats-Unis et de la Grande Bretagne pour jouir de la compréhension de leurs alliés. La carte de la «menace d'islamisme», de plus en plus utilisée par Çiller, y compris lors de sa rencontre en avril avec Bill Clinton à la Maison Blanche, ne semble pas être aussi efficace. Au contraire, la pression européenne s'accroît depuis l'intervention brutale d'Ankara contre les députés du DEP (et, par conséquent, aussi contre la vie parlementaire turque). Après l'opinion publique, les instances de décision en Europe

Jusqu'à maintenant la stratégie d'Ankara consistait à se rapprocher davantage de Washington et ignorer les pressions européennes. Or l'âge de la complaisance totale américaine à l'égard de son allié semble désormais révolu : Stephen Oxman, secrétaire adjoint du département d'Etat a expliqué, à la suite de sa mission en Turquie, que le problème kurde ne pouvait être résolu par des moyens purement militaires (*Turkish Daily News*, 12 mars 1994). Le rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme du Congrès américain, John Porter, a souhaité que 25% de l'aide américaine à Ankara dépende désormais de la solution trouvée dans l'affaire chypriote, mais trouvant cette mesure insuffisante, il a demandé la suspension totale de l'aide tant que le gouvernement turc ne montre pas sa bonne foi dans les dossiers des droits de l'homme et de la question kurde. Inutile de dire que sa proposition a soulevé un tollé général dans la presse turque

Les médias inféodés au gouvernement ont vivement réagi aux pressions de l'Europe et des Etats-Unis, et demandé que l'on refuse, au nom de la «dignité nationale», la partie de l'aide américaine qui sera désormais conditionnelle. Les dirigeants allemands, les maires et les responsables sociaux-démocrates, notamment, ont été publiquement accusés du «délit de séparatisme». Les médias s'en sont aussi violemment pris aux instances européennes, comme le Parlement européen et le Conseil de l'Europe, évitant cependant de citer les résolutions adoptées par elles sur le problème kurde, dans le cadre de leur politique de *black-out* sur cette question.

Ces réactions ne sont pas surprenantes dans la mesure où elles relèvent de la paranoïa nationaliste ambiante en Turquie. On peut

les interpréter également comme les ressorts désormais fort usés d'une guerre psychologique. Quant à la réaction la plus surprenante, elle est venue du ministère des Affaires étrangères lui-même. Celui-ci a accusé l'Amnesty International, qui condamne pourtant aussi le PKK dans chacun de ses rapports sur la Turquie, de mener «une propagande anti-turque» et d'encourager le «terrorisme» (cf. p. 16).

Par le passé, le régime de Pinochet avait accusé cette organisation respectée et indépen-

dante des droits de l'homme de se laisser noyauter par les «communistes». L'URSS de Brejnev trouvait la racine du mal dont aurait souffert l'organisation plutôt dans les «agents de l'impérialisme». La Turquie des généraux, quant à elle, l'avait accusée, dans les années 80, de collaborer avec les «terroristes». Le dégel idéologique des dernières années n'aurait donc pas touché la Turquie qui continue à utiliser un tel langage et à se ridiculiser.

lementaire des députés kurdes. Après des rencontres avec des officiels turcs, des avocats de la défense et des représentants des associations turques des droits de l'homme la mission américaine a, le 16 mai, rendu public à Washington son rapport stigmatisant «la violation par la Turquie de ses engagements de droit international et des ses propres constitution, code pénal et code de procédure». Le rapport de *Law Group* a eu un large écho au sein des comités spécialisés du Congrès américain.

AINSI QUE...

• **ASSASSINAT DE LISSY SCHMIDT.** Lissy Schmidt, journaliste allemande, correspondante de Reuter, 35 ans, était la seule journaliste occidentale basée au Kurdistan d'Irak. On lui devait la plupart d'informations «quotidiennes» sur cette région coupée du monde. Fine observatrice du Moyen-Orient, du Kurdistan plus particulièrement, cette journaliste a succombé, le 30 avril, à un attentat attribué aux agents de Bagdad. Le régime irakien est opposé, depuis toujours, à la présence des étrangers, des «témoins» sur place. Il avait, dans le passé, interdit le Kurdistan aux journalistes étrangers. Aux journalistes «invités» aux grands frais, il ne montrait que les «gloires de la révolution». Ce fait lui avait permis de mettre en place, sans témoin ni sanction, des opérations de ratissage d'une extrême violence. La présence des témoins étrangers continue de l'inquiéter précisément parce qu'il se prépare à réimposer un jour ou l'autre son ordre sur le «Nord» et à continuer son œuvre de démolition.

L. Schmidt, qui n'hésitait pas, au besoin, à dénoncer sévèrement aussi les acteurs kurdes eux-mêmes, reste un exemple de courage et de fidélité à la déontologie de la presse. Ni les droits de l'homme ni la dignité humaine ne peuvent être respectés sans ce droit (et ce devoir) primordial d'informer et de témoigner. Comme l'écrit l'une de ses consœurs suédoises, Katharina Björvall «la démocratie a besoin des Lissy Schmidt» (p.71).

• **DÉPUTÉS NORVÉGIENS SOLIDAIRES DE LEURS COLLÈGUES KURDES.** Deux parlementaires norvégiennes, Mme. Tove Kari Viken, du Parti chrétien démocrate et Mme. Anita Apfeltaun, du Parti du Centre, se sont rendues à Ankara les 2 et 3 mai pour manifester leur solidarité avec les six députés kurdes détenus et en particulier pour souhaiter bon anniversaire à leur collègue Leyla Zana, fêtant le 3 mai ses 33 ans derrière les barreaux d'une prison turque. Les autorités turques n'ont pas autorisé les parlementaires norvégiennes à rendre visite à leurs collègues. Celles-ci ont tenu une conférence de presse devant la porte de la prison pour exprimer leur émotion et demander la libération des députés kurdes emprisonnés.

Au même moment une mission d'*International Law Group for Human Rights* se trouvait également à Ankara pour enquêter sur les conditions de la levée de l'immunité par-

• LA DETTE INTÉRIEURE TURQUE ATTEINT UN RECORD HISTORIQUE.

D'après les statistiques officielles citées par le *Turkish Daily News* du 7 avril la dette intérieure turque a atteint à la fin de 1993, le niveau record de TL 356,5 trillions (environ 200 milliards FF), soit 27 % du PNB, contre 23,3 % du PNB en 1992. Cette annonce intervient au lendemain du programme d'austérité mis en route par Mme. Çiller.

• **DEUX HÉLICOPTÈRES AMÉRICAINS ABATTUS PAR ERREUR PAR LA CHASSE AMÉRICAINNE DANS LE CIEL DU KURDISTAN.** L'incident survenu le 14 avril a fait 26 morts, dont 22 militaires alliés et 4 Kurdes. Le gouvernement kurde a décrété un deuil de 3 jours «en souvenir de ceux qui sont morts alors qu'ils tentaient de protéger notre peuple». Des prières ont été récitées dans les mosquées et les églises de toutes les villes sous contrôle kurde et les dirigeants kurdes ont envoyé des messages de condoléances aux chefs d'Etats des pays qui avaient des ressortissants à bord des hélicoptères abattus.

CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE

Note de rédaction : pour des raisons techniques, indépendantes de notre volonté (collecte et comparaison des sources), nous ne publions dans ce numéro de Bulletin que le bilan du mois d'avril des violations des droits de l'Homme et de la guerre au Kurdistan de Turquie. Nos lecteurs trouveront également des données statistiques concer-

nant les mois de mars et d'avril, incluant cette fois-ci la totalité de la Turquie. Nous publierons, dans notre prochaine numéro, les données du mois de mai.

1^{er} avril

Yasar Saskin, 18, a été tué, Abdülkerim Erkan blessé par des «tueurs non identifiés» dans le

quartier Huzurevler de Batman. 4 militants du PKK et deux soldats ont trouvé la mort lors des affrontements à Bitlis et à Agri.

2 avril

3 personnes ont été tuées par des «tueurs non identifiés» à Batman et à Diyarbakir. L'attentat à Batman qui a coûté la vie à Abdullah Temiz (24) et Abdülkerim Arslan (17) est attribué à un groupe de Hizbollahi. La personne qui a trouvé la mort à Diyarbakir, Fazil Alay (32), était membre du DEP. Le président du Parti de la Prospérité d'Igdir, Abdülvahap Akar, enlevé par le PKK, a été retrouvé mort. Le même jour, un bus allant au village de Kanipanka (sous-préfecture de Çinar), a heurté une mine. Un voyageur a été tué, 8 autres ont été blessés.

3 avril

Nurullah Ensari (15) a été tué à Batman par des «tueurs non-identifiés». Aziz Gürbüz, du village de Kertvene (Duruca, sous-préfecture de Nusaybin), disparu depuis 31 mars, a été retrouvé mort. Lokman Altun (18) et Serif Gezer, 18 ans, ont été tués par des «tueurs non identifiés» dans le quartier Meydan de Batman ; Ekrem Uludag (18) à Diyarbakir.

5 avril

4 combattants du PKK et 25 soldats ont trouvé la mort lors des affrontements à Agri, Bingöl et Hazro.

6 avril

Necdet Kant (maire du quartier) a été tué à Diyarbakir ; Burhanettin Aran (20), étudiant, a trouvé la mort toujours dans un attentat commis par des «tueurs non identifiés» dans la même ville. Süleyman Yigit a également trouvé la mort dans le quartier Çamlica, toujours à Diyarbakir, lors d'une autre attaque.

7 avril

L'avocat Kazim Ekinci a été tué à Viransehir (Urfa) par des «tueurs non identifiés» alors qu'il sortait de chez lui. Fahri Inan a été tué dans la même ville.

8 avril

45 militants du PKK et 14 militaires ont trouvé

la mort lors des affrontements dans les provinces de Diyarbakir, Mardin et Bitlis.

9 avril

A Silvan, M. Ali Durak, directeur d'une école primaire a trouvé la mort lors d'un attentat commis par des «tueurs non identifiés».

10 avril

Recep Dagdelen et Tevfik Altuner ont été tués, respectivement à Batman et à Diyarbakir, par des «tueurs non-identifiés».

11 avril

Necati Aydin, ancien président du syndicat Sağlık Sen, et Mehmet Ay, arrêtés il y a une semaine à Diyarbakir, ont été trouvés morts près de Pamukçay, dans la sous-préfecture de Bismil. 3 personnes ont été tuées sur une route avoisinant Silvan. Le même jour les «protecteurs de village» ont incendié le village de Batmine et fusillé 7 civils. 8 protecteurs de village ont été tués lors d'une attaque des guérilleros du PKK. 10 guérilleros ont trouvé la mort lors des affrontements avec l'armée à Diyarbakir, Mus et Tunceli.

12 avril

12 militants du PKK ont été tués par l'armée dans les villages d'Andaç (Sirnak) et Gözertepe (Bingöl)

13 avril

Les forces de sécurité ont attaqué le village Akres (Akbag, province de Mardin) et exécuté Kamil Ay.

14 avril

Bülent İşçi a été tué par des «tueurs non-identifiés» à Diyarbakir. 14 guérilleros et 6 soldats ont trouvé la mort lors des affrontements au mont Tendürek.

15 avril

Mustafa Cengiz et Nihat Bas ont trouvé la mort, respectivement à Kiziltepe (province de Mardin) et à Diyarbakir, lors des attentats perpétrés par des «tueurs non-identifiés». 15 militants du PKK ont été tués par l'armée lors des affrontements à Siirt et à Mardin.

17 avril

Zeki Aksoy a été tué à Mardin. Le camp de Zelé (au Kurdistan d'Irak) a été bombardé par l'aviation turque. 47 guérilleros du PKK seraient mort, selon les informations officielles turques, lors de ce bombardement.

20 avril

Ahmet Özçelik et Suat Evcı ont été tués à Batman par des «tueurs non-identifiés».

21 avril

Resit Baser a été tué à Batman par des tueurs non-identifiés. 8 militants du PKK ont trouvé la mort lors d'une attaque de l'armée turque dans la province de Bingöl. 4 autres militants ont été tués à la montagne Güven (Hakkari) et au village Çiftlik (Kahramanmaraş) lors des attaques de l'armée. 5 fonctionnaires, dont deux enseignants, enlevés le 19 avril par le PKK sur la route de Tunceli-Ovacik, ont été retrouvés morts..

22 avril

7 protecteurs de village ont été tués par le PKK dans le village de Yankipinar (province de Kars). Selahettin Kisrik qui était arrêté dans le village de Küçükonak (Niviya, sous-préfecture de Dagyli) a été trouvé mort près du village d'Agaçköy.

24 avril

Erdal Akdeniz (20) et Sahabettin Alkan, étudiants à l'université de Dicle (Diyarbakir) ont été tués chez eux par des «tueurs non-identifiés».

25 avril

Davut Toprak (34 ans, gardien de prison) et Emin Gölcü ont été tués à Diyarbakir par des tueurs non-identifiés».

27 avril

Selon les sources officielles turques, 14 militants du PKK ont été tués à Mus, Bingöl et Batman.

28 avril

13 militants du PKK ont été tués dans le village de Saggöze (Bingöl). Lors d'une autre opération de l'armée, 4 autres militants ont

trouvé la mort dans le village de Yolaçti, dans la même province affirment les média turcs.

29 avril

Recep Oyrur (enseignant, 39 ans) et Ilhan Böküm (19) ont trouvé la mort à la suite des

attaques des «tueurs non-identifiés».

30 avril

Heci Dervis Akin (70 ans), enlevé au village Agaçyurdu (province de Sirnak) a été retrouvé mort.

**Bilan des violations des Droits de l'Homme
pour les mois de mars et d'avril
établie par l'Association turques des Droits de l'Homme**

MARS

Villages et hameaux détruits	20
Morts sous la torture et exécutions extra-judiciaires	40
Allégations de disparition pendant la garde à vue	24
Morts lors des attaques visant les civils	102
Morts à la suite des attaques perpétrées par des tueurs «non-identifiés»	34
Nombre de morts lors des affrontements	500
Licenciements pour cause d'opinion politique	463
Nombre de publications saisies	20
Associations, partis politiques et syndicats perquisitionnés	6
Nombre d'associations et de publications interdites	7
Nombre de personnes placées en garde à vue	2198
Nombre de personnes arrêtés	124
Total des peines de prisons et d'amendes infligées aux écrivains	48 ans, 2 milliards 450 million de livres
Nombre de journalistes en prison	64

AVRIL

Villages et hameaux détruits	27
Morts sous la torture et exécutions extra-judiciaires	21
Allégations de disparition pendant la garde à vue	13
Morts lors des attaques visant les civils	26
Morts à la suite des attaques perpétrées par des tueurs «non-identifiés»	30
Nombre de morts lors des affrontements	379
Licenciements pour cause d'opinion politique	2347
Associations, partis politiques et syndicats perquisitionnés	6
Associations et publications interdites	44
Nombre de publications saisies	59
Nombre de personnes placées en garde à vue	1757
Total des peines de prisons et d'amendes infligées aux écrivains	22 ans, 5 milliards, 900 millions de livres
Total des peines de prisons requises	25 ans

DESTRUCTION DE VILLAGES

Villages et hameaux détruits dans les sous-préfectures de Lice, Kulp et Genç entre le 26 avril et le 20 mai (source : Association des Droits de l'Homme, section de Diyarbakir):

Genç : le village d'Azgler (Geyikdere) et ses hameaux : Lehaseri, Siyere, Vengasor, Sergewra, Tiryar. Les hameaux du village Satos (Saggöze)Avdos, Xizingoz, Norsin, Mardarik, Yazkonak, Karzel et Vartok ainsi que le village Yolaçti. **Kulp**, les hameaux Harto (Karpuzlu), Kafan, Kiran (Dirlik), Mezre, Köprübasi ; les villages Deya jor et Deya Xwar (Elmali), Ziraçti (Çağlayan), Adrok, Gomak (Agirli), et Simsor. **Lice** : les villages de Sise (Yolaçti), Adrak, Deroxust (Dilbek), Cinezur (Çagdas), Herniyat, Zara (Gökçe), Hewre, Celke (Güçlü), Pirik (Serin), Hiseynik (Arikli), Saçlat, Balince (Esenler), Firdeys, Cumare, Mamitne, Engül (Günes), Fis, Hendit (Yorulmaz), Mizak (Kiliçli), Derkan. Les hameaux de Goma Heci Qadir, Goma Çelebia, Goma Heci Emrexan, Geduk, Goma Heci Usiv

1er mai

Resul Dogan et Mehmet Tur, arrêtés le 24 avril dans le village de Papagankaya (province de Sirnak) ont été retrouvés morts. La télévision turque les a présentés comme des «terroristes abattus» lors des affrontements.

2 mai

Nazmi Baran, enlevé à Eyromiye (Çaygeçit), village de Batman, par des forces spéciales de l'armée déguisées en guérilleros du PKK, a été retrouvé mort. Il a été présenté par la préfecture de la Région comme un «terroriste».

4 mai

Ilhan Karatekin a été tué, Ayhan Kayrilar blessé à Diyarbakir dans un attentat perpétré par des «tueurs non-identifiés».

5 mai

5 militants du PKK et 3 soldats ont trouvé la mort lors des affrontements dans la province de Tunceli.

8 mai

Serif Avsar (frère de B. Avsar, représentant européen du journal *Özgür Ülke*) enlevé le 22 avril à Diyarbakir, a été retrouvé mort. Le corps de S. Avsar a été livré à sa famille par la police qui avait pourtant nié, dans un premier temps, toute implication dans l'enlèvement.

9 mai

le village de Tiyar (sous-préfecture de Çukurca, préfecture de Hakkari) a été incendié par l'armée. 5 villageois ont trouvé la mort sous le feu des militaires. 2 civils ont trouvé la mort lors des opérations de l'armée dans la province de Tunceli. Selon les sources provenant du PKK, 25 soldats ont trouvé la mort lors d'une opération menée par les guérilleros sur le mont Namaz (province de Sirnak).

10 mai

Medeni Göktepe (anciennement membre du comité central du HEP, interdit) et Ibrahim Güz (membre du DEP) ont trouvé la mort lors d'une attaque des «tueurs non identifiés». Selon les sources militaires, 22 militants du PKK ont trouvé la mort dans les provinces de Hakkari, Siirt, Batman, Kahramanmaras et Mus. 5 protecteurs de village ont été tués à Urfa. A Ergani, 11 guérilleros du PKK auraient été enterrés vivants.

15 mai

Lors de deux attentats perpétrés à Diyarbakir par des «tueurs non identifiés», Suphi Kaya, Naci Asutay et son fils Ismail Asutay ont trouvé la mort. Une personne a été tuée dans le village d'Apika, à Kozluk. Une autre personne a été blessée lors d'explosion d'une bombe à Batman.

17 mai

Resit Demirhan, Sabri Akdogan, et deux autres personnes (Hasan et Vahap) enlevés dans les villages de Lice ont été retrouvés morts. Leurs corps portaient des traces de la torture. 28 personnes ont trouvé la mort lors d'une attaque hélicoptée de l'armée. Elles ont été présentées comme des «terroristes». Tou-

tefois, il s'agissait des civils. Seules deux personnes sur 28 portaient des armes. 9 autres personnes ont été tuées dans le village d'Edebük, province d'Erzincan, à la suite d'une attaque attribuée au PKK.

18 mai

Dans le quartier Seyrantepe de Diyarbakir, M. Emin Alkan, étudiant âgé de 22 ans, a été tué par des «tueurs non identifiés».

20 mai

A Batman, le directeur d'une école primaire a été tué par des tueurs non identifiés.

21 mai

8 militants du PKK et un soldat ont trouvé la mort lors d'une opération de l'armée. 4 autres militants sont morts dans la montagne de Kato, lors d'une autre opération de l'armée.

22 mai

Le corps décapité de Hasan Bayram, enlevé le 18 mai dans un village de Lice, a été retrouvé près du village Cumare.

23 mai

Selon la presse turque 15 guérilleros du PKK ont trouvé la mort lors des opérations de l'armée dans divers villages de la province de Sirnak. Un civil a été tué, trois autres blessés

par le PKK sur la route de Palu (province d'Elazig).

25 mai

7 personnes ont été tuées, 5 autres blessées dans les villages d'Ardiçli et Üçevler (province de Siirt) lors des attaques attribuées au PKK.

26 mai

Selon la presse turque 13 militants du PKK ont trouvé la mort lors d'une opération de l'armée dans le village de Senyayla (province de Mus).

27 mai

Selon la presse turque 7 militants du PKK ont été tués lors des affrontements dans les provinces de Siirt et de Sirnak.

28 mai

11 protecteurs de villages ont été tués, 4 autres blessés, lors d'une attaque attribuée au PKK.

30 mai

7 militants du PKK ont trouvé la mort lors d'une attaque de l'armée turque. 3 civils ont été exécutés à Bingöl, près du village d'Elmali, par des militants du PKK. 4 personnes, Erkan Özcan (enseignant), Mehmet Çetin, Fahrettin Kaplan et Selahattin Kaplan ont été tués par des militants présumés du PKK.

EN BREF LA REVUE DE PRESSE

TURQUIE : ATMOSPHÈRE RÉPRESSIVE POUR LES ÉLECTIONS AU KURDISTAN — DES OBSERVATEURS SCANDALISÉS. (*Le Soir de Bruxelles*, 1^{er} avril 1994), p.1.

M^{me} ÇILLER -ET L'ISLAM- PRENNENT LA TURQUIE PAR SURPRISE. (*The European*, 1^{er} avril 1994), p.2.

L'INTERDICTION A-T-ELLE RENFORCÉ LE PKK ? (*Die Zeit*, 1^{er} avril 1994), p.3-4.

LES MILITANTS KURDES NE DOIVENT PAS

ÊTRE TRANSFORMÉS EN CIBLE, MAIS ILS DEVRAIENT ÊTRE SÉVÈREMENT PUNIS. (*Die Zeit*, 1^{er} avril 1994), p.4-5.

KURDISTAN : UN APPEL DES PRIX NOBEL DE LA PAIX POUR UNE SOLUTION PACIFIQUE AU PROBLÈME KURDE EN TURQUIE. —BILAN DE LA CAMPAGNE : «*Les Kurdes existent : parlons-en !*» — KURDISTAN IRAKIEN : Le bilan. (*La Lettre de la Fondation*, 13 avril 1994), p.6.

DES CENTAINES DE KURDES TURCS SE RÉ-

FUGIENT DANS LE NORD DE L'IRAK AU COURS DES TROIS DERNIÈRES SEMAINES. (A.F.P., 1^{er} avril 1994), p. 7.

LA BAVIÈRE ORDONNE L'EXPULSION DES KURDES vers la Turquie. (A.F.P., 1^{er} avril 1994), p. 7-8.

LA BAVIÈRE ORDONNE L'EXPULSION DE KURDES ACCUSÉS D'AVOIR PARTICIPÉ À DES MANIFESTATIONS VIOLENTES en Allemagne à l'occasion du Nouvel an Kurde. (A.F.P., 1^{er} avril 1994), p. 7-8.

DES PRIX NOBEL DE LA PAIX SOUHAITENT SE RENDRE EN MISSION EN TURQUIE. (Gamk, 7 avril 1994), p. 9.

UNE ORGANISATION KURDE ACCUSE LES SERVICES SECRETS TURCS DE L'ASSASSINAT D'UNE JOURNALISTE ALLEMANDE DANS LE NORD DE L'IRAK. (Gamk, 7 avril 1994), p. 9.

L'ALLEMAGNE ENVISAGE D'ARRÊTER SES LIVRAISONS D'ARMES A LA TURQUIE. (Le Monde, 7 avril 1994), p. 9.

LOURDES PERTES DANS LES RANGS DU PKK, SELON ANKARA. (Gamk, 29 avril 1994), p. 10.

NUAGES SUR LE TOURISME TURC. (Gamk, 31 avril- 1^{er} mai 1994), p. 10.

AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (Turkish Probe, 1^{er} avril 1994), p. 11.

ANKARA REFUSE DE PRENDRE «MADAME» (MITTERRAND) AU SÉRIEUX. (Turkish Daily News, 1^{er} avril 1994), p. 12.

LES RÉSULTATS DU SUD-EST : EST-CE LE REFAH QUI GAGNE OU LE DEP QUI PERD ? (Turkish Daily News, 1^{er} avril 1994), p. 12-13.

TUMULTE POLITIQUE BOULEVERSE LE GOUVERNEMENT. Le partisan du Refah et du SHP manifestent à Ankara dans une ambiance nerveuse. (Turkish Daily News, 1^{er} avril 1994), p. 13-14.

L'ISLAM AU REGARD TURC. (The Economist, 2 avril 1994), p. 15.

IRAK. 2 000 KURDES DE TURQUIE SE SONT RÉFUGIÉS DANS LE NORD DU PAYS... (Libération, 1 avril 1994), p. 15.

LA CAUSE KURDE. «Je suis né dans une ville qui sentait le cuivre.» (Le Journal de Genève, 2 avril 1994), p. 15.

SELON M. KILINÇ (DÉPUTÉ DU DEP), LE MODÈLE CHYPRIOTE DEVRAIT ÊTRE ADOPTÉ POUR RÉSOUDRE LA QUESTION KURDE. (Turkish Daily News, 2 avril 1994), p. 16.

ANKARA ACCUSE L'AMNESTY INTERNATIONAL DE BIAISER LES INFORMATIONS AFIN DE PORTER ATTEINTE À LA TURQUIE. (Turkish Daily News, 2 avril 1994), p. 16.

UN NOUVEL ATTENTAT À ISTANBUL FAIT DEUX MORTS ET REMET EN QUESTION LA SÉCURITÉ DU TOURISME en Turquie, au seuil de la belle saison. (A. F. P., 2 avril 1994), p. 17.

LA TURQUIE NE PEUT UTILISER LES ARMES ALLEMANDES QUE DANS DES MISSIONS DE L'OTAN et non dans sa guerre contre les rebelles kurdes, selon Bonn. (A. F. P., 2 avril 1994), p. 18.

RACISME. KURDES EXPULSÉS DE BAVIÈRE. (l'Humanité, 2 avril 1994), p. 18.

MUNICH ORDONNE L'EXPULSION DES KURDES VERS LA TURQUIE. Les Kurdes risquant la mort et la torture à Ankara, Klaus Kinkel a prévenu contre «toute précipitation.» (Libération, 2-3 avril 1994), p. 18.

DISPARITIONS, TORTURES, VILLAGES DÉTRUITS, EXODE... L'ARMÉE TURQUE SE DÉCHAÎNE AU KURDISTAN. Pourchassés par l'armée turque, 2 000 Kurdes se sont réfugiés vendredi en Irak. Ankara refuse de distinguer les terroristes des autres et se livre aux pires exactions dans cette région chaque jour un peu plus coupée du monde. (Ouest - France, 2 avril 1994), p. 19.

SADDAM AURA FAIT EXÉCUTER SON COUSIN ABBAS ABED AOUN ET DEUX MEMBRES DE SA FAMILLE À LA SUITE D'UNE NOUVELLE CHUTE DU DINAR. (Turkish Daily News, 4 avril 1994), p. 20.

LE PKK SERAIT SUR LE POINT D'ÊTRE ÉLIMINÉ DANS LE MONT ARARAT. (Turkish Daily News, 4 avril 1994), p. 20.

KURDISTAN : UNE JOURNALISTE ALLEMANDE VICTIME D'UN ATTENTAT. (Libération, 4 avril 1994), p. 20.

LE PKK INTENSIFIE SA GUERRE AU TOURISME TURC. Un attentat a fait deux morts samedi à Istanbul. Les séparatistes kurdes durcissent leur action alors que la saison touristique commence en Turquie. (Libération, 4 avril 1994), p. 21.

UN AUTEUR KURDE, EDIP POLAT, ET UN AUTEUR VIETNAMIEN ONT OBTENU LE PRIX DE «LIBERTÉ D'ÉCRIRE». LEURS PRIX LEUR SERONT DÉCERNÉ IN ABSENTIA. (News From PEN American Center, 6 avril 1994), p. 22-23.

LA SALE GUERRE EN TURQUIE. L'armée prépare son offensive du printemps. (International Herald Tribune, 5 avril 1994), p. 23.

PERES VISE LES EAUX DE LA TURQUIE. (Turkish Probe, 15 avril 1994), p. 24.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (Turkish Probe, 15 avril 1994), p. 25.

UNE DÉLÉGATION DES PRIX NOBEL SE RENDRA EN TURQUIE AU COURANT DU MOIS PROCHAIN. (Turkish Daily News, 5 avril 1994), p. 26.

KINKEL DEMANDE QUE LA TURQUIE N'UTILISE PAS LA CARTE DU PKK POUR VIOLER LES DROITS DE L'HOMME. (Turkish Daily News, 5 avril 1994), p. 26.

INFLATION RECORD DES PRIX DE VENTE EN GROS DEPUIS 65 MOIS : 74%. (Turkish Daily News, 5 avril 1994), p. 27.

LA CORRESPONDANTE D'AFP, LISSY SCH-

MIDT, 35 ANS, A ÉTÉ TUÉE EN IRAK DU NORD. (*Turkish Daily News*, 5 avril 1994), p. 27.

REPORTERS SANS FRONTIÈRES (RSF) DEMANDE UNE ENQUÊTE DE L'ONU SUR L'ASSASSINAT D'UNE JOURNALISTE DANS LE KURDISTAN irakien. (*A.F.P.*, 5 avril 1994), p. 28.

L'ALLEMAGNE ENVISAGE D'ARRÊTER SES LIVRAISONS D'ARMES À LA TURQUIE alors que des témoignages font état de leur utilisation contre les séparatistes kurdes. (*A. F. P.*, 5 avril 1994), p. 28.

LA MAIN DURE CONTRE LES KURDES. Le gouvernement turc a décidé d'utiliser la force. (*El País*, 5 avril 1994), p. 29-30.

REVENDIQUÉ PAR L'ARMÉE POPULAIRE DE LIBÉRATION DU KURDISTAN. L'ATTENTAT DU GRAND BAZAR D'ISTANBUL SONNE LE GLAS DE LA SAISON TOURISTIQUE. Une Tunisienne et un Espagnol ont été tués dans l'attentat qui a eu lieu dans le Grand Bazar d'Istanbul, samedi 2 avril (*Le Monde* daté 3-4 avril). Une quinzaine d'autres personnes, dont deux touristes français, ont également été blessées par l'explosion. (*Le Monde*, 5 avril 1994), p. 30.

KURDISTAN : L'UNION PATRIOTIQUE ACCUSE BAGDAD DE L'ASSASSINAT D'UNE JOURNALISTE. (*Libération*, 5 avril 1994), p. 31.

KURDISTAN IRAKIEN. Journaliste allemande tuée. (*La Liberté*, 5 avril 1994), p. 31.

UNE JOURNALISTE ALLEMANDE TUÉE AU KURDISTAN. (*Le Monde*, 6 avril 1994), p. 31.

TURQUIE : LES NOBEL AU SECOURS DE LA PAIX. Plusieurs lauréats du *Prix Nobel de la Paix* devraient se rendre à Ankara pour une mission de conciliation à propos du problème kurde. — LE DEP : UN PARTI EN DANGER DE MORT. Responsable du parti de la Démocratie (DEP), Remzi Kartal veut encore croire au sauvetage du Kurdistan par la voie négociée. — AUSTÉRITÉ POUR LES TURCS. (*L'Est Républicain*, 5 avril 1994), p. 32-33.

L'IRAK DÉMENT ÊTRE IMPLIQUÉ DANS LE MEURTRE D'ÉTRANGERS AU KURDISTAN, qualifiant de «ridicules» les accusations américaines à ce sujet. (*A.F.P.*, 6 avril 1994), p. 34.

M. BOUTROS-GHALI DÉPLORE L'ASSASSINAT DE LA JOURNALISTE DE L'A.F.P. LISSY SCHMIDT dimanche dernier dans le Kurdistan irakien, et dont les mobiles restent inconnus. (*A.F.P.*, 6 avril 1994), p. 34.

NOUVELLE CRITIQUE D'ANKARA CONTRE L'ORGANISATION «FRANCE-LIBERTÉS», présidée par Danielle Mitterrand, l'épouse du président français, qui a annoncé une prochaine mission «de conciliation» en Turquie de plusieurs lauréats du *Prix Nobel de la Paix* concernant le problème kurde. (*A.F.P.*, 6 avril 1994), p. 35.

67 REBELLES KURDES ET DEUX MILITAIRES TUÉS EN ANATOLIE au cours d'opérations militaires sur le mont Ararat. (*A.F.P.*, 6 avril 1994), p. 35.

ASSASSINAT DE LISSY SCHMIDT : LES KURDES D'ALLEMAGNE ACCUSENT LES SERVICES SECRETS TURCS. (*A.F.P.*, 6 avril 1994), p. 36.

... ET LA NATION AVALE LA PILULE AMÈRE. Le Premier ministre explique que les nouvelles mesures visant à empêcher que la Turquie tombe dans une situation inflationniste du type latino-américain (*Turkish Daily News*, 6 avril 1994), p. 37-38.

LES FORCES DE SÉCURITÉ PATROUILLENT DANS LA SUD-EST DE LA TURQUIE (*Turkish Daily News*, 6 avril 1994), p. 38.

DES KURDES DE TURQUIE SE RÉFUGIENT DANS LE NORD DE L'IRAK (*Gamk*, 6 avril 1994), p. 38.

L'AFFAIRE KURDE GAGNE DE L'IMPOR-TANCE DANS LES RELATIONS TURCO-GERMANIQUES (*Turkish Daily News*, 7 avril 1994), p. 39.

INAL BATU, AMBASSADEUR TURC À L'ONU RÉPOND À M^{me} MITTERRAND. Dans une

lettre envoyée à Boutros-Ghali il dément les «allégations» contre la Turquie. (*Turkish Daily News*, 7 avril 1994), p. 39.

LA DETTE INTÉRIEURE TURQUE ATTEINT SON NIVEAU RECORD. (*Turkish Daily News*, 7 avril 1994), p. 39.

LES VILLAGEOIS KURDES METTENT SUR PIED UNE DÉFENSE CONTRE LES GUÉRILLEROS. (*Turkish Daily News*, 7 avril 1994), p. 40.

SELON LES ÉTATS-UNIS L'IRAK UTILISE LES ASSASSINS PROFESSIONNELLES POUR TUER LES ÉTRANGERS. (*Turkish Daily News*, 7 avril 1994), p. 40-41.

LA TURQUIE FOURNIRA DE L'ÉLECTRICITÉ AU NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 7 avril 1994), p. 41.

APRÈS L'EXPLOSION D'UNE BOMBE À ISTANBUL LES TOURISTES ANNULENT LEUR VISITE EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 7 avril 1994), p. 41.

ALLEMAGNE : FIN DES LIVRAISONS D'ARMES À LA TURQUIE ? (*Le Soir de Bruxelles*, 6 avril 1994), p. 41.

KURDISTAN : WASHINGTON ACCUSE BAGDAD DU MEURTRE D'UNE JOURNALISTE ALLEMANDE. (*Le Quotidien*, 7 avril 1994), p. 41.

L'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SUR L'IRAK : UN NOUVEAU PROBLÈME POUR MAJOR (*International Herald Tribune*, 7 avril 1994), p. 42.

LES MESURES DE STOPPER LA CHUTE DE LA LIVRE TURQUE ONT ÉCHOUÉ (*International Herald Tribune*, 7 avril 1994), p. 42.

LE CHANCELIER KOHL EXHORTE LES AUTORITÉS RÉGIONALES À EXPULSER LES KURDES VIOLENTS en Allemagne pour exprimer leur hostilité au gouvernement turc. (*A.F.P.*, 7 avril 1994), p. 43.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND SUSPEND UNE LIVRAISON DE MATÉRIEL MILITAIRE À

LA TURQUIE prévue en avril dans la crainte d'une utilisation de ce matériel contre la rébellion kurde. (*A.F.P.*, 7 avril 1994), p. 43.

FAUT-IL CHASSER CERTAINS KURDES ? La Bavière veut expulser les radicaux mais cela suscite des protestations. (*Le Soir de Bruxelles*, 7 avril 1994), p. 44.

LE PKK INAUGURE À ATHÈNES. Les Grecs font bon accueil à la guérilla kurde. (*Le Nouveau Quotidien*, 7 avril 1994), p. 44.

ALLEMAGNE : DES KURDES SERONT-ILS EXPULSÉS VERS LES TRIBUNAUX DE TURQUIE ? La Bavière est prête aux expulsions. L'affaire suscite pourtant de vives protestations, en Allemagne, du fait des exportations d'armes vers la Turquie. (*La Liberté*, 7 avril 1994), p. 45.

LE COMBAT HUMANITAIRE DE DANIELLE MITTERRAND : «JE SUIS UNE FEMME INDÉPENDANTE.» Portrait : la femme du président de la République fait sa propre politique. Les droits de l'homme et la lutte contre le racisme sont sa seule raison d'État. Avec son franc-parler, elle contrarie même parfois les projets de la diplomatie française. (*Courrier International*, 7-13 avril 1994), p. 46-47.

EX-OTAGES DU PKK. Ils ne veulent pas payer la facture. (*La Liberté*, 8 avril 1994), p. 47.

DES ARMES ALLEMANDES CONTRE LES KURDES ? (*Le Quotidien*, 8 avril 1994), p. 47.

LE PRÉSIDENT DU PKK, ABDULLAH ÖCALAN, DÉFINIT LA POLITIQUE KURDE DE LA TURQUIE COMME FANTASMAGORIQUE. Penseur distingué dans une uniforme militaire. (*Die Zeit*, 1 avril 1994), p. 48-49.

QUI SONT LES VRAIS TERRORISTES ? (*The European*, 8 avril 1994), p. 49.

ATTENTAT À LA BOMBE CONTRE LES TOURISTES À ISTANBUL. (*Neue Zürcher Zeitung*, 5 avril 1994), p. 50.

LES LIEUX DE VACANCES DEMEURENT VIDES EN TURQUIE. Pour les touristes, le message politique de l'attentat est clair. Aucune

franc (franc suisse) pour le gouvernement qui opprime le peuple kurde. (*Basler Zeitung*, 6 avril 1994), p. 51.

ENJEU INTÉRIEUR, TEST DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE : «LE KURDISTAN DANS NOS VILLES.» La guerre civile au Kurdistan s'exporte en Allemagne, où des immigrés kurdes s'immolent pour protester contre le régime d'Ankara et la connivence de Bonn. Répression et expulsions sont les seules réponses du gouvernement allemand. (*Courrier International*, 7-15 avril 1994), p. 52-53.

ANKARA DÉPLORE «L'AIDE» GRECQUE AUX TERRORISTES KURDES. (*Turkish Daily News*, 8 avril 1994), p. 53.

ÇETIN, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES À KINKEL : NE GÂCHEZ PAS LES LIENS BILATÉRAUX. (*Turkish Daily News*, 8 avril 1994), p. 54.

AFFRONTLEMENTS ENTRE FORCES TURQUES ET REBELLES KURDES SUR LE MONT ARARAT. (*Gamk*, 8 avril 1994), p. 54.

DISPUTES SUR LES KURDES DANS LA COALITION DE BONN. KOHL CRITIQUE SÉVÈREMENT SON MINISTRE DE LA JUSTICE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 9-10 avril 1994), p. 55.

18 REBELLES KURDES TUÉS EN TURQUIE pendant le week-end lors d'opérations des forces de l'ordre. (*A.F.P.*, 10 avril 1994), p. 55.

TÉMOIGNAGE D'UN NIVERNAIS AU KURDISTAN : CHRONIQUE D'UN GÉNOCIDE LARVÉ. Dix ans que dure la guérilla du PKK contre l'État turc. Pour la reconnaissance de l'autonomie du Kurdistan. Constat d'une situation politique qui se radicalise. D'un côté, un État qui ne lésine pas sur les moyens pour sauvegarder l'intégrité de son territoire. Certain du soutien international. De l'autre, un peuple qui lutte pour sa survie et son identité. Et le PKK qui a choisi la voie extrême de la lutte armée et du terrorisme. (*Le Journal du Centre*, 8 avril 1994), p. 56.

DIALOGUE DE SOURDES. La Turquie est sous contrôle international. Pendant huit

jours, le mauvais élève de l'Europe a joué le jeu de la transparence. Plusieurs centaines de Français, d'Allemands et d'Anglais ont pu juger de la situation militaire au Kurdistan. Témoignage d'un Nivernais. (*Le Journal du Centre*, 8 avril 1994), p. 56-57.

TURQUIE : LA SITUATION N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI GRAVE POUR LES KURDES. Une délégation suisse a observé les élections municipales au Kurdistan. Elles n'auraient rien de démocratiques. (*Le Courrier*, 8 avril 1994), p. 58.

LA DISPUTE SUR LA SUSPENSION DE LIVRAISON DES ARMES ALLEMANDES À LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 9 avril 1994), p. 58-59.

L'ARMÉE TURQUE INTERDIT À *TURKISH DAILY NEWS* (Quotidien turc en langue anglaise) DE PARTICIPER À LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE CHARLES FREEMAN, SECRÉTAIRE ADJOINT AMÉRICAIN À LA DÉFENSE. (*Turkish Daily News*, 9 avril 1994), p. 59.

LES ÉTATS-UNIS PROMETTENT DE CONTINUER À LIVRER DES ARMES À LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 9 avril 1994), p. 60.

RAIDS DU PKK SUR UN HAMEAU : 18 MAISONS BRULÉES. (*Turkish Daily News*, 9 avril 1994), p. 60.

MANIFESTATION À BONN DE PLUSIEURS MILLIERS DE FEMMES KURDES pour protester contre l'expulsion de Kurdes accusés de violences en Allemagne. (*A.F.P.*, 9 avril 1994), p. 61.

LES KURDES MANIFESTENT À BONN. (*Turkish Daily News*, 10 avril 1994), p. 61.

DU KURDISTAN À L'ASSEMBLÉE NATIONALE NALIN BAKSI EST LE NOUVEAU NOM SOCIAL DÉMOCRATE LORS DES ÉLECTIONS DE L'AUTOMNE. L'infirmière kurde à la neuvième place sur la liste social-démocrate suédoise. (*Dagens Nyheter*, 10 avril 1994), p. 62.

LES IMMIGRÉS APPORTENT DU SANG FRAIS AU PARTI SOCIAL DÉMOCRATE A LA VEILLE

DES ÉLECTIONS. (*Svenska Dagbladet*, 10 avril 1994), p. 63.

L'AMBASSADEUR TURC : NOUS N'AVONS PAS BESOIN DES ARMES ALLEMANDES POUR ASSURER NOTRE SÉCURITÉ L'INTÉRIEUR... (*Turkish Daily News*, 11 avril 1994), p. 63.

MÊME AVEC LA COUVERTURE AÉRIENNE DES AILLÉS LES KURDES CRAIGNENT SADDAM. Si le mandat onusien est levé, cela signifierait un génocide pour les Kurdes. (*Turkish Daily News*, 11 avril 1994), p. 64.

POUR LA SUSPENSION DE LA TURQUIE DU CONSEIL DE L'EUROPE.— 20 associations non gouvernementales français demandent la suspension de la Turquie du Conseil de l'Europe. (*International Herald Tribune, Le Monde*, 12 avril 1994), p. 65.

LE DR. BARAN A ÉTÉ EXÉCUTÉ PAR LE PKK. Le haut dirigeant du PKK a été éliminé par l'aile radicale du parti. (*Turkish Daily News*, 11 avril 1994), p. 66.

DERNIER HOMMAGE À LISSY SCHMIDT, JOURNALISTE TUÉE AU KURDISTAN IRAKIEN. (*A.F.P.*, 12 avril 1994), p. 66.

ASSASSINAT DE LISSY SCHMIDT : ARRÊTATION DES AUTEURS PRÉSUMÉS, SELON LE PDK. Deux hommes soupçonnés ont été arrêtés le 10 avril à Souleimanieh. (*A.F.P.*, 12 avril 1994), p. 67.

MUNICH A INTERDIT LA MARCHÉ DES KURDES POUR DES RAISONS DE SÉCURITÉ. (*Turkish Daily News*, 12 avril 1994), p. 67.

12 MILITANTS DU PKK TUÉS LORS DES AFFRONTÉMENTS... (*Turkish Daily News*, 12 avril 1994), p. 67.

EN MARS 102 CIVILS ONT ÉTÉ TUÉS LORS DES ATTAQUES DE L'ARMÉE ET DU PKK. (*Turkish Daily News*, 12 avril 1994), p. 68.

LES KURDES QUI ONT ATTAQUÉ LE CONSULAT TURC SONT DEVANT LA JUSTICE. (*Turkish Daily News*, 13 avril 1994), p. 69.

POUR PARLER TURCO-IRANIENS À BAG-

DAD SUR LE PÉTROLE. (*Turkish Daily News*, 13 avril 1994), p. 69.

CONTRE LA CENTRALE ÉLECTRIQUE SERVANT LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 13 avril 1994), p. 69.

LA TURQUIE DEMANDE DES «RÉSULTATS CONCRETS» DE LA PART DE LA SYRIE DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ. (*Turkish Daily News*, 13 avril 1994), p. 70.

UNE DÉLÉGATION IRAKIENNE À PARIS AFIN DE FAIRE PRESSION POUR OBTENIR LA FIN DE L'EMBARGO. (*Turkish Daily News*, 14 avril 1994), p. 70.

LA DÉMOCRATIE NÉCESSITE DES GENS COMME LISSY SCHMIDT. (*Dagens Nyheter*, 13 avril 1994), p. 71.

L'ATTENTAT CONTRE QUATRE KURDES À BERLIN PRÉPARÉ À L'AMBASSADE D'IRAN, SELON LA PARTIE CIVILE. Quatre membres de l'opposition kurde irakienne ont été tués dans le restaurant «Mykonos» à Berlin en septembre 1992. (*A.F.P.*, 14 avril 1994), p. 72.

LA ZONE D'EXCLUSION AÉRIENNE DANS LE NORD DE L'IRAK dans laquelle deux hélicoptères américains de la force multinationale ont été abattus jeudi, a été instaurée par les Alliés le 7 avril 1991, six semaines après la fin de la guerre du Golfe, pour protéger la population kurde irakienne. (*A.F.P.*, 14 avril 1994), p. 73.

UN OFFICIER FRANÇAIS SE TROUVAIT DANS L'UN DES HÉLICOPTÈRES ABATTUS AU KURDISTAN annonce un communiqué du ministère de la Défense. (*A.F.P.*, 14 avril 1994), p. 73.

KURDISTAN : Un reportage au coeur du Kurdistan irakien ; «CI, ON OUBLIE LA VIE NORMALE.» Depuis la fin de la guerre du Golfe, les Kurdes d'Irak possèdent, dans le nord du pays, leur «État». En réalité, une région autonome, sans reconnaissance internationale, où règnent guerre et misère. Et où les peshmergas doivent, là aussi, affronter les islamistes. (*Courrier International*, 14 avril 1994), p. 74-75.

REPORTERS SANS FRONTIÈRES LANCE UN APPEL POUR LA POURSUITE DE LA PARUTION DU QUOTIDIEN PRO-KURDE OZGUR GUNDEM et pour que tous les journalistes kurdes cessent d'être traités par les autorités turques comme des terroristes. (*A.F.P.*, 14 avril 1994), p. 76.

M. TALABANI FAVORABLE À L'UNITÉ DE L'IRAK MAIS SANS COHABITATION AVEC SADDAM HUSSEIN. «Nous ne retournerons jamais sous le joug de la dictature brutale de Saddam Hussein» a affirmé le chef de l'une des deux principales formations. (*A.F.P.*, 15 avril 1994), p. 76.

À LA SUITE DE LA DESTRUCTION DES DEUX DE SES HÉLICOPTÈRES PAR US AIR FORCE, 26 PERSONNES SONT TUÉS EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 15 avril 1994), p. 77.

LA POLICE BAT LES JOURNALISTES À ANKARA. (*Turkish Daily News*, 15 avril 1994), p. 78.

L'ARMÉE TURQUE ENTRE EN IRAK. SELON LES OFFICIERS 80 TERRORISTES AURAIENT ÉTÉ TUÉS LORS DE L'OPÉRATION. (*Turkish Daily News*, 15 avril 1994), p. 78.

LE JOURNAL ÖZGÜR GÜNDEM A ÉTÉ SAISI SUR LA DÉCISION DE LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT. Le journal publiait un entretien avec Öcalan. (*Turkish Daily News*, 15 avril 1994), p. 78.

BILL CLINTON : LA PROTECTION DES KURDES DOIT SE POURSUIVRE afin de sauver la vie des Kurdes. (*A.F.P.*, 15 avril 1994), p. 79.

HÉLICOPTÈRES ABATTUS EN IRAK : LE SECRÉTAIRE AMÉRICAIN À LA DÉFENSE INCRIMINE L'ERREUR HUMAINE dans la destruction par des chasseurs américains. (*A.F.P.*, 15 avril 1994), p. 79.

DESTRUCTION DES HÉLICOPTÈRES AMÉRICAINS : DES «QUESTIONS DOULOUREUSES», SELON F. RIFKIND, le ministre britannique de la Défense. (*A.F.P.*, 15 avril 1994), p. 80.

MENACES DE MORT DU PKK POUR PRÉLEVER UN «IMPÔT», SELON UN MINISTÈRE RÉGIONAL de Bade-Wurtemberg. (A.F.P., 15 avril 1994), p. 80.

TRAGIQUE MÉPRISE DANS LE CIEL IRAKIEN : DEUX HÉLICOPTÈRES DE L'ONU ABATTUS PAR LA CHASSE AMÉRICAINE. Un lieutenant-colonel français a trouvé la mort dans cet accident qui a fait vingt-six tués. (Le Figaro, 15 avril 1994), p. 81.

UN NOM AVEC BEAUCOUP DE FORCE. (Stockholms Tidningen, 15 avril 1994), p. 82-83.

CÉRÉMONIE DU SOUVENIR À FRANCFORT POUR LA JOURNALISTE LISSY SCHMIDT, 35 ans, correspondante de l'A.F.P. et assassinée début avril dans le Kurdistan irakien. (A.F.P., 15 avril 1994), p. 83.

ÇILLER RENCONTRE CLINTON À WASHINGTON. Clinton souhaite une politique d'austérité économique. (Turkish Daily News, 16 avril 1994), p. 84.

LE RAPPORT PARLEMENTAIRE SUR LE SUD-EST. (Turkish Daily News, 16 avril 1994), p. 84.

IRAK ET TURQUIE POURSUIVENT LEURS POURPARLERS SUR LE PÉTROLE. (Turkish Daily News, 16 avril 1994), p. 85.

15 MILITANTS DU PKK ONT ÉTÉ TUÉS LORS D'UN AFFRONTEMENT AVEC L'ARMÉE. (Turkish Daily News, 16 avril 1994), p. 85.

JOURNAL KURDE : APPEL DE SOUTIEN lancé à la communauté internationale pour que le quotidien puisse continuer à paraître. (Le Courrier, 16 avril 1994), p. 85.

LES PATROUILLES AÉRIENNES AMÉRICAINES ONT ÉTÉ SUSPENDUES PENDANT UN JOUR. (International Herald Tribune, 16-17 avril 1994), p. 86.

HÉLICOPTÈRES ABATTUS : DEUIL DE TROIS JOURS DANS LE KURDISTAN IRAKIEN à la suite de la mort de 26 personnes. (A.F.P., 16 avril 1994), p. 86.

LE KURDISTAN IRAKIEN DANS LA TOURMENTE. Une méprise de l'aviation américaine qui a fait 26 victimes dans le nord de l'Irak met en lumière les failles du dispositif occidental en faveur des populations kurdes. (Le Monde, 16 avril 1994), p. 87-88.

TURQUIE : LE CHEF DU PKK SE DIT PACIFIQUE. Abdullah Ocalan préconise la paix et la création d'une fédération. (La Libre Belgique, 16 avril 1994), p. 88.

L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE DEMANDE À ANKARA DE «RETIRER SES ACCUSATIONS» CONTRE LES DÉPUTÉS KURDES. (Gamk, 16-17 avril 1994), p. 88.

LA COALITION SUSPEND DE NOUVEAU LES VOLS SUR LE NORD DE L'IRAK. (Turkish Daily News, 17 avril 1994), p. 89-90.

O. SANBERK, SECRÉTAIRE ADJOINT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, : LES RELATIONS COMMERCIALES DOIVENT REPRENDRE AVEC L'IRAK. (Turkish Daily News, 17 avril 1994), p. 90.

TURQUIE : LE CHEF DU PKK SE DIT PRÊT À «UNE SOLUTION PACIFIQUE». (Le Monde, 17 avril 1994), p. 90.

PEU D'ESPOIR DANS LA QUESTION KURDE DE TURQUIE. LE GOUVERNEMENT DE ÇILLER OPTÉ POUR UNE SOLUTION MILITAIRE. (Neue Zürcher Zeitung, 16/17 avril 1994), p. 91-92.

LA LIVRAISON DE L'ÉQUIPEMENT MILITAIRE RETARDÉE PAR LES POLICIERS ALLEMANDS. (Turkish Daily News, 18 avril 1994), p. 93.

UN DIRIGEANT KURDE D'IRAK À PARIS pour une visite de 5 jours en France au cours de laquelle il s'entretiendra notamment avec le président François Mitterrand et le ministre de la Défense François Leotard. (A.F.P., 18 avril 1994), p. 94.

I.H. KARADAYI SERA NOMMÉ CHEF D'ÉTAT-MAJOR POUR UNE PÉRIODE DE QUATRE ANS. (Turkish Daily News, 19 avril 1994), p. 94-95.

LES RENCONTRES TURCO-IRANIENNES SUR LA SÉCURITÉ COMMENCENT À TÉHÉRAN. (Turkish Daily News, 19 avril 1994), p. 95.

NOUVEAUX RÈGLEMENTS SUR LE VOL AU KURDISTAN D'IRAK. (International Herald Tribune, 20 avril 1994), p. 95.

EXPLOSION D'UNE BOMBE FAIT 13 MORTS À TÉHÉRAN. (International Herald Tribune, 20 avril 1994), p. 95.

IRAKGATE : TROP DE BRUITS POUR RIEN ? (International Herald Tribune, 20 avril 1994), p. 96.

LIBAN : RUPTURE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC L'IRAK. (Le Monde, 20 avril 1994), p. 96.

LES DROITS DES KURDES DE TURQUIE : DEUX TÉMOIGNAGES. Des hommes politiques kurdes turcs, membres du DEP, de passage à Bruxelles. (Le Soir de Bruxelles, 19 avril 1994), p. 97.

MODIFICATION DES INSTRUCTIONS POUR LES AVIONS PATROUILLANT AU DESSUS DU KURDISTAN IRAKIEN, donnant plus de temps aux pilotes pour identifier d'éventuels appareils irakiens. (A.F.P., 19 avril 1994), p. 98.

35 REBELLES KURDES ET SIX MILITAIRES TURCS TUÉS DANS LE SUD-EST, a annoncé mercredi la super-préfecture de Diyarbakir. (A.F.P., 20 avril 1994), p. 98.

LES RELATIONS TURCO-IRANNIENS ARRIVENT À LEUR SOMMET. (Turkish Daily News, 20 avril 1994), p. 99.

LA TURQUIE VEUT CRÉER UNE ZONE TAMPON DANS LE NORD DE L'IRAK. Çiller au PKK : Capitulez avant l'été. (Turkish Daily News, 20 avril 1994), p. 100.

L'ALLEMAGNE : INCAPABLE DE TROUVER LA PREUVE QUE SES ARMES SONT UTILISÉES DANS LE SUD-EST. (Turkish Daily News, 20 avril 1994), p. 100.

M. LAKE, REPRÉSENTANT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE À ANKARA, EXPLIQUE LA

DÉGRADATION DE L'ÉCONOMIE PAR LE BILAN DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 20 avril 1994), p. 101.

M. JUPPÉ SE PRONONCE POUR LE RESPECT DES DROITS DES KURDES DANS LE CADRE DE L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE DE L'IRAK, à l'occasion d'un entretien avec Jalal Talabani, l'un des principaux dirigeants kurdes irakiens. (*A.F.P.*, 21 avril 1994), p. 101.

LES TROUPES TURQUES ONT DÉTRUIT 3 CAMPS DU PKK DANS LE NORD DE L'IRAK. Le principal camp serait sur le point de tomber. (*Turkish Daily News*, 21 avril 1994), p. 102.

ANKARA VEUT STOCKER LE PÉTROLE IRAKIEN OBTENU DU VIDANGE L'OLEODUC. (*Turkish Daily News*, 21 avril 1994), p. 102.

LA SAISON TOURISTIQUE EN TURQUIE COMPROMISE PAR LES MENACES TERRORISTES. (*A.F.P.*, 21 avril 1994), p. 103.

IRAK : UN DIRIGEANT KURDE RÉCLAME À PARIS UN SOUTIEN ACTIF À L'OPPOSITION. Jelal Talabani, qui est coprésident du «conseil présidentiel» du Kurdistan irakien (quasi autonome depuis qu'il a été placé sous protection internationale), demandera à la France de faire en sorte que le gouvernement irakien soit forcé d'appliquer la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU d'avril 1991 - d'inspiration française - qui exige de Bagdad le respect des droits de l'homme. (*Le Monde*, 22 avril 1994), p. 104.

CINDORUK ATTAQUE LE PARLEMENT : LE PARLEMENT DOIT SE BATTRE POUR LA DÉMOCRATIE, OU ALORS L'HISTOIRE SE REPETERA. (*Turkish Daily News*, 23 avril 1994), p. 104.

MANIFESTATION DE PLUSIEURS MILLIERS DE PERSONNES CONTRE L'EXPULSION DE KURDES VERS LA TURQUIE. (*A.F.P.*, 23 avril 1994), p. 105.

28 KURDES TUÉS LORS D'OPÉRATIONS DANS LE SUD-EST dans la province de Sirnak non loin de la frontière turco-irakienne. (*A.F.P.*, 23 avril 1994), p. 105.

JUSTICE : UN KURDE MENACÉ D'EXPULSION RESTE À NANCY... POUR L'INSTANT. Emirali Ates avait échappé mercredi de justice à un retour forcé en Turquie, son pays d'origine. (*L'Est Républicain*, 23 avril 1994), p. 106.

DEPUIS LE KURDISTAN JUSQU'À LIÈGE : REGARD SUR UNE ÉMIGRATION. (*Le Soir de Bruxelles*, 23 avril 1994), p. 107.

ANKARA : L'APPEL DU PARLEMENT EUROPÉEN D'ARRÊTER LES VENTES D'ARMES À LA TURQUIE NE PEUT ÊTRE PRISE AU SÉRIEUX. (*Turkish Daily News*, 23 avril 1994), p. 107.

LA VIOLENCE AU SUD-EST S'INTENSIFIE EN AVRIL. (*Turkish Daily News*, 25 avril 1994), p. 107.

LA COUR DE SÉCURITÉ STOPPE UNE ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SUR LES ASSASSINATS POLITIQUES. (*Turkish Daily News*, 25 avril 1994), p. 108.

LE GÉNÉRAL MEHMET AGAR, CHEF DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT SE REJOINT DE L'OPINION AMÉRICAINE SUR LE PKK. (*Turkish Daily News*, 25 avril 1994), p. 108.

MORTELE ERREUR D'IDENTIFICATION : COMMENT LES AVIONS AMÉRICAINS ONT PU TIRER SUR LES HÉLICOPTÈRES AMÉRICAINS ? (*Time*, 25 avril 1994), p. 109.

JELAL TALABANI : «NOUS VOULONS RESTER DANS UN IRAK UNI MAIS FÉDÉRAL.» Le leader kurde effectue une tournée en Europe à l'heure où certains pays commencent à se rapprocher discrètement de Bagdad. Et alors qu'Ankara frappe à coups redoublés contre le PKK. Nous l'avons rencontré. (*24 Heures*, 25 avril 1994), p. 110.

LES ENFANTS KURDES CONTRE LA GUERRE. (*Dernières Nouvelles D'Alsace*, 25 avril 1994), p. 111.

L'INTERDICTION DU DEP PEUT DÉCLENCHER LES ÉLECTIONS PARTIELLES. (*Turkish Daily News*, 26 avril 1994), p. 112.

ÇILLER : L'OPÉRATION DANS LE NORD DE L'IRAK EST TERMINÉE. (*Turkish Daily News*, 27 avril 1994), p. 112.

LE DÉPEUPEMENT DÉLIBÉRÉ, DE L'ANATOLIE DU SUD-EST. Nettoyage politique de la ville de Cizre. (*Neue Zürcher Zeitung*, 27 avril 1994), p. 113-114.

KURDISTAN TURC : LA STRATÉGIE DU ROULEAU COMPRESSEUR. Après dix ans de guerre larvée contre les séparatistes, l'état-major est décidé à écraser le PKK. La population est prise dans l'étau. (*Le Figaro*, 27 avril 1994), p. 115.

LE KURDISTAN TURC SOUS LA BOTTE DE L'ARMÉE. Le ministre turc de l'Intérieur a annoncé dimanche que plus de 1 000 maquisards du PKK avaient été tués et près de 2 000 arrêtés depuis le début de l'année. -Mera Danis Bestas, avocate et responsable du comité des droits de l'homme de Diyarbakir, : «LA RÉPRESSION RESSEMBLE A UN NETTOYAGE ETHNIQUE.» (*Info-Matin*, 28 avril 1994), p. 116.

ANKARA DÉMENT LES RAPPORTS AMÉRICAINS SUR L'IRAK. F. Ataman, porte-parole du Ministère des Affaires Étrangères dit que la Turquie ne vise pas à créer une brèche dans l'embargo. (*Turkish Daily News*, 28 avril 1994), p. 117.

UN DEUXIÈME SABOTAGE CONTRE LA CENTRALE FOURNISSANT DE L'ÉLECTRICITÉ AU NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 28 avril 1994), p. 117.

IRAK : LE «PÈRE DE TOUTES LES BATAILLES» PRÉPARE L'APOCALYPSE. SADDAM HUSSEIN ET SON RÉGIME SONT AUX ABOIS. Petit à petit, les sanctions internationales mettent le régime de Saddam Hussein à genoux. Dans la population, dans l'opposition et jusque parmi ses proches, plus personne ne doute qu'un jour ou l'autre, lorsqu'il sentira sa fin proche, le despote, paranoïaque, de plus en plus isolé et joueur invétéré, commettra l'irréparable. La question est de savoir quand, où et comment ? (*Courrier International*, 28 avril-4 mai 1994), p. 118-121.

ÉCONOMIE : PRIVATISATIONS, PRIVATISATIONS ET AUTARCIE à Bagdad. (*Courrier International*, 28 avril-4 mai 1994), p. 121.

EN HOMMAGE À LISSY SCHMIDT, 35 ans, tuée avec son guide au Sud-Kurdistan. (*Dernières Nouvelles D'Alsace*, 26 avril 1994), p. 121.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 29 avril 1994), p. 122.

LA TURQUIE PROPOSE DE LA NOURRITURE CONTRE LE PÉTROLE DU PIPE-LINE. LE PLAN DE L'AIDE HUMANITAIRE POURRAIT ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME UNE VIOLATION DE L'EMBARGO. (*International Herald Tribune*, 30 avril 1994), p. 123.

L'IRAK QUI RESTE SUR SA POLITIQUE NE MÉRITE PAS LA PITIÉ DE L'ONU. (*International Herald Tribune*, 30 avril 1994), p. 123.

LES AMBASSADEURS TURCS SE RENDENT DANS LE SUD-EST. «Personne ne doit venir nous dire que les groupes étrangers pensent ceci ou cela.» (*Turkish Daily News*, 30 avril 1994), p. 124.

LE PKK OUVRE UN BUREAU D'INFORMATION EN ESPAGNE. (*Turkish Daily News*, 30 avril 1994), p. 124.

LES ÉTATS-UNIS FROIDS ENVERS LE PLAN TURC DE VIDER LE PÉTROLE DU PIPE-LINE. (*Turkish Daily News*, 30 avril 1994), p. 125.

DES PEINES DE PRISON ET DES AMENDES POUR LES 15 MEMBRES DE LA PLATE-FORME DÉMOCRATIQUE. (*Turkish Daily News*, 30 avril 1994), p. 125.

ARRÊTER TOUTE AIDE MILITAIRE À LA TURQUIE. (*Faits & arguments*, mai-juin-juillet 1994), p. 126.

LA MISE EN GARDE DE WARREN CHRISTOPHER CONTRE LA VOLONTÉ DE LEVER LES SANCTIONS CONTRE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 1^{er} mai 1994), p. 127.

UNE CAMPAGNE INTERNATIONALE CONTRE LES MINES. (*La Lettre*, mai 1994), p. 127.

QUESTIONS LIÉES À SADDAM : COMMENTAIRES SUR LA NOUVELLE POLITIQUE FRANÇAISE ET RUSSE ET L'ADMINISTRATION CLINTON. (*International Herald Tribune*, 4 mai 1994), p. 128.

LES DÉPUTÉS NORVÉGIENS RENDENT VISITE À LEURS HOMOLOGUES TURCS EN PRISON. (*Turkish Daily News*, 4 mai 1994), p. 128.

LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE TURQUE À PARIS. ANKARA NIE LA GUERRE ET LES KURDES. Husamettin Cindoruk, président de l'Assemblée nationale turque, était reçu hier par Philippe Séguin avant de rencontrer aujourd'hui François Mitterrand. Au menu des entretiens, la montée de l'islam et, naturellement, la tragique question kurde. Plus que les propos officiels, les rencontres sur le terrain montrent tous les enjeux que revêt cette guerre. (*Ouest France*, 4 mai 1994), p. 129.

LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE TURQUE : «LA TURQUIE N'EST PAS L'ALGÉRIE.» Les «laïcs» préparent leur contre-offensive après les succès des islamistes aux élections municipales, explique Hüsamettin Cindoruk. (*Le Figaro*, 4 mai 1994), p. 130.

CANDIDAT DES VERTS ÉLU EN 1989 : M. SIMÉONI CONDUIRA UNE COALITION «RÉGIONALISTES ET FÉDÉRALISTE.» (*Le Monde*, 4 mai 1994), p. 130.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND REVIENT SUR SA DÉCISION DE SUSPENDRE LA LIVRAISON D'ARMES POUR LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 5 mai 1994), p. 131.

CINDORUK, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE TURQUE, ACCUSE DES SOCIALISTES FRANÇAIS. (*Turkish Daily News*, 5 mai 1994), p. 131.

CLIN D'ŒIL DE PASQUA AUX IRAKIENS. (*Le Canard Enchaîné*, 4 mai 1994), p. 132.

ARMES ALLEMANDES POUR ANKARA. Bonn reprend ses livraisons. (*Le Nouveau Quotidien*, 5 mai 1994), p. 132.

TURQUIE : 1^{er} MAI SOUS HAUTE SURVEILLANCE. (*La Vie Ouvrière*, 6 mai 1994), p. 132.

TURQUIE : L'ÉCRIVAIN-SOCIOLOGUE ISMAIL BESIKÇI À ÉTÉ CONDAMNÉ HIER pour «séparatisme par voie de publication» à trois ans de prison par la Cour de la sûreté de l'État d'Ankara. (*Libération*, 6 mai 1994), p. 132.

LA TENSION INTER-KURDE AU NORD DE L'IRAK. (*Neue Zürcher Zeitung*, 5 mai 1994), p. 133.

DES EFFORTS SE MULTIPLIENT POUR CRÉER DE NOUVEAUX PARTIS POLITIQUES KURDES. (*Turkish Daily News*, 6 mai 1994), p. 133.

DEMIREL RENCONTRE LE VICE-PRÉSIDENT DU DEP. (*Turkish Daily News*, 6 mai 1994), p. 134.

LA DÉLÉGATION DES JURISTES AMÉRICAINS EN TURQUIE POUR ENQUÊTER SUR L'AFFAIRE DU DEP. (*Turkish Daily News*, 6 mai 1994), p. 134-135.

LE CALME SEMBLE ÊTRE REVENU AU NORD DE L'IRAK APRÈS LES AFFRONTEMENTS INTER-KURDES. (*Turkish Daily News*, 6 mai 1994), p. 135.

TURQUIE : LA RÉPUBLIQUE TURQUE SERRE LES RANGS CONTRE LES KURDES. Le président du Parlement d'Ankara défend une conception étroite du «peuple turc.» (*La Croix*, 8 mai 1994), p. 136.

LA CSCE DISCUTE DU SORT DES DÉPUTÉS DU DEP EMPRISONNÉS. (*Turkish Daily News*, 9 mai 1994), p. 137.

DEMIREL : «LA TURQUIE NE PEUT PAS AGIR SEUL DANS L'AFFAIRE IRAKIENNE.» (*Turkish Daily News*, 9 mai 1994), p. 137.

DES PÉPINIÉRISTES FONT REPOUSSER UN VILLAGE KURDE. (*Ouest France*, 9 mai 1994), p. 138-139.

BONN RENVOIE DES SIGNAUX CONTRA-

DICTOIRES. (*Turkish Daily News*, 10 mai 1994), p. 139-140.

LES LIENS DE LA TURQUIE AVEC L'EUROPE DE L'OUEST REHAUSSÉS. (*Turkish Daily News*, 10 mai 1994), p. 140.

SOLIDARITÉ : L'ARMÉE TURQUE SORT DU BOIS POUR SURVEILLER LA PRESSE. Alain Maillard est délégué de Reporters sans frontières pour la Turquie. Il reporte ce qu'une mission de l'organisation a constaté sur place. (*Le Courrier*, 10 mai 1994), p. 141.

LA BUREAUCRATIE DE LA TERREUR DE SADDAM HUSSEIN. DOCUMENTS OFFICIELS DU GÉNOCIDE DES KURDES. (*Neue Zürcher Zeitung*, 10 mai 1994), p. 142-143.

LA TURQUIE MAINTIEN SA POSITION DANS LA «PIPE-LINE» DIPLOMATIE. (*Turkish Daily News*, 11 mai 1994), p. 144.

35 TERRORISTES SONT TUÉS DANS L'EST DE L'ANATOLIE. (*Turkish Daily News*, 11 mai 1994), p. 144-145.

L'ONU REPREND SON AIDE AUX KURDES IRAKIENS AU LENDEMAIN DES COMBATS. (*Turkish Daily News*, 11 mai 1994), p. 145.

REUTER : DES MILLIERS DE KURDES FUIENT LA TURQUIE VERS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 11 mai 1994), p. 145.

CINDORUK RENCONTRE LE PRÉSIDENT FRANÇAIS MITTERRAND. (*Turkish Daily News*, 5 mai 1994), p. 146.

SELON LE RAPPORT DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT, LE PKK ACCROÎT LE NOMBRE DE SES ACTIVITÉS TERRORISTES. SELON LE RAPPORT L'INTENSIFICATION DES ATTAQUES TERRORISTES S'EXPLIQUE PAR LES ACTIVITÉS DU PKK, TOUJOURS ENTRAÎNÉ DANS LA BEKAA. (*Turkish Daily News*, 11 mai 1994), p. 147.

IRAK : VIOLENTS AFFRONTLEMENTS AU KURDISTAN IRAKIEN. Une dispute à propos d'un terrain a entraîné des combats entre les deux principaux partis kurdes. (*Libération*, 11 mai 1994), p. 148.

SYMPATHISANTS DU PKK JUGÉS À GENÈVE. Ils sont accusés d'extorsion et de lésions corporelles. (*Le Nouveau Quotidien*, 11 mai 1994), p. 148.

LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR TURC NE PROLONGERA PAS SON MANDAT. (*Gamk*, 11 mai 1994), p. 148.

SANCTIONS CONTRE L'IRAK : WASHINGTON CONTRE PARIS. SADDAM N'A PAS RENONCÉ À SON ARSENAL NUCLÉAIRE. Sans le cacher le moins du monde, l'éditorialiste américain William Safire se fait le porte-parole de «sources» à l'intérieur des services spéciaux américains. Objectif : contrer une proposition française et russe, bientôt présentée à l'ONU, visant à abolir les sanctions contre Bagdad. (*Courrier International*, 11 mai 1994), p. 149-150.

SADDAM QUI VEUT DÉSTABILISER LE NORD DE L'IRAK AURAIT DONNÉ L'ORDRE D'ATTAQUER LES ÉTRANGERS. (*International Herald Tribune*, 13 mai 1994), p. 150.

LES KURDES SONT ATTAQUÉS. (*International Herald Tribune*, 12 mai 1994), p. 151.

LA TURQUIE DÉPLOIE DES EFFORTS DIPLOMATIQUES SUR LA QUESTIONS DU PIPE-LINE. (*Turkish Daily News*, 12 mai 1994), p. 151.

POINT DE VUE : TURQUIE ; LA MORT POUR DÉLIT D'OPINION. SIX DÉPUTÉS KURDES RISQUENT LA PEINE CAPITALE. Un point de vue de Mehdi Zana. L'armée turque a tué 46 rebelles kurdes du PKK et perdu 2 soldats depuis mardi au cours d'opérations dans le sud-est de la Turquie, annonce-t-on officiellement. La guerre a fait 1 560 morts, dont 1 367 rebelles, depuis janvier. L'état-major turc prédit : «En septembre, c'en sera fini de la rébellion.» (*Le Figaro*, 13 mai 1994), p. 152.

LA TURQUIE EST PRÉOCCUPÉE PAR DES ÉVÉNEMENTS QUI SE DÉROULENT DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 12 mai 1994), p. 153.

LA COUR ALLEMANDE : LES DEMANDEURS TURCS D'ASILE POLITIQUE NE SONT PAS

INQUIÉTÉS EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 12 mai 1994), p. 154.

ANKARA : L'EXODE DES KURDES EST ORGANISÉE PAR LE PKK. (*Turkish Daily News*, 12 mai 1994), p. 154.

TARIK AZIZ ENTREPREND UNE VISITE DE 10 JOURS À L'ONU ET À NEW YORK. (*Turkish Daily News*, 12 mai 1994), p. 154.

TURQUIE : LE PARTI PRO-KURDE DEP EST MENACÉ DE DISSOLUTION. EXPLICATIONS D'UN DÉPUTÉ : «LE VRAI SÉPARATISME VIENT DE L'ÉTAT TURC.» (*La Libre Belgique*, 13 mai 1994), p. 155.

LA GUERRE FRATRICIDE DES KURDES EMBARRASSE L'OUEST. (*The Guardian*, 14 mai 1994), p. 156.

LA DIVISION DE L'IRAK DU NORD CONTRÔLÉ PAR LES KURDES. (*Neue Zürcher Zeitung*, 14-15 mai 1994), p. 157.

TURQUIE : DEUX ATTENTATS ET DES BLESSÉS. (*Le Courrier*, 16 mai 1994), p. 157.

ANKARA ANNONCE LA FIN PROCHAINE DU PKK. Le PKK est entré dans un processus de «dissolution» a indiqué dimanche dans un communiqué le ministre turc de l'Intérieur, Nahit Mentese, confirmant ainsi le diagnostic du chef d'état-major Dogan Gures qui déclarait la semaine dernière avoir «régulé le problème du terrorisme» en annonçant son départ à la retraite. (*Gamk*, 16-17 mai 1994), p. 158.

TURQUIE : ATTENTAT CONTRE UN HÔTEL DE LUXE. (*Nice-Matin*, 16 mai 1994), p. 158.

CONFÉRENCE SUR LE KURDISTAN TURC. (*Le Télégramme*, 16 mai 1994), p. 158.

LE GÉNÉRAL GÜRES DIT QUE L'ÉTAT N'A TOUJOURS PAS UTILISÉ L'ENSEMBLE DES OPTIONS CONTRE LE PKK. (*Turkish Daily News*, 17 mai 1994), p. 159.

LES FORMATIONS IRAKIENNES DEMANDENT AUX KURDES D'ARRÊTER LES COMBATS. (*Turkish Daily News*, 17 mai 1994), p. 159.

- TURQUIE : L'ÉTAU SE RESSERRE SUR LES KURDES. (*Le Quotidien de Paris*, 17 mai 1994), p. 19.
- TURQUIE- KURDES : ANKARA ENTEND «ÉRADIQUER» LE PKK. (*Le Figaro*, 17 mai 1994), p. 159.
- DES MESURES SÉVÈRES CONTRE LE JOURNAL PRO-KURDE. LE RÉDACTEUR EN CHEF D'ÖZGÜR ÜLKE EST ARRÊTÉ. (*Neue Zürcher Zeitung*, 17 mai 1994), p. 160.
- LA TURQUIE MET EN GARDE LES DIRIGEANTS KURDES IRAKIENS. (*Turkish Daily News*, 19 mai 1994), p. 160-161.
- ANKARA SE DIT PRÊT À RECEVOIR SES KURDES EXILÉS EN IRAK. (*Turkish Daily News*, 19 mai 1994), p. 161.
- INTERDICTION DU DEP N'EST PAS UNE SOLUTION. LIBERTÉ POUR NOS DÉPUTÉS. (*Turkish Daily News*, 19 mai 1994), p. 161.
- 58 TERRORISTES SONT TUÉS DANS L'EST. (*Turkish Daily News*, 19 mai 1994), p. 162.
- LES JETS BOMBARDENT LE CAMPS DU PKK DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 19 mai 1994), p. 162.
- UNE ENQUÊTE PARLEMENTAIRE EST DEMANDÉE POUR L'ENLÈVEMENT DE M. SERIF AVSAR, ORIGINAIRE DE DIYARBAKIR. (*Turkish Daily News*, 19 mai 1994), p. 162.
- TURQUIE : TANSU ÇILLER, SADDAM ET LES KURDES. (*Jeune Afrique*, 19 mai 1994), p. 162.
- GÉNOCIDE EN COULISSE. (*Libération*, 19 mai 1994), p. 163.
- LES KURDES DE TURQUIE FUIENT CHEZ LES FRÈRES DIVISÉS DE L'IRAK. (*The Independent*, 20 mai 1994), p. 164.
- LE TERRORISME ET LES RELATIONS EXTÉRIEURES CONSTITUENT LES PRINCIPAUX SUJETS DE DISCUSSION DU CONSEIL DES MINISTRES. (*Turkish Daily News*, 20 mai 1994), p. 165.
- DEUX FRACTIONS DE KURDES SE BATTENT DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 20 mai 1994), p. 166.
- KURDISTAN IRAKIEN : LES COMBATS QUI ONT opposé au début de ce mois deux fractions rivales kurdes d'Iraq... (*L'Humanité*, 20 mai 1994), p. 166.
- ALLEMAGNE : QUATRE LANDER DÉCIDENT DE NE PLUS EXPULSER DE KURDES. (*Le Monde*, 20 mai 1994), p. 166.
- IMPRESSIONS SUD-ANATOLIENNES DES JOURNALISTES DU SABAH. (*Turkish Daily News*, 20 mai 1994), p. 167-169.
- LES YEUX SONT TOURNÉS VERS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Probe*, 20 mai 1994), p. 170.
- TURQUIE : M^{ME} ÇILLER PROPOSE UN PROGRAMME DE «DÉMOCRATISATION» ET DE «RESTRUCTURATION» DU PAYS. La tourmente économique dans laquelle la Turquie se débat depuis le début de l'année a débouché sur une véritable crise politique qui menace le gouvernement de coalition dirigé par Tansu Çiller et a poussé celle-ci à proposer, mercredi 18 mai, un programme de «démocratisation» et de «restructuration» du pays. (*Le Monde*, 20 mai 1994), p. 171.
- 29 SÉNATEURS AMÉRICAINS ACCUSENT LA TURQUIE DE LA «TRAGÉDIE CHYPRIOTE». (*Turkish Daily News*, 21 mai 1994), p. 172.
- DERNIERS DÉVELOPPEMENTS DANS LA GUERRE DU PKK. (*Turkish Daily News*, 21 mai 1994), p. 172-173.
- LA TURQUIE ACCUSE LES ÉTATS DE LA FÉDÉRATION ALLEMANDE AU SUJET DU PKK. (*Turkish Daily News*, 21 mai 1994), p. 173.
- «EN TURQUIE, IL N'Y A QUE DES TURCS»... L'EXTERMINATION SILENCIEUSE DES KURDES. «CETTE GUERRE CONCERNE TOUT LE MONDE.» Ali Yigit, vous appartenez au Parti de la démocratie (DEP) issu du Parti travailliste du peuple (HEP), connu pour ses sympathies pour la cause kurde. Pourquoi ce changement d'appellation ? (*La Marseillaise*, 22 mai 1994), p. 174.
- IRAK, ÉTERNEL BOUC ÉMISSAIRE DU CONSEIL DE SÉCURITÉ. L'ONU semble compenser ses frustrations en s'acharnant sur Bagdad. (*24 Heures*, 19 mai 1994), p. 175.
- SELON UN RAPPORT L'IRAK AURAIT UTILISÉ DES BOMBES TOXIQUES LORS DE LA GUERRE DU GOLFE. (*International Herald Tribune*, 26 mai 1994), p. 175.
- LA GUERRE CIVILE MENACE L'AUTONOMIE DES KURDES. (*The Guardian*, 25 mai 1994), p. 176.
- DANS LE NORD DE L'IRAK LES KURDES COMBATTENT LES KURDES... (*Tages-Anzeiger*, 25 mai 1994), p. 177-179.
- L'ONU : L'AIDE AUX KURDES EST DIMINUÉE À LA SUITE DES AFFRONTEMENTS INTER-KURDES. (*Tages-Anzeiger*, 25 mai 1994), p. 179.
- CSCC : LA PENTAGONE DOIT CONTRÔLER L'USAGE DES ARMES AMÉRICAINES CONTRE LES CIVILS EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 26 mai 1994), p. 180.
- LA «COUR POPULAIRE» DU PKK EXÉCUTE 4 PERSONNES. (*Turkish Daily News*, 26 mai 1994), p. 180.
- UNE MINI-GUERRE DES CLANS DÉCHIRE LE KURDISTAN IRAKIEN AUTONOME. Les combats fratricides qui sévissent dans la région depuis début mai ont déjà fait 200 morts. (*24 Heures*, 26 mai 1994), p. 181.
- LE DIPLOMATE IRAKIEN, ADNAN MALIK EXPULSÉS PAR LES ÉTATS-UNIS. (*International Herald Tribune*, 27 mai 1994), p. 181.
- TALABANI : LE PKK AIDE LE CHEF IRAKIEN. (*Turkish Daily News*, 27 mai 1994), p. 182.
- UN NOUVEAU COUP DUR POUR LES SÉPARATISTES DU PKK. (*Turkish Daily News*, 27 mai 1994), p. 182.
- LES DÉPUTÉS EMPRISONNÉS DU DEP ONT

PRÉSENTÉ UNE QUESTION ÉCRITE À L'ASSEMBLÉE. (*Turkish Daily News*, 27 mai 1994), p. 182.

L'HEBDOMADAIRE *TIME* INSISTE SUR LE DÉCLIN DE ÇILLER. (*Turkish Daily News*, 27 mai 1994), p. 182-183.

UN KURDE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES. UN ENTRETIEN AVEC AKIL MAHMOUD. (*Témoignage Chrétien*, 27 mai 1994), p. 183.

À PROPOS DES RÉSULTATS ALARMANTS DE LEUR RÉCENTE MISSION EN TURQUIE. (*Le Soir*, 28-29 mai 1994), p. 184.

LES AVOCATS KURDES NE SONT PAS SEULS. LE BARREAU DE BRUXELLES DÉCIDÉ À LEUR SERVIR DE PORTE-VOIX. (*La Libre Belgique*, 28-29 mai 1994), p. 185.

LES SOURCES KURDES ONT DÉMENTI LES ACCUSATIONS DU GOUVERNEMENT SUR «L'EXODE FORCÉ.» (*Turkish Daily News*, 28 mai 1994), p. 186.

ANKARA DEMANDE À WASHINGTON «D'AGIR D'UNE MANIÈRE RESPONSABLE.» (*Turkish Daily News*, 28 mai 1994), p. 187.

LE RAPPORTEUR DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME AU CONGRÈS, JOHN PORTER, DEMANDE L'ARRÊT DE TOUTE AIDE AMÉRICAIN À LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 28 mai 1994), p. 188.

LA TURQUIE POURRAIT REFUSER L'AIDE AMÉRICAINNE SI CELLE-CI EST LIÉE À L'AMÉLIORATION DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 29 mai 1994), p. 189.

LES SOLDATS TUENT 8 SÉPARATISTES

DANS LE SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 29 mai 1994), p. 189.

L'ÉTAT TURC «PANIQUÉ» FACE AU PKK, SELON SON CHEF, Abdullah Ocalan alias «Apo», cité lundi par le quotidien turc pro-kurde Özgür Ülke. (*A.F.P.*, 30 mai 1994), p. 189.

ÇILLER PEUT-ELLE REJETER L'AIDE AMÉRICAINNE ? MALGRÉ «L'APPEL POPULISTE» DU PREMIER MINISTRE LES MEMBRES DE L'ÉTABLISSEMENT CIVIL ET MILITAIRE NE PARTAGENT PAS CETTE IDÉE. (*Turkish Daily News*, 30 mai 1994), p. 190.

UPK : L'IRAN S'INGÈRE DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 30 mai 1994), p. 191.

LA POLICE ALLEMANDE LIBÈRE LES SYMPATHISANTS DU PKK. (*Turkish Daily News*, 30 mai 1994), p. 191.

TURQUIE : LE COMITÉ DE DÉFENSE DES LIBERTÉS ET DES DROITS DE L'HOMME... (*L'Humanité*, 28 mai 1994), p. 191.

QUATRE MILLE MORTS DANS LES AFFRONTEMENTS AU KURDISTAN IRAKIEN, SELON IRNA, l'agence officielle iranienne. (*A.F.P.*, 31 mai 1994), p. 192.

INTENSIFICATION DES COMBATS AU KURDISTAN IRAKIEN, SELON RADIO-TÉHÉRAN. «La guerre fait rage au Kurdistan irakien et les combats se sont intensifiés au cours des derniers jours dans les régions d'Erbil, Kalebdezeb, Souleimaniyeh, Hadj Omran et Halabja», a précisé la radio sans donner de source. (*A.F.P.*, 30 mai 1994), p. 192.

LA COALITION GOUVERNEMENTALE PRÉSENTERA DES MODIFICATIONS CONSTITU-

TIONNELLES À L'ASSEMBLÉE. (*Turkish Daily News*, 31 mai 1994), p. 193.

SELON ÇILLER LA RÉDUCTION DE L'AIDE AMÉRICAINNE EST INACCEPTABLE. (*Turkish Daily News*, 31 mai 1994), p. 193.

12 PERSONNES SONT TUÉES DANS L'EST DE LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 31 mai 1994), p. 193.

DE NOMBREUSES QUESTIONS ENTRAVENT LES RELATIONS ARABO-KURDES (présentation d'un livre, *Arabes et Kurdes*), (*Al Hayat*, 13 avril 1994), p. 194.

UN RESPONSABLES RUSSE: ON A PERDU TOUT ESPOIR D'UNE LEVÉE D'EMBARGO SUR L'IRAK DANS UN PROCHE AVENIR. (*Al Hayat*, 10 mai 1994), p. 195.

DES SOURCES KURDES IRAKIENNES AFFIRMENT LA PRISE EN OTAGE DES ÉLÉMENTS APPARTENANT À LA GARDE «RÉVOLUTIONNAIRE» (*Asbarq Al-Ausat*, 10 mai 1994), p. 195-196.

UN NOUVEL ACCORD POUR LA NORMALISATION DE LA SITUATION AU NORD DE L'IRAK ; TÉHÉRAN PARLE DE 2800 VICTIMES. (*Al Hayat*, 10 mai 1994), p. 196.

LA QUESTION DES MINORITÉS DANS LE MONDE ARABE : UN SECRET NON DÉVOILÉ ... OU QUOI ? (*Al Hayat*, 12 mai 1994), p. 197.

ANKARA AUX AMÉRICAINS: ABATTEZ SADDAM OU LAISSEZ NOUS INTERVENIR ENTRE LUI ET LES KURDES. (*Al Hayat*, 13 avril 1994), p. 198.

BARZANI CONDAMNE UNE ATTAQUE DE L'UPK. (*Al Hayat*, 18 avril 1994), p. 198.

Revue de Presse



LE SOIR DE BRUXELLES — 1^{er} avril 1994

Atmosphère répressive pour les élections au Kurdistan Turquie : des observateurs scandalisés

Il faut un boycott complet du tourisme en Turquie. Cette conclusion est celle d'un groupe de personnalités belgo-néerlandaises qui ont assisté, comme observateurs internationaux, aux élections municipales turques de dimanche dernier. Ces cinq personnalités du monde politique et juridique — parmi lesquelles les sénateurs Ecolo-Agalev Germain Dufour et Michiel Maertens — sont en effet revenues abasourdis, scandalisées par ce qu'elles ont vu dans le sud-est de la Turquie, autrement dit le Kurdistan.

Rien qu'en ce qui nous concerne, nous avons été suivis dans nos moindres déplacements, explique Germain Dufour. Deux membres de notre délégation et nos guides kurdes ont été arrêtés. Notre liberté de voyage a aussi été limitée : à chaque fois que nous voulions sortir de Diyarbakir, on nous faisait attendre au moins trois heures dans les bureaux militaires, tout en essayant de nous dissuader d'aller plus loin.

Diyarbakir, la grande ville du Sud-Est, est l'endroit où l'équipe a assisté au scrutin. Malgré les promesses, nous n'avons pas pu observer librement ces élections, poursuit Germain Dufour. Mais dans les 34 bureaux de vote où nous sommes passés, nous avons vu les militaires fouiller les gens, hommes et

femmes, d'une manière brutale, ajoute Michiel Maertens, et la population kurde faisait l'objet de pressions au moment de voter — quand ils n'en étaient pas empêchés. On pouvait aussi s'interroger sur la validité des urnes, rudimentaires, et sur le fait que de nombreuses personnes déplacées n'étaient pas inscrites sur les listes électorales.

Tout s'est passé dans une atmosphère répressive, enchaîne Germain Dufour. Tous ceux qui nous ont approchés ont fait l'objet d'intimidations, y compris les gosses. Les autorités ont même fait des ennuis à un employé de banque qui n'avait fait que changer notre argent, et encore par le biais d'un traducteur !

QUATRE VILLAGES BOMBARDÉS

Et dans les villages, poursuit le prêtre liégeois, c'est carrément la guerre. Le 25 mars, quatre localités près de Sirnak ont été bombardées, faisant plusieurs dizaines de morts parmi les civils. Le « supergouverneur » de Diyarbakir a parlé d'erreurs militaires... Pas étonnant, dans ces conditions, que le taux d'abstention ait été élevé et que ceux qui ont été obligés de se rendre aux urnes aient souvent eu recours au vote nul, selon les deux sénateurs.

Nous ne pouvons pas cautionner ce que nous avons vu, esti-

me Germain Dufour. En conséquence, la délégation belgo-néerlandaise, qui appelle à de nouvelles élections, demande aux Européens de faire pression sur la Turquie, allié politique et économique, pour qu'elle abandonne l'option militaire au profit de la négociation politique. La délégation souligne aussi la nécessité, selon elle, de ne pas interdire le PKK — la guérilla séparatiste — sans en même temps décider un embargo sur les armes à destination de la Turquie. À tout le moins, conclut Germain Dufour, celui qui, chez nous, aujourd'hui, renvoie un Kurde à du sang sur les mains.

La Fédération internationale des droits de l'homme a elle aussi interpellé les instances européennes pour qu'elles interviennent auprès d'Ankara dans le sens de la démocratisation — liberté de la presse, droit à une vraie défense lors des procès...

Message entendu ? Toujours est-il que l'Union européenne, après le Parlement, a exprimé hier sa préoccupation face à l'aggravation de la situation en matière de droits de l'homme en Turquie, notamment concernant l'arrestation de six députés kurdes au début du mois, et rappelé à Ankara les obligations découlant de son adhésion à divers instruments internationaux en la matière.

AGNÈS GORISSEN

Mrs Çiller - and Islam - take Turkey by surprise

Ian Mather, Diplomatic Editor, considers the consequences of the Turkish election and its unexpected results

RICHARD WAYMAN

"ÇILLER'S surprise" was the headline in the newspaper *Hürriyet* as Mrs Tansu Çiller, the Turkish prime minister, facing voters for the first time, confounded pollsters and pundits by leading her True Path Party (DYP) to victory in nationwide municipal elections.

But the electors administered a shock by giving support in great numbers to the country's leading Islamic fundamentalist party, Refah (Welfare). Though the Islamic party's vote did not reach the 15 million mark in a population of 30 million Turks, as predicted by its leader, Necmettin Erbakan, its success sent shock waves through Nato. Refah opposes membership of the military alliance and attempts to join the EU.

Everyone had predicted that True Path would come a humiliating fourth. Had that happened, Çiller would have been cast aside by her own supporters. In fact, her hard line on Kurdish guerrillas and her personal charisma as the first woman premier convinced the electorate. Her party won almost a quarter of the vote to become the largest political group. It was a personal triumph.

Refah gained more than 18 per cent of the popular vote - double its previous total and more than enough to raise fears that Turkey might be on the slippery slope to an Iranian-style Islamic republic. The fundamentalists won the glittering prize of Istanbul, the commercial capital and largest city, and the capital, Ankara, from where Kemal Atatürk launched the secular Turkish republic. Refah won nearly half the votes in the central city of Konya and 37 per cent in the southeastern city of Diyarbakir, winning the mayorship in both places.

The Islamic fundamentalists are clearly on the march in Turkey. But how serious is the danger that Turkey - a model modern western-oriented state, yet Islamic - will go the way of Iran, where a particularly virulent form of fundamentalism is now in power, or of Algeria, where it threatens the state?

In the cities already controlled by extremists, such as Konya, Islamic rules have been introduced. Alcohol is banned and women are under pressure to wear the *chador* (veil which covers the head and body).

Yet Erbakan, despite his anti-western, anti-Zionist demagoguery during the election campaign, is no Ayatollah Khomeini. Refah was careful to present a moderate face. The new mayor of Istanbul, Tayyip Erdogan, has promised



Victorious: Turkish Prime Minister Tansu Çiller greets well-wishers on election day

to close brothels in the city. But he also said he will invite Pierre Cardin to arrange a fashion show of Islamic-style women's dress. The party even recruited a former swimsuit model as a member.

The vast majority of Turks remains deeply wedded to the separation of mosque and state established by Atatürk in 1923, when all aspects of *sharia* Islamic law were eliminated and efforts made to minimise the influence of religion on the private lives of the people. Many Refah voters favour the secular state, even though they supported the fundamentalists. Their votes were won for negative reasons - widespread revulsion at the corruption of the established parties and the poverty induced by raging inflation. Refah mayors already in power have remained relatively pure. They also seem to stand for traditional family values, seen by many moderate believers as increasingly threatened by television and magazines.

In the largely Kurdish southeast many voters turned to Refah as an alternative to the pro-Kurdish Democracy Party, which boycotted the elections. Refah refrains from openly advocating an Islamic government, saying it supports only a "fair regime". Even so, its rise in popularity may mean a step back from Turkey's goal of modernising its economy and strengthening ties with Europe. Increased support for fundamentalists might scare off foreign investors and tourists. The retreat from pure secularism will also create divisions in Turkish

society. Graduates from 400 Islamic religious schools are to be found among the priesthood, in government, both provincial and national, and in the police.

The general belief is that Iran, Libya and Saudi Arabia will help to fund Refah, and the party may well make further advances in 1996's election. Everything now depends on whether Çiller can use the breathing space provided by her party's electoral success to tackle the deepening economic crisis and win the brutal war against Kurdish guerrillas.

She won the election by making the fight against terrorism her main campaign theme, dropping her earlier liberal stance under which she permitted use of Kurdish in the predominantly Kurdish-speaking southeast. Her government organised a vote in the Grand Assembly to withdraw immunity from prosecution from seven pro-Kurdish deputies, five of whom face possible death sentences for advocating separatism. She also gave the army a free hand to crush Kurdish Workers' Party (PKK) guerrillas. The next phase in the conflict, which has already cost 11,000 lives, will be the army's long-awaited spring offensive.

The government has delayed public-sector price rises and an austerity package until after the elections. With inflation expected to reach hundreds of per cent by year's end, a yawning public deficit, and the currency recently devalued by 70 per cent against the US dollar, Mrs Çiller, an ambitious former economics professor, has plenty to do yet.

DIE ZEIT - 1 April 1994

Immer mehr Kurden sehen Gewalt als einziges Mittel, um in ihrer Not Gehör zu finden Hat das Verbot die PKK noch gestärkt?

Von Michael Schwelien

Zum Newroz grüßten sie das „kämpferische Volk“, dann nahmen sie sich das Leben. Nilgün Yildirim und Bedriye Taş übergossen sich auf der kurdischen Neujahrsfeier am Neckarufer zwischen Mannheim und Ludwigshafen mit Benzin, zündeten sich an und starben im Krankenhaus an ihren Verbrennungen. Nach spontanen Gefühlsaufwallungen sehen die Verzweiflungstaten nicht aus. Die beiden jungen Frauen, 21 und 23 Jahre alt, hinterließen einen gemeinsamen Abschiedsbrief. Unter den Decknamen „Berivan“ und „Ronahi“ ließen sie „Präsident Apo“ (den Generalsekretär der Kurdischen Arbeiterpartei, Abdullah Öcalan), die „PKK“, die „Nationale Befreiungsfront“ und den „Internationalismus“ hoch leben. Die Revolution, das habe die Partei „betont“, müsse von Europa nach Kurdistan getragen werden. Von den Frauen erwarte die Revolution „große Taten“: „Fangen wir bei uns selber an.“

Dreizehn handschriftliche Zeilen ohne ein einziges persönliches Wort. Wenn der Brief tatsächlich allein von den beiden Frauen stammt, dann zeugt er von einer geradezu unheimlichen Disziplin, welche die PKK ihren Mitgliedern abverlangt. Aber erst recht, wenn ihnen Formulierungshilfe gegeben wurde: Freitod als Fanal.

Ob solche demonstrativen Selbstmorde nicht eher Ängste auslösen und ob die Gewalttaten der vergangenen Woche nicht abstoßend auf eine den Kurden im großen und ganzen wohlgesonnene deutsche Bevölkerung wirken? Selahattin Çelik verneint rundheraus. Die Schuld liegt bei den deutschen Behörden: „Wenn das Neujahrsfest nicht verboten worden wäre, würden sie noch leben.“ Çelik ist Mitarbeiter der Zeitung *Özgür Gündem* („Freie Tagesordnung“). In die Kölner Europavertretung dieses wichtigsten kurdischen Blattes kehrte er erst kürzlich zurück. Er war einer der Angeklagten im Düsseldorfer Staatsschutzprozeß gegen neunzehn der Verfolgung und der Ermordung von „Abtrünnigen“ und „Verrätern“ bezichtigte Kurden. Der nach viereinhalb Jahren Anfang März abgeschlossene Prozeß endete für Çelik mit der Einstellung wegen Geringfügigkeit.

Er selber weiß gar nicht, weshalb er schließlich entlassen wurde. Er kennt die Paragraphen der Strafprozeßordnung ebensowenig, wie er sich ohne Dolmetscher auf deutsch verständigen kann. Aber dies weiß er: Nur bis 1990 habe die PKK auf den „bewaffneten Kampf“ gesetzt. In jenem Jahr habe die Partiya Karkerên Kurdistan Gewerkschaften, Kulturzirkel und eine eigene Presse ins Leben gerufen, damit die Waffen schweigen können. Die Kurden in Deutschland, vielleicht eine halbe Million, seien politisch gebildet. Ihnen sei klar, daß sie Recht und Gesetz „eines fremden Landes“ zu achten haben. Es wäre ein „banaler Linksradikalismus“, Deutschland des „Imperialismus“ zu bezichtigen. „Aber“, und Çelik hat gleich zwei „Aber“, die seinen Vortrag über die Friedfertigkeit der PKK konterkarieren, „aber das Vorgehen der Polizei heute erinnert an das der Nazis“

und: „Die deutsche Regierung zwingt uns den Terror auf.“

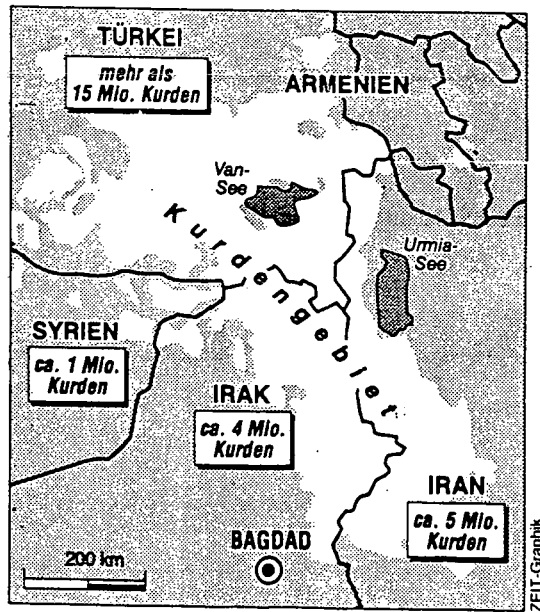
Er war dabei, als Ronahi und Berivan – „sie waren beide erwachsen, beide gebildet“ – sich das Leben nahmen. Und er heißt ihre Tat gut: „Das Ergebnis ist richtig.“ Schwingt denn gar kein Mitgefühl ob des jähen Todes mit, kommt in ihm kein Hauch von Zweifel hoch, ob die beiden sich womöglich vergeblich geopfert haben? Schon bei der Frage fällt der Dolmetscher ins Wort: „Sie kennen die Kurden nicht!“ Çelik versteht es geschickter, solche Fragen umzudrehen: „Hätten sie denn die Polizei angreifen sollen?“

Nach den Autobahnblockaden, den Angriffen auf Polizisten und den Bränden meldeten sich auch kurdische Verbände zu Wort, die Gewalt unmißverständlich verurteilen. Aber bisher hatte niemand etwas von ihnen gehört. Sie scheinen weit weniger Rückhalt unter den Kurden zu haben als die trotz Verbots weiter agierende PKK. Viel deutet darauf hin, daß die Verbotsverfügung des Bundesinnenministeriums die PKK nicht etwa isolierte, sondern ihr mehr Zulauf bescherte.

Neben der Partei hatten die Bonner Ministerialen im November vergangenen Jahres gleich 34 weitere vermeintliche „Teilorganisationen“ sowie 29 Kulturvereine auflösen und deren Vermögen beschlagnahmen lassen. Die Gründe lesen sich so, als entstammten sie einer Bitte Ankaras. „In der Türkei ist die Organisation verboten.“ „Die Straftaten stören das friedliche Zusammenleben zwischen Kurden und Türken ... in der Türkei.“ „Diese Aktivitäten schädigen bereits heute Deutschlands Ansehen in der Türkei ... eine weitere Duldung ... würde das Vertrauen eines wichtigen Bündnispartners ... untergraben.“ Auch jenen Kurden, denen terroristische Aktivitäten ein Greuel sind, ist die Verfügung bekannt, jedenfalls in verkappter Version, etwa so: Deutschland macht gemeinsame Sache mit dem Unterdrücker in Südostanatolien.

Eine Gaststätte in Hamburg, die als Restaurant für türkische Spezialitäten firmiert, ist in Wirklichkeit ein Treffpunkt der Kurden. Würde der Inhaber sie als „kurdisch“ ausweisen, müßte er Schwierigkeiten befürchten, wenn er beim nächsten Mal auf dem türkischen Konsulat zwecks Paßverlängerung vorspricht. Geld wird gesammelt: es kommen erkleckliche Summen zusammen. „für einen guten Zweck“, den keiner näher benennt, der aber offensichtlich PKK heißt. Jeder hier hat Angehörige im Südosten der Türkei, jeder hat Krüppel und Tote in der Heimat zu beklagen. Fürchten sie, nun Opfer der von Helmut Kohl und Manfred Kanther angekündigten Verschärfung des Ausländerrechts und eines Abschiebeabkommens mit der Türkei zu werden? Hier ist die Feuerbotschaft der beiden Frauen ganz im Sinne der PKK angekommen. „Wer sich selber verbrennt“, sagt einer mit Zustimmung der anderen, „der hat doch keine Angst mehr vor Abschiebung.“

Indes, eine moderate Polizeitaktik, das zeigte sich am Wochenende in Frankfurt und Mannheim, wo die emotionsgeladenen Treffen nicht rundheraus verhindert wurden, könnte besser als die Verbote verhindern, daß die Bundesrepublik zum Nebenschauplatz des Bürgerkriegs wird. In diesem Bürgerkrieg wird, so berichten Augenzeugen, weit



mehr Blut vergossen als bei den „ethnischen Säuberungen“ in Bosnien. Auch Hamburg hatte die diesjährige Newroz-Feier nicht verboten. Bald 10 000 Kurden kamen am 19. März in der Alsterdorfer Sporthalle zusammen – und nichts passierte. Die Polizei hielt Kontakt zu den Organisatoren und beschränkte sich darauf, den Verkehr zu regeln.

Drei Tage später erlebte aber auch die Hansestadt eine Eskalation. Vor dem Hauptbahnhof demonstrierten fünfzig Kurden. Ein gutes Dutzend von ihnen wurde festgenommen, worauf sich drei andere mit Benzin überschütteten. Hekim Gülsün, der als Jugendlicher wegen „Separatismus“ von der Koranschule in seinem Dorf nahe Diyarbakir relegiert worden war und 1987 in Deutschland

Asyl erhielt, vermittelte zwischen Polizei und Demonstranten. „Du Angsthase“, riefen ihm die zu allem Entschlossenen zu. „was hat das alles noch für einen Sinn, wenn wir nicht einmal hier frei sind?“ Erst als die Einsatzleitung die Festgenommenen nach Feststellung der Personalien freiließ, ging der Aufmarsch friedlich zu Ende. Gülsün dankte es Gott.

Auch Gülsün, der seine Leidensgenossen vor der Gefährlichkeit ihres Tuns gewarnt hatte, ist überzeugt, daß erst das Verbot eine Solidarisierung mit der PKK bewirkt hat. Auch er, der bis vor kurzem der bürgerlich-nationalistischen Demokratischen Partei Kurdistans anhing, befürchtet Schlimmeres für die Zukunft: „Die Kurden sehen keine anderen Möglichkeiten mehr, sich zu äußern.“ An eine „Internationale Kurdistan-Konferenz“ Anfang März in Brüssel hatte „Apo“ Öcalan eine Botschaft gerichtet. Er sprach davon, daß die PKK nicht auf einer Teilung der Türkei bestehe. Einem Waffenstillstand unter internationaler Aufsicht würde er zustimmen, mit der türkischen Regierung über „jegliche Möglichkeit“ zur Konfliktlösung verhandeln. Der Botschaft mögen taktische Erwägungen zugrunde liegen. Aber die Bonner Regierung wäre gut beraten, den PKK-Führer schlicht beim Wort zu nehmen.

Da er selber von der Forderung nach einem eigenen Staat öffentlich Abstand nimmt, kann sie, wie es Heiner Geißler fordert, die Initiative für Verhandlungen ergreifen. Das Ziel wäre, so Geißler in der *Süddeutschen Zeitung*, ein „Autonomiestatut für Kurdistan“. Damit blieben die Kurden Bürger des türkischen Staates, aber könnten kulturell eigenständig leben. Die Alternative hieße, in Deutschland den Krieg fortzuführen, den die Türkei seit Atatürk nicht gewinnen konnte.

Militante Kurden dürfen nicht abgeschoben werden aber:

Hart bestrafen

Von Hans Schueler

Max Güde, der unvergessene erste Generalbundesanwalt, gebrauchte einmal ein Gleichnis aus der Physik, um die Gefahren politischen Übereifers bei der Ausübung von Staatsmacht aufzuzeigen. Von Gewalt und Unfreiheit, sagte er, gehe leicht eine „Induktionswirkung“ auf die freiheitliche demokratische Ordnung aus. Seine Bemerkung bezog sich auf den Kalten Krieg und die in den fünfziger und sechziger Jahren mit ihm einhergehende Verschärfung des politischen Strafrechts. Das Wort blieb richtig, auch bei den innenpolitischen Auseinandersetzungen über Studentenkrawalle und Prügelperser bis hin zu Brokdorf und Mutlangen. Die demokratische Staatsgewalt braucht Augenmaß.

In der vergangenen Woche hat eine nennenswerte Minderheit militanter Kurden, die in

Deutschland lebt, organisierten Landfriedensbruch auf unseren Straßen begangen, Autobahnen und Innenstädte blockiert und viele Polizeibeamte verletzt. Hinter den Anschlägen steckt die zu Unrecht so genannte kurdische „Arbeiterpartei“ (PKK), die in der Bundesrepublik seit dem vergangenen Jahr verboten ist. Es kann kein Zweifel daran bestehen, daß die kurdischen Kommunisten ihr Gastrecht – wie es der Bundeskanzler formulierte – „in unerträglicher Weise mißbraucht“ haben. Daran ändert es auch nichts, daß allen in Deutschland lebenden Kurden öffentliche Veranstaltungen zur Feier ihres Neujahrsfestes untersagt wurden. Ein begründeter Anlaß war gegeben, hartes Durchgreifen gegenüber den Gewalttätern bis zu Verhaftungen und zur raschen Einleitung von Strafverfahren geboten.

Doch im gleichen Atemzug mit den notwendigen polizeilichen und strafprozessualen Maßnahmen schickt sich die offizielle Bonner Regierungspolitik an, außerhalb und unterhalb der Legali-

tätsmaxime wieder einmal den großen Hammer zu schwingen: Der innenpolitische Sprecher der CDU-Fraktion forderte die Innenminister von Bund und Ländern auf, jegliche politische Betätigung aller Kurden zu verbieten, „weil sie die öffentliche Sicherheit in unserem Land gefährden“. Der Appell ist gesetzwidrig; Ausländer dürfen sich bei uns politisch betätigen, wenn sie die Gesetze einhalten; ihre bloße Volkszugehörigkeit ist kein Verstoß dagegen.

Dem gerade neu in sein Amt eingeführten Generalbundesanwalt sinnt die Regierungspartei an, die nach Tausenden von Mitgliedern zählende PKK als „terroristische Vereinigung“ zu verfolgen; der Straftatbestand wurde für den kleinen, harten Kern der Baader-Meinhof-Truppe geschaffen. Bundesinnenminister Manfred Kanther hat sich, kaum waren die Autobahnsperrungen abgeräumt, mit seinem Außenamtskollegen Klaus Kinkel „in Verbindung gesetzt, um ein Abschiebe-Abkommen mit der Türkei zu erreichen“. Darin soll das notdürftig als Zivilregierung getarnte Militärregime am Bosphorus „völkerrechtlich verbindlich“ zusagen, daß aus Deutschland abgeschobene

kurdische Gewalttäter nicht gefoltert oder mit dem Tode bestraft werden: „Wenn zum Beispiel so etwas gelingt . . . , dann könnte ich das deutsche Ausländerrecht viel intensiver anwenden.“

Natürlich kann nicht einmal der Versuch gelingen, die Türkei an Folter und Todesstrafe zu hindern. Sie führt schon jetzt mit dem Einsatz ihrer halben Armee – und mit Hilfe auch deutscher Waffen – einen Vernichtungskrieg gegen die PKK im Südosten des Landes und ihre Anhänger. Die Kurden aus Deutschland würde sie liebend gern einer Sonderbehandlung nach Landessitte unterwerfen. Der türkische Botschafter in Bonn hat das Auswärtige Amt – passend zu dem Kanther-Ansinnen – in unüberbietbarem Zynismus zur Beihilfe eingeladen: „Wir nehmen sie alle.“

Nein: Die Bundesrepublik darf auch Verbrecher, die ihr Gastrecht verwirkt haben, nicht der Folter und dem Tod überantworten. Sie muß nach deutschem Recht verfahren. Das ist sie ihrer Verfassung schuldig. Nicht schuldig ist sie dem Nato-Partner aber die Lieferung von Kriegswaffen, solange er diese auf seinem Territorium zum Massenmord an seinen eigenen Bürgern einsetzt.

Bonner Streit um Abschiebung von Kurden

Kritik an Ausweisungsentscheiden Bayerns

Ko. Bonn, 5. April

Die von der bayrischen Staatsregierung in München verfügte Ausweisung dreier kurdischer Gewalttäter, die sich vor zwei Wochen an den Autobahnblockaden im Raum Augsburg beteiligt hatten, hat in der Bundesrepublik einen heftigen innenpolitischen Streit ausgelöst. Freie Demokraten, Sozialdemokraten, Gewerkschafter und Grüne protestierten gegen das Vorgehen Bayerns. Der Münchner Innenminister Beckstein verwahrte sich jedoch gegen die Kritik und warf seinerseits der Bonner Justizministerin *Leutheusser-Schnarrenberger* (FDP) mangelhafte Kenntnisse der Rechtslage vor.

Kurdische Blockaden

Insgesamt fünfzehn Teilnehmer an den Autobahnblockaden durch kurdische, der verbotenen PKK zuzurechnende Extremisten waren in Augsburg und München festgenommen worden. Zwei von ihnen sind nach Auskunft der bayrischen Innenbehörde Asylbewerber. Gegen rund 500 Personen laufen Ermittlungsverfahren. Zwei Kurden wurde schon vorige Woche der Ausweisungsbescheid zugestellt, eine weitere Verfügung wurde am Osterwochenende ausgesprochen. Vollzogen wurden die damit verbundenen Abschiebungen allerdings noch nicht. Wer Deutschland freiwillig verläßt, entgeht der zwangsweisen Abschiebung in sein Heimatland; überdies steht den Ausgewiesenen zunächst der Verwaltungsgerichtsweg offen. Das bayrische Innenministerium vermied es jedenfalls, vollendete Tatsachen zu schaffen.

Der öffentliche Disput dreht sich im wesentlichen um zwei Fragen. Zum einen geht es um die Bewertung der Verlässlichkeit türkischer Zusagen, wie zuletzt vom türkischen Botschafter in Bonn ausgesprochen, den in die Türkei heimkehrenden Kurden drohten weder Todesstrafe noch Folter. Der zweite Streitpunkt ist die Zulässigkeit der Abschiebung. Justizministerin *Leutheusser-Schnarrenberger* und die unlängst mit ihrer Kandidatur für das Karlsruher Verfassungsgericht an den Unionsparteien im Bundestag gescheiterte stell-

vertretende sozialdemokratische Parteivorsitzende *Däubler-Gmelin* gingen offenkundig davon aus, es bedürfe zur Ausweisung eines rechtskräftigen Urteils. Die bloße Teilnahme an Gewalttätigkeiten, Nötigungen wie beispielsweise Autobahnblockaden und die Gefährdung der öffentlichen Sicherheit reichen indessen nach geltendem Recht als Ausweisungsgründe. Bereits im Ermittlungsverfahren kann sich die zuständige Staatsanwaltschaft mit der Ausländerbehörde verständigen und die Ausweisung verfügen. Sie braucht keineswegs das Hauptverfahren abzuwarten. Die bayrische Staatsregierung, die bisher als einzige Exekutive eines Bundeslandes von dieser Möglichkeit Gebrauch machte, sieht sich mithin völlig im Recht. Beckstein hält allerdings nur die Abschiebung in die Westtürkei für zumutbar und widerspricht laut der Bonner Justizministerin damit der eigenen These von der Unbedenklichkeit solcher Massnahmen.

Ein weiteres Wahlkampfthema?

Das Risiko für die Abgeschobenen wird prinzipiell in keiner Weise gelegnet. Die bloße Tatsache, dass sie in Deutschland inhaftiert wurden und ein Ermittlungsverfahren gegen sie eröffnet worden ist, könnte von der türkischen Justiz als Schuldnachweis gewertet werden. Deshalb hatte Innenminister *Kanther* schon vor einer Woche dafür plädiert, sich in einem bilateralen Abkommen von der Türkei den Verzicht auf drakonische Strafen bestätigen zu lassen, allerdings gegen den Widerspruch seiner liberalen Kabinettskollegin *Leutheusser-Schnarrenberger*. Deren Parteifreund *Burkhard Hirsch* lenkte unterdessen überraschend ein. Nicht nur, dass er die Abschiebung Gewalttäter, das Gastrecht verletzender Demonstranten für prinzipiell zulässig hält; er machte vielmehr den Vorschlag, sich in jedem konkreten Einzelfall von der Türkei die korrekte Behandlung des Abgeschobenen zusichern zu lassen. Sein Vorwurf an die bayrische Staatsregierung reduzierte sich auf die Bemerkung, man wolle dort auf dem Rücken der Kurden Wahlkampf betreiben.

INTERNATIONAL

Kurdistan

TURQUIE

La levée de l'immunité parlementaire de six députés kurdes, élus démocratiquement par la population kurde de Turquie, puis leur arrestation marquent un pas de plus vers la disparition de l'Etat de Droit dans ce pays.

Pour avoir défendu le droit à l'expression et à la culture kurde en Turquie, les parlementaires, accusés de séparatisme et de trahison envers leur patrie, risquent la peine de mort, en vertu de l'article 125 du code pénal turc.

Plusieurs organisations de défense des Droits de l'Homme ont assisté au procès d'avocats à Diyarbakir fin février. L'un des motifs d'inculpation pour certains avocats est d'avoir adressé des messages à des associations européennes des droits de l'homme, noircissant ainsi l'image de la Turquie et se comportant donc en agents de propagande du PKK.

Ces organisations notent également que les pressions sur la Magistrature s'accroissent. La présence permanente de l'armée et des autorités policières auprès des instances gouvernementales et judiciaires, fait reculer les avancées démocratiques obtenues dans ce pays et l'espoir d'une solution pacifique de la question kurde.

Le retrait du DEP (parti de la Démocratie) des élections municipales après l'assassinat de 64 de leurs membres n'a pas permis aux kurdes d'exprimer légitimement et démocratiquement leurs votes.

Comme dans d'autres régions du monde, où les alternatives modérées sont brutalement éliminées, les partis islamistes ont profité de ce vide. L'Iran aujourd'hui en est l'exemple incontesté. Le même processus sera-t-il renouvelé?

Et comment pouvait-il en être autrement dans une situation économique dégradée et où les grandes métropoles s'enflent de plusieurs millions de personnes rassemblées dans des habitations précaires ? Au même moment la nation turque paie très cher l'effort militaire pour écraser les populations kurdes.

La plupart des kurdes qui fuient le Sud-Est de la Turquie ont rejoint ces quartiers de misère (3 millions à Istanbul, 600 000 à Ankara et la population de Diyarbakir a triplé en quelques années).

Il est peut-être encore temps d'aider la vraie démocratie en Turquie. Et si nos gouvernements démocratiques commencent par cesser de soutenir les militaires ?

Même si ce n'est pas du ressort des ONG, notre devoir de convaincre par nos témoignages doit s'exercer sans faillir.

Ces témoignages prouvent que la situation en Turquie a atteint un degré de violence tel qu'une solution pacifique pour résoudre ce conflit est devenue indispensable. C'est en ce sens que, à l'initiative de Madame Mitterrand, les appels à la paix se succèdent. Si le PKK semble prêt à négocier, les autorités turques, malgré les milliers de victimes, restent pour l'instant silencieuses et fermées.

Suite à l'intervention de Madame Mitterrand, plusieurs Prix Nobel se sont adressés au Secrétaire Général des Nations Unies pour appeler à une solution pacifique et annoncer une mission sur place. Elle amplifiera le travail des différentes délégations qui se sont rendues à Ankara et dans le reste de la Turquie auprès de la population et des députés arrêtés.

Depuis de nombreux mois, les témoignages transmis à France-Libertés ont pu être entendus à travers sa Présidente à Londres, à Bonn, à New-York, à Strasbourg et à Bruxelles auprès du Conseil de l'Europe et du Parlement Européen et aussi relayés à Rome auprès du vatican. **Il est temps qu'ils soient entendus.**

Un appel des prix nobel de la paix pour une solution pacifique au problème kurde en Turquie

Devant la dégradation dramatique de la situation dans les provinces kurdes de la Turquie et les risques graves d'une confrontation générale kurdo-turque, à l'initiative de Madame Danielle Mitterrand, Mesdames Mauread Corrigan, Rigoberta Menchu, Betty Williams, Sa Sainteté, le Dalai-Lama, Monseigneur Desmond Tutu, Messieurs Oscar Arias Sanchez, Linus Pauling, Adolfo Peres Esquivel, Elie Wiesel, lauréats du Prix Nobel de la Paix, lancent un appel solennel aux parties en conflit pour un arrêt immédiat de toutes les opérations militaires en cours et demandent au gouvernement Turc d'engager un dialogue avec les représentants de la population kurde afin de stopper l'engrenage de la violence et de trouver une solution politique permettant l'épanouissement des peuples turc et kurde dans le cadre de la démocratie et des frontières existantes.

Ils prient instamment Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies d'entreprendre les démarches nécessaires et urgentes pour aider à explorer les possibilités d'un tel dialogue, seul à même d'instaurer une paix durable en Turquie.

Ils demandent à la communauté internationale, et en particulier aux gouvernements des pays démocratiques occidentaux, d'user de toute leur influence auprès des autorités d'Ankara pour la mise en œuvre de ce processus afin de mettre un terme aux épreuves de la population kurde de Turquie et à un conflit aux conséquences imprévisibles pour la paix et la stabilité régionales.

Bilan de la campagne

"Les Kurdes existent : parlons-en !"

Les premiers résultats obtenus auprès de l'Assemblée Nationale Française sont encourageants, mais encore insuffisants pour que nous relâchions notre pression.

Alors que la demande de création d'un groupe d'études sur le problème kurde, présentée par plus de cinquante députés de toutes tendances, a été rejetée par la délégation du bureau de l'Assemblée Nationale, présidée par Madame CATALA, Député RPR de Paris, une "mission d'information sur le problème des minorités kurdes" a été créée pour adoucir cette décision. Les associations signataires de la campagne continuent à penser que le problème kurde mérite une attention plus grande.

Il est important de continuer à écrire à votre député si celui-ci n'a pas relancé la demande de création du groupe d'études.

Une liste est à votre disposition.

Cette pression doit se poursuivre au moment où la France commence à renouer des relations avec l'Irak et où la vente d'armes se poursuit en Turquie.

Irak

KURDISTAN IRAKIEN : LE BILAN

L'engagement de France-Libertés au Kurdistan irakien a été des plus actifs depuis presque 3 ans maintenant. Jusqu'à ce jour, nous avons construit 20 écoles en dur et installé 18 écoles préfabriquées, construit 1 dispensaire près de la frontière iranienne, des sanitaires dans la prison des enfants de Suleymanyah en attendant que notre projet 94 d'une école "fermée" où scolariser les jeunes délinquants soit terminé. Nous avons réhabilité plus de 150 écoles dans le gouvernorat de Suleymanyah au cours de divers programmes, comme le remplacement des vitres dans les écoles primaires ou l'entretien général des locaux. Nous avons distribué régulièrement de la farine et des biscuits protéinés, plus 40 000 paires de bottes et anoraks cet hiver, du matériel scolaire et des équipements de sport. La mission n'a cessé de grandir depuis ses débuts en 1991 grâce à ceux qui ont soutenu notre action et cru en nos profondes motivations. La mission continue à venir en aide aux catégories de la population les plus affectées par le double embargo et ira aussi loin que possible dans l'assistance aux populations réfugiées.



A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0488 4 I 0402 IRK /AFP-MX27

Irak-Turquie-Kurdes

Des centaines de kurdes turcs se réfugient dans le nord de l'Irak
par Lissy SCHMIDT

ERBIL (Irak), 1er avr (AFP) - Quelque 2.000 kurdes de Turquie se sont réfugiés dans le nord de l'Irak au cours des trois dernières semaines, se plaignant d'exactions commises par des soldats turcs, a-t-on appris vendredi de sources kurdes irakiennes.

Quelques jours avant la tenue des élections municipales en Turquie, "des soldats turcs sont venus dans notre village, nous ont battus, ont torturé nos femmes et ont menacé de nous tuer", raconte un des réfugiés, Mohammad Mikho, qui a décidé de fuir, avec d'autres familles du village de Gevere.

"Les soldats n'autorisaient aucune voiture à circuler dans le village. Nous ne pouvions pas conduire les malades à l'hôpital, les produits alimentaires ne nous parvenaient pas et nos enfants ont été privés de fruits et de légumes tout l'hiver", assure Mikho, installé sous une tente avec son épouse et ses huit enfants.

Les réfugiés, venant des villages du Kurdistan turc proches de la frontière avec l'Irak, ont été enregistrés par les autorités kurdes (non reconnues internationalement) à leur arrivée dans la ville frontalière de Zakho.

Ils ont été placés provisoirement dans des tentes ou des bâtiments en ruines dans des villages kurdes irakiens de montagne, proches de la frontière.

Les autorités kurdes irakiennes, qui contrôlent la plupart des régions du Kurdistan irakien depuis trois ans, ont proposé d'établir un camp pour ces réfugiés. Ces derniers ont refusé, car "ils craignent les services de renseignements turcs et ne veulent pas se retrouver dans des camps", selon des sources kurdes à Zakho.

Il existe à Zakho un bureau de liaison officiel turc où travaillent des représentants turcs. Des responsables de la police locale kurde, interrogés par l'AFP, ont affirmé qu'ils n'étaient pas sûrs de pouvoir défendre les réfugiés contre les "attaques des services de renseignements turcs".

Les réfugiés, qui affirment n'avoir reçu aucune assistance, ont réclamé une protection internationale.

Les kurdes turcs qui se sont réfugiés dans les montagnes ont affirmé au correspondant de l'AFP craindre les autorités turques. "Des hélicoptères turcs survolent la frontière pratiquement chaque jour. Nous avons peur qu'ils nous bombardent s'ils savent où nous nous trouvons", a affirmé un réfugié du village de Sibeli.

ls/tp/bm

AFP 011753 AVR 94

FRA0383 4 I 0413 RFA /AFP-LZ52

Allemagne-Kurdes

La Bavière ordonne l'expulsion de Kurdes

MUNICH (Allemagne), 1er avr (AFP) - Les autorités de l'Etat fédéré de Bavière ont ordonné l'expulsion vers la Turquie de Kurdes soupçonnés d'avoir participé à de violentes manifestations en Allemagne à l'occasion du Nouvel an kurde, le 21 mars, a indiqué vendredi le ministère régional de l'Intérieur.

Cette décision a été prise jeudi par les autorités compétentes chargées des étrangers, après "un examen attentif des preuves existantes", a déclaré dans un communiqué le ministère.

La Bavière, gouvernée par la CSU, branche bavaroise et conservatrice de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier Helmut Kohl, est le premier Etat fédéré à décider l'expulsion de Kurdes.

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

"Les militants kurdes qui lors des récentes actions terroristes ont fait preuve d'une violence jusque là inconnue doivent être punis et expulsés aussi rapidement que possible", indique le communiqué qui ne précise pas cependant combien de personnes sont concernées ni quand elles doivent être expulsées.

"De telles mesures sont permises par la Constitution", poursuit le communiqué, selon lequel "les personnes expulsées n'ont pas à craindre un traitement inadéquat ou même la peine de mort".

En Allemagne, les expulsions sont du ressort des 16 Etats fédérés qui disposent de la plupart des compétences pour la police et le séjour des étrangers.

Le ministre fédéral de l'Intérieur Manfred Kanther s'est prononcé à plusieurs reprises pour une expulsion des Kurdes qui se sont rendus coupables de violence. Il a indiqué qu'il souhaitait conclure avec le gouvernement d'Ankara un traité aux termes duquel "la Turquie s'engagerait à ne pas condamner à mort les expulsés pour leurs activités militantes antérieures à leur venue en Allemagne".

Le ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel a estimé jeudi que des expulsions ne pouvaient pas être prononcées "s'il existe le moindre danger de violation des droits de l'Homme".

Quatre cents procédures judiciaires ont été ouvertes contre des Kurdes qui avaient participé à de violentes manifestations à l'occasion du Nouvel an kurde, le Newroz.

Plusieurs dizaines de policiers avaient été blessés lors de rassemblements et du blocages d'autoroutes, destinés à protester contre la politique d'Ankara et contre celle de Bonn, accusé de soutenir le régime turc. Cinq Kurdes avaient tenté de s'immoler par le feu, dont deux ont succombé à leurs blessures.

mlm/bw

FRA0505 4 I 0271 RFA /AFP-MZ17

Allemagne-Kurdes lead

La Bavière ordonne l'expulsion de Kurdes accusés d'avoir participé à des manifestations violentes

MUNICH (Allemagne), 1er avr (AFP) — Les autorités de l'Etat fédéré de Bavière ont ordonné l'expulsion vers la Turquie de Kurdes soupçonnés d'avoir participé à de violentes manifestations en Allemagne à l'occasion du Nouvel an kurde, le 21 mars, a annoncé vendredi à Munich le ministre régional de l'Intérieur, M. Guenter Beckstein.

Cette décision, prise jeudi par les autorités compétentes chargées des étrangers après "un examen attentif des preuves existantes", concerne au moins treize personnes, a indiqué pour sa part un porte-parole du ministère. Elle sera appliquée aussi vite que possible.

500 autres personnes avaient également été interpellées. Leur cas sera individuellement étudié, pour déterminer "si une expulsion est possible", a ajouté le porte-parole.

M. Beckstein s'est défendu contre l'accusation selon laquelle ces mesures seraient contraires à la loi ou à la constitution. Les Kurdes expulsés n'ont à craindre en Turquie "aucun traitement inconvenant" ou même la peine de mort, a-t-il assuré.

Le droit allemand ne permet pas l'expulsion d'un étranger dans son pays s'il peut faire l'objet d'une condamnation à mort.

La Bavière, gouvernée par la CSU, branche bavaroise et conservatrice des Unions chrétiennes du chancelier Helmut Kohl, est le premier Etat fédéré allemand à décider l'expulsion de Kurdes.

Les expulsions en Allemagne sont du ressort des 16 Etats fédérés qui disposent de la plupart des compétences pour la police et le séjour des étrangers.

jlp/bm

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

Des Prix Nobel de la Paix souhaitent se rendre en mission en Turquie

Les lauréats du prix Nobel de la Paix signataires d'un récent appel pour une solution politique au problème kurde devraient se rendre prochainement en mission en Turquie, a annoncé lundi à Ankara Bertrand Dorin, conseiller d'État français et administrateur de l'association France-Libertés. Cette mission "de bonne volonté et de consultation" est prévue pour le début du mois de mai.

Les Prix Nobel de la Paix devraient se rendre à Ankara "où ils souhaitent rencontrer les plus hautes autorités de l'État, puis dans le sud-est de la Turquie afin d'obtenir une cessation des hostilités débouchant sur un règlement politique.

Ce règlement politique est appelé de leurs vœux tant par le

Conseil de l'Europe que par l'Union européenne et par les États-Unis, a rappelé M. Dorin.

L'appel des Prix Nobel de la Paix avait été remis le 29 mars dernier au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali par Mme Danielle Mitterrand, présidente de France-Libertés. Il a été signé notamment par Rigoberta Menchu, Betty Williams, le Dalai Lama, Desmond Tutu, Oscar Arias Sanchez, Adolfo Perez Esquivel et Elie Wiesel.

Cet appel avait suscité une vive réaction de la part du gouvernement turc, qui avait qualifié de "regrettable et malheureuse" la démarche de Mme Mitterrand, accusée de nourrir des "préjugés" contre la Turquie et de "soutenir le terrorisme du PKK".

somme de 10 000 dollars à toute personne qui tuerait un étranger. Le gouvernement irakien avait démenti mercredi être impliqué dans le meurtre d'étrangers au Kurdistan et avait accusé les autorités kurdes irakiennes d'être incapables de maintenir l'ordre dans leur région.

Pour le KIB, la collusion entre certains courants kurdes irakiens et les services turcs, qui ont collaboré dans le passé dans des opérations contre le PKK, ne fait pas de doute. Différents témoignages font d'ailleurs état de la présence fort peu discrète des services turcs dans le nord de l'Irak, où les forces turques ont mandat international pour protéger les Kurdes d'Irak contre le régime de Bagdad.

L'agence kurde ajoute que l'attentat contre la journaliste allemande est le troisième perpétré par les services secrets turcs "contre des amis du peuple kurde au-delà des frontières turques". Une allusion au Chypriote Théophilos Georgiades, abattu le 20 mars dernier à Nicosie, et au président du Comité du Kurdistan de Copenhague Imdat, grièvement blessé au Danemark début février, par les services secrets turcs, toujours selon KIB.

Une organisation kurde accuse les services secrets turcs de l'assassinat d'une journaliste allemande dans le nord de l'Irak

A lors que le gouvernement irakien protestait officiellement contre les allégations de certains États occidentaux selon lesquelles ses services auraient été à l'origine de l'assassinat de la journaliste allemande Lissy Schmidt, tuée dimanche dans le nord de l'Irak sous contrôle des Kurdes irakiens, certaines sources kurdes en Europe ont mis en cause les services secrets turcs. Le Bureau d'Information du Kurdistan en Allemagne (KIB), proche du PKK, a ainsi accusé les services turcs d'avoir assassiné la journaliste allemande, correspondante de l'AFP dans le Kurdistan irakien. "Lissy Schmidt était menacée en permanence par les services secrets turcs et le Parti

Démocratique du Kurdistan (PDK) qui collabore étroitement avec les services secrets turcs", affirme le KIB dans un communiqué publié à Cologne. Si le KIB ne dispose pas de "preuves matérielles" de ses accusations, il estime que "personne d'autre n'y a intérêt".

Les États-Unis avaient accusé mardi le leader irakien Saddam Hussein d'offrir des "primes" pour le meurtre de personnels de l'ONU ou de journalistes étrangers, comme celui de Lissy Schmidt. Washington reprenait une affirmation faite lundi par l'une des principales formations kurdes irakiennes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), selon laquelle l'Irak avait promis une

Le Monde - 7 avril 1994

TURQUIE : l'Allemagne envisage d'arrêter ses livraisons d'armes. - « Nous allons sans doute devoir à nouveau réfléchir à l'opportunité de poursuivre les livraisons d'armes », a déclaré, mardi 5 avril, le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel. Chargé de la politique étrangère au Parti social-démocrate (SPD), Karsten Voigt, a affirmé, mardi, avoir « des indications claires » selon lesquelles les Turcs font usage de ces armes contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). M. Kinkel, qui attend « des preuves concrètes », a néanmoins envoyé une lettre à son homologue turc, Hikmet Cetin, pour lui demander d'examiner rapidement la question. Après une première suspension des livraisons, la Turquie s'était engagée en juin 1992 à n'utiliser ces armes que dans le cadre de l'OTAN. - (AFP.)

gamk - 29 AVRIL 1994

Lourdes pertes dans les rangs du PKK, selon Ankara

D'après un dernier bilan annoncé en début de semaine par le ministre de l'Intérieur turc Nahit Menteşe, 1 037 maquisards du PKK auraient été tués et 1976 autres arrêtés depuis le début de l'année.

Près de 4 500 militants armés du PKK auront ainsi été mis hors de combat entre le 1er janvier et le 23 avril, a ajouté M. Menteşe dans un communiqué, en affirmant que le PKK "a subi une importante perte de soutien logistique et de militants".

Au cours des derniers jours, 79 membres du PKK auraient été par ailleurs tués dans le nord de l'Irak où

l'armée turque a saisi "d'importantes quantités d'armes, de munitions de vivres et matériel médical" a poursuivi le ministre turc. Les forces armées turques avaient déclenché le 22 avril des opérations aéro-terrestres d'envergure dans le nord de l'Irak sous contrôle kurde irakien, dont les zones montagneuses sont utilisées, selon Ankara, comme base arrière.

Ces chiffres devraient apporter satisfaction au Premier ministre turc Tansu Ciller, qui s'est engagée à "éradiquer le PKK" en 1994. Mais si le mouvement de rébellion kurde a subi de lourdes pertes, il n'en a pas pour autant perdu sa combativité. Et il a eu l'occasion de démontrer, au cours des dernières années, qu'il était capable d'apporter de cinglants démentis aux communiqués triomphalistes de l'état major turc.

gamk - 31 AVRIL-1^{ER} MAI 1994

Nuages sur le tourisme turc

Les dernières bombes des rebelles kurdes contre des objectifs touristiques en Turquie ont fait mouche: les annulations se multiplient et les agences de voyage font grise mine à l'orée d'une saison d'été 1994 qui apparaît déjà compromise.

Les touristes cette année tourneront le dos aux "cheminées de fée" de Cappadoce, aux plages de sable fin d'Antalya ou aux mosquées d'Istanbul, pour le plus grand profit des pays concurrents, singulièrement la Grèce voisine, et au grand dam des professionnels du tourisme turc.

Selon eux, le dernier attentat à la bombe, qui avait fait deux morts -un Espagnol et une Tunisienne- et 15 blessés le 2 avril dernier dans le grand Bazar d'Istanbul a eu un effet dévastateur sur les réservations. Suivant de près un premier attentat au Grand Bazar et un autre dans les jardins du musée de Sainte Sophie, qui avaient fait des blessés, il a déclenché une vague d'annulations; Or les réservations étaient déjà en baisse par rapport à la saison 1993, déjà peu fameuse, et la première à avoir été marquée par des attentats et des enlèvements de touristes.

Revendiqués ou non, tous ces actes sont attribués aux rebelles du PKK, qui avaient menacé en 1993 de s'en prendre au tourisme dont les revenus sont utilisés selon eux pour alimenter la "sale guerre" menée contre eux par l'État turc et qui assurent en tout cas une confortable entrée en devises dans les coffres de l'État. Selon un responsable de l'agence "Pacha Tours", choisie par un tiers des 300 000 Français ayant visité la Turquie l'an dernier, l'agence comptait sur 55 000 visiteurs cette année. Depuis l'attentat du Grand Bazar, elle n'en attend plus que 35 000. Même ceux qui n'ont pas annulé ne cachent pas leurs craintes des attentats du PKK, selon les responsables turcs de cette agence, qui, dans un souci de relativiser les risques, dénoncent les "exagérations de certains organes de presse européens". La chute est encore plus nette pour une autre grande agence turque, Pamfilya Tour, dont les chiffres font état d'une baisse de 45% de ses ventes depuis le début de cette année. Les réservations se sont même carrément arrêtées après l'attentat du Bazar. Un phénomène général à toute l'Europe occidentale; ainsi, les milieux du tourisme ajoutent que les ventes en Allemagne sont en baisse de 45% depuis le début de 1994 et aux Pays-Bas de 54% par rapport à 1993. La Turquie est même le seul pays à enregistrer une telle chute, tandis que les pays en concurrence, comme la Grèce, l'Espagne ou même la Bulgarie, ont déjà presque rempli leurs capacités touristiques.

L'Association des Agences de voyage en Turquie condamne elle aussi "l'approche exagérée" des médias, accusés de "faire le jeu de la concurrence", alors que

"les bombes explosent partout, notamment à Londres et à Barcelone, sans que les médias créent la même atmosphère de terreur que pour Istanbul." Mais la raison tient sans doute au fait que la Turquie, située dans une zone de turbulences politiques dont elle se croyait plus ou moins préservée il n'y a pas si longtemps encore, n'est plus en mesure aujourd'hui de maintenir la confiance des visiteurs qu'elle cherche avec force publicité à attirer. La contre-publicité du PKK, mais aussi une situation intérieure généralement instable, se sont avérées plus payantes, d'autant qu'elles s'inscrivent dans un climat peu propice au tourisme où les premiers nuages sont apparus avec la guerre du Golfe. Et si la guerre entre l'armée turque et les rebelles kurdes était jusque là circonscrite à l'Anatolie orientale peu fréquentée par les touristes, son extension aux zones urbaines, notamment à Istanbul, a achevé de refroidir les candidats au soleil turc. Sans compter les derniers succès électoraux des islamistes dans les villes de Turquie, y compris là encore à Istanbul, qui ont considérablement égratigné l'image d'un Orient musulman, mais laïque et "domestique", d'un exotisme convenable, que présentait jusque là le pays. Le ministère turc du Tourisme veut pourtant rester optimiste et estime à 27 milliards de francs les revenus que le pays tirera du tourisme en 1994, pour 7,5 millions de visiteurs. Les revenus du tourisme avaient enregistré en 1992 une hausse de 6 milliards de francs par rapport à l'année précédente. En 1993, ils ont encore augmenté de 1,8 milliard de francs alors que le nombre de touristes avait baissé de quelque 500 000, en raison des premiers attentats attribués au PKK.

Turkish Probe April 1, 1994

21

Human Rights Diary

Western human rights activists claimed Turkish forces had harassed them while they tried to visit a village in the mainly Kurdish southeast. They said troops had stopped about 50 British, Dutch, French and German activists from entering Darakol near the town of Lice, in Diyarbakır province, to investigate smoke they had spotted. "We were escorted to the gendarmerie in Lice by four jeeps and two tanks," Heather Clarke, a British immigration lawyer, told Reuters by telephone. "The (seven) Germans were held in the station and we were told by conscripts to stay in the minibus." Clarke is among a 26-member British-Irish delegation led by Lord Avebury, chairman of Britain's parliamentary human rights group. She and six colleagues joined a larger group of European activists, including two German MPs, for the trip to Lice. She said the group, on a hilly vantage point about three km (two miles) from Darakol, had seen smoke rising from the village. Officials at the emergency rule governor's office in Diyarbakır said they had no reports of any village fire and said foreign groups needed to be escorted for their own safety in the southeast, where troops are fighting Kurdish terrorists. Security forces escorted seven other members of Lord Avebury's group to the town of Siirt on March 23 after holding them for 20 hours. Turkish officials denied they had been detained.

(March 25, Newspapers)

The Association of Contemporary Journalists based in Ankara launched a strong protest against the Ankara State Security Court decision to ban reporting about the current Sivas trial where dozens of Moslem fundamentalist defendants are accused of setting fire for an hotel and causing the deaths of 37 persons during riots.

(March 28, Cumhuriyet)

Local officials in the southeastern provincial capital of Diyarbakır are stalling on any explanation for the killing of over 20 civilians on March 26 when Turkish warplanes allegedly bombed at least four Kurdish villages after they refused to accept state-issued weapons to fight separatist units in their area. Some of the wounded villagers, including women and children, were brought later to a Diyarbakır hospital for medical treatment but the exact number of casualties could not be ascertained. According to surviving witnesses of the bombing on the village of Koçaklı in Şırnak, the attack took place on March 26 only hours after soldiers visiting their settlement were told of a majority decision not to

become village guards. Some of the people wounded in the attack were Nafiye Belgin, Eren Bayın, Lali Erdin, Behiye Bengin, Esmer Şengül, Emine Şengül and Abdullah Şen. There is no information regarding those who died in the bombing, but witnesses' statements suggest that the number of casualties may well be higher than reported and that "at least 20 bodies" had been buried by village guards. Several other villages in the area were reported to have suffered the same fate as Koçaklı, and in three cases the reports have been confirmed but journalists are banned from entering the area. The mayor of Şırnak, Cahit Kırış, told the TDN over the phone that he was not authorized to comment on the incidents and that the "necessary statement" would be made by the Emergency Rule Region Office. Turkish newspapers have carried reports that the bombings were carried out "by mistake." Meanwhile, foreign observers in the region were told the bombings had been the work of the PKK.

(March 31, Turkish Daily News)

London-based human rights group Amnesty International reported that the security of non-European refugees and asylum seekers in, or about to enter, Turkey was at risk. In a report released today, Amnesty International called on Turkey to "abide by its international obligations not to forcibly return people to countries where they risk serious human rights violations, to establish fair and effective asylum procedures for all asylum seekers, and to give public assurances that recent security agreements will not imperil refugees and asylum seekers." Turkey has signed the 1951 Convention on the status of refugees but made the reservation that it was not obliged to accept refugees and asylum seekers from the East. The country is at the heart of a region troubled by conflict. In the late 1980s, thousands of Iraqis fled here in the wake of atrocious human rights violations by the Iraqi government, and a further 500,000 sought refuge from the violent suppression in Iraq following the 1991 Gulf War. Hundreds of Iranian asylum seekers enter Turkey every year. In the past two years, dozens of Tunisians fleeing torture and ill-treatment have also sought safety in Turkey. Amnesty claimed that there were no legal provisions for non-Europeans to apply for asylum to the Turkish authorities. The report also alleged that an informal arrangement between the UNHCR and the Turkish government, which allowed non-European asylum-seekers to stay in Turkey while their cases are examined by the UNHCR and a resettlement country is found -- appeared to be breaking down. (March 31, Turkish Daily News)

Ankara refuses to take 'Madame' seriously

Turkish Daily News

ANKARA- Weary of French First Lady Danielle Mitterrand's increased efforts on the Kurdish issue, Ankara declared Thursday that "Madame's" letter to the U.N. secretary-general was "not something that would be taken seriously."

"Madame Mitterrand has appointed herself to be a mentor of terrorism," Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman told Anatolia news agency. "It is impossible to take this unfortunate and regrettable attempt of Madame Mitterrand ... seriously." Danielle Mitterrand, unsympathetically known in the Turkish press as "Madame," and Nobel Peace Prize winners called Tuesday for a

U.N. envoy to investigate the plight of Kurds in Turkey.

Mitterrand saw Secretary-General Boutros Boutros-Ghali along with Betty Williams, the 1976 Peace Prize winner from Northern Ireland, who read the appeal.

They asked for a U.N. representative to investigate the plight of the Kurds and seek a "political solution to the Kurdish problem in Turkey." A spokesman for Boutros-Ghali said he was studying the appeal "with care."

"Today, the Kurds in Turkey are being drawn, month after month, into a similar spiral of destruction," the appeal said. "It is very sad to see that the

Nobel Peace Prize winners are misled and drawn into such an initiative by a person whose prejudices are well-known," Ataman said.

Ataman noted that "the civilized world, including France under the leadership of President Francois Mitterrand" recognized the illegal Kurdistan Workers' Party (PKK) as a terrorist organization.

"This is a sad inconsistency confronting Madame Mitterrand," Ataman said.

"Problems in Turkey are solved through democratic means. Trying to solve problems through supporting terrorism is the most meaningless of so-called contributions," Ataman said.

Southeast results: Did Welfare win or did DEP lose?

By Gül Demir

Turkish Daily News

ISTANBUL- When the Democracy Party (DEP) decided to boycott the local elections, the first evaluation of this on the part of top level government officials was "They're escaping." According to this line of thinking, DEP understood that they wouldn't be able to get as large a proportion of the vote as they were expecting in the Southeast and in other regions so they withdrew from the election. DEP didn't want to be humiliated, having claimed much more extensive support than was really the case. As for the DEP officials who were protesting about the election at that time, they were suggesting that the democratic conditions for an election didn't exist. And they explained, with unjustifiable accusations against the other parties the reasons why they weren't entering the election.

As everyone in this country capable of analyzing political events can immediately understand, if DEP had entered the election in "a democratic environment," today they would have their own mayors in many of the regions won by the Welfare Party (RP). Only this didn't happen.

The DEP stayed out of the election and the government became the exemplar of the saying, "I escaped from the rain only to get caught in the hailstorm." The Southeast area, whatever else one might say, is today completely politicized. The people who live in this area know rather better than other people in Turkey what politics, despite everything, means to them. And they gave importance to the attitude, vis-a-vis the Kurdish question, of the candidates whom they selected in local elections much

more than how quickly they promised to provide services in the locality. This "attitude" involves a certain stance regarding the status quo. This area is not interested in what are termed services these days, because they don't expect such things simply to fall in their laps any more. The possibility of this hasn't existed for a long time.

The DEP was a party for Kurds. It was their representative in the major cities. It was their lifeline. They knew very well that the candidates that the DEP would have chosen would not have been able to provide them with things to make their lives easier. The DEP too was a matter of political "attitude. But when the DEP withdrew from the elections, there remained only the choice between not going to the ballot box, as the Kurdistan Workers' Party (PKK) had ordered, or invalidating one's ballot as the DEP wanted. To a great extent this is what happened.

Those who went to the ballot box despite everything (a great portion of whom were rural guards and "unknown quantities") — there were those who still couldn't stomach what was going on and preferred to vote for another party, the RP, which had an identity which in some ways resembled that of DEP and was claiming that there were "problems with the system." These elections showed that the RP, which claimed to be an "adversary of the system," however little it deserved this description, could find support among the Kurds in this way.

The third influence was the nature of the campaign which the RP mounted in the Southeast. No matter how little it made it into the headlines of the big newspapers, the support of the Hezbollah group, operating illegally in the region, mustn't be forgotten.

The RP entered into a relationship with the Hezbollah which was similar in some ways to the relationship the DEP has with the PKK. It is a link that has not been taken seriously and cannot easily be discussed. It has been suggested that the Hezbollah had some influence over the choice of RP candidates, but the relationship between the two is clearly a complex one. The fourth influence was the attitude towards the RP on the part of the "security personnel" who were on duty in the region. According to newspapers and the TV, the RP always came out on top in the surveys conducted among security forces on duty in the region. It is possible to explain this through the inclinations of those concerned, but it can also be explained as a result of the "discomfort" which these people felt concerning combat.

In the big cities Kurdish votes were also behind the increase in Refah's votes. This is especially true of the "gecekondu" (shantytown) areas, where Kurds may also have been impressed by the RP's campaign pledge to "put a halt to the shedding of blood," in the same way as were their fellow Kurds in the Southeast. But who can say how the RP were planning to stop the bloodshed by taking over local administrations?

If a democratic and nonmilitary solution is not found to the Kurdish problem, even more blood could be shed in the region. Because the RP has come to the mayors' offices with its "visa" issued, at least to some extent, by Hezbollah.

They showed that those who didn't participate in the election in which the RP took the mayoral offices in the most politicized districts such as Diyarbakır, Van, Muş, Bitlis, Siirt, Urfa, Batman, Bingöl and Adıyaman, were "stronger than the government" in this region. Because the government had calculated that it could win here as the "party of order" by not allowing DEP to run in the election, and calculations were made accordingly. But the RP and the Kurds between them have now turned this calculation upside down.

A program that proclaimed the party to be an adversary of the system isn't enough to explain how the RP won so many mayoral positions. It is necessary to look at the propaganda which the RP was putting forth in a region in which the DEP was unrepresented.

One of the most important influences was the RP pledge of "We will solve the Kurdish problem in a peaceful way." The RP, which had made this "pledge" a priority, didn't say just how it was going to solve this business. But the pledge alone was enough for quite a number of voters. It is true that the Social Democrat People's Party (SHP) was saying similar things. But it shouldn't be forgotten that the SHP was part of the coalition government.

Then there was the religious factor. A large proportion of the Kurds are Sunni Muslims and even Shafii, and religion is important among the Kurds. Their religious views are a matter of conscience for them, a matter of necessity. However well-known it may be that the RP uses religion as a path to political power, many Kurds are unaware of this, and there is no doubt that religious feeling played a part in the shift of support to the RP.

Political turmoil shakes government

Welfare Party and SHP supporters demonstrate in Ankara as emotions run high

Turkish Daily News

ANKARA- As the confusion over the reliability of the election results continued, discussions on the future of the coalition government became more heated in Ankara on Thursday, focusing on the replacement of the social democratic junior coalition partner and the construction of a centre-right government. The Social Democrat People's Party (SHP), one of the major losers in the local elections, discussed the prospect of cooperation with its partner-in-power, the True Path Party (DYP), while the leadership of the DYP "for the time being" decided to maintain the shape of the present government. At the SHP's parliamentary group meeting on Thursday, party leader Murat Karayalçın asked his colleagues to revise the SHP's stand regarding their partnership with the DYP.

"Things cannot go on as before. New policies and structures must emerge in the new era," Karayalçın said. Pointing out that the Motherland Party (ANAP) had given up calling for early elections, Karayalçın asked his party to consider "the fact that it does not seem likely that a general election will be held within the next two-and-a-half years."

Karayalçın claimed that the SHP in reality had not lost votes, since both the CHP and DSP had emerged from the SHP after the general

elections 1991. "We are ready to discuss every issue concerning the unity of the left," Karayalçın said. The SHP's parliamentary group did not continue its afternoon session after a discussion on whether members of the party assembly would be allowed to take part in the debate. The session was postponed to Friday and the SHP is not expected to reach a final decision on its plans before the weekend. Sources say there are serious conflicts within the SHP, in which one camp — 11 SHP ministers led by Karayalçın — defends cooperation with the DYP in government, while the other — mainly consisting of the leftist deputies and local party officials — is in favour of an immediate move into opposition. Karayalçın is reported to have said that he was against the triggering of a governmental crisis in a period of economic turbulence. But, sources say, he is planning a reshuffle within the SHP-flank of the government and the replacement of a number of ministers.

The crucial point for the SHP in reaching a decision on whether to continue in the coalition seems to be the stand the party will take regarding the expected belt-tightening package, which includes a wide range of privatizations.

The future of the government is

also the main issue for the DYP, the senior partner in the coalition. Party chairwoman Tansu Çiller met members of the party council and parliamentary group to discuss the consequences of the election results. A group within the DYP, consisting mainly of conservatives, is pushing for radical change, by insisting that the DYP cooperate with ANAP instead of with the SHP. But how strong this pressure will be remains to be seen, since, sources say, this group does not have the power to bring about a change in the attitude of Çiller, who reportedly does not favour ANAP as a coalition partner.

Sources close to Çiller say she believes that ANAP would gain strength if it was allowed into government, and that it would therefore be more difficult later for the DYP and ANAP to unite. It is also reported that Çiller will wait for the SHP's final decision as to whether they will remain in government or not. In a move basically regarded as a gesture to the SHP, the leadership of the DYP decided after a series of meetings between Çiller and members of

party council and parliamentary group not to terminate the cooperation with SHP. Esat Kirathoğlu, vice chairman of DYP, said after the meetings that "the DYP will not be the partner which breaks up the coalition".

Meanwhile, there are also different voices being heard within ANAP regarding partnership with the DYP. As the leadership of ANAP abandons its demands for early elections, Eyüp Aşık, deputy chairman of ANAP's parliamentary group, said "We are waiting for the dissolution of SHP-DYP cooperation."

In a press conference held on Thursday at the parliament, Aşık said that ANAP "has suspended all demands for early elections," which was seen as opening the way to a possible partnership between ANAP and the DYP.

"We were expecting a percentage of 25 percent when we were planning for early elections. But we were not able to reach that figure. Therefore we cannot push for early elections," he said. Aşık declared that the Welfare Party (RP) was "the most dangerous problem for Turkey," claiming that RP will divide the people into "believers and infidels."

This shift in ANAP's attitude towards the acceptance of a partnership is reported to have been caused by pressure within the party for cooperation with the DYP and by growing speculation about the position of Mesut Yılmaz, the party chairman. Sources say ANAP's strength is threatened by about 50 deputies who allegedly plan a mass-resignation if Yılmaz rejects the idea of governmental partnership with the DYP.

Aşık told the TDN that both the DYP and ANAP, after building a coalition, should prepare for a two-phase election system and go to the next elections in alliance.

Tensions high in Ankara

Supporters of the Welfare Party (RP) and the SHP both demonstrated in Ankara to celebrate their victory and to voice their protests about the elections.

In a prayer service in Hacibayram Mosque on Thursday, RP supporters celebrated their victory by cheering their leader Necmettin Erbakan, and Melih Gökçek, would-be mayor of Ankara. The crowd gathered at the mosque about 11 a.m. waiting for Erbakan and RP leaders. After a mass prayer with people spilling out into the courtyard of the mosque, Erbakan and Gökçek got into an open car to the loud chanting of prayers.

Security measures were high in Greater Ankara wherever the convoy following Erbakan and Gökçek passed. RP supporters happened on supporters of the SHP, who were

protesting against irregularities in the election, near Kızılay Square but no violent incidents were reported.

Some 5,000 angry SHP supporters also gathered in front of the main building of the Supreme Board of Election demanding fresh elections.

Meanwhile, Prime Minister Tansu Çiller on Thursday rejected the resignation of four of her prominent ministers, including the defense and interior ministers.

True Path Party Interior Minister Nahit Menteşe, Defense Minister Mehmet Gölhan and State Ministers Necmettin Cevheri and Bekir Sami Dağcı had given their resignations to her on Wednesday night.

Political sources said the resignation process was only window dressing, coming after their party lost the local elections in the ministers' electoral provinces.

Governor says Iran delivering terrorists 'dead or alive'

'People have withdrawn support from PKK'

Turkish Daily News

ANKARA- The governor of the eastern province of Ağrı said on Thursday that Iran was cooperating with Turkey against separatist terrorists and delivering them "dead or alive" to Turkish officials after military operations.

Ağrı governor Doğan Hatipoğlu told the semi-official Anatolia news agency that militants of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) were infiltrating into Turkey over the Iranian border but that lately modern physical barriers put up on the border and better security measures had reduced this traffic. Noting that they had a dialogue with Iran on security issues, Hatipoğlu said "we have seen this dialogue work out. Iran was previously claiming that the PKK did not exist in its territory but

changed this view after talks and seeing documentation. Now they are also struggling against the PKK with their own forces.

They have returned some terrorists either dead or alive." Hatipoğlu said Turkey was extremely pleased over Iran's attitude and called on other neighboring countries to take a similar approach as well.

Meanwhile, officials in Şırnak province said on Thursday that the number of people killed when a passenger minibus hit a mine on a bridge in southeast Turkey on Wednesday had reached fifteen.

The officials said the vehicle was on a country road bridge near the town of Idil, in Şırnak province, when it hit the mine. They said the mine was planted by PKK militants and one person was wounded.

THE ECONOMIST APRIL 2ND 1994

Turkey eyes Islam

ISTANBUL

FOR once, the tourist posters may tell the truth. They boast that Turkey is a land of amazing contrasts, and the Turks proved it at their latest elections by both endorsing their new-look, secular, woman prime minister, Tansu Ciller, and giving control of their greatest city, Istanbul, to a mayor from the pro-Islamic Welfare (Refah) Party. Ankara, the capital established by Kemal Atatürk for the secular state he founded, also fell to the Welfare Party in the nationwide poll for local councils held on March 27th.

The impressive showing of the Welfare Party obsesses the country's would-be modernisers. But the modest success of Mrs Ciller's True Path Party is just as striking. With Turkey's economy on the brink of recession, most commentators expected Sunday's elections to bring humiliation for the ruling party, and to start a wave of defections to the rival Motherland Party that would lead to an early general election in the autumn.

The prime minister made it a vote of confidence. Advertisements showed her in a flak jacket, visiting Bosnia, with a text boasting of her government's success in beating back Kurdish separatism in south-eastern Turkey. Toughness on the Kurds has won Mrs Ciller no friends abroad. Turkey's



Now for chadors and conventions

True, but fundamental

Turkey's elections:

	General 1991	Local* 1994
True Path Party	27.0	21.9
Motherland Party	24.0	20.9
Welfare Party	16.9	18.8
Social Democratic People's Party	20.8	13.4
Democratic Left	10.8	8.7
National Action Party	0.0	8.1
Republican People's Party	0.0	4.7
Others	0.6	3.5

*For provincial assemblies, 95% of votes counted
Source: High Election Board

western allies believe there must be some political accommodation with Kurdish nationalist feeling. They were highly critical of the government's decision in mid-campaign to lift the parliamentary immunity of six Kurdish members of parliament so that they can stand trial on capital charges amounting to treason.

Yet her stand probably won votes for True Path, which came first, albeit with only 22% of the poll. The Motherland Party, a rather more Thatcherite lot, trailed only a percentage point behind—but that was enough to make Mrs Ciller's party happy. Moreover, a True Path candidate was elected mayor of Izmir, giving the party its first victory in a big city. This seemed to vindicate the choice last June of the urbane, American-educated, pro-western Mrs Ciller as True Path's leader.

The Social Democrats, junior partners in her coalition, did disastrously, hit by scandals and, in the mainly Kurdish south-east, by the defection of many of their supporters to the Welfare Party. The result is that a possible next step in Turkish politics is the formation of a True Path-Motherland coalition. But it may be a changed Motherland. True Path's electoral success means that Motherland members of parliament may desert their leader, Mesut Yilmaz. He failed to win Istanbul for his party, and his leadership is bound to be challenged.

Mrs Ciller may now feel able to bring in a tougher economic policy. Last year GDP grew by about 7%, fuelled by external borrowing and a consumer boom, and the budget deficit went out of control. The Turkish lira has plunged, and the country's chronic inflation could go over 100%. But an austerity programme would help the Welfare Party, which promotes a message of Islamic piety and clean government.

Mrs Ciller's government will surely not help the new Welfare mayor of Istanbul to provide the services he has promised to the peasants pouring into the city. For their part,

the Welfare people, most of whom are not scimitar-waving fundamentalists, may swallow Islamic scruples about borrowing money on interest if the government asks international agencies for development loans. Three-quarters of the people of Istanbul did not vote for the Welfare Party and their new mayor, Tayyip Erdogan. Now they wonder nervously how Islamic principles may affect their lives. They may soon discover. The first clashes of the counter-reformation may arise in one of Istanbul's local councils—also controlled by Welfare—over the city's night-life. Mr Erdogan says he would like to see Istanbul become a world convention centre. Square that with the puritan spirit of Islam.

LIBÉRATION - 2 avril 1994

IRAK. 2 000 Kurdes de Turquie se sont réfugiés dans le nord du pays au cours des trois dernières semaines, selon des sources kurdes irakiennes. Les réfugiés fuyaient les troupes turques accusées de commettre des exactions, quelques jours avant la tenue des municipales.

Le JOURNAL DE GENÈVE

2 avril 1994

La cause kurde

«JE SUIS NÉ dans une ville qui sentait le cuivre. C'était sous l'empire ottoman, à la source du Tigre, dans un merveilleux pays de montagne: le Kurdistan de Turquie»: ainsi commence l'autobiographie de Noureddine Zaza, écrivain et leader politique kurde mort en 1988 à Lausanne. D'abord parue en 1982 aux éditions Pierre-Marcel Favre, *Ma Vie de Kurde* est rééditée par les éditions Labor et fides.

'Cyprus model should be adopted to solve Kurdish problem'

By Uğur Akıncı

Turkish Daily News

WASHINGTON, D.C.- Mahmut Kılınc, Democracy Party (DEP) Adiyaman deputy, has suggested the Cyprus model as a solution to the Kurdish problem during his visit to Washington. Kılınc, who paid a visit to the U.S. State Department as well as holding talks with Sen. Claiborne Pell (Democrat-Rhode Island), chairman of the Senate Foreign Relations Committee, and Rep. Lee H. Hamilton (Democrat-Indiana), chairman of the House Foreign Affairs Committee, said the Clinton administration was very interested in the Kurdish issue and that they were trying to understand what's exactly going on in southeastern Turkey.

Kılınc talked to the Turkish Journalists during the 35th annual convention of the International Studies Association in Washington Hilton. Accompanying Kılınc were some members of the Kurdish community in the United States and representatives of the American Kurdish Information Network (AKIN).

Kılınc said he asked the Americans to facilitate the process to find a solution to the Kurdish problem in Turkey. "Without solving the Kurdish problem, Turkey can solve none of its other problems," Kılınc said.

When asked if the U.S. officials put forward any concrete proposals, Kılınc said that they did not make any comments on the situation and their main interest at this point was to gather information.

'Turkey applied political solution in Cyprus'

When reminded that the U.S. State Department has already spelled out a "political solution" to

end the conflict in the Southeast, Kılınc said that such a political solution is not alien to Turkey since it was already put to practice in Cyprus. "What Turkey defends in Cyprus should also be put into practice in Turkey," Kılınc said.

When the Turkish Daily News asked Kılınc if a "bi-zonal federation" is what he was referring to by the term "Cyprus model," Kılınc confirmed it but said that a federation need not be just between Turks and Kurds.

"What's important is the recognition of Kurdish identity and its preservation by legal sanctions and measures. Yet we should not insist on any given rigid format. It could be federation or maybe not. What's important is to bring this issue onto our agenda and discuss it. They have federations elsewhere in the West and it works. I like the American federal system, for example. I think it's wonderful. So is the German federation."

When a Turkish Journalist reminded Kılınc that the American and German federations were not based on ethnic divisions and that such an ethnic-based federation might lead Turkey to disaster, Kılınc said that Turkey could adopt a different geographic principle and end up "let's say, with seven or eight federations."

"A rigid two-part system is not necessary," Kılınc said and reemphasized the need for discussing everything openly.

Explaining Refah victory

TDN asked Kılınc to explain the recent election victory of the fundamentalist Refah Party (RP) in the Southeast where Kurdish national sentiment is assumed to be dominant. Kılınc said that DEP was forced to pull out from the elections due to the bombing of DEP offices and

murder and harassment of DEP deputies and sympathizers. "Refah won because in the last Refah General Convention (RP leader) Erbakan declared that when in power they would recognize the linguistic and cultural autonomy of the Kurdish people.

The message was not lost on the Kurdish electorate. When DEP candidates couldn't run, all their votes shifted to the RP. If we were in the elections, Refah could not win even a single province in the Southeast."

Kılınc added that he did not approve of the Refah Party and what it stands for. "Refah won only 14 percent of the votes in Diyarbakır. In other Southeastern cities about 50 percent did not vote. This goes to show that Refah's support is not that overwhelming and that DEP could have won the elections in the Southeast if it participated," Kılınc added. "If we entered the elections and won, the government would have somebody to talk to on the Kurdish issue. Now they have no counterpart."

'If I criticize the PKK,

I can't go back to Adiyaman'

When asked why he did not condemn PKK's terrorist acts, Kılınc said that to speak out openly against the PKK would jeopardize his function as a "catalyst." "The PKK is an objective phenomenon. It's outside my determination. It is outside anybody else's wishes. It's simply out there. Therefore we have to consider the existing conditions and act accordingly. If I criticize the PKK today, I can't go back to Adiyaman. And what would that accomplish, really? I'm a catalyst. We have to be rational on this issue."

Kılınc will return to Turkey next Tuesday after undergoing surgery to correct an eye problem.

Ankara accuses Amnesty International of bias

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey accused Amnesty International of "distorting law and facts in its attempts to defame Turkey at every opportunity."

The Turkish Foreign Ministry, which usually remains silent about the reports of this London-based human rights group, said, in a severely-worded statement, that Amnesty was trying to gain legitimacy for the illegal Kurdistan Workers' Party. Responding to a question on Amnesty's report, Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said the report's claims that non-European asylum-seekers or refugees were harassed by the Turkish police were completely baseless.

In a report released earlier this week, Amnesty International called on Turkey to

"abide by its international obligations not to forcibly return people to countries where they risk serious human rights violations, to establish fair and effective asylum procedures for all asylum seekers and to give public assurances that recent security agreements will not imperil refugees and asylum seekers."

Turkey has signed the 1951 Convention on the status of refugees but made the reservation that it was not obliged to accept refugees and asylum seekers from the East.

"Turkey has allowed the entrance and undertaken the protection of refugees well beyond its means, with generosity and largely without international help," Ataman said.

Amnesty claimed that there were no legal

provisions for non-Europeans to apply for asylum to the Turkish authorities. The report also alleged that an informal arrangement between the UNHCR and the Turkish government, which allowed non-European asylum-seekers to stay in Turkey while their cases are examined by the UNHCR and a resettlement country is found — appeared to be breaking down.

Ataman also criticized the claims that foreign delegations, which came to Turkey to observe local elections were mistreated. "It is very disturbing that Amnesty does not regard terrorism as a means of struggle that should be banned... A human rights organization, which acts in a way to encourage terrorism, would perhaps do the greatest service to human rights by changing such an attitude," Ataman said.

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0206 3 IF 0485 TUR /AFP-PX48

Turquie--Attentat prev

Un nouvel attentat à Istanbul fait deux morts et remet en question la sécurité du tourisme

Par Ceyhun ERGUVEN

ANKARA, 2 avr (AFP) - Un nouvel attentat à la bombe a été commis samedi au Grand Bazar d'Istanbul, faisant deux morts et plusieurs blessés parmi les visiteurs étrangers et reposant la question de la sécurité du tourisme en Turquie, au seuil de la belle saison.

L'engin, caché dans une boîte de cirieur de chaussures déposée devant une bijouterie du Grand Bazar, a tué une touriste tunisienne et un Espagnol et blessé quatorze personnes: six Turcs, trois Espagnols, deux Français, deux Libanais et un Tunisien, selon la chaîne de télévision d'Etat TRT1.

Cet attentat, qui n'a pas encore été revendiqué, est le troisième en dix jours contre un site touristique d'Istanbul et le second au Grand Bazar, un labyrinthe couvert datant du 15ème siècle et garni de boutiques, où le visiteur aime flâner et apprécier bijoux, tapis et objets d'artisanat divers.

Le 24 mars, une bombe avait explosé dans les toilettes pour dames du Grand Bazar, faisant quatre blessés, dont deux femmes de nationalité roumaine. Cet attentat n'a pas été revendiqué.

Trois jours plus tard, un Allemand et une Espagnole avaient été blessés dans un attentat à la bombe dans les jardins du musée de la mosquée Sainte-Sophie, l'un des chef-d'oeuvres de l'architecture byzantine. Cet acte a été revendiqué par la branche militaire du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

"Saboter le tourisme turc"

Commis au premier jour des vacances de Pâques, qui marquent le début de la saison touristique en Turquie, l'attentat de samedi a été qualifié d'"acte odieux destiné à saboter le tourisme turc" par le porte-parole du gouvernement Yildirim Aktuna.

Le PKK, qui mène depuis 10 ans une lutte armée contre le gouvernement d'Ankara dans le sud-est anatolien à majorité kurde, avait menacé l'année dernière de s'attaquer au tourisme et était passé aux actes pendant l'été.

Un Turc avait été tué et 54 autres personnes blessées, dont 24 touristes étrangers, dans six attentats commis en 1993 contre des sites fréquentés par des étrangers à Antalya, sur le littoral méditerranéen au sud, à Kusadasi sur la côte égéenne à l'ouest et à Istanbul, principales zones touristiques du pays. Tous ces attentats, qui avaient entraîné des annulations de réservations, ont été attribués au PKK qui ne les avait pas revendiqués.

En 1993, le tourisme turc avait également été touché par des enlèvements de touristes étrangers par le PKK. Ses militants armés avaient enlevé et relâché plus tard dans l'est du pays une vingtaine de touristes occidentaux.

Selon la rébellion kurde, les revenus touristiques du pays "servent à financer la sale guerre (ndlr: les opérations de représailles de l'armée turque contre le PKK) contre les Kurdes de Turquie".

CE/bw

AFP 021656 AVR 94

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0155 4 I 0240 RFA /AFP-PI83

Allemagne-Turquie

La Turquie ne peut utiliser les armes allemandes que dans des missions de l'OTAN, selon Bonn

BONN, 2 avr (AFP) — Le gouvernement allemand a demandé à la Turquie de n'utiliser les armes qu'il lui livre que dans le cadre de missions de l'OTAN, et non dans sa guerre contre les rebelles kurdes, a indiqué samedi un porte-parole du ministère des Affaires étrangères à Bonn.

Le porte-parole a précisé la position du gouvernement allemand pour répondre aux attaques lancées ces derniers jours par des militants kurdes et des associations allemandes, qui accusent Ankara d'utiliser les armes livrées par l'Allemagne pour réprimer la rébellion kurde et opprimer les populations du sud-est de la Turquie.

Selon Bonn, ce principe limitant l'usage des armes allemandes aux opérations de l'OTAN avait été accepté par la Turquie dans un échange de lettres entre ministères des Affaires étrangères, en 1992.

L'éventualité de l'usage des armes allemandes dans la répression contre les Kurdes provoque en Allemagne des réactions très hostiles, et place le gouvernement du chancelier Helmut Kohl en position d'accusé.

Samedi matin, un député de la majorité chrétienne-démocrate a indiqué que la commission des Affaires étrangères du Bundestag (chambre basse du parlement) se réunira le 13 avril pour évoquer la question. Après cette réunion, le gouvernement prendra une position officielle, a précisé M. Klaus Franke.

cpb/jmg

Libération — 2-3 avril 1994

Racisme

Kurdes expulsés de Bavière

LES autorités de l'Etat fédéré de Bavière ont ordonné l'expulsion vers la Turquie de Kurdes « soupçonnés » d'avoir participé à des manifestations en Allemagne à l'occasion du nouvel an kurde, le 21 mars, a annoncé vendredi, à Munich, le ministre régional de l'Intérieur, Guenter Beckstein. Cette décision, prise jeudi par les autorités compétentes chargées des étrangers après « un examen attentif des preuves existantes », concerne au moins treize personnes, a indiqué pour sa part un porte-parole du ministère. Elle sera appliquée « aussi vite que possible ».

Cinq cents autres personnes avaient également été interpellées. Leur cas sera individuellement étudié, pour déterminer « si une expulsion est possible », a ajouté le porte-parole. La Bavière, gouvernée par la CSU, branche bavaroise et conservatrice des Unions chrétiennes du chancelier Helmut Kohl, est le premier Etat fédéré allemand à

décider l'expulsion de Kurdes vers la Turquie. Cette extradition pose un problème constitutionnel en regard du droit allemand qui interdit l'expulsion d'un étranger vers son pays s'il encourt le risque d'une condamnation à mort. M. Beckstein a répondu à des militants des droits de l'homme rappelant ce principe que les extradés n'avaient à craindre en Turquie « aucun traitement inconvenant ». Une assurance quelque peu surprenante pour qui a seulement entendu parler de la politique de génocide orchestrée par Ankara à l'encontre du peuple kurde. Tout récemment, le Parlement turc a levé l'immunité de six de ses membres afin de permettre leur emprisonnement à la veille d'une échéance électorale. Leur crime ? Ils sont nés Kurdes. Et au moins l'un d'entre eux est passible de la peine de mort.

Munich ordonne l'expulsion de Kurdes vers la Turquie

Les Kurdes risquant la mort et la torture à Ankara, Klaus Kinkel a prévenu contre « toute précipitation ».

Berlin, correspondance

La Bavière a ordonné jeudi l'expulsion vers la Turquie de militants kurdes incarcérés à la suite de manifestations violentes en faveur de l'indépendance du Kurdistan et contre le soutien militaire de Bonn à Ankara. Plus d'une vingtaine de Kurdes sont détenus en Bavière. Les uns pour participation à la prise d'otages dans le consulat turc l'an dernier, les autres pour avoir organisé, le 21 mars, des blocages d'autoroutes au cours desquels deux militantes se sont immolées par le feu. La décision de Munich constitue une première outre-Rhin, où les Etats fédérés, détenteurs de larges compétences en matière de police, s'étaient jusqu'à présent abstenus d'expulser des personnes lorsque n'était pas garanti le respect des droits de l'homme dans le pays d'origine.

« Celui qui compromet la paix dans son pays d'accueil ne peut pas prétendre bénéficier des lois de l'hospitalité », a déclaré le ministre de l'Intérieur bavarois, Günther Beckstein, tout en certifiant que les « terroristes » expulsés n'auraient à craindre ni la

mort ni la torture. Son homologue au niveau fédéral, Manfred Kanther, s'efforce de négocier avec la Turquie un traité susceptible de rassurer les associations humanitaires.

Même si Ankara devait « promettre » de renoncer à la peine de mort, Amnesty international rappelle que les enlèvements et les exécutions sommaires par des commandos de tueurs sont toujours d'actualité en Turquie. Si elles devaient effectivement intervenir dans les jours qui viennent, les expulsions pourraient avoir des conséquences dramatiques outre-Rhin. Le chef de la diplomatie, Klaus Kinkel, avait mis en garde jeudi contre « toute décision précipitée ».

A travers les images insoutenables de militantes s'immolant par le feu devant les photographes, l'Allemagne vient de découvrir l'ampleur de la mobilisation chez les quelque 450000 Kurdes résidant sur son territoire. Bravant l'interdiction policière, 10000 d'entre eux ont participé, dimanche dernier à Mannheim, à une manifestation en hommage aux deux suicidées.

A. A.

Disparitions, tortures, villages détruits, exode...

L'armée turque se déchaîne au Kurdistan

Pourchassés par l'armée turque, 2 000 Kurdes se sont réfugiés vendredi en Irak. Ankara refuse de distinguer les terroristes des autres et se livre aux pires exactions dans cette région chaque jour un peu plus coupée du monde.

DIYARBAKIR (de notre envoyée spéciale). — « Quelques jours avant les élections municipales, des soldats turcs sont venus dans notre village, nous ont battus, ont torturé nos femmes et ont menacé de nous tuer. » Comme 2 000 autres Kurdes, Mohammad a décidé de fuir en Irak. Mais il ne veut pas se retrouver dans un camp de réfugiés : « Des hélicoptères survolent la frontière chaque jour. Nous avons peur qu'ils nous bombardent s'ils savent où nous nous trouvons. »

46 villages rasés

A Diyarbakir, capitale du Kurdistan turc, même scénario. Depuis trois jours, l'armée a investi la prison et passe à tabac les 990 prisonniers politiques. Leurs lits sont cassés, leurs livres brûlés, leurs vêtements déchirés, leurs montres brisées ou volées, leurs souliers jetés par les fenêtres...

Des familles racontent : « L'armée s'acharne sur les plus jeunes dont certains ont à peine 15 ans. » Les mères, femmes, filles ou sœurs des détenus ont alerté le comité local des droits de l'homme, implorant les derniers observateurs d'intervenir.

Les Kurdes paient cher leur boycottage réussi des municipales de dimanche et leur volonté farouche d'aller au-devant des délégations étrangères, qui ont eu maille à partir avec l'armée, pour les informer de leur sort. Selon le journal kurde (imprimé en turc) *Ozgur Jundem*, lui-même en butte à la répression, les quelque 46 villages qui ont massivement suivi le mot d'ordre du PKK, parti ouvrier clandestin, ont tous été bombardés. Au moins soixante blessés ont été transportés dans les hôpitaux de Siirt, Mardin ou Diyarbakir. Tous gardés par l'armée qui refoule les journalistes.

La mort et la peur

Depuis le début, plus de neuf cents villages ont été rasés par l'armée qui pratique la politique de la terre brûlée. Qu'ils soient soupçonnés de sympathie envers le PKK, (il mène effectivement une guerre sanglante contre l'État) ou qu'ils refusent les « gardiens de villages », véritables milices à la solde de l'armée, les habitants connaissent le même sort. L'armée et des groupes d'ozel (version locale des escadrons de la mort entraînés et armés par l'Allemagne) investissent



L'alternative : se rendre ou risquer leur vie.

le village, rassemblent la population et la somment de partir.

C'est ce qui est arrivé à Vanna, 40 ans, dix enfants et un mari disparus. Vêtue à l'anatolienne, le visage creusé par les épreuves et la peur, elle raconte : « Ils sont venus une première fois en mars pour nous dire de partir. On venait de semer, on a refusé. Ils sont revenus plusieurs fois, puis, en septembre, ils ont lancé une grande offensive dans la région de Kulp. Il y avait des chars et des avions. On a dû tout laisser et fuir. Le village a été rasé. Vingt-deux hommes ont été rassemblés dans un camp. Pendant douze jours, on leur a apporté des vivres et des cigarettes ; puis un hélicoptère les a emmenés. On ne sait plus rien d'eux. J'ai dû

prendre la route pour aller à la ville la plus proche. »

Première étape de cet exode de plus d'un million et demi de réfugiés, Diyarbakir, ville garnison. Les blindés patrouillent, les militaires aussi, par groupes de deux ou trois, gilet pare-balles et pistolet-mitrailleur au poing. La nuit tombée, tout est mort et la peur règne. Autour de la ville, boueux, crasseux, sans eau, les bidonvilles où s'entassent les réfugiés à qui seule la solidarité villageoise permet de survivre. Les enfants en guenilles mendient ou jouent dans la boue. Facile de comprendre pourquoi les islamistes ont remporté la mairie. « Des mosquées et du pain » : tel était leur mot d'ordre.

Si les Kurdes peuvent espérer

Minoritaires partout

Sur les 22 millions de personnes que compte le peuple kurde, 12 millions vivent en Turquie.

La faiblesse de son organisation, fondée sur des principes tribaux, l'a toujours empêché de passer de l'autonomie à l'indépendance. Historiquement coincé entre les empires byzantins et arabes, puis turcs et persans, le Kurdistan et son peuple de montagnards nomades ont été divisés en quatre lors de la création d'États nationaux dans les années 20.

Minoritaires partout, ils mènent des luttes séparées contre leurs États de tutelle (Turquie, Irak, Iran, Syrie). Depuis 1925 et entre les deux guerres, Ankara a maté plusieurs révoltes kurdes, niant brutalement l'identité de ce peuple « de seconde zone ».

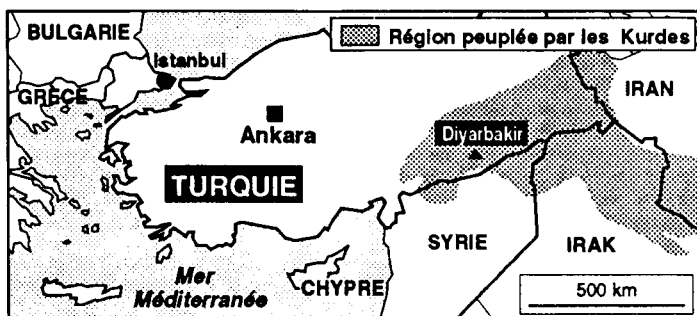
La guerre du Golfe et l'affaiblissement du régime de Bagdad ont posé une nouvelle fois la question de leur autonomie, voire de leur indépendance, en Irak, et par contagion, en Turquie. Depuis 1984, la guerre et le terrorisme ont provoqué la mort de plus de 11 000 personnes dans le Kurdistan turc.

quelques largesses des islamistes, ils risquent, plus tard, de déchanter. Les islamistes, tout autant que le pouvoir turc, récusent les velléités d'indépendance ou même d'autonomie. Les Kurdes craignent alors de les voir s'allier à l'armée d'Ankara (plus de 280 000 hommes dans la région, sans compter les gardes des villages et les groupes spéciaux).

La grande offensive

Tout le monde redoute une grande offensive. Déjà, les lois d'exception sont renforcées ; une myriade d'immeubles en construction sont prêts à recevoir de nouveaux renforts militaires. Et le Premier ministre Tansu Ciller a donné carte blanche aux militaires pour régler la question kurde. La récente initiative de l'Allemagne (la Bavière a expulsé treize Kurdes vendredi, et 400 font l'objet d'une procédure judiciaire après les manifestations du 21 mars) et de la France qui ont déclaré le PKK hors la loi, donne des ailes à l'armée. Et ne laisse aux rebelles qu'une alternative : se rendre ou risquer leur vie en affrontant les forces de sécurité.

Angélique KOUROUNIS.



Saddam reportedly executes cousin in new crackdown

Anatolia/Associated Press

NICOSIA- Iraqi security authorities have executed a cousin of Saddam Hussein and others in what appears to be a new crackdown on currency speculators, Arab sources reported.

Abbas Abed Aoun, a maternal cousin of the Iraqi leader, two members of his family, his brother-in-law Qassim Qasiyeh and a driver were shot by firing squad in Baghdad, the sources reported.

There has been no mention of the executions in Iraq's state-run media and there was no indepen-

dent confirmation of the report.

The informants include well-informed Arab travelers from Baghdad, Iraqis living in Amman, and Iraqi dissidents living in exile. They all spoke on condition of anonymity, some fearing reprisals.

They quoted officials in Baghdad as saying that Aoun was accused of "undermining the Iraqi currency and of suspicious contacts with external parties."

Aoun may have been executed as a warning to merchants and speculators who have been

exploiting soaring prices and food shortages, the sources said. Aoun, in his late 50s, was a member of a wealthy Sunni Muslim family from Tikrit, Saddam's hometown north of Baghdad and his primary power base.

Most of Saddam's inner circle are Tikritis, mainly blood relatives or those linked to his extended clan by marriage. Saddam's regime is dominated by Iraq's Sunni minority, who have long been cushioned from the economic squeeze caused by the U.N. trade sanctions imposed after the August 1990 Iraqi invasion of Kuwait.

PKK to be eliminated from Ağrı mountain

Turkish Daily News

ANKARA-Four members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) surrendered during the operations conducted by security forces.

The terrorists said that due to the tight measures implemented by the security forces they were unable to reach the settlement or to cross borders. Thus they were forced to hide in the mountains. Officials said that following a medical checkup it was found that the terrorists had not eaten for a week and that their skin had started peeling.

The terrorists added that the PKK was in disarray in Ağrı mountain, and that arguments about the organization of campaigns had resulted in disunity.

Meanwhile, in a separate operation, four terrorists were killed in the Southeast and three others surrendered. The eight terrorists captured in Mus were discovered to have taken part in the bombing of trains and in assassinations. Furthermore, one civilian was killed and two were wounded in the armed attack in Batman.

In a bar in the neighborhood of Balgat in Ankara three people died and two were wounded. The owner of Rumors bar said that he told three men who wanted to come in that they could not, as they were not couples.

An argument ensued resulting in the deaths of three people, one of whom was the nephew of Şanlıurfa Deputy, Memduh Bucak.

Monday, April 4, 1994

turkish daily news

Kurdistan: une journaliste allemande victime d'un attentat

Une journaliste allemande, correspondante de l'AFP au Kurdistan irakien et collaboratrice de différents médias allemands, a été tuée hier par balles, a indiqué le bureau du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) à Erbil dans le nord de l'Irak.

Lissy Schmidt, 35 ans, était la seule journaliste étrangère à vivre en permanence dans le Kurdistan irakien, autonome de fait depuis le soulèvement kurde contre le régime de Bagdad qui avait suivi la guerre du Golfe en 1991. M^{lle} Schmidt et son garde du corps kurde irakien ont été tués peu avant midi (heure locale) par des inconnus, alors qu'ils circulaient en

voiture sur la route à 30 km à l'est de la ville de Souleimanieh, a indiqué Steven Allen du bureau de l'Unicef, contacté au téléphone par l'AFP.

Plusieurs attaques contre des étrangers, travaillant notamment pour des organismes d'aide internationaux, ont eu lieu depuis la guerre du Golfe dans le Kurdistan irakien. Depuis le début de l'année, outre l'attentat contre cette journaliste, onze attaques de ce type ont été recensées par l'ONU: neuf contre des personnels des Nations unies, une contre une organisation humanitaire allemande et une contre des journalistes suédois. Elles ont fait six blessés.

AFP

Libération - 4 avril 1994

Libération - 4 avril 1994

TURQUIE

Le PKK intensifie sa guerre au tourisme turc

Un attentat a fait deux morts samedi à Istanbul. Les séparatistes kurdes durcissent leur action alors que la saison touristique commence en Turquie.



Istanbul, samedi. Un blessé de l'attentat du grand bazar est évacué sur une civière.

La bombe était dissimulée dans une boîte de ciréur de chaussures posée devant une bijouterie du Grand Bazar d'Istanbul. L'explosion, samedi matin, a fait deux morts, une Tunisienne et un Espagnol, et quatorze blessés. Cet attentat, qui n'a pas encore été revendiqué, est le troisième en dix jours contre un site touristique d'Istanbul et le second au Grand Bazar. Commis au premier jour des vacances de Pâques, qui marquent le début de la saison touristique en Turquie, l'attentat de samedi a été qualifié d'« acte odieux destiné à saboter le tourisme turc » par le porte-parole du gouvernement.

Le 24 mars, une bombe avait explosé dans les toilettes du Grand Bazar, faisant quatre blessés dont deux Roumains. Trois jours plus tard, un Allemand et une Espagnole avaient été blessés dans un attentat dans les jardins de la mosquée Sainte-Sophie. L'action avait été revendiquée par la branche militaire du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Le PKK, qui mène depuis dix ans une lutte armée contre le gouvernement d'Ankara dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, avait commencé l'an-

née dernière à s'attaquer à une industrie touristique dont les revenus « servent à financer la sale guerre contre les Kurdes de Turquie ». Un Turc avait été tué et 54 autres personnes blessées, dont 24 touristes étrangers, dans six attentats commis en 1993 contre des sites fréquentés par des étrangers. Tous ces attentats ont été attribués au PKK qui ne les avait pas revendiqués. Le groupe terroriste avait enlevé dans l'est du pays puis relâché une vingtaine de touristes occidentaux, dont un groupe de Français bloqués dans un car sur une route près du lac de Van.

Le PKK annonce maintenant vouloir durcir son offensive contre le tourisme turc. Dans une interview accordée jeudi à un quotidien d'Athènes, un des porte-parole de l'organisation Hassan Dag, responsable du ERNK (Front national de libération du Kurdistan), a affirmé: « La campagne de l'année dernière était tout juste un avertissement, la vraie campagne commence cette année et ce sera comme une guerre avec d'inévitables victimes. »

Cette fuite en avant dans une politique de terreur semble traduire la crise de l'organisation, affaiblie par les succès

remportés depuis plusieurs mois par les forces armées turques dans le Sud-Est. Le numéro 2 du PKK, Muslum Durgun, plus connu sous son pseudonyme de « Docteur Baran », s'est suicidé avec une grenade il y a quinze jours plutôt que de se rendre aux forces turques qui l'encerclaient près de la ville de Tunceli. Le PKK a préféré garder un profil bas pour Newroz, le 21 mars, le nouvel an kurde, qui les deux années précédentes avait été le théâtre de violentes manifestations dans des villes comme Cizre ou Simak.

L'appel au boycott des municipales du 27 mars a été un demi-échec: à peine 25% de l'électorat a suivi les consignes du PKK dans ses fiefs du Sud-Est. Les militaires turcs annoncent une prochaine offensive contre les derniers maquis du PKK, et claquent que « le terrorisme séparatiste » sera éliminé dès la fin de l'été. Le gouvernement de Tansu Ciller appuie à fond cette politique, répétant qu'il n'y a pas de question kurde en Turquie, où vivent quelque 12 millions de Kurdes, mais seulement « un problème d'ordre public ».

M.S. avec AFP, Reuter

NEWS FROM



April 6, 1994

WRITERS IN TURKEY AND VIETNAM CITED FOR FREEDOM-TO-WRITE AWARDS

Two men currently serving prison sentences for exercising their internationally recognized right to freedom of expression will be the in absentia recipients of the PEN/Barbara Goldsmith Freedom-to-Write Award and the PEN/Freedom-to-Write Award, both to be presented by ABC News anchor Peter Jennings at the PEN Literary Gala on April 11, 1994.

The first recipient, Edip Polat, is a Kurdish writer and biologist who has published five books about Kurdish concerns and has been jailed three times in the past for advocating Kurdish causes. He is now serving an eighteen-month sentence on charges of producing "separatist propaganda" in his book *We Made Each Dawn a Newroz* (Newroz being the Kurdish New Year) and has been fined the equivalent of \$5,000 for its publication; if he fails to pay the fine, he faces an additional three-years in prison. The book, a work of non-fiction, describes his experiences in a Turkish military prison between 1982 and 1985, chronicling the grim treatment meted out to inmates by their jailers. In southeastern Turkey's atmosphere of war and hostility, books and articles expressing concern for the violation of Kurdish human rights at the hands of Turkish armed soldiers are quickly seized and the author prosecuted. Undaunted by fines and impending imprisonment, Mr. Polat published his fifth book, *The Kurds and Kurdistan in the Language of Science*, which, as in previous cases, resulted in charges of advocating separatism and legal proceedings. In a letter to International P.E.N., Mr. Polat writes: "There is torture in our country. People are killed in Kurdistan. Our nation is being massacred. That is the biggest problem. It is not important that I am a prisoner. They cannot limit my activity. I'll write in prison too."

The second recipient, the Vietnamese journalist and scholar Doan Viet Hoat, was arrested in 1990 and sentenced in March 1993 to twenty years' imprisonment for his role in the publication of the newsletter *Freedom Forum*, a discussion group and newsletter of the same name which advocated free speech and the release of all political prisoners. Although the newsletter was no more than a type-written page distributed among the local Vietnamese intellectual community, in the estimation of the courts, this small, home-made publication amounted to an effort to overthrow the government. The court recently reduced his sentence to fifteen years in prison and five years of house arrest, but in the meantime, he has been transferred, some 650 kilometers from his home and family in Ho Chi Minh City, to a prison in northern Vietnam, where the conditions are said to be some of the harshest among Vietnamese prisons. Colleagues report that Dr. Doan, who requires medication to treat a kidney disorder, was unable to obtain

PEN American Center

a world association of writers
—poets, playwrights, essayists, editors, novelists—
with centers in Europe, Asia, Africa, Australia and the Americas

568 Broadway • New York City 10012 • 212/334-1660

the necessary medical supplies from his family before the prison transfer. In addition, Dr. Doan receives two meals a day consisting of a bowl of rice and vegetable water; he has been kept away from sunlight for long periods of time; and he lacks adequate clothing to keep him warm. Dr. Doan received his Ph.D. in education from Florida State University and, on his return to Saigon, became vice-president of Van Hanh University, a Buddhist institution. After Saigon fell to the North Vietnamese in 1975, he was detained in a prison camp for twelve years for refusing to enroll in a "reeducation" course which the newly empowered North Vietnamese government was requiring all South Vietnamese intellectuals to take. In a recent letter to a Vietnamese physician living in the United States, Dr. Doan's son, Long Doan, expresses concern for his father's health and requests that an international medical team visit the prison camp. He concludes: "I beg you to grant me this wish immediately, before it is too late."

In a special program at the gala, seven distinguished writers — winner of the 1993 Nobel Prize in Literature Toni Morrison; the South African writer Breyten Breytenbach; the Australian writer Robert Hughes; Pulitzer Prize-winning playwright Tony Kushner; the Irish writer Edna O'Brien; Cornel West, author of *Race Matters*; and the 1986 Nobel Peace Prize recipient Elie Wiesel — will briefly speak on "Freedom to Write: Is Freedom Enough?"

The annual Freedom-to-Write Awards, established in 1987, have been granted to a total of seventeen writers who have suffered severe repercussions because of their defense of free expression. Recipients are selected by PEN's Freedom-to-Write Committee, which campaigns against censorship both in the U.S. and abroad.

For further information, please contact Siobhan Dowd or Lamia Matta at (212) 334-1660.

The Bad War in Turkey

Hardly anybody is paying attention, but a bad war in Turkey has turned worse. Frustrated by a persistent Kurdish uprising in the mountainous southeast, the Turkish army is preparing a massive spring offensive involving 130,000 troops.

America is necessarily involved. Turkey is a NATO ally and buys American weapons that were certainly not meant for use against Kurdish villages. Yet Washington's protests are muted for an ironic reason: the United States relies on bases in Turkey to provide help to Iraqi Kurds, who have carved out an autonomous enclave in northern Iraq.

Each year the war inside Turkey grows bigger. In 1993, 4,000 civilians, soldiers and guerrillas were killed. At least 800 villages have been evacuated to deny a base to the leftist Kurdish Workers Party, better known by its initials PKK. In January, 50 Turkish warplanes struck at a PKK camp deep within Iraq's Kurdish territory, the biggest such raid so far.

Although it faces a huge budget deficit and roaring inflation, Turkey spent \$7 billion on the war last year. Yet neither the government nor the army appears to have a political strategy for ending this conflict.

Kurds account for one-fifth of Turkey's 60 million people, and their demand for cultural and political rights has a long history. After years of insisting that Kurds were only "mountain Turks," Ankara explored a different approach under President Turgut Ozal. Turkish Kurds were allowed to form their own party, which briefly became part of the governing coalition formed in 1991 by Prime Minister Suleyman Demirel. There were cheers abroad when Mr. Demirel promised greater language rights as well as other legal

reforms long urged by human rights advocates.

But hope faded when Mr. Ozal died last April and was succeeded by Mr. Demirel. This shift then brought to power Tansu Ciller, the first woman to serve as prime minister. Mr. Demirel, who had been twice ousted by the armed forces in times past, and the untested prime minister have joined hard-liners in treating the Kurdish rebellion as foremost a military matter. To be sure, they have been abetted in this by the PKK's terrorist offenses, including the killing of Turks in Germany, where as many as 400,000 out of 1.6 million Turkish "guest workers" are Kurds.

Americans learned at bitter cost in Vietnam that aerial attacks neither pacify nor win hearts and minds in hostile villages. It is hard to imagine any military victory in Turkey, given the sheer size of the Kurdish minority. And, dismayingly, military escalation has closed down the political track to a settlement. Having banned a Kurdish-based political party, the government is now detaining five Kurdish members of the National Assembly on fishy charges of "sedition," a capital offense. Meantime, Amnesty International has kept detailed track of "disappearances" — 26 in 1993 — of mainly Kurdish prisoners.

These are alarming symptoms of a deeper fever. Turkish officials fear that granting cultural autonomy to Kurds only increases the clamor for full independence. But that has not been so in Spain, where Catalan and Basque separatist movements have ebbed with greater devolution. In any case, recalling that the Nixon administration once cynically used Iraqi Kurds as pawns, Americans have special cause to look critically at this ominous war.

— THE NEW YORK TIMES.

INTERNATIONAL
Tribune
HERALD

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

TUESDAY, APRIL 5, 1994

Peres Eyes Turkey's Water

The "increased contacts" between Turkey and Israel continued with the visit of Israeli Foreign Minister Simon Peres to Ankara last week. During the visit, Turkish officials' vague mumblings that "Turkey was ready to contribute to the Middle East peace process" met a solid response from Israel. "The sleeping beauty has to wake up and take an active role in the Middle East peace process," said Peres, whose political future is largely linked to the achievement of peace in the Middle East.

According to Peres, Turkey can contribute to the peace in two major ways: by taking the initiative for establishing a Middle East version of the Conference on Security and Cooperation in Europe; and through its possession of water, the most scarce resource in the oil-rich region.

Strangely enough, the idea of a Conference on Security and Cooperation in the Middle East, abbreviated as CSCME, was first advocated by a Turkish politician, Erdal Inonu, who is no longer in active politics. Inonu had advocated, as early as 1991, that a CSCME might be just the answer to the interlinked problems of the volatile region.

"Turkey has a good dialogue with all the parties, it is a Muslim country with a democratic system, and it is at the crossroads of Europe and Asia. The time is ripe for Turkey to adopt a more active role," Peres said while in Ankara. Neither Peres nor Çetin elaborated further on the Turkish role in a CSCME. "We have expressed our willingness and desire for cooperation on such a plan, but we did not go into detail," Çetin said.

But the proposal was not brought up in a vacuum. On the contrary, it appeared to be in line with Turkey and Egypt's declaration two months ago, calling for "cooperation on regional development and security among Turkey, Egypt and Saudi Arabia." Egyptian President Hosni Mubarak, who had paid a visit to Turkey, said that if the two countries combined their efforts with Saudi Arabia, they could work toward stability in the Middle East and the development of regional security after an Arab-Israeli accord had been reached.

Peres also discussed with Çetin the question of Turkish observers in Gaza or Jericho. Reportedly, Peres had asked Çetin if Turkey would contribute if asked. Çetin reiterated the Turkish position: "We will, if all sides ask us to." Well, the Palestinians have already asked at least twice -- one of the instances was directly after the Hebron mosque massacre. But the Israelis have mixed feelings toward a Turkish presence in the occupied territories. Part of this animosity can be traced back to the period of Ottoman rule.

Hints were also made about the Turkish role in forging a dialogue between Israel and Syria. Spea-

king to an Israeli journalist after the talks, Çetin said Ankara recognized that Syria was an integral part of the Middle East peace talks. "It is our sincere wish to see Syria and Israel come together for discussions. We are doing our best and bringing the matter up whenever possible," Çetin said. Anything beyond that appears fictitious.

Turkey's water resources : But Peres made it clear that his focus was Turkey's water resources: "Turkey is the only country in the region with a surplus of water. A great deal of Turkish water is flowing into the sea -- the sea does not pay, but we are ready to do so," Peres quipped.

The inclusion of Katz-Oz, the chairman of the working group on water in the Middle East peace negotiations, in the Israeli delegation indicated that the water issue was being discussed both as a bilateral and a multilateral question. Israel has expressed its interest in buying water from Turkey's "Manavgat Project" -- a scheme for selling water in medusas, or large plastic containers.

Turkey had already promised Israeli President Ezer Weizman, who visited Turkey only two months ago, that Ankara would give priority to Israel in the sale of Manavgat water. Other customers include Libya, Cyprus and the municipality of Istanbul.

But Israeli officials hint that "water cooperation" can target bigger goals and may contribute largely to solving one of the major problems of the region.

"Water is apolitical. We have to utilize our major resources to recycle the existing water to produce new water," Peres said in a recent conference.

Both sides believe a great deal can be achieved through cooperation. Turkey, the most water-rich country in the region, may not have enough water in 2020 because of its primitive technology. Israel, which has now gone beyond drip-irrigation, may help Turkey utilize this invaluable resource better. Asked whether he believed that the late President Turgut Özal's plan for providing the Middle East with water through a "Peace Pipeline" could be revived, Peres replied:

"It does not have to be only through pipelines. Water can be shipped, transported through pipes or sold in medusas (large plastic bags). The main considerations are economy and speed." The Peace Pipeline project aims to carry the waters of the Seyhan and Ceyhan rivers along two routes. One of the routes would take the pipeline to Saudi Arabia and the other to Syria, Jordan and Israel. But the Arab world has traditionally been reluctant to endorse this plan.

"Turkey has expressed its enthusiasm for the project. What we need is foreign capital for realizing it," Çetin said, adding that no Western company or government had yet offered to finance it. ■

APRIL 13 Necmettin Erbakan, leader of the pro-Islamic Welfare Party (RP), challenged the government to a confrontation, demanding early elections in October and defending the violent protest rallies last Sunday as a "rising against exploitation." Referring to the violent protest rallies last Sunday, Erbakan said: "If you continue to be a lackey, people will rise and demonstrate in Istanbul and Ankara. If you do not hold elections, people will rise up like this." "The RP shall come to power, so what is the problem? Will the transition period be easy or difficult, sweet or bloody? I do not even use these words, but in the context of the use of terrorism, I feel obliged to do so. Turkey has now to decide what to do. Turkey will definitely pass to a just order. Sixty million people will decide if this transition will be easy, difficult, sweet or bloody. We suggest that this transition be peaceful. Because we are peaceful," he said.

■ The Turkish Parliament passed a bill to regulate private broadcasting, making it illegal for stations to threaten the country's unity or national security.

■ Prime Minister Tansu Çiller flew to the United States on Wednesday to meet with President Clinton and international financial institutions, seeking loans for Turkey's ailing economy.

■ Separatist Kurds cut Turkish lines carrying power to northern Iraqi Kurds.

■ Four German right-wingers went on trial for the deaths of five Turkish women and girls in the worst single act of neo-Nazi violence since German reunification in 1990.

■ Syrian President Hafez Assad held talks with Turkish Interior Minister Nahit Mentese on security matters.

■ Turkish Airlines (THY) resumed flights after pilots protesting about long flying hours ended a two-day strike.

Human Rights Diary

At least 24 people were reported "missing" in Turkey in March 1994, while 40 others allegedly died under police torture or in extrajudicial killings, the Turkish Human Rights Association (IHD) claimed in its monthly report.

In the report, summarizing Turkey's human rights record in March, the IHD said 2,198 people had been detained nationwide in the month in question and only 124 of these had been placed under arrest.

The IHD added that in the same month, writers and publishers in Turkey had been sentenced to a total of 12,326 months imprisonment and fined TL 3.4 trillion. Sixty-four journalists are still in prison, it said.

The 30-page Turkish report, released by the association over the weekend, also put the number of "state forces and guerrillas losing their lives in the war" at 500, referring to the ongoing clashes between Kurdish separatists and Turkish forces in the Southeast.

According to the report, civilian and state security courts in March demanded prison terms totaling 576 months and fines of up to TL 2.5 billion for journalists and writers.

Most of the sentences passed and the trials underway were related to opinions expressed in writing.

The report said a total of 34 "mysterious killings" had been reported in March and that 102 civilians had been killed. It claimed that 20 settlements had been forcefully evacuated and/or torched.

Speaking on the report, IHD Chairman Akın Birdal said violations were increasing every day and that especially in March 1994, attacks had intensified on the freedoms of opinion and expression.

Among the incidents cited in the report were two in which government forces were allegedly involved in the killing of 55 civilians and wounding eight others. The first incident was recorded on March 9 when cannon fire from a military post directed against the Bağgöze village of Siirt struck a house, claiming the lives of seven people.

The second case in which civilians were killed was recorded on March 26 with Turkish warplanes allegedly bombing the villages of Boşuke, Gaver, Biyave and Kurdila on the slopes of the Garbar mountain.

The report said a total of 48 villagers died in the attacks in which eight others were wounded. Although the IHD report identified only one of eleven separate attacks on civilians as the work of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), the listed attacks indicated that this organization was responsible for the killing of 46 civilians and injuring 92 others in March.

Most of the deaths were related to PKK land mine explosions and attacks on party election offices prior to the March 27 polls which the PKK said it boycotted.

The report said a total of 500 people, consisting of soldiers, special crack teams, village guards, policemen and guerrillas had died in clashes in the Southeast in March.

Nobel peace award owners to visit Turkey next month

Turkish Daily News

ANKARA- A delegation made up of various winners of the Nobel peace prize will visit Turkey, stopping first in southeast Anatolia, at the beginning of May. They would also like to meet with Turkish officials in Ankara to discuss the Kurdish issue, according to Bernard Dorin, the representative of the France-Liberte Foundation led by Madam Mitterrand.

A call for peace in southeast Anatolia, which was signed by 10 winners of the Nobel peace prize, was presented to United Nations Secretary-General Boutros Boutros-Gali on March 29. Dorin, the French advisor of state, stressed that there was no official reason for his visit to Turkey. "I aim in Turkey with a view to contributing to the reestablishment of peace. My approach is entirely an unbiased one," said Dorin.



Bernard Dorin

He pointed to the numerous clashes in southeastern Turkey, which had caused much suffering among civilians and many deaths on both sides.

Dorin stated emphatically, "This suffering must be brought to an end with the establishment of a feasible and lasting peace between the two peoples, who have lived together as brothers and neighbors for such a long time."

Stressing that he had no intention of interfering in Turkey's internal affairs, he said: "The develop-

ments in Turkey, a country seeking full membership of the European Union (EU), are in the direct interests of EU members.

In fact, Turkey has agreed to preserve national identities and to protect the deputies, who were elected democratically, as a signatory of the Conference for Security and Cooperation in Europe (CSCE) and as a member of European Council."

He voiced his hope for a peaceful solution to the Kurdish problem, adding, "We cannot propose a solution to Turkey. This is Turkey's internal affair. The government and the people of Turkey must make the decision."

He also mentioned former French President Charles De Gaulle's peaceful solution to the problem in Algeria, stressing that the two issues were entirely unrelated. "De Gaulle's peaceful solution in Algeria did not shake France's honour or authority." Meanwhile, in response to a question he disclosed that the France-Liberte

Foundation had no political motives but was involved purely with human rights throughout the world. Moreover, it is reported that Dorin's request to see Democracy Party (DEP) deputies, who are in custody at present, was rejected by Turkish officials. He also did not succeed in meeting with the Turkish authorities.

Dorin, who arrived in Ankara on Saturday, left yesterday for France.

Tuesday, April 5, 1994.

turkish daily news

Kinkel urges Turkey 'not to abuse Kurds

Reuters

BONN- German Foreign Minister Klaus Kinkel on Monday urged Turkey to observe human rights in its struggle against separatist Kurds and keep a promise not to use arms imported from Germany against them.

International observers of Kurdish New Year celebrations and of last week's local elections have accused Turkish security forces of brutality against Kurdish civilians who the army fear may be helping the banned rebel Kurdistan Workers' Party (PKK). Some German observers said they had seen weapons sold from former East German stocks being used against Kurds in their homeland in eastern Turkey.

Kinkel reminded Turkey, like Germany a member of the NATO military alliance, that it had signed an undertaking in June 1992 to use weapons from Germany only for NATO purposes, to secure its borders.

"Foreign Minister Kinkel reminded Turkey that it must do everything to fulfil this commitment," the ministry said in a

statement.

"In this connection Kinkel also appealed once more to the Turkish government to use legal means in its pursuit of the PKK and to do everything it can to prevent human rights abuses." Turkish defence minister Mehmet Gölhan said in a statement on Friday that all weapons imported from Germany were being used in accordance with the agreement.

He said the former East German armoured cars reported to have been seen in the Kurdish area could in fact have been similar models bought from Russia.

Suspicion of human rights abuses has it difficult for German politicians to urge rapid deportation of Turkish Kurds in Germany who have used violence to press their campaign against Turkey and against the German arms exports.

Human rights campaigners say the deportees could face execution or torture in a Turkish prison, and therefore cannot be

deported under German law, even if they commit crimes here and forfeit their right to political asylum.

Bavarian Minister Guenter Beckstein said he had sent out before Easter three notices of deportation to Kurds who had taken part in the most recent wave of protests two weeks ago, which included motorway blockades and several self-immolations. He said he had received assurances from Turkey's ambassador Onur Oymen that they would not face torture or abuse in Turkey. But Justice Minister Sabine Leutheusser-Schnarrenberger on Monday questioned the validity of such assurances.

"Given that a substantial number of Kurds are granted asylum here, and that all parties agreed not to list Turkey as a safe country of origin, deportations should be avoided as long as there is even the slightest threat of torture or death of the deportee," she said.

Record wholesale inflation in 65 months

*Wholesale price inflation 74% in March, highest since Nov. '88
Consumer prices rise a record 73.6% under Çiller's premiership*

Turkish Daily News

ANKARA- Defeated by widening public sector deficits, Prime Minister Tansu Çiller, on the eve of a harsh stabilization package, faced a storm when it was reported that the highest wholesale price inflation of the last seven years had been recorded under her administration.

Turkish wholesale prices soared by an annual rate of 74 percent in March, the most rapid increase since the 80.8 percent of November 1988, official figures revealed on Monday. The State Institute of Statistics (DİE) announced that the year-on-year consumer price inflation was 73.6 percent, the highest since April 1992.

Economists pointed out that the annual wholesale rate surpassed the annual consumer rate for the first time since February 1990, when the two rates were 59.7 percent and 59.5 percent respectively.

They explained this as a result of massive price hikes in government-supplied commodities, most of which are wholesale items.

They also warned that this might be an indication of forthcoming stagflation in Turkey's troubled economy. Observers said that retailers, threatened by shrinking demand, could hardly keep up with price hikes declared regularly by the manufacturers. Following the financial crisis that began in mid-January, several manufacturers in major sectors such as automobiles, textiles, home appliances and electronics have been hit by a recession but have not refrained from raising prices, because of higher costs.

"It is unusual to have higher wholesale price increases than retail. There is enough evidence to attribute this to emerging stagflation," said one Ankara economics professor. The DİE said wholesale prices in March rose 8.5 percent, after a steeper rise of 10.1 percent last month, and that the figure for retail prices was 5.2 percent, down on February's figure of 6 percent. In a related development, the prime ministry

announced that Çiller would make an address to the nation at 7:15 pm on Monday. The premier, together with her deputy, Murat Karayalçın, will unveil an austerity package at a press conference Tuesday morning.

The State Planning Organization was reportedly putting the final touches on the package expected to serve as a bitter pill to cure the ailing economy. The recovery measures will probably include job cuts in over-staffed public enterprises, state sector price hikes of up to 100 percent, faster privatization, a freeze on investment and new tax regulations.

The DİE figures showed that the wholesale price inflation overwhelmed the consumer price inflation in the first quarter of the year.

Wholesale prices soared 25.7 percent in the first quarter of the year, compared with 15.8 percent in the corresponding quarter of last year.

Retail prices went up by a lower 15.8 percent, slightly up from 14.7 percent in the first quarter of 1993.

The government has recently changed its over-optimistic inflation target for the current year from 53 percent to 90 percent.

It aims to bring it down to 30 percent by 1995, although economists think this may be too ambitious a goal.

AFP correspondent killed in northern Iraq

Anatolia/Associated Press

PARIS- Gunmen in northern Iraq shot dead a German freelance journalist working for the French news agency AFP, the news agency said.

The journalist, Lissy Schmidt, 35, was gunned down shortly after noon near Suleimaniyah when unknown assailants opened fire on her car, AFP said. Her bodyguard, an Iraqi Kurd, also was killed in the assault, the agency said. AFP said it learned of Ms. Schmidt's death from the United Nations Children's Fund in the northern Iraqi city of Erbil.

Ms. Schmidt was the only foreign journalist to be living in northern Iraq, which has been essentially autonomous since the Gulf War three years ago, AFP said.

She worked for various German media including the newspapers Frankfurter Rundschau and Tagesspiegel, AFP said.

It said she studied journalism and political science in Mainz and Frankfurt, specializing in the last several years on the issue of the Kurds, a people whose homelands stretches across Iraq, Turkey, Afghanistan, Iran and Syria.

Ms. Schmidt had lived in Erbil since 1991, after being expelled from Turkey for her reports on the Kurdish situation, and spoke Kurdish and Turkish, according to AFP. She also recently published a book about her experiences with Kurds. Attacks against foreigners in northern Kurdistan have multiplied recently, notably against aid and U.N. workers but also against the press. In March, Swedish freelance journalist Anders Blomdahl was injured by a car bomb in northern Iraq while traveling with armed Kurdish guards from the border of the Kurd-held area.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0397 4 IA 0183 ERA /AFP-EM29

Médias-Presse

RSF demande une enquête de l'ONU sur l'assassinat d'une journaliste dans le Kurdistan

PARIS, 5 avril (AFP) — Reporters sans frontières (RSF), organisation indépendante de défense de la liberté de la presse dans le monde, demande, dans une lettre adressée à M. Boutros Boutros-Ghali, l'ouverture d'une enquête de l'ONU, dont il est le secrétaire général, afin d'identifier les auteurs de l'assassinat dans le Kurdistan irakien de Lissy Schmidt, correspondante de l'AFP.

Le 3 avril, rappelle Robert Ménard, directeur de RSF, la journaliste allemande et son garde du corps ont été tués par balles, alors qu'ils circulaient en voiture à 30 km à l'est de Souleimanieh, un double meurtre qui s'ajoute aux onze attaques perpétrées depuis le début de l'année contre des ressortissants étrangers.

Etant donné que le Kurdistan est une zone autonome sous contrôle de l'ONU, RSF considère qu'il est du devoir de l'ONU "d'assurer l'intégrité physique des personnes présentes sur ce territoire" et demande l'ouverture d'une enquête visant à identifier les responsables de cet assassinat.

pm/j1

AFP 051832 AVR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0353 4 I 0174 RFA /AFP-DZ68

Allemagne-Turquie

L'Allemagne envisage d'arrêter ses livraisons d'armes à la Turquie

BONN, 5 avr (AFP) — Le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, envisage d'arrêter à nouveau les livraisons d'armes allemandes à la Turquie, alors que des témoignages font état de leur utilisation contre les séparatistes kurdes.

"Nous allons sans doute devoir à nouveau réfléchir à l'opportunité de poursuivre les livraisons d'armes", a déclaré le chef de la diplomatie allemande sur la radio publique WDR.

Le responsable de politique étrangère du parti social-démocrate (SPD), Karsten Voigt, a affirmé mardi qu'il a reçu "des indications claires" selon lesquelles les Turcs font usage des armes allemandes contre les groupes armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

M. Kinkel, qui attend "des preuves concrètes" pour réagir, a néanmoins envoyé une lettre à son homologue turc, Hikmet Cetin, pour lui demander de se pencher rapidement sur la question, a annoncé mardi le ministère des Affaires étrangères.

vog/sp

AFP 051735 AVR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —



BURHAN OZBILICI (ASSOCIATED PRESS)

Seguidores del PKK kurdo se manifiestan ante un cuartel de policía en el sureste de Turquía.

Mano dura contra los kurdos

El Gobierno turco ha optado por
el uso de la fuerza para
acabar con el problema separatista

ANA FERNÁNDEZ, Estambul
ENVIADA ESPECIAL

Al problema kurdo, agravado con los últimos atentados en Estambul contra turistas —en los que un español resultó muerto y otros cuatro heridos—, se le ha sumado otro no menos preocupante para el Gobierno turco: el surgimiento de una fuerza islamista, amparada en el nombre de Alá, capaz de ganar elecciones municipales y manifestarse como alternativa de poder a medio plazo.

Las elecciones municipales celebradas el 27 de marzo han permitido la eclosión al este y sur del país, donde la población es mayoritariamente kurda, del Partido Islamista de la Prosperidad (PP), que ha ganado en toda la región. La retirada del único grupo legal pro kurdo, el Partido de la Democracia (DEP), y el voto en blanco de protesta de casi la mitad de los escasos electores que acudieron a las urnas, contribuyeron a que el PP, ganara con sólo el 20% de los votos.

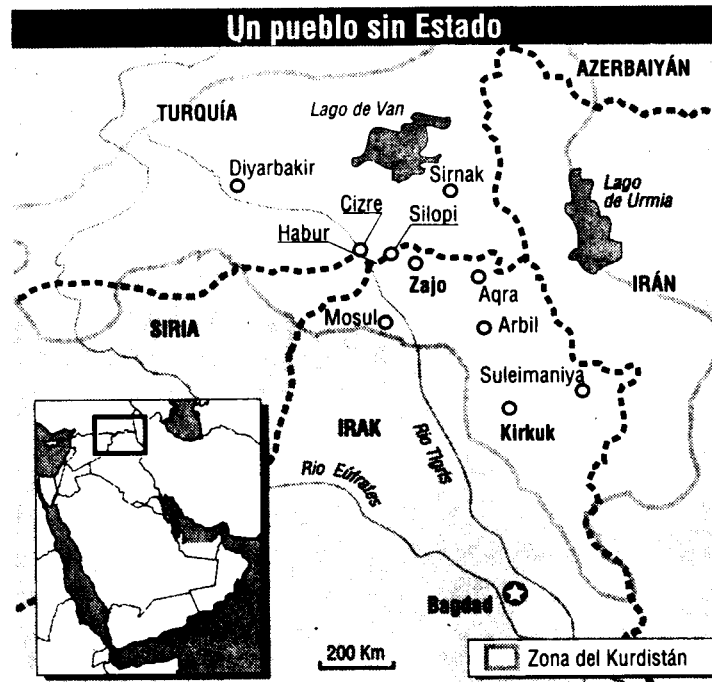
“Si el DEP hubiera participado en las elecciones municipales, habría conseguido el 80% de los votos”, declaró a EL PAÍS el diputado Felim Sadak, puesto en libertad, tras haber sido detenido con otros cinco parlamentarios de su formación política a principios de

marzo. Sadak calificó la victoria del PP, que ha conquistado un tercio de las ciudades de Turquía, entre ellas Ankara y Estambul, como “una gran injusticia para la democracia”.

La promesa de resolver el problema kurdo “por la vía pacífica” ha sido la clave del éxito del PP en el Kurdistán, cuya población está harta de la década de enfrentamientos entre el Ejército y la guerrilla, que se ha cobrado más de 11.000 vidas. Este crecimiento y la presencia además del grupo extremista Hezbolá, ilegal, que está calando hondo en la población, ha suscitado una honda preocupación en la cúpula militar.

Para el presidente del DEP en Estambul, Remzi Kartal, estos resultados son irrelevantes. “El PP ha ganado el favor de la gente a causa de su mensaje religioso y gracias al eslogan *un orden justo*, pero el PP no es en absoluto pacífico y su máscara caerá”, advierte.

La primera ministra, Tansu Ciller, ha colocado la solución del problema kurdo en la primera de sus prioridades, según muchos observadores, por imposición del Ejército. Según Sadak, el “acoso” de los militares que “amenazaron y anunciaron represalias contra los candidatos y los electores” llevó al DEP



EL PAÍS

a retirarse de las elecciones.

El otro golpe, descrito por muchos como un *golpe de Estado* encubierto, llevó a la detención de seis diputados de este partido —entre ellos Sadak— y otro independiente, el 2 de marzo, cuando la mayoría de los diputados de la Gran Asamblea de Turquía (Parlamento), les retiró la inmunidad parlamentaria en un acto sin precedentes en la reciente historia de la democracia turca.

Los cinco diputados que aún permanecen en la cárcel están acusados de traicionar y atentar contra la integridad y la soberanía del Estado turco, un delito que, de acuerdo con el Código Penal vigente, puede ser castigado con la pena de muerte. Sadak explica su liberación por la "necesidad que tiene el Gobierno de mostrar a la población y a la comunidad internacional que tiene razones para mantener a los otros parlamentarios detenidos".

Por otra parte, ayer llegaron a la ciudad turca dos cuñados de Javier Castro González —el español que resultó muerto en el atentado del sábado— y dos representantes de la empresa nacional Santa Bárbara para repatriar hoy o mañana sus restos mortales, una vez superados los trámites administrativos.

María Teresa García Izquierdo, herida en la misma explosión, también podría ser repatriada hoy para someterse a una nueva operación de la rodilla. Los tres heridos españoles evolucionan favorablemente.

El último atentado, el del pasado sábado en el Gran Bazar de Estambul, representa un duro golpe a la industria turística de Turquía, la principal fuente de divisas del país. Éste y uno anterior en el que resultó herida una joven española han sido reivindicados por el Partido de los Trabajadores del Kurdistan (PKK).

La lucha entre el PKK y el Ejército no cesa en el Kurdistan turco. 18 presuntos guerrilleros resultaron muertos en dos incidentes separados, uno en Bingöl y otro en Diyarbakir, al suroeste del país, en choques con las Fuerzas Armadas, según informaron ayer las autoridades turcas.

Política militar

El Gobierno de Ankara ha optado, sin rodeos, por aplicar una política militar. El Gobierno alemán, a través de su ministro de Asuntos Exteriores, Klaus Kinkel, recordó ayer a Turquía la necesidad de mantener el respeto de los derechos humanos en su lucha contra los rebeldes. El Gobierno turco ha sido condenado repetidas veces por Amnistía Internacional por su escasa firmeza en el respeto de estos derechos fundamentales.

Además de los más de 300.000 hombres del Ejército, que arrasan poblaciones ente-

ras y obligan a la gente a abandonar sus hogares, Ankara ha armado a miles de voluntarios kurdos a los que paga un salario para combatir a los rebeldes. En los últimos meses, más de 800 pueblos han sido destruidos y cerca de 1.400.000 personas se han visto forzadas a desplazarse a zonas seguras.

Las últimas víctimas de la política de *mano dura* son aquellos que han seguido la consigna del DEP de no votar en las elecciones municipales. En un contexto político militar en el que el que no está a favor es un enemigo, la población se ha convertido en el blanco de los dos bandos.

LE MONDE - 5 avril 1994

Revendiqué par l'Armée populaire de libération du Kurdistan

L'attentat du Grand Bazar d'Istanbul sonne le glas de la saison touristique

Une Tunisienne et un Espagnol ont été tués dans l'attentat qui a eu lieu dans le Grand Bazar d'Istanbul, samedi 2 avril (le Monde daté 3-4 avril). Une quinzaine d'autres personnes, dont deux touristes français, ont également été blessées par l'explosion.

ISTANBUL

de notre correspondante

Le Grand Bazar d'Istanbul est l'une des attractions touristiques les plus populaires auprès des visiteurs étrangers avec ses quatre mille boutiques. L'attentat, revendiqué par les « équipes de vengeance métropolitaines de l'Armée populaire de libération du Kurdistan (ARGK) », est intervenu deux jours seulement après des déclarations menaçantes du Front national de libération du Kurdistan (ERNK), l'autre branche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

« La campagne contre le tourisme turc de l'année dernière n'était qu'un avertissement. Les attaques contre les cibles touristiques font partie de notre action guerrière, et il est logique qu'elle [fasse] des victimes, a déclaré le porte-parole de l'ERNK, Hassan Dag. Nous voulons empêcher les revenus touristiques d'entrer en Turquie. Cet argent est utilisé pour

massacrer notre peuple. » L'an dernier, divers attentats avaient blessé une vingtaine de touristes. Plusieurs groupes d'étrangers avaient également été enlevés par des militants du PKK dans le Sud-Est anatolien. Bien que tous aient été libérés indemnes, ces incidents avaient porté à l'attention du public occidental la gravité du conflit opposant les forces gouvernementales et les combattants kurdes du PKK, qui a causé 11 000 morts en dix ans.

La reprise de la campagne du PKK sonne le glas de la saison touristique 1994, qui commençait juste. Plusieurs opérateurs ont déjà décidé de ne pas ouvrir leurs sites, faute de réservations. Un des cinq villages du Club Méditerranée, par exemple, restera fermé. Le PKK percevra probablement comme une victoire sa capacité à causer des dommages à l'économie turque, déjà sérieusement affectée par une crise monétaire.

Si ces attentats spectaculaires attirent l'attention sur le conflit sanglant du Sud-Est, les attaques meurtrières contre des touristes risquent surtout de se retourner contre le PKK, dont l'image a été déjà noircie par une série de manifestations violentes et d'attaques contre des intérêts turcs en Europe.

NICOLE POPE



● MARDI 5 AVRIL 1994

Kurdistan: l'Union patriotique accuse Bagdad de l'assassinat d'une journaliste

Une des principales formations kurdes irakiennes a affirmé hier que la journaliste allemande Lissy Schmidt, tuée dimanche dans le nord

de l'Irak, était victime d'une campagne des autorités de Bagdad visant à faire assassiner les étrangers présents au Kurdistan. Dans un communiqué publié à Damas, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani, a affirmé que « le régime de Saddam Hussein a promis une somme de 10 000 dollars à toute personne qui tuerait un étranger dans le Kurdistan ».

Lissy Schmidt, 35 ans, qui travaillait régulièrement pour l'AFP, était la seule journaliste étrangère basée en permanence dans cette région depuis que l'opposition kurde en a pris le contrôle en 1991, à l'issue du soulèvement kurde qui avait suivi la guerre du Golfe.

L'UPK, qui administre cette région du Kurdistan conjointement avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani, ne va toutefois pas jusqu'à identifier les auteurs de l'attentat dont a été victime la journaliste allemande. Selon le communiqué publié hier, Lissy Schmidt et son garde du corps kurde, Aziz Qader, ont été tués sur le coup lorsque des inconnus armés ont tiré sur eux à une distance d'environ 300 mètres, non loin du village de Jakhnakhajian, près de Souleimanieh.

L'UPK appelle le « gouvernement » kurde à « trouver une solution » à cette campagne de Bagdad qui vise à « déstabiliser » le régime d'autonomie kurde. Le communiqué demande, en outre, « aux services de sécurité de retrouver dans les plus brefs délais les assassins » de Lissy Schmidt et « de les traduire en justice ».

AFP

La Liberté - 5 avril 1994

KURDISTAN IRAKIEN. Journaliste allemande tuée

● Une journaliste allemande, correspondante de l'AFP au Kurdistan irakien, a été tuée par balles dimanche, a indiqué le bureau du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à Erbil dans le nord de l'Irak. Lissy Schmidt, 35 ans, était la seule journaliste étrangère à vivre en permanence dans le Kurdistan irakien, autonome de fait depuis le soulèvement kurde contre le régime de Bagdad qui avait suivi la guerre du Golfe en 1991. Mme Schmidt, journaliste indépendante, s'était spécialisée depuis plusieurs années dans les questions kurdes et parlait kurde et turc. Ces derniers jours, Mme Schmidt avait enquêté notamment sur l'afflux dans le nord de l'Irak de milliers de réfugiés kurdes de Turquie qui se plaignaient de la répression des autorités d'Ankara. ATS/AFP

Le Monde - 6 avril 1994

Une journaliste allemande tuée au Kurdistan

L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, l'une des principales formations kurdes irakiennes, a accusé le régime de Saddam Hussein, dans un communiqué publié, lundi 4 avril, à Damas, d'être responsable de l'assassinat d'une journaliste allemande, la veille, près de la ville de Souleimaniyé, dans le Kurdistan irakien. Lissy Schmidt, trente-cinq ans, et son garde du corps kurde ont été tués par balles alors qu'ils circulaient en voiture.

Lissy Schmidt était la seule journaliste étrangère à vivre en permanence dans cette région, autonome de facto depuis le soulèvement kurde qui avait suivi la guerre du Golfe en 1991. Elle collaborait régulièrement avec l'AFP et différents médias allemands, notamment les quotidiens *Frankfurter Rundschau* et *Tagesspiegel*. Auparavant, elle avait passé plusieurs années en Turquie, où elle avait rédigé des reportages sur la situation des Kurdes, avant d'être déclarée *persona non grata* par les autorités d'Ankara. Depuis le début de l'année, c'est le douzième attentat contre des étrangers dans le Kurdistan irakien. - (AFP.)

Turquie : les Nobel au secours de la paix

Plusieurs lauréats du Prix Nobel de la Paix devraient se rendre à Ankara pour une mission de conciliation à propos du problème kurde.

Plusieurs lauréats du Prix Nobel de la Paix signataires d'un récent appel pour une solution politique au problème kurde se rendront prochainement en mission en Turquie, a annoncé hier à Ankara Bernard Dorin, conseiller d'Etat français et administrateur de l'association France-Libertés.

Plusieurs de ces Prix Nobel envisagent d'effectuer début mai une mission de bonne volonté et de conciliation. Ils se rendront à Ankara, où ils souhaitent rencontrer les plus hautes autorités de l'Etat, et

dans le sud-est de la Turquie, « afin d'obtenir une cessation des hostilités débouchant sur un règlement politique ».

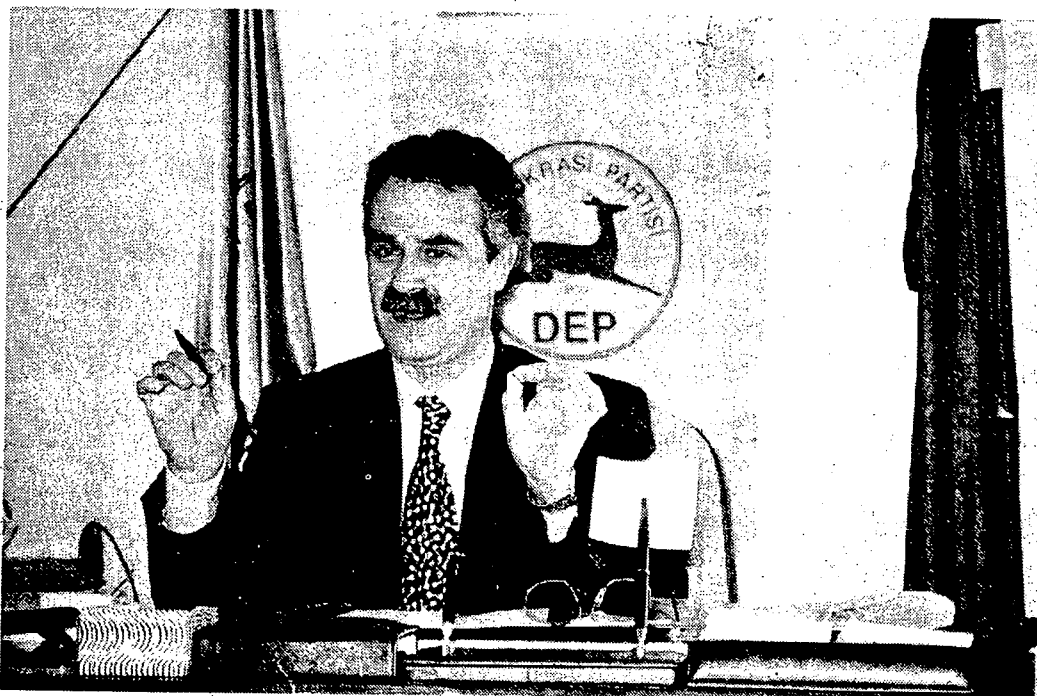
L'appel des Prix Nobel de la Paix avait été remis le 29 mars au secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali par Mme Danielle Mitterrand, présidente de France-Libertés. Il avait été signé notamment par Rigoberta Menchu, Betty Williams, le Dalai Lama, Desmond Tutu, Oscar Arias Sanchez, Adolfo Perez Esquivel et Elie Wiesel. Cet appel avait suscité une vive réaction de la part du

gouvernement turc ; le porte-parole du ministère des Affaires étrangères d'Ankara avait notamment estimé « regrettable » que des Prix Nobel « se soumettent aux idées trompeuses d'une personne qui a des préjugés contre la Turquie » et qui « soutient le terrorisme du PKK », accusation visant bien sûr Mme Mitterrand.

Le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) mène une rébellion armée depuis 10 ans dans le sud-est anatolien à majorité kurde, qui a déjà fait quelque 11.500 morts, militaires et civils.

Le DEP : un parti en danger de mort

Responsable du parti de la Démocratie (DEP), Remzi Kartal veut encore croire au sauvetage du Kurdistan par la voie négociée.



Remzi Kartal : « L'Europe laisse la Turquie violer les droits de l'Homme sous prétexte qu'elle serait laïque. C'est faux ! Un service du premier ministre s'occupe directement des affaires religieuses ».

Photo Bertrand LE NY

Pour ne pas cautionner la « démocratie » turque, le DEP (Parti de la démocratie) n'a pas participé aux élections du 27 mars. Depuis sa création en 1993 ce parti, qui réclame l'autonomie du Kurdistan dans un cadre fédéral, est soumis à des pressions sanglantes et quasi quotidiennes. Six attentats, dont le dernier a coûté la vie à une personne, ont été perpétrés contre ses locaux.

Des centaines de militants ont été arrêtés. S'ajoutent les perquisitions, les cas de tortures et de disparitions. Ce retrait est survenu trois semaines après la levée de l'immunité parlementaire de six députés accusés de collusion avec les séparatistes du PKK. La cour constitutionnelle a par ailleurs intenté en décembre 1993 une action en vue de dissoudre le DEP. Elle devrait arriver à ses fins dans les jours qui viennent.

Nous avons été reçus pendant cinq heures par son dirigeant, Remzi Kardal.

Pourchassés par la police

Pris en charge à notre descente d'avion de Diyarbakir (1), nous avons été conduits en plein quartier commerçant du centre d'Ankara. L'entrée sombre d'un immeuble en refection mène au siège du DEP aménagé au 4e étage. Appartement exigu « C'est tout ce qu'on a trouvé : plus personne ne veut nous louer des locaux ». Il y a beaucoup de monde dans les petites pièces où travaillent de jeunes secrétaires. Des hommes veillent discrètement sur la porte grande ouverte. Remzi Kar-

tal, la cinquantaine élégante, nous reçoit dans son bureau. Placardé au mur, il y a la gazelle, symbole du parti sur fond bleu ciel.

- On n'a pas vu le DEP à Diyarbakir...

- Nos élus étaient recherchés. Ils sont venus à Ankara. La police a forcé des militants à démissionner. Elle a demandé aux chefs que les grandes familles kurdes ne votent pas DEP. Quand un candidat se maintient, ses frères ou ses proches sont arrêtés. La police agit ainsi pour nous couper de la population. Avant les élections nous étions le premier parti du Kurdistan.

- En vous retirant, n'avez-vous pas facilité la tâche des Turcs ?

- Ce fut un grand débat dans le parti. Mais il faut connaître la réalité du terrain : en deux mois 320 arrestations, six attentats, dont quatre à Ankara, les tortures, les disparitions. Le 26 mars, Mehmet Sen notre représentant à Urfa a été arrêté. Il y a deux jours, on a appris qu'un cadavre avait été jeté d'une voiture sur l'autoroute d'Adana. Des témoins ont relevé la plaque d'immatriculation. Le véhicule appartient à la police. A côté du cadavre on a retrouvé la montre de Mehmet Sen. Le corps doit être autopsié. Aujourd'hui on devrait être fixé sur son identité. Je vais vous donner deux dossiers sur les atteintes aux droits de l'Homme et les arguments juridiques que la cour constitutionnelle avance pour nous interdire.

Les larmes aux yeux

Son insistance est émouvante. Le vice-président tra-

vaille en direct, téléphone brièvement (la ligne est sur écoute), répond aux questions, fait son courrier, appelle l'ambassade des Etats-Unis, salue les militants qui entrent dans le bureau. Nouvelle sonnerie, Remzi Kartal décroche le combiné, dit quelques mots et se fige. Larmes aux yeux, la jeune interprète explique « l'autopsie confirme que c'est Mehmet Sen ».

Mais pas question de se laisser aller. Remzi Kartal continue : « On ne va plus au parlement parce que les autres députés nous agressent physiquement. On sait que l'armée a eu des contacts avec tous les autres partis en vue de nous éliminer politiquement... les journalistes européens croient qu'on a passé un accord avec les islamistes. Jamais, vous m'entendez ! Certains de nos électeurs, par rejet des partis traditionnels, ont peut-être voté pour eux. La percée islamiste permet à l'Etat de jouer sur la peur et faire ce qu'il veut pour régler la question kurde par les armes. Il n'y arrivera pas même en employant des armes nouvelles (gaz). Et quand les militaires échoueront, il faudra bien négocier ».

- Que pensez-vous de la lutte armée du PKK ?

- Je crois au processus démocratique. Mais je ne peux pas répondre à cette question ; à cause de ma position dans ce parti très menacé. De toute façon, vous connaissez déjà la réponse...

Eric CHABAUTY

(1) deux membres de la Ligue des droits de l'Homme de Belfort et deux journalistes.

FIN

Austérité pour les Turcs

Le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, a lancé hier un « appel à la Nation », demandant à ses compatriotes de « se serrer la ceinture » pour permettre de redresser l'économie avec les mesures d'austérité qu'elle doit annoncer aujourd'hui.

« Certes, ces mesures feront mal. Mais cetteestruc-

turation amère était inévitable pour l'avenir de nos enfants », a affirmé Tansu Ciller, sans préciser encore de quoi il s'agissait exactement.

Les mesures prévoient notamment, selon des sources gouvernementales, un gel des salaires dans la fonction publique et une augmentation importante des prix et des im-

pôts, pour une période minimum de six mois.

Parmi les mesures figure également la fermeture de sociétés d'Etat déficitaires, telles que les mines de charbon de Zonguldak et les aciéries de Karabuk, sur la mer Noire, ce qui se traduira par la suppression de plus de 18.000 emplois.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0144 4 I 0212 IRK /AFP-HQ41

Irak-USA

L'Irak dément être impliqué dans le meurtre d'étrangers au Kurdistan

NICOSIE, 6 avr (AFP) - L'Irak a démenti mercredi être impliqué dans le meurtre d'étrangers au Kurdistan irakien, qualifiant de "ridicules" les accusations américaines à ce sujet, a indiqué l'agence irakienne INA, reçue à Nicosie.

Les Etats-Unis avaient accusé mardi Saddam Hussein d'offrir des "primes" pour le meurtre de membres du personnel de l'ONU ou de journalistes étrangers, comme celui de la correspondante de l'AFP Lissy Schmidt, assassinée dimanche dans le Kurdistan irakien (nord).

"Ces accusations ridicules font partie de la politique américaine hostile à l'Irak et visent à tromper l'opinion publique, en la désinformant sur la détérioration de la sécurité dans cette région" a affirmé un porte-parole officiel cité par INA.

"Le Kurdistan, qui est sous la protection et le contrôle des Américains, abonde en personnes armées et en voleurs", a affirmé le porte-parole. "Les meurtres et les vols sur les routes hors des villes et villages sont quotidiens", a-t-il ajouté, accusant les autorités kurdes d'être incapables de maintenir l'ordre dans leur région, qu'elles contrôlent depuis l'insurrection ayant suivi la guerre du Golfe (janvier-février 1991).

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0562 4 I 0186 USA /AFP-LS22

ONU-Irak-presse

M. Boutros-Ghali déplore l'assassinat de la journaliste de l'AFP Lissy Schmidt

NEW YORK (ONU), 6 avr (AFP) - Le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali a déploré mercredi "dans les termes les plus vigoureux" l'assassinat de la journaliste de l'AFP Lissy Schmidt dimanche dernier dans le Kurdistan irakien, et dont les mobiles restent inconnus.

Le secrétaire général a adressé mercredi un message de condoléances au PDG de l'AFP, M. Lionel Fleury, a précisé son porte-parole, M. Joe Sills.

M. Boutros-Ghali "déploie dans les termes les plus vigoureux ce genre d'attaques contre des journalistes", a-t-il ajouté.

Le porte-parole a par ailleurs indiqué que l'ONU était également "préoccupée" par les attaques perpétrées récemment contre le personnel des Nations Unies participant aux activités humanitaires dans le nord de l'Irak.

Outre l'assassinat dans une embuscade de Lissy Schmidt (de nationalité allemande) et de son garde du corps, deux gardes tchèques et deux gardes autrichiens de l'ONU avaient été blessés ces dernières semaines par des tirs dans le Kurdistan.

ltl/chb

AFP 062109 AVR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

Turquie-France-Kurdes

Nouvelle critique d'Ankara contre l'organisation "France-Libertés"

ANKARA, 6 avr (AFP) - Le ministère turc des affaires étrangères a de nouveau critiqué mercredi l'organisation humanitaire France-Libertés présidée par Danielle Mitterrand, l'épouse du président français, qui a annoncé une prochaine mission "de conciliation" en Turquie de plusieurs lauréats du Prix Nobel de la Paix concernant le problème kurde.

Il n'est pas question que le gouvernement turc "prenne en considération une organisation et son président" qui "soutiennent le terrorisme", a déclaré le porte-parole de la diplomatie turque, M. Ferhat Ataman.

"Ils ne sont pas nos interlocuteurs. Ils ne peuvent pas venir officiellement mais comme des touristes", a déclaré M. Ataman lors d'un point de presse hebdomadaire.

M. Bernard Dorin, conseiller d'Etat et administrateur de France-Libertés, avait annoncé cette mission lundi à Ankara. "Plusieurs de ces Prix Nobel envisagent d'effectuer début mai une mission de bonne volonté et de conciliation" en Turquie, avait indiqué M. Dorin.

Un appel des Prix Nobel de la Paix en faveur d'une solution politique du problème kurde avait été remis le 29 mars au secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali par Mme Danielle Mitterrand. Il avait été signé notamment par Rigoberta Menchu, Betty Williams, le Dalaï Lama, Desmond Tutu, Oscar Arias Sanchez, Adolfo Perez Esquivel et Elie Wiesel.

YM/chb

AFP 061835 AVR 94

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0443 4 I 0274 TUR /AFP-KT70

Turquie-Kurdes

67 rebelles kurdes et deux militaires tués en Anatolie

ANKARA, 6 avr (AFP) - Soixante-sept rebelles kurdes et deux militaires turcs ont été tués et 6 rebelles et deux militaires blessés depuis un mois au cours d'opérations militaires sur le mont Ararat, près de la frontière avec l'Iran et l'Arménie, et dans le sud-est anatolien, a-t-on appris mercredi de sources officielles à Ankara.

Cinquante-neuf rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués et 6 autres blessés au cours de ces opérations militaires qui se poursuivent depuis un mois sur le mont Ararat, a déclaré mercredi le préfet d'Igdir, M. Semsettin Uzun.

Vingt autres rebelles ont été arrêtés lors de ces opérations déclenchées le 4 mars, a indiqué M. Uzun, dans une déclaration à l'agence semi-officielle turque Anatolie. Certains "terroristes", terme utilisé par les autorités pour désigner les rebelles du PKK, ont pu fuir vers l'Iran, et 47 grottes servant d'abri en hiver aux maquisards kurdes ont été détruites, a-t-il poursuivi.

Le ministre de l'Intérieur turc Nahit Mentese avait affirmé le 25 mars que deux missiles sol-air de type SAM-7 avaient été saisis dans un abri des rebelles du PKK lors d'opérations militaires dans la zone enneigée de Mihtepe, à 4.000 mètres d'altitude sur le mont Ararat.

C'était la première fois que les forces turques saisissaient des missiles SAM du PKK.

Par ailleurs, 8 autres rebelles kurdes et 2 militaires turcs ont été tués et 2 autres militaires blessés lors d'opérations dans la région de Bingol (sud-est), a indiqué mercredi la super-préfecture de Diyarbakir.

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0150 4 I 0372 IRK /AFP-HS07

Allemagne-Irak

Assassinat de Lissy Schmidt: les Kurdes d'Allemagne accusent les services secrets turcs

COLOGNE, 6 avr (AFP) — Le Bureau d'information du Kurdistan en Allemagne (KIB), proche du parti séparatiste PKK, a accusé mercredi les services secrets turcs d'avoir assassiné la journaliste allemande Lissy Schmidt, tuée dimanche dans le nord de l'Irak.

"Lissy Schmidt était menacée en permanence par les services secrets turcs et le Parti démocratique du Kurdistan (PKK) qui collabore étroitement avec les services secrets turcs", affirme le KIB dans un communiqué publié à Cologne (ouest).

Un responsable du KIB, interrogé par l'AFP, a indiqué "ne pas disposer de preuves matérielles" de la responsabilité des services secrets turcs dans le meurtre de la journaliste, mais, a-t-il ajouté, "personne d'autre qu'eux n'y a un intérêt".

Selon le KIB, l'attentat contre Lissy Schmidt est le troisième perpétré par les services secrets turcs "contre des amis du peuple kurde au-delà des frontières turques". Le Chypriote Theophilos Georgiades a ainsi été abattu le 20 mars à Chypre, et début février, le président du Comité du Kurdistan à Copenhague Imdat a été grièvement blessé au Danemark par les services secrets turcs, affirme le KIB.

Les Etats-Unis ont au contraire accusé mardi Saddam Hussein d'offrir des "primes" pour le meurtre de personnels de l'ONU ou de journalistes étrangers, comme celui de Lissy Schmidt.

Une des principales formations kurdes irakiennes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), avait affirmé lundi que l'Irak a promis une somme de 10.000 dollars à toute personne qui tuerait un étranger au Kurdistan.

De son côté, l'Irak a démenti mercredi être impliqué dans le meurtre d'étrangers au Kurdistan irakien, qualifiant de "ridicules" les accusations américaines à ce sujet. Un porte-parole officiel irakien a notamment accusé les autorités kurdes d'être incapables de maintenir l'ordre dans leur région.

Lissy Schmidt, 35 ans, qui travaillait régulièrement pour l'AFP, était la seule journaliste étrangère basée en permanence dans cette région depuis que l'opposition kurde en a pris le contrôle en 1991, à l'issue du soulèvement kurde qui avait suivi la guerre du Golfe.

mlm/php/sh

AFP 061138 AVR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

.. and nation swallows the bitter pill

PM says new measures aimed at preventing Turkey from sliding into a Latin American-type situation

Turkish Daily News

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller on Tuesday announced the harshest economic austerity measure Turkey has possibly ever seen and called on the nation to trust her efforts in overcoming the economic crisis and preventing the country from sliding into a Latin American type situation.

Assuring the public that "the sacrifice" would be distributed in a just way, Çiller told a televised press conference that the much talked about "painful medicine" was based on widespread privatization, immense price hikes, layoffs and company closures.

"The most important thing is confidence. To have confidence in this program," she said, appealing to the nation to join the sacrifice and support her austerity package which is expected to give its first results in approximately six months. "Had we not taken these measures, it was evident that the Latin American experience would be taking shape in some time. First, the inflation rate would have exceeded 100 percent, then there would be a shrinking economy and unemployment would have increased. We would have observed worker and civil servant wages not being paid. Urgent measures were needed," she explained. As Çiller spoke to the nation through the state-run television, news of price hikes on all principle products ranging at around 60 to 70 percent rocked the country. The prices of petroleum and petroleum products was increased by 45.9 to 90 percent, the prices of state monopoly produce or imported products including cigarettes and alcoholic beverages increased by 77 to 100 percent, tea prices increased by 70 percent, and Turkish Air Lines increased its prices by 46.7 to 53.3 percent. Radical price hikes were observed in all sectors and products.

"Everything will be done within the principles of a free market economy," Çiller explained, noting that the government had no plan to seize for-

eign exchange accounts or close down foreign exchange bureaus as was earlier speculated. "No concessions will be given on large projects," the prime minister said, pointing out that investments would continue especially in the field in energy and in sectors where foreign partnership was concerned.

"We have opened a totally new era as of today," she said. The new austerity package, the most radical one Turkey has yet seen, consists of two parts. The first are economic practices with the aim of building economic stability and the second is to realize a structural change. "These are radical and courageous decisions," Çiller said.

According to the prime minister, "the growing public deficit is the root of the economic problems" Turkey faces and the main reason for this is that a great portion of tax incomes goes to payment of principal and interest. New taxes will be introduced for better fiscal balances. The prime minister said all income tax payers (except for wage earners) and corporate tax payers will be subject to "additional taxes" that will be paid for once only. Such taxes will be paid in proportion to corporate and company assets and income declarations.

Besides, she said, owners of luxury vehicles, aircraft and yachts will be required to pay additional taxes on a one time only basis. Similar taxes will be imposed on those who own more than one flat or house.

"The principal and interest payments of the total debts is around 104 percent," Çiller said. "In other words, if you attempt to pay only your principal debt and interest with all of the income, all of our income as of today would be placed under mortgage. Aside from this, as of today, there is no possibility to pay worker and civil servant salaries with the remaining tax incomes. Such a gap in the public deficit could only mean borrowing again in order to pay interest."

Yet she did not specify any borrowing program to cover the coming quarters of the

year. Treasury officials told the Turkish Daily News that there were plans underway to incur fresh borrowing from international markets. "The prime minister did not speak of any borrowing program because she will maintain reliance on borrowing," said one senior Treasury economist who asked not to be named. He commented that some officials failed to convince the prime minister that borrowing must be curbed sooner or later. Çiller complained about the fact that the foreign exchange rate had been kept at an artificially low level after 1987 and under such circumstances, the interest rate had increased. "Under circumstances where interest rates increased, the public deficit grew," she said.

Çiller explained that in order to lower Turkey's public deficit, the new package aimed at a 38.3 trillion lira saving in the first three months. "In other words, we target drawing the public deficit of 47.6 trillion liras to nine trillion," she said.

"The three months after this will be a transition period," the prime minister noted. She said that after the first three months, the next three months would be a period in which results of the program would be observed and new expectations would take shape. Çiller stressed that the success of this radical program depended closely on a national consensus on the issue and confidence in her government. She compared the situation to the consensus in Turkey against separatist terrorism and described the crisis as "economic terror." Çiller's governing True Path Party led local elections last week in a sign of public support for her tough stance against Kurdish separatists. The new program also includes an increase in fund cuts for national defence purposes.

One of the most drastic steps of the package, however, will be the partial closing of a coal mine in Zonguldak, as well as an iron and steel factory in Karabük. A total of 7,400 workers in these facilities are expected to be either forced into a mandatory retirement or laid off.

"The production at the Karabük Iron and Steel facilities will end at the end of the year," Çiller said. "If the workers want to, they can take over the facilities by the end of the year." Çiller disclosed that efforts would be put underway to increase productivity at the Turkish Coal Board (TTK) with its size being reduced and some mines being closed down by the end of the year as well.

Referring to other State Economic Enterprises, the prime minister said that all facilities with big debts, high employment, high cost production and technological problems which could not be privatized would be closed down. She also said a decision had been taken to stop the production

and activities of seven facilities of the Sümer holding, the Yarımca facility of Petkim, Petlas A.Ş., five city hotels ran by Turban, Aydın facilities of Testas, shipyards in Haliç, Camialtı and Alaybey as well as "some facilities" of the Turkish state meat and fish products company Et-Balık Kurumu. "The Turkish Agricultural Equipment Organization will be closed down if it cannot be privatized by the end of the year and the State Maintenance Office will be closed down," Çiller said.

She noted that the state monopoly TEKEL's Ankara beer factory, the Bomonti

beer factory and the Cibali cigarette factory would be closed down by the end of 1994. Observers said thousands of workers would be laid off or retired under these circumstances. Regarding privatization, Çiller said there was a full agreement among coalition partners on this issue and named Erdemir, Tüpraş, Petrol Ofisi, Petkim, THY, Turban, Havas, D.B. Deniz Nakliyat (Marine Transportation) and Ditas as companies to be privatized by the end of the year. She said the Turkish Electricity Authority and PTT would be privatized in 1995 and noted that the licences of the PTT's cable televi-

sion and pocket television would also be sold. "Privatization of public banks will be speeded up and in 1994, the Sümerbank and Etibank will be privatized," she said. Çiller noted that Emlakbank would also "be opened to the people." "In the coming era," the prime minister said, "exports, tourism, foreign contracting and all services to bring in foreign exchange have to be the boosting force of the Turkish economy."

She said the Central Bank and the Capital Market Board would announce their own measures in the coming days.

Security forces sweep the Southeast of Turkey

Turkish Daily News

ANKARA- In Kars, a corporal was killed in a clash between security forces and terrorists and two soldiers were wounded.

According to information from the gendarmerie security forces on patrol were attacked by terrorists. The combat is reported to be continuing.

In an other clash between security forces and smugglers who had been surprised as they

sneaked across the Syrian border, a first lieutenant was killed and a soldier wounded.

A pistol and over five thousand rounds of ammunition were seized from a car in Van when it was searched by security forces. The driver, Mehmet Akomak and İfraz Çakmak are in custody.

In an other operation conducted by security forces Samet Demirci, allegedly responsible for the regional activities of the extreme leftist orga-

nization Dev-Sol, was captured in Sivas and then put under arrest by the judicial authorities. Fifteen members of an outlawed separatist organization were captured in Sakarya along with documents and chemicals used in making Molotov cocktails.

Twenty five people suspected of supporting an outlawed separatist organization were captured in Gaziantep along with three pistols and various documents.

gamk

MERCREDI,

6 AVRIL 1994

Des Kurdes de Turquie se réfugient dans le nord de l'Irak

Il y a trois ans, des dizaines de milliers de Kurdes irakiens craignant les représailles de Saddam Hussein s'étaient réfugiés de l'autre côté de la frontière turco-irakienne, en Turquie. Aujourd'hui, alors que les Kurdes irakiens, sous la protection de l'ONU, contrôlent le nord de l'Irak, c'est dans le sens inverse que le flux migratoire risque de se produire, en raison de l'intensification de la répression dans le sud-est de la Turquie. Quelque 2 000 Kurdes de Turquie se seraient ainsi réfugiés dans le nord de l'Irak au cours des trois dernières semaines, se plaignant

des exactions commises par des soldats turcs. Certains de ses réfugiés kurdes, originaires du village de Gevere, frontalier de l'Irak, indiquent que quelques jours avant la tenue des élections municipales en Turquie, "des soldats turcs sont venus dans les villages, les ont battus, ont torturé les femmes et menacé de tuer la population". Ils ne sentent pourtant pas davantage en sécurité à Zakho, dans le Kurdistan irakien, où ils ont été pris en charge par les autorités kurdes locales. Les services secrets turcs y sont en effet tout puissants, Ankara assurant, sous couverture de l'ONU, la "protection" des Kurdes irakiens...

Ces témoignages concordent avec le compte-rendu effectué la semaine dernière à Bonn par une mission d'observateurs internationaux de retour de Turquie qui indiquaient que les élections municipales dans le Kurdistan turc avaient été placées sous le signe de la mort et de la destruction. "Ces élections ne méritent pas leur nom", ont indiqué les observateurs, pour la plupart représentant des organisations des droits de l'homme et élus allemands

du parti des Verts. Selon leur rapport, la population kurde a été forcée de se rendre aux urnes, souvent sous la menace des armes. Les conditions de dépouillement et de transfert des urnes "parfois dans des hélicoptères de l'armée" sont également mis en cause par le rapport.

Dans ces conditions, la victoire des Islamistes du parti Refah dans cette région sous état de siège n'a rien de surprenant. Les autorités d'Ankara, qui ont exprimé leur inquiétude après le succès des islamistes aux élections municipales dans le reste de la Turquie, où ils ont remporté les mairies d'Istanbul et d'Ankara, ont ouvertement encouragé ce parti dans le sud-est de la Turquie. En dépit de ses professions de fois laïques, le gouvernement turc espère en effet que les aspirations nationales des Kurdes pourront se dissoudre dans un Islam qui nie les spécificités nationales au profit d'une communauté des croyants. Un jeu dangereux, dont les autorités d'Ankara évaluent aujourd'hui les retombées sur tout le pays.

Kurdish issue gains significance in Turco-German ties

Turkish Daily News

ANKARA- As the use of German arms in southeast Turkey became an important issue in bilateral relations, Ankara cautioned Germany against allowing such "baseless allegations" to spoil cooperation.

"There is not a single German tank in the Southeast," Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said.

"Turkey has tanks there that were purchased from Russia, which are identical." Ataman confirmed that German Foreign Minister Klaus Kinkel had sent a letter to Ankara, saying that the letter had made no reference whatsoever to the prospect of imposing an embargo.

Having experienced a crisis in 1992 between the two NATO partners resulting from similar allegations, both the Turkish and the German side made only reserved statements.

Kinkel told German Radio that an arms embargo could only be considered when and if he had proof that Turkey was using German arms against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) separatists.

"That's why I want to wait until I have the photographs," Kinkel said, without defining which pictures he was referring to.

"Such allegations are baseless. They are spread by certain circles wanting to spoil the ties between Turkey and Germany," Ataman said.

He added that in his letter Kinkel had emphasized his confidence that Turkey would not use weapons bought from Germany out of NATO context.

"Turco-German cooperation has provided political and economic advantages to both sides ... We strongly believe that neither side will allow such baseless claims to spoil this," Ataman said.

The care taken by both sides not to offend each other was coupled with the Bavaria's recent order for the expulsion of three Kurds, who had been involved in violent protests. The German state vowed to continue issuing deportation orders. "We believe those who try to set the police on fire, attack them with broken-off road signs ... or take part in any sort of violence, have no right to stay in Germany," Bavarian Interior Minister Guenther Beckstein said.

German leaders have adopted a tough stance regarding Kurds involved in violent acts. But accusations of human rights' abuses in Turkey have made it difficult for German authorities to push for the rapid deportation of Turkish Kurds. Kinkel said Kurds could not be repatriated if there was even the slightest doubt regarding their safety. Press reports from the two countries indicate Germany's willingness for the men in question to be repatriated, provided that Turkey gives assurances that the men would not be executed.

Responding to a question on the issue, Ataman indicated that Ankara was ready to "discuss with Germany the repatriation of the Turkish Kurds."

"Turkey is a law-abiding state. Under the law, if a Turkish citizen is deported from a foreign country, they would be repatriated to Turkey. But we are ready to sit down and discuss the issue with the Germans," he said.

He noted that although the Turkish legal system still condoned capital punishment, no execution had been carried out in the last 10 years.

Turkey's UN ambassador Batu responds to Madame Mitterrand

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's ambassador to the United Nations, Inal Batu, has sent a letter to U.N. Secretary-General Boutros-Boutros Ghali responding to allegations made against Turkey by Daniela Mitterrand, the wife of French President Francois Mitterrand. Reporting from New York, the Anatolia news agency said that in conjunction with Ambassador Batu's letter to Ghali on Tuesday, the Turkish Permanent Representation at the United Nations had also distributed a press release disputing Madame Mitterrand's charges and explaining the dimensions of the terrorism Turkey is confronted with in Southeast Anatolia.

Holding a press conference at the United Nations last week, Madame Mitterrand had talked of a systematic oppression of the Kurds in Turkey and had called on the U.N. secretary-general to send a special envoy to Turkey and to intervene on behalf of the Kurds.

The press release from the Turkish Representation said that what was taking place in Southeast Anatolia were acts of terrorism aimed at destroying Turkey's democratic institutions, the country's political unity and territorial integrity. It added that the Kurdistan Workers' Party (PKK) — whose propaganda Ankara says Daniela Mitterrand has been disseminating — is outlawed in France, where it is considered a terrorist organization just as it is in Turkey. The release said that the PKK's activities involved the killing of innocent people, including women and children, which come under the category of crimes against humanity. It went on to add that Turkey was a country based on the supremacy of law where the expectations of the people were freely expressed by freely elected deputies in Parliament.

Turkish domestic debt stock at record high

Soars 83.6% to TL 356.5 trillion in 1993

Turkish Daily News

ANKARA- The day after Prime Minister Tansu Çiller disclosed her bitter austerity program, official statistics revealed that Turkey's domestic debt stock at the end of 1993 reached an all-time high of TL 356.5 trillion, or 27 percent of the gross national product (GNP).

The debt stock had accounted for a lower 23.3 percent of the GNP in 1992.

The Treasury said on Wednesday that the government during the entire year of 1993 incurred fresh borrowing worth TL 577.7 trillion but repaid some of this, leaving a net borrowing amount of TL 160.6 trillion.

It said the debt stock rose by a radical 83.6 percent from TL 194.2 trillion at the end of 1992.

The original program target was a debt stock of TL 251.7 trillion for the entire 1993, but this had been exceeded as early as last August.

Kurdish villagers form frail defence against guerrillas

By Suna Erdem

Reuters

DERINCE- Turkey has lavished guns and money on 56,000 Kurdish village guards, reluctant warriors in a pitiless struggle with the Kurdistan Workers Party (PKK).

Getting Kurds to take up government weapons against their guerrilla kin scores points for Ankara in the propaganda war with the PKK in the southeast, but their military value is debatable. A score of state-paid local guards failed to prevent PKK raiders from killing 22 of their women and children in an attack on Derince village, nestled below two craggy peaks, last October.

Reporters taken to Derince in a military helicopter late last month were told the men were at home when the rebels struck at night.

"The guards just don't use their guns. All that money and training goes to waste," said Musa, one of 20 Turkish soldiers sent to protect Derince's 200 people after the attack. More than 11,000 people have been killed in Turkey since the PKK began its secessionist struggle in the southeast in 1984. Kurdish peasants may become village guards for the money or in response to pressure from the security forces or their own tribes. The monthly pay of around 4.5 million lira (\$188) is such a powerful lure in the impoverished region that men even enlist their toddler sons so the family can rake in extra cash. "You go into a village and see little kids running around with guns," one soldier from Siirt province said. Locals say

some Kurdish farmers, squeezed by both sides in the conflict, have to choose between becoming guards or leaving their homes. Turkey denies charges by human rights groups that its troops burn or forcibly evacuate recalcitrant villages. "In practice many guards are afraid to fight and hide behind their women," Musa said, gesturing at Derince's ragtag group of weather-worn, middle-aged men with assault rifles. Village guard Ismail Erdem, asked how he protected his family, pointed his rifle to the sky and said: "We have Allah (God)." Soldiers said women gathering wood or working in the fields were easy prey for the PKK. Men let the women answer the door. Colonel Eşref Hatipoğlu, in charge of 100,000 gendarmes in Diyarbakır province, said the guards were vital to match the PKK's local knowledge and familiarity with the mountainous terrain. "Conscripts from places like Istanbul or Ankara don't know the villages, their customs, the country," Hatipoğlu told reporters. He said low educational standards in the southeast made it harder to turn the unruly guards, some of whom speak only rudimentary Turkish, into an effective defence force. "Sometimes guards fight among themselves in blood feuds like cave men," he said. "They are not always easy to control. "Television programs in Kurdish would help raise general knowledge and awareness and may reduce fighting," he said. Turkey lifted a ban on spoken Kurdish in 1991, but education and broadcasting in Kurdish are still officially forbidden. Hatipoğlu said the

guards were a tangible show of backing for the state. "Some villages support the PKK. Local support is essential. Whoever gets support wins the war," he said. Derince guards voice loyalty to Turkey, but almost in the same breath complain bitterly of the state's shortcomings. "We have no water, no electricity. The government has done nothing for us on this god-forsaken mountain," said Erdem. Hatipoğlu blamed the plight of Derince and other villages on the PKK rebels, saying they cut power and telephone lines and wrecked water supplies, bridges, and road-building machinery. Village guards are reviled by Kurdish nationalists as traitors, especially in pro-PKK strongholds such as the town of Cizre, where the guards danced, played drums and waved Turkish flags to mark the New Year festival of Newroz on March 21. The PKK had told its supporters to stay at home to avoid bloody clashes of the kind that disrupted Newroz in 1992, when townsfolk staged Kurdish nationalist demonstrations. People in Derince know that their village guard status marks them out for PKK attack, but they refuse to leave their homes, even though some are now little more than charred shells. Erdem and his 60-year-old brother Süleyman lost their wives and all their children in last year's PKK raid.

"We have all our dead here," said Süleyman, jerking his walking stick vaguely towards the rocky slopes. "We can't leave them — besides, what would we do, where would we go?"

US says Iraq offers bounties to kill foreigners

By Alan Elsner

Reuters

WASHINGTON- The United States alleged on Tuesday that Saddam Hussein's government was offering bounties, possibly as high as \$10,000, to anyone murdering U.N. relief workers and other foreigners in northern Iraq.

"The United States strongly condemns recent attacks against United Nations personnel and journalists in northern Iraq over the past several weeks," State Department spokesman Mike McCurry said.

"The series of attacks follows reports that the government of Iraq has offered a bounty for anyone who murders

expatriates working in the north," he said.

At United Nations headquarters in New York, a spokesman said two U.N. guards were wounded Tuesday in an attack on a convoy near Arbil in northern Iraq. He did not know who carried

out the attack in a largely Kurdish-inhabited region that has been under allied air protection since the end of the Gulf war in 1991.

One of the wounded, a Dane, was badly hurt and arrangements were being made to evacuate him aboard a U.N. helicopter. The second was lightly wounded.

A prominent Kurdish group Monday blamed Saddam for the murder of the only permanent foreign journalist working in Kurdish-controlled northern Iraq.

German Lissy Schmidt, 35, who worked as a freelance correspondent for Agence France Presse and German media, was shot dead along with her bodyguard in an ambush Sunday near the city of Sulamaniyah in northern Iraq.

A spokesman for the Patriotic Union of Kurdistan, which controls part of northern Iraq, told Reuters: "The regime of Saddam Hussein had promised \$10,000 to anyone who kills a foreigner in Kurdistan and Schmidt is a victim of this campaign."

McCurry said the reports of a \$10,000 bounty were credible although the United States did not have its own direct evidence that this was the case.

"The reports that we get are from people, usually passed through local authorities in northern Iraq to U.N. workers, who then relay them to us. And we consider (them) credible information," he said.

"The United States is working closely with the United Nations on security to prevent further attacks and to explore possible Iraqi government involvement in these incidents," said McCurry.

He said four U.N. guards — two Czechs and two Austrians — were wounded in northern Iraq in two separate incidents in March.

In addition, two Swedish journalists were recently

wounded in a car bombing in the north.

About 290 U.N. guards are stationed in northern Iraq, escorting convoys and performing other humanitarian duties.

Another 10 are based in Baghdad.

Turks give electricity to N. Iraq

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey has started giving electricity to the Kurds in northern Iraq, Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said Wednesday.

Ataman said that 20 megawatts of electricity were given daily to the

Silopi-Zakho area, adding that a message of gratitude was received by Turkey from the governor of Dohuk. "Our hope is that the Iraqi government will eventually be able to create the conditions under which it will supply electricity to the region," Ataman said.

Tourists cancel Turkey visits after bombings in Istanbul

By Metin Demirsar

Reuter

ISTANBUL- Foreign tour groups alarmed by the spate of bombings of Istanbul's historic sites are cancelling holidays to Turkey in large numbers and hotel operators fear more tourists will shun the country.

"We are reeling from the shock of cancellations. All the hotels in Turkey are suffering," said a spokesman for the Marmara Hotel in Istanbul.

"I am afraid cancellations of reservations will come one after another because of these attacks," Mehmet Kunt, sales manager in Turkey for Hilton Hotels, told Reuters.

A Spanish man and a Tunisian woman were killed and 13 people were wounded in a bomb explosion at the Covered Bazaar on Saturday, the second attack on the 15th century market in 10 days.

Four people were hurt in a blast there on March 24. Three tourists were injured in a separate bomb

blast in the garden of the 6th century Hagia Sophia basilica on March 27. Kunt said two foreign tour groups who had already paid deposits for rooms cancelled their reservations at the Hilton at the last moment on Monday, citing Saturday's bombing. Travel agents said holidaymakers were opting for safer countries, even if it meant spending more money.

"Tourists want peace and quiet in the countries they visit. They want to avoid trouble at all costs," said Ömür Çağlar of Tantur Travel Agency.

Suha Uyar, secretary general of the Association of Turkish Travel Agencies (TÜRSAB), said the bombings were aimed at undermining Turkey's economic development.

"The number of hotel reservations in Turkey at the beginning of February was 30 percent less than in the same period last year," partly because of several attacks by Kurdish rebels on tourist sites last year, Uyar said. Turkey earned nearly \$4 billion in 1993 from tourism, a nine percent increase from

1992, although the number of tourists fell from seven million to 6.5 million in the same period, Tourism Ministry officials said.

No one claimed responsibility for the recent attacks, but Turkish police said they suspected they were the work of the separatist Kurdistan Workers Party (PKK).

The PKK last month threatened to carry out attacks on tourist sites in western Anatolia as part of its guerilla war, saying Turkey's earnings from tourism finance the government's fight against the rebels. More than 11,000 soldiers, civilians and guerillas have been killed in Turkey since the PKK launched a war for an independent Kurdish state in the southeast in 1984.

The militant Marxist group carried out bombings in Istanbul and coastal Turkey last year, injuring about two dozen people and causing about \$1 billion in lost tourism revenues. The rebels also abducted 19 western tourists in the southeast but released them unharmed.

Le Soir de Bruxelles — 6 avril 1994

ALLEMAGNE

Fin des livraisons d'armes à la Turquie ?

Le ministre allemand des Affaires étrangères envisage d'arrêter les livraisons d'armes allemandes à la Turquie, alors que des témoignages font état de leur utilisation contre les séparatistes kurdes. Mais Klaus Kinkel attend des « preuves concrètes » pour réagir, a-t-il déclaré dans une interview à la radio publique WDR. Mardi, le responsable de politique étrangère du parti social-démocrate (SPD, qui espère remporter les législatives d'octobre prochain) a affirmé avoir reçu « des indications claires » sur l'usage des armes allemandes par les Turcs contre les groupes armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le SPD a déjà annoncé qu'il appliquerait un embargo sur les livraisons d'armes à la Turquie s'il arrivait au pouvoir. (AFP.)

Le Quotidien — 7 avril 1994

Kurdistan : Washington accuse Bagdad du meurtre d'une journaliste

Les Etats-Unis ont accusé mardi Saddam Hussein d'offrir des « primes » pour le meurtre de personnels de l'ONU, d'organisations humanitaires ou de journalistes étrangers, comme celui de la correspondante allemande de l'AFP, Lissy Schmidt, tuée dimanche dans le Kurdistan irakien.

Des convois de l'ONU ont été attaqués mardi et le mois dernier dans cette région. L'Irak a qualifié hier de « ridicules » les accusations américaines.

Le Bureau d'information du Kurdistan en Allemagne (KIB), proche du parti séparatiste PKK, a donné une toute autre version des faits hier en accusant les services turcs d'avoir assassiné la journaliste. Un responsable a indiqué « ne pas disposer de preuves matérielles » de leur responsabilité mais « personne d'autre qu'eux n'y a un intérêt ».

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, APRIL 7, 1994

U.K. Probe on Iraq Another Problem for Major

By Richard W. Stevenson

New York Times Service

LONDON — After nearly 11 months of testimony from 166 witnesses, the official inquiry into the British government's handling of arms-industry sales to Iraq has completed the bulk of its hearings, having jolted the already shaky political ground beneath Prime Minister John Major.

The final report on the inquiry will not be ready until late this year, and several more witnesses may be called in May. But the public hearings have tarnished some political reputations, burnished others, and raised difficult questions for the Conservative government on the sale of arms-making equipment and weapons components to President Saddam Hussein in the years before Iraq invaded Kuwait in 1990.

The hearings have been a political headache for Mr. Major, who is struggling to survive ever-sinking poll ratings, deep splits within his party over Britain's role in Europe and attacks by opposition parties over issues like the sharp tax increases that took effect this month.

The inquiry, which was set up by Mr. Major but given complete independence, has been trying to determine why the Conservative government of Mr. Major's predecessor, Prime Minister Margaret Thatcher, approved the sales despite a stated policy of not supplying arms to Iraq, and whether that government subsequently misled Parliament over the issue or tried to cover up its actions.

The witnesses, who have included Mr. Major and Lady Thatcher, now a member of the House of Lords, have left the inquiry with a picture of a government that was so

eager for British companies to win business in Iraq that it was willing to break its rules prohibiting such sales — or at least to interpret them with great flexibility.

Mr. Major, who held several high posts in the Thatcher government at the time the sales took place, said he had not been aware of the sales.

The inquiry has heard testimony from a variety of officials that government ministers were at times less than forthcoming in answering Parliament's questions about the policy on arms sales to Iraq.

The head of the inquiry, Sir Richard Scott, a High Court judge, asked whether ministers had failed to inform Parliament that they were, at the least, interpreting the government's guidelines on arms sales to Iraq more loosely than they had previously.

"The truth is a difficult concept," Ian McDonald, a Ministry of Defense official, said, testifying about how bureaucrats and government ministers sought to answer parliamentary questions accurately but not always fully.

The hearings have also been told how the government sought to bar the release of documents showing that executives of a company that arranged the sale of sophisticated machine tools to Iraq did so with the knowledge and approval of the government.

The executives of the company, Matrix Churchill, were charged with violating the export restrictions. They were cleared after a former government minister, Alan Clark, admitted in court that the government approved the sales, saying his previous statements to the contrary had been "economical with the actuality."

The chief beneficiary of the hearings has been Michael Heseltine, the trade and industry minister. Mr. Heseltine emerged from his testimony as something of a popular hero after telling of his objections to barring the release in 1992 of the documents sought by the defendants in the Matrix Churchill court case.

A review of the papers sought by the defense in the case, Mr. Heseltine said, had convinced him that they should be released. He said he had told aides that it might be seen as a cover-up if he agreed to a recommendation by Attorney General Nicholas Lyell to sign a statement telling the court it was in the public interest not to release them.

Only after he was told by Sir Nicholas that he had a legal duty to sign the statement did Mr. Heseltine agree, and then only with the proviso that the trial judge be told of his reservations. Sir Nicholas later admitted that he had not communicated Mr. Heseltine's position to the judge.

Mr. Heseltine, whose longstanding hopes of becoming prime minister seemed to come to an end last year when he suffered a heart attack, saw his political visibility and popularity jump substantially after his testimony.

A long shot just a few months ago, he is now in apparent good health and is considered to be neck and neck with Kenneth Clarke, chancellor of the Exchequer, as a possible eventual successor to Mr. Major.

Mr. Clarke also signed a statement seeking to have the Matrix Churchill documents withheld, and has said he would resign if found by the inquiry to have acted improperly in doing so.

Turkish Plan Fails to Halt Slide in Lira

Compiled by Our Staff From Dispatches

ISTANBUL — The brakes on the Turkish lira failed on Wednesday as the currency suffered a 19 percent fall against the dollar, and traders forecast further drops.

After an effective 28 percent devaluation of the lira on Tuesday when Prime Minister Tansu Ciller announced emergency economic measures, the dollar rose 7,500 lira, to end at 39,500, on the interbank market on Wednesday.

The lira, which was devalued 12 percent against the dollar on Jan.

26, has lost 60 percent of its value since the start of the year.

"The market has spun out of control," said Ismail Yanik, treasurer at Turk Ekonomi Bankasi. "This is a crisis situation. Banks can't cover themselves. There is a lack of dollar supply."

Traders said the dollar's latest spurt was prompted by the central bank's decision on Tuesday to ease its grip on the lira and let its official rate float in line with the market.

The bank's decision followed an economic stability program an-

nounced by Mrs. Ciller, who said she expected the measures to help restore confidence in the lira within days and curb inflation, now at a two-year-high rate of 73.4 percent.

A further drag on the lira came from large falls in overnight interest rates to 90 percent from a peak of 1,000 percent last week.

Sky-high interest rates have brought industrial output to a standstill in the first quarter and forced many companies to liquidate their assets and lend money overnight to banks.

Mrs. Ciller's belt-tightening package included ingredients economists had long urged: price increases of up to 100 percent in state-sector monopoly goods such as petroleum and sugar, along with tax increases, layoffs at government-owned companies and in the government, and privatizations.

The program sparked protests on Wednesday, especially in Istanbul.

Several thousand truck drivers, tax-office employees and workers gathered in various places in Istanbul, criticizing the government and

demanding Mrs. Ciller's resignation.

The tax agency employees' union, Tum Maliye-Sen, said the government was trying to "destroy democratic freedoms to be able to carry out these anti-worker measures."

In Golcuk, in the west of Turkey, about 8,000 people demonstrated, calling on Mrs. Ciller to resign. They included shipyard workers, civil servants and workers from a petrochemical plant that is to be closed.

Yet the sharp fall in the lira made it uncertain if Mrs. Ciller's program would be sufficient to restore confidence in the economy. "If these measures were taken a few months ago, then the central bank would have got enough dollars to control the market," said Mr. Yanik.

Central bank reserves shrank to \$4.7 billion for the week ended March 25, down from \$7.7 billion on Dec. 31.

Stocks rose, however, with the Istanbul exchange's index up 7.7 percent, at 18,858.17. In lira terms, the market has gained 39 percent in the last five sessions.

(Reuters, AFP)

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0508 4 I 0288 RFA /AFP-RV99

Allemagne-Kurdes

Le chancelier Kohl exhorte les autorités régionales à expulser les Kurdes violents

BONN, 7 avr (AFP) - Le chancelier Helmut Kohl a exhorté jeudi les autorités régionales à expulser les Kurdes qui se rendent coupables de violences en Allemagne pour exprimer leur hostilité au gouvernement turc.

"Les Kurdes qui sont venus chez nous avec des passeports turcs doivent connaître toutes les conséquences de leurs actes", a dit le chancelier dans une interview à la télévision publique ARD depuis son établissement de cure à Bad Hofgastein en Autriche.

M. Kohl a totalement désavoué sa ministre de la justice, Sabine Leutheusser-Schnarrenberger, qui avait laissé entendre lundi que les Kurdes expulsés pourraient être torturés voire condamnés à mort en Turquie.

"Elle ne représente pas du tout l'avis du gouvernement sur ce point", a dit M. Kohl, visiblement énervé.

Les autorités locales de Bavière ont déjà décidé d'expulser vers la Turquie huit Kurdes qui avaient bloqué des autoroutes fin mars. Mais ces décisions doivent encore être examinées par des tribunaux administratifs. Les expulsions d'étrangers en Allemagne sont du ressort des autorités locales.

Des centaines de procédures judiciaires ont été ouvertes contre des Kurdes qui avaient participé à des manifestations, parfois violentes, avant et après Newroz, le nouvel an kurde le 21 mars.

Les protestations avaient été marquées par d'innombrables blocages d'autoroutes et par cinq tentatives d'immolation par le feu. Deux personnes ont succombé à leurs blessures.

L'Allemagne, qui abrite sur son sol 450.000 Kurdes au passeport turc, est très embarrassée par le conflit entre le gouvernement d'Ankara et la minorité Allemagne-Turquie

Le gouvernement allemand suspend une livraison de matériel militaire à la Turquie

BONN, 7 avr (AFP) - L'Allemagne a décidé de suspendre une livraison de matériel militaire à la Turquie prévue en avril dans la crainte d'une utilisation de ce matériel contre la rébellion kurde, a-t-on appris jeudi de source gouvernementale.

Avant de poursuivre ses livraisons, le gouvernement souhaite vérifier des témoignages faisant état de l'emploi contre les séparatistes kurdes d'armes fournies par l'Allemagne, a-t-on précisé de même source.

Le gouvernement a pris la décision de reporter sa prochaine livraison en date du 15 avril, alors qu'elle ne contenait pas d'armes, a indiqué la même source sans préciser la nature du matériel devant être envoyé. La décision a été prise à la suite d'un accord entre la chancellerie, le ministère de la Défense et des Affaires étrangères.

Selon un décompte gouvernemental, depuis 1990 l'Allemagne a livré du matériel militaire pour un total d'environ 1,5 milliard de DM (environ 5 milliards de francs), fournissant en particulier 100 chars d'assaut de type "Leopard I" de fabrication allemande et 30 avions de combat "Phantom".

Diverses organisations allemandes de défense des droits de l'Homme ont à plusieurs reprises accusé la Turquie d'utiliser des armes livrées par l'Allemagne dans sa guerre contre les rebelles du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, interdit).

(A Ankara, le gouvernement turc a démenti jeudi l'utilisation d'armes allemandes contre les séparatistes kurdes dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Le gouvernement allemand avait temporairement suspendu en 1992 ses livraisons d'armes à la Turquie, avant de les reprendre en juin 1992, la Turquie s'étant engagée à restreindre strictement l'utilisation de ces armes au cadre de l'OTAN.

fka/bm

Le Soir de Bruxelles - 7 avril 1994

■ Allemagne

Faut-il chasser certains Kurdes ?

La Bavière veut expulser les radicaux mais cela suscite des protestations

De notre correspondant à Bonn

La justice, la classe politique et l'opinion allemandes sont divisées sur le sort à réserver aux extrémistes kurdes prévenus d'actions violentes, voire même criminelles. Faut-il les traduire devant la justice allemande, comme l'exigent la plupart, ou les expulser sans autre forme de procès vers la Turquie, au risque qu'ils soient là-bas condamnés à des peines plus lourdes que celles qu'ils encourent en droit allemand ?

EN GUERRE

La présence en Allemagne de 400.000 Kurdes pose des problèmes de plus en plus graves. Certes, la plupart d'entre eux sont de braves et honnêtes gens

mais la guerre menée contre leur peuple par l'armée turque a provoqué la création, hors de Turquie, de troupes de choc travaillant pour le compte du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, d'obédience marxiste).

Tout récemment, certains groupements ont envahi et occupé plusieurs tronçons autoroutiers d'Allemagne, bloquant le trafic et menaçant les forces de police envoyées sur place pour rétablir l'ordre. Utilisant une tactique destinée à empêcher la police d'intervenir, ils ont dans certains cas envoyé des femmes et des enfants en « première ligne ». Des fanatiques, s'immolant par le feu, se sont précipités les vêtements enflammés sur les poli-

ciers pour tenter de leur faire partager leur sort.

Les Kurdes sont en guerre et entendent le faire savoir aux Européens et surtout à l'Allemagne qui compte la plus grande colonie kurde de notre continent. Pour justifier leurs violences et leurs activités révolutionnaires, ils affirment que l'armée turque utilise des armes allemandes dans sa guerre de répression. A leurs yeux donc, la violence première serait le fait de l'Allemagne et non du PKK.

SCEPTICISME

Quoi qu'il en soit, les autorités bavaroises sont déjà décidées à expulser quelques Kurdes impliqués dans les dernières actions violentes. Elles sont évidemment assurées de l'accord de la Turquie dont l'ambassadeur à Bonn estime qu'il s'agit d'une « juste mesure de fermeté » car, ajoute-t-il, « le Parlement turc n'a plus ratifié une seule peine de mort depuis dix ans »...

Dans le camp de la majorité, Sabine Leutheusser, ministre fédéral de la Justice, refuse toute expulsion aussi longtemps que subsiste pour les Kurdes le moindre risque

d'être torturés ou condamnés à mort. Elle a d'autant plus de raison d'être critique à ce propos que Bonn avait, dans un premier temps, envisagé de passer avec Ankara un accord garantissant que les Kurdes expulsés seraient traités en Turquie comme ils l'auraient été en Allemagne.

L'Allemagne entretient donc une bonne dose de scepticisme à l'égard de la sérénité de la justice turque et, comme elle dispose des lois nécessaires à la poursuite des actes criminels de ce genre, elle pourrait en traduire les auteurs présumés devant sa propre justice, comme elle l'a fait récemment pour des extrémistes du PKK qui avaient assassiné certains de leurs compatriotes sur le territoire allemand.

Klaus Kinkel, ministre libéral des Affaires étrangères, qui n'ignore pas que la violence kurde s'alimente de la répression militaire des Turcs, a rappelé que les armes allemandes achetées par ces derniers ne peuvent être utilisées que dans le seul cadre de la stratégie de l'Otan.

Marcel DELVAUX.

Le Nouveau Quotidien - 7 avril 1994

Le PKK inaugure à Athènes

Les Grecs font bon accueil à la guérilla kurde.

Le Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK), la branche politique du parti kurde séparatiste

PKK, a officiellement inauguré mardi soir un bureau à Athènes, en présence de députés de divers grands partis grecs.

Un représentant de l'ERNK, Ali Sapan, a proclamé l'ouverture de cette représentation, dans le centre de la capitale, et lu un message du dirigeant du PKK, Abdullah Ocalan. Le mot du chef kurde annonçait des actions contre des cibles militaires turques et la prochaine constitution d'un « gouvernement kurde » dans « les territoires libérés » d'Anatolie.

Ali Sapan s'est, par ailleurs,

félicité du « renforcement des relations entre l'hellénisme et le peuple kurde » face à la politique d'Ankara. La représentation de l'ERNK (une organisation interdite en Allemagne et en France) est « le premier stade vers l'ouverture d'une ambassade kurde », a été jusqu'à déclarer un représentant du front.

Une délégation de députés des quatre principaux partis grecs, dirigée par le vice-président socialiste (majorité) du Parlement, Panayotis Sgouridis, assistait à la cérémonie.

AFP

ALLEMAGNE

Des Kurdes seront-ils expulsés vers les tribunaux de Turquie?

La Bavière est prête aux expulsions. L'affaire suscite pourtant de vives protestations, en Allemagne, du fait des exportations d'armes vers la Turquie.

DE NOTRE CORRESPONDANT

L'Allemagne est divisée sur le sort à réserver aux extrémistes kurdes prévenus d'actions criminelles posées contre des personnes et des biens en Allemagne. Faut-il les traduire devant la justice allemande comme l'exige la plupart ou les expulser sans autre forme de procès vers la Turquie?

La présence en Allemagne de 400 000 Kurdes pose des problèmes de plus en plus graves à ce pays, parce que la guerre sans merci menée contre leur peuple par l'armée turque a provoqué la création hors de Turquie de troupes de choc travaillant pour le compte du PKK (Parti révolutionnaire kurde des travailleurs, d'obédience marxiste).

Tout récemment, certains groupements ont envahi et occupé plusieurs tronçons autoroutiers d'Allemagne, bloquant le trafic et menaçant les forces de police envoyées sur place pour rétablir envoyant dans certains cas des femmes et des enfants en première ligne. Des fanatiques s'immolant par le feu se sont précipités les vêtements enflammés sur les policiers pour tenter de leur faire partager leur sort. Les Kurdes prétendent aussi que l'armée turque utilise des armes allemandes dans sa guerre de répression. A leurs yeux donc, la violence première serait le fait de l'Allemagne et non du PKK.

EXPULSION DÉCIDIÉE

Quoi qu'il en soit, les autorités bavaroises sont déjà décidées à expulser quelques Kurdes impliqués dans les dernières actions violentes et sont soutenues par l'ambassadeur turc qui estime qu'il s'agit d'une «juste mesure de fermeté... parce que le parlement turc n'a plus ratifié une seule peine de mort depuis dix ans...», un avis que ne partage pas Sabine Leutheusser, ministre fédérale de la justice. Elle refuse toute expulsion aussi longtemps que subsiste pour les Kurdes le moindre risque d'être torturés ou condamnés à mort.

L'Allemagne entretient donc une bonne dose de scepticisme à l'égard de



Sur les autoroutes allemandes, ici près de Francfort, les Kurdes ont mené récemment des actions spectaculaires. Keystone/AP

la sérénité de la justice turque et comme elle dispose des lois nécessaires à la poursuite des actes criminels de ce genre. Klaus Kinkel, ministre libéral des affaires étrangères qui n'ignore pas que la violence kurde est aussi la conséquence de la répression

militaire des Turcs et a déclaré que les armes allemandes achetées par ces derniers ne peuvent être utilisées que dans le seul cadre de la stratégie de l'OTAN. Mais qui pourra en contrôler l'usage?

MARCEL DELVAUX

PORTRAIT La femme du président de la République fait sa propre politique. Les droits de l'homme et la lutte contre le racisme sont sa seule raison d'Etat. Avec son franc-parler, elle contrarie même parfois les projets de la diplomatie française.

“Je suis une femme indépendante”

Le combat humanitaire de Danielle Mitterrand

Ludwig Siegele
DIE ZEIT - HAMBURG

Une première dame* devrait-elle s'exprimer de la sorte ? C'est une question que Danielle Mitterrand ne se pose pas. Les nouvelles lois sur les étrangers mises en place par le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua renforceraient le racisme et la xénophobie, a-t-elle déclaré au début du mois dernier. Mais la Commission nationale des droits de l'homme ne veut pas en entendre parler. Afin de ne pas servir d'alibi à la politique de M. Pasqua, sa fondation - France Libertés - et elle-même ont donc quitté la Commission.

Le discours de l'épouse du président socialiste François Mitterrand peut certes étonner les étrangers. Mais ses concitoyens y sont habitués. Car Danielle Mitterrand, âgée de 69 ans, incarne le contraire de son époux. Lui est passé maître dans l'art de l'énigme rhétorique, alors qu'elle se bat sans mâcher ses mots. “Je suis une femme indépendante”, commente-t-elle.

“Pour l'instant, l'Europe est plutôt un produit de l'économie et de la politique. Presque personne ne se sent européen”, affirme cette femme gracile, assise dans son grand bureau en haut du palais de Chaillot, juste en face de la tour Eiffel. “Il est temps que nous nous concevions en tant qu'européens. Et si, tous ensemble, nous pouvons déclarer que nous sommes antiracistes, ce sera tout à l'honneur du Vieux Continent.” Visiblement satisfaite, elle montre les différentes versions de son “passeport européen”, qui doit servir de

catalyseur pour l'ensemble du mouvement antiraciste en Europe. Jusqu'à présent, le petit livret est sorti dans douze pays du continent. Le principe est partout le même : le passeport informe son propriétaire sur la législation contre le racisme et sur ce qu'il doit faire s'il est victime ou témoin d'un acte raciste.

“N'essayez pas de menacer l'agresseur ou de l'intimider. Critiquez son comportement, mais ne le dévalorisez pas en tant que personne”, est-il expliqué dans la version allemande, soutenue entre autres par le Forum Bunes Deutschland [SOS Racisme en Allemagne], par la Confédération des syndicats allemands et par la fondation Friedrich-Ebert. Et le texte ajoute : “Évitez le plus possible de toucher l'agresseur. La plupart du temps, cela conduit à d'autres agressions.”

Avec son passeport européen, Danielle Mitterrand est en terrain connu. Car France Libertés, créée en 1986, est une sorte de fondation universelle en faveur de l'aide au développement et du respect des droits de l'homme. “Nous n'avons qu'un seul objectif, donner la parole à ceux qui ne peuvent pas s'exprimer, aider financièrement des projets qu'il serait impossible de réaliser autrement.” La lutte contre le racisme fait partie de cet objectif.

Jusqu'à présent, France Libertés était surtout active hors d'Europe. Le bureau de M^{me} Mitterrand est rempli de poupées, de tableaux ou de vases - cadeaux de chacun des pays où son organisation est présente. Au Cambodge, elle soutient la formation des enseignants à l'université de Phnom Penh. Au Mali,



Danielle et François Mitterrand. Dessin paru dans le Journal du jeudi - BURKINA

elle participe à la lutte contre le sida en fournissant des brochures. Et en Bosnie-Herzégovine, elle soutient financièrement une école primaire.

Pourtant, ce n'est pas son travail qui a rendu la Fondation célèbre, mais bien plutôt le courage de sa présidente. A la mi-1991, elle s'est rendue en visite quasi officielle dans le quartier parisien de la Goutte-

Elle est même prête à risquer sa vie. Comme en 1992, lors d'une visite de soutien aux Kurdes

d'Or, où habitent de nombreux immigrés. Peu de temps auparavant, l'éternel candidat à la présidence, le chef des gaullistes Jacques Chirac, avait fait une déclaration au sujet de "l'odeur" et du "bruit" régnant dans le quartier - et qui seraient typiques du mode de vie des familles immigrées.

Quand quelque chose lui tient particulièrement à cœur, elle est même prête à risquer sa vie. Au milieu de l'année 1992, elle a échappé de peu

à un attentat à la bombe, alors qu'elle rendait visite aux Kurdes dans le nord de l'Irak, en compagnie du ministre de la Santé de l'époque, Bernard Kouchner. Elle se préoccupe du sort des Kurdes depuis longtemps. C'est pour eux qu'elle a fondé à Paris, il y a plus de dix ans, un institut** où l'on veille à sauvegarder le patrimoine culturel de ce peuple de montagnards éparpillé à travers cinq pays.

Il est clair qu'avec ses activités elle dérange le cercle de la diplomatie française, que dirige son mari. Le gouvernement turc était tout sauf heureux quand, à la suite d'une visite en 1989, elle a spontanément ramené 300 enfants kurdes avec elle en France. Et les dirigeants chinois à Pékin ont écumé de rage parce que la même année, elle a reçu le dalaï-lama, pour lui remettre un prix humanitaire.

Elle n'a fait marche arrière qu'une seule fois : à la fin de 1990, elle voulait se rendre avec un convoi d'aide humanitaire dans un camp de réfugiés, à la frontière algérienne, au Sahara occidental. Après intervention du souverain marocain Hassan II, Danielle Mitterrand finit par renoncer au voyage. Plus tard, elle

fonda quand même un comité chargé de veiller au déroulement du processus de paix au Sahara occidental - ce qui amena le roi à la décrire comme une "épouse mal assortie".

Danielle Mitterrand s'étonne encore aujourd'hui du tumulte provoqué alors par son voyage manqué. "Si je vais quelque part, c'est que j'espère qu'ainsi l'opinion publique sera sensibilisée à la situation difficile des gens qui y vivent, explique-t-elle. Ce but, je l'avais atteint avant même d'aller là-bas. Dans ce cas, pourquoi maintenir mon voyage ? Ma mission ne consiste pas à faire de la provocation."

Quel est donc son rôle ? Et où situe-t-elle ses propres limites en tant que femme de président ? "La défense des droits de l'homme ne connaît pas de limites", réplique-t-elle avec une sincère spontanéité. "C'est à la première dame elle-même d'évaluer son rôle. Tenez-vous-en à la définition de M. Pasqua : il a déclaré que j'étais une 'citoyenne'. C'est le plus beau compliment qu'il puisse me faire." ●

* En français dans l'original.

** L'Institut culturel kurde, créé en 1983.

La Liberté - 8 avril 1994

EX-OTAGES DU PKK. Ils ne veulent pas payer la facture

● Les trois ex-otages tessinois du PKK, relâchés en septembre dernier, ne veulent pas payer la facture de 30 000 francs que leur a présentée la Confédération pour frais de rapatriement. Selon l'ex-otage Giuseppe Rezzonico, la Confédération ne peut exiger un paiement des frais que si les personnes concernées ont expressément demandé à être rapatriées. ATS

Le Quotidien - 8 avril 1994

Des armes allemandes contre les Kurdes ?

L'Allemagne a décidé de suspendre une livraison de matériel militaire à la Turquie prévue ce mois-ci dans la crainte qu'il soit utilisé contre la rébellion kurde, a-t-on appris hier de source gouvernementale allemande. Avant de reprendre ses livraisons, le gouvernement de Bonn souhaite vérifier des témoignages faisant état de l'emploi contre les séparatistes kurdes d'armes fournies par l'Allemagne, témoignages provenant entre autres de diverses organisations allemandes de défense des droits de l'homme. A Ankara, le gouvernement turc a démenti hier cette accusation.

Le gouvernement allemand avait déjà temporairement suspendu en 1992 ses livraisons d'armes à la Turquie jusqu'à ce qu'elle s'engage à restreindre strictement l'utilisation de ces armes au cadre de l'OTAN.

Der Vorsitzende der PKK, Abdullah Öcalan, wirkt wie eine Ausgeburt der verfehlten türkischen Kurdenpolitik

Schillernder Denker im Kampfanzug

Von Fredy Gsteiger

Der Revolutionär fährt im Mercedes vor. Das Auto trägt ein Kennzeichen des syrischen Geheimdienstes. Abdullah Öcalan, Begründer und Vorsitzender der kurdischen „Arbeiterpartei“ PKK, erklärt sich zwar wortgewaltig der „Utopie des Sozialismus“ verpflichtet. Er selber gibt sich aber gern als Herrenmensch. „Bije Apo!“, „Es lebe Apo!“, müssen ihm die Getreuen huldigen. „Mit Geist und Blut dienen wir dir!“ Genauso lassen sich auch andere nahöstliche Potentaten bejubeln. Saddam Hussein zum Beispiel.

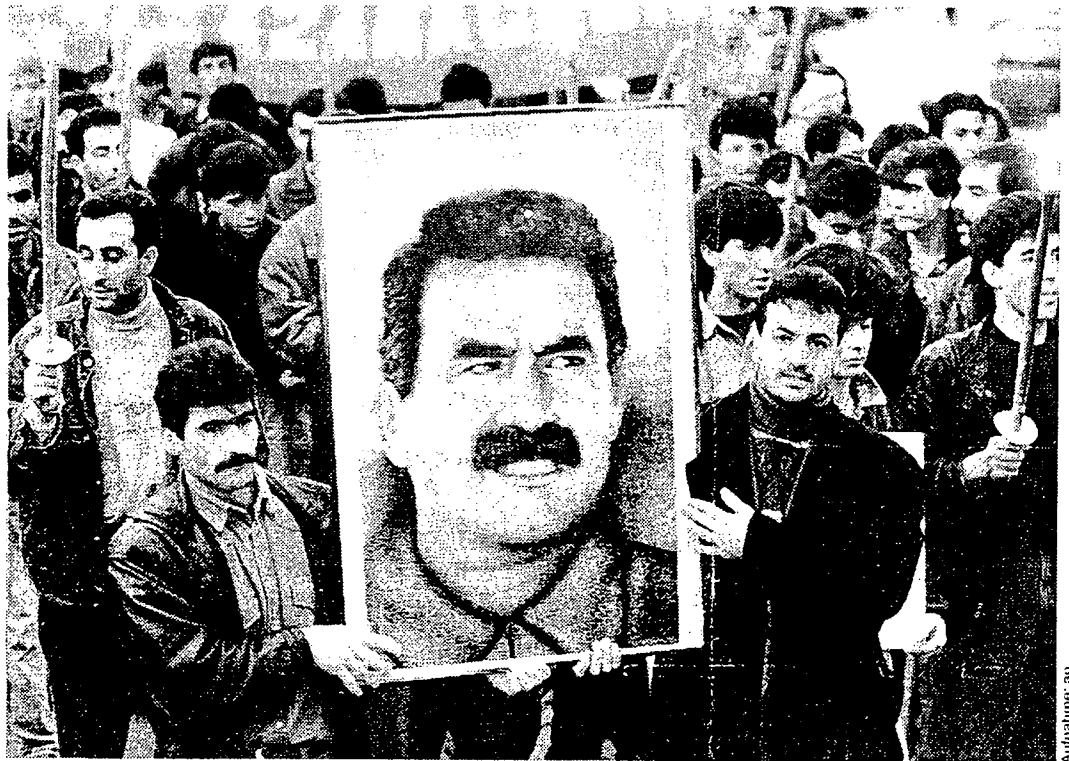
Der untersetzte PKK-Chef mit dem buschigen Schnurrbart, der in Aussehen, Worten und Taten an Stalin gemahnt, lenkt seine Guerilla-Truppe aus der sicheren Distanz des syrischen, früher auch des libanesischen Exils. Dennoch läßt er sich gern auf Schlachtenbildern als Kriegsheld verewigen. Innerhalb seiner Bewegung markiert „Apo“, der „Onkel“ – sein Übername aus der Studentenzeit – den großen Vorsitzenden. Wer dagegen aufmuckt, der wird leicht Opfer der internen Säuberungen, selbst wenn er im fernen Westen lebt: „Ihr müßt ihnen die Köpfe mit Steinen zerquetschen.“ Wer immer gegen ihn ist, seine Ziele nicht teilt, seine Mittel verabscheut, gilt als Kollaborateur mit der türkischen Staatsmacht – und seien es so populäre Kurdenpolitiker wie „die Verräter“ Massud Barsani oder Dschalal Talabani aus dem Irak.

„Die Kurden waren ein Volk ohne Namen, ohne Land, ohne Freiheit. Durch mich haben sie ihre Identität gefunden“, meint Öcalan unbescheiden und ergänzt, angesprochen auf den Führerkult: „Es ist nicht mein Fehler, daß mein Volk mir

folgt. Kann ich ihm denn verbieten, mich zu lieben?“ Daß im PKK-Zentralkomitee mitunter auch seine meist langjährigen Kumpane ein Wörtchen mitreden wollen, stört ihn: „Mußten sich Jesus und Mohammed mit einem Zentralkomitee herumschlagen?“

Das Zentralkomitee hat er freilich der PKK selber verpaßt, wie er auch an der marxistischen Rhetorik festhält, mag sie noch so antiquiert wirken und noch so schwammig dargeboten werden. Seine Bewegung nennt er „Arbeiterpartei“, ungeachtet der Tatsache, daß es im kurdischen Bergland zwar reichlich nomadische Stämme und Bauernsippen gibt, aber kaum Arbeiter. Öcalan organisiert nicht den Befreiungskampf der Basis, er verordnet ihn von oben. So sind die Strukturen der PKK ganz unorientalisch, hierarchisch straff und effizient. Zudem ist die Unabhängigkeit für Kurdistan kaum eine Herzensangelegenheit vieler Kurden. Ihnen geht es ums Überleben und um ein Ende der Mißachtung ihrer Menschenwürde. Doch wie jeden überzeugten Heilsbringer schert ihn das wenig. Und wie bei jedem erfolgreichen Heilsbringer nährt sich seine Lehre aus tatsächlichen Mißständen.

Im Vertrag von Lausanne 1923 sprach die Weltgemeinschaft den Kurden eine eigene Nation ab. So wurden sie in einer Zeit, da Nationalstaaten auch im Orient allmählich Bedeutung erhielten, auf fünf Länder zersplittert und dort zu mal mehr, mal weniger verfolgten Minderheiten. Die Türkei, in der die Mehrheit der Kurden lebt, leugnet bis heute hartnäckig ihren Status als Vielvölkerstaat. Wirtschaftlich ließ sie Ostanatolien ausbluten: kulturell versuchte sie bis vor kurzem, die Kurden mit Gewalt zu assimilieren; politisch fegt sie immer wieder alle Politiker hinweg, die – und geschähe es noch so maßvoll – als kurdische Interessenvertreter auftreten.



„Ich kann doch nichts dafür, daß sie mich lieben“: Abdullah Öcalan

Der zwischen 1947 und 1949 geborene Arme-Leute-Sohn Abdullah Öcalan war keineswegs ein Kurde der ersten Stunde. Als junger Mann blickte er vielmehr ehrfurchtsvoll zum Denkmal des von ihm bewunderten türkischen Staatsgründers Atatürk auf. Er wollte dem Staat als Offizier dienen. Die Militärakademie lehnte ihn ab. So wählte er ein Politikologiestudium in Ankara.

Wegen Beteiligung an illegalen Kundgebungen saß er monatelang in Haft. Erst dort entwickelte sich aus dem „überaus belesenen Studenten“ aus der entlegenen Provinz Urfa ein radikaler Linker. Und noch später erst wurde er gewahrt, welches Betätigungsfeld ihm das kurdische Problem bot. Danach verlor er freilich keine Zeit mehr 1978 gründete er mit einigen Getrauen die PKK. Jahrelang drillte er seine Truppe, für den Kampf gegen die Türkei. Vor zehn Jahren schlug sie dann erstmals zu – mit der Härte, die sie bis heute kennzeichnet. Von Anbeginn waren die türkischen Militärs und die PKK „einander vorzügliche Feinde“, so sieht es ein Beobachter. Die PKK, weil sie mit ihrer Brutalität hassenswert ist, die Türkei, weil sie mit ihrer erbarmungslosen Repression und ihrer wirklichkeitsfremden Staatsideologie schnurstracks in Öcalans Provokationsschleife lief: Erst die türkische Unterdrückung ließ zahllose, vorher unpolitische Kurden in Scharen der PKK zulaufen. Heute zählt sie 15 000 professionelle Kämpfer, mehr als 50 000 Milizionäre, Hunderttausende von echten Anhängern und Zigtausende zu ihrem „Glück“ gezwungene Sympathisanten.

Noch heute fehlt der türkischen Armee, die in der Kurdenfrage allein das Sagen hat, die Einsicht in den teuflischen Gewaltmechanismus. Generalstabschef Dogan Güres spricht von „tierischen PKK-Terroristen“ und setzt ausschließlich auf Gegengewalt. Dabei gleitet den Streitkräften der Südosten immer mehr aus den Händen.

Öcalan wiederum weicht zwar neuerdings gelegentlich von seinem Fernziel Großkurdistan ab, um vorläufig eine Autonomie zu verlangen. Im Frühjahr 1993 – vermutlich nach diskreten Kontakten mit dem kurz darauf verstorbenen türkischen Präsidenten Turgut Özal und auf Empfehlung irakischer Kurdenchefs – bot er gar einen Waffenstillstand an. Ein Sinneswandel? Oder tat er es nur in der Gewißheit, die Türkei werde sein Angebot ohnehin kurzfristig ablehnen?

Wenig später schwor er jedenfalls wiederum auf Gewalt, gegen Türken, gegen unbotmäßige Kurden, gegen Touristen und Journalisten und gegen Zielscheiben in Westeuropa. Die PKK dürfte ähnlich viele kurdische Opfer auf dem Gewissen ha-

ben wie die türkische Armee. Geradezu zynisch wirkt es, wenn Öcalan zuweilen von seiner Liebe zu Vögeln schwärmt und von seiner Abscheu vor Waffen spricht, zugleich aber „einen blutigen Sommer“ und den „totalen Krieg“ androht.

Die PKK wird noch einen weiten Weg gehen müssen, bis sie – ähnlich der PLO – als geläuterte Ex-Terrorbewegung auf dem politischen Spielfeld antreten kann. Ignorieren läßt sie sich gleichwohl nicht länger. Sie verfügt mittlerweile über Rückhalt in ihrem Volk und über einen hohen Organisationsgrad in vielen Ländern. Dienten in den Anfängen Überfälle auf Banken und Schmuckläden zur Geldbeschaffung, so ist die Bewegung heute groß im internationalen Waffen- und Drogenhandel tätig.

Fraglich ist, ob sich Öcalan und manche seiner fanatischen Anhänger nicht schon zu sehr veranrannt haben, als daß sie noch auf maßvollere Mittel und vernünftiger Forderungen umschwenken könnten (ein Ende der Unterdrückung, wirtschaftlicher Aufbau, kulturelle Entfaltung, administrative Autonomie). Gerade in solchen Fragen nimmt sich Öcalans Programm äußerst dürftig aus. Er weiß, daß der kurdische Unmut vor allem in wirtschaftlicher Verelendung gründet. Gleichwohl bietet er jungen, entwurzelten Kurden aus armen Familien lediglich Guerilla-Aktionen und Märtyrertum statt einer erstrebenswerten Zukunft.

Wortreich schwafelt er von der Gleichberechtigung der Frauen, ließ aber seine eigene Ehefrau Yildirim unter Hausarrest stellen, weil sie sich gegen die Brutalität seines Vorgehens und gegen die Ermordung von Zivilisten gewandt hatte. Inzwischen konnte sie in den Westen fliehen. Groß tönt er auch von der „Abschaffung der alten Stammes- und Feudalstrukturen“, davon, daß sein künftiges Kurdistan weder kollektiven noch individuellen Kapitalismus akzeptieren werde. Er will den „realen Sozialismus moralisch stärken“, Staat, Partei und die Bürokratie überwinden und statt dessen „alles akzeptieren, was den Untergang der Welt verhindert“ ...

Öcalan kennt die linken Theoretiker. Er hat selber mehrere Bücher, darunter das „Alphabet des Sozialismus“, geschrieben. Als Denker ist der Intellektuelle im Kampfanzug freilich nicht so recht ernst zu nehmen. Führen will er das Volk. Aber wohin? Und zu welchem Preis? Im Grunde haßt er nicht nur seine Feinde – „wenn es Hunderttausende von Toten gibt, ist es mir einerlei“ – Er verachtet auch sein eigenes, einfaches Bauernvolk, die Kurden.

THE EUROPEAN

April 8, 1994

Who are the real terrorists?

IN "Germany tries to deport criminal Kurds to Turkey" (1 April), Tony Paterson states: "Despite fierce condemnation from human rights groups, Bonn is working on an 'extradition agreement' with Ankara which will allow Germany to expel militant members of the country's 450,000-strong Kurdish community to Turkey if they are convicted of serious crimes." I hope the apparent contradiction between the heading and the text was a mistake.

We read: "Atrocities are committed by both sides," referring to the Kurdistan Workers' Party (PKK) and the Turkish military. The only "evidence" of atrocities carried out by the PKK has been that provided by the Turkish state, holding up pictures of corpses and claiming that the PKK was responsible. The PKK has been branded as terrorist, but it is the Turkish state, with its death squads, systematic torture and 1,000 Kurdish villages burnt to the ground, which is the real terrorist.
Serhat Özdemir
Düsseldorf, Germany

Volkswirtschaftlich wichtige Devisenquelle akut gefährdet**Bombenattentat gegen Touristen in Istanbul**

Bei einer Bombenexplosion im stark frequentierten Basar von Istanbul sind am Samstag 2 Touristen umgekommen und mindestens 15 weitere verletzt worden. Wegen der wiederholten Angriffe gegen Touristen und angesichts des Wahlsiegs der Islamisten in türkischen Grossstädten sieht sich die Touristenbranche einer ernsthaften Bedrohung ausgesetzt. Als Urheber der Terroranschläge wird die illegale Kurdische Arbeiterpartei (PKK) vermutet.

it. Istanbul, 4. April

Am Samstag vormittag ist vor einem Juweliergeschäft im berühmten Istanbuler Grossen Basar zu einer Zeit, da Tausende von Einheimischen und Fremden die Gassen dieses Handelszentrums frequentierten, eine Bombe explodiert. Als Folge der Explosion sind eine spanische und eine tunesische Touristin auf der Stelle getötet worden. Mindestens 15 weitere Personen wurden zum Teil schwer verletzt.

Verzweifelte Ladenbesitzer

Die Ladenbesitzer im Basar haben auf den Terroranschlag mit Verzweiflung reagiert. Mit diesem Anschlag sei die Touristensaison zu Ende, beklagte sich ein Teppichhändler, dabei habe sie eben erst begonnen. Dieses Bombenattentat war das zweite im Grossen Basar innerhalb der letzten zehn Tage. Bereits am 24. März war in einer Toilette ein Sprengsatz explodiert; vier Touristen waren damals verletzt worden. Gegenwärtig traue sich niemand mehr, im Grossen Basar einzukaufen. Das weiträumige Areal mit Geschäften und Läden wurde im 15. Jahrhundert errichtet und ist nicht nur eine der populärsten Touristenattraktionen Istanbuls, sondern auch das eigentliche Handelszentrum der Stadt. In den rund 5000 kleinen Läden der überdachten Strassen des Basars wurden in den letzten 200 Jahren exotische Produkte aus dem Osten und Industriegüter aus dem Westen verkauft, was Istanbul ermöglicht hatte, seinen Ruf als Handelszentrum der gesamten Region zu festigen. In den letzten Jahren haben sich zahlreiche Händler im Basar auf die Touristen eingestellt.

Der Tourismus hatte sich in der Türkei seit dem Ende der achtziger Jahre zu einer vielversprechenden Branche entwickelt. Gemäss bestehenden Regierungsplänen soll diese Branche zu einem der wichtigsten Wirtschaftssektoren des Landes werden. Im Jahr 1991 ging die Zahl der Touristen wegen der Golfkrise zurück, konnte sich aber bereits im nächsten Jahr wieder erholen. Nach einer Serie von Bombenattentaten der PKK an der westtürkischen und bei Touristen besonders beliebten Küste ging die Zahl der ausländischen Besucher im vergangenen Jahr um ein Drittel zurück. Auch dieses Jahr hatte die Touristenbranche mit Einkommenseinbussen in der Höhe von 40 Prozent gerechnet. Die Verluste als Folge der jüngsten Bombenattentate dürften allerdings weit höher ausfallen. Noch ist die Detonation einer Bombe im Garten der weltberühmten byzantinischen Kirche *Hagia Sofia* Ende März in frischer Erinnerung.

Bisher hat sich keine Organisation zum Bombenattentat im Grossen Basar bekannt. In

der Türkei zweifelt aber weder die Regierung noch die Presse daran, dass die PKK Urheberin auch des jüngsten Attentats ist. Der PKK-Vorsitzende, *Abdullah Öcalan*, hatte in den letzten Monaten wiederholt damit gedroht, touristische Ziele anzugreifen. Laut den Behauptungen Öcalans verwendet die Regierung in Ankara ihre letzten Devisenreserven zur Finanzierung des Kriegs gegen die kurdischen Aufständischen in Südostanatolien. Die Ladenbesitzer im Grossen Basar waren davon überzeugt, dass einzig die PKK als Organisatorin der Anschläge in Frage kommt. Ihre Wut richtete sich vorerst aber nicht gegen die kurdische Bewegung, sondern gegen die sogenannte Intervention der Madame.

Wut auf Danielle Mitterrand

Mit Madame wird in der Türkei voller Verachtung Danielle Mitterrand, die Ehefrau des französischen Präsidenten, bezeichnet. Frau Mitterrand hat sich seit Jahren der kurdischen Sache verschrieben. Ende März hat sie mit *Betty Williams*, die 1976 den Friedensnobelpreis für Nordirland erhielt, den Uno-Generalsekretär Boutros Ghali besucht und ihn aufgefordert, Uno-Beobachter in den türkischen Südosten zu schicken, um das Schicksal der Kurden zu untersuchen. In einem Appell der beiden Damen wurden die türkischen Truppen in Südostanatolien mit der amerikanischen Armee in Vietnam verglichen; über 1100 Dörfer Südostanatoliens seien von den türkischen Sicherheitskräften zerstört worden. Dieser Krieg habe die Türkei an die Schwelle einer schweren Wirtschaftskrise und einer drohenden sozialen Explosion gebracht. Von den 16 noch lebenden Friedensnobelpreisträgern haben 11 diesen Aufruf unterzeichnet.

Zahlreiche Tote in Südostanatolien

Diyarbakir, 4. April. (dpa) Bei Aktionen der Sicherheitskräfte gegen die PKK sind am Montag im Osten und Südosten der Türkei mindestens 17 Guerillas getötet worden. Nach Angaben des regionalen Sicherheitszentrums in Diyarbakir kamen zwölf PKK-Guerillas nahe Dallitepe in der Provinz Bingöl und zwei nahe Silvan in der Provinz Diyarbakir ums Leben. Im Verlauf der Operationen seien in Verstecken der Guerillas rund 8,5 Tonnen Nahrungsmittel und grosse Mengen an Waffen und elektronischen Geräten zur Kommunikation zwischen den verschiedenen Rebellengruppen beschlagnahmt worden. Der Provinzgouverneur von Iğdir gab am Montag den Tod von drei weiteren PKK-Guerillas im Verlauf von Operationen in der Region des Berges Ararat bekannt.

Die türkischen Ferienorte bleiben leer

Für Touristen mit ausgeprägtem politischem Bewusstsein ist klar: Keinen Franken für den Staat, der das kurdische Volk unterdrückt. Aber auch der Normalverbraucher, der im Ferienprospekt nach den schönsten Stränden Ausschau hält, muss sich seine Türkei-Reise gut überlegen.

«Wenn die Hotels ihre Schwimmbäder reinigen, lassen die Touristen nicht mehr lange auf sich warten», heisst es in der Reisebranche. Nach den Gewaltakten gegen Reiseziele in Antalya und nun in Istanbul wird diese Prognose 1994 für die Türkei wohl kaum zutreffen. Zwar bereitet sich auch das «Kiris World» 50 Kilometer südwestlich von Antalya, «eine Hotelanlage für gehobene Ansprüche», auf die Sommersaison vor. Günes Ufuk, der örtliche Propagandachef, preist sein Hotel als «eines der schönsten der Türkei». Tatsächlich bieten die nahen Hügelketten und Pinienhaine eine besonders einladende Kulisse. Doch wie bei all den 500 Vier- und Fünfstermhotels entlang der süd-türkischen Riviera bleiben auch in Kiris die Buchungen aus. Nachdem Ende Juni 1993 kurdische Separatisten in der Hafenstadt Antalya drei Splitterbomben zündeten, haben sich die Liegestuhlreihen an den süd-türkischen Mittelmeerstränden schlagartig gelichtet.

«In Athen gingen einst wöchentlich Autobomben los, auch die baskische Eta verhielt sich nicht immer friedfertig, doch weder die Griechenland-Reisenden noch die Spanien-Touristen scherten sich darum», klagt Fri-Wi von Osterroth, Südtürkei-Manager des deutschen Touristik-Unternehmens TUI. «Hier jedoch bleibt nach drei Blechdo-senbomben die Hälfte der Gäste aus.»

TUI und Neckermann haben in den 80er Jahren in den verschlafenen Fischerdörfern am Südrand des Taurusgebirges das grosse Geschäft gewittert. Wo einst Kleopatra badete, fehlt es weder an antiken Sehenswürdigkeiten noch an Traumstränden. Zusammen mit anatolischen Rückkehrern aus der Bundesrepublik bauten die deutschen Reisegiganten zwischen Alanya und Mar-maris einen Hort für deutschsprachige Touristen. «Anfang 1993, als wir nochmals um 25 Prozent zulegten, stimmte alles: ein erstklassiges Produkt, angeboten von einem gastfreund-

lichen Personal, hinterliess eine zufriedene Gästeschar», rekapituliert Osterroth. In der Schweiz war die Südtürkei schon im Sommer 1992 Feriendestination Nummer eins, für TUI stand Anadolien Riviera 1993 hinter Mallorca auf Platz zwei.

Seit dem Schicksalstag vom 27. Juni 1993 ist der Traum vom grossen Geschäft ausgeträumt. Nach den Kurden-Anschlägen fiel Antalya bei der TUI-Kundschaft auf Rang sechs zurück, die Gästezahl halbierte sich. Nicht bloss die drei Splitterbomben haben ihnen Schrecken eingejagt. Das politische Vorgehen des türkischen Staates gegen das kurdische Volk ist vielen, die zu Hause Seite an Seite mit den türkischen Gastarbeitern leben, ein Dorn im Auge. Dazu kamen die rassistischen Anschläge auf Türken in der Bundesrepublik. Ein politisch unbelasteter Urlaub war für mehrdeutsche Bürger in der Türkei nicht mehr möglich. Das Verbot der separatistischen Kurdenpartei PKK

und die kurdischen Demonstrationen Ende März in der BRD seien mit schuld, so von Osterroth, dass nach Saisonbeginn Mitte April statt Deutsche vorwiegend Israelis, Russen oder auch Einheimische in der Südtürkei Ferien machen. Zum Leidwesen der Tourismusindustrie: Die jüdischen Gäste lassen ihr Geld statt in den Bars in den Casinos liegen; zu Hause ist ihnen das Glücksspiel untersagt. Und die türkischen Besucher erhalten durchwegs Sonderangebote. Wie allerdings die vielen Neubauten, die vor drei Jahren geplant wurden und in diesen Tagen eröffnet werden, ausgelastet werden sollen, darauf hat auch Kiris-Manager Günes Ufuk keine Antwort. Der gewaltige Personalbedarf und die weniger anspruchsvolle Kundschaft «wird unsemitativer Rückschlag, da sind sich ausländische und türkische Reiseexperten einig, ist nicht wiedergutzumachen.

Martin Peter, Antalya

ALLEMAGNE La guerre civile au Kurdistan s'exporte en Allemagne, où des immigrés kurdes s'immolent pour protester contre le régime d'Ankara et la connivence de Bonn. Répression et expulsions sont les seules réponses du gouvernement allemand.

“Le Kurdistan dans nos villes”

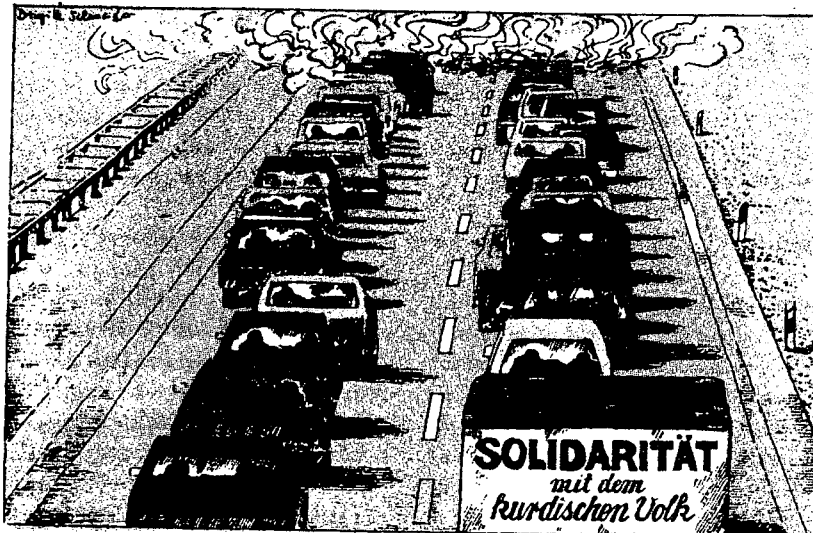
Enjeu intérieur, test de politique étrangère

Wolfgang Koydl
SÜDDEUTSCHE ZEITUNG - MUNICH

Les géostratèges de Bonn vont chercher loin lorsqu'il s'agit de trouver à la nouvelle Allemagne un rôle à sa mesure sur la scène politique internationale : ils envoient du personnel médical au Cambodge, des Casques bleus en Somalie, des crédits en Russie, tout cela après avoir consulté les Américains. Il n'existe pas de limites aux espoirs qu'ils nourrissent pour cet Etat qui a grandi – et qui vise un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

Qui regarde loin passe, sans le voir, à côté des choses proches. A notre porte, on peut même dire chez nous, se déroule un conflit dans lequel l'Allemagne est d'ores et déjà impliquée plus directement qu'en Somalie ou au Cambodge : la guerre civile entre les Turcs et les Kurdes.

Cette sale guerre, en effet, se joue de plus en plus fréquemment sur nos routes et dans nos villes. Les adversaires, Turcs et Kurdes, se moquent pas mal de savoir si cela arrange ou non les affaires du gouvernement allemand. Ce serait même plutôt l'inverse : des deux côtés, on cherche à tirer parti du facteur allemand. Qu'il s'agisse de chars de fabrication allemande, que l'on utilise au Kurdistan, ou de délégations allemandes retenues en otages, de militants kurdes bloquant les autoroutes allemandes ou occu-



“Solidarité avec le peuple kurde.”

Dessin de Brigitte Schneider paru dans la Süddeutsche Zeitung - ALLEMAGNE

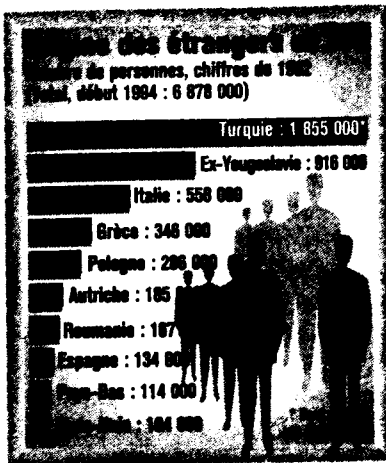
pant des consulats turcs en Allemagne, le lien avec la République fédérale existe, on n'a pas à l'établir.

Le gouvernement fédéral mais aussi l'opinion publique allemande continuent pourtant de fermer les yeux. Il n'existe pas de cohérence politique face au conflit dans le “Kurdistan sauvage”, une région que la plupart des Allemands ne connaissent qu'à travers la lecture du vieux livre de Karl May. Les mesures purement policières, prises à la hâte par le ministre de l'Intérieur Manfred Kanther, ne peuvent en aucun cas remplacer une politique réfléchie et portant sur le long terme. Vouloir simplifier la législation sur les droits des étrangers est une réponse simpliste ; vouloir expulser les Kurdes fauteurs de troubles revient à refouler le pro-

blème au lieu de le résoudre.

L'éventail des partis politiques turcs est aujourd'hui plus important en Allemagne qu'en Turquie

Les mesures administratives et coercitives ne sont pas une solution : il y a en République fédérale d'Allemagne presque 2 millions de personnes originaires de Turquie. Elles se sont établies parmi nous à plus ou moins long terme et on a pris l'habitude de les appeler, avec justesse, nos “concitoyens turcs”. Un quart d'entre eux fait partie du peuple kurde, contre lequel l'armée



turque mène une guerre d'extermination sans merci. De nombreux Kurdes et Turcs possèdent la citoyenneté allemande, si bien qu'on ne peut leur interdire d'exercer une activité politique. Sans parler des intérêts et des émotions politiques, contre lesquels on ne peut rien.

"Le Kurdistan se trouve dans les rues de nos villes" – voilà la prise de conscience difficile d'une Allemagne qui a commencé à faire ses premiers pas hors de l'abri géopolitique, où son statut l'avait placée pendant quarante ans. Au bon vieux temps, lorsque la République fédérale était un nain politique, on pouvait, entre autres, se refuser à admettre le fait qu'accueillir des étrangers chez soi, c'était aussi ouvrir sa porte à des modes de pensée étrangers, à des idéologies étrangères, à des conflits étrangers. Nos voisins ouest-européens, eux,

avaient été contaminés par des maux exotiques. Les Algériens de France, les Indiens et les Pakistanaïens de Grande-Bretagne, les Indonésiens des Pays-Bas – ils avaient tous transporté leurs querelles sur le sol européen. Mais est-ce que ce n'était pas finalement la faute des Français, des Britanniques et des Néerlandais ? Qu'avaient-ils besoin de s'accrocher si longtemps à leurs colonies ? Les Allemands, sur ce plan-là, s'en sortaient bien, eux qui avaient depuis longtemps perdu leurs territoires d'outre-mer.

Ils s'étaient réjouis trop tôt. Car les travailleurs immigrés d'Anatolie n'ont pas laissé à la frontière allemande leurs soucis, leurs problèmes et leurs idées. Ils se sont organisés dans leur nouvelle patrie – en associations sportives, mais aussi en partis et mouvements politiques. Conséquence : l'éventail des partis politiques turcs est aujourd'hui plus important en république fédérale d'Allemagne qu'en Turquie. C'est vrai surtout des courants islamistes et intégristes. L'ayatollah turc, Çemaleddin Kaplan, qui vient de se proclamer calife, réside à Cologne, vieille ville-évêché allemande, tout comme autrefois l'ayatollah Khomeïni près de Paris.

Ces différents aspects pèsent d'un poids de plus en plus lourd sur les rapports étroits qui ont toujours existé entre Bonn et Ankara. Il en résulte une obligation particulière,

pour la politique allemande, de s'impliquer davantage dans la recherche d'une solution avec son partenaire turc.

Dans la pratique, cela signifie : adopter une attitude plus dure envers les kurdes militants tout en se montrant plus réceptif aux souhaits de la majorité pacifique de ce peuple. Cela veut dire aussi se montrer plus ferme vis-à-vis d'Ankara,

La République fédérale doit s'engager activement pour trouver une solution politique au conflit

le cas échéant en se concertant avec les autres partenaires de l'OTAN. Il ne s'agit pas de décréter un embargo sur les armes (qu'on aurait de toute façon beaucoup de mal à faire appliquer), mais on pourrait retarder la livraison du matériel militaire promis.

La République fédérale est impliquée dans le conflit kurde. Jusqu'à présent, elle s'est laissée manipuler par les deux camps, kurde et turc. Dans son propre intérêt et si elle veut se faire respecter au niveau international, elle doit maintenant s'engager activement pour trouver une solution politique au conflit. ●

turkish daily news

Friday, April 8, 1994

Ankara raps Greece for 'supporting' Kurdish terrorists

Turkish Daily News

ANKARA- Ankara summoned the Greek ambassador to Turkey in order to deplore Greece's action in allowing the opening of a the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) office in its capital, a move described by Turkey as "aiding terrorism."

"We have told the Greek ambassador to express our reaction to what we describe as a hostile action. We have also asked them to abide

by their international obligations regarding the fight against terrorism," a statement from the Turkish Foreign Ministry said.

"The opening of a PKK bureau in Athens is another concrete example that Greece has no qualms about giving support to terrorism," the statement said.

"This unfortunate act, which is made at a time when the rest of Europe realizes the truth about the PKK and bans the terrorist group, reflects the

anti-Turkish mentality of this country," it went on.

Germany last year banned the PKK, and France closed two organizations affiliated to the PKK and charged a score of Kurds with terrorist conspiracy.

Britain, Belgium and some other European countries who have not banned the PKK say that they are keeping a close eye on its activities.

Minister Çetin to Kinkel: Don't spoil bilateral ties

'Both countries should refrain from harming relations due to baseless allegations'

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin said Thursday that he would send a response letter to his German counterpart Klaus Kinkel to express confidence that "false allegations by certain circles" would not spoil bilateral ties.

Çetin's letter is a response to a written message sent by Kinkel earlier this week, urging Turkey to "abide by principles stipulated by NATO in using German military aid to Turkey." Kinkel's message was spurred by allegations that Turkey has used German-supplied tanks in the Southeast against outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) rebels. Similar allegations blew up into a full-scale crisis when Germany imposed a ban on military aid to Turkey in 1992. The crisis was resolved when Turkey wrote a letter to Germany to "document" that it would not use German-supplied weapons outside of the context of NATO. Çetin also assured Kinkel personally on the issue.

Kinkel's statements to the press had indicated that Bonn might reconsider imposing a similar ban. "But first I must have proof," Kinkel told German radio.

"The letter did not mention or hint at an embargo," Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said Wednesday.

Responding to questions on the contents of his

reply letter, Çetin explained that he had assured Kinkel that the use of German-supplied military equipment in the Southeast was out of the question.

"I have also expressed my belief that the parties would not allow baseless allegations to harm our ties," Çetin said. Diplomatic sources told the Turkish Daily News that the tone of Kinkel's letter had been "extremely careful."

"Some of the remarks are for domestic consumption," a Turkish diplomat said.

Other diplomatic observers believe that Kinkel's statements are designed to "create a balanced policy" now that German authorities are considering deporting Kurdish activists. Reuters reported from Stuttgart that German authorities on Wednesday deported an ethnic Kurd to Turkey. However, they have denied that the case marked the start of a controversial mass expulsion of Kurdish militants.

A spokesman for the Baden-Württemberg interior ministry told reporters that the Kurdish man now deported had been arrested during clashes in Mannheim, Reuters reported.

Officials in the southwestern state of Baden-Württemberg, a scene of violent protest rallies by immigrant Kurds last month, said the unnamed

man was deported because of an earlier violation that did not involve his role in the March rampages. "There is no deportation so far.

The German officials are discussing the issue among themselves," Çetin said, adding that he had not commented on the issue in his reply letter to Kinkel. German federal and state authorities have threatened to deport several Kurds arrested for violence in four days of demonstrations against German arms sales to Turkey. But expulsions for the March clashes have been held up by legal barriers and worries by German leaders over allegations by human rights groups that the Kurds faced torture in Turkey. Ankara firmly denied the allegations. "Turkey is a democratic country. Claims that those people would be tortured in Turkey is a prejudiced assumption," Turkish Justice Minister Seyfi Oktay said.

"Nobody should have any doubt that those who are deported to Turkey will be treated in accordance with the principles of state law," Oktay said. "I hope the German authorities will have sufficient common sense to ignore such attempts."

He also noted that although capital punishment existed in Turkey, it had not been carried out in the last 10 years.

8 AVRIL 1994

gamk

Affrontements entre forces turques et rebelles kurdes sur le Mont Ararat

Des affrontements très violents entre forces turques et rebelles kurdes se poursuivent depuis un mois sur le Mont Ararat, non loin des frontières de l'Arménie et de l'Iran. Selon un premier bilan, communiqué mercredi par des sources officielles turques, 67 militants du PKK et deux mili-

taires turcs auraient été tués et 6 rebelles et 2 militaires blessés au cours de ces opérations militaires.

Le préfet d'Igdir, Semsettin Uzun, a quant à lui indiqué que 20 rebelles avaient été arrêtés lors de ces opérations, déclenchées le 4 mars. Certains "terroristes", terme utilisé par les autorités turques pour désigner les rebelles kurdes du PKK, auraient pu fuir vers l'Iran, et 47 grottes servant d'abri en hiver aux maquisards kurdes auraient été détruites, toujours selon le préfet de cette ville située non loin de la frontière avec l'Arménie.

Le ministre turc de l'Intérieur, Nahit Mentese, avait affirmé le 25 mars que 2 missiles sol-air de type SAM-7 avaient été saisis dans un abri des combattants du PKK lors d'opérations militaires dans la zone enneigée de Mihtepe, à 4000 mètres d'altitude sur le Mont Ara-

rat. C'était la première fois que les forces turques saisissaient des missiles SAM du PKK. La presse turque, de son côté, a multiplié ces derniers temps les informations selon lesquelles les combattants kurdes auraient des bases de repli en Arménie. Un journal turc a même indiqué que le leader du PKK, Abdullah Ocalan, dit "Apo", résidant habituellement en Syrie, se serait installé avec des combattants kurdes du PKK depuis quelques semaines dans le corridor de Latchine, entre l'Arménie et le Karabagh, capitale dans les années 20, d'une région autonome du Kurdistan "rouge" dissoute par la suite par les autorités soviétiques.

Des affrontements entre forces turques et rebelles kurdes ont par ailleurs eu lieu plus au sud, dans la région de Bingol, où, selon la super-préfecture de Dyarbakir, chargée du maintien de l'état d'urgence, 8 autres rebelles kurdes et 2 militaires turcs auraient été tués.

Scharfe Kritik Kohls an der Justizministerin

Streit um die Kurden in der Bonner Koalition

Ko. Bonn, 8. April

Bundeskanzler Kohl hat in einem Interview mit dem ARD-Fernsehen Justizministerin Leutheusser-Schnarrenberger (FDP) wegen ihrer zunächst geäußerten Ablehnung der Abschiebung kurdischer Gewalttäter in die Türkei scharf gerügt. Die Ministerin jedoch fühlte sich missverstanden und erklärte, keinen Dissens mit Kohl feststellen zu können. Der bayrische Innenminister Beckstein wiederum erneuerte vor der Presse jetzt auch in Bonn seine Kritik an der Freien Demokratin und forderte Gesetzesänderungen mit dem Ziel, auch Landfriedensbruch, wie bisher schon Drogenhandel, als Grund für eine sofortige Abschiebung von Ausländern anzuerkennen.

Rechtswidrige Abschiebungen?

Dem Bonner Regierungschef war die Verärgerung deutlich anzumerken. Am Fernsehen reagierte er ausgesprochen heftig, als er auf die Erklärung seiner liberalen Ministerin angesprochen wurde, Abschiebungen in die Türkei, wie von Bayern nach den schweren Ausschreitungen kurdischer Extremisten auf der Autobahn bei Augsburg angeordnet, seien rechtswidrig. Frau Leutheusser-Schnarrenberger vertrete in keiner Weise die Meinung der Bundesregierung, erwiderte er, und seine schon gar nicht.

Weder in Frankreich noch in der Schweiz oder in Grossbritannien wäre es möglich, dass ausländische Gäste Autobahnen blockierten, die Menschen zu Tausenden belästigten und Polizeibeamte ihren Dienst nur unter Einsatz von Leib und Leben leisten könnten. Dies sei völlig inakzeptabel, und er sei nicht bereit, sich dem Terror irgendeiner Gruppe auf deutschen Strassen zu beugen. Die volle Schärfe des Gesetzes müsse zur Anwendung kommen. Kohl sprach sich klar für die Abschiebung gewalttätiger Kurden aus, machte aber auch die Einschränkung, dass bei Abschiebungen etwa in die Türkei unter Menschenrechtsperspektiven Schutz vor Folter und die Nichtanwendung der Todesstrafe gesichert sein müssten.

Die in aller Öffentlichkeit vom Kanzler attackierte Justizministerin schloss daraus, dass es keine Auffassungsunterschiede zwischen ihr und dem Regierungschef gebe. Kommende Woche

will Frau Leutheusser-Schnarrenberger in direktem Gespräch klären, ob es Missverständnisse gebe. Sie akzeptiere Abschiebungen nur nach sorgfältiger Einzelfallprüfung, ob dem Betroffenen daheim Folter, unmenschliche Behandlung oder die Todesstrafe drohten. Ihr Parteichef, Aussenminister Kinkel, der sich offenbar des Ungewöhnlichen einer öffentlichen Kanzlerrüge durch ein dem Koalitionspartner angehörendes Kabinettsmitglied bewusst war, nahm die Ministerin mit dem Satz in Schutz, die Kritik an ihr sei falsch und ungerecht.

Verschärfte Ausweisungspraxis geplant

Kohls sozialdemokratischer Herausforderer, der rheinland-pfälzische Ministerpräsident Scharping, hatte sich vorher schon auf die Seite des Bonner Regierungschefs geschlagen und Abschiebungen gewalttätiger Kurden in die Türkei unter den üblichen Auflagen befürwortet. Der bayrische Innenminister Beckstein liess seinen Besuch in der Bundesstadt Bonn nicht verstreichen, ohne der Justizministerin ein «Patent auf totale Ahnungslosigkeit» zu bescheinigen. Ihre Äusserungen seien einer Justizministerin absolut unwürdig.

In der Hauptsache aber setzte sich Beckstein dafür ein, die geltenden Gesetze noch in der im Herbst endenden Legislaturperiode so zu ändern, dass der Landfriedensbruch, also die Teilnahme an Gewalttätigkeiten bei der öffentliche Sicherheit gefährdenden Demonstrationen, als Grund für Ausweisung und Abschiebung ausreicht. Beckstein warnte nachdrücklich vor einer Eskalation kurdischer Gewalt in Deutschland, der es jetzt durch strenge Massnahmen vorzubeugen gelte. Er rechnete allein für Bayern mit Ausweisungen und anschliessenden Abschiebungen von insgesamt 20 kurdischen Gewalttätern, unter ihnen auch 2 asylberechtigte. Bei 490 von 500 festgestellten Personalien handle es sich um Kurden aus dem Nachbarland Baden-Württemberg. Die vorliegenden Fahndungshinweise und die Auswertung von Videoaufzeichnungen vom Tatort liessen noch zahlreiche Festnahmen von Mitgliedern der verbotenen Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) erwarten.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0147 4 I 0140 TUR /AFP-GJ22
Turquie-Kurdes
18 rebelles kurdes tués en Turquie

ISTANBUL, 10 avr (AFP) — 18 rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués pendant le weekend lors d'opérations des forces de l'ordre dans le sud-est anatolien, a rapporté l'agence Anatolie citant la super-préfecture d'état d'urgence de Diyarbakir.

Cette préfecture qui coordonne la lutte contre le PKK, a indiqué que 32 cadavres appartenant aux rebelles kurdes tués par l'armée lors de récentes opérations, ont été trouvés samedi dans la région de Lice (sous-préfecture de Diyarbakir), étant enterrés en commun vraisemblablement par leurs compagnons.

6 rebelles ont été tués samedi dans la région de Lice, selon la même source. Les 12 autres rebelles ont été abattus dans les régions montagneuses de Mus (est) et de Sirtak (sud-est).

kg/nev/mfo
AFP 101349 AVR 94

Chronique d'un génocide larvé

Dix ans que dure la guérilla du PKK contre l'Etat turc. Pour la reconnaissance de l'autonomie du Kurdistan. Constat d'une situation politique qui se radicalise. D'un côté, un Etat qui ne lésine pas sur les moyens pour sauvegarder l'intégrité de son territoire. Certain du soutien international. De l'autre, un peuple qui lutte pour sa survie et son identité. Et le PKK qui a choisi la voie extrême de la lutte armée et du terrorisme.

4 mars 1994. Six députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP), dont son président Hatip Dicle, sont arrêtés par les autorités turques puis déférés à la cour de sûreté de l'Etat. Accusés d'intelligence avec le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), ils risquent la peine de mort. Le 25 février précédent, le DEP décide de ne présenter aucun candidat aux élections municipales le 27 mars et invite ses sympathisants au boycott. Seize cadres du parti, dont un député, ont été assassinés en huit mois. Œuvre d'intimidation de l'Etat turc, gouverné par Mme Tansu Ciller.

Premier ministre depuis juin 1993, Tansu Ciller s'est engagée à régler dans les plus brefs délais le problème kurde : « Cette année 94 sera celle de l'élimination définitive du PKK ». Si fait. Début mars, le contingent militaire turc est augmenté de 150.000 hommes au Kurdistan. Les raids aériens sont multipliés.

Après dix ans d'hostilité et de guérilla, on compte 4.000 morts pour le moins, 250.000 réfugiés, 2.000 villages détruits.

12 février 94. Quatre élèves de l'école d'officiers de Tuzla (60 kilomètres d'Istanbul) sont tués dans un attentat ; vingt-sept sont blessés. L'aile militaire du PKK revendique cet acte terroriste. Plus récemment, le 2 avril, un nouvel attentat tue deux personnes au Grand Bazar d'Istanbul. Le Parti des Travailleurs du Kurdistan, d'inspiration marxiste-léniniste, radicalise ses actions.

Pourtant, son chef, Abdullah Ocalan, se dit prêt à négocier sur la base d'une solution politique. Son message adressé et lu à la conférence internationale de Bruxelles sur le problème kurde les 12 et 13 mars est une main tendue en direction d'Ankara. Il se dit prêt à discuter avec le pouvoir central et à examiner toutes les alternatives, y compris celle d'une fédération, et propose un cessez-le-feu bilatéral sous contrôle international.

L'intransigeance de la position turque soutenue par les puissances occidentales depuis que la conscience kurde revendique son identité, agite néanmoins les bonnes moralités. Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, en visite officielle à Ankara le 16 mars, « attaché à l'unité et à l'intégrité de la Turquie en tant qu'Etat et Nation », pense que « c'est toujours par le dialogue que les problèmes se règlent », rassurant le gouvernement turc « que nous ne sommes pas disposés à laisser notre pays se transformer en base arrière pour le terrorisme ». Pas en reste, Bernard Kouchner en appelle à « une paix juste et durable » pour laquelle, si elle se conclut, « nous serons les premiers à saluer le courage des dirigeants turcs » (1).

27 mars dernier, les élections municipales. Première échéance majeure pour la coalition gouvernementale au pouvoir depuis neuf mois.

21 mars, le Newroz. Date symbolique, il s'agit du nouvel an kurde. Sous contrôle médiatique international, la Turquie accueille environ quatre cents représentants d'associations, de parlements... comme observateurs (voir le témoignage de Manuel Sourd). La consultation électorale est un dur rappel à l'ordre pour le gouvernement. Les deux grosses métropoles, Istanbul et Ankara, sont gagnées par les Islamistes, le Parti de la prospérité (REFAH). A l'Est, le refah est majoritaire dans presque toutes les provinces kurdes, en l'absence du DEP.

Le Newroz se déroulera sous haute surveillance, sans incident majeur.

(1) Voir « Libération » du samedi 19 mars où Bernard Kouchner, ancien ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, et Bernard Dorin, ambassadeur de France, cosignent l'article intitulé « Halte au feu ».

Dialogue de sourds

La Turquie est sous contrôle international. Pendant huit jours, le mauvais élève de l'Europe a joué le jeu de la transparence. Plusieurs centaines de Français, d'Allemands et d'Anglais ont pu juger de la situation militaire au Kurdistan. Témoignage d'un Nivernais.

MANUEL SOURD, 22 ans, Nivernais, est mandaté comme observateur étranger au Kurdistan du 20 au 28 mars par le Collectif pour l'égalité des droits et contre le racisme. Mission : constater le bon déroulement du nouvel an kurde, le Newroz, le 21 mars, et des élections municipales le 27 mars à Diyarbakir, la capitale et ses environs. Représentants d'associations humanitaires et étudiantes, parlementaires allemands et de la Chambre des Lords anglaise sont là. Soit quelque trois cents Européens. Parmi eux, Manuel Sourd, Nivernais, de la région de Contigny.

Le Journal du Centre. — Avez-vous eu toute liberté dans vos déplacements ?

Manuel Sourd. — Nous étions toujours encadrés par des policiers en civil et des protecteurs de village. Ce sont des volontaires loyalistes kurdes engagés dans des milices locales à la solde de l'armée turque. Ils s'engagent pour cinq millions de livres turques mensuels, soient environ 1.200 F. Les convois d'observateurs étaient escortés généralement de deux blindés, un derrière, un devant.

J. du C. — Pas d'incidents avec les militaires ?

M.S. — Si le deuxième jour nous

avons été arrêtés à 25 km de Diyarbakir en direction de Bismil, emmenés à la caserne et interrogés. « Les déplacements sont libres ; la Turquie est un pays démocratique », insistait le chef militaire de la caserne. Néanmoins, deux camions nous ont accompagné pour le reste du trajet, « pour notre sécurité » nous a assuré le capitaine. Bis le lendemain en direction de Kulp. Nous n'avions soit-disant pas d'autorisation. Là les militaires nous ont escorté jusqu'à la ville, où il a été impossible de communiquer avec la population.

Plus grave, le 24 mars à Lice. Des voyageurs du premier des deux

bus affrétés ont pris des photos d'un hélicoptère qui bombardait un village. Nous avons tous été embarqués en caserne. Certaines personnes fouillées et molestées. Après deux ou trois heures, la délégation a été libérée, sauf notre interprète turc. Sous la pression du représentant de la Chambre des Lords, tout a pu rentrer dans l'ordre. Nous avons été reconduits à notre hôtel, sous escorte blindée.

J. du C. — Les populations kurdes sont-elles déplacées ?

M.S. — L'exode est massif. Des dizaines de villages ont été détruits dans la région de Diyarbakir. Ceux qui ne le sont pas ont été désertés, ou presque. Diyarbakir compte officiellement un million d'habitants. Aujourd'hui avec l'exode, sa population a doublé, voir triplé. De même à Bismil où plus de trente-cinq mille Kurdes se sont réfugiés. A Lice, 516^e de la population est partie. 250 magasins et 300 maisons ont été détruites.

J. du C. — Quel est l'état sanitaire de la région ?

M.S. — J'ai visité le dispensaire

de Bismil. La population souffre de parasitoses. Aucune mesure de salubrité n'est prise. Il n'y a pas d'eau ; pas de vaccinations, non par manque de vaccins, mais faute de personnel. Les salles de chirurgie sont équipées, mais il n'y a pas de chirurgiens. Quant au nombre de blessés par balles soignés à l'hôpital, le médecin est resté très discret.

J. du C. — Comment la population kurde a-t-elle fêté le Nouvel An ?

M.S. — Malgré les représailles et les brimades quotidiennes, la culture kurde reste très vivante. Dans ce contexte de génocide culturel — la langue kurde est interdite à l'école, dans les administrations... — le peuple a célébré symboliquement, par le Newroz, son identité irréductible. J'ai vu des enfants chanter des chants kurdes pour l'autonomie du Kurdistan à Bismil. Les flics ont pris des photos, mais ne sont pas intervenus.



A Bismil, plusieurs blindés de fabrication allemande quadrillent les rues. Pour ce qui est des armes légères, les soldats turcs sont équipés de fusils d'assaut M16 américains, de kalachnikov et de mitraillettes turques.

J. du C. — Les élections ont-elles eu à souffrir de pressions, soit gouvernemental, soit du PKK ?

M.S. — Voter est obligatoire. Les récalcitrants payent une amende. A Hilvan, des gens ont été contraints de monter dans un car de police pour aller voter. Dans cette même ville, j'ai rencontré un vieil homme « qui ne voulait pas aller voter, même si on devait lui couper la tête ». Il avait été torturé à l'électricité. Et il disait, « les gens du PKK, ce sont des gens d'ici, nés ici qui ont leur vie ici ». Et non des Arméniens qui veulent déstabiliser la Turquie, comme le prétend la thèse officielle.

J. du C. — Ta plus grosse émotion ?

M.S. — Deux petites filles qui m'ont pris par la main pour me montrer leur maison en ruine. A ce moment est passé un hélicoptère. Elles étaient terrifiées et sont parties en courant.



La mairie de Lice a brûlé la nuit du 22 octobre

Propos recueillis
par Eric BONNET

TURQUIE

La situation n'a jamais été aussi grave pour les Kurdes

Une délégation suisse a observé les élections municipales au Kurdistan. Elles n'auraient rien de démocratiques.

Il y a véritablement urgence au Kurdistan turc. Tous les témoins et acteurs de cette tragédie, rassemblés hier sous les auspices de la toute jeune Coordination de soutien au peuple kurde (COSPEK), se sont accordés à souligner que la situation n'a jamais été aussi grave qu'aujourd'hui. De plus, tout pousse à croire que les tensions iront en s'aggravant, car l'armée turque se prépare à une grande offensive ce printemps. Du 17 au 29 mars, une délégation suisse de 23 membres s'est rendue dans cette région du sud-est de la Turquie afin de suivre le déroulement des élections municipales. Elle avait répondu - ainsi que 600 personnes de toute l'Europe - à l'invitation faite par l'IHD, l'Association des droits de l'homme en Turquie.

«Les quatre premiers jours, nous étions si isolés par l'action des forces de sécurité que nous n'avons pu rencontrer personne», raconte une participante à ce voyage, M^{me} Felicitas Huggenberger. «Ensuite, notre entretien avec le président et le vice-président de l'IHD n'a duré que cinq minutes, après lesquelles ces deux personnes furent arrêtées et détenues deux jours.» Selon elle, la délégation était suivie et filmée en permanence et ceux qui prenaient contact avec elle étaient inmanquablement arrêtés. Le groupe helvétique a également subi les contraintes policières: trois arrestations, saisies des passeports, obligations fréquentes de rester à l'hôtel (sans aucun contact possible avec l'extérieur).

PAS DÉMOCRATIQUES

Quant au déroulement des élections municipales, il ne semblait pas correspondre aux critères démocratiques. Un exemple rapporté par M^{me} Felicitas Huggenberger: les 70 électeurs d'un village n'ont eu droit qu'à 30 bulletins de vote, bien que la participation aux élections soit obligatoire. Les militaires sont omniprésents, surtout à côté des votants - qui ne jouissent pas d'isoloirs - des urnes et des préposés au dépouillement. «Même les personnes élues par le peuple n'ont rien à dire; ce sont les forces de sécurité qui dirigent», commente-elle. «Nous avons constaté que l'interprétation extensive de la loi d'urgence viole tous les droits de l'homme. La délégation suisse exige que nos autorités fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour que cesse cette situation.»

Selon le journaliste et membre du Centre d'études kurdes et de rencontres orientales (CEKRO) M. Alain Maillard, ce conflit est aussi meurtrier que celui de la Bosnie. Il est pourtant moins médiatisé car il est non seulement considéré comme un conflit intérieur (pour lesquels, en général, on accorde moins d'attention), mais également à cause des blocages subis par la presse. De retour d'une mission d'évaluation pour l'organisation Reporters sans frontières, il fait le terrible constat d'une presse muselée de toutes parts. «Les forces de l'ordre harcèlent les journalistes, par des agressions physiques et même des meurtres», ra-

LE COURRIER • VENDREDI 8 AVRIL 1994

conte-il. «D'un côté la presse est sous la pression des militaires, de l'autre, sous celle du PKK (Parti communiste du Kurdistan, ndlr). Ainsi, elle ne peut être que partisane.»

VILLAGES DÉTRUITS

Selon ce journaliste, la situation n'a jamais été aussi grave. Les villages sont détruits par centaines et les populations paysannes s'entassent dans les villes. «On voit revenir la négation de l'identité kurde. Toute personne qui émet un soutien à cette cause est accusée de participation au terrorisme.» Il accuse également le Gouvernement du premier ministre M^{me} Tansu Ciller, qui donne une véritable carte blanche aux militaires pour «résoudre» le conflit.

UNION DES FORCES

Pour Christian Brunier, membre du Parti socialiste genevois et de la COSPEK, «il est faux de dire que la Suisse ne peut rien faire. A travers les relations diplomatiques et commerciales, il est possible de faire pression sur le Gouvernement turc. D'autant plus que ce pays veut s'offrir une façade respectable pour entrer dans l'Union européenne.» Du côté de la société civile, la réunion des forces est une réalité par la création au mois de février de la COSPEK, qui réunit déjà une dizaine d'associations. Avec pour objectif de favoriser la diffusion d'informations sur le Kurdistan, de dénoncer les violations des droits de l'homme dans cette région, ou encore de susciter des interventions de la part des organisations nationales et internationales du domaine des droits de l'homme.

DENIS INKEI

Saturday, April 9, 1994

turkish daily news

Turco-German arms debate gathers steam

Öymen goes to German Foreign Ministry to voice Turkey's reaction after suspension of shipment

Turkish Daily News

ANKARA- Ankara reacted angrily to a German decision that temporarily suspends arms shipment after reports by human rights activists that the weapons were being used to combat PKK (the outlawed Kurdistan Workers' Party) militants.

After an extensive phone conversation between Turkish and German foreign ministers late Thursday, Turkish Ambassador to Bonn Onur Öymen went to the German Foreign Ministry Friday to express Turkish dissatisfaction.

Öymen told German Foreign Minister Dieter Kastrup that Turkey called for "a speedy solution through diplomatic means."

Assuring the German side that German weapons were not used in the southeast, Öymen said: "Allies should trust each other. Such allegations have no basis. What we expect from you is to find a speedy solution through diplomatic means and dialogue between us."

Turkish officials in Ankara have described the action as "one brought about by internal political concerns and the fact that it is an election year."

Çetin reportedly told Kinkel that the excellent ties enjoyed by the two

countries should not be sacrificed to domestic concerns and allegations by third parties who wanted to harm relations.

"It is not good to act in a way that appears to support terrorism," Çetin told Kinkel. Kinkel, in turn, assured Çetin that his country placed great importance on bilateral ties and "pay the utmost care" to prevent a breach.

Germany had imposed an embargo on Turkey in 1992, which escalated into a full-fledged crisis, particularly after Turkey responded by threats of reviewing German defense projects. Ankara reminded Germany of this past move. "It should be noted that both sides benefited politically and

economically from our military cooperation. .. Both sides should take measures to prevent its deterioration," Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said Wednesday.

Çetin gave no signal of a hard-line to Germany Friday noon. He merely said that Turkey would do "what is in line with its national interest and honor."

He declined to comment on a statement by Defense Minister Mehmet Gölhan, who had noted that Turkey may just give back German arms. But asked whether such an act was under discussion at government level, Çetin responded negatively.

But a repetition of the 1992 crisis appeared to be of concern to the United States. Turkish Radio and Television Corporation (TRT) quoted a Washington official, who declined to be named, who urged that the problem be solved without creating tensions between the two NATO partners. Turkish and German sources have told the TDN that the freeze would be used as an opportunity for Bonn to check the accuracy of the reports that the German-supplied arms are used in the southeast.

"If we have evidence that they are not used, the decision will be reviewed," Kinkel was quoted by the Anatolian news agency as telling Çetin.

Çetin, speaking on Turkish state television, said: "Kinkel said the problem would

be discussed in government...and smoothed over.

"Turkey is facing terror but it will resolve this within a democratic framework. Outside help for the PKK can hurt ties," he added. Çetin told Kinkel in his letter that Turkish forces in the southeast were using Russian-bought BTR-60 and BTR-80s and not German armored cars.

The German arms whose delivery is stopped are 16 RF-4 fighter planes, which were to be delivered under a deal dating back to the Gulf War against Iraq in 1991.

The government said a shipment of military spare parts and aiming equipment planned for April 12 had been put off until Bonn determines whether Turkey is sticking to previous promises not to use German weapons against the Kurds.

Once the remaining 16 Phantom jets are delivered to fulfill promises made during the Gulf War, Germany has no plans for more arms shipments to Turkey, Defense Ministry sources said. The sources, speaking on condition of anonymity, said shipments of components for air defense systems, ammunition, radar parts and power supply units also have been suspended. Turkey has already received 30 Phantoms, 100 Leopard I tanks, 187 armored personnel carriers and other armor.

"It is not the military equipment that is

our concern at this stage, it is the political dimension (of this decision)," Çetin told reporters.

The German decision to freeze the shipment of military equipment coincides with heated debate on deportation of Turkish Kurds who took part in violent protests in Germany. Chancellor Helmut Kohl has called Thursday for their deportation. "I am not prepared to bow to terror in the streets from any group. If they are Kurds who come to us with Turkish passports, they have to realize what the consequences are," Kohl said in excerpts of a television interview to be broadcast on Friday.

German authorities ordered the expulsion of several Kurds arrested after the protests, but the deportations have been held up by legal barriers and worries about allegations of torture in Turkey.

Çetin and Justice Minister Seyfi Oktay have both declared that "subjection to torture" was out of the question. "But if the Germans have any concerns, we can sit down and discuss this," Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said.

A decision by the state of Bavaria to start sending PKK militants back to Turkey has brought criticism even from the ranks of Kohl's government, including Justice Minister Sabine Leutheusser-Schnarrenberger.

TDN barred by Turkish military from Freeman's press conference

Turkish Daily News reporter refused entry to Chief of Staff headquarters as part of arbitrary practice

Turkish Daily News

ANKARA- The office of the Turkish Chief of Staff on Friday prevented a Turkish Daily News correspondent from covering the press conference of U.S. Assistant Secretary of Defense Charles Freeman, who was at the Chief of Staff's headquarters for a meeting with his Turkish counterpart Gen. Ahmet Çörekci. This was the third time over the past year that a TDN reporter was prevented, without sufficient explanation, from entering the Chief of Staff's headquarters during news coverage.

On Friday morning, military officials allowed all journalists into the compound but told the TDN reporter that he would not be allowed to enter.

Asked for an explanation on the issue, Chief of Staff spokesman Col. Doğu Silahçioğlu first criticised the TDN for trying to cover a press conference "without being invited there."

The colonel told the TDN on the telephone, "Such press conferences are always with invitation and we did not invite you." Asked whether this attitude against the TDN would continue, Silahçioğlu said, "I did not say anything for the future."

Despite Silahçioğlu's insufficient explanation, a senior military officer told the TDN the same day that by taking such an attitude on different occasions, Turkey was "stabbing itself" and failing to explain its views and position to the outside world.

The senior general, who asked not to be identified, said the Turkish military sought ways to have its views heard on the international platform and he could "not understand the mentality behind this attitude" taken against this newspaper, which President Süleyman Demirel recently described as "Turkey's window to the world."

The TDN was invited to the press conference by the United States Information Service (USIS), which informed it in writing of Freeman's contacts.

During several occasions in the past, TDN reporters were banned entrance to the Chief of Staff's headquarters without explanation.

News sources said this attitude was also observed against other media organs such as the popular 32nd Day program, which are also known for their objectivity but have touched controversial issues.

Saturday, April 9, 1994

turkish daily news

US promises to continue arms shipment

Turkish Daily News

ANKARA- Ankara's dissatisfaction with Germany's decision to suspend arms shipment was partly compensated by a renewed promise from Washington to continue transferring military equipment to Turkey Friday. "Turkey will be given high priority for excess defence equipment under the southern region amendment," Charles Freeman, assistant secretary of defence said at a conference in Ankara, wire dispatches reported.

Freeman took part in three days of High Level Defence Group (HLDG) talks in Ankara with Turkish officials on joint defence issues. "The meetings with the Turkish officials have helped us to understand the Turkish security forces' fight against

terrorism, and the measures they took in respect of human rights, while fighting against terrorism," Freeman said. "We certainly consider the PKK a terrorist group."

"We are looking for a greater contribution to Turkey in the NATO context and bilaterally," he added.

He reminded reporters that the United States had given large quantities of arms to Turkey in the past, without any restrictions additional to those imposed on all recipient countries.

"I see no reason why that situation should change." Under the southern region amendment approved by the U.S. Congress, excess arms, following U.S. military cuts, are given to Turkey, Greece and Portugal at only reparation, revision and transfer costs.

Freeman said that although the matter had not been finalized in Washington, it was likely that Turkey would be given the tanker planes which it sought, as well as other military hardware.

Under the same scheme, 100 Cobra helicopters were assigned to Turkey in 1993.

Because of its enhanced military capability and the increased importance of the region, Turkey could "no longer be anyone's junior partner in a security partnership. Our relations are adapting accordingly," he said.

He described Turkey as lying at the center of three "political fault lines": the Balkans, the Caucasus, and the Middle East and the Gulf.

Bilateral ties had grown even closer after the end of the Cold War because of an "extraordinary number of challenges surrounding Turkey," Freeman said.

"I expect defence and military cooperation to flourish in the decades to come ... Turkish-U.S. relations are healthier and stronger than ever."

He added that the United States welcomed the defense industry cooperation between Turkey and Israel.

PKK raids hamlet and sets fire to 18 houses

Turkish Daily News

ANKARA- Militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) raided a hamlet in the Kulp district of Diyarbakır late Thursday night and torched 18 houses, the Anatolia news agency said on Friday.

The agency said the terrorists came to the Tur hamlet of Islam village and gathered the locals into a mosque. After making a speech advocating an independent Kurdistan, they then set fire to the houses and left.

Local officials, including Emergency Law Regional Governor Ünal Erkan and Diyarbakır governor İbrahim Şahin, went to the hamlet by helicopter on Friday and promised the villagers that their homes would be restored.

Meanwhile, Turkish troops in a major crackdown on separatist terrorists over the past four days reportedly killed over 40 militants of the PKK.

A statement issued by the Emergency Law Regional Governor's office in Diyarbakır said a major clash took place in Bitlis province late Wednesday after security forces received information related to a PKK hideout near the Kalemtepe area of Sankonak village.

The private ATV television had said on Thursday night that a total of 72 terrorists and six soldiers were killed in the clash but Friday's statement put the terrorist death toll at 30 and added that seven soldiers were killed and four security personnel were wounded.

Fourteen other separatists were killed in various clashes in Diyarbakır and Mardin provinces on Thursday, according to the regional governor's office.

The statement said that in a separate clash in Bingöl, four terrorists had been killed.

Grenade wounds 15

In another development on Friday, a grenade explosion in the southern city of Adana wounded 15 people. Anatolia said a soldier on leave had the grenade on him, which he accidentally dropped near the historical Tasköprü district of the city. The soldier, along with 14 other people, were wounded in the incident. There was no explanation as to how and why the off-duty soldier was armed with a grenade and what he aimed to do with it. Recently there have been increasing attacks on Kurdish activists in Adana by unidentified circles.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0241 4 I 0233 RFA /AFP-DL60

Allemagne-Kurdes

Manifestation à Bonn de plusieurs milliers de femmes kurdes

BONN, 9 avr (AFP) — Plusieurs milliers de femmes kurdes ont manifesté samedi à Bonn pour protester contre l'expulsion de Kurdes accusés de violences en Allemagne, a-t-on appris de sources concordantes.

Quelque 10.000 femmes et enfants, selon les organisateurs, et 5.000 selon la police, ont commencé à défiler en fin de matinée dans le centre de Bonn. Les manifestantes protestaient contre l'expulsion vers la Turquie de Kurdes tenus pour responsables de violents incidents lors de manifestations en Allemagne à l'occasion du Newroz, le Nouvel an kurde, le 21 mars.

Elles manifestaient également contre la politique de répression du gouvernement turc contre la minorité kurde et l'attitude du gouvernement allemand envers celui d'Ankara.

Plusieurs centaines de procédures judiciaires ont été ouvertes contre des Kurdes à la suite des manifestations du Newroz. De nombreuses autoroutes allemandes avaient été bloquées et cinq Kurdes avaient tenté de s'immoler par le feu. Deux femmes avaient succombé à leurs blessures. Les autorités de Bavière ont annoncé leur intention d'expulser vers la Turquie une vingtaine de Kurdes.

Des responsables des grands partis se sont par ailleurs prononcés contre une adhésion de la Turquie à l'Union européenne en raison de la politique d'Ankara envers les Kurdes.

mlm/bm

AFP 091649 AVR 94

Sunday, April 10, 1994

turkish daily news

Kurds demonstrate in Bonn

Anatolia/Associated Press

BONN, Germany- About 3,000 Kurdish women and children demonstrated Saturday in downtown Bonn against plans to deport separatist Kurds involved in violent protests to Turkey. Previous violent demonstrations, in which Kurdish men lay burning tires on the superhighways and several people set fire to themselves, led Chancellor Helmut Kohl on Friday to warn of deportations.

Officials are walking a tight-rope between outrage over the violent protests and the moral suasion of rights activists who say Germany has a special responsibility toward oppressed minorities and allege that deported Kurds would face death or torture in Turkey.

Germany suspended its billion-dollar arms sales to Turkey on Thursday while checking reports the Turks were illegally using German armored personnel carriers to put down Kurdish separatism. Turkey has denied the reports.

At the same time, the conservative government of Bavaria state announced it would begin expelling Kurds charged

with trespassing during banned demonstrations. Germany in November banned the 6,000-strong Kurdish Workers' Party after a series of attacks on Turkish businesses and consulates in Germany.

Elisabeth Koehler, a state legislator of the left-wing Greens party, lodged a criminal complaint Friday against Bavaria's top cop, Guenther Beckstein.

She charged him with attempted manslaughter and assault alleging that the Kurds he wants to deport would face torture at home.

A few dozen Kurds have been kicked out this year but the prospects of a mass expulsion are slim, according to police officials speaking on condition of anonymity. They characterize much of the debate as election-year posturing aimed at right-wing voters worried about crime by foreigners. Rudolf Scharping, the liberal Social Democrats' candidate for chancellor in the Oct. 16 election, said Friday that violent Kurds should be expelled "as long as there are assurances they won't be mishandled in Turkey."

Kohl said the same in an interview with ARD television.

Från Kurdistan till riksdagen

Nalin Baksi är ett nytt socialdemokratiskt namn inför höstens val

Av JANKANTOR

**Sjuksköterskan och Tens-
tabon Nalin Baksi fick
långa och varma applåder
sedan hon placerats på
nionde, och sannolikt val-
bar, plats på socialdemo-
kraternas riksdagslista
för Stockholms stad.**

- Jag är inte den perfekta politikern och tänker inte heller bli det, förklarade Nalin Baksi påtagligt omtumlad efter en utdragen debatt i Folkets hus på lördagen.

Arbetarkommunens styrelse hade föreslagit henne som nionde namn, men kvinnoförbundet och en del andra ombud förespråkade s-kvinnornas ordförande Inger Segelström.

Efter en lång och bitvis intensiv debatt gick årsmötet på styrelsens förslag och placerade Nalin Baksi på nionde och Inger Segelström på elfte plats.

"Bästa förslaget"

Socialdemokraternas ordförande i Stockholm Mats Hulth menade att Nalin Baksi var det bästa förslaget på hela riksdagslistan.

- Det vore ett nederlag för både demokratin och socialdemokratin om Nalin petades ner. Invandrarna i Stockholm utgör 20 procent av invånarna, vilket vi bör ha i tankarna, sade Hulth och beskrev Nalin Baksi som en stjärna det lyser om.

Nalin Baksi själv tyckte att uppståndelsen och debatten kring hennes person mest var pinsam. Hon ville inte, som debatten kom att utveckla sig, bli ställd mot en annan kvinna. Men eftersom hon i partiets rådgivande försöksval till riksdagslistan kommit på åttonde plats, kände hon ett starkt medlemsstöd i Stockholm.

- Utan det stödet hade jag aldrig ställt upp. Jag vet att jag kan få stor betydelse för många invandrare och ungdomar. Och jag hoppas att man inte nominerat mig för att jag är invandrare utan för mina åsikters skull.

Nalin Baksi är 26 år, mus-

limsk trosbekännare och bosatt i invandrarförorten Tenssta. Sedan några år arbetar hon som sjuksköterska på ett servicehus för äldre i grannstadsdelen Rinkeby. 1980 kom hon som 11-åring med familjen till Sverige från Kurdistan.

EU-motståndare

Hon är EU-motståndare och aktiv SSU-are. Parallellt med arbetet som sjuksköterska och politiker ägnar hon sig två gånger i veckan åt läsläsning med ungdomar i Tensta och Rinkeby. Detta är något hon tänker fortsätta med även om hon väljs in i riksdagen.

- Att ha den kontakten kvar betyder mycket när man ska träffa alla träkmän i riksdagen, säger hon med ett lätt skratt.

Hon tror att det kan bli svårt att motsvara de högt ställda förväntningar många har på henne.

- Jag ska inte bara företräda ungdomarna och invandrarna utan i minst lika hög grad mitt parti. Det känns en smula jobbigt, måste jag erkänna. Men jag kan inte göra mer än mitt bästa, förklarar hon och får en varm kram av riksdagsledamoten Maj Britt Theorin.

Trots att förre Metallordföranden Leif "Blomman" Blomberg, som sitter i socialdemokraternas verkställande utskott och av många betraktas som given minister i en eventuell s-regering efter valet, kom på sjätte plats i försöksvalet återfinns han inte ens bland de 40 namnen på riksdagslistan. Några ombud menade under debatten att han är välkänd och respekterad och därför borde placeras på valbar plats. Men de fick inte gehör för sina åsikter hos årsmötet.

DN har sökt Leif Blomberg för en kommentar utan att lyckas. Han uppgavs vara på fjällresa.

Socialdemokraterna i Stockholm har för närvarande åtta platser i riksdagen. Att döma av opinionsmätningarna går



Foto: LARS NYMAN

På valbar plats. Nalin Baksi kom till Sverige som 11-åring.

de framåt och ökar antalet mandat. Det betyder att Nalin Baksi och även Juan Fonseca har stor chans att bli invalda.

Den senare har gjort en uppmärksammas namninsamling för sin egen kandidatur. Tar de plats i riksdagen betyder detta två nya riksdagsledamöter med invandrarbakgrund från Stockholms stad.

Sahlin toppar

Riksdagslistan i övrigt domineras på de tolv första platserna av etablerade politiker, och har följande sammansättning:

1. partisekreterare Mona Sahlin
2. riksdagsledamot Mats Hellström
3. riksdagsledamot Maj Britt Theorin
4. riksdagsledamot Bengt Lindqvist
5. riksdagsledamot Sylvia Lindgren
6. Metalllettans ordförande Sven-Åke Nygårds
7. TCO-ekonomen Kristina Persson
8. förre borgarrådet Ingemar Josefsson
9. Nalin Baksi
10. Folkets hus-föreståndare Juan Fonseca
11. miljösekreterare Inger Segelström
12. försäljare Anders Ygeman.

Välkända socialdemokrater som Sven Britton, Per-Olof Edin, Sten Johansson och Lars Ulvenstam hamnar längre ner. □

Flykting förnyar s inför valrörelse

● Hon vill inte bli uppmärksammas för det faktum att hon är kvinna, ung och invandrare, utan respekterad för sina åsikters skull. Sjuksköterskan Nalin Baksi, 26 år, kom till Sverige 1980 som kurdisk flykting från Turkiet. Som fyraåring bar hon förbjudna kurdiska böcker under tröjan tillsammans med sin bror och som 11-åring började hon engagera sig politiskt. Socialdemokrat var hon innan hon kom till Sverige.

Med Nalin Baksis hjälp skall socialdemokraterna i Stockholms arbetarekommun visa att de menar allvar med att släppa fram en förnyelse inom partiet. På lördagen valdes hon in på nionde plats på arbetare-

kommunens riksdagslista. I dag sitter de åtta första namnen på förra årets lista i riksdagen. Av invånarna i Stockholms stad har 20 procent invandrarbakgrund.

– Jag som broderskapare argumenterar för en muslim, jag som EU-förespråkare argumenterar för en EU-motståndare och jag som kille argumenterar för en tjej. Det gör jag för att Nalin är Nalin och för att hon är oersättlig. Gör riksdagen den tjänsten att skicka dit Nalin Baksi.

Den uppmaningen riktade Greger Hatt till Stockholms arbetarekommuns distriktkongress. Utanför salen satt Nalin Baksi själv och gladdes åt den formuleringen, att en kristen man som är för EU röstar på henne.

– Det visar att det är högt i tak inom socialdemokratin, sade Nalin Baksi.

Vanlig måndag

På måndag går hon som vanligt till jobbet på servicehuset i Rinkeby.

– Jag har arbetat heltid där och på heltid med politiken, så om jag kommer in i riksdagen blir det ganska lugnt, sade hon skämtsamt.

Läsläsningen en gång i

veckan med skolungdomarna i Tensta tänker hon dock inte ge avkall på hur mycket riksdagskvinna hon än blir.

– Jag är inte den perfekta politikern och vill heller inte bli det, sade Nalin Baksi.

Helt komplikationsfritt gick dock valet av henne. Socialdemokratiska kvinnodistriktet i Stockholm valde att plädera för att distriktets ordförande Inger Segelström borde väljas på Nalin Baksis plats nummer nio, i stället för som på styrelsens förslag nummer elva.

– Vad tror ni att det kommer det att stå i pressen i morgon om det blir som ni vill? "Socialdemokraterna petar ner invandrarna på listan", förutspådde Jan Qvarzell, ordförande i Tensta socialdemokratiska förening.

Praktisk erfarenhet

Bertil Karlberg, sekreterare i Stockholms arbetarekommun, menade att Nalin Baksi bryter en trend med yrkespolitiker och att hon med sin praktiska förankring i verkligheten står för något som Sveriges riksdag annars saknar.

De tio första namnen på den socialdemokratiska

riksdagslistan för Stockholm är: Mona Sahlin, Mats Hellström, Maj Britt Theorin, Bengt Lindqvist, Sylvia Lindgren, Sven-Åke Nygårds, Kristina Persson, Ingemar Josefsson, Nalin Baksi och Juan Fonseca. Den sistnämnde sitter i Stockholms kommunfullmäktige och tillhör också kategorin "med invandrarbakgrund", men kom helt i skymundan av valet av Nalin Baksi. Nikos Papadopoulos flyttades upp från en föreslagen 20:e plats till 14:e plats på listan.

Lista utan "Blomman"

Leif "Blomman" Blomberg, tidigare ordförande i Metallarbetareförbundet, fanns inte med på förslaget till riksdagslista, trots att hans namn nämns som en trolig minister om socialdemokraterna vinner valet. Det blev votering om huruvida Leif Blomberg skulle ersätta Sven-Åke Nygårds på sjätte plats och diskussionen kom även upp vid Bengt Lindqvists fjärde plats, men styrelsens förslag röstades igenom. Leif Blomberg själv var inte närvarande.

CHRISTINA NORD

Turkish ambassador:

We don't need German arms for domestic security

Turkish Daily News

ANKARA- In the wake of Turco-German tensions resulting from Bonn's decision to suspend arms shipments to Turkey, Ambassador Onur Öymen declared that Turkey "did not need German arms for domestic security."

"Turkey produces better and more sophisticated arms (than the ones given by Germany). But we are not talking about a people's war. This is the struggle of an independent nation against a terrorist group which kills civilians," Öymen told a news program on private television channel NTV.

Öymen has discussed the German decision with German Foreign Ministry Undersecretary Dieter Kastrup, as well as with German government spokesman Dieter Vogel.

Öymen, in line with the official Turkish stance — stressed in Ankara by Foreign Minister Hikmet Çetin — said that Turco-German relations were just too important to be sacrificed to domestic politics.

Turkish official circles say that the German decision — made jointly by the Federal Chancellorship, with the Defense and Foreign ministries — is mainly for "domestic consumption," as it has taken place in an election year.

But Ankara is still irked by the statements of German Social Democrat Party (SPD) spokesman, who has declared that should his party come to power next fall, the transfer of military equipment would be immediately stopped. A spokesman

for Kohl's Christian Democratic Union (CDU) has also noted that military aid to Turkey would be brought to the Bundestag's Foreign Relations Commission.

"I very much resent the German decision," Foreign Minister Çetin said over the weekend, adding that the decision to suspend shipments could not be regarded as an embargo.

"It is a temporary suspension of the transfer of military materiel, which the German side says should not influence overall relations," Çetin said. However, he expressed regret that such a decision had been reached in spite of Turkey's assurance that the German-purchased arms were not being used in the Southeast.

"It is very easy to damage relations, but very difficult to put them right," Çetin reportedly told his German counterpart, Klaus Kinkel, in a phone conversation Thursday.

turkish daily news

April 11, 1994

April 11, 1994

turkish daily news

Even with allied cover, Kurds fear Saddam 'If the United Nations mandate is lifted, it will mean genocide for the Kurds'

By Katarina Bjarvall

Associated Press Writer

ERBIL, Iraq - Abdullah Goran's stone house on the edge of the rebel Kurdish statelet-in-the-making in northern Iraq needs repairs, but he doesn't fix it even though he has plenty of money.

"What's the use?" the 60-year-old landowner said in the town of Bararesh. "Saddam Hussein might come back one day." Goran, clad in traditional red-and-white turban and baggy pants, sat before a dank, mildewed wall hung with framed photographs of himself and his friends. The roof leaked and strips of peeling white paint dangled from the ceiling.

Less than a mile away, across the green flatlands of northern Iraq, Saddam's troops are dug in with tanks and artillery along the 36th parallel, the southern boundary of the self-governing Kurdish enclave.

The enclave is a constant affront to the Iraqi leader, whose forces have killed an estimated 200,000 Kurds in his 20-year campaign to crush them.

Many of the estimated 3 million Kurds in the enclave are as uncertain of the future as Goran, even as they build a new state after a half-century of fighting for a homeland.

Goran is afraid to take his Swedish tractors onto land near the line. Twice, he has abandoned his home because of Saddam's scorched-earth campaigns.

The U.S.-led allies established the enclave as a haven for the Kurds, to keep Saddam from taking revenge for an uprising after his 1991 Gulf War defeat.

The zone is protected by allied warplanes based in Turkey and helped by \$150 million in U.N. aid. But it is a

precarious existence under constant threat from Saddam, known here simply as "The Beast."

In recent days, he has reinforced his northern army to an estimated strength of 100,000, including at least one division of his elite Republican Guard.

Although officials in Baghdad describe the military movements as mere training exercises, the Kurdish chief of security, Karim Sanjari, said, "We believe Saddam wants to move against us, but we don't know when."

"Many people have already packed their bags and are ready to run if anything happens," said Hoshiyar Zebari, a senior official of the Kurdistan Democratic Party.

Increasingly, the enclave is coming to resemble an independent state, with a 15-member government and a 105-seat parliament elected in 1992.

About 20 million Kurds, a people of Indo-European origin, are spread across Iraq, Iran, Turkey and Syria. Half a million still are under Baghdad's control, but the rest of Iraq's Kurds lie in the 19,300-square-mile (50,000-square-kilometer) enclave.

David Phillips, president of the U.S. Congressional Human Rights Foundation, reported after a recent visit: "Democratic institutions have taken root ... but without a continued commitment from the international community, Saddam is poised to launch new attacks."

The Kurds, about one-fifth of Iraq's population, know they are vulnerable.

There may be allied warplanes in Turkey, but no allied troops are at hand to support the 30,000 guerrilla fighters, who have no heavy weapons.

Massoud Barzani, a Kurdish leader whose father was the

legendary guerrilla chief Mustafa Barzani, told the Associated Press: "If the U.N. mandate is lifted, it will mean genocide for the Kurds."

The international community gives us no support. They've sold weapons to Iraq and these are being used against us."

The Kurds have a long history of betrayal by Western and regional powers. They feel abandoned now, despite the air cover, because the West has not removed Saddam or provided enough economic aid.

They make no secret of their desire for complete independence, but their leaders speak in public only of an autonomous Kurdistan within an Iraqi federal system.

They know creating an independent state would antagonize Iran, Turkey and Syria, all of which are grappling with separatist ethnic Kurds.

"Things are better now because we're free," Ramziyeh Hassan said as she fed her seven children a sparse meal of tomatoes, cucumbers and yogurt mixed with water at her home in Zakho, near Turkey. "All we have are economic problems. We hope we'll be completely free one day. God willing."

One of the biggest problems is a double trade embargo. As part of Iraq, Kurds suffer the U.N. sanctions imposed after Saddam invaded Kuwait in 1990. In October 1991, Saddam put his own blockade on the Kurdish zone as part of a war of nerves that includes shelling, bombing and sabotage.

Iraqi security forces harass Kurds who live in northern areas outside the enclave and more refugees arrive each day, telling of arbitrary arrests, brutality and killings.

Herald INTERNATIONAL **Tribune**

TUESDAY, APRIL 12, 1994

AN APPEAL TO SUSPEND TURKEY FROM THE COUNCIL OF EUROPE

The undersigned Non-Governmental Organizations are indignant and shocked by the arrest and prosecution of six Kurdish deputies of the Turkish Parliament for "separatist" opinions (which, under Article 125 of the Turkish penal code incur the death penalty), and by legal proceedings to ban the Democracy Party (DEP) to which they belong. Persecution of the Kurds' elected representatives is accompanied by an intensification of the war in the Kurdish provinces. On the pretext of fighting terrorism, Turkish forces have evacuated and burned down at least 874 villages, destroyed six towns, bombed the forests, massacred innocent civilians - including a parliamentary deputy, over thirty reporters and newspaper distributors, and 70 local and national DEP leaders - and forced hundreds of thousands of Kurds to flee their lands. These massive, systematic violations of human rights, consistently condemned by many independent organizations, are not compatible with the founding principles and statutes of the Council of Europe, nor universal standards of democracy. Therefore we ask that the question of suspending Turkey be put on the agendas of the Parliamentary Assembly and the Committee of Ministers of the Council of Europe, as a matter of urgency.

Our hope is that this suspension, which is fully justified in view of the Council's statutes, will be decided upon quickly and maintained until Turkey frees the Kurdish deputies, ends legal proceedings to ban their party for its opinions, rids its legislation of any measures encroaching upon civil liberties and human rights and fulfills, in accordance with the Charter of Paris and with existing borders, the legitimate aspirations of the Kurdish people for democracy and the recognition of their own identity.

The signatories of the Appeal are :

Agir ensemble pour les droits de l'homme, Agir ici, CGT, CIMADE, Comité national de solidarité au peuple kurde, CRIDEV, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, Fédération Internationale des SOS-Racisme, Fondation France-Libertés, FSU, LICRA, Maison du Monde, MRAP, Nouveaux Droits de l'Homme, Peuples Solidaires, SNES, SNESup, SOS-Racisme, Terre des Hommes, Comité de Défense des Libertés et des Droits de l'Homme.

APPEL POUR LES KURDES

C/O AGIR ICI, 14, passage Dubail, F-75010 PARIS

Contributions are welcome

Le Monde

• Mardi 12 avril 1994

POUR LA SUSPENSION DE LA TURQUIE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Les organisations non gouvernementales soussignées, très émuées et indignées par l'arrestation de six députés kurdes en Turquie et les poursuites judiciaires engagées visant à les condamner à mort pour délit d'opinion «séparatiste» en vertu de l'article 125 du Code pénal turc et à interdire pour le même motif le Parti de la Démocratie (DEP) auquel ils appartiennent ; **notant que** la persécution de représentants élus du peuple kurde s'accompagne d'une intensification de la guerre dans les provinces kurdes où, sous le couvert de la lutte contre le terrorisme, **les forces turques ont à ce jour évacué et brûlé au moins 874 villages**, détruit une demi-douzaine de bourgades, bombardé des forêts, massacré des civils innocents dont un député, une trentaine de journalistes et distributeurs de journaux, 70 dirigeants nationaux ou locaux du DEP, poussé des centaines de milliers de Kurdes à fuir leur terre ancestrale ; **constatant que** ces violations massives et systématiques des droits de l'homme, régulièrement dénoncées par de nombreuses organisations indépendantes, sont incompatibles avec les principes fondateurs et les statuts du Conseil de l'Europe et avec les normes universelles de la démocratie, **demandent aux instances du Conseil d'inscrire d'urgence la question de la suspension de la Turquie à l'ordre du jour de l'Assemblée parlementaire ainsi qu'à celui du Comité des ministres du Conseil.**

Elles souhaitent que la suspension, largement justifiée eu égard aux statuts du Conseil, soit décidée rapidement et qu'elle soit maintenue tant que la Turquie n'aura pas libéré les députés kurdes, mis un terme à la procédure visant à l'interdiction de leur parti pour délit d'opinion, expurgé sa législation de toutes ses dispositions attentatoires aux libertés publiques et aux droits de l'homme, et satisfait, dans le respect de la Charte de Paris et des frontières existantes, les légitimes aspirations démocratiques et identitaires de la population kurde martyrisée.

Les signataires de cet appel sont : *Agir ensemble pour les droits de l'homme, Agir ici, CGT, CIMADE, Comité national de solidarité au peuple kurde, CRIDEV, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, Fédération Internationale des SOS-Racisme, Fondation France-Libertés, FSU, LICRA, Maison du Monde, MRAP, Nouveaux Droits de l'Homme, Peuples Solidaires, SNES, SNESup, SOS-Racisme, Terre des Hommes, Comité de Défense des Libertés et des Droits de l'Homme.*

turkish daily news April 11, 1994

Dr. Baran executed by PKK

High ranking PKK leader liquidated by radical Kurdish wing

Turkish Daily News

ANKARA- One of the most senior commanders of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in eastern Turkey is believed to have been killed by his aides within the organization for failing to adapt to the movement's radical stance, a senior security source said over the weekend.

Müslüm Durgun, alias Doctor Baran, was the PKK's so-called military commander in the Tunceli (Dersim) region and died last month. Initial reports said that he committed suicide with a hand grenade during a security forces operation.

On Friday, the PKK-affiliated Kurd-A news agency confirmed the death of Durgun and also claimed that his death was the result of suicide — an act that is not approved of by the organization.

The same day, members of Durgun's movement in Tunceli distributed leaflets to the local people accusing the PKK of being a "chauvinist and murderous" organization.

Reports reaching the Southeastern provincial capital of Diyarbakir had it that a serious rift had opened within the PKK in Tunceli and that a group of the militants had moved to the outlawed Workers' and Peasants' Liberation Army of Turkey (TIKKO) which uses Diyarbakir as its main base.

"Bullets of treason fired from the muzzle of 'revolutionary violence' have killed him and have stabbed our hearts with pain," ran the communique, which was signed simply: "Revolutionaries from Dersim."

"This example of 'revolutionary justice' has sent our people into mourning," the communique said.

According to Baran's supporters within the PKK, this central committee member was killed by two of his assistants, codenamed Ekrem and Velet. Ekrem's real name is Hidir Sarıkaya and he has reportedly been named the new PKK commander for Tunceli in replacement of Baran.

Baran's supporters said during the

weekend that they regarded the PKK as a chauvinist organization based on Kurdish racism and involved in treason against the Kurdish people.

The communique accused the PKK central hierarchy of "despotic" behaviour.

The Kurd-A statement, on the other hand, claimed that Doctor Baran had been heavily criticised in a recent congress of provincial PKK commanders. It implied that the main accusation against him was passivism.

Sources close to the PKK in Diyarbakir told the TDN during the weekend that Doctor Baran had for some time been under fire for "not living up to expectations." He was reportedly accused of not being able to command his forces and failing to launch major attacks on Turkish targets. Some 30 PKK leaders have in the past been the victims of ad hoc trials by the organization and afterwards killed.

A security source in Ankara told the TDN on Saturday that Turkey had monitored recent communications between PKK leader Abdullah Öcalan and his remaining commanders. He said that a debate had gone on for nearly four hours, contrary to the PKK's own security precautions, and that Öcalan had argued with the commanders regarding Doctor Baran's fate. He did not elaborate further.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

BLGL

FRA0468 4 IA 0108 RFA /AFP-TY16

Irak-Kurdes-presse

Dernier hommage à Lissy Schmidt, journaliste tuée au Kurdistan irakien

WIESBADEN (Allemagne), 12 avr (AFP) — Une centaine de personnes ont assisté mardi à une cérémonie religieuse catholique à Wiesbaden (Allemagne), en hommage à Lissy Schmidt, journaliste allemande correspondante de l'AFP tuée le 3 avril au Kurdistan irakien.

Lissy Schmidt, 35 ans, qui travaillait régulièrement pour l'AFP et des journaux allemands, était la seule journaliste étrangère basée en permanence dans cette région depuis que l'opposition kurde en a pris le contrôle en 1991, après le soulèvement kurde qui avait suivi la guerre du Golfe.

cpb/ms

AFP 121914 AVR 94

FRA0376 4 IA 0303 TUR /AFP-TC04

Irak-Kurdes-presse

Assassinat Lissy Schmidt: arrestation des auteurs présumés, selon le PDK

ANKARA, 12 avr (AFP) - Deux hommes, soupçonnés d'être les auteurs de l'assassinat de la journaliste allemande Lissy Schmidt, correspondante de l'AFP dans le nord de l'Irak, ont été arrêtés le 10 avril à Souleimanieh, a-t-on appris mardi à Ankara auprès de la représentation du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK).

M. Safeen Dizai, le représentant du PDK, l'une des deux principales composantes de l'administration kurde irakienne, a précisé dans un communiqué que les deux hommes avaient avoué avoir tué Lissy Schmidt et avoir été mêlés à d'autres attaques contre des étrangers dans le Kurdistan irakien.

Ces deux hommes avaient été recrutés par les services secrets irakiens qui leur avaient procuré une voiture et avancé la contre-valeur de 6.000 F environ chacun, indique le communiqué.

Les deux hommes ont affirmé que leur familles avaient été prises en otage par les services irakiens jusqu'à la fin de l'opération, ajoute le texte.

Lissy Schmidt et son garde du corps kurde avaient été tués sur le coup lorsque des inconnus armés avaient tiré sur leur véhicule sur la route reliant Suleimanieh à Penjwin.

L'administration kurde d'Irak du Nord avait dès le départ attribué l'assassinat de la journaliste allemande aux autorités de Bagdad, qu'elle accusait de "faire assassiner les étrangers présents au Kurdistan (irakien) contre une somme de 10.000 dollars (près de 60.000 F) par personne".

Lissy Schmidt, 35 ans, qui travaillait régulièrement pour l'AFP et des journaux allemands, était la seule journaliste étrangère basée en permanence dans cette région depuis que l'opposition kurde en a pris le contrôle en 1991, après le soulèvement kurde qui avait suivi la guerre du Golfe.

YM/HC/ms

AFP 121743 AVR 94

Tuesday, April 12, 1994

turkish daily news

Munich bans Kurdish rally for fear of violence

Reuters

MUNICH- Munich has banned a big pro-Kurdish demonstration planned for Tuesday, fearing the rally could turn violent like protests last month in Germany that saw Kurds battle police and set themselves on fire. Mayor Christian Ude said on Monday Munich authorities had "reliable information" that Kurdish militants seeking an independent homeland in Turkey planned to use the rally to stage acts of violence.

The charges of violence were denied by Kurdish and German organizers, who had planned the demonstration to coincide with the start of the trial of 13 Kurds charged with kidnapping for invading the Turkish consulate in Munich last year.

The Kurds held 23 consulate staff hostage for 14 hours and threatened to blow up the building unless Germany urged the Turkish government to stop combatting rebel Kurds. They surrendered without

harming anyone. The separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), fighting a guerrilla war against Ankara in which 10,600 people have been killed since 1984, took responsibility for the hostage-taking and coordinated attacks against Turkish targets across Western Europe.

Ude blamed the PKK and affiliated groups, which were banned in Germany after a second wave of assaults last November, for plotting violence at the Munich rally.

German officials pledged to crack down on militants among the country's large immigrant Kurd population after demonstrators in several cities went on the rampage last month in protest against Bonn's arms supplies to NATO partner Turkey. At least two Kurdish women died after dousing themselves with petrol and setting themselves alight in the March protests. Kurdish sources say a Kurdish man also died after setting fire to himself.

12 PKK militants killed in clashes

Turkish Daily News

ANKARA- Twelve militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) were killed in clashes between the security forces in Şırnak and Bingöl, an announcement from the office of the Emergency Rule Regional Governor said on Monday.

It said that two members of the security forces lost their lives in the same clashes.

During operations carried out in rural areas of Tunceli, security forces discovered seven terrorist hideouts and two and a half tons of food. In Iğdır, Vahap Akar, Welfare Party (RP) provincial chairman, who had been abducted a week ago by separatist PKK militants, was found dead on the Iğdır-Karakoyunlu highway.

Tuesday, April 12, 1994

turkish daily news

102 killed in attacks on civilians in March

PKK kills 46, wounds 92 in bombings

Turkish Daily News

ANKARA- A report issued this weekend by Turkey's Human Rights Association (İHD) showed increasing human rights violations in Turkey especially in the troubled Southeast region where government troops are fighting armed Kurdish separatists. The 30-page report pointed out that in March 1994, a total of 102 civilians had been killed and 106 others were wounded in "attacks on civilians."

Among the incidents cited in the report were two in which government forces were allegedly involved in the killing of 55 civilians and wounding eight others. The first incident was recorded on March 9 when cannon fire from a military post directed against the Baggoze village of Siirt struck a house, claiming the lives of seven people.

The second case in which civilians were killed was recorded on March 26 with Turkish warplanes allegedly bombing the villages of Bosuke, Gaver, Biyave and Kurdila on the slopes of the Gabar mountain. The report said a total of 48 villagers died in the attacks in which eight others were wounded. Although the İHD report identified only one of eleven separate attacks on civilians as the work of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), the listed attacks indicated that this organization was responsible for the killing of 46 civilians and injuring 92 others in March.

Most of the deaths were related to PKK land mine explosions and attacks on party election offices prior to the March 27 polls which the PKK said it boycotted.

The report said a total of 500 people, consisting of soldiers, special crack teams, village guards, policemen and guerrillas had died in clashes in the Southeast in March.

In a separate section related to "settlements forcefully evacuated and burned down," the report said a total of 20 villages or hamlets had been subject to forced evacuation and torchings in March alone.

It said the Çelikli and Serbet hamlets of Elbistan and the Sorgulu and Seban (Bostankale) villages of Digor in Kars were evacuated after the locals refused to join the paramilitary village guards. It added that the Kurbet village of Silvan, Hatrant village of Siirt and the Bevahs village of Kurtalan were also emptied.

The report claimed that the Kerxor, Shikeftiya and Gohina villages of Şırnak and 17 houses in the Kıratlı (Gölağlı) village of Mus were torched. The Us and Tasu villages in Hızan which boycotted the recent elections as well as the Eykent village of Erüh, the Güneyçam village of Şırnak, 38 houses in the Kerxvar (Demirboğaz) village and 25 houses of the Zivanga Shikaka village of Güçlükönak had been razed to the ground. The report claimed soldiers raided and burned down the Dalan hamlet in Elazığ and the Corsen (Düzcealan) and Axxus villages of Tatvan, Bitlis.

In its section devoted to "attacks on civilians," the report listed the following:

March 5: During a fight over a television debate on the local elections, Emrullah Onay, said to be a supporter of the Social Democrat People's Party (SHP) was stabbed to death at the Yayla Yolu village of Erzurum's Askale township.

March 9: Cannon fire from a military post in the Eyne (Baggoze) district of Siirt hit one house and killed seven people inside.

March 10: Ten people were killed and 11 others were injured when a minibus carrying relatives of village guards from the Kanibağ (Yarımbaş) village of Diyarbakır's Çınar district hit a land mine.

March 13: Thirteen people were injured by a bomb explosion at the main post office in Adana.

March 18: A bomb tossed into the SHP election bureau in Diyarbakır killed one person and wounded 13 others. March 19:

One person was killed and three others were wounded when a tractor hit a mine placed under the road between the Tiwer and Bulutçeken villages of Çınar district of Diyarbakır. In a clash over election results, one person was killed in the Çayan village of Çorum.

One person was killed and eight others were wounded when a bomb went off at the Nationalist Youth Foundation office in Pendik, Istanbul. The PKK's military wing, ARGK, claimed responsibility for the attack.

A noise bomb explosion in the ladies toilet at Kapalıçarşı, Istanbul; injured three women and the toilet manager. March 24: Two people were killed and 25 others were wounded when gunmen sprayed the Welfare Party election bureau in Kartal, Istanbul, with bullets.

A bomb explosion at a True Path Party (DYP) election bureau in Adana killed 13-year-old Serdar Aydeniz.

March 25: A bomb explosion at a coffee house in Diyarbakır used by the Motherland Party (ANAP) for election debates killed one and injured 13 people.

March 26: Bombs dropped by warplanes on the villages of Bosuke, Gaver, Biyave and Kurdila on the slopes of the Gabar mountains killed 48 villagers and injured eight others. One villager was killed in the İlicak village of Darende, Malatya, during a fight over the local elections.

Two people were killed in the Çalköy village of Çorum during a fight over the local elections.

March 28: One person was killed in the Baykan district of Siirt during a fight over the local elections.

Two people were killed in front of Kilis municipality during a fight between supporters of the SHP and the Nationalist Movement Party (MHP).

One person was killed in an election fight between people in the Serince village of Gaziantep.

Four people were killed when, near the Çınar village of Diyarbakır, a vehicle hit a land mine.

Ten people were killed and 8 others were wounded when a truck hit a land mine near the Dumanlı village of Şırnak. Fifteen others, including nine village guards, were killed when their minibus hit another mine near the same settlement.

In a fight between supporters of the SHP and DYP in Gaziantep, one person was killed.

turkish daily news

Wednesday, April 13, 1994

Kurds on trial for seizing Turkish consulate in Munich

Reuters

MUNICH- Thirteen Kurdish activists went on trial on Tuesday charged with hostage-taking for invading the Turkish consulate in Munich to press demands that Germany stop supplying weapons to Ankara.

The defendants, brought before a high-security Munich court, were charged with seizing 21 consulate employees and threatening to blow up the building during a wave of Kurdish assaults on Turkish targets in western Europe last June.

Spectators were thoroughly searched before entering the courtroom while outside 2,500 police were on guard in the city against a banned protest rally by Kurds and German supporters. During the 14-hour consulate siege, the attackers demanded that Chancellor Helmut Kohl go on television to urge Ankara to "stop all combat action against the Kurdish population". Kohl's chancellery minister Bernd Schmidbauer persuaded the Kurds to surrender and free the hostages unharmed.

The separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), fighting a guerrilla war against Ankara in which more than 10,600 people have been killed since 1984, took responsibility for the European attacks.

A second series of assaults in November, which left one Turkish man dead in Germany, prompted Bonn and Paris to ban the PKK and affiliated groups.

Germany suspended arms shipments to Turkey this month because of allegations by German human rights activists that German-supplied armoured personnel cars were being used to fight separatist Kurds in southeastern Turkey.

Turkey-Iraq to talk oil in Baghdad

Turkish Daily News

ANKARA- Ambassador Özdem Sanberk, undersecretary for the Ministry of Foreign Affairs, will travel to Iraq today for talks which will also include the disposal of millions of barrels of oil trapped in the pipeline running from Iraq to Turkey's Mediterranean coast.

Officials in Ankara said Sanberk, who was in Jordan on Tuesday, was scheduled to leave on Wednesday for a two-day visit to Baghdad.

The Associated Press quoted Mehmet Ali İrtemişlik, Turkey's ambassador to Jordan, as saying that Sanberk's talks with the Iraqis would focus on the 1,000-kilometer (625-mile) twin pipeline that runs from Iraq's Kirkuk oil fields to a Mediterranean terminal at Ceyhan, Turkey.

Ankara closed the pipeline, which used to carry 1.5 million barrels of Iraqi oil exports daily, immediately after the U.N. Security Council imposed a sweeping trade embargo against Iraq following the August 1990 invasion of Kuwait.

The embargo remains in place pending Baghdad's compliance with the terms of a cease-fire that ended the Gulf War in February 1991.

U.N. experts have already destroyed the bulk of Iraq's weapons of mass destruction and facilities to develop such arms. They are now in the process of setting up long-term monitoring of the country's arms industries.

Experts said Turkey is concerned that the

estimated 7.5 million barrels of oil that remain in the pipeline could erode the structure and render it unfit for use by the time the embargo is lifted and Iraq is allowed to resume its oil exports. The pipeline has also come under repeated attack by Kurdish separatists waging a war in Turkey's southeast.

İrtemişlik said Sanberk's visit came in response to an invitation extended by his Iraqi counterpart, Riyad al-Qaysi, who was in Ankara in January for talks on the pipeline and to seek Turkey's support for an end to the U.N. sanctions. Turkey was a leading member of the anti-Iraq military coalition and allowed its territory to be used by allied planes for attacks against Iraqi targets during the war over Kuwait. In recent months, Turkey has taken a more conciliatory approach to Iraq than the other members of the coalition. It is the only coalition member to have reopened its embassy in Baghdad.

Turkish Prime Minister Tansu Çiller, who came to power last year, has complained that her country is suffering huge economic losses as a result of the suspension of trade with Iraq. Turkey, which used to earn up to \$250 million annually in pipeline royalties from Iraq before the sanctions were imposed, has been pressing for the lifting of the U.N. embargo, at least as far as oil exports through Turkey are concerned. Turkish officials estimate that their country has lost billions of dollars because of the embargo when all the repercussions on the economy are taken into account.

Sabotage on power transfer to N. Iraq

Turkish Daily News

ANKARA- Kurdish rebels attacked a power line tower in northern Iraq only a few days after Turkey began supplying electricity across the border for free, an Iraqi Kurdish spokesman said Monday.

The Sunday attack left some areas out of power, said Safeen Dizayhe, the Iraqi Kurdistan Democratic Party representative in Ankara.

"We strongly condemn the attack which is not serving to anybody's interest," Dizayhe told The Associated Press. The Iraqi Kurds—who have ruled an autonomous region in northern Iraq since the Persian Gulf War—depend on Turkey for aid and have begun to distance themselves from separatist Kurds in Turkey.

Turkey started providing 20 megawatts of electricity worth dirrs 16,000 daily to the Dohuk region on Wednesday. Turkey also allows a U.S.-led air force use its bases to monitor Baghdad's treatment of Iraqi Kurds.

A Turkish government official, who spoke on condition of anonymity, said Turkey would resume power supply to northern Iraq once repairs are done.

Turkish Kurdish guerrillas have been fighting for autonomy in southeastern Turkey since 1984. More than 12,000 people have been killed in the unrest.

In the eastern town of Iğdir, the body of a Muslim fundamentalist politician was found a week after being kidnapped by Kurdish guerrillas. The body of Vahap Akar, head of the provincial branch of the Welfare Party, was dumped alongside a road.

A pro-Kurdish party had boycotted the March 27 local elections complaining about military repression against its candidates. Kurdish rebels have kidnapped or killed many candidates or their relatives.

Meanwhile on Monday, a total of 12 guerrillas were killed by the security forces in two clashes in the southeastern provinces of Şırnak and Bingöl, officials announced.

Wednesday, April 13, 1994

turkish daily news

Turkey wants 'concrete results' from Syria in the security area

Syrian interior minister says 'ethnic phenomena' also danger for his country

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey has reiterated its appreciation of the well-intentioned approach by Syria concerning cooperation in combatting terrorism, drug smuggling, and gun running but has said that it still needs "concrete results" in these areas. The Turkish interior minister, Nahit Menteşe, said on Tuesday in Damascus, where he is on an official visit, that his contacts with his Syrian counterpart Muhammed Harba and other officials had taken place in a very favorable atmosphere.

Talking to the Anatolia news agency in Damascus, Menteşe said that the officials' talks had centered on the subjects of terrorism, drug smuggling and illicit arms trading. He added that the Turkish side had said "everything" it wanted to in this context.

This appeared to mean that he had also brought up the issue of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which

is outlawed in Turkey where it is waging a bloody separatist war, and whose leader is known to have received refuge in Syria in the past. Menteşe indicated that Turkey's aim was to solve the security problems that existed in its relations with Syria and to turn the existing border between the two countries into a "border of friendship."

Talking later at the opening of the official talks on Tuesday Syrian Minister for the Interior Harba said that light had been shed recently on subjects of importance for both countries. Adding that "the necessary procedures had been undertaken on all the subjects agreed on with Turkey," Harba went on to say that new problems were arising every day.

"It is our duty to meet on these problems and to find appropriate solutions," Harba said, adding that there was a need for more trust between the two countries.

Harba added that Syria also wanted to see Turkey as the country with the greatest support for the Arabs in the Arab-Israeli conflict.

In his opening address the Syrian interior minister went on to say that his country laid great stress on Turkey's security and territorial integrity.

Referring indirectly to the Kurdish minority in both countries Harba said, "Ethnic phenomena are as much of a danger for us as they are for our neighbors."

Quoting unnamed sources in Damascus, Anatolia said that Syria was interested in getting its name off lists of "terrorism supporting nations" such as the one issued every year by the United States.

This, Anatolia suggested, was the reason why Damascus appeared to be entering into a more cooperative mode with Turkey on the question of the PKK.

Thursday, April 14, 1994

turkish daily news

Iraq delegation in Paris to press for an end to embargo

Trade Minister Saleh says that Iraqis only get half food needs

The Associated Press

AMMAN- An Iraqi parliamentary delegation headed for Paris to lobby for an end to the nearly 4-year-old embargo of Iraq. Adel Ibrahim, a spokesman for the Iraqi Embassy, said the team left for Paris to attend a parliamentary conference in Strasbourg. He refused to give other details.

A French Embassy official, speaking on condition of anonymity, said that two Iraqi members of Parliament were granted entry visas. He identified them as Abdul Karim Jihad Abbas and Bashir H. Kadim.

On Sunday, the Iraqi News Agency quoted Abbas as saying that he will argue Iraq's case for lifting international sanctions imposed on his country after the August 1990 invasion of Kuwait. On March 16, the U.N. Security Council renewed sanctions against Iraq for two months.

Iraq says the sanctions are no longer justified because it has complied with most of the Gulf war cease-fire terms, especially those pertaining to the elimination of its weaponry program. The Iraqis, holding out the promise of lucrative contracts for foreign companies once the embargo is lifted,

have been trying to woo European countries to their position.

French oil companies Total and ELF Aquitaine recently held talks in Paris with a visiting Iraqi oil delegation. Western diplomats said that American oil companies, including Shell and Texaco, were also in touch with the Iraqis.

The state-run Iraqi News Agency said last week that a delegation representing 30 of Italy's largest commercial and industrial companies have arrived in Baghdad for oil talks.

Iraqis only get half food needs

Iraqis have received only half the amount of food they need since the start of the 1990-91 Gulf War, according to Trade Minister Mohamed Mehdi Saleh.

In an interview with the Iraqi News Agency (INA), Saleh said the rationing card system introduced by the government had been the only thing that had prevented a famine.

He said the state had bought meat, chickens, eggs and other goods and was making them available to people at subsidized prices.

INA said statistics from 1990, the latest available, showed that buying food with ration cards provided people with 51 percent of their basic food requirements. It added that inflation since then had eroded much of their spending power. Saleh told INA that a visit to Iraq in 1991 by an official team of the United Nations had been followed by the issuing of Resolution 687, which included a recommendation to lift the embargo on export of food to Iraq.

Saleh said Iraq had been unable to buy food because the United States had put pressure on those countries which held Iraq's frozen assets.

The trade minister said the raising of the economic blockade imposed on Iraq since the Gulf War, apart from its humanitarian implications, would benefit all states and people that used to know Iraq and deal with it.

DAGENS NYHETER — 13 APRIL 1994

KRÖNIKAN/ONSDAG

Demokratin behöver folk som Lissy Schmidt

VITRÄFFADES FÖRSTA GÅNGEN i baksätet på en turkisk polisbuss. Det var i Diyarbakir i turkiska Kurdistan i mars 1990. Den blonda kvinnan skällde ut poliserna efter noter på flytande turkiska, och det dröjde en stund innan jag förstod att hon var tysk journalist som liksom jag gripits för att hon bevakat en kurdisk demonstration mot Saddam Hussein.

Under de tre timmar vi satt gripna hann Lissy Schmidt lära mig flera viktiga saker.

När jag hörde musik spelas, och i min oskuld tolkade det som ett tecken på att våra vakter trots allt kanske var på ganska avspänt humör, då bet hon snabbt av:

- Det är för att dränka skriken från dem som torteras.

Året därpå kastades Lissy Schmidt, alias Petra Leiner, ut ur Turkiet. Säkerhetspolisen kom till hennes hem, tog allt hon ägde och skrev sedan in hennes namn på passpolisens lista över persona non grata. Det passade dock inte så illa, för samtidigt upprättade kurderna i norra Irak en frizon under FN-skydd och Lissy kunde flytta över dit med all sin kunskap om konflikterna i området. Hon tog sig på hemlig väg från Syrien till Erbil, huvudstad i den kurdiska zonen, lärde sig kurdiska som ett komplement till de åtta tio språk hon redan talade och etablerade sig snabbt som The Journalist i irakiska Kurdistan.

DET ÄR NU EN MÅNAD sedan vi satt på Hotel Haw Rahman i Erbil och drack öl. Det vill säga, jag drack öl och hon drack vatten för hon hade ännu en story som samma kväll skulle skrivas för den franska nyhetsbyrån AFP, som var hennes främsta uppdragsgivare. Vi talade om säkerhet. Inte om säkerhet kontra rädsla, för Lissy var inte en människa som erkände - eller ens kände? - rädsla, utan om säkerhet kontra risker. Vi talade om de 10 000 dollar som Saddam Hussein utfäst i belöning till den som mördade en utlänning och om hur allt journalistiskt arbete i irakiska Kurdistan nu innebar risker. Lissy menade den kvällen att de riskerna gick att beräkna - och undvika när de bedömdes för stora.

Tre dagar senare exploderade en magnetisk bomb under bensintanken på den bil jag färdades i tillsammans med fotografen Anders Blomdahl. Packningen i bakluckan tog största smällen och smulades sönder. Jag, chauffören och den beväpnade livvakten klarade oss i stort sett oskadda, men Anders fick en ordentlig smäll i ansiktet. Han behövde opereras och vi bestämde oss för att åka hem. Jag hann aldrig säga tack och hej till Lissy.

HON MÖRDADES FÖRRA söndagen. Sköts ihjäl tillsammans med en livvakt och en chaufför i en bil utanför staden Suleymania. Och nu, tänker jag, var är hon nu? Kanske har hennes kropp evakuerats med FN-helikopter till Turkiet och flugits därifrån i lastrummet på ett Lufthansaplan till Tyskland. Och jag sitter vid ett köksfönster i Roslagen med nästan nedbrunna gula påskljus på bordet och ett till synes evigt värregn utanför. Tillfälligheter.

Lissy var ingen äventyrare. Hon gjorde det hon gjorde därför att hon i Kurdistan såg en del av världen där det begicks out-sägligt grymma övergrepp som det inte berättades tillräckligt om. En rak journalistisk bedömning. Och jag minns det om-döme en kurdisk journalist i Istanbul fällde om henne:

- She's very professional.

Det fanns inte bara beundran i hans röst när han sade det, det fanns också en viss irritation. Hon gick inte i någons ledband - inte heller kurdernas.

Lissy Schmidt hade många vänner i Sverige, många som kände henne bättre än jag. Hon hade jobbat för Sveriges Radios turkiskspråkiga redaktion och var i Stockholm senast i februari. Då, berättade hon den där kvällen på Haw Rahman, lät hon svenskarna utsättas för ett litet pedagogiskt spratt. När hon gick ut tillsammans med sina kurdiska vänner var det naturligtvis till henne kyparna vände sig, eftersom hon såg så svensk ut, men fast hon kunde svenska sade hon "inte förstå" och hänvisade till sina svartmuskiga vänner, som svarade på klingande stockholmska. Hon var en människa som ständigt drevs av en kraft att få folk att förstå sanningen, även när den var komplicerad. Sådana människor behövs för frihetens och demokratin skull, det insåg både den turkiska och den irakiska regimen.

Katarina Bjärvall

KATARINA BJÄRVALL
Journalist

Under tisdagen greps och erkände två irakiska kurder mordet på Lissy Schmidt.



A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0518 4 I 0318 RFA /AFP-JE68

Allemagne-Iran

L'attentat contre quatre Kurdes à Berlin préparé à l'ambassade d'Iran, selon la partie civile

BERLIN, 14 avr (AFP) — L'attentat perpétré à Berlin en septembre 1992 contre quatre membres de l'opposition kurde iranienne, tués dans le restaurant "Mykonos", a été préparé à l'ambassade d'Iran à Bonn, selon un document des services secrets allemands, dont affirme disposer un avocat de la partie civile.

"Plusieurs indices d'une source confidentielle permettent de conclure que l'attentat du Mykonos a été préparé à l'ambassade sous le nom de code Bozorg Alavi", a déclaré jeudi Axel Jeschke au tribunal de Berlin devant lequel comparaissent les auteurs présumés de l'attentat.

Le coordinateur des services secrets allemands, Bernd Schmidbauer, qui comparaisait comme témoin, a déclaré n'avoir aucun souvenir d'un tel document et a réaffirmé ne disposer d'aucune information dont n'ait connaissance le tribunal.

Depuis le 28 octobre, cinq hommes, quatre Libanais et un Iranien, comparaissent dans la capitale allemande pour le meurtre à l'arme automatique des responsables kurdes.

Ce procès est particulièrement sensible car pour la première fois dans un pays occidental, les services secrets iraniens sont directement mis en cause dans l'acte d'accusation du parquet fédéral.

M. Schmidbauer a rappelé que l'Iran avait tenté de faire pression sur l'Allemagne, lors d'une visite à Bonn de son ministre des Renseignements Ali Falahian en octobre, pour empêcher la tenue du procès. M. Falahian lui avait alors expliqué que l'Iran n'avait aucune responsabilité dans cet attentat et que les cinq accusés étaient innocents, a-t-il dit.

Sans aller plus loin, M. Schmidbauer n'a toutefois pas exclu qu'un réseau d'agents iraniens opère sur le territoire allemand pour surveiller l'opposition iranienne. Celle-ci doit être protégée par les autorités allemandes, a-t-il ajouté.

vl/ev/mfo

AFP 141909 AVR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0375 4 I 0249 USA /AFP-HW51

Irak-Kurdes-doc

La zone d'exclusion aérienne dans le nord de l'Irak (encadré)

PARIS, 14 avr (AFP) - La zone d'exclusion aérienne dans le nord de l'Irak dans laquelle deux hélicoptères américains de la force multinationale ont été abattus jeudi, a été instaurée par les Alliés le 7 avril 1991, six semaines après la fin de la guerre du Golfe, pour protéger la population kurde irakienne.

La création de cette zone, située au nord du 36ème parallèle, a été décidée au début de l'opération Provide Comfort, déclenchée pour venir en aide aux populations kurdes du nord du pays. Ces dernières fuyaient vers l'Iran et la Turquie pour échapper à la répression irakienne, après l'échec de leur insurrection en mars contre le régime de Saddam Hussein.

Cette zone est surveillée par les forces aériennes alliées (américaines, françaises et britanniques), basées dans le camp turco-américain d'Incirlik (Turquie) et qui ont pour mission d'empêcher tout survol de cette région par l'aviation irakienne.

La zone d'exclusion aérienne, qui n'a pas fait l'objet d'une résolution de l'ONU, n'est pas reconnue par Bagdad. Elle vise à obliger Saddam Hussein à respecter la résolution 688 de l'ONU, adoptée le 5 avril 1991, et qui exige que l'Irak mette fin à la répression des populations civiles.

Une autre zone d'exclusion aérienne a par ailleurs été créée par les Alliés au sud du 32ème parallèle, le 27 août 1992, afin de protéger les populations chiites persécutées par le régime irakien.

et-fm/mfo

AFP 141653 AVR 94

FRA0451 3 I 0221 FRA /AFP-IR21

USA-Irak-Kurde lead

Un officier français se trouvait dans l'un des hélicoptères abattus au Kurdistan

PARIS, 14 avr (AFP) - Un officier français se trouvait dans l'un des deux hélicoptères abattus jeudi matin au-dessus du Kurdistan, annonce un communiqué du ministère de la Défense.

Les reconnaissances aériennes effectuées dans l'après-midi n'ont pas encore permis d'établir s'il y avait des survivants, précise le communiqué.

Les hélicoptères transportaient une délégation qui se rendait à Salaheddine (dans le Kurdistan irakien) pour y rencontrer le leader kurde Massoud Barzani, a d'autre part indiqué à l'AFP le représentant du "gouvernement" kurde (non reconnu internationalement) à Paris, M. Mohammad Ismail.

(A Washington, le secrétaire américain à la Défense William Perry avait indiqué que deux Britanniques avaient été tués dans les deux hélicoptères américains abattus par erreur par deux chasseurs américains dans la zone d'exclusion aérienne établie dans le nord de l'Irak.

Selon un communiqué du Pentagone, "les hélicoptères avaient été identifiés par erreur comme étant des Hind irakiens opérant au-dessus de la zone d'exclusion aérienne, au nord du 36e parallèle. Des équipes américaines de recherche et de secours ont été déployées sur les lieux où les hélicoptères se sont écrasés").

jpa/jl

AFP 141814 AVR 94

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

KURDISTAN Depuis la fin de la guerre du Golfe, les Kurdes d'Irak possèdent, dans le nord du pays, leur "Etat". En réalité, une région autonome, sans reconnaissance internationale, où règnent guerre et misère. Et où les peshmerga doivent, là aussi, affronter les islamistes.

“Ici, on oublie la vie normale”

Un reportage au cœur du Kurdistan irakien

Namo Aziz
DIE ZEIT - HAMBURG

SULAIMANIYA

Comment je vis ici, c'est ça, tu question ?” Un mutilé élève la voix. “Comment nous vivons ? Tu appelles ça une vie ? Ça fait sept jours que je suis assis sur mon sac de céréales, à attendre pour le faire moudre. Mes enfants ont faim. Ça va prendre peut-être encore sept jours avant que ce soit mon tour.”

Des impressions du Kurdistan irakien. Depuis près de deux ans, il existe une République autonome kurde dans le nord de l'Irak. Les partis kurdes ont pris le pouvoir, après des élections officielles [le 19 mai 1992]. Pourtant, cette minuscule République n'est pas reconnue, ni par Bagdad, ni au plan international. Les voisins turcs et iraniens, en particulier, désapprouvent son existence, parce qu'elle renforce la volonté d'au moins 20 millions de Kurdes de se doter de leur propre Etat. [Les Kurdes sont répartis entre la Turquie – où résident plus de la moitié d'entre eux –, l'Irak et l'Iran, plus environ 1 million en Syrie d'une part, en Arménie, en Géorgie et en Azerbaïdjan de l'autre.] Mais les Kurdes irakiens paient cher leur liberté politique : l'inflation est énorme, et la pénurie généralisée. Bagdad bloque toute livraison au Kurdistan irakien, en riposte à l'embargo international qui frappe l'Irak.

A cela s'ajoutent quotidiennement de nouvelles représailles. Zakho et Dahuk, deux villes kurdes proches de la frontière turque, sont privées d'électricité depuis plus d'un an. Quelques centaines de milliers de Kurdes y vivent sans lumière, sans chauffage et sans possibilité de réfrigération pendant les étés brûlants. Même les moulins ne fonctionnent plus. C'est pourquoi les gens font la queue par centaines, assis sur leurs sacs de blé, attendant de pouvoir à leur tour faire moudre leurs céréales avec une des deux meules bricolées et rudimentaires. De nombreuses femmes ont cherché deux grosses pierres pour écraser les grains, comme au Moyen Age.

*A Sulaimaniya
resplendit le portrait
de cheikh Barzandji,
le “roi kurde”
des années 20*

L'hôpital de Dahuk n'a d'hôpital que le nom. Dans les salles d'eau et les toilettes insalubres, les canalisations sont détruites. Les chambres ne sont ni chauffées ni éclairées ; les malades sont allongés sur de simples tapis en mousse. Un enfant de sept ans, le visage bleu, respire avec peine. L'infirmier qui fume d'un air ennuyé, près d'un panneau “Interdiction de fumer”, explique mollement : “Que pouvons-nous faire ? Il n'y a qu'une bouteille d'oxygène dans l'hôpital. L'enfant doit attendre.” Des cris stridents de femmes retentissent dans le couloir. Un poêle à mazout vient de s'enflammer dans la pièce voi-



Saddam Hussein versus Kurdes.
Dessin d'Henry Payne - ÉTATS-UNIS

sine. Rapidement, tous les patients sont traînés dans le couloir boueux. “Ce n'est pas la première fois que ça arrive, constate un médecin. Ces poêles sont vieux et primitifs. Le mazout n'est pas raffiné. Les patients

meurent de froid. Ils viennent ici avec une maladie, quand ils repartent chez eux, ils sont toujours malades et ont en plus attrapé un grave refroidissement."

Notre voyage vers le sud du Kurdistan irakien a été interrompu à Shaqlawa, le siège de l'UPK [Union patriotique du Kurdistan, parti dirigé par Jalal Talabani], parce que des affrontements ont eu lieu entre des islamistes kurdes et des combattants de l'UPK. Nous devons passer la nuit chez une famille kurde. Le soir, un membre de l'opposition irakienne vivant à Shaqlawa s'exprime sur la chaîne de télévision de l'UPK. Quand il parle du Kurdistan irakien, il emploie le terme de "nord de l'Irak". Le fils aîné de la famille, un combattant de l'UPK, lance ses chansons contre l'écran. "Tu as bien fait, déclare le père. Comme ces salauds de baasistes, les opposants irakiens parlent eux aussi de 'nord de l'Irak', pas de Kurdistan. Ils vivent ici sur notre terre, nous les protégeons et leur donnons notre pain. Et eux, qui n'ont même pas une once de pouvoir, ils ne peuvent pas se résoudre à reconnaître notre fédéralisme." "Ce ne sont que des espions de Bagdad que l'on a infiltrés ici au milieu des Kurdes", affirme un autre. S'ensuit une discussion animée qui ne cesse qu'avec l'apparition sur l'écran du leader emprisonné des islamistes kurdes, Mollah Osman. Il invite ses partisans à se rendre aux représentants des deux grands partis kurdes, l'UPK et le PDK [Parti démocratique du Kurdistan, parti historique du nationalisme kurde irakien dirigé par Masoud Barzani, le fils du dirigeant historique Mustafa Barzani]. La joie se lit sur les visages de tous les spectateurs présents.

Nous reprenons notre voyage. La route traverse d'innombrables petits villages, reconstruits grâce à l'aide occidentale. Une lueur d'espoir dans la misère. Des femmes et des enfants

vêtus de couleurs vives sont assis comme des fleurs fragiles au pied des murs rudimentaires de leurs maisons et s'acquittent des menus travaux de tous les jours. La pauvreté s'est par contre abattue comme la vermine sur la grande ville de Sulaimaniya, qui semble prête à éclater, tant la foule s'y presse. Tous les gens de la campagne s'entassent ici dans l'espoir de trouver un travail. Le centre de Sulaimaniya, où resplendit le portrait du "roi kurde" des années 20, Cheikh Mahmoud Barzandji, est devenu un lieu de réunions quotidiennes.

La victoire sur les islamistes est débattue avec ardeur. Un vieil homme, les lèvres aussi parcheminées que ses mains, déclare : "Chaque fois que les Kurdes ont été à un cheveu d'obtenir leur liberté, nos ennemis ont réussi à trouver un groupe d'intégristes kurdes, afin de faire échouer nos plans au nom d'Allah. Nous avons enfin donné une bonne leçon aux ennemis des Kurdes."



Un jeune membre des peshmerga [nom des guérilleros kurdes], un kalachnikov rutilant à l'épaule, lance avec colère : "Dis-moi dans quel livre saint trouve-t-on ça : 'Qui capture un combattant de l'UPK doit lui couper le nez, les oreilles et le pénis' ? C'est ce qu'ont fait les islamistes ! L'Iran garde

les dons destinés aux Kurdes pour sa propre poche. Mais il donne 1 million de dollars par mois aux mollahs pour acheter des armes et des munitions. Uniquement pour anéantir le gouvernement kurde." Un pousseur de brouette s'approche et montre ses mains calleuses et écorchées. "A quoi me sert un gouvernement kurde, si je meurs de faim ? Par Allah le Très Haut qui est au-dessus de nous : je travaille du matin au soir et je gagne en tout 200 dinars [environ 17 FF]. Avec cet argent, je peux, si j'ai de la chance, m'acheter un poulet." Puis, un maigre instituteur prend la parole : "Si j'estime cette démocratie ? Mon ami, la démocratie, c'est l'argent, l'argent. Et cet argent est dans la poche des partis, pas dans celle du peuple kurde."

Sejsajak, un campement gigantesque composé essentiellement de tentes en Nylon, abrite plus de 100 000 personnes, qui ont perdu leur domicile entre 1988 et 1990. La ville originelle, autrefois un centre commercial florissant, est en ruines, non loin de là. Depuis l'établissement de la "zone d'exclusion", les réfugiés survivent grâce aux dons. Un vieil homme tente de casser un morceau de bois de ses mains noueuses. "Ça fait trois ans que je vis ici avec mon petit garçon, Sangar. J'ai perdu ma femme et mes autres enfants. Nous seuls avons survécu. J'étais un homme aisé. Aujourd'hui, je ne sais même plus ce que cela veut dire. Ici, j'ai oublié la vie normale." En gémissant, il se lève et nous montre son fils de sept ans : "Regardez, il passe tout son temps au milieu des pierres, pour construire une chambre." L'enfant a posé sa tête sur un moellon. Qui sait, peut-être se voit-il sur les genoux de sa mère, dans sa maison, entouré de frères et sœurs souriants, goûtant ainsi aux joies de son enfance - en rêve. ●

* Après la guerre du Golfe, suite à l'insurrection des Kurdes et à la répression féroce de Bagdad, les alliés ont imposé à l'armée irakienne cette "zone d'exclusion" au Kurdistan, au nord du 36° parallèle, où il lui est interdit d'intervenir militairement.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0517 4 AI 0215 FRA /AFP-JE38

Turquie-Kurdes-Presses

Reporters sans Frontières lance un appel pour la poursuite de la parution du quotidien pro-kurde Ozgur Gundem

PARIS, 14 avr (AFP) - L'association Reporters sans Frontières a lancé "un appel à la communauté internationale pour que le quotidien (pro-kurde) Ozgur Gundem puisse continuer à paraître et pour que tous les journalistes kurdes cessent d'être traités par les autorités turques comme des terroristes".

La parution du quotidien turc pro-kurde Ozgur Gundem a été suspendue pour 15 jours à partir de vendredi pour "propagande séparatiste". Ce verdict avait été prononcé à la suite de la parution en mai 1993 dans le journal d'une série d'articles basés sur une interview du chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) Abdullah Ocalan, dit Apo. Une nouvelle interview d'Apo était en cours de parution dans Ozgur Gundem cette semaine.

Selon Reporters sans Frontières, les décisions de justice "risquent d'entraîner la disparition définitive de ce journal. Depuis sa création, le 31 mai 1992, au moins six de ses journalistes et douze de ses employés ont été assassinés". Par ailleurs, "une dizaine de ses journalistes sont en prison pour avoir écrit des articles évoquant l'identité kurde", souligne l'association de journalistes.

Pi/ms

AFP 141908 AVR 94

FRA0012 4 I 0277 RFA /AFP-KP34

Allemagne-Irak-Kurdes

M. Talabani favorable à l'unité de l'Irak mais sans cohabitation avec Saddam Hussein

BONN, 15 avr (AFP) - Le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) d'Irak, Jalal Talabani s'est déclaré favorable, jeudi à Bonn, à l'unité de l'Irak mais a rejeté toute cohabitation de son peuple avec "la dictature" de Saddam Hussein en Irak, lors d'une réunion germano-kurde.

"Nous ne retournerons jamais sous le joug de la dictature brutale de Saddam Hussein", a affirmé le chef de l'une des deux principales formations qui contrôlent le nord de l'Irak, tout en rappelant que la fédération préconisée par les Kurdes était la seule solution pour conserver l'unité de l'Irak.

M. Talabani a également appelé la communauté internationale à soutenir concrètement les structures institutionnelles kurdes et non plus seulement par des aides financières. Il y a énormément de projets dans le Kurdistan irakien qui pourraient revivre grâce à une aide directe, a-t-il déclaré devant des journalistes. Mais l'embargo contre l'Irak ne touche pas seulement la dictature mais également les victimes, a-t-il ajouté.

M. Talabani avait fait part de sa demande de soutien aux institutions kurdes en Irak au ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, lors d'un entretien mercredi soir.

Le gouvernement et le parlement kurde dans le nord de l'Irak ne sont pas reconnus par les instances internationales.

À la suite de manifestations de Kurdes en Allemagne le mois dernier, M. Talabani a également lancé un appel à la communauté kurde pour qu'elle reste dans les limites de la légalité, selon son porte-parole.

vog/ab

tp.m

AFP 150050 AVR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

26 Killed in Iraq As U.S. Air Force Downs 2 of Its Own Helicopters

By Paul F. Horvitz
International Herald Tribune

WASHINGTON — In a disastrous case of mistaken identity, two U.S. Air Force jets patrolling the skies over northern Iraq fired missiles on Thursday and destroyed two U.S. military helicopters, killing all 26 allied military personnel and Kurdish passengers on board.

Pentagon officials joined President Bill Clinton in expressing regret over the incident, saying that the U.S. Black Hawk helicopters had been mistaken for Iraqi Hind helicopters thought to be violating the "no flight" zone imposed on Iraq by the United Nations.

The zone covers territory north of the 36th Parallel and is patrolled from a base in neighboring Turkey.

Similar cases of U.S. military personnel being killed by "friendly fire" plagued the Pentagon during the Gulf War, and military officials had been working on ways to avoid such fatal accidents.

According to a senior official at the German-based U.S. European Command, the dead included 15 U.S. military personnel, three Turkish officers, two British officers, a French officer and five Kurds.

President Bill Clinton, at a news briefing, expressed "my deep sorrow at the tragedy" and said the relief effort inside Iraq "must and will continue."

Initial reports indicated that the U.S. helicopters were carrying out a consultative mission under Operation Provide Comfort, a UN program created after the Gulf War to protect and aid Iraq's Kurdish minority.

All those on board the helicopters were killed, and their bodies were recovered and returned to a Turkish air base, a U.S. Army officer, Lieutenant General Richard Keller, who is based in Germany, said in Stuttgart.

About 12 of those killed were thought to be U.S. helicopter crew members.

The U.S. defense secretary, William J. Perry, said a full investigation would be mounted and that the results would be made available to all those nations whose personnel were killed.

"I take full responsibility for today's tragedy," Mr. Perry said.

He made no definitive statement on the cause of the accidental downing but said that the U.S. F-15 pilots "did go in to make a visual identification" of the helicopters before each jet fired missiles. The helicopters were on their way to a Kurdish village so that the UN officers could speak to village elders, Mr. Perry said.

CNN reported from the Pentagon that the helicopters were flying low, making radar identification difficult and that the pilots, on visual inspection, believed they were tracking Iraqi Hinds.

General Keller said one U.S. F-15 fired a radar-seeking missile and the other a Sidewinder heat-seeking missile.

The Black Hawk and Hind craft, which is a Soviet-built model, are not dissimilar in appearance, although the Black Hawk is about 2.4 meters (8 feet) longer. Both are twin-engine craft.

Also overseeing the air operation on Thursday was a U.S. Airborne Warning and Control System aircraft, Mr. Perry said. These sophisticated planes normally provide preliminary identification of aircraft for fighter pilots on patrol.

The incident occurred in the late morning about 56 kilometers (35 miles) north of the Iraqi city of Arbil. Weather was good.

"We will get the facts," Mr. Clinton said. "And when we get the facts, we will make them available to the American people and to the people of Britain, France and Turkey, our partners in Operation Provide Comfort."

The British defense minister, Malcolm Rifkind, who was visiting Washington, said he believed two British officers were among those who died. He expressed "complete confidence in the inquiries that the United States authorities will be carrying out."

The French defense ministry confirmed in Paris that a French officer was killed, and the Turkish prime minister, Tansu Ciller, who was visiting the White House Thursday, announced that three Turkish officers had died.

The Associated Press quoted a Kurdish official, Hoyshar Zobari, as saying that the helicop-

ters were transporting U.S., British, French and Turkish officers from the UN office in Zakho, near the Turkish border, to Salahaddin, in the heart of Kurdish zone.

One helicopter crashed near the village of Amada, the other near Bekhma, another village in the mountainous region, Zobari told the AP.

General John M. Shalikashvili, the head of the Joint Chiefs of Staff, said the rules of engagement in such instances permitted officers in the air over Iraq to decide whether to use their weapons. The decision is not passed to officers on the ground in Turkey, where the jets were based.

"Clearly, something went wrong, and an investigation will have to determine what did go wrong," the general said. He said security issues prevented him from further describing the pilots' rules of engagement.

He also said that the U.S. helicopters routinely used an electronic signal to identify themselves as "friend" or "foe" to allied aircraft. If procedures were followed, he said, the helicopters would have been "squawking" that signal to surrounding friendly aircraft.

The "no flight" zone was established in 1991 following the Gulf War after the forces of President Saddam Hussein of Iraq pushed hundreds of thousands of minority Kurds into the mountains of northern and eastern Iraq.

The Kurds were offered protection under a UN Security Council resolution that has been enforced continuously since that time. A similar air exclusion zone was created in southern Iraq to protect Iraqis of the Shiite Muslim sect.

According to Reuters, the United Nations expressed concern earlier this month over an increase in attacks on UN personnel and other foreigners in northern Iraq.

But the United Nations said it could not confirm a State Department allegation that the Iraqi government had offered a bounty of possibly up to \$10,000 to anyone killing a UN relief worker or other foreigner, Reuters said.

At the State Department, a spokesman said there had been "an atmosphere of tension in northern Iraq" for months, based on instances of what he called "harassment," and "terrorism" by Iraqi forces north of the 36th Parallel.

Police beat journalists

Turkish Daily News

ANKARA- Police in Turkey's capital city of Ankara on Thursday attacked a group of journalists covering a students' demonstration and beat at least eight newsmen including Turkish Daily News photographer Galip Rıdvanoğlu.

The incident occurred only days after the Turkish police force was issued special uniforms without identification tags — explained as part of what officials said was a modernization campaign.

"If you can identify them, we will take measures," Turkey's police chief Mehmet Ağar later promised the journalists who gathered in front of the Interior Ministry to protest the attack. He said the police force would investigate the incident. The journalists who were attacked were identified as Metin Uca and Ferhat Yalçınır from the private Channel-D television, Adnan Keskin and Saliha Çolak from the ANKA news agency, Tolga Şardan and Kenan Tümer from Milliyet newspaper and Sinan Önüş from Aydınlık daily.

Plainclothes and uniformed policemen attacked the journalists when they attempted to

take pictures of a group of police attacking students on the main road. The students, a group of around 500, had gathered in front of the Ministry of Education to protest student fees.

"Plainclothes policemen among the students pulled down their banners," Rıdvanoğlu reported from the scene. "They then tried to disperse the crowd." According to witnesses, groups of

policemen first circled the journalists and then started to beat them. Some of the officers were heard swearing while others shouted: "We will kill you." The policemen used clubs, fists and kicks on the newsmen and threatened to shoot them if photographs were taken. "There have been some incidents, and tension among policemen is high," Ağar later explained, accompanied by Ankara security chief Orhan Taşanlar.

Taşanlar was personally involved in the mass beating of protesting civil servants in Ankara several months ago — an incident which Prime Minister Tansu Çiller had promised would never occur again. Rıdvanoğlu explained later that he was among the luckier journalists

who "managed to get away with a few kicks and punches."

"One man was bleeding from his nose. Another colleague had his chin broken. I never saw them attacking like this before," he said. Ağar said later in the day that the police had tolerated the students up to a point but had announced that they could not tolerate the demon-

stration any further.

He told journalists that the police had filmed the incident and would use this film to identify the students concerned and take measures against them. Ağar did not say why the same film, in the hands of the police, could not be used to identify the policemen who had attacked the journalists.

Turkish troops cross into Iraq

Officials say at least 80 terrorists killed in operations

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish troops supported by warplanes crossed into northern Iraq earlier this week in a major operation against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), officials said on Thursday.

The Anatolia news agency reported that the operation was launched after Turkey on Tuesday spotted a group of around 600 PKK militants on the Iraqi side of the border. It said the group was preparing to cross into Turkey to stage new attacks.

Iraqi Kurdish sources said, meanwhile, that the

two-day operation ended on Thursday with PKK militants escaping from the area.

Officials said that about 5,000 Turkish soldiers crossed up to five kilometers inside Iraq from the southeastern town of Çukurca, in Hiker. At least 80 terrorists were killed. Anatolia said the operation took place in the Mezi region of Iraq. Turkish Cobra helicopters and jetfighters were also involved. Officials also said that Chief of Staff Gen. Doğan Güreş and Gendarmerie Forces Commander Gen. Aydın İter went to Diyarbakır on Thursday where they would be making inspections.

Özgür Gündem seized after PKK interview

Turkish Daily News

ISTANBUL- The Istanbul State Security Court prosecutor's office on Thursday ordered the seizure of all copies of the pro-Kurdish Özgür Gündem newspaper for Tuesday and Wednesday. The decision was taken after the newspaper published the first two parts of a serial interview with outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan. The prosecutor has also launched an investigation related to the newspaper's editor and executives on the grounds that they have published statements made by a terrorist organization and have carried out propaganda in writing against the indivisible integrity of the state.

Those who interviewed Öcalan in Lebanon, Ertuğrul Kürkçü, Ragıp Duran and Behçet Avcı, will also be questioned as part of the investigation.

In the interview, Öcalan claimed that Turkey was in a deadlock over its policy with regard to the Kurds and alleged that he and his organization were open to a peaceful solution to the problem.

He also said the PKK had 20,000 fighters but could increase this figure to 30,000 whenever it wanted to.

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0505 4 I 0234 USA /AFP-PT79

USA-Irak-Kurdes

Bill Clinton: la protection des Kurdes doit se poursuivre

WASHINGTON, 15 avr (AFP) - Le président Bill Clinton a réaffirmé vendredi que l'opération alliée "Provide Comfort" devait se poursuivre "afin de sauver la vie des Kurdes", en dépit de la destruction accidentelle de deux hélicoptères par la chasse américaine jeudi au dessus de l'Irak, qui a fait 26 morts.

"Je pense que (l'opération) doit se poursuivre", a déclaré M. Clinton lors d'une brève rencontre avec la presse à la Maison Blanche. Elle "a rempli un rôle très utile, non seulement en sauvant la vie des Kurdes mais aussi en leur permettant de continuer à vivre dans le nord de l'Irak".

"Il n'y a aucun doute dans mon esprit que cela a été une mission très utile et très réussie (...) Nous allons revoir, durant l'enquête (déclenchée après l'accident de jeudi) tous les problèmes pratiques qui se posent, mais notre politique est la bonne et je pense qu'elle doit se poursuivre", a ajouté le président.

M. Clinton a indiqué qu'il avait présenté ses condoléances au président François Mitterrand et au Premier ministre britannique John Major après la mort d'officiers de ces deux pays qui se trouvaient dans les hélicoptères abattus jeudi par les deux F-15 américains.

"Je leur ai présenté mes condoléances et les ait assurés (...) qu'une enquête rapide et complète" serait menée, a dit M. Clinton.

sc/jls/mfo

AFP 151944 AVR 94

FRA0029 4 I 0226 USA /AFP-KU74

USA-Irak-Kurdes

Hélicoptères abattus en Irak : le secrétaire américain à la Défense incrimine l'erreur humaine

WASHINGTON, 15 avr (AFP) - Le secrétaire américain à la Défense William Perry a incriminé l'erreur humaine dans la destruction par des chasseurs américains, jeudi matin au-dessus de l'Irak, de deux hélicoptères américains dont les 26 occupants ont été tués.

"Il me semble qu'il y a eu plusieurs erreurs. Il a dû y avoir des erreurs humaines et il a dû y avoir un dysfonctionnement", a déclaré M. Perry, interrogé par une chaîne de télévision américaine. "Je ne pense pas que nous trouverons une erreur unique pour un accident de cette ampleur", a-t-il ajouté.

M. Perry a cependant souligné qu'il ne connaîtra les raisons de l'accident que lorsqu'il aura reçu les résultats de l'enquête ouverte par le Pentagone.

M. Perry a expliqué que la rapidité de réaction des chasseurs F-15C, chargés de faire respecter les zones d'exclusion aérienne en Irak, est due aux violations fréquentes par des appareils irakiens de l'interdiction de vol dans le nord et dans le sud du pays.

"Il y a eu au cours de ces dernières années plusieurs tests menés par les Irakiens dans la zone d'exclusion aérienne et nous avons des procédures qui exigent une punition vigoureuse pour toute violation constatée", a-t-il dit.

gc/ab/pr

tp.m

AFP 150315 AVR 94

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

GB-USA-Irak-Kurdes

Destruction des hélicoptères américains: des "questions douloureuses", selon M. Rifkind

LONDRES, 15 avr (AFP) - La destruction par erreur de deux hélicoptères américains, jeudi au-dessus de l'Irak, est a priori "incompréhensible" et "pose des questions difficiles et douloureuses auxquelles il faudra répondre", a estimé vendredi le ministre britannique de la Défense Malcolm Rifkind.

Deux officiers britanniques ont été tués dans l'accident qui a fait 26 morts, lorsque deux chasseurs américains ont abattu les deux hélicoptères.

"Etant données les procédures appliquées habituellement, c'est tout à fait incompréhensible. Cela n'a pas eu lieu en pleine guerre et il faisait plein jour. C'est pourquoi il faut se poser de nombreuses questions, difficiles et douloureuses, auxquelles il est essentiel de répondre", a assuré M. Rifkind dans une entretien à la télévision britannique ITN depuis Washington où il se trouve en visite officielle.

M. Rifkind a indiqué que les autorités américaines avaient autorisé la présence d'un représentant britannique au sein de la commission d'enquête du Pentagone chargée de faire la lumière sur les causes de l'accident.

Il a ajouté que cet accident ne remettait pas en question le principe de l'opération Provide Comfort dans le Kurdistan irakien, qui est selon lui "un grand succès".

Les deux Britanniques tués sont le lieutenant-colonel Jonathan Swann, 51 ans, marié, père de deux enfants, et le capitaine Harry Shapland, 28 ans, célibataire, a indiqué vendredi le ministère de la défense.

Le ministère de la défense a précisé, par ailleurs, que le colonel de la Royal Air Force David Jones se joindrait en tant qu'observateur à la commission d'enquête du Pentagone chargée de faire la lumière sur les causes de l'accident. Le colonel Jones commande un détachement de Harrier à Incirlik, la base aérienne turco-américaine dans le sud de la Turquie, où est basée la force multinationale de l'opération Provide Comfort.

phv-jg/chm

AFP 151710 AVR 94

FRA0399 4 I 0210 RFA /AFP-OY10

Allemagne-Kurdes

Menaces de mort du PKK pour prélever un "impôt", selon un ministère régional

SUTTART (Allemagne), 15 avr (AFP) - Le ministère de l'Intérieur de l'Etat régional de Bade-Wurtemberg a indiqué vendredi que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) menaçait de mort des demandeurs d'asile et des commerçants kurdes dans l'Etat régional allemand pour prélever son "impôt révolutionnaire".

Dans 61 cas, des membres du PKK ont entraîné leurs victimes, qui refusaient de payer, dans des lieux isolés avant de les passer à tabac à coup de battes de base-ball, a précisé le ministère.

L'office régional de la police criminelle a ouvert 13 enquêtes pour extorsion de fonds et blessures corporelles graves et quatre autres pour tentative de meurtre et d'enlèvement.

L'office, qui a créé une brigade de 10 policiers chargée spécialement de ces affaires, a mis en place une ligne de téléphone anonyme, où l'on peut signaler de nouveaux cas, même en kurde ou en turc.

Selon les indications du ministère régional de l'Intérieur, les fonds extorqués vont de quelques dizaines de marks par mois pour les demandeurs d'asile à plusieurs milliers pour les commerçants kurdes, voire des "dons exceptionnels" de 50.000 DM (170.000 F).

vog/sp

AFP 151808 AVR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

Le Figaro — 15 avril 1991

Tragique méprise dans le ciel irakien

Deux hélicoptères de l'ONU abattus par la chasse américaine

Un lieutenant-colonel français a trouvé la mort dans cet accident qui a fait vingt-six tués.

Deux hélicoptères de la force multinationale pour la surveillance du Nord irakien ont été abattus par erreur hier matin par des chasseurs américains F 15 au nord de l'Irak. Les vingt-six occupants des deux appareils ont été tués. Parmi les victimes figurent un officier français, le lieutenant-colonel Guy Demetz, seize Américains, deux Britanniques, trois officiers turcs et quatre Kurdes irakiens.

Dans un communiqué, le Pentagone a confirmé la thèse de la méprise : « Vers approximativement 07 h 30 GMT aujourd'hui (jeudi), deux hélicoptères UH 60 Blackhawk de l'armée de terre, assignés au groupe d'intervention de la mission Provide Comfort, ont apparemment été attaqués par erreur à environ 56 kilomètres au nord d'Erbil, par deux chasseurs américains F 15, également assignés à cette mission. Selon les premiers rapports, les hélicoptères américains ont été identifiés par erreur comme étant des Hind irakiens opérant au-dessus de la zone d'exclusion aérienne, au nord du 36° parallèle. » (AFP-Reuter.)

WASHINGTON :
Stéphane MARCHAND

Des chasseurs américains ont abattu hier, par erreur, dans le nord de l'Irak, deux hélicoptères américains en mission pour l'ONU, qu'ils avaient confondus avec des appareils irakiens. Cette « méprise tragique » a coûté la vie à vingt-six personnes, dont de nombreux militaires occidentaux. Parmi eux, on dénombre plusieurs officiers américains, britanniques, français et turcs. Le lieutenant-colonel français Guy Demetz figure parmi les victimes.

Visiblement bouleversé, William Perry, le secrétaire américain à la Défense, a accepté « l'entière responsabilité de ce qui s'est passé ».

En plein jour, deux F 15 ont ouvert le feu avec des missiles air-air, et détruit deux hélicoptères Blackhawk qui volaient au nord du trente-sixième parallèle, dans la zone d'exclu-

sion aérienne décrétée par l'ONU dans le nord de l'Irak, pour protéger les populations kurdes. Les deux Blackhawk UH 60 – ainsi que les F 15 qui les ont abattus – faisaient partie de la même « force conjointe » chargée de mettre en œuvre « Porter secours », l'opération humanitaire mise au point à l'issue de la guerre du Golfe pour assurer la sécurité des Kurdes irakiens.

« Terrible chagrin »

Les Blackhawk semblent avoir été confondus avec des hélicoptères Hind, en service dans l'armée irakienne. Partis de Zakho, à la frontière turque, en direction de Salaheddine, les deux appareils convoquaient des officiers supérieurs occidentaux qui devaient participer à une réunion avec des officiels kurdes. Ils volaient à cinquante kilomètres au nord de la ville irakienne d'Erbil. Selon le général John Shalikashvili, le chef de l'état-major interarmes, les

règles d'engagement prévoient que la décision de tirer est prise « sur zone, et non à la base turque d'Incirlik ».

Hier, après avoir exprimé son « terrible chagrin » au cours d'une brève conférence de presse à la Maison-Blanche, le président Clinton a promis une enquête approfondie à propos de l'incident. Les résultats de cette enquête, qui sera conduite sur les lieux par une équipe américaine, seront communiqués au public américain ainsi qu'aux trois gouvernements qui participent à l'opération humanitaire, la Grande-Bretagne, la France et la Turquie. Bill Clinton a insisté sur la minutie avec laquelle l'enquête sera conduite : « Il faut chercher dans trois directions. Qu'ont fait les chasseurs ? Quelle a été l'attitude des Awacs chargés de guider les F 15 ? Que faisaient les hélicoptères ? » Pendant la guerre du Golfe, les pertes causées par le « feu ami » avaient déjà provoqué une controverse. L'accident d'hier promet de relancer le débat.

Hier matin, plusieurs hypothèses avaient été envisagées avant que le Pentagone confirme la « tragique méprise ». Des sources kurdes déclaraient avoir assisté à la destruction des hélicoptères, et affirmaient que c'étaient des avions irakiens qui étaient responsables. Lorsque Bagdad avait démenti toute activité de son aviation dans la région, la possibilité d'un tir de missiles kurdes avait été brièvement évoquée.

S. M.

Nalin – ett namn med stor lyskraft

Stockholms
Tidningen

Nr 14 • 15 april 1994 •



Nalin Baksi, 26 år och sjuksköterska är det nya, heta namnet på socialdemokraternas riksdagslista. Foto: ANDERS NYSTRÖM

Av THOMAS MOSESSON

Lelf "Blomman" Blomberg, tidigare Metallordförande och 26-åriga ungdomskandidaten och sjuksköterskan Nalin Baksi kom mer än andra kandidater i centrum för debatten, när Stockholms arbetarekommuns årsmöte fastställde listan till riksdagsvalet i höst.

– Om jag inte fått så starkt stöd i det tidigare genomförda provvalet hade jag nog inte ställt upp, säger hon, efter att slutligen placerats på nionde plats och därmed en i praktiken rätt säker plats i riksdagen.

Det var ledningen för det socialdemokratiska kvinnodistriktet som ifrågasatte placeringen av Nalin Baksi på plats nummer

nio. Kvinnodistriktet ville i stället se ordföranden i kvinnodistriktet, Inger Segelström, på den platsen.

I debatten framgick det att kvinnodistriktet därutöver tänkt sig att Kristina Nordström, föreslagen på plats 13, skulle in på plats 11, där Segelström var föreslagen.

Med det upplägget skulle Nalin Baksi möjligen få plats nummer 13 och därmed knappast tagit sig in i riksdagen.

Ungdom

Arbetarekommuns ordförande, Mats Hulth, med flera manande årsmötet att inte frånga

Riksdagslistan i sin helhet

1. Mona Sahlin, 36 år, partisekreterare.
2. Mats Hellström, 51, riksdagsledamot.
3. Maj Britt Theorin, 61, riksdagsledamot.
4. Bengt Lindqvist, 57, riksdagsledamot.
5. Sylvia Lindgren, 48, riksdagsledamot.
6. Sven-Åke Nygårds, 50, smidesarbetare.
7. Kristina Persson, 48, ekonom.
8. Ingemar Josefsson, 54, ombudsman.
9. Nalin Baksi, 26, sjuksköterska.
10. Juan Fonseca, 39, förestandare.
11. Inger Segelström, 41, miljösekreterare.
12. Anders Ygeman, 23, försäljare.
13. Kristina Nordström, 38, ombudsman.
14. Nikos Papadopoulos, 54, egen företagare.
15. Elisabeth Brandt, 23, vårdbiträde.
16. Peter Larsson, 37, civilingenjör.
17. Carin Jämtin, 29, kassör.
18. Sven Britton, 55, professor.
19. Majvi Andersson, 50, ombudsman.
20. Per-Olof Edin, 53, ekonom.
21. Gerd Granlund, 46, tjänsteman.
22. Sten Johansson, 54, professor.
23. Madelene Randquist, 36, försäkringstjänsteman.
24. Erkki Tammenoksa, 58, tjänsteman.
25. Lena Karlsson, 37, mentalsköterska.
26. Lars Ulvenstam, 72, journalist.
27. Janet Mackegård, 57, ombudsman.
28. Lars Dahlberg, 31, studieombudsman.
29. Karin Hanqvist, 50, barnsköterska.
30. Tomas Rudin, 28 år, pressombudsman.
31. Rut Hammarström, 47, civilekonom.
32. Barry Andersson, 50, skorstensfejare.
33. Lilian Falkbäck, 60, säljare.
34. Malte Sigemalm, 39, ombudsman.
35. Ebon Kram, 50, förbundsordförande.
36. Börje Vestlund, 33, ombudsman.
37. Bernadette Lazar, 36, kanslist.
38. Sven Lindberg, 36, journalist.
39. Emma Lennartsson, 19, studerande.
40. Per-Erik Kull, 61, rörmontör.

styrelsens förslag beträffande Baksi.

- Vi behöver kandidater med lyskraft och det har vi i Nalin Baksi, som med sin ungdom och invandrarbakgrund kan attrahera breda väljargrupper, sa Hulth bland annat i debatten.

Leif "Blomman" Blomberg hade nått en hög position i det föregående provvalet, som skulle gett honom en riksdagsplats på Stockholmsbanken. Han fanns nu överhuvudtaget inte föreslagen till riksdagslistan.

Nummer fyra

Förespråkare för honom ville dock han in honom på plats nummer fyra, där Bengt Lindqvist var föreslagen.

Förre arbetarekommunordföranden och partisekreteraren Sten Andersson gick upp i talarstolen i Folkets hus och klargjorde för "Blommans" förespråkare, att denne inte ville kandidera mot Bengt Lindqvist, varvid förslaget föll.

Men "Blommans" förespråkare gav sig inte, utan återkom med hans lansering på plats nummer sex, där styrelsens förslag var Sven-Åke Nygårds, metallare och ordförande i Metall-ettan i Stockholm.

Rösträkning

Vid rösträkningen som följde mellan de två drog Nygårds det längsta strået. Med 121 röster mot 73 veks sjätteplatsen för honom.

Den kompletta och definitiva riksdagslistan, som presenteras härintill, toppas som Stockholms Tidningen tidigare rapporterat, av Mona Sahlin, partisekreterare. Valet av henne skedde utan debatt. Detsamma gäller Maj Britt Theorin, Sylvia Lindgren, Ingemar Josefsson, Juan Fonseca, Inger Segelström, Anders Ygeman och Kristina Nordström.

Diskussion

Plats 14 blev det diskussion om. Mot styrelsens förslag, Peter Larsson, lanserades den på plats 20 föreslagna Nikos Papadopoulos. Vid den rösträkning som följde fick Papadopoulos 93 röster mot Larssons 77.

Larsson placerades slutligen på plats 16.

Mats Hellström, föreslagen på andra plats fick oväntat konkurrens av Sten Johansson, i ledningen för socialdemokrater mot EU. Hellström som varit EU-ansvarig för s vid förhandlingarna om medlemskap i EU hade dock inga problem att få stöd för sin andra plats.

Stockholm, som idag har åtta ordinarie riksdagsplatser, kalkylerar med att kunna erövra ytterligare ett par platser i det kommande valet. Som framgår här intill är de 40 namnen på listan komponerad enligt modellen "varannan damernas".

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0303 4 IA 0350 RFA /AFP-TL86

Allemagne-Irak-Presse

Cérémonie du souvenir à Francfort pour la journaliste Lissy Schmidt

FRANCFORT (Allemagne), 15 avr (AFP) — Plus de 800 personnes ont assisté samedi après-midi à Francfort (ouest) à une cérémonie du souvenir organisée par les amis de la journaliste allemande Lissy Schmidt, 35 ans, correspondante de l'AFP, assassinée début avril dans le Kurdistan irakien.

A travers la lecture de lettres de Lissy Schmidt, de textes et de poèmes, les proches de la victime ont retracé l'itinéraire de la journaliste, de son engagement, adolescente, dans le mouvement catholique Pax Christi, à sa défense du peuple kurde.

La cérémonie rassemblait les amis allemands de la jeune femme, rencontrés alors qu'elle militait dans les années 80 en faveur de la paix en Allemagne et contre l'installation de missiles à moyenne portée en Italie, mais aussi de nombreux Kurdes et Turcs.

Au mur de la salle était accroché un immense drapeau, bordé des trois couleurs du Kurdistan, rouge, jaune et vert. Sur le drapeau était écrit: "Nous portons le deuil de Lissy Schmidt et d'Aziz —son garde du corps également assassiné—, liberté pour le Kurdistan".

A la fin du rassemblement ont été lus les hommages envoyés par des organisations, telles que l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), Terre des femmes, l'Organisation des démocrates Iraniens à l'étranger et le syndicat allemand des journalistes.

Lissy Schmidt a été tuée par balle début avril, avec son garde du corps kurde, dans le nord de l'Irak, sur la route entre Souleimanieh et Penjwin. Selon la représentation à Ankara du PDK, deux hommes soupçonnés du meurtre ont été arrêtés le 10 avril à Souleimanieh. Toujours selon le PDK, ils auraient été recrutés par les services secrets irakiens.

Lissy Schmidt, qui travaillait régulièrement pour l'AFP et des journaux allemands, était la seule journaliste étrangère basée en permanence au Kurdistan depuis que l'opposition kurde en a pris le contrôle en 1991, à l'issue du soulèvement kurde qui avait suivi la guerre du Golfe.

fmp/bw

AFP 161821 AVR 94

Çiller meets Clinton in Washington

Clinton: We support the economic austerity package

By Uğur Akıncı

Turkish Daily News

WASHINGTON- Today Prime Minister Çiller just completed her meeting at the White House with president Clinton. Also present at the meeting were Secretary of State Warren Christopher, Secretary of the Treasury Lloyd Bentsen, National Security Advisor Anthony Lake, and his assistant on the Turkish side, Ambassador Nüzhet Kandemir, Ambassador Volkan Vural, and Ambassador Yalın Erallı of Foreign Ministry. Twelve minutes of the 45-minute meeting were reserved for a private conversation between Çiller and Clinton.

According to Ambassador Vural, Çiller's top aide, the two leaders touched upon a variety of topics, including the (still unconfirmed) death of three Turkish officers in the helicopters downed in north Iraq by U.S. jets. Clinton offered his deep regrets and condolences to the families of the deceased. Clinton said investigations to determine the cause of the accident were still underway.

Çiller then talked about the austerity package, saying that implementation would be easier if she had "external support." She said she was going to present the program to IMF and World Bank officials this afternoon.

Clinton then elaborated on the eco-

conomic package and said he considered it a "big step." He also congratulated Çiller for her "electoral victory." Çiller replied that her True Path Party had indeed emerged victorious from the elections on March 27, explaining that this had been her reason for announcing the austerity package as promised before the elections. She said the economic measures targeted both stability and structural changes in the Turkish economy. She realized that the package demanded sacrifices from all Turks, "It is a difficult but necessary program," she said. "Such a comprehensive program that includes bitter medicine can be implemented only with the contribution of SHP. We are lucky that we have a coalition in Turkey. It is an (asset) for us," Çiller said.

Then Secretary of the Treasury Bentsen expressed his views, saying the package was indeed "an important step in the right direction. It includes privatization, the closing down of non-feasible state economic enterprises.

Thus, the package is worthy of our support," Bentsen said. Clinton then repeated his offer of support for the implementation of the program. Çiller then brought up the issue of Azerbaijan as a special request from President Demirel to President

Clinton. "The Caucasus is facing the danger of becoming another Bosnia. The United States must take action to contain Armenian attacks," Çiller said.

Clinton replied that they were aware of the volatility of region, adding that they were monitoring the developments very closely. He said that he was constantly in touch with Yeltsin for that reason.

On Bosnia, Çiller requested that "NATO's military option must continue to be implemented with the proper determination and force." Clinton concurred that the Serbian attacks of the last few days also grieved them, saying that the United States would continue to display the determination necessary to check and contain situation.

Cyprus was another topic that was brought up during the discussions. Çiller commented on the fact that the content of the U.N.-proposed "confidence-building measures package" had been changed and amended on more than one occasion, stating that this had prevented Mr. Denktaş from accepting the package. Çiller requested that no further changes be made in the package. Lastly, Çiller said that the Welfare Party's rise could be attributed to the reaction of the Turkish people to the accumulation of economic problems.

Southeast report presented to Parliament

TDN Parliament Bureau

ANKARA- According to a parliamentary report on the Southeast, most of the region's population do not support the terrorist tactics of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). Violence, it said, can never provide the basis for a solution. Ömer Lütfü Coşkun, the True Path Party (DYP) chairman of the commission, briefed journalists about the report.

Esat Canan, the Social Democrat People's Party (SHP) member of the commission and Serif Bedirhanoglu from the main opposition Motherland Party (ANAP) reportedly added minority opinions. Coşkun said he and his colleagues had prepared the report following their

on-the-spot observations in Diyarbakır, Siirt, Batman, Mardin, Şırnak, Cizre, Midyat, Van, Hakkari and Yüksekova.

Stressing that the PKK was a terrorist organization, the report claimed that it had been trying to exert influence on the masses, to pressurize them into compliance and to force a confrontation with security forces.

Coşkun said he and his colleagues were in favor of the continuation of the state of emergency rule but that it should exclude areas where the situation had improved. He said that the commission members had also proposed the removal of the village guard system wherever the need no longer existed.

He went on to say that toler-

ant and peaceful approaches to the problem were more likely to yield solutions, and that the best possible outcome was that terrorists would turn themselves in to the security forces and the guns would at last fall silent. At that point it would be possible for a general amnesty to be declared. He said that the commission had established that the PKK put a lot of pressure on the people of the region, especially to send their boys as soldiers to the PKK.

The area should not be seen by the government as somewhere where unwanted civil servants could be "exiled." Genuine efforts had to be made to develop the farming of crops and livestock and new sources of employment be created.

Iraq and Turkey hold talks on oil exports

Compiled by TDN Staff from
Dispatches

ANKARA- Iraq and Turkey held talks in Baghdad on Friday that are said to include preparations for exporting oil through a pipeline between the two countries once the U.N. embargo on Iraq is lifted.

The talks, involving Foreign Ministry officials from both countries, are also expected to cover trade and political issues, and continue until Sunday.

The Associated Press quoted the state-run Iraqi News Agency, monitored in Cyprus, as saying that Özdem Sanberk, the undersecretary at the Turkish Foreign Ministry, had begun consultations with his Iraqi counterpart Riyadh al-Qaisi. The agency gave no details except to say

the two were discussing bilateral relations and trade and oil cooperation.

Sanberk later met with Deputy Prime Minister Tariq Aziz. Mehmet Ali İremçelik, Turkey's ambassador to Jordan, said earlier in the week that Sanberk's visit would focus on the 1,000-kilometer (625-mile) twin pipeline that runs from Iraq's Kirkuk oil fields to a Mediterranean terminal at Ceyhan in Turkey.

In the past few months, Iraq has been involved in a number of negotiations with foreign companies which it said were ready to buy Iraqi oil once sanctions were lifted.

Ankara closed the pipeline, which used to carry 1.5 million barrels of Iraqi oil exports daily, immediately after the U.N. Security Council

imposed a sweeping trade embargo on Iraq following the August 1990 Iraqi invasion of Kuwait. Experts say Turkey is concerned that the estimated 7.5 million barrels of oil that remains in the pipeline could erode the structure before the embargo is lifted.

Turkey was a leading member of the anti-Iraq military coalition and allowed its territory to be used by allied planes for attacks against Iraqi targets during the war over Kuwait. In recent months, Turkey has taken a more conciliatory approach to Iraq than the other members of the coalition. It is the only coalition member to have reopened its embassy in Baghdad.

Turkey, which used to earn up to \$250 million annually in pipeline

royalties from Iraq before the sanctions were imposed, has been pressing for the lifting of the U.N. embargo, at least as far as oil exports through Turkey are concerned.

Meanwhile the newspaper of Iraq's ruling Baath party on Friday urged Turkey to break the U.N.-imposed trade embargo on Iraq for its own economic well-being.

The newspaper, Al-Thawra, maintained that Turkey "possessed enough moral and legal justification" to make such a move. Al-Thawra urged Turkey to take the initiative in lifting the embargo in order to return to the level of economic development it had attained when its commercial relations with Iraq were active, INA reported.

(Reuters, AP)

JOURNAL KURDE. Appel de soutien

● Selon un communiqué de presse, «Özgür Gündem», principal journal de sensibilité kurde en Turquie, est menacé de disparition. Depuis sa création, le 31 mai 1992, six de ses journalistes et douze de ses employés ont été assassinés. Le quotidien doit également faire face à 190 procès, dont le montant total des peines pourrait s'élever à un million de francs suisses et à 500 ans de prison. Le 14 avril 1994, il s'est vu notifier par la Cour de cassation une interdiction de parution de 15 jours. Les locaux de la rédaction ont également été occupés par la police. Malgré cela, les journalistes ne sont pas prêts à renoncer, estimant que le journal représente une source d'informations indispensable dans le pays. Le directeur adjoint, M. Fahri Ferda Cetin a déclaré: «Nous avons payé le prix pour un journalisme différent, qui donne place à des idées différentes. Dorénavant, nous mèneront notre combat, plus décidés et plus confiants que jamais.» Un appel est donc lancé à la communauté internationale pour que le quotidien puisse continuer à paraître et que, sous sa pression, les autorités turques cessent de persécuter les journalistes kurdes ainsi que les Turcs osant aborder le problème kurde.

15 PKK militants killed in clashes

Five shepherds, one village guard killed in PKK mine trap

Turkish Daily News

ANKARA- A total of 15 militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) were killed in clashes between the security forces in Diyarbakır, Siirt and Mardin, an announcement from the office of the Emergency Rule Regional Governor said on Friday. Eight of the separatist militants were killed in Kulp town in Diyarbakır, four in Baykan town in Siirt and three others in Savur town in Mardin.

It said 41 people, suspected of being members of various outlawed organizations, were arrested. Six of the arrested were reportedly Hezbollah members.

Five shepherds and a village guard were killed in a land mine planted by PKK militants in Mutki town in Bitlis.

Herald INTERNATIONAL **Tribune**
PUBLISHED FROM THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

SATURDAY-SUNDAY, APRIL 16-17, 1994

U.S. Air Patrols Halted for Day In North Iraq

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — The United States suspended air patrols by combat planes over northern Iraq for one day on Friday to reinforce safety procedures that failed in Thursday's shootdown of two U.S. helicopters.

While the F-15 fighter pilots were being given additional safety briefings on Friday, AWACS radar planes continued operating over the "no flight" zone north of the 36th parallel, military officials said.

The AWACS could call in jet fighters in the event Iraqi aircraft were spotted violating the zone, the officials said.

President Bill Clinton on Friday promised a "full report to the American people" on "the horrible tragedy," in which 26 allied military personnel and Kurdish passengers were killed by fire from U.S. Air Force jets.

Mr. Clinton said he believed the allied mission in Iraq should continue despite the disaster. "It's performed a very valuable function" in protecting Kurds from Iraqi persecution, he said.

"We're going to stay on top of this, work through it, and make a full report to the American people," Mr. Clinton said.

Defense Secretary William J. Perry said it would take weeks to sift through the evidence to ascertain why two F-15 fighters shot down the two U.S. Army helicopters. All aboard were killed.

"If our procedures need change, we will change them and we will change them immediately," Mr. Perry said at a news conference. "If individuals are found to be culpable, we will discipline them. But we will not rush to judgment."

Fifteen of the 26 military officers killed were from the United States. Three were from Turkey, two from Britain and one from France. All were supporting the UN humanitarian relief operation for the Kurdish minority in northern Iraq. Five Kurdish passengers were also killed.

Mr. Perry said, "We have already made some changes in the procedures there." He said he could not reveal the changes for security reasons.

Mr. Perry, in earlier appearances on television news programs, said he was baffled over the disastrous mistake in which the U.S. Black Hawk helicopters were mistaken for Iraqi Hind helicopters.

"I find it very difficult to understand," Mr. Perry said. "The heli-

copters do not look very much like each other."

He said the F-15 pilots had made two passes to inspect the helicopters visually, but did not try to contact them by radio before opening fire. Such radio contact "was not part of their procedures," Mr. Perry said.

Asked if the fighter pilots might have overreacted because of mounting tensions with Iraq, he said: "There have been provocations in the past, but there was nothing that would have made this day stand out in particular."

Mr. Perry said he was taking personal responsibility for the tragedy. He said a special investigations team was en route to Turkey.

"We're continuing the operations in northern Iraq, but we have made some adjustments to our procedures," Mr. Perry said in an interview with AP Network News.

Asked how such a disaster could occur, Mr. Perry replied: "There were errors. There were human errors, probably, and there might be process or system errors as well."

The downed helicopters were ferrying the American, British, French and Turkish officers from Zaxho to a meeting with Kurdish leaders in the Kurdish zone.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0379 4 I 0236 CHY /AFP-TY13

Irak-kurdes-USA

Hélicoptères abattus: deuil de trois jours dans le kurdistan irakien

NICOSIE, 16 avr (AFP) — Le "gouvernement" régional kurde dans le nord de l'Irak a décrété un deuil de trois jours à la suite de la mort de 26 personnes lors de la destruction par erreur jeudi de deux hélicoptères américains par la chasse américaine.

Dans un communiqué reçu samedi à Nicosie, le Congrès national irakien (CNI, opposition au régime de Bagdad), a indiqué que cette décision a été prise "en souvenir de ceux qui sont morts alors qu'ils tentaient de protéger notre peuple".

Des prières seront récitées dans les églises et les mosquées de toutes les villes kurdes, qui se trouvent sous contrôle de l'opposition kurde.

Selon le communiqué, le CNI et le "gouvernement" régional kurde ont adressé des messages de condoléances aux chefs d'Etat des pays qui avaient des ressortissants à bord des hélicoptères abattus.

Outre quinze militaires américains, deux Britanniques, deux turcs, un Français et cinq kurdes irakiens ont été tués alors qu'ils effectuaient une mission humanitaire dans le nord de l'Irak. Ils faisaient tous partie du Centre de coordination militaire (MCC) pour l'Irak du nord dans le cadre de l'opération Provide Comfort.

Selon le communiqué, les cinq kurdes morts étaient des employés de la MCC, et servaient d'interprètes et d'escorte aux officiers de la force multinationale.

nas/tp/mfo

AFP 162028 AVR 94

Le Kurdistan irakien dans la tourmente

Une méprise de l'aviation américaine qui a fait 26 victimes dans le nord de l'Irak met en lumière les failles du dispositif occidental en faveur des populations kurdes

Le Monde

16 AVRIL 1994

Trois ans déjà, et l'on n'en parle pratiquement plus. Sauf à l'occasion d'incidents impliquant des Occidentaux. Jeudi 14 avril, deux chasseurs américains ont abattu par erreur deux hélicoptères - américains eux aussi - transportant 22 militaires alliés et 4 kurdes occidentaux, à l'intérieur de la zone d'exclusion aérienne établie au nord du 36° parallèle. Cela fait trois ans qu'en avril 1991, peu après la fin de la guerre du Golfe, cette zone a été créée par la coalition anti-irakienne.

C'est le type même du provisoire qui dure et dont, en l'état actuel des choses, on n'entrevoit même pas la fin, sauf décision soudaine du Parlement turc de mettre un terme à la présence, sur la base d'Incirlik, de l'aviation occidentale servant de « parapluie » pour le Kurdistan d'Irak.

Cette mesure et celle qui a été imposée au gouvernement de Bagdad, un peu plus d'un an après, en août 1992, au sud du 32° parallèle, visent à protéger les populations - kurdes au nord, chiites au sud - des bombardements de l'aviation de Bagdad. Imposées au nom de la défense des droits de l'homme - selon la résolution 688 du Conseil de sécurité d'avril 1991 - ces zones ont donné des résultats qui ne sont pas négligeables, mais qui sont loin d'être suffisants, les capacités de nuisance du régime irakien étant toujours très grandes. Une incohérence certaine de la politique des Occidentaux n'est pas étrangère à cette situation.

Si l'aviation irakienne ne peut plus sévir, les bombardements à l'artillerie et les exactions du régime se poursuivent sans discontinuer. Au sud d'abord, où l'armée de Bagdad, notamment la garde républicaine, laissée pratiquement intacte lors de la guerre du Golfe - n'était-ce ce pas déjà une première incohérence? - est toujours présente. Outre les pilonnages, les habitants sont soumis à une répression brutale. Sans oublier l'assèchement de la zone des marais, qui fait fuir une population obligée de renoncer à un mode de vie millénaire. L'aviation alliée, toujours présente dans le ciel, semble ne plus être qu'un « observateur prenant note de tous les crimes du régime baasiste, pour ne les rapporter à personne », commentait le journaliste britannique Michaël Wood,

après un reportage dans le sud de l'Irak à la fin de l'année dernière.

Au nord du 36° parallèle, c'est volontairement que le régime irakien a mis fin à sa présence au sol. Il n'y a été forcé ni par les Nations unies ni par la coalition occidentale. L'armée s'est retirée parce qu'elle se retrouvait dans une situation extrêmement difficile, harcelée par des peshmergas (combattants kurdes) habitués au maquis depuis des dizaines d'années. Bagdad a également fait évacuer ses fonctionnaires et services administratifs dans l'espoir de susciter le chaos; or, contre toute attente, les formations kurdes, historiquement rivales, se sont entendues pour gérer la zone et se doter, en juin 1992, d'un « gouvernement » issu d'élections libres.

Les Kurdes ne vivent pas, pour autant, dans le meilleur des mondes, ni non plus « à l'abri », comme on pourrait le croire. L'artillerie irakienne sévit parfois contre les régions limitrophes du 36° parallèle. En mars dernier, l'opposition a fait état de concentrations de troupes aux abords de ces régions. A ce jour, il n'y a pas eu d'offensive, l'objectif de Bagdad étant vraisemblablement de terroriser la population et de porter à bout les nerfs des Occidentaux. Mais surtout, des dizaines d'attentats ont eu lieu, que les responsables kurdes ont imputés au régime de Bagdad, lequel a multiplié les démentis.

Au début d'avril, une journaliste allemande, Lissy Schmidt, et son garde du corps kurde ont été assassinés, quelques jours après un attentat dirigé contre des gardes des Nations unies qui ont été blessés. Les autorités kurdes ont affirmé avoir arrêté deux des cinq auteurs de l'attentat contre M^{me} Schmidt, qui ont avoué avoir été recrutés comme tueurs à gages pour les services de renseignement irakiens. Il est difficile de ne pas établir un lien de cause à effet entre ces attentats et les menaces proférées par le régime irakien après la reconduction, en mars, par le Conseil de sécurité, de l'embargo imposé à l'Irak.

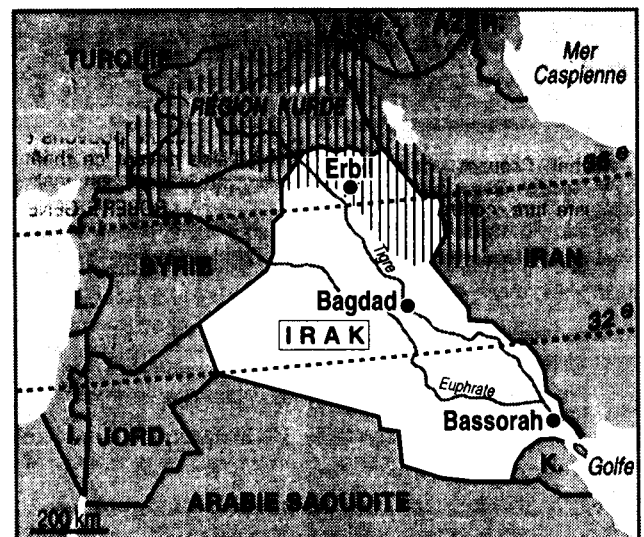
Une autre faille du système de protection établi par les occidentaux au Kurdistan n'est-elle pas cette impunité avec laquelle les armées turque et iranienne, simultanément ou successivement, bombardent le territoire irakien ou y lancent des raids contre leurs propres rebelles kurdes, faisant des

victimes civiles sans susciter à Washington, Londres et Paris d'autres réactions que verbales.

Enfin, l'ONU a confié au régime irakien la distribution de l'aide alimentaire et médicale aux populations irakiennes, ce qui rend Bagdad maître du sort de celles-ci. Et Saddam Hussein en use et abuse à sa guise. Contre le Kurdistan, il dispose du pouvoir redoutable de le priver, selon l'humeur, tantôt de pétrole ou d'essence, tantôt d'électricité, voire de l'acheminement de produits alimentaires de base. Trois ans après la guerre du Golfe, on se retrouve donc devant une situation pratiquement sans issue: l'Occident tient le régime irakien pour responsable de la situation

actuelle de son pays. Ce qui est vrai. Mais en même temps, parce qu'ils ne veulent pas s'ingérer dans les affaires intérieures irakiennes, les Occidentaux comptent sur les seules sanctions pour faire plier ou tomber ce régime. Cette thèse est de plus en plus contestée par une partie au moins de l'opposition irakienne qui en vient à se demander si les Occidentaux n'ont pas intérêt à maintenir Saddam Hussein au pouvoir dans un Irak affaibli.

Dans le numéro de mars du périodique *Dialogue*, publié à Londres par le Comité des musulmans chiites, Laith Kubba, l'une des figures de l'opposition, écrivait :



CLÉS / Les zones d'exclusion

■ **Les zones d'exclusion aérienne.** - La zone d'exclusion aérienne au nord de l'Irak, à l'intérieur de laquelle deux hélicoptères américains ont été abattus, jeudi 14 avril, par deux avions américains a été créée par la coalition anti-irakienne (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne), le 7 avril 1991, six semaines après la fin de la guerre du Golfe. La création de cette zone, située au nord du 36° parallèle, a été décidée au début de l'opération « provide comfort », destinée à venir en aide aux populations kurdes qui fuyaient vers l'Irak et la Turquie après l'échec de leur insurrection en mars contre le régime de Saddam Hussein. Elle

est surveillée par les forces de la coalition alliée (américaines, françaises et britanniques), basées à Incirlik en Turquie. Une autre zone d'exclusion a été instaurée par la coalition au sud du 32° parallèle, le 27 août 1992, afin de protéger les populations chiites persécutées par le régime irakien. Elle inclut de grandes villes telles que Bassorah, troisième centre industriel du pays, et Nadjaf, une ville sainte du chiisme, mais surtout la région des marais, au confluent du Tigre et de l'Euphrate, dans un triangle dont les pointes sont les villes de Bassorah, Amara et Nassiriya.

« Les sanctions peuvent être tolérées comme une mesure temporaire pour débarrasser l'Irak de Saddam (Husseïn), uniquement si elles sont liées à d'autres mesures, telles que l'imposition d'observateurs pour le respect des droits de l'homme sur tout le territoire irakien » la non-imposition des sanctions de l'ONU dans le Kurdistan et dans la zone d'exclusion dans le Sud, « l'inculpation de Saddam (Husseïn) pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité et un soutien critique aux Irakiens dans leur tentative de renverser la dictature ».

MOUNA NAÏM

■ Turquie

Le chef du PKK se dit pacifique

Abdullah Ocalan préconise la paix et la création d'une fédération

Monsieur Abdullah Ocalan, le secrétaire général du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, en rébellion armée contre Ankara depuis 84), affirme être « prêt à mettre fin à la lutte armée si une atmosphère favorable à une solution pacifique était créée ». Dans une interview accordée dans le nord du Liban au quotidien pro-kurde « Ozgur Gundem », publié à Istanbul, Ocalan estime possible « une solution démocratique fondée sur la création d'une fédération turco-kurde ».

INTEGRITE

Le leader du PKK a affirmé que le problème kurde ne pouvait être résolu par les armes et qu'il voulait « discuter d'une solution dans l'intégrité de la Turquie avec la reconnaissance constitutionnelle de l'identité politique, historique, économique et culturelle des Kurdes ».

M. Ocalan a précisé que les attentats dans les grandes villes turques étaient organisés par des sympathisants mais qu'il ne les approuvait pas. « Ce ne sont pas les fruits de nos méthodes de lutte », a-t-il affirmé. Le PKK avait annoncé en juin 93 qu'il allait porter la lutte armée dans les villes, l'argent des touristes servant à alimenter la machine de guerre turque.

Selon M. Ocalan, les gouvernements d'Europe occidentale pourraient jouer un rôle d'intermédiaire pour une solution démocratique du problème kurde en Turquie mais il affirme que Bonn et Paris « se trompent énormément » en soutenant le gouvernement de M^{me} Ciller, qu'il a qualifiée de « fantoche des généraux de la guerre spéciale ».

gamk — 16-17 AVRIL 1994

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe demande à Ankara de "retirer ses accusations" contre les députés kurdes

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à l'issue d'un débat animé, a demandé mercredi au gouvernement turc de "retirer ses accusations" contre les six parlementaires turcs d'origine kurde qui encourent la peine de mort aux termes de la loi turque. Les six parlementaires, détenus depuis le début du mois de mars, "n'ont pas outrepassé leur droit à la liberté d'expression garanti par l'article 10 de la Convention Européenne des Droits de l'homme ainsi que par la Constitution turque", ont estimé les Parlementaires des 32 États membres du Conseil de l'Europe.

"L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ne peut donc tolérer la levée de l'immunité parlementaire, l'arrestation et la détention" de ces parlementaires d'origine kurde membres du Parti Démocratique (DEP), poursuit le texte adopté malgré l'opposition des délégués turcs présents à Strasbourg, ainsi que celle, notamment, des conservateurs britanniques et allemands.

En outre, l'Assemblée "invite les autorités turques à prendre des mesures en vue d'une solution politique pacifique à la question kurde sur le territoire national".

Cependant, dans un amendement adopté sur proposition, notamment, d'un parlementaire turc, l'Assemblée reconnaît "la nécessité de préserver l'unité politique et l'intégrité territoriale" de la Turquie et qu'une solution "pacifique, démocratique et non-séparatiste" de la question kurde, n'incombe qu'aux citoyens de la République de Turquie".

Au cours du débat, l'auteur du rapport présenté à l'Assemblée sur cette question, un parlementaire des Pays-Bas, Erik Jurgens, a souligné que l'article de la Constitution turque sur lequel sont fondées les poursuites est contraire à la Convention européenne des droits de l'homme qui s'impose pourtant au droit national. "Les Parlementaires doivent pouvoir s'exprimer librement" a-t-il protesté.

Coalition again suspends flights over N. Iraq

Compiled by TDN from wire dispatches

ZAKHO, Iraq- The allied air force patrolling northern Iraq said Saturday it had suspended flights for a second day following Thursday's shootdown of two U.S. helicopters.

U.S. Navy Commander Ron Morse, a spokesman for the European Command in Stuttgart, Germany, said no flights would take place despite his earlier statement that there was a flight schedule for Saturday.

He did not provide an explanation for the suspension. No planes will patrol on Sunday either under a decision already made before the accident, said U.S. Air Force Capt. Michael Shavers, a spokesman at Incirlik air base in Turkey.

"There are periodic down days once in a while," he said. Air patrols to protect Kurds in northern Iraq were suspended Friday to reinforce safety procedures.

Meanwhile, a Kurdish official identified one of the 26 victims as U.S. Army Col. Jerry Thompson, the outgoing commander of the Military Coordination Center (MCC) here.

The MCC coordinates the humanitarian mission on behalf of Kurds under allied protection in northern Iraq and maintains contacts with Iraqi Kurdish leaders.

Shazad Saib, a spokesman for the Patriotic Union of Kurdistan speaking from Ankara, Turkey, said Thompson was killed along with his recently appointed replacement, U.S. Army Col. Richard A. Mulhern.

Saib said the colonels were flying to Salahaddin, near the city of Irbil, to meet with the representatives of the U.N. office which coordinates humanitarian efforts with the MCC and with Masoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party. The bodies of the victims were flown to Germany on Friday. Two U.S. F-15C jets on Thursday shot down the helicopters apparently after mistaking them for Iraqi aircraft.

American, French, British and Turkish warplanes have been patrolling a no-fly zone over northern Iraq since shortly after the end of the Gulf War to watch Baghdad's treatment of its Kurdish minority.

Twenty coalition force personnel, including 12 Americans, are based at the coordination center. Morse said command of the center would be assumed under a "clear cut procedure," without providing details.

Iraqi Kurds have been observing an official mourning since Thursday. Flags flew at half mast and banners hung from official buildings reading, "The Kurdish people have lost their friends." "We Kurdish people prefer to die in thousands rather than our guests," said Abdulmecit Zebari, a Kurdish resident of this northern Iraqi town. "It is a big tragedy for us."

The coalition force sealed off the accident site, barring reporters from reaching the scene.



US President Bill Clinton

A team of U.S., British, French and Turkish experts were scheduled to begin an investigation at the site on Saturday.

The United States had on Friday suspended air patrols by combat planes over Northern Iraq for one day to reinforce safety procedures that failed on Thursday. President Bill Clinton promised a "full report to the American people" on "the horrible tragedy."

Clinton told reporters earlier that he believes the allied peacekeeping mission should continue in Iraq despite the accident. "It's performed a very valuable function" in protecting Kurds from Iraqi persecution, the president said. He said he had phoned British Prime Minister John Major and French President Francois

Mitterrand to express his condolences. "We're going to stay on top of this, work through it, and make a full report to the American people," Clinton said. While the F-15 fighter pilots were being given additional safety briefings Friday, AWACS early warning radar planes continued operating over the "no-fly" zone north of the 36th parallel, said defense officials who spoke on condition they not be identified. Although no attack aircraft were in the air over northern Iraq Friday, the AWACS could call in jets in the event Iraqi aircraft were spotted violating the no-fly zone, the officials said. Defense Secretary William Perry said it would take weeks to sift through the evidence to ascertain why two F-15 fighters shot down the two Army helicopters. All aboard were killed.

The downed helicopters were ferrying the U.S., British, French

Sunday, April 17, 1994

turkish daily news

and Turkish officers from Zakho to a meeting with Kurdish leaders in Salahaddin, the central region of the Kurdish zone.

Perry said, "We have already made some changes in the procedures there." He said he could not reveal the changes for security reasons. Perry, appearing Friday on morning television news programs, said he was baffled by the shootdown in which the U.S. Black Hawk helicopters were mistaken for Iraqi Hind helicopters. "I find it very difficult to understand," Perry said. "The helicopters do not look very much like each other."

Perry said the F-15C pilots made two passes to visually inspect the helicopters but did not attempt to contact them by radio before opening fire. Such radio contact "was not part of their procedures," Perry said.

Perry, asked if the fighter pilots may have overreacted because of mounting tensions with Iraq, said: "There have been provocations in the past, but there was nothing that would have made this day stand out in particular."

Perry said he was taking personal responsibility for Thursday's tragedy. He said a special investigations team was en route to Turkey and "will be there for the weeks to come."

"We're continuing the operations in northern Iraq, but we have made some adjustments to our procedures ... which take the hair trigger off to a certain extent," Perry told AP Network News. Questioned how such a tragedy could occur, Perry replied, "There were errors. There were human errors, probably, and there might be process or system errors as well."

In Congress, House Minority Whip Newt Gingrich said Thursday the helicopter disaster and the air strikes in Gorazde raised "a warning flag" that Clinton may be overextending the military after cutting its budget too much.

Rep. Lee Hamilton, chairman of the House of Representatives Foreign Affairs Committee, said Friday, "I think it's stretching it to say that any reductions we have made in the defense budget were the cause of this incident in Iraq."

Hamilton did say the United States has "kind of lost our focus on Iraq" and must demand "a very tough, firm enforcement of those sanctions."

Perry said he had set in motion immediate investigation by Joint Chiefs Chairman Gen. John Shalikashvili to review the flight procedures in the three no-fly zones where U.S. aircraft fly — in northern and southern Iraq and Bosnia.

Perry said he asked Shalikashvili "to take action which can minimize the chance of any kind of recurrence of this."

Victims in Frankfurt

Meanwhile, the remains of the 26 mistakenly killed by U.S. warplanes were flown to a U.S. air base near Frankfurt early on Saturday.

Following a brief military honours ceremony attended by high-ranking military and government representatives, the bodies were transported immediately from the U.S. Rhein-Main air base to a nearby morgue to be identified by military pathologists, a military spokeswoman said.

Four trucks accompanied by a military police escort carried the bodies away. The spokeswoman was unable to specify the convoy's destination. A military official at the scene said the trucks were going to a hospital in Frankfurt. Britain named the two British officers as Lieutenant-Colonel Jonathon Swann and acting Major Harry Shapland.

In its first official identification of a victim, the Defense Department said 2nd Lt. Laura Ashley Piper was aboard one of the two Army Black Hawk helicopters shot down. She was based at Ramstein Air Base in Germany.

Officials speaking privately said U.S. Army Col. Richard A. Mulhern also was among the victims, although his identity had not been publicly announced. The Washington Post reported Mulhern had recently taken command of the Military Coordination Center at Zakho and the colonel he replaced was also among those killed. The center provides observers and liaisons with the Kurds who are being protected by allied forces there. Another victim was identified as Warrant Officer 2nd

Class John W. Garrett Jr., 33, a Gulf War veteran. His father said in Columbus, Ohio, on Thursday that "I had bad thoughts about this thing in Turkey, and he did, too." The elder Garrett said "It wasn't something they were particularly happy about and the Turkish government didn't seem too happy with us, either."

(Reuter, Associated Press).

Sanberk says trade relations must be restored with Iraq

The Associated Press

NICOSIA - A senior Turkish official ended a three-day visit to Baghdad on Saturday, saying Turkey would work toward persuading the international community to lift the U.N. embargo crippling Iraq, the Iraqi news agency reported.

Ozdem Sanberk, a Turkish foreign ministry undersecretary, said Turkey had started taking the steps necessary to resume commercial relations as soon as the sanctions were removed. The U.N. embargo on Iraq, imposed after its August 1990 invasion of Kuwait, hurt Turkey economically by closing an oil pipeline that runs from Iraqi fields to Turkey's Mediterranean coast and ending lucrative cross-border trade between the neighboring countries.

Sanberk was in Baghdad for talks on the disposal of an estimated 7.5 million barrels of oil trapped in the pipeline. Experts have said Turkey is concerned the oil could erode the structure and render it unfit for use by the time the embargo is lifted.

The Turkish official told Iraq's news agency his talks in Baghdad had been "positive and friendly."

"It was agreed with the Iraqi side on the necessity of restoring trade relations between the two countries to its normal

previous situation before the embargo was imposed," the news agency quoted Sanberk as saying.

"The current role of Turkey is to help the international society towards lifting the embargo of Iraq, and ending the suffering of its people," Sanberk said, according to the report monitored in Nicosia.

Sanberk also said contacts between the two country's foreign ministries would continue. His visit was made in response to an invitation extended by his Iraqi counterpart, Riyadh al-Qaisi, who was in Ankara in January for talks on the pipeline and to seek Turkey's support for an end to the U.N. sanctions. On Friday, the Al-Thawra newspaper of Iraq's ruling Baath party urged Turkey to unilaterally break the embargo, which the U.N. Security Council extended for another six months earlier in March.

Turkey used to earn up to \$250 million annually from pipeline royalties and has been pressing for the U.N. embargo to be lifted, at least as far as oil exports through Turkey are concerned.

The embargo is to remain in place until Iraq complies with terms of the cease-fire that ended the Gulf War in February 1991.

LE MONDE — 17 AVRIL 1994

TURQUIE : le chef du PKK se dit prêt à « une solution pacifique ». - Refusant l'étiquette de « séparatiste », le secrétaire général du Parti des travailleurs kurdes (PKK), Abdullah Ocalan, dit Apo, a affirmé, dans un entretien au quotidien pro-kurde *Ozgur Gundem*, être « prêt à mettre fin à la lutte armée [contre les forces de sécurité turques] si une atmosphère favorable à une solution pacifique était créée ». - (AFP.)

Ankara in der Rolle des ewigen Sündenbocks?

Wenig Hoffnung in der türkischen Kurdenfrage Die Regierung Ciller setzt auf eine militärische Lösung

Obwohl die Türkei ein Kurdenproblem in ihrem Land hartnäckig abstreitet und die kurdischen Aufständischen pauschal als Terroristen klassiert, herrschen in Südostanatolien längst bürgerkriegsähnliche Zustände. Die Regierung Ciller hat sich unter dem Einfluss der Armee für eine militärische Lösung des Problems entschieden. Europäische Kritik an diesem Vorgehen wird in Ankara nicht verstanden und als sattsam bekanntes Manöver gewertet, die Türkei in die Rolle des ewigen Sündenbocks zu drängen.

Wok. Ankara, Ende März

Die Hügel rund um Ankara sind noch schneebedeckt. In den Boulevardcafés der türkischen Hauptstadt wärmen sich bereits die ersten Gäste an der strahlenden Märzsonne und erfahren in den Zeitungen die neusten Erfolgsmeldungen im Kampf gegen die Aufständischen der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK). Das in Ankara verbreitete Bild über die Verhältnisse in Südostanatolien stützt sich fast ausschliesslich auf Medienberichte. Im Kontakt mit der von Atatürks Ideen geprägten türkischen Elite entsteht der Eindruck, Asien beginne nicht am Bosphorus, sondern erst östlich von Ankara. Interesse für die andere, die asiatische, östliche Türkei hat in diesen Kreisen keine Tradition. Freiwillig ist in der siebzigjährigen Geschichte der türkischen Republik kaum jemand ins Gebiet der «Bergtürken» gereist, wie die Kurden zu Atatürks Zeiten genannt wurden. Warum in diese rückständige Gegend reisen, wo die moderne Türkei sich doch auf dem Weg nach Europa befand? Heute treffen aus allen 27 Provinzen des Ostens regelmässig Meldungen über Terroranschläge ein. Im Kampf gegen die PKK sind bisher rund 2000 Angehörige der türkischen Sicherheitskräfte gefallen. Die Gesamtzahl der Opfer im blutigen Konflikt wird auf über 10 000 geschätzt.

Mythos der Verschwörung

Gemäss einer von den türkischen Medien breit abgestützten und landesweit verbreiteten Meinung ist das Kurdenproblem in der Türkei nicht selbstverschuldet, sondern vom feindlich gesinnten Ausland, das der Türkei keinen Platz an der Sonne gönnen will, in Szene gesetzt worden. Ausser Bulgarien werden alle Nachbarstaaten offen beschuldigt, die kurdischen Aufständischen zu unterstützen, um auf diese Weise die Türkei zu schwächen. Selbst in aufgeklärten Intellektuellenkreisen wird die Meinung vertreten, zahlreiche europäische Staaten, genannt werden Frankreich, skandinavische Länder und die Schweiz, gewährten der PKK aktive Unterstützung. Dass die PKK in allen Ländern Europas mit Ausnahme Deutschlands offizielle Vertretungen unterhalten kann, wird als Beweis für diese Behauptung aufgeführt. Geflissentlich übersehen wird die Tatsache, dass die Türkei ihrerseits exilierte Oppositionsgruppen aus Nachbarländern, wie etwa die *iranischen Volksmujahedin*, toleriert. Die Türkei sei, so der in allen Schichten, im Diplomatischen Korps und bis auf Ministerebene verbreitete Tenor, der ewige Prügelknabe Europas. Im Umgang der türkischen Sicherheitskräfte mit den kurdischen Aufständischen wende Europa Menschenrechtsnormen an, die bei Konflikten vor der eigenen Haustüre nie zur Anwendung kämen.

Zur Erhärtung dieser Behauptung liegt im Aussenministerium ein Dossier für alle Besucher bereit. Den besorgten fremden Ministern, Menschenrechtsaktivisten und Journalisten, die sich nach der Verhaftung von sechs Parlamentariern der prokurdischen *Demokratie-Partei* (DEP) zu Beginn des Monats nach Ankara bemühten, werden an mehr als zwei Händen diejenigen europäischen Staaten aufgezählt, in denen Parlamentarier ihrer Immunität verlustig gingen, ohne dass internationale Empörung laut geworden wäre. Im Verfahren gegen die Parlamentarier hat sich der Staat bisher um die Einhaltung aller verfassungsrechtlicher Vorgaben bemüht. Entscheidend in dieser Frage ist jedoch, inwieweit die gegen die Verhafteten vorgebrachten Anklagen, unter anderem der Vorwurf der Unterstützung einer terroristischen Vereinigung, von den Gerichten wirklich unabhängig beurteilt werden können. In der DEP-Parteizentrale werden die Anklagen als konstruierte Lügengebilde abgetan; Vertreter gemässigter Parteien haben das Vorgehen gegen die kurdischen Parlamentarier als rein politisch motiviert bezeichnet und verurteilt.

Das Interesse Europas und neuerdings der USA an der türkischen Menschenrechtslage wird von vielen türkischen Entscheidungsträgern als heuchlerisch empfunden und hat noch keinen Niederschlag gefunden. Es zeigte sich, dass bisher die europäischen Regierungen in entscheidenden Momenten bilateralen Interessen vor allen andern Überlegungen Priorität einräumten. Unter diesen Umständen erstaunt es wenig, dass es sich Ankara bisher leisten konnte, eine Präsenz des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz (IKRK) im eigenen Lande hartnäckig zu verwehren. Der türkische Rote Halbmond sei bestens in der Lage, sich um Bedürftige in Südostanatolien zu kümmern. Von einer Unterzeichnerin der *Genfer Konventionen* ist diese von offizieller Seite gegebene Antwort nicht akzeptierbar. Angesichts des Ausmasses des Konflikts im Kurdengebiet ist die Türkei gemäss *Artikel 3* der Genfer Konventionen dazu angehalten, Vertretern des IKRK Zugang zum Konfliktgebiet zu gewähren und Besuche bei Personen, die in Zusammenhang mit den Feindseligkeiten inhaftiert worden sind, zu ermöglichen. Die Regel gilt für alle beteiligten Konfliktparteien. Der Hinweis auf die seit Jahren in Nordirland regelmässig durchgeführten Gefangenensuche des IKRK wird in Ankara bewusst übergangen. Bevor die Terroristen der PKK nicht ihre Waffen niedergelegt hätten, gebe es keine Lösung, lautet die offizielle Antwort; alles andere wäre eine Kapitulation.

Samstag/Sonntag, 16./17. April 1994 Nr. 88

Neue Zürcher Zeitung

Gesetz des Dschungels

Gemäss dem Gesetz des Dschungels, wonach der Stärkere, um sich keine Blöße zu geben, den Schwächeren frisst, hat Frau Ciller bereits kurz nach ihrem Amtsantritt als Ministerpräsidentin im vergangenen Jahr eine harte Linie im Vorgehen gegen die PKK angekündigt. Die im Westen ausgebildete Politikerin konnte sicher sein, dass ihr kompromissloses Vorgehen in dieser Weltgegend verstanden wurde. In türkischer Optik bedeuteten Verhandlungen mit der PKK ein unverzeihliches Schwächezeichen, das der Feind sofort zu seinen Gunsten ausnutzen würde. Es ist darum nicht zu erwarten, dass die türkische Regierung in nächster Zeit auf Dialogangebote der PKK eingehen wird. Der Führer der PKK, *Abdullah Öcalan*, scheint in letzter Zeit von seiner Maximalforderung nach einem Kurdenstaat abgekommen zu sein und sich mit kurdischer Autonomie innerhalb einer föderalistisch organisierten Türkei begnügen zu wollen. Doch selbst der im Vergleich zu Ciller als gemässigt geltende türkische Parlamentspräsident *Cindoruk* lehnt im persönlichen Gespräch eine derartige Forderung strikte ab. Die Türkei werde immer ein einheitlicher Nationalstaat bleiben, eine Änderung tue nicht not. Die meisten Kurden lebten ohnehin im Westen des Landes, was beweise, dass sich die kurdische und die türkische Bevölkerung vermischt habe wie Milch und Kaffee.

Eine ganz andere Erfahrung machte ein mittelständischer Gesprächspartner, der, von türkischen Eltern abstammend, umständehalber im südostanatolischen *Van* auf die Welt gekommen war. Er überlegt sich derzeit mit der Hilfe einflussreicher Freunde seine Identitätskarte ändern zu lassen. In Polizeikontrollen gilt er wegen seines Geburtsortes als Kurde, was zu stundenlangen mühsamen Abklärungen führen kann. Tatsächlich ist der Geburtsort oft der einzige Hinweis, türkische Kurden als solche zu erkennen. Millionen von türkischen Kurden legen auf ihre Abstammung keinen Wert. Gegenüber dem fremden Besucher wird in Ankara bei jeder sich bietenden Gelegenheit versichert, dass sich Kurden selbst im Parlament und auf Ministersesseln fänden. Daraus aber auf eine faktische Gleichberechtigung und erfolgreiche Türkisierung des Landes zu schliessen wäre falsch. Im Kontakt mit türkischen Kurden im Exil fällt auf, dass manche von ihnen eine Identität erst fern von der Heimat entdecken. Sie legen beispielsweise ihre türkisierten Namen ab oder lernen die ihnen unbekannt kurdische Sprache. Manche Türken wittern dahinter die pure Agitation der PKK, ohne sich über die Ursachen solchen Verhaltens Gedanken zu machen. Nur ein kurzer Augenschein im Osten des Landes würde genügen, um die kurdische Nationalbewegung als Folge wirtschaftlicher Vernachlässigung der Peripherie durch das Zentrum zu verstehen.

Verhärtete Fronten

Freiwillig in den Osten des Landes haben sich dieser Tage zahlreiche selbsternannte Wahlbeobachter aus verschiedenen europäischen Ländern begeben. Die mehrheitlich aus dem Umfeld von grünen Parteien und Gewerkschaftskreisen stammenden Delegationen wurden in Südostanatolien von den Sicherheitskräften eng beschattet und teilweise schikaniert. Trotz ihrer eingeschränkten Bewegungsfreiheit hat der amtierende DEP-Vorsitzende *Remzi Kartal* den Besuch dieser Fremden als weit mehr als nur eine symbolische Solidaritätsgeste für die Kurden bezeichnet. Entscheidend sei, so sagte der gegenwärtig bedeutendste sich auf freiem Fuss befindende Kurdenpolitiker, dass man sich mit eigenen Augen ein Bild der Verhältnisse im Südosten mache. Dies ist zweifellos richtig, aber nicht so einfach. Touristen wird von den Konsulaten zu Recht dringend von Reisen in den Südosten abgeraten, die Geiselnahmen durch die PKK sind noch in frischer Erinnerung. Auch die täglich sich ereignenden «anonymen Morde» an Oppositionellen – als Urheber steht das Umfeld von Polizei und Geheimdienst in Verdacht – machen Reisen in Südostanatolien zu einem riskanten Unternehmen. Unabhängige Berichte aus dem Krisengebiet sind entsprechend selten. Mit Sicherheit kann nur gesagt werden, dass sich beide Konfliktparteien Kriegsgreuel zuschulden kommen lassen. Wie immer in bürgerkriegsähnlichen Umständen ist die Zivilbevölkerung hauptleidtragend.

Landesweit operierende türkische Firmen stehen vor dem Problem, Montageaufträge oder Lieferungen im Südosten kaum mehr durchführen zu können. Türkisches Personal ist nicht mehr bereit, Arbeiten im Konfliktgebiet auszuführen oder sich gar in diese Region versetzen zu lassen. Entsprechend düster sind die Perspektiven für dringend notwendige Infrastrukturprojekte, die das anatolische West-Ost-Gefälle vermindern würden. Das harte Vorgehen der Sicherheitskräfte gegen die Aufständischen fordert nach der Schätzung informierter Beobachter in den Reihen der PKK zwischen zehn und dreissig Opfer täglich. Die verstärkten militärischen Anstrengungen der türkischen Armee hat eine Verhärtung des Konflikts bewirkt. Glaubwürdige Quellen berichten von einem ungebrochenen Zulauf zur PKK. Mehrere Bombenanschläge in den Grossstädten Westanatoliens lassen auf eine Ausbreitung des Konflikts schliessen. Ohne wirkungsvolle politische Massnahmen von seiten der Regierung könnte im derzeit herrschenden Klima des wirtschaftlichen Niedergangs der Kurdenkonflikt schon bald zu einem sozialen Flächenfeuer im ganzen Land beitragen, dessen Löschung über kurz oder lang die Armee in die Hände nähme.

Defense equipment delivery delayed by politics

German Ambassador Jurgen Oesterhelt. advises that Turkey's economic package and structural problems be dealt with forcefully and concretely

New Turkish-German Trade Office expected to further enliven relations

Turkish Daily News

ISTANBUL- The delay in sending the last shipment of a delivery of defense equipment from Germany is the result of accusations leveled by certain circles in that country concerning the use of those weapons, according to German Ambassador Jurgen Oesterhelt. Speaking at a dinner held at the German Consulate General, Oesterhelt reminded guests that it was Chancellor Helmut Kohl who had personally approved the sending of DM 1.2 billion in defense equipment to Turkey.

Of that total, DM 300 million has not yet been delivered. In addition, a further DM 400 million has been promised Turkey by Germany for NATO purposes.

Oesterhelt pointed out that this year was not only one in which there would be a general election in his country, but there would also be local governments elections in 17 different places. Because of this, the German federal government was unable to ignore the accusations, which were being made with respect to the use of the weapons from Germany, concerning Turkey's protecting itself against foreign intervention and in internal disturbances. It was felt that an investigation had to be undertaken, but this could only happen if the remaining shipment was delayed.

In addition the government has asked that those circles who are making these claims substantiate them. The ambassador then

turned to the question at the heart of the current problem: the outlawing of the Kurdistan Workers' Party (PKK) in Germany as a terrorist organization. He noted that on the one side, Germany fully supported Turkey's territorial integrity and its struggle within a legal framework to prevent a terrorist Kurdish secession.

However, it also believed that the "matter can be only resolved by democratic means and with a dialogue with a wide cross-section of the community involved." Germany does not feel that it should instruct Turkey in how to implement such a program but as Turkey's friend and partner, it feels concern when the situation changes and human rights are being violated. Pointing out that Germany presently has a population of 500.000 Kurds living within its borders — more than the population of Luxembourg — and these people have relatives in the region affected, it is involved whether it wants to be or not. The violent demonstrations held recently by the Kurds disturbed many people in Germany.

Expressing concern at the latest economic developments in Turkey, Oesterhelt called for solutions to the present budget and monetary crisis.

As a quarter of 1994's budget expenses cannot be met by revenue, this prevents larger investments from being made. Another matter causing even greater worries is the level of government loans and interest which

were higher than the total of all federal and corporate taxes in 1993. He advised that the economic package and the country's structural problems be dealt with forcefully and concretely.

On a more optimistic note, Oesterhelt indicated that a Turco-German Trade Office was about to be set up officially as all obstacles had been overcome and ministerial support had been obtained. "We are hoping that the office will further enliven Turkish-German economic relations," said Oesterhelt.

Referring to the Turkish-German Economic Cooperation Council, which was established in the spring of last year, he stressed how they hoped this would lead to a new platform for discussions at higher levels and to continued interest in the two countries' relations in German and Turkish business circles.

Oesterhelt pledged that Germany would approach the future optimistically and work hard to solve its problems. He quoted the recent speech made by the German foreign minister, Klaus Kinkel, in the German Parliament. He said that the exemplary tradition of Turkish-German friendship went back a long way and that its importance was great from both foreign policy and human perspectives. "The Federal Government is determined to protect this valuable wealth in difficult times too... Turkey especially now needs our support."

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0484 3 PI 0138 FRA /AFP-FJ33
 France-Kurdes-Irak
 Un dirigeant kurde d'Irak à Paris

PARIS, 18 avr (AFP) — M. Jalal Talabani, co-président du Conseil présidentiel du Kurdistan d'Irak et secrétaire général de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), est arrivé à Paris pour une visite de 5 jours en France au cours de laquelle il s'entretiendra notamment avec le président François Mitterrand et le ministre de la Défense François Léotard, a annoncé lundi soir le Congrès national irakien qui regroupe les partis d'opposition au régime du président Saddam Hussein.

M. Talabani qui doit également rencontrer des députés et d'autres personnalités du monde politique veut discuter avec ses interlocuteurs français la situation actuelle en Irak et "la menace toujours exercée par Saddam Hussein", précise le Congrès dans un communiqué diffusé à Paris.

mj/chb

AFP 182051 AVR 94

turkish daily news

Tuesday, April 19, 1994

Karadayı chief of general staff for a four-year term

By Hayri Birlir
 Turkish Daily News

ANKARA- Landforces Commander, Gen. İsmail Hakkı Karadayı will be appointed chief of general staff for a four year term to succeed General Doğan Güreş who completes his term in office next August.

Thus the legal questions raised during Gen. Güreş' period in the position will not be repeated.

Besides Gen. Güreş, Naval Forces Commander Admiral Vural Bayazit and Air Forces Commander Gen. Halis Burhan will also complete their terms of office in August. These two commanders reportedly have still one year left to retirement and there is a possibility that their terms may be extended for another year. However it is more likely that the two officers will retire early making way for Fleet Commander Admiral Güven Erkaya to be appointed as Naval Forces Commander and Deputy Chief of General Staff Gen. Ahmet Cörekci as Air Forces Commander. First Army Commander Gen. Hikmet Bayar is expected to be appointed



Gen. İsmail Hakkı Karadayı as Landforces commander since that post will become vacant on Gen. Karadayı's promotion.

Gen. Karadayı will be 62 years old in August 1994 when he is appointed as chief of general staff. Since the term of office is four years and the legal age limit is 67 Gen. Karadayı will be able to complete the term within the legal limit. It will be remembered that Gen. Güreş was 67 last year and that a special decree had to be

issued waiving the age limit especially for him.

Who is Karadayı?

Gen. Karadayı was born in 1932 in Çankırı. He graduated from Military Academy in 1951 and occupied various posts as anti-aircraft officer. After serving as military attaché in Damascus, Beirut and Amman, Karadayı was promoted to general in 1989 and appointed as the chief of staff of the Landforces Command. In 1991, Gen. Karadayı became the commander of the First Army. Following Gen. Muhittin Fisunoğlu's retirement last year, he was appointed as Landforces Commander.

Gen. Karadayı is married and has two children. He speaks French and is known for his firm belief in the importance of military discipline.

Two thirds of generals are retired

Only 44 or 45 of the 112 generals and admirals eligible for promotion will actually be promoted to a higher rank.

Only a few of generals and admirals waiting for promotion will have the term of their wait extended by a year and the remainder will retire due to lack of available posts.

Fifty six generals and admirals, whose positions will be discussed during the meeting of the Supreme Military Council in August, are assigned to Landforces Command, 22 are assigned to Air Forces Command, 17 are assigned to Naval Forces Command, eight are at Gendarmerie Command, seven are at the Gulhane Medical Academy (GATA), one of them is assigned to the Military High Court of Appeals and one is assigned to the Military High Administrative Court.

Five of 112 generals and admirals who will complete their term for waiting for promotion are four star generals, eight of them are lieutenant generals, 24 of them are major generals and 75 of them are brigadier generals.

At Landforces Command, two of the lieutenant generals are expected to be promoted to the post of full general, five major generals to the post of lieutenant generals, 11 of the brigadier generals to the post of major generals and 25 colonels to the post of brigadier generals.

At Naval Forces Command, due to the limited

number of posts. one vice admiral will be promoted to the post of admiral, one or two rear admirals to vice admirals, two commodores to rear admirals and six captains to commodores.

At Air Forces Command, one lieutenant general will be promoted to four star general, two major generals to lieutenant general and four brigadier general to major general and eight colonels to brigadier general.

At present, there is no one with the rank of lieutenant general at Gendarmerie Command. However, it is said that one major general may be promoted to the post of lieutenant general. While one or two brigadier generals are expected to be promoted to the post of major general, three or four colonels may be promoted to the post of brigadier general.

The retirement of GATA Commander Ömer Sarlak, who is the only major general at GATA, has been confirmed.

For this reason, only one brigadier or commodore will be promoted to the post of major general or rear admiral and thus become the commander of GATA. Two colonels will either be promoted to brigadier general or commodore.

At the Military High Court of Appeals and the Military High Administrative Court, one colonel from each of these courts will be promoted to the post of brigadier general.

All generals and admirals are valued

A high-level official from the Office of the General Staff said, "the appointments and the distribution of assignments can never be considered as practices which will upset the discipline and integrity of the Turkish Armed Forces and that everyone has an equal chance of promotion."

Recalling that every year two thirds of generals and admirals, whose term of waiting for promotion has come to an end, are retired in order to preserve the echelons of command. The same official said: "Those who retire possess many of the same superior qualifications as those who are promoted and they retire only because of minor differences. It is no doubt a great source of regret to those valued commanders who leave their posts in this way." He concluded that these practices persisted because of the limited number of posts available.

Turkey-Iran joint security meeting begins in Tehran

Turkish Daily News

ANKARA- The eighth Turkey-Iran joint security committee meeting is set to begin today in Tehran. Interior Ministry Deputy Undersecretary Muharrem Göktaayoğlu is to chair the Turkish delegation attending the meeting.

Decisions reached in previous security meetings and activities of the subcommittees will be among

the topics to be discussed during the three-day meeting. The committee will also work on developing new policies to be implemented in the future. The joint security committee was established by a security agreement signed in 1992 in Tehran. According to this agreement, Iran has been handing over to Turkey members of the

outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

The security agreement foresees a type of cooperation between Turkey and Iran that would lead the two sides to hand over individuals who are suspected of acting against the other country.

Within the framework of this agreement, joint security committees and subcommittees hold periodic meetings to discuss the latest developments in field of security.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, APRIL 20, 1994

New Air Rules in Iraq After Blunder

ELMENDORF Air Force Base, Alaska (Reuters) — The Defense Department revised its rules of engagement in Iraq on Monday in an attempt to avoid the fatal blunder that killed 26 people last week.

Defense Secretary William J. Perry said procedures for identifying slow-moving helicopters before attacking them were now more detailed. It will take longer to shoot down a helicopter than a plane in the "no fly" zone set up by the allies over northern Iraq to protect Kurds from the Iraqi military.

"We have revised the Iraq procedures," he told reporters traveling with him to South Korea before making a refueling stop here. He declined to be specific on the new rules. The fighters wrongly identified the craft as Iraqi helicopters believed to be violating the no-fly zone.

Bomb Attack Wounds 13 in Tehran

TEHRAN (Reuters) — A bomb destroyed five cars at a busy intersection in central Tehran on Tuesday, wounding 13 people. Tehran radio blamed Iraq for the attack.

"Reliable security sources say the Iraqi regime has recently sent four bombers to Iran and today's blast was carried out by these saboteurs," the radio said.

Iran has blamed Iraqi agents for explosions in Tehran and other cities in the past, including truck bombs that killed scores of people in the capital in the 1980s. The bombings started soon after the 1979 Islamic Revolution and peaked during the Iran-Iraq War from 1980 to 1988.

Iraqgate: Much Too Much Ado?

By Richard Harwood

WASHINGTON — William Safire, the respected (and often feared) New York Times pundit, has written 20 or so columns since early 1992 on what he believes to be one of the greatest scandals in the history of man. From a column published on Nov. 12, 1992:

"Iraqgate is the first global political scandal. The leaders of three major nations [United States, Italy and Britain] are implicated in a criminal conspiracy: first, to misuse taxpayer funds and public agencies in the clandestine buildup of a terrorist dictator [Saddam Hussein]; then to abuse the intelligence and banking services of these nations to conceal the dirty deed; finally to thwart the inexorable course of justice," at a cost to taxpayers, he said, of \$1.9 billion.

"Iraqgate," said U.S. News & World Report, is a story of "how the Bush administration helped finance Saddam Hussein's war machine with American tax dollars." Mr. Safire claimed that "tax money" was "used to finance [Saddam's] secret nuclear buildup."

When the Clinton administration came to power, it produced no evidence of any global scandal, whereupon Mr. Safire suggested last September that President Bill Clinton and his appointees had become part of the "conspiracy."

"George Bush," Mr. Safire wrote, "privately assured Bill Clinton that he would not criticize the new president during the first year of his term ... In what may be an unspoken quid pro quo, the Clinton administration has

moved to quash any revelations about Mr. Bush's Iraqgate scandal."

This is a tale Oliver Stone might have written, and it may prove to be no less fictional than Mr. Stone's absurd movie "JFK." That is my reading of Kenneth Juster's persuasive rebuttal to the conspiracy claims of Mr. Safire and others.

Mr. Juster is a young Washington lawyer who was a senior adviser to Lawrence Eagleburger, then the deputy secretary of state in the Bush administration. He is now a visiting fellow at the Council on Foreign Relations, where he studied this affair. His findings appear in the spring issue of Foreign Policy magazine.

"The central tenet of the Iraqgate story, as charged by the press," he writes, "is that the Bush administration pursued a secret policy in cooperation with Iraq to pervert U.S. agricultural-assistance programs in order to help ... Saddam Hussein obtain weapons."

U.S. News said in October 1992 that through these programs Mr. Bush "continued to provide billions of dollars in loans to Saddam Hussein after the war with Iran ended ... Iraqi agents [stole] some of the money and used it to buy and build biological, chemical and nuclear weapons."

It is a nifty theory. But there is a problem, as Mr. Juster explains. No U.S. government loans were made to Iraq in the 1980s or '90s. Credits to buy food

were guaranteed through the U.S. Commodity Credit Corporation. But a "credit" is not a transaction in which a lender hands over money to a borrower. Under the CCC food program, an exporter agrees with a foreign buyer to export specific quantities of American commodities. The U.S. bank financing this sale pays the American exporter for the food. It is repaid by the country receiving the credit. The American bank involved is insured against loss by the CCC. Thus, it is not even theoretically possible, Mr. Juster argues, for any money to have been "stolen" from these credits for weapons purposes by Iraq or any other country.

But by obtaining credit for food purchases, critics say, Iraq could use its hard currency to buy other things, arms included. That could have happened, theoretically, when the first credits were extended in the early 1980s. But when payments came due, Iraq had to pay in hard currency or be disqualified from further food purchases.

The long-term effect was to deplete Iraq's hard-currency reserves. It obtained \$392 million in new food credits in fiscal 1990 while paying off old credits with \$847 million in hard currency. Far from freeing up hard currency, the repayment burden grew year by year.

In August 1990 the United States imposed sanctions on Iraq for invading Kuwait. Payments by Iraq on \$1.9 billion in outstanding food credits stopped at that point. That is what the Iraq food program allegedly has cost American taxpayers.

But all is not lost. The Federal Reserve System has frozen Iraqi assets in the United States. They total \$1.3 billion.

And according to Mr. Juster, "Iraq presumably would have to settle claims for all of its CCC-related debts as part of any subsequent normalization of relations with the United States." So, in the end, the slate may be wiped clean.

The reputations of those accused of Iraqgate conspiracies and criminality may take longer to repair.

"There have been," Mr. Juster writes, "more than four years of hearings and investigations by various executive-branch, congressional and judicial bodies ... But there is still no proof that the charges are true. Indeed, several government entities examining the charges have reached contrary conclusions."

If Mr. Safire's theories are right, and if, as he hints, the Clintonians may be part of a conspiratorial web, we may never clear the air on this one.

But if journalists become as zealous in exploring the avenues opened up by Mr. Juster as they were in spreading the original tale, the truth may out one day.

The Washington Post.

LIBAN

Rupture des relations diplomatiques avec l'Irak

BEYROUTH

de notre correspondant

Le Liban a rompu ses relations diplomatiques avec l'Irak, lundi 18 avril, après l'assassinat, la semaine dernière, d'un opposant irakien, Taleb Souheil Tamimi, vivant à Beyrouth avec sa famille.

Le gouvernement avait demandé à Bagdad la levée de l'immunité diplomatique des attachés commercial et culturel irakiens, soupçonnés de cet assassinat (*le Monde* du 16 avril). Lors de leur interrogatoire, les deux hommes avaient avoué appartenir aux services de renseignement et avoir « exécuté des ordres » qui leur étaient « parvenus par télex ». Bagdad ayant rejeté sa demande, le Liban a opté pour une attitude de fermeté : le gouvernement de Beyrouth a non seulement décidé de rompre ses relations avec l'Irak, mais encore s'est déclaré

déterminé à juger les assassins présumés, qui encourent la peine de mort, manifestant ainsi sa volonté de ne pas laisser le Liban redevenir le champ clos de règlements de comptes étrangers.

L'ambassade d'Irak dispose de trois jours pour fermer ses portes et organiser le départ de ses diplomates. Trois personnes recherchées pour complicité, notamment le consul, seraient arrêtées si elles cherchaient à quitter le pays. Auparavant, Beyrouth avait pris la précaution de demander à son chargé d'affaires à Bagdad de partir « dans l'heure » pour Amman. Cependant, douze mille Libanais vivent toujours en Irak.

La faiblesse et l'isolement actuels de Bagdad - ainsi que la position dominante de la Syrie au Liban - ont été les deux facteurs clés de la fermeté libanaise.

LUCIEN GEORGE

LE SOIR DE BRUXELLES — 19 AVRIL 1994

Des hommes politiques kurdes turcs, membres du DEP, de passage à Bruxelles

Les droits des Kurdes de Turquie : deux témoignages

Des assassinats de journalistes et de politiciens kurdes, des parlementaires et des avocats kurdes arrêtés, l'usage de la torture banalisée, le (seul) journal kurde suspendu, une guerre civile dans le Sud-Est turc dont les victimes se comptent par milliers, dont une bonne partie de civils : le problème kurde a pris ces dernières années des proportions de catastrophe humaine considérable. De passage à Bruxelles, un député et un membre du comité central du parti turc kurde DEP, Nizamettin Toguc et Felemez Basboga, témoignent.

Savoir s'il veut encore vivre avec les Turcs. Nous demandons aussi que la Turquie applique les treize conventions internationales qu'elle a signées.

Le statut de la langue kurde est certainement emblématique. Notre langue a été officiellement légalisée en 1991, raconte M. Felemez, mais seulement pour ce qui concerne les conversations privées. Que ce soit l'éducation scolaire, les réunions publiques ou les médias en tous genres, elle reste interdite. On peut être arrêté pour avoir écouté une cassette de musique kurde ! Les six députés du DEP qui viennent d'être placés en état d'arrestation paient notamment le fait d'avoir utilisé en public les mots « Kurdistan » et « kurde ». Cinquante-six journalistes sont actuellement détenus pour le même motif.

Question classique, attendue et qui les ferait presque sourire, la nature des liens entre le DEP et le PKK (mouvement de rébellion armée, marxiste-léniniste) ne pouvait être évitée : Nous

n'avons pas de liens directs. Disons que nous sommes de la même famille. Ils ont choisi la lutte armée, alors que nous entendons défendre nos droits par des voies pacifiques.

ANKARA REFUSE DE NÉGOCIER

De son côté, le député kurde n'excuse pas les méthodes du PKK, souvent extrêmement violentes, mais il les explique : Le DEP, notre parti, est contre toutes les sortes de violences. Il s'agit d'une guerre entre l'État turc et les guérilleros kurdes. Si le PKK s'attaque aux protecteurs de villages kurdes, c'est parce qu'ils ont choisi le camp gouvernemental et qu'ils sont armés en tant que milice auxiliaire de l'armée. Il faut savoir que l'armée turque détruit des villages, s'attaque aux sièges des organisations politiques. On ne peut qu'appeler cela de la terreur. Le dirigeant du PKK, Abdullah Öcalan, a fait à plusieurs reprises des propositions de cessez-le-feu, demandant des

négociations. Si celles-ci réussissent, il est même prêt à siéger au Parlement turc ! Mais le régime turc ne veut pas négocier. Ankara prétend d'ailleurs que la guérilla est sur le point de s'effondrer. Ce que mes informations me permettent en tout cas de dire, c'est que la guérilla n'a jamais été aussi importante en nombre : elle disposerait d'environ 30.000 éléments.

Les récents attentats contre les touristes occidentaux ne risquent-ils pas d'aliéner la sympathie de l'opinion publique occidentale à l'égard de la cause kurde ? Nous ne sommes pas les porte-parole de ceux qui ont perpétré ces actes. Et d'ailleurs nous ne sommes pas partisans de la lutte armée. Mais dans cette guerre qui a lieu dans la région, la guérilla, qui voit des villages entiers brûler, emploie des méthodes semblables et cherche à couper l'État turc de ses ressources financières, dont le tourisme est un volet important.

Une particularité des Kurdes en

général, c'est le peu de soutien dont ils disposent dans les pays où ils vivent. Depuis l'origine de ce pays, notre droit à l'existence est nié, estime M. Nizamettin. Actuellement, absolument toutes les formations politiques turques partagent la pensée kémaliste chauvine et raciste à l'égard des Kurdes. Au contraire de l'exemple français pendant la guerre d'Algérie, il n'y a quasiment pas d'intellectuels turcs soutenant notre cause. Ceux qui s'engagent pour nous se contentent sur les doigts d'une main et ils sont emprisonnés. Il n'y a pas un seul journal turc, à l'exception d'« Özgür Gündem » — péroriquement interdit, comme pour le moment, et dont plusieurs journalistes ont été assassinés par des « inconnus », NDLR — qui se soucie jamais de notre opinion. La presse turque est un organe militaire. Cette interview sera reprise par les journaux turcs pour servir de pièce d'accusation.

Propos recueillis par
BAUDOUIN LOOS

FRA0243 4 I 0315 /AFP-IN29

USA-Irak-Kurdes

Modification des instructions pour les avions patrouillant au dessus du Kurdistan irakien

ELMENDORF BASE (Etats-Unis), 19 avr (AFP) - Le secrétaire à la Défense William Perry a annoncé mardi une modification des instructions pour les avions américains patrouillant au dessus du Kurdistan irakien, donnant plus de temps aux pilotes pour identifier d'éventuels appareils irakiens.

Les instructions ont été changées cette semaine, pour exiger des pilotes "plus de prudence", a ajouté M. Perry, en route pour une visite à Séoul et Tokyo, au cours d'une escale technique dans la nuit de lundi à mardi à la base aérienne d'Elmendorf (Alaska).

Cette modification intervient après l'incident qui a vu deux F-15C de l'armée de l'air américaine abattre, jeudi dans la zone d'exclusion aérienne au dessus du Kurdistan irakien, deux hélicoptères Black Hawk américains, dont les 26 occupants, 15 Américains, 5 Kurdes, 3 Turcs, 2 Français and un britannique, ont été tués.

Les nouvelles instructions sont semblables à celles en vigueur au dessus de la Bosnie-Herzégovine et donneront "plus de temps" avant de décider quoi faire, a précisé le secrétaire à la Défense.

Les anciennes, a-t-il précisé, ne faisaient pas de distinction en termes de menace entre avions et hélicoptères irakiens et n'obligeait pas les pilotes à tenter d'établir un contact radio pour avertir les appareils violant la zone d'exclusion avant de passer à l'attaque.

Les restes de 12 des Américains victimes de l'incident, qui avaient été transportés en Allemagne, devaient être rapatriés mardi aux Etats-Unis. Les trois autres corps sont toujours examinées par des médecins légistes, a indiqué M. Perry, qui a indiqué que l'enquête n'avait pas encore permis de déterminer les causes de l'incident, mais qu'il attendait des "résultats significatifs" dans le courant de la semaine.

fgf/jcc

AFP 191332 AVR 94

FRA0282 4 I 0195 TUR /AFP-PR42

Turquie-Kurdes

35 rebelles kurdes et six militaires turcs tués dans le sud-est

ANKARA, 20 avr (AFP) - Trente-cinq rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et six militaires turcs ont été tués ces derniers jours lors de combats dans le sud-est anatolien, a annoncé mercredi la super-préfecture de Diyarbakir.

Trente-et-un rebelles du PKK et six militaires turcs ont été tués lundi et mardi dans la région d'Uludere, dans la zone montagneuse de Dugundagi, à la frontière avec l'Irak, indique un communiqué de cette préfecture, chargée de la coordination de la lutte contre le PKK. Ces rebelles s'apprêtaient à attaquer deux postes frontaliers de la gendarmerie turque dans cette région, selon elle.

Quatre autres maquisards kurdes ont été abattus lors d'opérations militaires dans la région de Diyarbakir (chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde) et de Cizre dans la province de Sirnak, frontalière avec l'Irak, selon le document, qui ne précise pas la date de ces opérations.

Le Premier ministre, Mme Tansu Ciller, avait renouvelé mardi son appel aux rebelles du PKK pour qu'ils se rendent à la justice turque.

CE/hc/mf

AFP 201534 AVR 94

turkish daily news

Wednesday, April 20, 1994.

Iran-Turkey relations reach new heights

A joint Turkish delegation comprising Eximbank, Treasury and BOTAS officials to go to Iran in early May

By Adnan Çağlayan
Turkish Daily News

ANKARA- Diplomatic traffic is increasing between Iran and Turkey due to a recently established climate of close cooperation in economic, political and security spheres. Iranian First Deputy Foreign Minister Mohammad Hashemi, Iranian President Hashemi Rafsanjani's brother and former head of Iranian radio and television, is expected to visit Turkey on May 2, diplomatic sources told *Turkish Daily News*.

"Economic and political issues will be discussed by Turkish officials during this visit. Hashemi will hold a meeting with Turkish Foreign Ministry Under Secretary Ozdemir Sanberk and is expected to be received by Foreign Minister Hikmet Çetin and President Süleyman Demirel, a high-ranking Iranian official told TDN.

Hashemi will outline the Iranian government's views on latest developments in the region and the world, the same source said. "The Karabakh question, the Bosnia problem and the issue of northern Iraq will be the main topics of the consultations. The views of the Turkish and Iranian governments are quite similar on these subjects. The question for the two friendly countries is how to act together to solve these problems. Economic issues will also be discussed by Turkish and Iranian officials. There is a political will to accelerate economic relations between the two countries," he disclosed.

Iran has recently launched a new liberalization project, designed by President Rafsanjani, that aims to create a pow-

erful economic system, which will integrate Iran into the global economic system. Rafsanjani is proposing a privatization campaign for state-owned enterprises, to lift government subsidies, to develop Iran's resources other than crude oil, to encourage exporters and lessen the Iranian economy's dependence on oil revenues.

Meanwhile, a Turkish delegation, comprising Eximbank, Treasury and State Pipeline company (BOTAS) officials, will visit Iran in early May.

During the visit, Turkish and Iranian officials will discuss the natural gas pipeline project, which there are plans to extend to Europe via Turkey. Iran, which ranks second in the world in terms of natural gas resources, is attaching great importance to this project since its oil export revenues are declining due to low world market prices. Turkey is also trying to break its dependence on natural gas imports from the Russian Federation.

Turkey has taken an extremely positive stance toward this project. "We want to realize it as soon as possible," Hayrettin Uzun, general director of BOTAS, told TDN.

The delegation will determine the conditions of the purchase by Turkey of 3 million barrels of crude oil from Iran. This deal was decided on at the Turkey-Iran Joint Economic Commission meeting in Tehran in February.

The talks will also focus on the economic difficulties facing both countries. Iran, which is trying to reschedule its foreign debts to Western countries, is expected to propose repaying its \$70 million debt to Turkey in cash instead of

with crude oil, despite its shortage of foreign currency. Turkish and Iranian officials will discuss how to develop the two countries' secondary resources with the aim of increasing their revenues. Economic relations and opportunities for cooperation with the Central Asian republics will be two of the main items discussed during the talks.

Security talks

Meanwhile, the eighth Turkey-Iran Joint Security Committee meeting is continuing in Tehran, having begun on Monday. Interior Ministry Deputy Undersecretary Muharrem Göktaşoglu is attending the meeting, as the head of the Turkish delegation. Decisions reached in previous security meetings and the activities of the subcommittees are among the topics being debated.

The committee is working on developing new policies to be implemented in the future.

The Joint Security Committee was established by a security agreement signed in 1992 in Tehran. According to this agreement, Iran has been handing over members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) to Turkey.

The security agreement foresees the type of cooperation between Turkey and Iran that will lead these countries to handing over individuals who are suspected of perpetrating acts against either country. Within the framework of this agreement, joint security committees and subcommittees hold periodic meetings to discuss latest security developments.

Turkey heads for buffer zone in northern Iraq

Çiller to PKK: Surrender before summer

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish troops that have been in northern Iraq since last Tuesday have reportedly started to establish a buffer zone on the border to cut off logistic supplies to Kurdish separatists.

Prime Minister Tansu Çiller said Tuesday that a massive operation against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) was continuing in the region, and made "a final appeal" to separatist militants to surrender before the summer. "Our state will embrace anyone who surrenders," Çiller said, as local sources in the southeast reported an immense troop deployment to the region and a buildup of Turkish forces on the Iraqi border.

Sources said Tuesday that there was a heavy bombardment of separatist targets in the Shive and Haftanin regions of northern Iraq and that a land operation was continuing near Sinah. A major deployment of Turkish troops was also observed in the vicinity of Kanimasi, an area previously cleared by warplanes and helicopter gunships. An unofficial Turkish military headquarters was established in Kanimasi on Monday, and helicopters were ferrying in new troops the following day. One unconfirmed report had it that Turkish troops had also crossed into northern Iraq near the Iranian border and were accompanied by peshmergas of Masoud Barzani's Kurdistan Democrat Party (KDP).

Operations in Turkey also continued, with new vehicles and troops arriving in the border region and land and air operations continuing on Gabar mountain. Local sources said villages on Gabar and Mt. Cudi had been evacuated and that the civilians had fled either to Kumcari or northern Iraq.

Addressing her ruling True Path Party (DYP) group meeting on Tuesday, Çiller implied that the Turkish campaign would gain momentum by this summer and defined the struggle against terrorism as "Turkey's most important problem."

She denied separatist claims that Turkey mistreated those who surrendered and said: "Come and surrender before it's too late. Your end should not come in sorrow. Come and let us enjoy the resources of this country together."

Her statement came a day after a senior PKK leader claimed that Turkey

aimed at creating a permanent security zone within Iraq and official sources in Ankara said that the Turkish presence in the region would last throughout the summer. In an interview he gave to the PKK-affiliated Kurd-A news agency on Monday, Military Council commander

Cemil Bayik (Cuma) claimed that Turkey wanted to occupy part of the region.

He alleged that troops would be advancing southwards in the coming days and suggested troops might even reach Zaxo and Dahok. Bayik also described the operation as more important than Turkey's incursion into Iraq in 1992 and said that this time Turkey intended to stay put.

Local sources claimed on Monday that Turkish tanks moving out of the Zap region of Turkey's Hakkari province had moved into northern Iraq and had reached Kanimasi via a mountain road. Turkish commandos, supported by warplanes and military helicopters, entered the region last week and local sources have put the total number of troops currently in northern Iraq at around 5,000.

Witnesses said hundreds of paramilitary village guards were assisting the troops. As part of the operation on Gabar mountain, troops have seized nine mortars, seven anti-aircraft guns, three rocket launchers, 61 assault rifles, 70 anti-personnel mines, 98 grenades and approximately 170,000 rounds of ammunition, in one week.

Turkey recently deployed around 100,000 fresh troops to the Southeast and has a total of approximately 400,000 security personnel, including soldiers, policemen, intelligence officers and village guards, to fight the separatists in the region. PKK leader Abdullah Öcalan said earlier that this was "the final conflict" between his organization and Turkey, warning all militants to be prepared for a massive crackdown.

Germany unable to discover evidence of its arms being used in Southeast

Turkish Daily News

ANKARA The dark clouds of conflict that hovered over Turco-German ties were partly blown away by German Foreign Minister Klaus Kinkel, who admitted that Germany had been unable to find any evidence proving that German-supplied arms were being used in the Southeast.

Kinkel told a German radio station on Sunday that Germany had carefully studied all claims regarding the use of

German-supplied arms against the illegal Kurdistan Workers' Party militants, but "found no evidence that this was the case." "Photographs offered as evidence are being studied, but I have been told that it would be difficult to regard them as proof. This is a complicated issue, but we are conducting a careful inquiry. Nothing at all is being covered up," Kinkel told Hessen radio.

The German minister added that he felt there was "no reason to doubt Turkey's word," and to believe the claims that German arms were being used in the Southeast. "We never had — and we still do not have — any evidence of this," he said. "Our embassy there has always investigated such issues carefully." Turkish Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk told the TDN that he had listened to Kinkel's statements with interest. "It is understandable that these two countries, whose relations extend over such a broad spectrum, may experience

misunderstandings, difficulties and even conflicts," Sanberk said. "But I strongly believe that both sides will take the necessary precautions to prevent such a misunderstanding from recurring. Both governments have the political will to improve relations."

Sanberk also emphasized the need for mutual confidence. "The main factor which enables us to overcome such problems is mutual trust. Different sides may have different views, but such differences could be discussed, as long as trust is maintained." The undersecretary also praised the efforts of the ambassadors of both countries, Jürgen Oesterhelt and Onur Öymen, in helping to overcome the problems.

Kinkel's reassurance that he saw no reason to doubt Turkey on the question of the use of German-supplied arms in the Southeast was regarded by some German newspapers as a warning to Turkey. Kinkel said: "Of course I would be worried if the claims were found true. But I would carry out my responsibility." Kinkel also noted that the activities of the Kurdish militants in Germany made it difficult for the government, saying: "A total of 1.9 million Turks live in Germany. Of these, 400,000 are Kurdish. It is necessary for them to live in peace and order and to refrain from bringing their conflicts to German soil, but they do just the opposite. This makes it more difficult for us, but we have to keep calm."

Lake cautions Turkey on economic drawbacks of human rights record

Turkish Daily News

ANTALYA- Claiming that human rights have become a commercial issue, the representative of the European Commission to Ankara, Michael Lake, said Turkey's image as a country had been damaged by the perception held by the European public concerning Turkish democracy and human rights.

"As Turkey strives to complete and survive in a customs union with the European Union, its brand image as a country, as well as its ability to sell exports to European customers has been damaged," Ambassador Lake said at the 108th anniversary of the Chamber of Industry in Antalya on April 19. "The new economic package must be supported by democracy and respect for human rights," he said.

Lake pointed out that "while 62 journalists were in prison and the European media was publishing reports on the bombing, burning and forced evacuation of Kurdish villages," Turkey would sell fewer goods than it would otherwise.

"Buyers, consumers, often act on instinct, on their psychological perceptions, and their impression of Turkey today is not good enough," Lake said. "This is a high price to pay, a serious additional burden on Turkey's exporters, which they would do well without."

The representative of the European Commission, a former journalist, pointed out that the image of eastern and central European countries was "far better, since they escaped communism," and strived for democracy and human rights. "This threat-

ens Turkey's participation in the European Union, at a time when Turkey feels left out, and it is also a threat to your balance of payments ... In the meantime, the completion of the customs union is Turkey's the top foreign policy priority for the next few months. In view of the results of the recent municipal elections, the task becomes perhaps even more urgent." Lake also outlined the EU's expectations of Turkey: "A secular Turkey in customs union with the EU, in free trade with EFTA and Eastern Europe, in line with EU economic legislation, with a shrinking prosperity gap compared with the rest of Europe, would become a more attractive partner, a desirable one even, in the construction of a united Europe during the next century."

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

France-Kurdes-Irak

M. Juppé se prononce pour le respect des droits des Kurdes dans le cadre de l'intégrité territoriale de l'Irak

PARIS, 21 avr (AFP) — M. Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères, s'est prononcé jeudi pour le respect des droits des Kurdes dans le cadre de l'intégrité territoriale de l'Irak, à l'occasion d'un entretien avec Jalal Talabani, l'un des principaux dirigeants kurdes irakiens.

Qualifiant son entretien de "très cordial", M. Juppé a indiqué à la presse que la France était attachée "au respect des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU" qui, si elles étaient appliquées, permettraient aux Kurdes "de jouir de leurs droits fondamentaux dans le cadre de l'intégrité territoriale de l'Irak qui est très importante pour l'équilibre de la région".

Soulignant qu'il n'était ni pour "le séparatisme, ni pour le terrorisme", M. Juppé a préconisé "une approche politique" qui permettrait le respect des droits de l'homme ainsi qu'une large autonomie pour les Kurdes irakiens.

M. Talabani, co-président du Conseil présidentiel du Kurdistan d'Irak et secrétaire général de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), a souligné de son côté, au cours de l'entretien, que les Kurdes irakiens n'avaient pas de revendication séparatiste et a donné son plein accord à la position exprimée par M. Juppé, indique-t-on au Quai d'Orsay.

Il a aussi tenu à remercier la France et le peuple français pour leur soutien.

M. Talabani est à Paris pour une visite de 5 jours en France afin d'examiner avec ses interlocuteurs la situation actuelle en Irak et "la menace toujours exercée par Saddam Hussein", selon le Congrès national irakien qui regroupe les partis d'opposition au régime de Bagdad.

Il doit également rencontrer, précise-t-on de même source, le président François Mitterrand et le ministre de la Défense François Léotard ainsi que des députés et d'autres personnalités du monde politique.

mj/ac

AFP 211414 AVR 94

Troops destroy three PKK camps in N. Iraq

Main camp under siege, could fall any time

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish troops carrying out a week-long operation in northern Iraq have destroyed three camps used by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and are currently sweeping the region, the semiofficial Anatolia news agency reported Wednesday.

Turkey's mass circulation Sabah newspaper said, meanwhile, that Turkish troops had massed on the Iraqi side of the Turkish border between the towns of Uludere and Çukurca, creating a de facto "security zone" 15 kilometers into Iraq and 95 kilometers long.

A senior officer quoted by Anatolia on the issue said the same day that troops would remain in the region throughout the summer.

Anatolia said about 5,000 gendarmerie commando troops had been airlifted to the Shivi, Mezi and Karyaderi regions in Kurdish-controlled Iraq and had destroyed the PKK camps and depots there.

It said plenty of ammunition, foodstuff and weapons had been seized by the troops who were under the command of Gen. Osman Pamukoğlu.

Officials said, however, that Turkish forces had still not reached the main camps of the PKK and the operation was continuing with the noose around these camps being drawn tighter every day. Turks predict they will find many dead militants once they reach these settlements.

According to journalists who have witnessed the operation; it started first with Sikorski helicopters dropping commando troops around the regions of Shivi, Karyaderi and Mezi. About 2,000 commandos were initially placed around these

camps. After initial clashes with Turkish troops, PKK militants started escaping towards a neighboring valley, but were bombed there by F-5 fighters and helicopter gunships.

Currently, Anatolia reported, the troops are sweeping the area to catch a major group of militants believed to number between 150 and 200.

Captain Harun Özdemir of the gendarmerie commandos told journalists on Tuesday that the aim of the operation was to deliver a preemptive strike on the PKK which was allegedly preparing for summer attacks.

"The terrorists hiding in Mezi camp," he explained, "are infiltrating into Turkey. They were planning their attacks on military stations and civilians here. They were preparing for 1994 and we have now destroyed this preparation."

Özdemir said that searches were still continuing in the Shive region and that "the true camping place" which he failed to identify, had not been reached. "We will be here throughout the summer," he said.

Anatolia reported that one of the main targets of the operation was the Meluni hill in the Shivi region which is described as the main base of the PKK in northern Iraq. It quoted officials as saying that they were now trying to clear the PKK from the hill. Meanwhile, the PKK claimed in a statement on Wednesday that clashes had occurred between its forces and Turkish troops in the Derye Davetiye, Zavite and Govende districts. The organization said that after daylong clashes, Turkish forces had moved into the village of Zeyvan and later to the Roboski region. It claimed that at least 10 soldiers had been killed in the fighting.

There was confusion, meanwhile, about the Turkish death toll from the clashes. Anatolia said Wednesday that 68 militants had been killed in northern Iraq while Turkish newspapers put the figure as high as 110. Officials said the true death toll could only be known after the area had been swept, since PKK militants are known to be taking their dead with them as they escape.

Ankara to store, rather than sell Iraqi oil

Turkish Daily News

ANKARA- Ankara declared Wednesday that it had agreed with Iraq to empty Iraqi oil from its pipeline, but would store, rather than offer to world markets, the 12 million barrels of oil. "This will partly relieve Turkey's economic difficulties," Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman told a weekly press conference.

In turn, Ankara will send food and medicine to Iraq, which has been suffering under a U.N. embargo since 1990.

Ataman was vague about the quantity of aid to be delivered as well as the schedule of delivery. About 12 million barrels of oil, worth \$150 million, has been trapped inside the 986-kilometer (616-mile) Iraqi-Turkish export pipeline, which is the main artery of Iraqi oil exports.

Ataman said that all the oil would be pumped out to Turkish refineries under a plan agreed on by the two countries last week, to examine the pipeline for possible corrosion and make repairs.

The pipeline would be flushed, refilled and made ready for Iraqi oil exports to resume whenever U.N. sanctions are lifted. "About 3.8 million barrels belong to Turkey," Ataman said. "So oil belonging to Iraq will also be coming here ... but there is no question of material gain for Iraq in the process." Ataman said the issue had been agreed upon "in principle" during Turkish Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk's visit to Iraq, but further talks were necessary.

An Iraqi team is due in Turkey in May to discuss the operation to flush and refill the pipeline which Sanberk said could begin in two or three months' time.

The twin pipeline links the Kirkuk oilfields in northern Iraq to Turkey's Mediterranean coast and can carry 1.2 million barrels per day, over half of Iraq's pre-Gulf crisis oil exports.

Thursday, April 21, 1994 /

turkish daily news

ECF0337 4 F 0594 TUR /AFP-WA06

Eco.-tourisme

La saison touristique en Turquie compromise par les menaces terroristes
par Kadri GURSEL

ISTANBUL, 21 avr (AFP) - Les dernières bombes des rebelles kurdes contre le tourisme en Turquie ont fait mouche : les annulations se multiplient et les agences de voyage font grise mine à l'orée d'une saison d'été 1994 qui apparaît déjà compromise.

Les touristes cette année tourneront le dos aux cheminées de fée de Cappadoce, aux plages de sable fin d'Antalya ou aux mosquées d'Istanbul, pour le plus grand profit des pays concurrents, à commencer par la Grèce, se lamentent les professionnels du tourisme turcs.

Selon eux, le dernier attentat à la bombe, qui a fait deux morts --un Espagnol et une Tunisienne-- et 15 blessés le 2 avril dans le Grand Bazar d'Istanbul, a eu un effet dévastateur. Suivant de près un premier attentat au Grand Bazar et un autre dans les jardins du musée de la mosquée Sainte-Sophie, qui avaient fait des blessés, il a déclenché une vague d'annulations. Or les réservations étaient déjà en baisse par rapport à la saison 1993, la première à avoir été marquée par des attentats et des enlèvements de touristes.

Revendiqués ou non, tous ces actes sont attribués aux rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui avaient menacé en 1993 de s'en prendre au tourisme dont les revenus, estiment-ils, sont utilisés dans la "sale guerre" menée contre eux par l'Etat turc.

Selon M. Fikret Atalay, directeur général en Turquie de "Pacha Tours", l'agence de tourisme choisie par un tiers des 300.000 Français ayant visité la Turquie en 1993, l'agence comptait pour 1994 sur environ 55.000 personnes avant l'attentat du Grand Bazar. Depuis, elle n'en attend plus que 35.000.

"Même les touristes que j'ai accueillis cette semaine semblaient terrorisés par les attentats du PKK et aussi par le traitement exagéré de ces informations par certaines organes de presse européens. De ce fait, moi-même, si je ne connaissais pas la Turquie, je ne voudrais pas y venir", a déclaré M. Atalay.

M. Orkun Isin, directeur d'une autre importante agence de tourisme, Pamfilya Tour, a déclaré que ses ventes étaient en baisse de 45% depuis le début de 1994 par rapport à l'année précédente. "Après l'attentat au Grand Bazar, nous n'avons eu aucune nouvelle réservation", a-t-il dit.

Les milieux du tourisme ajoutent que les ventes en Allemagne sont en baisse de 25% et au Pays-Bas de 45% par rapport à 1993. La Turquie est le seul pays à enregistrer une telle chute, tandis que les pays en concurrence comme la Grèce et l'Espagne et même la Bulgarie ont déjà presque rempli leurs capacités touristiques.

Le secrétaire général de l'Association des Agences de Voyage de Turquie (TURSAB), M. Suha Uyar, condamne lui aussi l'"approche exagérée" des médias européennes, qu'il accuse de faire le jeu de la concurrence. "Les bombes explosent partout, notamment à Londres et à Barcelone, mais les médias ne créent pas la même atmosphère de terreur que pour Istanbul", estime-t-il.

Quant au ministère du Tourisme, il reste quand même optimiste et estime à 4,5 milliards de dollars les revenus que le pays tirera du tourisme en 1994, pour 7,5 millions de visiteurs. Les revenus du tourisme, qui avaient enregistré en 1992 une hausse d'un milliard de dollars par rapport à l'année précédente, avaient augmenté de 300 millions de dollars en 1993 (à 3,9 milliards de dollars). Le nombre des touristes avait alors baissé de quelque 500.000 (à 6,5 millions), un fait généralement attribué aux premiers attentats du PKK.

KG/hc/js

AFP 211458 AVR 94

LE MONDE - 22 avril 1994 **IRAK**

Un dirigeant kurde réclame à Paris un soutien actif à l'opposition

En visite à Paris depuis lundi 18 avril, Jalal Talabani, qui est coprésident du « conseil présidentiel » du Kurdistan irakien (quasi-ment autonome depuis qu'il a été placé sous protection internationale), demandera à la France de faire en sorte que le gouvernement irakien soit forcé d'appliquer la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU d'avril 1991 - d'inspiration française - qui exige de Bagdad le respect des droits de l'homme.

A cette fin, la France et les autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU doivent, selon lui, s'y prendre ainsi : « Envoyer des observateurs des Nations unies en Irak [contre la volonté de Bagdad], accroître l'isolement du régime irakien en le chassant des organismes internationaux et traire, même par contumace, Sad-

dam Hussein devant un tribunal, pour crimes contre l'humanité. »

Mais Jalal Talabani admet que ce qu'il préconise est difficilement réalisable, étant donné, notamment, que la communauté internationale a, en ce moment, d'autres soucis prioritaires, surtout après son échec en Bosnie. Il attend néanmoins que les membres du Conseil de sécurité « soutiennent politiquement, moralement et financièrement l'opposition irakienne et la formation par cette opposition d'un gouvernement irakien de coalition qui siègerait à Erbil », capitale du Kurdistan. Il souligne qu'un tel gouvernement ne doit voir le jour que s'il bénéficie d'un appui international préalable. « Alors, affirme-t-il, le gouvernement irakien, qui est déjà totalement rejeté par la population, toutes

communautés confondues, tombera. » M. Talabani en est convaincu.

De la même manière, il est persuadé que ni la France, ni la Russie, ni la Chine ne contreveniront à l'embargo imposé à l'Irak par le Conseil de sécurité depuis la guerre du Golfe. Il soutient que tout le monde, y compris les sociétés pétrolières qui discutent actuellement avec les autorités irakiennes, sait que le régime de Bagdad a fait faillite politiquement et économiquement. On aimerait lui donner raison, mais même le *New York Times* suggérait récemment qu'il était temps pour les Etats-Unis de revoir leur attitude « dans le sens d'une fin possible de l'affrontement militaire et économique » avec Bagdad. M. Talabani

reconnaît qu'il n'y a aucune garantie absolue du maintien du régime irakien en quarantaine, mais il affirme que l'opposition est déterminée à tout faire pour que cette attitude se perpétue, voire se renforce, pour entraîner la chute de Saddam Hussein. En attendant, M. Talabani souhaite que l'aide internationale au Kurdistan « ne se fasse plus sous forme de dons humanitaires mais d'assistance à la réfection des infrastructures ». Il demande aussi la levée des sanctions sur certains produits « essentiels à la reconstruction et à la remise en marche de l'industrie ». Il souhaite enfin que la protection occidentale assurée au Kurdistan depuis avril 1991 soit illimitée dans le temps et ne soit plus soumise, comme c'est le cas actuellement, à une reconduction semestrielle. Les Kurdes formulent ces demandes depuis longtemps. En vain.

M. Talabani devait être reçu par M. Mitterrand et, pour la première fois depuis le changement de majorité en France, par deux membres du gouvernement, François Léotard et Alain Juppé.

MOUNA NAIM

turkish daily news

Saturday, April 23, 1994

Cindoruk blasts Parliament

*'Parliament should fight for democracy or history will repeat itself
'Turkey's future is bright and today's problems are like an eclipse'*

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Parliament Speaker Hüsametdin Cindoruk on Friday made a strongly worded statement in which he warned the Turkish Parliament to fight for democracy or face a repetition of history. Cindoruk seemed to be implying that unless democracy was fully restored, the threat of a military takeover would continue to loom over Turkey.

"If a Parliament does not fight for democracy, if it does not fulfill the requirements of democracy, what has happened to it in the past will happen again. This is what I am seriously trying to prevent. I am saying this because I have lived through this experience," he said.

Cindoruk criticized Parliament for failing to amend articles in the Turkish Constitution which still legitimize past military coups and the military-controlled consultative assembly of the post-1980 military era.

He said that the failure to pass a democratization program and to take political decisions for democracy was the failure, not of the govern-



Hüsametdin Cindoruk

ment, but of Parliament. Cindoruk added that the "political disorder" played an important role in this. Answering questions put to him by journalist Yavuz Donat for the "Public Opinion" television program to be broadcast on the state-run Turkish television, Cindoruk said he believed the most important part of the coalition program was democrati-

zation and an amendment of the Constitution in the field of human rights. He said he criticized the Parliament for failing to take political decisions aiming at democratization.

"Turkey is heading towards becoming a big state. This state has no aspiration for political expansionism. It has no aim to expand its borders. The state is only moving towards becoming a country which respects human rights, defends peace in the region, defends contemporary standards and secularism," he said. "I resemble all of today's problems to an eclipse. Just as an eclipse is temporary, Turkey's future is bright," he added. Cindoruk noted that unifying Turkey's left- and right-wing parties would overcome the political disorder in this country and noted that this was even more important than economic waste. "The crisis in Turkey is not economic but is political. Whatever economic measure the government takes, if we cannot overcome the political crisis and bring stability, we will always be forced to take new economic measures," he

said. Repeating his previous remarks that he was willing to take on the duty of unifying Turkey's political parties, Cindoruk said: "We have to unify around principles and not around people. If they tell me to come and work for a unification, to become a referee, then I will quit the speakership of Parliament. The recent elections have shown that the most important problem of Turkey is the political discord."

"This Parliament has not fought like other parliaments to win democracy," he added. "Although it has made the war of liberation, this Parliament has not made war for democracy. If it does this as well, it will become a first class institution, not only in Turkey, but throughout the world."

Coinciding with Cindoruk's statement, Turkey's biggest newspapers splashed their front pages on Friday with a joint appeal urging the public to make sacrifices for the success of economic austerity measures revealed this month.

"Haydi Türkiye" (Go Turkey) We Will Win This War" said the joint cry. We are at one of the most delicate turning points in the history of the republic," *Hürriyet*, *Milliyet* and *Sabah*, the biggest three national dailies, said in a joint declaration. "This is not only a war to be won against economic hardships but to prove Turkey's worth to friend and foe in the political, social and democratic fields as well."

FRA0400 4 I 0245 RFA /AFP-LA95

Allemagne-Kurdes

Manifestation de plusieurs milliers de personnes contre l'expulsion de Kurdes vers la Turquie

BONN, 23 avr (AFP) - Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Munich (sud), à Dusseldorf et à Cologne (ouest) pour protester contre l'expulsion de Kurdes accusés de violences en Allemagne et contre les livraisons d'armes à la Turquie, a-t-on appris de source policière.

Deux mille personnes ont défilé dans le calme à Munich, en Bavière, à l'appel du Comité de solidarité avec le Kurdistan et de la section locale de la Fédération contre le racisme.

A Dusseldorf, un millier de personnes, principalement des femmes et des enfants kurdes, ont manifesté pour attirer l'attention sur la situation des Kurdes en Turquie. A Cologne, un millier de personnes ont également participé à un rassemblement.

Les manifestants protestaient contre l'expulsion prévue vers la Turquie de Kurdes tenus pour responsables de violents incidents en Allemagne à l'occasion du Nouvel an kurde, le Newroz, le 21 mars.

Plusieurs centaines de procédures judiciaires ont été ouvertes à la suite des manifestations du Newroz. De nombreuses autoroutes allemandes avaient été bloquées pendant plusieurs heures et cinq Kurdes avaient tenté de s'immoler par le feu. Deux femmes avaient succombé à leurs blessures.

Les autorités de Bavière ont annoncé leur intention d'expulser vers la Turquie une vingtaine de Kurdes tenus pour responsables des incidents.

mlm/chr

AFP 232001 AVR 94

FRA0272 4 I 0190 TUR /AFP-JZ19

Turquie-Kurdes

28 rebelles kurdes tués lors d'opérations dans le sud-est

ANKARA, 23 avr (AFP) - Vingt-huit rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et un membre des forces de l'ordre ont été tués depuis vendredi lors d'opérations de l'armée turque dans la province de Sirnak non loin de la frontière turco-irakienne, a-t-on appris samedi de source officielle.

Les opérations se sont déroulées sur le mont Kupeli et dans les environs immédiat de Sirnak, précise un communiqué de la super Préfecture de Diyarbakir, responsable des régions sous état d'urgence de l'est et sud-est anatolien à majorité kurde.

Des munitions et des armes ont été saisies lors des opérations, selon le communiqué.

Le PKK est en passe d'être délogé de ses positions des deux côtés de la frontière turco-irakienne, où l'armée turque s'est déployée depuis une dizaine de jours, tuant plus de 250 rebelles. Ces opérations aéro-terrestres ont fait au total depuis début avril quelque 500 morts dans les rangs du PKK et une vingtaine de morts civils et militaires, selon une compilation de chiffres officiels par l'AFP.

YM/bw

AFP 231523 AVR 94

L'EST RÉPUBLICAIN — 23 AVRIL 1994

JUSTICE

Un Kurde menacé d'expulsion reste à Nancy... pour l'instant

Emirali Ates avait échappé mercredi de justesse à un retour forcé en Turquie, son pays d'origine.

NANCY. — Imbroglia administratif sur fond de raisons humanitaires, l'aventure d'Emirali Ates, un ressortissant turc d'origine kurde qui se trouvait jusqu'à jeudi en début d'après-midi, sous l'effet d'un arrêté de reconduite à la frontière pris en juillet 1993. Décision confirmée en septembre par le tribunal administratif de Nancy.

C'est à la suite d'un banal contrôle routier que la gendarmerie de Jarville avait placé dimanche cet homme en garde à vue, puisque sa présence sur le territoire français était irrégulière. L'homme avait même été emmené à l'aéroport de Strasbourg-Ensheim, d'où il devait s'envoler pour la Turquie. Heureusement pour lui, son avocate, Me Liliane Glock avait déposé entre temps une requête en annulation de l'arrêté préfectoral de reconduite à la frontière devant le tribunal administratif, ce qui a valu à l'infortuné Kurde de se retrouver hier matin devant cette instance.

«Présomption de kurditude»

Dans la salle, Emirali Ates pouvait compter sur la présence de nombreux supporters; plusieurs membres de la communauté kurde de Nancy et des sympathisants du comité antifasciste et antiraciste emmenés par Paul Levy. Mais c'est Me Glock qui a focalisé toute l'attention avec une plaidoirie bien sentie à l'en-



Emirali Ates et son conseil Me Glock. Retour à la case départ.

Photo Denis MOUSTY

contre de la préfecture. Pas contente du tout qu'on lui subtilise son client d'une manière si cavalière: «Si M. Ates a demandé l'asile politique, ce n'est pas pour rien. Les risques qu'il encoure sont sérieux si on le renvoie en Turquie. Alors je me demande comment l'administration d'un grand pays démocratique permet aux gens d'aller se faire massacrer dans un pays qui ne l'est pas».

Indiquant aussi que les services de la préfecture font «une présomption de kurditude» pour l'identité de son client, Me

Glock présente des documents qui «prouvent que sa sécurité est menacée en Turquie». En particulier, un mandat d'arrêt du gouvernement turque. Le défenseur cite enfin l'article 3 de la convention des droits de l'homme, et réclame «l'annulation du choix de la Turquie comme destination d'expulsion».

Passeport miraculé

Après un tel assaut, la tâche du représentant de la préfecture s'avérait périlleuse. Pour lui, «l'arrêté de reconduite à la frontière était devenu exécu-

toire suite au jugement du tribunal administratif de septembre. Depuis cette date, M. Ates aurait pu entamer des démarches pour trouver un pays d'accueil». Le fonctionnaire sort un passeport et un billet d'avion aller-retour appartenant à Ates pour démontrer que celui-ci n'avait pas quitté son pays clandestinement lors de son arrivée en France en 1979, et qu'il était libre d'y retourner.

Ces deux documents jusque-là inconnus au dossier font sursauter Me Glock. Dans la nuit on l'emène à Strasbourg et maintenant on amène un passeport comme sorti d'un chapeau de magicien!». Embarras côté préfecture qui avance «que ces documents étaient dissimulés sous des vieilles pierres tombales au fond du cimetière de Dieulouard».

En attendant, le tribunal administratif a annulé l'arrêté de reconduite à la frontière. Hier soir, la préfecture a précisé que «les documents présentés en séance par M. Ates vont être envoyés à l'office français de protection des réfugiés et apatrides (OF-PRA). S'il estime que M. Ates court un danger en Turquie, il lui reconnaîtra le statut de réfugié. Dans le cas contraire, un recours sera engagé devant le Conseil d'État contre la décision du tribunal administratif de Nancy». L'OF-PRA a déjà rejeté à 5 reprises le dossier de droit d'asile présenté par Emirali Ates.

Patrice COSTA

LE SOIR DE BRUXELLES - 23 avril 1994

Depuis le Kurdistan jusqu'à Liège Regard sur une émigration

Les Turcs sont environ un millier à Liège; ce sont, pour moitié, d'anciens mineurs, mais il y a aussi des jeunes réfugiés politiques kurdes. Leur nombre — refus d'inscription oblige — n'augmente plus; mais des problèmes particuliers se posent à cette communauté : à cause de la guerre au Kurdistan.

C'est en substance ce qu'a expliqué, hier, le sénateur écologiste Germain Dufour.

L'examen purement formel des dossiers des demandeurs d'asile est singulièrement inadapté au cas des Kurdes (chassés de leurs villages par l'armée et refusant la vie dans des bidonvilles en Turquie), dit-il. Pire : ici même, les contrôles des résidents conduisent à des drames comme celui de cette famille de Pierreuse invitée récemment à quitter le territoire où elle réside, sous statut précaire, depuis dix ans !

S'étant rendu il y a un mois dans

le Kurdistan avec une mission (belgo-néerlandaise) organisée par « Pax Christi », le sénateur a livré, hier, ses impressions de terrain dans un pays qui l'a manifestement ému (il y a foulé la vallée de l'Euphrate, patrie d'Abraham !) et qu'il décrit avec tristesse comme étant *en état de guerre, où des élections libres sont impossibles, où l'armée détruit et vide les villages en utilisant des armes et des munitions marquées Otan.*

Pour les Kurdes (environ 6 millions en Turquie, une septantaine de députés sur 450, six d'entre eux arrêtés, douze autres menacés) reste l'émigration intérieure (du Kurdistan rural vers les villes kurdes et turques) ou, pour ceux qui refusent la vie dans un bidonville, l'émigration vers l'étranger.

On touche là une extrémité du problème des réfugiés politiques, explique le sénateur.

M. H.

turkish daily news

Saturday, April 23, 1994

Ankara shrugs off Europarlament call to EU to stop arms to Turkey

Turkish Daily News

ANKARA- Ankara dismissed Friday a call of the European Parliament to the European Union governments to cut off military aid to Ankara as "impossible to be taken seriously." The Europarliament, known as the "conscience of Europe," condemned human rights abuses in Turkey on Thursday and called on European Union governments to follow Germany's example of cutting military aid.

Germany suspended arms shipments to NATO partner Turkey earlier this month after allegations that weapons supplied by Bonn were used to fight Kurdish militants in southeastern Turkey.

"It is impossible to take this decision seriously," Turkish Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said. "The decision, taken under the influence of obvious circles is filled with fac-

tual errors and in no way complementary with the truth." Ataman's objection apparently targets claims by the Europarliament that six ethnic Kurdish parliamentarians being "held" by Turkish police and condemned the "arrest" last month of European observers for local elections in the Kurdish region. It said it was appalled by the number of journalists operating in the Southeast who had been arrested, abducted or murdered and was concerned that Turkish forces had destroyed more than 120 villages in that area in 1994 alone.

The parliament, whose resolutions are strictly advisory, also condemned terrorist attacks in Istanbul and other places by the illegal Kurdistan Workers' Party (PKK).

It called on the EU to promote a peaceful settlement of the conflict.

turkish daily news

Monday, April 25, 1994

Violence in Southeast increases in April

By Sinan Yilmaz

Turkish Daily News

ANKARA- Operations launched against militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the Southeast have been on the increase since the coming of spring. New unsolved murder cases and kidnappings have also materialized. Another development in the region, which started after the local elections, has been PKK attacks on the newly elected mayors. In April, the PKK decided not to appear or testify at the State Security Courts (DGM), and its imprisoned militants have started abiding by this decision.

As the operations launched by the security forces against the PKK in April continued, and spread into Iraqi territory, the PKK has kidnapped mayors and provincial chairmen of various parties. Sources in the region have reported that the PKK has started to kidnap those not following its instructions and orders, and that it has tried negotiating with the newly elected mayors to gain their support.

On April 6, the Welfare Party's (RP) Iğdir provincial chairman, Vahap Akar, and three paramilitary village guards were kidnapped. The village guards were released and Akar was

later found dead. Sources said the village guards later quit their posts.

The mayor of Tunceli's Hozat district, Celal Doğan, was kidnapped on April 9. Doğan had not joined in the PKK boycott of the March 27 local elections and had been elected mayor as an independent candidate.

Meanwhile, an intriguing event took place in Siirt's Kozluk district. When True Path Party (DYP) Mayor Fadil Ayhan was taken into custody by security forces, his brother Burhan Ayhan, the former mayor, was kidnapped by the PKK. After Fadil Ayhan resigned from his office, his brother was released by the militants. Kasım Abay, the brother of Şımak's Idil district Mayor Abdurrahman Abay, was also among the kidnapped.

In the meantime, the number of "mystery murders" believed to have been committed by special death squads has also been increasing. Democracy Party (DEP) Adıyaman Chairman Abuzer Onen was shot at and severely wounded. A further kidnapping took place at the Diyarbakır State Security Court.

Former "Tüm Sağlık" union Chairman Necati Aydın and Mehmet Ay, taken into custody on March 18, were taken to court on April

4 and their release was ordered. Neither of the suspects left the building although attorneys and their relatives waited outside for hours. But their bodies were found later, shot in the head. There was a third unidentified body at the place where the two bodies were found.

As violence escalates, the PKK has developed a new approach and have announced that they will not appear for trial at the DGMs. In a declaration made by Yılmaz Yürek and Latif Çetin, arrested for PKK activities, it was stated that in order to protest against the DGMS and against the state oppression of prisoners and the people of the region, they would not refuse to appear. "The DGMs, which are political extensions of the Republic of Turkey, aimed at convicting people in so-called trials and through the use of torture.

The DGMs do not abide by international norms of law. It should be clearly understood that the right to try suspects in Kurdistan belongs to the Kurdish people and their trailblazer, the PKK. We, the captives, as a part of the struggle of our people, expose the illegality of the courts of the Turkish Republic and announce that we shall not appear for trial," said their statement.

turkish daily news

Monday, April 25, 1994.

Security court blocks Parliament inquiry into political killings

Commission chairman says 'forces in state' involved in terrorism

Turkish Daily News

ANKARA- A senior Parliament official said over the weekend that forces within the Turkish state were involved in terrorism and claimed that a prominent Ankara State Security Court prosecutor was deliberately blocking a parliamentary inquiry into political killings.

Sadık Avundukoğlu, chairman of the Parliament Commission on Unsolved Murders, was quoted by Milliyet newspaper on Saturday as saying that there were "dark forces" within the state that had gone to the extent of even supporting the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

"There are dark forces within the state. They used to say the PKK was only a handful of bandits. Now it is 15,000 people strong. Had it not received the support of certain forces within the state, it could not have grown so much," Avundukoğlu said in what Milliyet referred to as a "shocking statement." The commission chairman also blasted Ankara's State

Security Court Chief Prosecutor Nusret Demiral for refusing to cooperate with Parliament on its inquiry into political killings and demanded that he be forced into early retirement.

Avundukoğlu explained that "important steps" had been taken in the investigation regarding "mystery killings" in southeast Turkey and Istanbul, but added that despite these steps, Demiral was creating problems.

In a letter Demiral sent to the commission, Avundukoğlu said, the prosecutor had written:

"You have neither secrecy nor confidence. Because of this, as the judiciary, we will not give you any information or documents."

Avundukoğlu said that because of Demiral's attitude, investigations related to the killings of prominent Turkish intellectuals — Uğur Mumcu, Muammer Aksoy and Bahriye Üçok — had virtually come to a halt.

"If this is not pure ignorance, one can reach different conclusions,"

Avundukoğlu said. "There is a Constitutional Court decision that the prosecution is not the judiciary ... We should evaluate this decision in many ways."

Avundukoğlu also added that Demiral had failed to make any progress concerning the investigation of the assassination of Uğur Mumcu and said that in the face of this failure, he should be taken from duty.

Referring to PKK violence in the Southeast, the commission chairman said that the escalation of PKK activities proved that forces in the state were involved with terrorism. "This organization gets as much support from the state as it gets from the people," he said, noting that it was "impossible" for the PKK to have reached its current level of activity without state support.

Avundukoğlu added that the commission report would be publicized in a month and said it would "make a lot of noise" in Turkey.

Ağar pleased with United States view on PKK

Turkish Daily News

ANKARA- Security Director General Mehmet Ağar said this weekend that he and his colleagues were pleased with the view adopted by American security officials on the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

In an interview with the Anatolia news agency in Washington, Ağar said that he and his colleagues had met with officials from the FBI, the U.S. Drug Enforcement Agency (DEA), and other American security organizations. Ağar was accompanied by Emergency Rule Regional Governor Unal Erkan and Ersin Yılmaz, head of the security department of the Turkish Security Directorate. He said that they had reached full agreement with the U.S. security organizations in various

fields, and that U.S. officials had promised to give special emphasis to training programs for Turkey.

Ağar expressed his satisfaction over the fact that Turkey had received the support of top-ranking U.S. officials, particularly on the issue of anti-terrorism. He pointed out that the U.S. officials concerned would not withdraw their support, adding that their meetings would start to bear fruit within the next few days. He also indicated that U.S. security organizations were carefully monitoring the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), and he said that the view adopted by U.S. officials in this context was a positive factor. He went on to say that the U.S. authorities been much more sensitive to the issue, than he had expected, and

that they had expressed their determination to extend to Turkey all necessary assistance in terms of security. As a result of extensive cooperation, the increased support from the people in the Southeast and the determination of the politicians, Ağar explained, the developments with regard to Turkey's fight against terrorism had been very favorable. Ağar quoted Syrian officials, who said that the PKK leader was not in their country, and that if he was, they would act in line with their agreements and arrest him. Ağar mentioned yet another favorable development, saying that three Turks with 23 kilos of heroin in their possession had been arrested in New York as a result of a joint operation carried out by the Turkish and U.S. security forces.

TIME, APRIL 25, 1994

■ IRAQ

Deadly Mistaken Identity

How could American warplanes shoot down two U.S. helicopters?

By RICHARD LACAYO

AS THE TWO HELICOPTERS SLICED through the blue skies over northern Iraq last Thursday morning, a U.S. Air Force AWACS reconnaissance plane picked them up on radar. The AWACS crew immediately radioed a pair of U.S. F-15C fighters and asked them to take a closer look. Though there had been no reported violations of the no-fly zone over northern Iraq since January 1993, Iraqi helicopters had been a problem in the past, when Saddam Hussein used them to suppress the Kurdish rebellion that erupted after the Gulf War ended in 1991. The crews of the F-15Cs twice flew past the copeters and identified them as Russian-made Hinds flown by the Iraqi military. The fateful, terse order came back from the AWACS to fire. Moments later, the blasted helicopters, each of them struck by an air-to-air missile, plummeted to the ground.

As horrified Pentagon officials quickly discovered, however, the two choppers were not Hinds but U.S. Black Hawks. On board were 21 allied military and civilian officials, including 15 Americans and five Kurds; all of them perished. They had been on their way to meet with Kurdish leaders in the northern Iraq town of Salahuddin, part of the safe haven created for the Kurds after the Gulf War. The crews of all five aircraft in the tragedy were slated to attend a rehearsal one day earlier in which they had reviewed flight routes, radio frequencies and the timing of Thursday's mission. "There were human errors, probably, and there might be process or system errors as well," said U.S. Defense Secretary William Perry. Postponing a long-scheduled trip to South Korea and Japan, Perry ordered one investigation into the event and another into the rules of engagement that govern the two no-fly zones in Iraq, as well as the one over Bosnia. He acknowledged that the rules in Iraq did not require fighter pilots to issue a warning to their targets.

Lives lost to friendly fire are a devastating cost of battle. Almost one-fourth of the 148 American combat deaths in the Gulf

War resulted from accidental assault by their own side. The Pentagon established a Fratricide Task Force to develop ways to avoid such accidents. Even during the war, however, when hundreds of planes representing more than two dozen allied nations filled the skies, none of those deaths involved aircraft firing upon one another.

Some military analysts believe that deadly misjudgments are made more likely by battlefield technology that hands over decisions to computers. Defense officials acknowledged that last week's mishap is likely to hamper efforts to improve the capability of new U.S. weapon systems to fire on an enemy from far away. "We were just really beginning to push beyond-visual-range technologies," says an executive at McDonnell Douglas, builder of the F-15C. "This is going to put a brake on that."

The downing incident may have had less to do with modern weaponry than with the ancient problem of human error. Presuming the helicopters were not making aggressive moves toward targets on the ground or in the air, why did the pilots rush to fire? They seem to have relied primarily on visual identification, but that can be tricky. Though the blunt shape of the Black Hawks gives them a different silhouette from the needle-nosed Hinds, the external fuel tanks that Black Hawks can carry resemble the gun racks that protrude from Hinds on each side like small wings. To keep from being seen by the copter crews, the F-15C pilots would have approached from above and behind, an angle that might have prevented them from spotting the "U.S. Army" markings on the helicopters or the red, white and blue emblems.

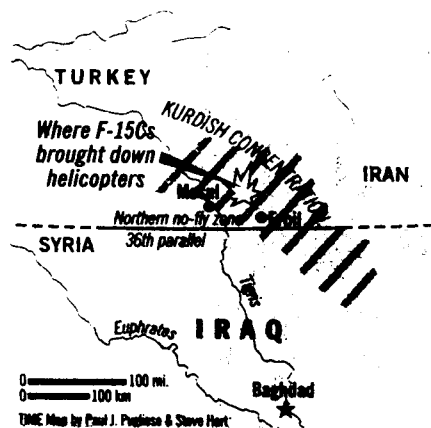
FRIENDLY FIRE: A Black Hawk helicopter over Iraq last year. Did human error and loose rules of engagement doom them?

American attack planes also use radio units called IFFs—for Identify, Friend or Foe—that contact a target electronically. Though friendly aircraft are equipped to reply with a coded radio "squawk," General John Shalikashvili, Chairman of the Joint Chiefs of Staff, said the F-15Cs did not receive a "friendly response" from the copeters. Did the crews inadvertently fail to activate their transponders?

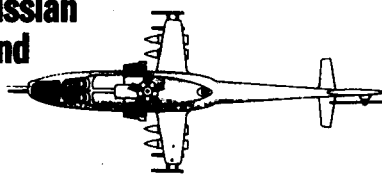
Even that possibility leaves open the question of whether any other form of radio contact was attempted—or whether the fighter jocks' adrenaline overrode their judgment. "I'm sure the F-15C pilots said, 'There's something there—let's get it!'" says one Pentagon official. "I'm sure they had their fangs out." A short chain of command may also have contributed to the tragedy. Unlike U.S. pilots on patrol over Bosnia, who must obtain radio permission from air operations headquarters in Italy before firing on hostile aircraft, fighter planes over Iraq do not require consent from officers on the ground. Secretary Perry promised last week that the rules would be changed.

The accident virtually wiped out the leadership of the allied Military Coordination Center. Serving as observers in northern Iraq and liaisons with Kurdish leaders and international relief officials, they help organize efforts to rebuild Kurdish villages destroyed by the Iraqis. Among the dead were U.S. Army Colonel Gerald Thompson, who was in charge of the command, his newly selected replacement, Colonel Richard A. Mulhern, and the senior staff from Britain, France and Turkey. The disaster struck at a moment when Saddam has been making bellicose gestures in the area. After the U.N. Security Council refused last month to ease the economic sanctions imposed on Iraq since 1990, the Iraqi Republican Guard moved into positions south of the Kurdish safe haven, which they are forbidden to enter. Since the beginning of March, three suspected Iraqi terrorist attacks have resulted in injuries to four U.N. guards overseeing relief operations there.

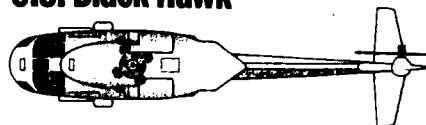
Republican Congressman Newt Gingrich said that the accident proved that U.S. forces abroad are overstretched. The White House retorted that Gingrich was seeking unseemly advantage from a military tragedy, but even some congressional Democrats wondered if the time had come for a closer look at U.S. involvement in Iraq. "I don't think we've really paid much attention to it," says House of Representatives Foreign Affairs Committee Chairman Lee Hamilton. "It's been a dangerous area, and it has to come under policy review." So much the worse that some of the dangers have been self-imposed. —Reported by J.F.O. McAllister and Mark Thompson/Washington



Russian Hind



U.S. Black Hawk



Source: Jane's All the World's Aircraft

Jalal Talabani: «Nous voulons rester dans un Irak uni mais fédéral»

Le leader kurde effectue une tournée en Europe à l'heure où certains pays commencent à se rapprocher discrètement de Bagdad. Et alors qu'Ankara frappe à coups redoublés contre le PKK. Nous l'avons rencontré.

À quelques semaines du second anniversaire des premières élections libres et de la mise en place du Parlement et du Gouvernement autonome kurde dans le nord de l'Irak, Jalal Talabani, le chef historique de l'Union patriotique du

ne renouent avec le régime de Bagdad?

— Non. Nous n'avons pas d'inquiétude à ce sujet. Nous ne pensons pas qu'en 1994, les pays occidentaux, notamment la France et les Etats-Unis, modifieront leur position vis-à-vis du régime dictatorial de Bag-

Kurdistan (UPK) — qui partage, avec Massoud Barzani, dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI), la coprésidence du Conseil présidentiel du Kurdistan d'Irak — effectue une tournée dans les principales capitales européennes pour informer les dirigeants occidentaux de la situation du Kurdistan irakien et réclamer un soutien encore plus actif de la part de ces derniers. Jalal Talabani s'est notamment rendu en Allemagne et en France, où il a été reçu par les chefs de la diplomatie de ces deux pays ainsi que par le président français, François Mitterrand.

Depuis la fin de la guerre du Golfe, le Kurdistan irakien est en effet placé sous la protection aérienne des pays occidentaux. Mais le régime de Bagdad n'a pas renoncé à faire échouer l'expérience en cours dans le Kurdistan. La pression est à la fois économique et militaire. En effet, l'approvisionnement en pétrole et en denrées alimentaires de la population kurde passe par Bagdad. Par ailleurs, selon les responsables kurdes, le régime de Saddam Hussein n'hésite pas à envoyer des agents pour commettre des attentats, maintenant ainsi une certaine insécurité dans toute la région. Interview.

— Quels sont les objectifs de votre tournée européenne? — Craignez-vous que les pays occidentaux, notamment la France, qui a accueilli au cours des derniers mois plusieurs délégations irakiennes,

fondée. Nous ne voulons pas l'indépendance. D'ailleurs, comment pourrions-nous modifier les frontières de quatre Etats? C'est tout simplement impossible, même si nous demandons la reconnaissance de notre droit à l'indépendance.

Nous voulons rester dans un Irak uni, mais fédéral. Pour ma part, je crois plutôt que les régimes actuels de ces pays craignent surtout que l'expérience démocratique et fédérale actuelle au Kurdistan irakien soit un succès.

Néanmoins, nous essayons de maintenir de bonnes relations avec tous nos voisins. Avec la Syrie et la Turquie, nos relations peuvent être qualifiées de bonnes relations, mais nous ne pouvons accepter certaines de leurs exigences, en particulier lorsqu'ils nous demandent de leur livrer tous les Kurdes qui se sont réfugiés chez nous.

— Que pensez-vous de la politique d'Ankara à l'égard des Kurdes de Turquie?

— Nous sommes très inquiets de l'évolution de la situation en Turquie. Le Gouvernement turc et les Kurdes de ce pays doivent régler leurs différends par les moyens démocratiques. D'ailleurs, nous avons toujours encouragé les dirigeants du Parti des travailleurs du Kurdistan — le PKK, qui même depuis dix ans une lutte armée contre Ankara — à trouver des solutions politiques dans le cadre d'une Turquie démocratique et unie.

Propos recueillis par Siavosh Ghazi

qu'il est loin d'avoir appliqué toutes les résolutions du Conseil de sécurité...

— Vous demandez en particulier l'application de la résolution 688...

— Oui. Nous demandons aux pays membres du Conseil de sécurité de faire en sorte que le régime irakien applique la résolution 688 votée en avril 1991 par le Conseil de sécurité, et de ne pas s'en prendre aux populations kurde et chiite. Nous voulons que les Nations Unies envoient des observateurs en Irak, et accroître l'isolement du régime de Saddam Hussein qui a fait faillite, à la fois sur le plan politique et économique. Il faut donc que les pays occidentaux soutiennent les forces d'opposition pour faciliter l'installation d'un régime démocratique à Bagdad.

— Sur le plan régional, les pays voisins de l'Irak, dont l'Iran et la Turquie, ont rejeté la création d'un Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak. D'ailleurs, les ministres des Affaires étrangères de ces deux pays se sont rencontrés à plusieurs reprises, en compagnie du chef de la diplomatie syrienne, pour coordonner leur position sur la question kurde. Où en sont vos relations avec ces pays?

— Tout d'abord, je voudrais savoir de quel droit ces pays se permettent de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Irak. La nature du régime politique en Irak ne dépend que des Irakiens. Leur crainte n'est pas

» Nous ne voulons pas l'indépendance «



Jalal Talabani entend bien que les problèmes de son peuple se résolvent entre irakiens. Camera Press

ETC/ETERA

TERRIBLE BILAN

Près de 4500 militants armés du PKK ont été mis hors combat entre le 1er janvier et le 23 avril, a annoncé Nahit Mentese, ministre turc de l'intérieur, qui a ajouté que 1037 maquisards du PKK ont été tués depuis le début de l'année.

Les enfants kurdes contre la guerre

DERNIÈRES
NOUVELLES
D'ALSACE - 24 avril 1994



(Photo D.N.A.-Jean-Christophe Dorn)

Environ 160 enfants kurdes, accompagnés d'une cinquantaine de mères de famille, ont manifesté hier à travers les rues de la ville pour réclamer la fin de la guerre au Kurdistan et attirer l'attention de la communauté internationale sur le martyre enduré par les

enfants kurdes depuis près de dix ans.

Rassemblés place Broglie aux environs de 14 heures, ils ont rallié le Palais des Droits de l'Homme en scandant des slogans hostiles au gouvernement turc et en demandant à l'O.N.U. d'intervenir. Les quelques deux cents manifestants ont également fait une courte

halte avenue de la Marseillaise, ralentissant une partie de la circulation. Assis en tailleur ou accroupis sur le côté droit de la chaussée, les enfants présents ont scandé de nouveaux slogans, sous les «youyou» des femmes, avant de reprendre leur marche de protestation.

Tuesday, April 26, 1994

turkish daily news

DEP closure may necessitate elections

Turkish Daily News

ANKARA- Intermediary elections will be held in three months if the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) is closed down by the Constitutional Court and their 23 seats in Parliament are left unoccupied. According to Article 78 of the Turkish Constitution, intermediary elections will have to be held in 13 provinces in order to fill the 23 vacant seats in Parliament if the DEP is officially closed and the party's deputies automatically lose their parliamentary membership.

The number of vacant seats in Parliament increased to eight following the death of Motherland Party (ANAP) Istanbul Deputy Temel Gündoğdu. And after pro-Islamic Welfare Party (RP) Deputy Melih Gökçek accepts his position as municipal mayor of Ankara, the number of parliamentary vacancies will go up to nine. Article 78 of the Constitution

requires that intermediary elections be held within three months after the number of vacant seats in Parliament reaches over 5 percent of the total number of seats.

The intermediary elections are to replace four seats in Diyarbakır; three in Mardin; two in Istanbul Adıyaman, Siirt, Muş and Şırnak; and one in Isparta, Bursa, Ankara, Adana, Van and Batman.

Five of the vacant seats opened up after the deaths of four ANAP deputies — Bursa Deputy Mümin Gençoğlu, Adana Deputy Yılmaz Hocaoğlu and Istanbul Deputies Adnan Kahveci and Temel Gündoğdu — and one Republican People's Party (CHP) deputy — Adıyaman Deputy Kemal Tabak. Another deputy, DEP Mardin Deputy Mehmet Sincar, was murdered and People's Labour Party (HEP) Diyarbakır Deputy Fehmi Işıklar lost his seat after his party was

closed down.

President Süleyman Demirel lost his seat as True Path Party (DYP) Isparta deputy when he accepted his current post and RP Ankara Deputy Melih Gökçek is expected to resign from his seat when he assumes the position of Ankara municipal mayor.

The remaining 14 seats will be opened by departing DEP deputies who will automatically lose their parliamentary membership upon the closure of their party.

These deputies are: Adıyaman Deputy Mahmut Kılıç; Diyarbakır Deputies Hatip Dicle, Sedat Yurtdaş and Leyla Zana; Mardin Deputies Ahmet Türk and Ali Yiğit; Siirt Deputies Zubeyir Aydar and Naif Güneş; Muş Deputies Muzaffer Demir and Sırrı Sakık; Şırnak Deputies Orhan Doğan and Selim Sadak; Van Deputy Remzi Kartal; and Batman Deputy Nizamettin Toguç.

Wednesday, April 27, 1994

turkish daily news

PM Çiller says operation in northern Iraq has ended

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish Prime Minister Tansu Çiller said on Tuesday that a military operation launched two weeks ago into northern Iraq had ended with troops killing 79 Kurdish separatists and capturing two alive.

The operation, launched in the second week of April, targeted three areas in the Kurdish-controlled region where the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) was said to have cross-border camps. Çiller did not disclose how much the said operation, in which land troops were supported by jet fighters and helicopter gunships, had cost the ailing Turkish economy.

Speaking at her ruling True Path Party (DYP) Parliamentary group meeting on Tuesday, Çiller disclosed that Turkish troops had seized 314 RPG rockets, 121 assault rifles, 265 mines, 514 grenades and 327,000 rounds of ammunition in Iraqi territory. She did not give any further details but warned parents of an alleged PKK plan to recruit new fighters to join its mountain units.

Çiller also said Turkish forces had killed 908 terrorists since January and that total PKK casualties numbered 2,560 along with those caught alive.

Earlier in the week, Interior Minister Nahit Mentеше had put the figure of dead terrorists at 1,037 which was the highest four-month toll in ten years of fighting between government forces and the Kurdish separatists.

The PKK meanwhile, claimed on Tuesday that its forces had "besieged" the provincial center of Şırnak near the Iraqi border and killed 52 soldiers, three officers, six policemen and three village guards in four days of clashes.

The organization's so-called Kurdistan National Liberation Army (ARGK) issued a written statement to the press in which it alleged Turkish bombing continued in northern Iraq and that the Avashin and Miroz areas were hit on Monday.

Turkey's Chief of Staff Gen. Doğan Güreş had earlier said they would deal with the PKK by the end of this summer. More than 11,000 people, including civilians, have been killed in ten years of fighting which is costing Turkey an average of \$ 7 billion per year in the lack of any consideration for political, cultural or social reform for the Kurds.



Kurdische Kinder bei einem Feuer während des Newroz-Festes in Cizre. Die erwachsene einheimische Bevölkerung blieb während des kurdischen Neujahrsfests in den Häusern. (Bild key)

Gezielte Entvölkerung in Südostanatolien

Politische Säuberung der Stadt Cizre

Der seit zehn Jahren anhaltende blutige Konflikt zwischen den türkischen Sicherheitskräften und den Kämpfern der illegalen Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) hat die Türkei demographisch verändert. Über ein Drittel der kurdischen Bevölkerung ist aus Südostanatolien in die Westtürkei vertrieben worden. Am Beispiel der an der Grenze zum Irak gelegenen Kleinstadt Cizre lassen sich die politischen Folgen der Vertreibung in aller Deutlichkeit aufzeigen.

in Cizre, Ende März

Bereits der Stadteingang von Cizre wirkt verändert. In der in unmittelbarer Nähe der Grenze zum Irak und zu Syrien gelegenen Stadt ist nichts mehr wie zuvor. Es fehlen die uniformierten Polizisten mit ihren gepanzerten Wagen neben dem Hotel Terminal, wo sie alle Fremden misstrauisch nach dem Ziel ihrer Reise fragten und die Einheimischen Leibesvisitationen unterzogen. Auch die zahllosen vor dem «Terminal» positionierten minderjährigen Schuhputzer, die sich auf alle Besucher stürzten und für ihre Arbeit Phantasiepreise forderten, sind nicht mehr da. Dreiviertel der Läden entlang der Hauptstrasse, Teil der Hauptverkehrsachse zwischen dem Irak und den türkischen Mittelmeerhäfen, sind geschlossen. Sie waren einst Haupteinkommensquelle der Einwohner Cizres. Ausgebrannte Gebäude, geplünderte Ladenlokale, geborstene Fensterscheiben und zahllose Einschusslöcher in allen Fassaden wirken wie ein Mahnmal an die im vergangenen Januar ausgebrochenen Kämpfe. Knapp zwei Drittel der ehemals rund 75 000 Einwohner haben diese Kleinstadt am Tigris für immer verlassen. Das noch vor kurzem so lebenslustige Cizre ist heute verwirrend still.

Unklare Ausgangslage

Welcher konkrete Anlass die Kämpfe in Cizre ausgelöst hat, bleibt unklar. Sicher ist, dass die türkische Armee am Abend des 7. Januar damit begonnen hat, aus den die Stadt umgebenden Hügeln die Quartiere Cudi, Terminal und Sur Mahallesi mit Artillerie unter Beschuss zu nehmen. Die Angriffe setzten sich auch in der Nacht

vom 9. auf den 10. Januar fort und richteten sich diesmal gegen das Zentrum der Stadt. Als Folge der Beschiessung sollen neun Bewohner umgekommen und weitere neun zum Teil schwer verletzt worden sein. Gleich danach wurde allen Fremden, Pressevertretern, Politikern und Angehörigen von Menschenrechtsvereinen der Zugang nach Cizre verwehrt. Laut Augenzeugen herrschte in der Stadt Panik.

Seit Ende der achtziger Jahre vertrat Ankara die Ansicht, die Kurdenfrage sei hauptsächlich ein soziales Problem des wirtschaftlich unterentwickelten Südostens. Als Lösung galt eine umfassende wirtschaftliche Förderung der Region. Der Nationale Sicherheitsrat, das höchste Gremium der militärischen und zivilen Führung des Landes, hat nun aber im letzten Oktober dekretiert, dass die kurdische Rebellion im Südosten mit allen Mitteln und ungeachtet aller Kosten niederschlagen sei. Die neu definierte Politik Ankaras machte sich im Gebiet unmittelbar bemerkbar. Staatliche Projekte, wie etwa der Bau eines Bewässerungssystems bei Urfa, sind eingestellt worden. Eine Folge der neuen harten Linie war auch die Zerstörung des Städtchens Lice in der Provinz Diyarbakir. Angeblich wegen eines Überfalls von PKK-Kämpfern auf Lice hat die Armee am 22. Oktober letzten Jahres die Ortschaft mit Artillerie beschossen und dabei Läden und Wohnhäuser in Brand gesetzt. Lice, das ehemals 10 000 Einwohner zählte, ist heute eine Geisterstadt.

Die Städtchen Lice und Sirmak waren in dem seit zehn Jahren dauernden Krieg zwischen türkischen Sicherheitskräften und der PKK die ersten

grösseren Orte, die von der Armee mit gezielten Evakuierungen politisch gesäubert wurden. Bereits nach den ersten Geschossen der Artillerie gegen Cizre machte sich Angst breit. Seine Einwohner waren davon überzeugt, dass nun das Ende ihrer Stadt bevorstehe. Die erste Fluchtwelle setzte Mitte Januar ein. Rund ein Drittel der Bevölkerung hat die Stadt fluchtartig verlassen. Etynige Tausende sollen damals in den kurdisch verwalteten Nordirak geflohen sein.

Blutige Tage

Es gibt heute in Cizre wenige Zeugen, die über die Ereignisse in der zweiten Januarhälfte zu sprechen bereit sind. Laut Angaben der türkischen Tageszeitung «Daily News» haben am 22. Januar die Sicherheitskräfte in den Stadtvierteln Sur, Dagkapi, Alibey, Dicle und Meydanbasi während einer Operation alle männlichen über zehnjährigen Einwohner festgenommen. Sie sollen ausnahmslos misshandelt worden sein. Am 23. Januar haben PKK-Einheiten das Kommandozentrum der Sicherheitskräfte angegriffen und dabei vier Polizisten getötet. Flüchtlinge in Diyarbakir behaupten, dass am 27. Januar Polizisten, Mitglieder der türkischen Spezialtruppen und staatlich besoldete sogenannte Dorfschützer eines Stammesführers namens *Atak* durch die Strassen Cizres gezogen seien. Sie hätten wahllos in die Luft oder auf Gebäude, Menschen und Vieh geschossen und die Ladenbesitzer unter Drohung von Gewalt dazu angehalten, die türkische Fahne zu hissen. Seither beherrschen die mit Kalaschnikows bewaffneten Männer die Strassen der Stadt. Unter den zurückgebliebenen Einwohnern sind die Dorfwächter *Ataks* am meisten gefürchtet.

Der fünfzigjährige Clanchef Kamil *Atak* ist mit seinen über die umliegenden Dörfer verteilten lebenden Angehörigen wegen des Kleinkriegs vor rund drei Jahren nach Cizre gezogen und hat sich oberhalb des Viertels *Cudi* niedergelassen. Der politische Aufstieg des grossen, hageren Mannes setzte völlig unvermittelt ein. Ende Oktober des vergangenen Jahres hatte Präsident Demirel ihn und weitere elf einflussreiche kurdische Stammesführer nach Ankara eingeladen. Grund dieses seltsamen Empfangs war der Beschluss der Armeeführung, das System der Dorfwächter in Südostanatolien auszubauen. Die schätzungsweise 16 000 Mann umfassende Truppe der kurdischen Dorfwächter hat zur Aufgabe, gegen die Kurden der PKK zu kämpfen. Nach dem Besuch *Ataks* in Ankara wurden rund 200 Mitglieder seines Clans mit Waffen versorgt und zu Dorfwäch-

tern erklärt. Für ihren Dienst erhalten sie eine monatliche Entschädigung von umgerechnet rund 500 Franken; am lokalen Lohnniveau gemessen ein stattlicher Betrag.

Bereits im November liess Kamil *Atak* die Einwohner Cizres seine neuerrungene Macht spüren. Seine Männer errichteten Strassenbarrikaden und verhafteten mutmassliche Mitglieder der PKK. Ende November wurde der Anwalt *Tahir Elci*, bekannt wegen seines Engagements in Menschenrechtsfragen, in Cizre von Mitgliedern der staatlichen Antiterrorinheit verhaftet. Elcis Cousin wurde von den Dorfwächtern *Ataks* festgenommen. Während zwanzig Tagen war *Elci* in der Gendarmestation in Diyarbakir inhaftiert, und Folterungen ausgesetzt. Der Leichnam seines Cousins wurde in Cizre gefunden, die Augen verbunden, mit einem Schussloch im Nacken. Laut Angaben des Menschenrechtsvereins in Diyarbakir kamen in Cizre allein im letzten Januar auf diese Art 30 Personen ums Leben. Weitere 15 gelten seit ihrer Inhaftierung als vermisst. Am Amtssitz des Bürgermeisters musste ein Büro geräumt werden. Es dient seither als Leichenschauhaus.

Als Folge dieser Ereignisse haben im Februar nochmals rund 20 000 Einwohner die Stadt verlassen. Während des kurdischen Neujahrsfestes *Newroz* Ende März wurde erstmals Fremden der Zugang nach Cizre gestattet. Anzutreffen waren türkische Soldaten sowie Kamil *Atak* und seine Männer, die im Rhythmus kurdischer Freiheitlieder auf der Strasse tanzten. Die verbliebenen Einheimischen hielten sich in den Innenhöfen ihrer Häuser auf und waren nicht zu erblicken.

Revolutionäre Jahre

Im 14. Jahrhundert als Hauptstadt des kurdischen Fürstentums *Botan* gegründet, hat die Stadt *Cezire* – wie Cizre damals genannt wurde – ihren Höhepunkt im letzten Jahrhundert unter der Führung von *Bedri Khan Beg Mir* erlebt. *Bedri Khan* herrschte mit eiserner Faust in seinem Reich, das bis nach Diyarbakir, Mosul und an die Grenze Persiens reichte. Unter seiner Führung stieg *Cezire* zum kulturellen Zentrum der Region auf. Im Jahr 1835 erklärte er sein Gebiet für unabhängig. Kurz danach wurde *Cezire* von osmanischen Truppen belagert. In dem Feldzug gegen den zu unabhängig gewordenen kurdischen Führer nahm auch der preussische Hauptmann *Helmut von Moltke* als Militärberater der Osmanen teil. Die Armee *Bedri Khans* wurde 1843 vernichtend geschlagen, *Cezire* geniet in Vergessenheit.

Das kurdische Reich *Bedri Khans* ist für türki-

sche Kurden zum Mythos geworden. Sie erblicken darin den ersten Ausdruck des modernen kurdischen Nationalismus. Es ist darum nicht verwunderlich, dass die PKK es als ihre oberste Priorität ansah, die «Region Botan» zum befreiten Gebiet zu erklären. Seit 1987 hat der Einfluss der PKK in der Region markant zugenommen. Wie seinerzeit *Bedri Khan* hat die PKK nach 1990 eigene Gesetze erlassen und allmählich den Alltag der Bevölkerung kontrolliert. Eines ihrer Machtorgane sind die sogenannten Volksgerichte, die in der Botan-Region ihre Funktion aufnehmen. Die Gremien befassen sich mit Alltagsproblemen wie Streitigkeiten um Grundbesitz, Ehescheidungen und Vergehen in Zusammenhang mit dem Rauschgifthandel. In Cizre wurden die staatlichen Gerichte kaum mehr frequentiert. Auch manche Frauen, die von ihren Männern misshandelt wurden, wandten sich an die Volksgerichte der PKK.

Kamil *Atak* freut sich über den Besuch der fremden Berichtersterin. Als Bürgermeister von Cizre werde er sich in erster Priorität darum kümmern, der Bevölkerung ihr Recht auf Leben zu garantieren, sagt er breit lachend. Er wurde bei den Kommunalwahlen Ende März zum neuen Bürgermeister der Stadt gewählt. Obwohl er im Wahlkampf versprochen hatte, die leerstehenden Häuser der weggezogenen Einwohner unter den Angehörigen neuzugezogener Familien der staatreuen kurdischen Stämme *Atak*, *Keraman* und *Kican* zu verteilen, war sein Wahlerfolg mässig ausgefallen. Lediglich 3600 Stimmen sind auf ihn entfallen, was etwa 22 Prozent der registrierten Wähler entspricht. *Atak* kandidierte für die islamistischen Wohlfahrtspartei. Als Folge des von der kurdischen Demokratie-Partei ausgerufenen Wahlboykotts kontrolliert die Wohlfahrtspartei seit dem Wahlgang ausser zweien alle übrigen Provinzen Südostanatoliens.

Pressegespräch der PKK

Umlängst hat der PKK-Vorsitzende *Öcalan* drei Journalisten der prokurdischen Zeitung «Özgür Gündem» im libanesisch-syrischen Grenzgebiet empfangen. Die Städte Cizre, Lice und Sirmak seien für die PKK tatsächlich verloren, sagte er. Doch die Rechnung Ankaras gehe nicht auf. Die Vertriebenen seien mit ihrer aufgestauten Wut nach Diyarbakir gezogen, andere in die Grossstädte *Adana* und *Mersin* im Westen. Ihre Erfahrung im politischen und bewaffneten Kampf hätten sie mit sich genommen. «Özgür Gündem» wurde nach der Veröffentlichung dieses Interviews für eine befristete Dauer von zwei Wochen geschlossen.

Kurdistan turc : la stratégie du rouleau compresseur

Après dix ans de guerre larvée contre les séparatistes, l'état-major est décidé à écraser le PKK. La population est prise dans l'étau.

Deux semaines après son déclenchement, l'opération lancée par l'armée turque contre la guérilla séparatiste kurde du PKK à l'intérieur du territoire irakien se poursuit. Selon Ankara, plus de 70 maquisards kurdes ont été abattus et d'importantes quantités d'armes, de munitions et de médicaments saisis. L'offensive se double d'opérations frontalières menées à l'intérieur du territoire turc. Cette intense activité confirme l'ambition de l'état-major turc d'en finir rapidement avec le PKK. Selon les chiffres compilés par l'AFP, 500 rebelles et une vingtaine de militaires et de civils ont été tués depuis le début avril. Le ministre de l'Intérieur annonçait dimanche que 1 037 maquisards avaient été tués depuis le début de l'année. (AFP.)

DIYARBAKIR :
de notre envoyé spécial
Claude LORIEUX

Deux masses brûlent dans le lointain. Une fumée noirâtre se détache sur le flanc des collines, puis s'effiloche vers le ciel. De leurs minibus qui passe sur la route de Lice, les observateurs internationaux distinguent deux masses en flammes. Ils ne pourront aller sur place vérifier.

Une section de gendarmes mobiles rattrapera les occupants britanniques et turcs d'un premier minibus alors qu'ils tentaient témérairement de rejoindre à pied le hameau incendié. Ils ne pourront pas non plus confirmer les témoignages de deux villageois recueillis l'avant-veille au chef-lieu régional de Diyarbakir sur la dernière opération de l'armée turque : hameaux détruits, paysans battus, prisonniers transformés en portefaix puis « exécutés »... Les deux autres minibus et leur chargement de témoins patentés - députés européens « verts » et barbus, militants anglais en complet veston et chemise blanche, étudiants bretons en jeans - iront moins loin encore. Un engin blindé et son équipage de « barbouzes » en blousons de sport les cueilleront dans un virage. Les étrangers seront conduits au camp de gendarmerie de Lice, une base rugueuse adossée à la montagne hostile. Les gradés cachent mal leur agacement devant ces « touristes » qui s'arrogent le droit de juger leur guerre.

C'est sous la protection de quatre chars que le convoi pourra enfin reprendre la route. Avant de les « libérer » un adjudant prévient les fautifs : « Ne revenez plus dans ce secteur sans autorisation. Des opérations s'y déroulent ».

A vrai dire, elles n'ont guère cessé depuis qu'en 1984, Abdullah Ocalan, l'impitoyable chef du PKK est reparti en guerre contre l'Etat unitaire turc. Les affrontements ont déjà coûté au bas mot 25 milliards de dollars et 11 000 vies humaines, des civils pour la plupart. Après avoir caressé l'idée d'une solution politique, le pre-

mier ministre Tansu Ciller a opté pour la manière forte comme le réclamait le général Gures, chef d'état-major des forces armées turques.

L'armée s'est fixé pour objectif de ramener la guérilla « à ses dimensions réelles », et, d'abord, de la couper de la population. De gré ou de force. Les paysans kurdes sont invités à s'engager dans les « Gardiens de villages »... qui sont la bête noire du PKK. L'organisation séparatiste multiplie en représailles les massacres de miliciens, sans épargner ni les femmes, ni les jeunes filles, ni les enfants.

Les Kurdes hésitent donc à s'engager, surtout s'ils habitent des hameaux perdus dans la montagne et si l'armée leur fournit un armement inférieur à celui de la guérilla ! Les généraux ne tolèrent pas les tergiversations. Ils sanctionnent les indécis. Plus de mille villages ont été ainsi détruits au bulldozer ou incendiés, y compris ceux de chrétiens syriaques, pris dans l'étau d'une guerre qui n'est pas la leur. L'exode massif des montagnards kurdes fuyant la guerre a gonflé la population de Diyarbakir, Gaziantep ou Adana.

En déclarant indésirable la presse - qu'il accuse de trop écouter les officiels -, le PKK a surtout permis aux hommes de violence de travailler sans témoins. On croise à Diyarbakir des voitures roulant sans plaque d'immatriculation ! Les barbouzes travaillent ainsi plus discrètement !

Micro sous canapé

« Nous avons chassé le PKK du Parlement », déclara, à peu de choses près, Tansu Ciller après la levée d'immunité parlementaire et l'arrestation d'une demi-douzaine de députés du parti kurde « DEP ». Ils sont inculpés de propagande séparatiste et d'association avec PKK. Il est vrai que les politiciens et les intellectuels kurdes tiennent des propos parfois ambigus et souvent maladroits. Les nationalistes turcs et les superflics de la contre-guérilla ne tolèrent pas le flou. Plusieurs journalistes d'Ozgur Gunden, journal pro-kurde écrit en langue

LE FIGARO
27 AVRIL 1994

turque, ont été assassinés. Le chef du bureau de ce quotidien à Diyarbakir et 13 de ses collègues sont en prison. Lors d'une descente, en décembre, les policiers posèrent un micro que les journalistes ont retrouvé dans un canapé.

A court terme, ces méthodes expéditives ont leur efficacité. Les célébrations du Nouvel An kurde et les élections municipales se sont déroulées sans incidents majeurs. Les bombardements opérés par l'aviation et l'artillerie, jusqu'en territoire irakien, ont repoussé la guérilla dans la haute montagne. L'autre jour, les voyageurs débarquant d'avion à Diyarbakir se trouvèrent pratiquement nez à nez avec la garde d'honneur qui veillait le cercueil drapé des couleurs nationales d'un soldat. De tels « colis » arrivent ainsi, semaine après semaine, dans les bourgades de la Turquie profonde. La population encaisse ces chocs, en serrant les dents. Jusqu'à présent, elle ne s'est pas vengée sur les colonies kurdes qui sont très nombreuses dans les grandes villes de l'ouest. Quatre bombes ont explosé dernièrement à Istanbul dans les hauts lieux touristiques, tuant et blessant des étrangers.

La crise kurde préoccupe les hommes d'affaires. Un industriel d'Istanbul rappelle que la TUSIAD (le Patronat) et plusieurs chambres de commerce ont manifesté publiquement leurs doutes sur les méthodes choisies par le gouvernement, et qu'ils ont ainsi provoqué la colère de l'armée. Il poursuit : « 40 % des dépenses militaires sont consacrées à la guerre du Sud-Est. C'est une des causes de la crise économique dont souffre la Turquie. Le public finira par en prendre conscience. » Les hommes d'affaires ne seraient pas seuls à critiquer la stratégie du « tout sécuritaire » imposée par le général Gures. Certains officiers s'interrogeraient sur le bien-fondé d'une politique qui, parce qu'elle est coûteuse, compromet les projets de modernisation des forces armées. La lassitude de la population et les murmures de popotes devraient inciter l'état-major à obtenir des résultats rapides et concluants. L'offensive en cours, par-delà la frontière, au Kurdistan d'Irak, le confirme.

C. L.

Info-Matin — 28 avril 1994

Le Kurdistan turc sous la botte de l'armée

■ Le ministre turc de l'Intérieur a annoncé dimanche que plus de 1 000 maquisards du PKK avaient été tués et près de 2 000 arrêtés depuis le début de l'année.

Le bureau du Comité des droits de l'homme à Dyarbakir ne désemplit pas. Des dizaines de femmes, vêtues à l'anatolienne, chargées d'enfants, viennent y chercher une information ou une aide.

Elles ont toutes un mari, un père ou un fils emprisonné à la prison de Dyarbakir. Selon des témoignages concordants, depuis le départ des observateurs internationaux, l'armée investit quasi quotidiennement la prison au moment de l'appel pour y passer à tabac les détenus, tous prisonniers politiques kurdes. Le fils de Tantsu, 17 ans, a eu comme la plupart de ses camarades, les membres cassés. «Ils cassent les lits des prisonniers, brûlent leurs livres, déchirent leurs vêtements, volent leurs montres, jettent leurs chaussures par les fenêtres. J'ai peur pour mon fils», explique-t-elle dans un sanglot.

Depuis quelques mois, la répression



AFP ARCHIVES

L'armée turque intervient près de la frontière irakienne.

s'accroît. Plus d'un millier de villages ont été détruits parce qu'ils étaient soupçonnés de servir de base arrière au PKK. Le scénario est toujours le même. Accroupie à l'orientale, le visage creusé par les épreuves, Vanna raconte : «Ils sont venus une première fois en mars, pour nous dire de partir. On venait de semer, on a refusé. Ils sont revenus à plusieurs reprises. A chaque fois, ils nous rassemblaient au milieu du village, nous humiliaient, en frappaient certains, au hasard. Puis, en septembre, ils sont arrivés en masse dans notre région. Il y avait des chars, des avions, beaucoup de militaires qui criaient. On a dû tout laisser, le village a été rasé. Vingt-deux hommes ont été rassemblés dans un camp. Au début, pendant une quinzaine de jours, on pouvait leur apporter des vivres et des cigarettes. Puis, un jour, un hélicoptère les a emmenés et on ne les a plus

jamais revus.» Des centaines de milliers de ces villageois chassés de chez eux – les villages sont ensuite interdits d'accès – sont actuellement à Dyarbakir. Les bidonvilles de réfugiés encerclent la ville. Vanna, elle, attend toujours le retour de son mari.

Angélique Kourounis à Dyarbakir

"LA REPRESSION RESSEMBLE A UN NETTOYAGE ETHNIQUE"

Mera Danis Bestas est avocate et responsable du Comité des droits de l'homme de Dyarbakir, au cœur du Kurdistan turc.

● *Infomatin* : Peut-on parler d'une aggravation de la répression dans la région ?

Mera Danis Bestas : Chaque année, chaque jour même, la pression s'accroît. En 1990, les militaires turcs brûlaient déjà les villages. Mais ce n'était pas aussi radical. Désormais, la destruction systématique des villages, la déportation des populations ressemble à un nettoyage ethnique. Il y a de plus en plus de disparitions.

● *L'Allemagne et la France*

ont récemment déclaré le PKK hors la loi sur leur sol. Que pensez-vous de cette décision ?

M. D. B. : C'est un appui inestimable pour l'armée turque. Maintenant, le gouvernement turc peut faire croire à tout le monde qu'il ne fait pas la guerre au peuple kurde mais seulement aux terroristes du PKK. Alors que la réalité est tout autre. Ils font la guerre à tout ce qui est kurde, membre du PKK ou pas. Il n'y a pas une famille ici dont un membre n'ait été arrêté et torturé à un moment ou un autre.

● *Quel est l'objectif du com-*

bat des Kurdes de Turquie ? L'indépendance ? Les droits culturels ?

M. D. B. : Nous, au Comité des droits de l'homme, nous ne pensons pas que le problème des Kurdes puisse être résolu par des bombes. L'important, c'est d'obtenir des droits politiques, nationaux et ethniques pour les Kurdes. Récemment, le PKK a déclaré qu'il était prêt à envisager une solution politique si le gouvernement turc acceptait d'accorder ces droits aux Kurdes. Le gouvernement n'a pas donné suite.

Propos recueillis par A. K.

Ankara denies 'blackmail' reports from US on Iraq

Foreign Ministry spokesman Ataman says Turkey not aiming to breach UN embargo on Iraq

Turkish Daily News

ANKARA- Suggestions that Turkey is under U.S. pressure not to relax its position against Iraq, which is still faced with a U.N. embargo imposed during the Gulf crisis, and press reports that Washington has given a strongly worded note to Ankara to this effect, have been denied by the Turkish foreign ministry. Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman told reporters on Wednesday that reports indicating the U.S. had given a note to Turkey on this subject and that Washington was in effect "threatening Turkey with blackmail" were totally without foundation.

He also denied that Turkey's ambassador to Washington had been called to the State Department for a formal protest. Ataman acknowledged, however that the U.S. ambassador to Ankara, Richard Barklev, had visited the foreign ministry "for an exchange of ideas" on this subject.

The Turkish daily *Hürriyet* said in a banner headline story on Wednesday that Ankara had received a "venomous note" from Washington on the subject of the embargo on Iraq.

Hürriyet said the note warned Ankara against any laxity in complying with the embargo.

It also quoted unnamed U.S. officials who threatened Turkey with dire consequences in the area of economic assistance if it refused to comply with the embargo against Iraq.

The paper said that Washington's anger was directed towards a visit by the Undersecretary for the Turkish Foreign Ministry, Özdem Sanberk, to Baghdad earlier this month.

Following the visit Sanberk had expressed a desire for normalized relations in the region and had announced that talks would start with Iraq soon on

how to maintain the pipeline running from that country's Kirkuk oil fields to Turkey's Mediterranean coast.

He had made it clear, however, that Turkey had no desire to breach the U.N. embargo and said that the oil in the pipeline would be flushed out and stored in Turkish refineries in order for damage assessment and repairs to be carried out on the pipeline.

Officials in Ankara have also said categorically that the oil in Turkish refineries would not be sold and that Turkey would only draw that portion which was the equivalent of Iraq's debt to Turkey.

Speculation about pressure on Turkey from Washington mounted on Wednesday with the arrival of U.S. Secretary of State Warren Christopher in Saudi Arabia.

International agencies reporting on the visit quoted U.S. officials as saying Christopher's main focus during this visit would be boosting support for sanctions against Iraq. Diplomatic sources have told the Turkish Daily News that Washington has been watching with displeasure the friendly overtures to Iraq by Turkey, as well as countries such as France and Germany.

But Foreign Ministry Spokesman Ataman repeated on Wednesday that Turkey did not intend to breach the embargo on Iraq. Ataman nevertheless pointed out the heavy price Turkey has had to pay because of this embargo.

He said Prime Minister Çiller had told President Bill Clinton during her visit to the United States that Turkey's losses amounted to \$ 20 billion and that this figure was mounting. Ataman also said everyone was aware that the oil pipeline running between Iraq and Turkey, which has been lying dormant

since 1991, had been damaged for this reason.

"There is no difference of opinion on the need to save this important pipeline. The problem is how will this pipeline be saved within the United Nations system" Ataman said. He added that Turkey's aim was merely to save the pipeline "within the context of existing rules, by means of a technical operation and with the cooperation of all sides."

He said Ambassador Sanberk's visit to Baghdad as well as the contacts Turkey had with the members of the coalition against Iraq immediately following this visit had to be evaluated within this context.

Shortly after coming to power in 1993 Prime Minister Tansu Çiller embarked on what many analysts and diplomats considered was an "ill thought out campaign" to seek redress for Turkey's losses from the Iraq oil pipeline.

Her playing on the theme of the need to ease the sanctions against Iraq angered the U.S. administration which made its displeasure apparent through leaks to reporters close to the White House, the State Department and the Pentagon. Foreign ministry officials in Ankara nevertheless say there is a need to maintain a degree of dialogue with Iraq, especially for a country such as Turkey "which has to live with Iraq long after the others have gone."

They also add, under their breath, that "if the same kind of vigilance that is shown towards Iraq were shown for Serbia then a country such as the United States would have more credibility."

They discount, however, the possibility of Turkey's taking any unilateral steps geared towards meeting some of its losses due to the embargo on Iraq.

Second sabotage of power transfer to northern Iraq

Turkish Daily News

ANKARA- For the second time Kurdish terrorists attacked a power line tower and placed mines around it, somewhere between Silopi-Zaho in Turkey, on Sunday.

Turkey will resume power supply to

northern Iraq once repairs are done and the area is cleared of mines, Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said in his weekly press conference on Wednesday.

Turkey started providing 20 megawatts of electricity worth \$16,000

daily to the Dohuk region at the beginning of April.

Kurdish terrorists from the outlawed Kurdish Worker's Party (PKK) attacked the power line in northern Iraq, a few days after it had begun supplying power.

IRAK Petit à petit, les sanctions internationales mettent le régime de Saddam Hussein à genoux. Dans la population, dans l'opposition et jusque parmi ses proches, plus personne ne doute qu'un jour ou l'autre, lorsqu'il sentira sa fin proche, le despote, paranoïaque, de plus en plus isolé et joueur invétéré, commettra l'irréparable. La question est de savoir quand, où et comment ?

Le "père de toutes les batailles" prépare l'apocalypse

Saddam Hussein et son régime sont aux abois

David Hirst
THE GUARDIAN - LONDRES

KURDISTAN

Quelque chose est peut-être en train d'arriver au président Saddam Hussein. Au cours de son dernier discours, pour l'Aïd-el-Fitr, la fête qui marque la fin du ramadan, les gens s'en sont clairement aperçus. "Je ne l'avais encore jamais vu dans cet état", rapporte l'un de ses ex-conseillers, qui a récemment rejoint le Kurdistan "libéré" et le Congrès national irakien, l'alliance de l'opposition qui y a établi son quartier général. Tout dans ses paroles comme dans son comportement semblait indiquer qu'il était au bout du rouleau. Le visage bouffi, hagard, il n'arrivait pas à articuler. Ses mouvements, déjà assez maladroits d'ordinaire, trahissaient une certaine lassitude et un laisser-aller. Il n'a parlé que des sanctions de l'ONU et de sa certitude qu'elles seraient renouvelées. A cinq reprises, il se frappa la cuisse, exaspéré à cette seule perspective. Comme toujours, ses ministres assistaient à sa triste performance avec une impassibilité

"Je crois qu'il ne va pas tarder à faire une folie", dit son ancien conseiller, réfugié au Kurdistan

pleine de déférence. Mais les téléspectateurs ont trouvé la scène très révélatrice, à commencer par son ancien conseiller. "Je crois qu'il ne va tarder à faire une folie", a-t-il dit.

Pour les Irakiens, cela tombe pratiquement sous le sens. Saddam, joueur invétéré, finira par commettre un acte irréparable. Ils citent ses invasions, de l'Iran en 1980 et du Koweït en 1991, comme des précédents au quitte ou double qu'il lancera lorsqu'il se sentira au bord du gouffre. Ce sentiment peut désormais s'emparer de lui à tout moment. Il submerge déjà de nombreux Irakiens, qui voient dans le destin de Kamal Hussein Majid une métaphore du système. Ex-ministre de la Guerre, Kamal était l'architecte du programme d'armes non conventionnelles de Saddam Hussein. C'était également un monstrueux blasphémateur. Durant le soulèvement chiite de 1991 [à l'issue de la guerre du Golfe], il lança l'assaut contre la ville sainte de Karbala [lieu du martyre de Hussein, fils d'Ali, le fondateur du chiisme]. Face au mausolée de Hussein, il s'écria : "Tu t'appelles Hussein ; moi aussi. Voyons qui de nous deux est le plus fort !" Et il ordonna à ses troupes d'ouvrir le feu sur les lieux sacrés. Ce mois-ci, Majid s'est de nouveau rendu à Karbala, mais en ambulance, pour demander pardon au saint. Il a une tumeur au cerveau.

Ce sentiment que tout le système est maudit ne s'appuie pas que sur des superstitions. L'inquiétant appareil répressif en place s'affaiblit et meurt de l'intérieur, comme l'ancien ministre. En fait, si Saddam n'a pas encore commis l'acte irréparable que son peuple attend, une folie kafkaïenne règne déjà sur tout son système, qui, sous les tensions croissantes, ne parvient plus à gérer l'accumulation des problèmes.

A cela, il faut ajouter la sévérité des sanctions de l'ONU. Le déclencheur fut, l'été dernier, la chute du

dinar, qui a eu une influence directe sur la perte de prestige de Saddam. Officiellement, le dinar vaut encore 3 dollars. Mais les rouages de l'économie sont si étranges que les vrais billets ne circulent plus qu'au seul endroit où ses décrets ne sont plus respectés : au Kurdistan "libéré". L'été dernier, le dollar y valait 20 dinars ; aujourd'hui, il en vaut 80. Mais sur le territoire contrôlé par Saddam Hussein, il est coté à 350 dinars. La monnaie irakienne est en chute libre.

Dans l'esprit du despote, une illusion fait rage : par la terreur, on doit parvenir à maîtriser l'économie de marché. En 1992, avant que les choses ne se gâtent, Saddam avait

Les Irakiens maudissent Saddam ouvertement, ce qui n'arrivait jamais autrefois

fait exécuter 42 commerçants, à titre d'exemple. Cela n'a fait qu'aggraver la situation, les morts ayant bénéficié d'une sorte de réhabilitation posthume et s'étant vu qualifier de "martyrs de l'heure de colère". Oudaï, le fils de Saddam, qui gère les énormes intérêts commerciaux de la famille, a essayé d'autres tactiques. En janvier dernier [pour redorer le blason de la monnaie], il a monté une mise en scène censée lui faire gagner la confiance du peuple. Ayant vidé les coffres de l'une de ses sociétés devant ses salariés, il leur a demandé de compter : 50 millions de dollars. Cela n'a eu aucune influence sur le marché. Deux jours plus tard, la police secrète a fait une autre tenta-

tive de persuasion, tuant deux trafiquants et faisant 29 blessés. Puis, avec le dernier discours de Saddam, le dinar a fait son dernier, son plus grand plongeon. Ordre a été donné aux banques : plus aucun retrait supérieur à 2 500 dinars (40 FF). La situation échappe à tout contrôle. Même *Babel*, le journal d'Oudaï, l'admet. Début avril, il écrivait que le dollar ne tarderait pas à atteindre 500 dinars.

Qui a le plus souffert de l'effondrement de la monnaie ? La grande majorité des gens, qui ne tirent aucun bénéfice du système. S'ils ne meurent pas de faim, c'est grâce aux rations de base auxquelles Saddam consacre 750 millions de dollars (4,3 milliards de FF) par an ; le reste des maigres revenus des exportations – 1,25 milliard de dollars (7,25 milliards de FF) – lui permettant d'importer illégalement des armes. La notion de classe moyenne n'existe plus : un éboueur, censé remplir une fonction beaucoup plus importante qu'un professeur, est donc mieux payé. Certains s'en sortent grâce aux dollars que leurs parents envoient de l'étranger. D'autres vendent meubles, tapis, réfrigérateurs et même leurs cadres de portes et de fenêtres.

Cet appauvrissement contribue à une dépression morale et sociale. Chaque jour, 10, 20 personnes meurent au cours de vols avec agression. Les meurtriers types : ces jeunes gens enrôlés dans l'armée pour mener, pendant huit ans, une guerre meurtrière et inutile contre l'Iran, puis, deux ans plus tard, pour la "mère de toutes les batailles" [nom donné à la guerre du Golfe]. Démobilisés, sans aucune compensation, souvent sans éducation ni formation, sans travail ni possibilité d'en trouver, endurcis par la cruauté de la guerre, ils se livrent à une autre sorte de violence. D'ailleurs, la loi les y encourage : afin de limiter les dégâts, Saddam a décrété que le vol serait désormais considéré comme un crime capital. Conséquence : les voleurs tuent pour être sûrs de ne pas se faire prendre.

Les Irakiens maudissent Saddam ouvertement, ce qui n'arrivait jamais autrefois. Plus inquiétant encore pour lui : les sanctions finissent par peser aussi sur la stabilité et l'organisation du pouvoir. Un grand pourcentage de la population

collabore à l'appareil de contrôle et de répression – armée, police, renseignement, parti Baas. Ils sont si nombreux que le régime n'est plus en mesure de leur procurer une position privilégiée (meilleurs salaires, avantages en nature). Pour la plupart d'entre eux, l'intérêt économique l'emporte désormais sur la loyauté politique. Il s'agit d'un véritable cancer qui ronge le corps du pouvoir, dont les membres atrophiés répondent de moins en moins aux ordres du centre. Ce qui constitue une aide appréciable pour l'opposition.

"Il y a un an, traverser la frontière pouvait être dangereux", dit, au Kurdistan, un visiteur en provenance du territoire contrôlé par Saddam. "Aujourd'hui, personne n'hésite. Pas même ceux qui sont recherchés et dont la photo a été publiée dans les journaux. Avec quelques milliers de dinars, vous achetez n'importe qui." Ce n'est guère étonnant, si l'on considère que le général qui gagnait 10 000 dollars par an il y a un an n'en touche plus que 100, le simple soldat à peine 10. Celui-là, une miche de pain suffira à l'acheter : la croûte qu'il mange trois fois par jour a le goût de la sciure.

Dans ce vaste appareil d'Etat, Saddam Hussein a toujours compté sur trois cercles concentriques de solidarité. Le plus large, l'ensemble de la minorité musulmane sunnite, qui, traditionnellement, domine le pays ; au milieu, celui des Takritis, les habitants de Takrit, sa ville natale ; et, tout au centre, sa proche famille. Or, dans ces trois sphères, on note une chute de popularité manifeste.

Des quatre provinces sunnites du centre de l'Irak – celles de Mossoul, Takrit, Bagdad (aujourd'hui à dominante chiïte) et Ramadi –, la dernière est une plaque tournante, un bastion traditionnel pour le type de doctrine panarabe qui a engendré le parti Baas. Lors du soulèvement de 1991, Saddam Hussein, qui avait déjà des doutes quant à la loyauté des Ramadis, a voulu en avoir le cœur net. "Les mukhabarat [membres des services de sécurité] ont assassiné des Ramadis et amené les corps dans leur ville d'origine", dit un Ramadi qui a quitté le Baas. "On a dit que les rebelles chiïtes les avaient exécutés. Les gens y ont cru. Aujourd'hui, ils connaissent la vérité." Fin mars, à Ramadi, un



Dessin de Bromley paru dans *The Guardian* - LONDRES

Dans cet univers obscur, incestueux et microscopique qu'est la famille de Saddam, tous le détestent autant qu'ils le craignent

match de football, sponsorisé par Archad Yassine, garde du corps de Saddam et puissant homme d'affaires, opposait à Bagdad l'équipe

locale au club de Zaurak. Comme Ramadi avait marqué deux buts en première mi-temps, Yassine a demandé que l'on change d'arbitre. Zaurak a marqué trois buts. La foule a protesté et les hommes de Yassine ont ouvert le feu. Certains spectateurs ont été blessés. L'émeute s'est étendue à la ville ; les gens maudissaient Saddam.

Le fait est qu'il s'est attiré l'hostilité inavouée de presque tous les clans et tribus du "triangle" sunnite central, victimes de purges, y compris ceux de sa ville de Takrit. Autrefois, conscient de sa dépendance à l'égard des Takritis, il les traitait avec davantage d'égards. Ce temps est révolu. Après la dernière tentative de coup d'Etat, réelle ou imaginaire, il a exécuté 11 officiers takritis, ainsi que le fils de la personnalité la plus réverée de la ville. On imagine les sentiments contradictoires qui agitent les chefs de clan survivants, notamment celui dont le cousin, Omar Hazaa, ancien maire de Bagdad, a eu la langue coupée pour avoir insulté la mère de Saddam, avant d'être massacré à coups de hache.

Enfin, il y a la famille régnante. Dans cet univers obscur, incestueux et microscopique qu'est la famille de Saddam Hussein, se scellera peut-être le destin de l'Irak. Tous doivent le détester au moins autant qu'ils le craignent. La seule chose qui les retient est de savoir que, s'il part, ils devront partir avec lui. Traditionnellement, Saddam a su se tenir à l'écart des querelles familiales. Pourtant, il semble qu'aujourd'hui il se méfie comme de la peste du plus infâme des Majid, le ministre de la Défense Ali Hassan el-Majid - les Kurdes l'appellent Ali le Toxique -, qu'il soupçonne peut-être même d'avoir commandité une récente tentative d'assassinat. Le jeune Oudai, qui a plus d'une corde à son arc, est pressenti pour lui succéder au ministère de la Défense.

Saddam s'accroche encore à l'idée d'obtenir une levée des sanctions. Dans un premier temps, il pensait qu'elle pourrait venir du nouveau président américain, qui lui paraissait moins hostile que George Bush. Maintenant, il désespère de Clinton. Même si Russes, Chinois et Français, qui ont hâte de renouer des relations commerciales, lui donnent des raisons

d'espérer depuis quinze mois, il fait preuve d'un calme inhabituel. Mais, à moins que ses attentes ne se concrétisent peu ou prou, il ne va pas rester perpétuellement sur la réserve. *"Il n'est pas homme à attendre d'avoir le couteau sous la gorge"*, affirme son ex-conseiller. Confronté à un péril, il croit aux vertus de l'offensive. Sa vision profondément paranoïaque du monde l'a poussé à envahir l'Iran et le Koweït. A ses yeux, la "conspiration" occidentale est plus que jamais une réalité : il est persuadé qu'il mène encore la "mère de toutes les batailles", sous d'autres formes.

Mais, dans cette fastidieuse "guerre d'usure", il perd peu à peu le contrôle de son appareil d'Etat. Sur le papier, il a peut-être reconstruit une bonne partie de son armée, qui a retrouvé 80 % de son

En prenant l'offensive, il dirait à l'Occident : "Voyez, je suis là, je peux encore nuire"

potentiel d'avant-guerre. Mais, s'il lui ordonne d'attaquer, l'état-major - qui appréhende par dessus tout la perspective d'une nouvelle débâcle - risque fort de ne pas lui obéir, à moins que ce ne soient les troupes, démoralisées, qui refusent de combattre. Il doit donc être tenté d'agir sans attendre, pour bénéficier du plus grand effet de surprise.

La question que tout le monde se pose ici n'est pas de savoir si Saddam Hussein, sentant sa fin proche, va "commettre l'irréparable", mais plutôt quand il le fera. Il est sans aucun doute en phase terminale. Son sort dépend avant tout d'un facteur clé : l'Occident, qui a trahi de façon flagrante et désastreuse le grand soulèvement kurde, se rachètera-t-il en aidant l'opposition, cette fois pour de bon, à faire tomber le despote ? Va-t-il ou non se contenter de maintenir des sanctions qui, pour efficaces qu'elles soient à long terme, infligent au peuple irakien des souffrances de plus en plus injustifiables ?

Si, par exemple, les Occidentaux décrétaient Bassorah [centre pétrolier et industriel du Sud] "zone

d'exclusion", comme l'est le Nord kurde, non seulement cela précipiterait la chute de Saddam Hussein, mais encore le danger serait moins grand de voir les pays les plus stratégiques du Moyen-Orient livrés au chaos et à la guerre civile, ce qui est l'une des grandes craintes des Etats de la région et des grandes puissances. Or ces dernières, avec leur inertie et leur indifférence actuelles, ne font rien pour empêcher une telle dérive.

La question est aussi comment. Deux choix s'offrent au despote aux abois. Le peuple du Kurdistan "libéré" redoute de devenir sa première cible. Tant le discours officiel que les nouvelles concentrations de troupes semblent corroborer cette analyse. En janvier, Saddam Hussein était sur le point d'annoncer qu'il passerait la fête de l'Aïd au Kurdistan. Puis, outre les trois corps d'armée stationnés en permanence sur le front, trois divisions d'élite de la garde républicaine sont venues en soutenir deux autres dans les zones sensibles de Kirkouk et de Mossoul. Malgré cela - et en dépit d'autres signes avant-coureurs de guerre, comme l'armement de tribus arabes et kurdes ostensiblement loyalistes -, il ne s'est rien passé : peut-être les nouvelles décisions du Conseil de sécurité ont-elles convaincu Saddam de renoncer à ses projets. Pourtant, ses intentions sont évidentes. Une action contre le Kurdistan pourrait revêtir différentes formes : bombardement des populations, occupation de la province de Sulaïmaniya, seul débouché des Kurdes, via la Turquie ou la Syrie, sur l'extérieur. Dans tous les cas, il signifierait à l'Occident, qui s'est engagé à protéger les Kurdes : "Vous voyez, je suis toujours là. Je peux encore vous nuire et, à moins que vous ne me ménagiez, je ne vais pas m'en priver."

Saddam Hussein a aussi envoyé une partie de la garde républicaine au sud. Personne ne sait vraiment pourquoi. Mais c'est certainement là que réside sa seconde option. *"Quand le couteau se rapprochera, ajoute son ancien conseiller, Saddam attaquera. En occupant une partie du Kurdistan, il s'expose aux représailles de l'Occident, sans grands bénéfices stratégiques. Le Koweït, c'est autre chose. Saddam a toujours considéré que le Golfe est*

son débouché naturel, avec ses champs pétrolifères et son trafic maritime. Il hait désormais les Saoudiens, champions du maintien des sanctions. La vengeance fait partie de sa psychologie bédouine. La prochaine fois, non seulement il envahira le Koweït, mais il enverra ses chars sur les champs pétrolifères saoudiens."

Ce serait sûrement sa fin. Pilonnés par les avions occidentaux et saoudiens basés à Dahrhan, ses chars ne parviendraient jamais à traverser le désert. Il aurait dès lors fini par céder à la logique de Samson. Car il ne s'en est jamais caché, s'il devait tomber, il chercherait à entraîner le monde dans sa chute, ou, du moins, le plus de monde possible. ●

ÉCONOMIE Privatisations, privations et autarcie

BAGDAD

Dans les rues de Bagdad règne une atmosphère de sombre normalité. Les immenses portraits du Président sont toujours aussi visibles, mais moins nombreux, leur grandeur comme annulée par les monuments construits pour commémorer la survie du régime après la guerre, comme la nouvelle horloge du centre-ville ou la tour Saddam, une débâcle de bâtiment orange et blanc de 200 mètres de haut.

A vrai dire, le souci principal des Irakiens est plus fondamental que ce qui se passe au palais présidentiel. Pour faire face à la dévaluation continue du dinar et à l'inflation galopante, touchant les produits de première nécessité, le peuple de Bagdad en est à vendre tout ce qui lui reste de biens terrestres. Tous les vendredis matin, explique Massoud Salem, propriétaire d'une salle des ventes, un demi-million de citoyens se précipitent pour proposer leurs biens personnels dans le principal centre de mise aux enchères de la ville.

Le salaire d'un fonctionnaire équivalait à 300-350 dollars avant août 1990, il n'en vaut plus que 9. Un kilo de tomates coûte 15 dinars nouveaux, cent fois plus qu'avant la guerre. Les produits laitiers, la viande sont quasi introuvables. "La classe moyenne peut à peine se procurer du pain, du riz ou des légumes", dit la doctoresse Salwa Noureddine, du grand hôpital public Saddam. Les agences internationales et l'ONU considèrent qu'il n'y a pas de famine à grande échelle, mais admettent "une situation de malnutrition modérée". De fait, les mendiants abondent. Portiers, serveurs, femmes et enfants n'ont plus honte de quémander de l'argent aux étrangers. Cette paupérisation croissante et l'incapacité gouvernementale de financer les besoins essentiels de la population sont à l'origine d'un changement de direction global de l'économie irakienne.

La conséquence la plus significative de l'embargo international aura été la privatisation de l'économie. Auparavant, l'alimentaire et la santé étaient très largement subventionnées. Désormais, l'Etat se débarrasse du secteur public. Ses grandes sociétés ont été vendues ou sont en vente. Même l'importation des médicaments n'est plus sous son contrôle. La plupart des médicaments, auparavant gratuitement distribués, sont désormais inabordables. Un sirop pour la toux coûte 75 dinars, la moitié des revenus d'un agriculteur. "Avec le gel des avoirs irakiens à l'étranger, les maigres devises fortes existantes vont aux infrastructures essentielles, comme l'approvisionnement en eau potable", explique un bureaucrate gouvernemental. Alors, les universités manquent de tout et les étudiants se procurent difficilement stylos et papier.

Pendant, rue Rachid, la Bourse de Bagdad a récemment rouvert ses portes, chaque lundi. Soixante-cinq sociétés y sont cotées - aucune étrangère - représentant presque tout le spectre de l'économie du pays. Le prix des actions commence à 1 dinar, soit 0,005 dollar (3 centimes). Quiconque possède des devises peut raffler la mise. En y mettant en vente toutes ses industries manufacturières (plastique, mécanique, textile, agroalimentaire...), le gouvernement cherche à remplir ses coffres et surtout à "se débarrasser des frais d'entretien, qu'il ne peut plus assumer à cause des sanctions, espérant que le privé sera en mesure de maintenir ces industries en vie", explique le courtier Mohamed Chaker.

Autre conséquence de l'embargo, l'agriculture est devenue la priorité du développement. Le régime a lancé, en 1993, une campagne de promotion (avec redistribution des terres et parfois même certaines compensations) pour pousser à la culture des terres arables. "C'est tout ce qui nous reste à faire pour maintenir la population en vie", explique Tadrus Tadrus, un propriétaire terrien de Mossoul. "Le gouvernement n'a plus de devises pour subvenir à nos besoins, alors nous devons croître par nous-mêmes."

Mariam Shahin - THE MIDDLE EAST LONDRES

Dernières Nouvelles d'Alsace - 26 avril 1994

COURRIER

En hommage à Lissy Schmidt

M. René Hamm, d'Obernai:

«Le 3 avril 1994, la journaliste allemande Lissy Schmidt, 35 ans, a été exécutée avec son guide, Aziz Kader Faraj au Sud-Kurdistan.

Pendant plus d'une décennie, la correspondante de l'AFP et de la «Frankfurter Rundschau» s'était battue pour les droits du peuple kurde. Elle fut une des pre-

mières à rendre compte du massacre chimique perpétré le 6 mars 1988 par les troupes de Saddam Hussein contre les habitants de Halabja (8000 morts!). Quant aux autorités d'Ankara, elles l'ont expulsée en 1991 après l'avoir torturée. Lissy Schmidt a également dénoncé les ventes d'armes de Bonn à la Turquie.

Il semble que ce soient les Irakiens qui ont fait exécuter la journaliste, mais le crime profite à tous les ennemis de la cause kurde. Je m'associe à la peine de tous ceux qui, en Allemagne, ont honoré la mémoire de Lissy Schmidt».

Human Rights Diary

A military court on April 21 sentenced a peace activist to a year in jail for speaking out against the draft. Aytek Özel, leader of the banned Opponents of War Association, was set free because he already had been detained for the three months required under the sentence. The rest of the term was suspended. Özel was convicted of "alienating the people from obligatory military service." He himself had served his military duty. Özel said on a television program earlier this year that if he had any children, he would not send them to military service. The two TV correspondents who interviewed Özel were sentenced to two months imprisonment recently. Özel said he would appeal.

(April 22, Newspapers)

A senior parliamentary official said forces within the Turkish state were involved in terrorism and claimed that a prominent Ankara State Security Court prosecutor was deliberately blocking a parliamentary inquiry into political killings. Sadık Avundukoğlu, chairman of the Parliament Commission on Unsolved Murders, was quoted by Milliyet newspaper on April 23 as saying that there were "dark forces" within the state that had gone to the extent of even supporting the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). "There are dark forces within the state. They used to say the PKK was only a handful of bandits. Now it is 15,000 people strong. Had it not received the support of certain forces within the state, it could not have grown so much," Avundukoğlu said in what Milliyet referred to as a "shocking statement." The commission chairman also blasted Ankara's State Security Court Chief Prosecutor Nusret Demiral for refusing to cooperate with Parliament on its inquiry into political killings and demanded that he be forced into early retirement.

(April 25, Turkish Daily News)

Turkish officials said on April 25 security forces had killed two terrorists who murdered a Turkish infantry major earlier this month, only two weeks after an official statement said that the killers had been taken alive. A statement issued by the governor's office in Kars province said that two separatist terrorists had been killed in a clash with security forces in the rural areas of the Sarıkamış township. It said that the militants, who killed two security officials in the clash, were identified as the murderers of Maj. Bedri Karabıyık, who was killed on April 4. The statement referred to the terrorists by their code names, Abdurrahman and Pelçin, noting that two assault rifles, ammunition, birth control pills and condoms had also been seized during the operation.

The Kars statement failed to refer to an earlier announcement made by Erzurum Governor Oğuz Berberoğlu, who was quoted in the Turkish newspapers on April 7 as saying that Maj. Karabıyık's killers had been taken alive. Despite the deaths announced in the Kars statement, Berberoğlu had said in early April that three terrorists he identified as Pakize Karadeniz, Tahliye Beyazıt and Gülşen Adet had been captured alive. He said then that the major had been killed by Karadeniz and that the suspects had been handed over to the Erzurum police force.

(April 26, Turkish Daily News)

Four people were killed during the weekend in Diyarbakır to add to the long list of mystery murders in the city. Erdal Aldemir and Şahabettin Alkan, students at Dicle University, were murdered by five unidentified individuals who broke into their apartment at 1:00 a.m. The victims were blindfolded and their hands were tied. They were then shot in the head. In a separate incident, Davut Toprak, a guard at the Diyarbakır prison where political prisoners are kept, was shot dead upon leaving his house. Mehmet Emin Gülcü, chairman of the Diyarbakır Bazaar Tradesmen Association, was also murdered.

(April 26, Turkish Daily News)

İbrahim Batmaz, editor in chief of the monthly magazine Sancak, is on trial on charges that he insulted Welfare Party (RP) Chairman Necmettin Erbakan in an article in his magazine. If convicted, Batmaz faces a prison term of up to 16 months or fines up to TL 15 million.

(April 27, Turkish Daily News)

Separatist Kurdish guerrillas released a Turkish reporter and a cameraman, after holding them hostage for three months. Freelance reporter Kutlu Esendemir and cameraman Levent Recep Öztürk were on assignment for the conservative TV station TGRT when they were abducted some 40 kilometers (25 miles) southwest of the town of Erüh in Şırnak province late January. Fourteen journalists have been killed in southeastern Turkey since February 1992.

(April 27, Turkish Daily News)

Islamic fundamentalists hurled a Molotov cocktail at the office of a local newspaper in the central Anatolian town of Akşehir. There was damage but no injuries. A message reading "Islamic movement for Islamic law cannot be prevented" was found at the site of the explosion at the entrance of the liberal daily Konya Postası (Konya Mail) office, the Anatolia news agency reported.

(April 28, Newspapers)

Turks Offer Iraqis Food-for-Oil Swap

Plan for Humanitarian Aid May Be Violation of UN Ban

By Caryle Murphy
Washington Post Service

ANKARA — Turkey has negotiated a deal to give Iraq humanitarian aid in return for 12 million barrels of mostly Iraqi-owned oil that has been trapped in a Turkish-Iraqi pipeline for almost four years.

Some Western diplomats here said the deal's trade of oil for food and medicine could be viewed as a violation of United Nations sanctions against Iraq, which forbid the selling of Iraqi oil. It essentially gives Iraq new oil income, albeit delivered in humanitarian aid.

"It does have some elements" that might violate sanctions, a Western envoy said.

More importantly, faced with other signs that the international consensus on punishing Iraq is fraying, Western diplomats are concerned Turkey's initiative signals a weakening of its resolve to go along with American-led efforts to maintain Iraq's commercial and diplomatic isolation until President Saddam Hussein is removed.

Meeting in Saudi Arabia Wednesday with officials of six Arab states of the Gulf, Secretary of State Warren M. Christopher

expressed U.S. determination to resist any easing of UN sanctions.

In meetings in Washington last week with Prime Minister Tansu Ciller of Turkey and in talks this week at the United Nations, the Clinton administration "made it clear that we would be opposed to any step that would violate the sanctions," a State Department official said. Whether the proposed Turkey-Iraq deal would fall into that category is still under discussion, he said.

A Turkish Foreign Ministry under secretary, Ozdem Sanberk, who struck the deal during a recent visit to Baghdad, called the arrangement a "limited rescue operation" to prevent damage to the pipeline, which was shut down when the United Nations imposed sanctions on Iraq after it invaded Kuwait in 1990.

"It's not an export of oil," Mr. Sanberk said in an interview. "We don't think it's breaking sanctions."

He made clear that his recent trip to Baghdad — the highest-level Turkish visit since the end of the Gulf War — stemmed from Ankara's view that Mr. Saddam is not likely to be overthrown soon and

that the Iraqi regime should be engaged in dialogue.

This is a widely held view in the region, but runs counter to the American assessment that sanctions are undermining Mr. Saddam's legitimacy and will eventually lead to his downfall.

But Mr. Sanberk said Turkey "is not going to break solidarity" and violate the UN embargo. "If we say Saddam is going to stay, it is our opinion and we are not going to break the lines," he said.

"We proposed a narrow, limited rescue operation to once or twice flush out, repair and close the pipeline and wait for the removal of the embargo," Mr. Sanberk said.

A similar situation existed after the Gulf War on Iraq's other major export pipeline, across Saudi Arabia. The Saudi government seized that oil, sold it and turned the proceeds of about \$80 million over to the state-owned Saudi Aramco Oil Co. to cover the costs of maintaining the pipeline and storage tanks, according to Saudi officials.

Of the 12 million barrels of oil in the pipeline, which transports oil from Kirkuk in northern Iraq to Turkey's Mediterranean coast, 3.3 million belong to Turkey and 8.2 million are owned by Iraq. Turkey plans to refine the released oil and use it domestically, Mr. Sanberk said.

The 12 million barrels represent about four days' production by Iraq in the period just before it

Herald INTERNATIONAL Tribune

SATURDAY, APRIL 30, 1994

invaded Kuwait. Analysts say that given the current depressed market and the fact that the oil has been in the pipeline for four years, its value would likely be about \$10 a barrel — or a total of \$120 million.

Mr. Sanberk indicated that the one-time oil deal was also motivated in large part by his country's severe economic crisis, which follows the loss of about \$20 billion because of the interruption of trade with Iraq and the pipeline's closure. Turkey used to earn \$250 million a year from pipeline fees.

The Turkish deal also underscores the increasingly intense international competition to secure a favorable position in Baghdad for commercial activities once the UN trade embargo is lifted. French, Italian, German — and reportedly American — oil firms have had discussions with Baghdad about future contracts.

These discussions come amid signs that three key UN Security Council members — Russia, China and France — are ready to support a partial or total lifting of the embargo on Iraqi oil sales.

A consensus is building among these and other countries that the embargo should be ended once UN officials declare that Baghdad has complied with UN requirements on the long-term monitoring of its weapons-building industry. The next review of sanctions is in May

Rigid Iraq Merits No UN Mercy

By Warren Christopher

The writer, the U.S. secretary of state, is touring the Middle East.

RIYADH — In the wake of the tragic helicopter accident over northern Iraq two weeks ago, some are calling for a change in U.S. policy. They argue that it is time to find a way to end the confrontation with President Saddam Hussein.

The implication is that Baghdad is ready to make amends and that America is somehow responsible for prolonging the confrontation.

This view is misguided.

It ignores the basic fact that Iraq is not now in compliance with any of the obligations the United Nations Security Council imposed at the end of the Gulf War — even those it accepted as a condition of the cease-fire.

Iraq continues to lay claim to Ku-

wait. It refuses to account for hundreds of Kuwaitis who disappeared in the occupation in 1990.

And despite a requirement in the Security Council cease-fire resolution that Iraq abandon terrorism, its intelligence services are as active as ever.

Last year they tried to assassinate former President George Bush in Kuwait. And this month two Iraqi diplomats in Beirut confessed to killing Taleb Suiheil, an Iraqi dissident.

Baghdad is also engaged in terrorist campaigns against aid workers and UN observers in northern Iraq. Saddam's instinct for repression is manifest in his campaign against the marsh Arabs of southern Iraq.

These Iraqi citizens, whose way of life has survived for thousands of years, are being driven out of their ancient wetlands. Saddam's engineers have dried out the marshes, and his armies are systematically burning reeds and thousands of dwellings.

Anyone who doubts that Saddam would again inflict the same cruelties on the citizens of northern Iraq should be reminded of the "Anfal campaign" of 1988: 1,500 villages in northern Iraq were destroyed; more than 50,000 Kurds were killed. In the city of Halabja, more than 3,000 Kurdish men, women and children were gassed to death.

For three years, a multinational effort led by the United States to provide relief and protection to northern Iraq has deterred Baghdad from repeating such massacres.

But they could recur — with vast displacement of local populations to neighboring countries — if the effort were abandoned.

Some suggest that this danger should be overlooked because Iraq is beginning to comply with UN requirements on weapons of mass destruction. That argument plays into Saddam's hands. International sanctions are eroding his support in Baghdad.

He hopes that if he creates the illusion of abandoning nuclear, chemical and biological weapons programs, the Security Council will lift sanctions on Iraqi oil exports.

But there is no reason to believe Iraq has decided to forswear weapons of mass destruction unconditionally and indefinitely, as the Security Council resolution demands. There is even less reason to believe it will comply with the other UN resolutions.

More likely, Saddam is trying to evade oil sanctions so he can acquire the resources to rebuild weapons he has never hesitated to use against his people and his neighbors.

The international community cannot afford to allow this cynical tactic

to succeed.

Saddam has manipulated the suffering of the Iraqi people in his efforts to escape UN sanctions. That suffering is real.

But the responsibility lies not with the international embargo but with Baghdad's policies.

Saddam persistently refuses to take advantage of UN resolutions that would allow Iraq to sell oil to meet legitimate humanitarian needs.

The international community must continue to insist that Iraq meet all its obligations.

International solidarity in maintaining sanctions is now bringing about Iraq's limited and belated steps toward compliance. But Baghdad still has a long way to go.

The stakes are too high to give Saddam the benefit of the doubt or to let U.S. policy be dictated by commercial interests or simple fatigue.

Those who died in the tragic helicopter accident over northern Iraq two weeks ago were engaged in a vital mission: to protect the weak from aggression and to safeguard international interests, including those of the United States, in a critical region.

The Clinton administration's policy toward Iraq will remain firmly dedicated to these purposes.

The New York Times.

Saturday, April 30, 1994

turkish daily news

Turkish ambassadors to visit the Southeast

'Nobody should come and tell us that foreign circles think this or that'

Turkish Daily News

ANKARA- A group of Turkish ambassadors based in important Western capitals have been recalled to Ankara this week to hold crucial talks on recent developments related to the Kurdish issue and to inform authorities here of the views of the Western world.

Official sources said the ambassadors, who have had first-hand experience with negative Western reaction to Turkey's Kurdish policy, are also scheduled to visit the troubled Southeast region during the middle of next week.

The visit, which may be cancelled at the last minute owing to budgetary cuts at the Foreign Ministry, has already been soured with a preemptive statement made by Regional Governor Unal Erkan on Thursday that local officials do not care what the

world thinks about what they are doing.

"Nobody should come and tell us that foreign circles think this or that," Erkan said Thursday. "We don't care what they think. We will end terrorism."

According to official sources, Ambassador to Washington Nüzhet Kandemir, Ambassador to NATO Tugay Özçeri, representative to the European Union Cem Duna, European Council permanent delegate Ambassador İsmet Bırsel, Ambassador to Brussels Yıldırım Keskin, Ambassador to Paris Tansug Bleda and Ambassador to Moscow Ayhan Kamel are among the 10 Turkish ambassadors recalled to Ankara. The talks to be held in the Turkish capital will reportedly concentrate on developments related to the Kurdish problem and the ambassadors will be informed of Turkey's formal views. They

will also be briefing Ankara on how Western countries and Russia regard the issue and voice recommendations on solving the problem.

This week, the ambassadors will travel to the Southeast as part of a visit to introduce them to regional realities so they can explain the problem more in detail when they return to their host countries.

Sources said Diyarbakir and Batman would be the main visiting points for the delegation and that this visit would also enable the ambassadors to explain the Western point of view to local officials, including Erkan.

The general belief is that this way the ambassadors will get a feeling of what is really going on in the region and regional authorities will get the chance of seeing how the conflict is being regarded abroad.

PKK opens information bureau in Spain

Messages of support sent from many well-known quarters

Turkish Daily News

ANKARA- The so-called Kurdistan National Liberation Front (ERNK) of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) has opened an information bureau in Spain, according to a statement released on Friday.

A statement issued by the Germany-based Kurd-A news agency said this was the third ERNK bureau to be opened, following those in Athens and Rome.

Anna Balletbo of the Spanish Socialist Labour Party, Manuel Garcia Fonseca of the United Leftist Deputies, Spanish Human Rights Association Secretary-General Luis Miguel, Disarmament and Peace Movement chairman Menar Gorbi and Isebal Dutzinsk of the Confederation of Spanish Labour Syndicates all took part in the opening ceremony held last week.

The ERNK statement added that telegrams were sent to the opening of the bureau from various organizations, political parties and well-known people, including the spokesman for the assembly of the Council of Europe, Miguel Angel Martinez, Narsis Vasquez and Imanol Bolinaga, both members of the Council of Europe, Basque Nationalist Party (PNV), Jordi Guiliot who

is responsible of the political relations of the Catalonia Initiative. The Basque Nationalist Party and the various organizations which comprise the All Kurdistan Peace and Dialogue Platform also sent telegrams.

It was reported that the highest selling Spanish dailies, El Munda and El Pais, had covered the issue thoroughly. The ERNK representative to Spain, Faruk Doru, speaking at the ceremony, said that the problem of the Kurds in Turkey had long ago spread beyond the boundaries of the country and that Turkey had responded to PKK's calls for a dialogue with force. He demanded that Spain also follow the European Parliament's recommendation for an embargo on arms sales to Turkey, that friends of the Kurds join the boycott of Turkish tourism and force Turkey to find a political solution to the Kurdish issue. Spanish deputy Manuel Garcia Fonseca said in his speech that a war was in progress in Kurdistan and that the PKK was the only genuine representative of the Kurdish people in Northern Kurdistan and that everyone including the Spanish government had to accept that fact. He added that full support should be given to the new bureau.

Anna Balletbo, a socialist deputy and secretary-general of the Olaf Palme Foundation, also promised her support for the bureau in its relations with the parliament and a conference on the Kurdish issue would be held in collaboration with the bureau. "We favor a peaceful solution. We shall support the activities of the bureau. We shall also invite the Turkish Republic to the conference," she declared.

Spanish Human Rights Association Secretary-General Luis Miguel said that despite all warnings, the Spanish government insisted on selling NATO weapons to Turkey, which were then used against the Kurdish people. Miguel also stated that Turkey had chosen armed conflict despite all the calls for dialogue on the part of the PKK's and that they demanded that action be taken by the Spanish government concerning the issue.

Isabel Dutzinsk said that they had sent letters to Turkey demanding a political solution and making a call to respect peoples' rights to determine their own fates, but had received a reply telling them that these were Turkey's domestic affairs that could not be interfered with.

US cool to Turkey's plan to flush Iraqi oil from pipeline

Ankara waits for US proposal next week

Compiled by the TDN Staff from wire dispatches

ANKARA/UNITED NATIONS - While the United States sounded cool toward Turkey's plan to flush out oil in a Turco-Iraqi pipeline. Turkish officials in Ankara said they were waiting for a reciprocal U.S. proposal next week on the issue.

A U.S. official told Reuters Thursday that Turkey's plans would, in fact, violate sanctions against Iraq as any oil flushed from the pipeline would need to go into a U.N. escrow fund. But he said that talks would continue in an effort to find a solution to the problem.

Foreign Minister Hikmet Çetin, in New York for a Security Council debate on Bosnia, spoke to U.S. Ambassador Madeleine Albright on Wednesday about the need to flush out the oil which has started damaging the pipeline.

He said Ankara's plans were "totally within the parameters" of U.N. oil sanctions against Iraq. "But our American friends disagree with this, they don't think it is in the parameters," said Turkey's U.N. ambassador, İnal Batu.

Çetin said previously Turkey would keep 3.8 million barrels of oil it had already paid for while the rest of it would be used to pay some Iraqi debts to Turkey. Ankara would provide humanitarian aid to Iraq, permitted under the U.N. sanctions. But Ankara has stressed that the oil would not be sold on world markets while sanctions were in effect.

Turkey and Iraq agreed recently to drain 12 million barrels of crude that have been locked in the pipeline that extends from Kirkuk oil fields in northern Iraq to Turkey's

Mediterranean coast and can carry 1.2 million barrels per day, over half of Iraq's pre-Gulf crisis oil exports.

The oil has been sitting in the pipeline since August 1990 when sanctions were imposed on Iraq after Baghdad's troops invaded Kuwait.

Iraq needs to comply with Security Council weapons demands before sanctions can be lifted and the United States has indicated it would keep the embargo in place as long as possible.

Turkish officials have estimated the value of the oil in the pipeline at about \$150 million.

Experts say Turkey wants a quick resumption of the pipeline's operation out of concern that the oil now inside it could corrode the artery beyond repair. An estimated 7.54 million barrels remain in the Turkish segment of the pipeline and 4.5 million in the Iraqi segment. Saudi Arabia last year emptied about \$300 million worth of oil from its pipeline from Iraq and deposited \$70 million in a U.N. escrow account. Diplomats said they were not certain where the remainder of the funds were used.

Turkey, in economic difficulty, has said its economy was further damaged by stopping the border trade with Iraq and complaints have been heard from regional chambers of commerce. Deputy Prime Minister Murat Karayalçın is expected to pay a visit to the Habur, where a closed Turco-Iraqi border gate is located.

Shower of sentences from state security courts

Turkish Daily News

ANKARA- Fifteen members of the Diyarbakır Democracy Platform have been sentenced to two years in prison and fined TL 50 million each by the State Security Court of Diyarbakır. The former assistant secretary-general of the defunct People's Labor Party (HEP) and Democracy Party (DEP) assembly member, Kemal Okutan, Mehdi Zana and Can Ali Türkmen, who were charged with spreading separatist propaganda, have also been sentenced by the court to two years' imprisonment and a TL 100 million fine each.

The Platform members had been charged under an article of the Anti-terrorism Law with spreading separatist propaganda because of a press declaration they made.

They are: Tum Maliye labor union Diyarbakır Branch Chairman Mehmet Tekin, Tum-Haber labor union Regional Chairman Veysi Varlı, Tarım-İş District Chairman Sadık Yaşar, Demiryol-Sen Regional Chairman Sadık Yaşar, Harp-İş Diyarbakır Assistant Chairman Bahri Zülküf Karakoç, Belediye-İş Regional Secretary M. Tahir Keskin, Tek-Gıda İş labor union Regional Chairman Zülküf Aydın, Mesopotamia Culture Center former Regional Director Güzel Ak, Newroz magazine former representative Mehmet Kesli, Free People magazine representative Hüseyin Bora, Confederation of Progressive Labor Unions (DİSK) Regional Chairman Mahmut Alparslan, Tüm-Sağlık labor union regional executive board member Selahattin Güvenç, Media Sun magazine representative Hamdullah Akyol, Sağlık-Şen Regional Chairman Hasan Gürlek and daily Struggle representative Sakine Fidan.

After the court's decision was announced, the Platform members held a press conference during which they said that the remains of democracy were being eliminated.

"Violations of human rights are spreading. The lawmakers themselves are not abiding by the laws. Executions in the streets are becoming widespread. People disappear when they are under custody. So-called 'suicides' are increasing. Torture is becoming a part of the system. Villages are being evacuated. People are being made to live the lives of refugees. Those who came to power with slogans of transparency, freedom of thought and democracy are now proud of breaking these promises. The people are being rendered helpless by oppression and the economic crises." said the platform members.

faits argumentés

sur la communauté économique européenne
présentés par les députés communistes français au parlement européen

N° 28 mai-juin-juillet 1994 —

Arrêter toute aide militaire à la Turquie



Le Parlement européen dénonce la répression de la population kurde en Turquie.

Le 31 mars, le Conseil de l'Union européenne a exprimé « sa préoccupation face à l'aggravation de la situation en matière de droits de l'homme en Turquie » et renouvelé son appel en faveur « d'une solution politique aux problèmes qui se posent dans le Sud-Est de la Turquie ».

De son côté, le Parlement européen, dans une résolution co-signée par René Piquet au nom du groupe « Coalition des gauches », a protesté le 21 avril contre le maintien en détention des députés kurdes arrêtés en mars. Il a renouvelé sa demande de libération, de levée des

poursuites et de rétablissement de leurs droits de parlementaires. Il a dénoncé la répression et la destruction systématique de villages (519 en 1993, 120 en 1994) dans le cadre des opérations militaires menées par les forces armées turques. Après s'être étonné des informations qui ont fait état de l'utilisation par la Turquie dans le Sud-Est du pays d'armes de l'OTAN ainsi que d'armes et d'équipements qui n'avaient été mis à disposition par le gouvernement allemand que sous certaines conditions, il a demandé à tous les Etats membres d'arrêter toute aide militaire à la Turquie.

Mission d'information en Turquie

Le Président de la délégation du Parlement européen à la commission mixte avec la Turquie, M. Galle, a rendu compte récemment devant la commission des affaires étrangères de sa mission d'information en Turquie suite à l'arrestation de députés kurdes : « Les forces de police ont non seulement arrêté les députés le jour même de la levée de l'immunité mais elles l'ont fait à l'intérieur du Parlement ». Les députés kurdes arrêtés sont poursuivis sous plusieurs chefs d'accusation « dont les plus graves relèvent de l'article 125 de la

Constitution portant sur l'intégrité et l'indivisibilité de l'Etat turc et au titre duquel ils sont passibles de la peine de mort ». D'après M. Galle, « la conjonction de l'autonomie conférée à l'ensemble des forces coercitives de l'Etat et d'une constitution qui contient des dispositions incontestablement anti-démocratiques sape les bases mêmes de l'Etat et empêche la Turquie d'être à la hauteur des ambitions d'un Etat moderne et respectueux des principes de la démocratie parlementaire pluraliste ».

Christopher warns against lifting Iraqi sanctions

Sunday, May 1, 1994

Reuters

NEW YORK- U.S. Secretary of State Warren Christopher warned the international community to resist the temptation to lift sanctions against Iraq, insisting in a newspaper opinion piece Friday that Baghdad is still engaged in "terrorist campaigns." Christopher — writing from Saudi Arabia where he met Gulf Arab leaders this week — said in the New York Times article that it would be "misguided" to assume that President Saddam Hussein has softened his iron grip on Iraq.

"The stakes are too high to give Mr Hussein the benefit of the doubt or to let our policy be dictated by commercial interests or simple fatigue," Christopher wrote.

His plea comes amid concern by Washington that allies such as France and Germany, as well as China, are pressing to lift sanctions in order to restore lucrative trade with Iraq, which is sitting on some of the world's biggest oil reserves. Christopher called for a continuance of the sweeping trade sanctions imposed on Baghdad by the United Nations Security Council after Iraq's 1990 invasion of Kuwait.

The Security Council, where France and China have a veto, is scheduled to meet May 17 to decide whether to continue the trade ban.

Christopher said Iraq was "not now in compliance with any of the obligations the security council

imposed" in the 1991 ceasefire which ended the war over Kuwait.

Baghdad maintains it has fulfilled almost all the requirements of U.N. resolutions calling for the destruction of its nuclear, biological, chemical and longer-range ballistic arsenals, and long-term monitoring of its weapons potential — the key to lifting the crippling trade ban. "There is no reason to believe that Iraq has decided to forswear weapons of mass destruction," Christopher wrote, adding that he believed Saddam was trying to rebuild weapons "that he has never hesitated to use against his people and neighbours." He said Iraq still lays claim to Kuwait, engages in terrorism outside Iraq and still persecutes its own people — "burning thousands of dwellings...to insure that the marsh Arabs" of southern Iraq can never return home. Thousands of southern Shiites, some of whom rose up in a rebellion crushed by Saddam after Baghdad's Gulf War defeat, have fled to neighbouring Iran. U.S. officials say Iraq is still launching a military campaign in the remote southern marshes against the Shiites. Christopher said it was particularly important to hold firm on the sanctions in the face of calls for a change in policy after American fighter jets accidentally shot down two U.S. helicopters over northern Iraq. The jets, patrolling the no-fly zone aimed at protecting Iraqi Kurds, believed they were shooting at an Iraqi plane.

turkish daily news

Une campagne internationale contre les mines.

MAI
1994

Comité français pour l'UNICEF

La Lettre

Handicap International, une ONG française, a débuté en apportant une assistance aux réfugiés cambodgiens handicapés dans les camps en Thaïlande, au début des années quatre-vingt. Au Pakistan, au Kurdistan irakien, en Somalie, au Mozambique, Handicap International a été confronté à la tragédie croissante des victimes des mines. Grâce à une très forte action de formation sur place et uniquement à l'aide de matériaux locaux, de très nombreuses victimes ont pu être appareillées dans le monde entier. Dans le seul Cambodge, Handicap International a fait appareiller quinze mille amputés. A partir de 1991, il lance, avec d'autres organisations, une campagne mondiale en faveur de l'interdiction de la production et de l'usage des mines anti-personnel. Celle-ci regroupe six organisations ; Handicap International (France) ; Human Rights Watch, Physicians for Human Rights et Vietnam Veterans of America Foundation (Etats-Unis) ; Mines Advisory Group (Royaume-Uni) ; Medico International (Allemagne). Elle est très activement soutenue par le Comité international de la Croix-Rouge (Genève), qui joue un rôle essentiel dans cette action, tant sur le plan juridique que pratique, et par l'UNICEF. En France, Handicap International fait signer un manifeste : **POUR L'INTERDICTION DE LA PRODUCTION, LA VENTE, LE TRANSFERT ET L'UTILISATION DES MINES ANTI-PERSONNEL**. Celui-ci a déjà recueilli 80 000 signatures. Des exemplaires du manifeste peuvent être commandés en s'adressant à :

Handicap International
14 avenue Berthelot
69361 Lyon Cedex 07

Signatures par minitel : 36 15 Code HANDICA

Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

WEDNESDAY, MAY 4, 1994

Questions Related To Saddam

By William Safire

WASHINGTON — From diplomats at the Quai d'Orsay to power players in the Kremlin to forgetful editorialists in the United States, the drumbeat has begun: why not end "intrusive inspections" and do oil business with Iraqi President Saddam Hussein?

In the aftermath of the accidental shooting down of a helicopter over the Iraqi portion of Kurdistan, President Bill Clinton has been steadfast. "It is our duty to continue the mission," he told the families of those who died protecting millions of Kurds from Saddam's interrupted genocide, to "save the lives of innocent people."

On this, Clinton policymakers are in well-phased array. Secretary of State Warren Christopher visited the Gulf Cooperation Council in Saudi Arabia

recently to shore up Arab support against a renewal of Iraqi power.

But two weeks from now in the UN Security Council, France will team up with Russia's Primakov spy network, declaring Saddam's regime in compliance with the UN resolution to stop secretly producing weapons of mass destruction. Object: commercial contracts for France, hard currency for Russia to finance global industrial espionage.

Inspectors were provided six months ago with a list of some past nuclear-facility, chemical-component and missile-parts suppliers to Saddam, but have failed to follow up with serious investigation.

- In France, Technicatome, supplier to the Baghdad reactor, may know what equipment survived the 1981 Israeli bombing. Paris's special-metals manufacturer Imphy SA, whose products used in enriching uranium in centrifuges were found in Iraq, should be asked how much material of what specifications it sold to Saddam — compared with how much inspectors found in Iraq.

- Questions in French about pulsed columns for plutonium extraction should be directed to Robatel SLPI; about the handling of spent nuclear fuel to the Société Nouvelle d'Exploitation de la Calhène in Vé-

lizy; about bellows used in making centrifuges formerly made by Calorstat Industries SA in Dourdan.

- In Switzerland, investigators could ask about bottom bearings for centrifuges for Lasag SA in Thun, and rotor equipment from Kreuzlingen.

- In Belgium, look in on Trane, Belgonucléaire and Sybeta. In Italy, query Rome's Snia Techint, and at Florence's Nuovo Pignone SPA check the number of gas-diffusing compressors to enrich uranium against the numbers provided by the Iraqis. In Germany, visit Maschinefabrik J. Diefenbacher of Eppingen, and in Britain, Air Products Plc in Cheshire.

- India's Transpek Industry Ltd. may have answers about dual-use chemicals that were precursors of mustard gas, a substance experienced by thousands of innocent Kurds in Halabja. (As recently as last summer, an Iraqi company tried and failed to secretly import tons of anhydrous hydrofluoric acid, used not just for petrochemicals but for processing uranium hexafluoride.)

These companies may have been shipping components and materials to Iraq completely within their countries' export laws. The purpose of UN visitations to them would be to find out what shipments were made; through what parties; supporting what indige-

nous weapons-producing techniques, and how much of the shipments are as yet unaccounted for in Iraq.

My sources for this line of questioning are the same as or similar to those who blew the whistle in 1989 on Saddam's secret nuclear buildup, which the CIA then pooh-poohed, misleading reporters and proliferation experts. On this subject, these sources have proved reliable.

Before the Security Council gives the remotest consideration to the French-Russian lust for business as usual with the duplicitous Saddam, U.S. Representative to the United Nations Madeleine Albright should demand a thorough investigative report based on interviews and documentation from every company that has done or is doing weapons business with Iraq.

That is only one threshold; then there is the human rights threshold to protect Kurds and Shiites, effectively requiring Iraqis to throw out their dictator-baby with the Ba'athwater.

After some shakiness early last year, Clinton & Co. got this one right. The president remained resolute after the tragic shootdown and is reminding the United Nations that Saddam's regime is unacceptable. Waverers should pay heed.

The New York Times.

turkish daily news

Wednesday, May 4, 1994

Norwegian deputies visit their imprisoned Turkish counterparts

Turkish Daily News

ANKARA- Visiting Norwegian deputies released a statement in front of the Ankara Central Prison where they came to express their support for imprisoned members of the Turkish Parliament. Norwegian Central Party Deputy Anita Atelthan and Christian Democrat Party Deputy Tove Krin Viken went to the prison on Sunday to visit Hatip Dicle, Sirri Sakik, Orhan Doğan, Mahmut Alınak, Ahmet Türk and Leyla Zana — all but one from the pro-Kurdish Democracy Party (DEP). However, their request for entrance to the prison was denied.

In their statement, the visiting Norwegians demanded that the imprisoned Turkish deputies be released. They added that the freedom of expression must not be compromised in Turkey and that lines of communication should not be obstructed. Meanwhile, French President Francois Mitterand's wife, Daniela Mitterand, had flowers sent to Leyla Zana to celebrate her birthday.

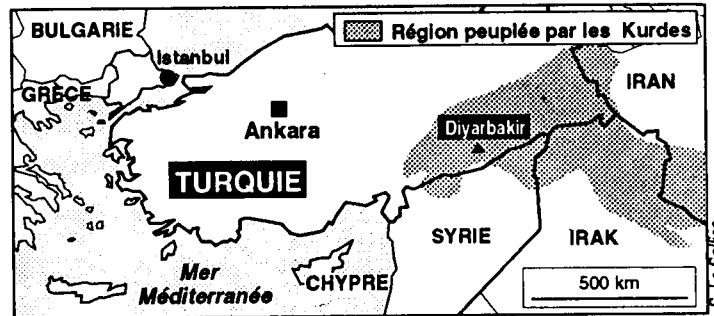


Photo TDN- Galip Ridvanoğlu

Le président de l'Assemblée turque à Paris Ankara nie la guerre et les Kurdes

Ouest France
4 mai 1994

Husamettin Cindoruk, président de l'Assemblée nationale turque, était reçu hier par Philippe Séguin avant de rencontrer aujourd'hui François Mitterrand. Au menu des entretiens, la montée de l'islam et, naturellement, la tragique question kurde. Plus que les propos officiels, les rencontres sur le terrain montrent tous les enjeux que revêt cette guerre.



ANKARA (de notre envoyée spéciale). — Pour l'armée turque, même s'il y a eu 11 000 morts depuis 1984, il n'y a pas de guerre au Kurdistan. D'ailleurs, il n'y a ni Kurdes, ni Kurdistan, seulement une lutte antiterroriste menée dans le sud-est du pays contre le PKK ou les « Turcs des montagnes ». Pour la population, c'est un peu différent. « Il nous a fallu des années pour comprendre, souligne Ceviz Çangar, journaliste au journal *Sabah*, qu'il ne s'agissait pas d'une guérilla de gauche, comme on en a connue dans les années 70, mais bien d'une revendication ethnique. A partir de là, c'est toute notre société qu'il faut repenser. »

Tous des Turcs

Jusqu'à présent, la Turquie née des débris de l'Empire ottoman, qui englobait une multitude de minorités ethniques, s'est basée sur le mythe de l'État nation, jacobin même, où une population d'origines diverses s'était réunie pour vivre dans un même pays. De gré, plus souvent de force. Arméniens et Grecs en savent quelque chose. Pour preuve de cet état d'esprit, la devise du père de la Turquie moderne, Kemal Ataturk, que l'on voit à tous les coins de rues, dans toutes les écoles, administrations ou même chambres d'hôtels : « Heureux celui qui peut se dire Turc ».

« Le problème kurde en tant que tel est une question nouvelle pour les Turcs, poursuit Ceviz Çangar. On vit ensemble sans se préoccuper de l'autre. Et après tant d'années de vie commune, une de nos minorités la plus importante dit d'un seul coup : nous on est différents, on veut un traitement politique différent. »

L'ex-président Turgut Ozal, à

demi-kurde selon la légende, fut le premier à tenter une ouverture, notamment en autorisant les Kurdes à parler leur langue, mais pas à l'enseigner. Sa mort prématurée mit fin à ce processus d'ouverture. « Il y a des Circassiens, des Koukasiens, des Lazes, des Grecs, des Juifs. Si chacun demande son indépendance, s'interroge Ceviz Çangar, quel sera le ciment de ce pays si la Turquie, en tant que nation, n'existe plus ? »

L'avenir du pays

C'est l'avenir même de la Turquie qui est posé, d'où la violente réaction des militaires, d'autant plus implacables qu'ils ne contrôlent pas la situation. Les attentats répétés du PKK dans les grandes villes traumatisent la population qui, désormais, s'en remet à l'armée. « Il y a une radicalisation de l'opinion, observe Sami Cohen, journaliste au quotidien *Milliyet*, et cette radicalisation va continuer. Les gens voient l'armée comme solution de sécurité, mais il aurait fallu une organisation intermédiaire, entre les Kurdes et les Turcs. Maintenant, on est dans une impasse ».

Mises en scène

Les journalistes eux-mêmes tombent, soit sous le coup de lois très restrictives récemment votées qui interdisent « de favoriser le séparatisme sous quelque forme que ce soit », ou sous le coup de leur propre autocensure. Selon Ceviz Çangar, « il est très facile de passer pour traître. Le mythe de la cinquième colonne existe bel et bien. Et si vous n'êtes pas licencié au lendemain d'un article polémique, vous perdez tout votre crédit ». Soit, et c'est plus grave, les journalistes

sont le jouet de la désinformation militaire. Pour exemple, l'histoire du village de Kuklupa.

Dans la nuit du 21 au 22 mars, durant le nouvel an kurde, l'armée a investi le village, soupçonné de sympathie envers le PKK, séparé les hommes des femmes sur la place. Quatre hommes, âgés de 15, 18, 27 et 55 ans ont pris peur et ont fui dans les champs. Le lendemain, l'armée en retrouve trois. Un soldat vérifie leur identité et en informe son commandant par talkie-walkie. « Que dois-je faire ? » « Tu sais ce que tu dois faire », lui répond son supérieur. Les trois hommes sont exécutés à bout portant, visages défigurés. Des kalachnikovs et des balles sont déposées près des cadavres. Puis, selon le rescapé qui a tout vu, un hélicoptère est arrivé sur les lieux. Le commandant est sorti, accompagné de deux journalistes, un de la radio turque, un autre de la BBC. Après les félicitations d'usage, les villageois morts ont été présentés comme des rebelles du PKK abattus au combat.

L'indépendance, jamais

Ces mises en scène sont d'autant plus fréquentes que la plupart des régions du Kurdistan sont interdites aux journalistes. Récemment, la ville de Cizre est redevenue accessible aux médias : de 60 000 habitants, la ville est passée à 10 000. Les autres ont été déportés. Pour Ceviz Çangar, comme pour les diplomates en poste à Ankara, « on se trouve dans une logique de guerre. L'opinion publique n'est pas prête à faire des concessions. Il faut que l'action militaire prouve par elle-même qu'elle n'est pas une solution pour faire place à un dénouement politique qui isolerait le PKK, comme l'Espagne l'a fait avec l'ETA. Une sorte d'autonomie culturelle qui légitimerait l'identité kurde. »

Tel n'est pas l'avis de Camak, 28 ans, guide touristique. De mère italienne et de père « d'origine kurde », il se dit prêt à faire la guerre aux Kurdes. « Leur seul problème est l'économie. Dès qu'ils auront du travail, ils ne penseront plus à tout cela. Je ne veux pas perdre un centimètre carré de la terre que mes ancêtres m'ont donnée et que je veux transmettre à mes enfants. On ne donne pas l'autonomie culturelle à 15 millions de personnes. S'ils la demandent, c'est pour avoir l'indépendance et ça, jamais. »

Angélique KOUROUNIS.



Philippe Séguin recevant son homologue turc Husamettin Cindoruk.

Le président de l'Assemblée nationale turque

« La Turquie n'est pas l'Algérie »

Les « laïcs » préparent leur contre-offensive après les succès des islamistes aux élections municipales, explique Hüsamettin Cindoruk.

« C'est grâce au scrutin majoritaire à un tour que le parti islamiste de la Prospérité a emporté la mairie d'Istanbul. Il n'avait que 24 % des voix, alors que 76 % des électeurs avaient voté pour d'autres candidats. Nous négocions une modification du mode de scrutin : de un tour à deux tours. » Cinq semaines après le succès des islamistes aux élections municipales en Turquie, Hüsamettin Cindoruk, président de l'Assemblée nationale, prépare déjà les élections législatives de 1996 :

En visite officielle en France, à l'invitation de son homologue Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, il doit être reçu aujourd'hui par François Mitterrand.

M. Cindoruk - qui fut le président-fondateur du parti de la Juste Voie (dont l'actuel chef est le premier ministre Tansu Ciller) - dément que cette modification des règles électorales s'apparente à une manipulation : « Il ne s'agira pas d'un changement à chaud. On en parlait avant les municipales. »

« Des musulmans démocrates »

Pour résister à la vague islamiste, les formations laïques doivent s'unir. « Il faut inciter les partis à s'allier », estime le président de l'Assemblée, sans dissimuler que la mésentente des deux ténors de la droite - M^{me} Ciller et Mesut Yılmaz, le chef du parti de la Mère patrie - rend ce sursaut problématique. M. Cindoruk, qui fut candidat au leadership de la Juste Voie contre Tansu Ciller, est agacé par cette querelle de chefs : « Je ne comprends pas. »

Le succès du parti de la Prospérité (Refah en turc) n'inquiète pas outre mesure M. Cindoruk. « En fait, ce sont des « musulmans démocrates » comme il y a des « chrétiens démocrates » en Europe occidentale. Ils pensent seulement qu'en agitant le mot de laïcité, on divise la Turquie. Ils veulent venir au pouvoir en gagnant les élections. Ils le quitteront en les perdant. »

En est-il si sûr ? « La Turquie, proteste M. Cindoruk, n'est pas l'Algérie. Le premier Parlement fonctionnait en 1876. Aucune force ne pourra changer l'identité démocratique

et républicaine de la Turquie. »

Sur la crise qui déchire le sud-est de l'Anatolie, M. Cindoruk a des positions claires. Il regrette la levée de l'immunité parlementaire de six députés du parti kurde « DEP » pour propagande séparatiste et liens avec le PKK (la guérilla marxiste). « Si je n'avais pas été absent de Turquie pour raisons médicales, j'aurais voté contre cette mesure. Je critique également la manière dont s'est déroulée leur arrestation », souligne Hüsamettin Cindoruk, « nullement attristé » d'être, là aussi, en désaccord avec son premier ministre. « Le parti de la Juste Voie ne doit pas avoir pour but de punir, mais d'apporter davantage de démocratie. »

Parallèlement aux poursuites intentées contre les six députés kurdes par la Cour de sûreté de l'Etat, la Cour constitutionnelle discute l'interdiction de leur parti, le DEP. « C'est une affaire très grave. Le DEP est accusé de vouloir une division géographique de la Turquie. Ma tolérance s'arrête à ce point. La Turquie doit défendre son unité, comme le ferait la France. »

Propos recueillis par
Claude LORIEUX

Candidat des Verts élu en 1989

M. Siméoni conduira une coalition « régionaliste et fédéraliste »

Max Siméoni, député européen sortant et dirigeant de l'Union du peuple corse (UPC, autonomiste) a annoncé, lundi 2 mai, à Paris, qu'il conduira aux élections européennes une liste regroupant huit mouvements régionalistes et autonomistes français. Elu en 1989 sur la liste des Verts au Parlement de Strasbourg, M. Siméoni a lancé cette initiative après avoir échoué à reconduire l'accord qu'il avait conclu à cette époque avec les écologistes. « Les Verts, actuellement secourus de nombreuses crises internes, n'ont pas su faire fructifier (...) l'échange » noué entre l'écologie politique et les mouvements luttant contre le « centralisme jacobin », écrit la dernière édition d'Arriti, l'hebdomadaire de l'UPC.

Les tractations sont restées confuses jusqu'au dernier

moment, car les Verts, conscients du danger représenté par une concurrence régionaliste, ont tenté de conserver *in extremis* M. Siméoni dans leur giron en lui proposant la quatrième place sur leur liste. Le dirigeant autonomiste corse a décliné l'offre, estimant que celle-ci n'était pas assortie de garanties suffisantes sur sa liberté de manœuvre.

Outre l'UPC, cette liste intitulée « Régions et peuples solidaires », regroupera l'Union démocratique bretonne (UDB), le Partit occitan, l'Union du peuple alsacien (UPA), Eusko Alkartasuna (solidarité basque), le mouvement Région Savoie, le parti catalan Esquerra republicana di Catalunya et le Parti fédéraliste flamand. Un Kurde de nationalité française, Akil Mahmoud, siège en sixième position sur la

liste, « ouverte à des représentants de minorités dont le combat est exemplaire en Europe », a précisé M. Siméoni.

« Contre le centralisme étatique »

Le dirigeant autonomiste corse a précisé que sa liste entend lutter « contre le centralisme étatique jacobin qui étouffe les peuples » et militer pour « une Europe pluraliste et décentralisée ».

C'est la première fois qu'une coalition de mouvements autonomistes et régionalistes français se présente à l'occasion d'un scrutin européen. Elle s'inscrit dans une série d'initiatives parrainées par l'Alliance libre européenne (ALE), qui regroupe vingt-six mouvements se réclamant des « peuples sans Etat d'Europe » (Canaries, Galicie, Andalousie, Pays de Galles, Ecosse, Tyrol, Flandre...) et dispose de neuf députés européens siégeant à Strasbourg au groupe Arc-en-Ciel.

F. B.

German government resumes military aid to Turkey

Turkish Daily News

ANKARA-Germany has rescinded its previous decision to suspend arms shipments to Turkey, German parliamentarian Hans Stercken announced in Ankara on Wednesday.

Stercken, the head of the German Bundestag Foreign Affairs Committee, who is visiting Turkey, had assured Foreign Minister Hikmet Çetin on Monday that the suspension would be lifted this week.

He told the Anatolia news agency that he had a second phone conversation with Foreign Minister Klaus Kinkel, who told him that the suspension had been lifted and asked Stercken to break the news to the Turkish government and media.

Kinkel made a similar announcement in Bonn, saying Defense Ministry experts had examined photographs that human right activists said proved their charges that Turkey was breaking a pledge not to use German supplied arms in the southeast against the militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). "The examination made by the Defense Ministry experts con-

cluded that a deployment in violation of the treaty could not be proven based on those photographs," Kinkel said in a statement.

It was not immediately clear whether Kinkel personally informed his Turkish counterpart Hikmet Çetin, who is in Cairo, of the decision.

Stercken, who met Çetin on Monday, had told him that the suspension would be lifted this week. "I am happy to say that the allegations against Turkey have proved to be false," Stercken said.

Çetin, in turn, thanked Stercken, Kinkel and Chancellor Helmut Kohl for their efforts.

Germany had announced last month that it would suspend its military shipment to Turkey until it examined the claims that the German-supplied arms were used in the Turkish southeast, against militants of the illegal Kurdistan Workers' Party. Ankara assured Bonn that the arms used were not German, but Russian armored cars, which were of the same model. In a series of diplomatic exchanges at different levels, Ankara urged Germany not to use the bilateral

defense cooperation as "domestic propaganda material" and made repeated assurances that it was honoring an earlier promise of not using the weapons in the southeast.

After the establishment of a Defense Ministry Commission to look into the evidence, which mainly consisted of photographs, Kinkel signalled last week, for the first time, that there was no conclusive proof of the use of German arms in the region. "We have carefully examined the claims which were made several times. But I have to say that there was no evidence that Turkey broke its pledge," he told German radio. "There still is not." Stercken also questioned the credibility of those claims. "It would have been different if the people who went to the southeast were objective observers. But they were prejudiced people of a certain ideology," Stercken told Çetin in reference to the claims of human rights activists. Bonn is due to transfer artillery targeting equipment to Turkey. It has also promised Turkey 16 RF-4 fighter planes under a deal dating back to the Gulf War against Iraq in 1991.

turkish daily news

Thursday, May 5, 1994

Cindoruk blasts French socialists

Turkish Parliament speaker accuses deputies in Paris of looking at Turkey through binoculars

Turkish Daily News

ANKARA- The speaker of the Turkish Parliament, Hüsamettin Cindoruk, has accused French socialists of "looking at Turkey through binoculars."

Cindoruk reportedly had "angry" and "tense" exchanges with socialist deputies during a visit he paid on Tuesday to Martin Malvy, the head of the socialist group in the French Parliament.

Reporting from Paris, Anatolia news agency said the meeting was also attended by Segolene Royale, the socialist deputy who had stayed up all night in the Turkish Parliament recently when the immunity of the pro-Kurdish Democracy Party deputies was lifted.

Cindoruk, who is on an official visit to France as the guest of his French counterpart Philippe Seguin, was said to have had angry exchanges with Royale, with the two having departed from the talks "without agreeing on anything."

Talking to Anatolia after the meet-

ing, Cindoruk said that he had noted the fact that the French socialist deputies insisted on looking at matters from one side only.

He said he had told Royale about the points which both sides to the controversy over the DEP deputies were wrong and right on.

"If something illegal has taken place in Turkey, there is no need for another country to follow this matter. We will correct this matter ourselves and do what is necessary if their is anyone who is at fault or guilty. I also told them that the Human Rights Commission in Parliament had taken this matter up," Cindoruk said.

Referring to the fact that Royale had spent the night at the Turkish Parliament, Cindoruk said he had told her that "she was the 451st deputy" to have done so.

"Can a deputy from a foreign country spend the night in the corridors of the French Parliament. If I came would they let me sit there. It's not possible. I invited Segolene to

Turkey. It is not her job to protect Turkish deputies. That is my job. Their immunities have been lifted but they are still deputies. Now everything is up to the judiciary. I explained this to the socialists," Cindoruk said.

Cindoruk added that he had told the French socialists that the problem with Turkey today was not one of human rights but one of terrorism and anarchy and that there were groups working to divide Turkey.

"There is a revolt at hand. You cannot seek human rights by means of a gun. The conditions for this in democracies are clear. We also lost our political rights from time to time. The way to support human rights in a democracy is not to climb a mountain and start a guerrilla war."

Cindoruk also said he had asked the French socialists why they had remained so inactive when he and his friends were in prison and fighting against militarism on their own.

"Today both I and our president are people who have been in and out of prison. The heads of the various parties in the Turkish Grand National Assembly have also been in and out of prison.

We established democracy by fighting for it. As people who have established democracy how can we take away the rights of others?"

Cindoruk said.

Cindoruk added that he had also told the French socialists that they were prepared to discuss the matter within the context of democracy with whoever wanted rights. But, he said, he had told them that they would not discuss anything when there were guns involved.

"Turkey is neither a federation nor a federated state. Turkey is a unitary state and it will stay like that. We are absolutely determined on this" Cindoruk said repeating what he had told the socialist deputies.

He added that he had told them that they saw Turkey "through binoculars" while he was in Turkey following developments at first hand.

Meanwhile, French Parliament Speaker Seguin told Anatolia on Wednesday that they had received "assurances" from Cindoruk, who had said during their talks that he trusted secularism and democracy in Turkey.

Characterizing Turkey as a "bridge of democracy" Seguin said Turkey played an important regional role and as such was an indispensable ally for Europe.

He said that Turkey was in a position to carry democracy not just to the Central Asian republics but also to other countries in its region.

LE CANARD ENCHAÎNÉ — 4 mai 1994

Clin d'œil de Pasqua aux Irakiens

RÉÇU par Mitterrand, Juppé et Léotard, le dirigeant kurde d'Irak Jalal Talabani, ravi, a poussé le bouchon un peu loin. Et confié à plusieurs journalistes arabes que la police kurde des régions autonomes du nord de l'Irak allait bénéficier des conseils avisés de leurs collègues français.

Réaction immédiate et violente de Pasqua, qui est partisan d'en finir avec l'embargo contre l'Irak, et qui a récemment reçu à Paris Tarek Aziz, vice-Premier ministre de Saddam. « *Cette information (la coopération de la police française avec les Kurdes) est une affabulation, a-t-il déclaré. Dans ses relations avec les Etats, la France n'encourage pas les séparatismes.* »

Pasqua a toujours bon pied bon œil sur la politique étrangère.

LA VIE OUVRIÈRE — 6 mai 1994

TURQUIE

1^{er} Mai sous haute surveillance

Les travailleurs d'Ankara, d'Istanbul et des autres grandes villes du pays, notamment les *gueules noires* des cités minières sur la côte de la Mer Noire ont fêté le 1^{er} Mai sous haute surveillance policière. À Istanbul, plusieurs milliers de personnes (dont des membres des partis et groupes de gauche et des manifestants soutenant la cause kurde) ont défilé dans les principales artères de la ville. Le lendemain de ces manifestations, le Parti socialiste unifié, issu, en 1991, de l'unification du Parti communiste et du Parti socialiste ouvrier fut à nouveau l'objet d'un procès d'interdiction de la part du gouvernement Ciller. Il lui est reproché d'avoir pris la défense des députés kurdes arrêtés il y a quelques semaines et de demander l'arrêt de la guerre civile au Kurdistan en prônant l'ouverture de négociations.

Armes allemandes pour Ankara

*Bonn reprend
ses livraisons.*

Le gouvernement allemand a décidé hier de reprendre ses livraisons de matériels militaires à la Turquie, estimant qu'il n'y a pas de preuve de l'utilisation de ces armes contre les séparatistes kurdes.

Le Ministère des affaires étrangères a affirmé avoir étudié des documents photographiques rapportés des zones de combat en Anatolie par des organisations de défense des droits de l'homme. Mais que ces clichés ne démontraient rien.

Dans le cadre de l'assistance des pays riches de l'OTAN aux pays pauvres, l'Allemagne fournit gratuitement du matériel militaire d'occasion à la Turquie. Mais selon certains accords, ce matériel doit servir uniquement à la défense du territoire et non au maintien de l'ordre. **AFP**

LE NOUVEAU QUOTIDIEN — 5 mai 1994

LIBÉRATION — 6 mai 1994

TURQUIE. L'écrivain-sociologue Ismail Besikçi a été condamné hier pour «séparatisme par voie de publication» à trois ans de prison par la Cour de la sûreté de l'Etat d'Ankara à la suite d'un article publié dans le cadre du rapport annuel de l'Association des droits de l'homme (ADH) concernant la situation de la minorité kurde.

*Kämpfe zwischen den Lagern Barzanis und Talabanis***Erhöhte Spannung im kurdischen Nordirak**

Als Folge einer privaten Auseinandersetzung in der nordirakischen Stadt Kala Dize sind in den letzten Tagen zwischen den beiden wichtigsten Kräften in der Region, der Kurdischen Demokratischen Partei (KDP) von Masud Barzani und der Patriotischen Union Kurdistans (PUK), Kämpfe ausgebrochen.

kr. Erbil, 4. Mai

Am vergangenen Monat hat ein zwischen Privaten ausgetragener Streit um ein Grundstück in der nordirakischen Stadt Kala Dize zu einer Eskalation in der latenten Animosität zwischen den beiden wichtigsten Kräften in der Region geführt. In der Ende der achtziger Jahre von den irakischen Truppen vollständig zerstörten Stadt in der Nähe der iranisch-irakischen Grenze baute ein Mann auf dem Boden eines anderen einen Laden, ohne den Bodenbesitzer vorher um Bewilligung gefragt zu haben. Der Bodeneigentümer, ein Sympathisant von Barzanis KDP bestand darauf, dass der Laden zu schliessen sei. Der Erbauer des Ladens, ein Anhänger der PUK Talabanis, wehrte sich, und in kurzer Zeit weitete sich die Auseinandersetzung zu einem Gefecht aus, das mehrere Todesopfer gefordert hat.

In der Nacht auf Dienstag zog die PUK in den östlich gelegenen Städten ihre Truppen zusammen und sandte sie Richtung Kala Dize, von wo bis am Dienstag Meldungen über Gefechte eintrafen. In Erbil wurden 15 000 Kämpfer der KDP in Alarmbereitschaft versetzt. Im Laufe des Diebstags sind auch in der südlich von Kala Dize gelegenen Millionenstadt Suleimaniya schwere Kämpfe zwischen den Anhängern beider Parteien ausgebrochen. Obwohl unmittelbar nach Ausbruch der offenen Feindseligkeiten die Politbüros der beiden Parteien ein gemeinsames Communi-

qué verfassten, in dem sie betonten, ein Bruderkrieg müsse mit allen Mitteln vermieden werden, liess sich das in Kala Dize entzündete Strohfeuer nicht mehr im Keim ersticken.

Die Spannungen zwischen der PUK und der KDP sind nicht neu. Die seit Mitte der sechziger Jahre verfeindeten Parteien haben zwar seit dem Aufstand von 1991 zusammengearbeitet, doch nur unter dem Druck, als selbsternannte Regionalregierung international anerkannt zu werden. Die Aufteilung sämtlicher Ämter auf je gleich viel Exponenten nach den Wahlen von 1992 schien sich während einiger Zeit zu bewähren. Die beiden Parteien waren gezwungen, miteinander zu arbeiten. In den letzten Monaten führte diese Aufteilung jedoch zu Reibungen, da keine Partei dazu bereit war, für wichtige Entscheide die Verantwortung zu tragen. Gleichzeitig hat sich die ökonomische Lage der irakischen Kurden sukzessive verschlechtert. Insbesondere jene Teile der Bevölkerung, die niemals direkt von der irakischen Regierung verfolgt worden sind, beklagen sich über die massiv angestiegenen Preise. Jene Hunderttausende von Personen aus den rund 5000 zerstörten Dörfern und die Angehörigen der rund 150 000 Verschwundenen beklagen sich allerdings kaum. Sie leben lieber von der Hand in den Mund, als dass sie sich die ökonomisch angenehmen, aber schrecklichen Zeiten vor 1991 zurück wünschten.

May 6, 1994

turkish daily news

Moves continue for the creation of new Kurdish political parties

DEP deputies want a new party while former minister Şerafettin Elçi is working for a separate party altogether

By Sinan Yılmaz
Turkish Daily News

ANKARA- Members of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP), closure of which is being considered by the Constitutional Court, are said to have speeded up the process towards founding a new party.

DEP members are saying that a new party should still be formed and the two could merge if the DEP is not closed down. Meanwhile work is also reported to be underway for the establishment of another party to represent Kurdish interests. A group of Kurdish intellectuals, lead by former minister Şerafettin Elçi, who are said to believe in the need for another

legal Kurdish party, have reportedly stepped up preparations with this aim in mind. Elçi has left for Germany to gather support for this venture, sources have told the Turkish Daily News.

The case against the DEP at the Constitutional Court is expected to be concluded by the end of May. Pending the result, DEP administrators have redoubled their efforts to found a new party so as not to be left in the political wilderness. The name of the new party, to be announced in the coming days, is expected to be the "Democratic People's Party,"

while its ideology will be based on establishing solidarity between Turkish workers and the Kurdish people and support for democratization.

The party aims to garner mass support by promoting working class interests, giving it a leftist tendency.

It is also being reported that an agreement appears about to be reached with supporters of the Kurdistan Socialist Party (PSK), who were previously DEP members, on the subject of the new party.

The PSK members are expected to join the new party once it is founded. The PSK, which is lead by Kemal Burkay, has strong support from within DEP.

A commission headed by DEP's deputy chairman and deputy for Van, Remzi Kartal, has been established to oversee preparations for the foundation of the new party.

The commission also aims to invite Turkish intellectuals into the

party. Well known names such as İsmail Beşikçi, Fikret Başkaya, Ragıp Zarakolu, Ertuğrul Kürkçü, Haluk Gerger and the eminent writer Yaşar Kemal are to be contacted in the coming days with this aim in mind.

Leftist groups not represented by political parties, certain union leaders and the chairmen of various associations will also be contacted in this context.

The party's program will soon be completed sources say, adding that the main component will be the emphasis on "brotherhood and humanism."

The fact that the supporters of the Kurdistan Democrat Party (PDK-Hevgirtin) and supporters of the Rizgari group within the DEP will not join the new party is also among information being received.

Meanwhile, former Public Works and Housing Minister Şerafettin Elçi is also working for the foundation of a legal Kurdish party.

Prominent Kurds like Mehmet Ali Aslan, Mehmet Ali Eren, Tank Ziya Ekinci are working with Elçi on this project. This party, which will contain the word "Kurdish" in its name, will pursue a conciliatory line and will ask for certain cultural rights with a view to solving Turkey's Kurdish problem. The people working for the establishment of this party are said to be also in close contact with the Iraq Kurdistan Democrat Party (IKDP) of Masoud Barzani.

Elçi is said to have contacted certain DEP members regarding the new party but without positive results.

However, other reports say that DEP's Central Executive Board member Reşit Deli welcomed the idea of a new party when approached by Elçi.

Elçi has also contacted the former People's Labor Party (HEP) former chairman Feridun Yazar but Yazar is said to have argued that Kurds of different views should belong to different parties.

Elçi has also had inconclusive talks with another HEP former chairman, Fehmi Işıklar, and DEP general administrative board member Altan Tan regarding his proposed new party. It is being claimed that Şerafettin Elçi is trying to establish a position as the head of a legal Kurdish party in order to be accepted as the spokesman for the Kurds when a more conciliatory tone is struck between the two sides on Turkey's Kurdish issue.

The Rizgari group and PDK-Hevgirtin are listed among political groups supporting Elçi.

Another important detail concerning the foundation of new pro-Kurdish parties is the cautious approach of certain DEP members to the whole issue.

Diyarbakır deputy Sedat Yurttaş and certain other deputies are said to be distancing themselves from the preparations for the foundation of new parties.

They are said to have adopted a wait-and-see attitude.

Demirel meets DEP deputy chairman

Turkish Daily News

ANKARA- President Süleyman Demirel, who met with pro-Kurdish Democracy Party (DEP) Deputy Chairman Remzi Kartal within the framework of his talks with political party leaders, reportedly told Kartal on Wednesday that bloodshed should be stopped immediately for the solution of the Kurdish issue.

Kartal said he told Demirel that the problems which Turkey was experiencing were political and would increase. Kartal said that the lawsuit against five DEP deputies and an independent deputy who were under arrest had not yet been opened, that he had mentioned that issue to Demirel and that Demirel was disturbed and told him that he would discuss this with Justice Minister Seyfi Oktay and take the necessary initiatives.

Kartal, who is a deputy from Van, said he told Demirel that the Kurdish issue was the source of all the crises in Turkey, that Turkey's current crisis was political and would continue to esca-

late, that he and his colleagues had earlier expressed that opinion and that the matter should be solved from legal, administrative and constitutional aspects.

Kartal said he also told Demirel: "Our party is facing the danger of closure. We can solve the matter. We are ready to assume all kinds of responsibility. Our party is a chance if the country intends to solve the Kurdish matter.

Closure of the party will block the democratic path. Legal changes are needed to be made for the removal of barriers in front of freedom of expression and politics.

This matter cannot be solved with blood; the state cannot solve it with arms. They are also the people of this country like the policemen or soldiers who are being killed. An unarmed and bloodless solution should certainly be put into force."

Kartal added that he received the impression that at present the higher echelons of the state were not taking any action regarding the solution of the Kurdish issue.

US law group arrives in Turkey to investigate Democracy Party case

Turkish Daily News

ANKARA- An international human rights group based in Washington, D.C. concluded a three-day mission concerning the Turkish Parliament's decision to strip the immunity from seven deputies, by declaring it "a clear violation both of Turkey's obligations under international law and ... its own constitutional, criminal and procedural law."

The delegation, consisting of Steven Schneebaum and David Korn, said that they would report their findings to various Congressional committees but were not sure whether the lifting of the immunity of the Turkish deputies would be taken up in a Congressional hearing. "We have informed the Senate Foreign Affairs Committee of our intention to come here," Korn, a former ambassador, said. "We will submit our reports, due to be released on May 16, to them." He added that the report would also be available to the State Department, which releases an annual statement on human rights of individual countries.

A press statement from the delegation, released after talks with lawyers of the detained members of Parliament, legal professionals, officers of the Turkish Human Rights Foundation, deputies, ministers and deputy ministers, urged Ankara to adhere to customary norms reflected in the Universal Declaration of Human Rights, European Convention on Human Rights and Helsinki Final Act.

■ **Universal Declaration of Human Rights:** The removal of members of the Grand National Assembly and their subjection to criminal penalties for the non-violent expression of ideas, violate at least four provisions of the Universal Declaration: Article 9 regarding arbitrary arrest and detention; Article 19 governing freedom of expression; Article 20 governing freedom of association; and Article 21 regarding the right to take part in government. In this last violation, the action affects not those detained deputies themselves,

but their electoral constituents who are deprived of their lawfully chosen representatives in the Grand National Assembly.

■ **The European Convention on Human Rights:** This convention, to which Turkey has been a party since 1953, is fully binding as the domestic law of Turkey, overriding, in cases of inconsistency, even the Constitution itself.

At least the following substantive provisions have been or may be violated through the detention of the DEP deputies and the potential dissolution of the party: Article 5(3) with respect to prompt presentation of prisoners to judicial authorities and their release pending trial; Article 10 regarding freedom of expression; Article 11 on freedom of association; and Article 14 specially protecting the rights of national minorities.

■ **The Helsinki Final Act:** While the Final Act has not yet been implemented by the Grand National Assembly, and is therefore not directly binding as a technical matter, it is a declaration of general principles to laws which the Turkish courts have put into effect.

The statement claimed that the lifting of the seven deputies' parliamentary immunity is inconsistent with Turkish law as well.

"It would appear as if the guarantees of rights stated throughout the Constitution, even if they can be overridden in the case of criminal conduct, must prevail over the vague terms of Article 25 of the Penal Code, which forbids on pain of death, acts, not speech, intended to divide the state."

"These deputies, in short, are accused in the documents placed before the assembly of no crime, but of speaking words.

Under the law, they cannot be tried on the existing waiver of immunity for any offenses with which they have not been charged.

By the same token, it cannot be said that the standards required under Article 69 of the Constitution for banning a political party — to wit, a systematic abuse or destruction of rights under Article 14 — have not been satisfied in the case against the DEP," the statement concluded.

North Iraq reported stable after Kurdish feud

West fears clashes will weaken Kurdish position when President Saddam Hussein is said to be massing forces on north Iraq border

Compiled by TDN from Dispatches

ANKARA- Kurdish sources said on Thursday that northern Iraq "was stable" after the two biggest Iraqi Kurdish parties halted days of clashes in the region that left an unspecified number of people dead.

Fighting broke out on Sunday in the northeastern Qala Dizeh region after a quarrel over land rights drew in guerrillas of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), London-based PUK spokesman Latif Rashid said. He said at least two people had been killed and several had been wounded in clashes that spread from Qala Dizeh to the Suleimaniya region, but the exact casualty toll was not known. "The skirmishes and clashes have been contained by both sides," Rashid said, denying they were politically motivated.

He said the KDP and PUK had issued a joint communique that called for fighting to stop and announced that a joint delegation would investigate the problems on the spot. The KDP and PUK share power in a regional government that the Kurds set up in northern Iraq after they gained control of the region with Western help after the 1991 Gulf War.

The clashes occurred when PUK leader Jalal Talabani was out of the country on a European tour.

The German-based Kurd-A news agency, which is close to Turkey's separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), said as many as 50 people had been killed in two days of KDP-PUK clashes. A Western diplomat in Ankara said no foreigners or aid workers had been

caught up in the violence.

At least 200 people were reported killed early this year when the PUK fought an Islamic Kurdish faction in northern Iraq. Western diplomats fear that the latest clashes in Northern Iraq threaten to weaken the Kurdish position at a time when Saddam Hussein is said to be massing forces on the southern and western borders of the enclave, which is protected by U.S. and allied warplanes based in Turkey.

Saddam and his senior officials, angered by the U.N. Security Council's continuance of trade sanctions against Iraq, have in recent weeks been warning that they will no longer tolerate an autonomous Kurdish state-in-the-making in northern Iraq. The enclave was created by the U.S.-led allies in early 1991 to protect the rebellious Kurds from Saddam's vengeance following an ill-fated uprising against the Baghdad regime in the aftermath of Iraq's Gulf War defeat.

Since then, it has increasingly taken on the appearance of a quasi-independent state, with its own elected government and a parliament dominated by the KDP and PUK.

Analysts say simmering differences between the two dominant factions in Northern Iraq have been aggravated by the enclave's worsening political, economic and security problems. Barzani said on Wednesday that Kurdistan was "on the brink of an explosion" unless the two sides' leaders got together to "avoid an excess of horrible tragedies."

(Reuters, AP)

LA CROIX - 8 mai 1994

Turquie

LA RÉPUBLIQUE TURQUE SERRE LES RANGS CONTRE LES KURDES

Le président du Parlement d'Ankara défend une conception étroite du « peuple turc »

Husamettin Cindoruk s'en plaint dans un soupir : il a trop souvent l'impression d'être placé en situation d'accusé dans ses entretiens avec des Occidentaux. De passage à Paris du 2 au 4 mai, le président de l'Assemblée nationale turque était, il est vrai, en « service commandé » : il avait à convaincre les parlementaires français, mais aussi François Mitterrand qui l'a reçu mercredi, d'appuyer la stratégie de son gouvernement contre les « terroristes » kurdes.

Une lutte qui a conduit le Parlement d'Ankara, il y a deux mois, à suspendre l'immunité parlementaire de sept députés kurdes accusés de séparatisme et d'atteinte à l'intégrité territoriale du pays (1). Cinq d'entre eux se voient simplement reprocher d'avoir tenu des propos revendiquant l'existence d'un peuple ou d'une identité kurdes. Ils risquent la peine de mort.

La semaine dernière, le Bundestag a montré son scepticisme devant l'argumentation de l'un des bras droit de Husamettin Cindoruk, dépêché à Bonn. Les députés allemands ont voté à l'unanimité une résolution appelant à la libération



Des soldats turcs dans les montagnes kurdes. La « salle guerre » se poursuit contre les partisans du PKK. (Photo AFP.)

immédiate de leurs six collègues (2) encore détenus à Ankara et appelé à la recherche d'une solution politique au problème kurde en Turquie. En mars, le département d'État américain et le Parlement européen avaient affiché des positions identiques.

Une conception unitaire

Avocat de formation, politicien expérimenté de 60 ans compté parmi les premiers ministrables, Husamettin Cindoruk sursaute quand on évoque devant lui l'existence d'une « communauté kurde » en Turquie.

Fidèle à la conception unitaire du pays en vigueur à Ankara dans l'appareil politique et militaire, il conçoit la nation turque comme un tout indivisi-

ble éventuellement enrichi par l'existence de « sous-cultures ». « Il existe différentes couleurs dans la mosaïque de notre culture, explique-t-il, mais il n'existe qu'un seul peuple en Turquie. »

Plus d'une centaine de députés sont d'origine kurde, ainsi que le premier procureur de la Cour suprême ou que les ministres des affaires étrangères et celui des droits de l'homme.

Husamettin Cindoruk ne conçoit pas qu'au-delà de l'égalité des droits garantis à chaque citoyen, une communauté puisse revendiquer son existence en tant que telle. Il s'appuie sur une vision étriquée de l'émergence des nationalismes qu'il perçoit avant tout comme des « guerres de religion » - en Israël-Palestine ou dans l'ex-

Yougoslavie. Or Kurdes et Turcs ont la même religion et partagent depuis plus de mille ans le même destin.

Des dizaines de morts par jour

Il justifie l'arrestation de ses six « collègues » suspectés d'avoir entretenu des « relations étroites avec une organisation terroriste », le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement de guérilla très actif dans le sud-est de la Turquie.

La « sale guerre » fait plusieurs dizaines de morts par jour aux confins du pays. « L'État turc fait ce qui est naturel lorsqu'un mouvement d'opposition prend les armes. Il défend les droits de l'homme, la civilisation et la démocratie. Nous avons besoin de la patience de nos partenaires », insiste Husamettin Cindoruk.

Un discours qui ne recueille pas que de la désapprobation à Paris : le ministre turc de la défense, Mehmet Golhan, a entamé jeudi à Paris une visite de quatre jours à l'invitation de son homologue, François Léotard. La Turquie a acheté l'automne dernier 20 hélicoptères militaires au consortium franco-allemand Eurocopter.

Jean-Christophe PLOQUIN

(1) Un député islamiste a également vu son immunité parlementaire levée, dans le cadre d'une autre affaire.

(2) L'un des députés kurdes avait été rapidement mis en liberté.

CSCE to discuss fate of detained DEP deputies

Turkish Daily News

WASHINGTON DC- The Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) will sponsor a briefing on May 16 by members of a delegation from the International Human Rights Law Group (IHLRG) which visited Turkey last week. They were investigating the case of the six pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies who were arrested for advocating an independent Kurdistan and/or committing crimes against the indivisible nature of the Turkish state.

The two IHLRG members who will appear at the briefing are David Korn and Steve Schneebaum. Korn is a U.S. State Department veteran who served in the Middle East as well as in Africa. CSCE says: "He has published numer-

ous books and articles on the Kurds, the politics of the Middle East and Africa and human rights issues." Schneebaum, an attorney and partner at Patton, Boggs & Blow, is a member of IHLRG's Board of Directors. He "has lectured and published widely on international human rights law" and also served with USIA back in late 70s.

The CSCE, in explaining why there was a need for such a briefing, said: "The human rights situation in Turkey is becoming increasingly perilous. Violence by Kurdish terrorists and Turkish security forces exacts a growing toll of lives and threatens the stability of Turkey's government. Over 900 Kurdish villages have been destroyed and forcibly evacuated by security forces, and restrictions on free expression are widening. The

arrests and detention of the (DEP) parliamentarians mark the latest assault on hopes for a peaceful resolution of Kurdish rights issues in Turkey.

"The (IHLRG) delegation will assess international legal issues and human rights implications raised by the arrest of the parliamentarians and the government's wider campaign to outlaw the pro-Kurdish Democracy Party," CSCE continued. "The delegation met with members of opposition parties, chairmen of parliamentary committees, the Security Court prosecutor, and senior officials of the Justice Ministry and Foreign Affairs Ministry. While the delegation was denied access to the detained parliamentarians, they met with their lawyers," the statement concluded.

Demirel: Turkey cannot act on its own on Iraq

President says there are no countries that are 'wavering' on question of embargo on Baghdad

Turkish Daily News

ANKARA- President Süleyman Demirel has indicated that Turkey is not in a position to break away from the international community's position on Iraq and act unilaterally as far as the United Nations embargo on this country is concerned. Acknowledging that Turkey need not necessarily act under the influence of the United States, Great Britain or France on the embargo and that "it can act as it desires when it wants," Demirel, who was talking to Turkish Daily News editors, nevertheless pointed to "certain realities."

Demirel pointed to the current economic difficulties Turkey is in and said that one of the realities he was referring to was the question of "international credit lines."

He suggested that Turkey's breaking away from the U.N. position on Iraq would pose complications for Ankara in this respect.

"You have relations with the world. These cannot just be overlooked. As far as Iraq is concerned we are exhorting it to make its peace with the world," Demirel said.

Asked if Turkey could not take the initiative in securing a new arrangement vis-a-vis Iraq given that some Security Council members such as Russia and France are also "wavering" on the question of the embargo, Demirel said it was wrong to think any country was "wavering" in this respect.

"They are all saying the same thing. They are all supporting the same line. When I asked (French President Francois) Mitterrand when he thought Iraq would be integrated in the world again, he answered, 'When Iraq is without Saddam,'" Demirel said.

When reminded that the government was quoting massive economic losses for Turkey from the embargo, and queried as to why Ankara should "foot the bill" because of specific reasons pushing the United States or Saudi Arabia to taking a tough position on Iraq, Demirel acknowledged that Turkey was sustaining great losses.

"Of course we are not in a position to pay the bill. And because of this we are researching the matter to see where we

can collect these losses from," Demirel said. Asked if the current multinational military force operating under "Operation Provide Comfort" and deployed in south-east Turkey to protect northern Iraqi Kurds could not be replaced by a Turkish force, Demirel said this would be "an expensive undertaking."

"The reason for 'Hammer Force' (the name by which Provide Comfort is known in Turkey) is to protect the people of Kurdish, Turkish and Arab origin in northern Iraq. If (President) Saddam (Hussein) attacks these people again, then Turkey cannot just do nothing. But if there is something that Turkey has to do, then this must be done together with the world," Demirel said. Demirel also pointed out that a decision was taken every six months by the Turkish Parliament on whether to extend the mandate of Operation Provide Comfort and said the new debate on the mandate would be coming up in May.

"As always Parliament will decide on whether there is still a need to keep this force here or not," Demirel said.

Des pépiniéristes font repousser un village kurde

□ La région du Kurdistan compte environ 15 millions d'habitants répartis sur plusieurs pays : l'Iran (5 millions), la Turquie (entre 6 et 8 millions), l'Irak (plus de 2 millions), la Syrie (500 000) et la CEI (300 000).

□ Les Kurdes sont en majorité des musulmans sunnites. Ce peuple d'agriculteurs et de pasteurs transhumants s'est opposé de tous temps aux dominations étrangères.

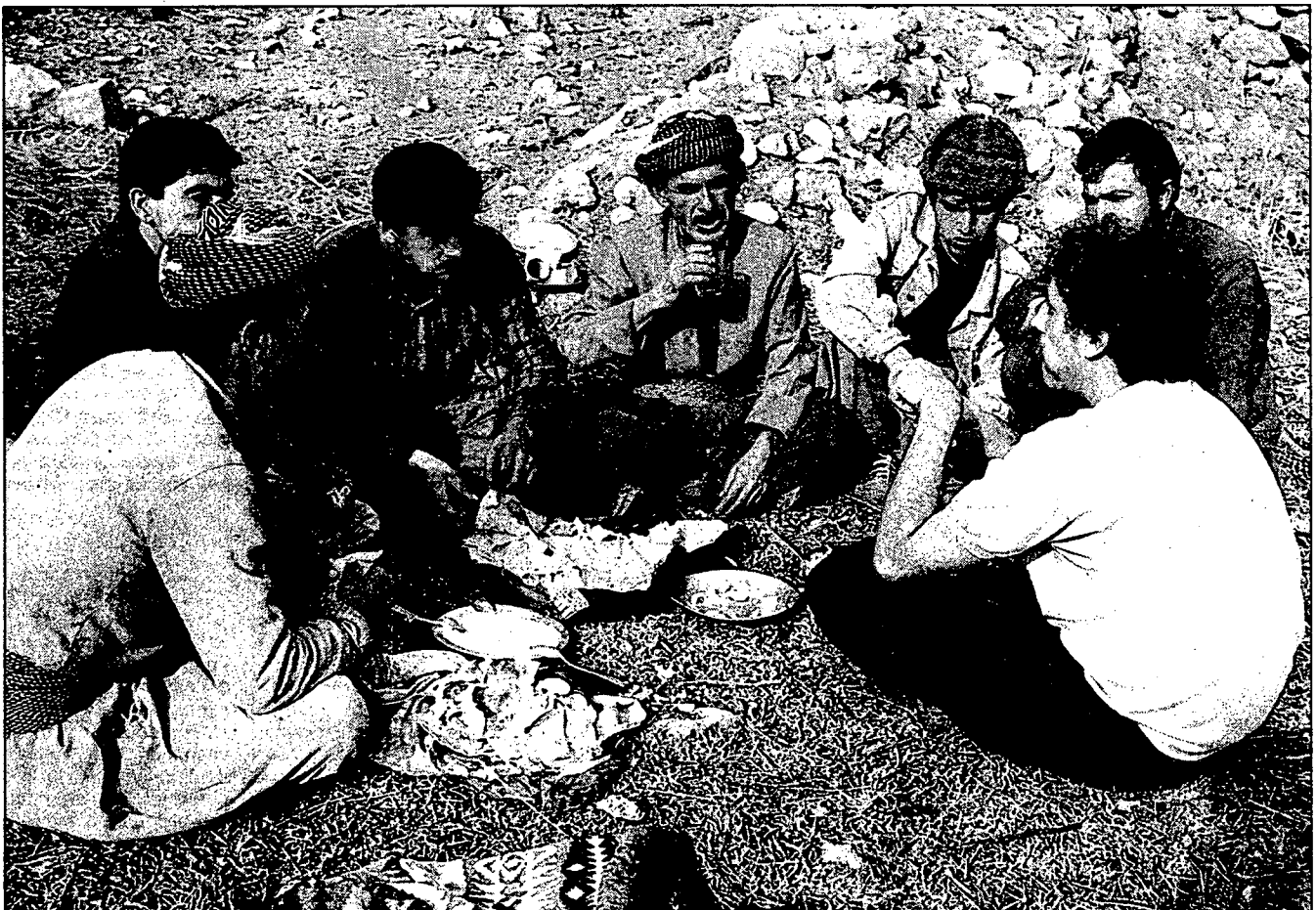
□ L'association « Aide aux agriculteurs du Kurdistan d'Irak » a son siège social au lieu-dit La Martinière, à Hambye 50450. Son président, Serge Mouhédin, peut être contacté au 33 50 74 27 ou au 33 90 42 07.

□ Les sommes recueillies sont versées aux villageois qui les utilisent pour rebâtir des maisons. L'argent sert à acheter du ciment (trois tonnes par maison), du sable, des poutres et de la chaux.

Au Kurdistan irakien, des hectares de cultures ont été brûlés, des milliers de villages dynamités. Partie de la Manche, l'idée de faire renaître l'un d'entre eux a germé dans la tête d'une dizaine de pépiniéristes. Leur deuxième convoi de graines, plants et médicaments vient d'arriver à Paraki.

« Le camion est arrivé à Paraki ce matin ! » Sous sa moustache fournie, Serge Mouhédin, le pépiniériste de Hambye (Manche), affiche un large sourire en raccrochant le téléphone. C'est Jean Ladan, pépiniériste à la pointe du Raz (Finistère), qui vient de lui annoncer la bonne nouvelle.

Parti une semaine plus tôt, le chargement composé de graines, de quelque 20 000 plants d'arbres fruitiers, et de 100 kilos de médicaments, a dû



► Serge Mouhédin, pépiniériste à Hambye (Manche) se rend trois fois par an dans le village kurde dont il a décidé d'aider la reconstruction. En avril dernier, il a fait le point avec les Kurdes de Paraki.

attendre quelques jours à la frontière turque avant d'arriver à bon port. Le convoi s'est déroulé par camion jusqu'à Paris, puis par avion jusqu'à Istanbul. Enfin, grâce à un transporteur turc, le village kurde de Paraki a été atteint.

« Pourquoi ce village plutôt qu'un autre ? Tout simplement parce qu'un beau jour, alors que je passais des vacances en Turquie, j'ai rencontré Djemal. » Le jeune Kurde était réfugié dans un camp. « Nous avons fait une partie de dames au café et il m'a raconté son histoire. »

Djemal était agriculteur dans le village de Paraki. Un village parmi tant d'autres qui ont été rasés en 1976, sur ordre de Saddam Hussein. « Quand il y avait un militaire tué, le village le plus proche était détruit en représail-

lé », explique Serge Mouhédin, qui évalue le nombre de ces villages à près de 5000. « On ne touchait pas à la population. Elle était pressée de partir et les maisons étaient dynamitées une par une puis les cultures brûlées. »

Le pépiniériste manchot a décidé de faire quelque chose pour aider les villageois de Paraki. Une dizaine de ses collègues pépiniéristes ont souscrit à son idée. « On a commencé par envoyer un premier camion avec 50 kilos de semences et des jeunes plants de pommiers, de poiriers, de pêcheurs. Ça a permis à la vie et à la culture de redémarrer. Le chargement qui vient d'arriver est le second. »

Serge Mouhédin reconnaît que le Kurdistan ne manque pas d'aide humanitaire. « Elle vient en masse des États-

Unis et de la CEE. Mais elle n'est pas toujours bien contrôlée et risque d'être détournée. » C'est pourquoi lui et ses amis accompagnent eux-mêmes leurs colis.

Leur action ne s'arrête pas à ces convois. Une association a été créée : l'association « L'association Aide aux agriculteurs du Kurdistan ». Elle permet de collecter des fonds grâce auxquels des maisons sont rebâties. « Dix-neuf ont déjà été reconstruites à leur emplacement d'origine et avec les mêmes pierres. Chaque maison revient à 3 000 F, note Serge Mouhédin, ajoutant avec satisfaction : sur les 76 familles qui habitaient le village, 50 ont déjà manifesté le désir d'y revenir. »

Jean-Jacques REBOURS.

turkish daily news

Tuesday, May 10, 1994

Bonn's mixed signals

German FM says Turkish rights situation worsens

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey has been receiving mixed signals from Germany since Bonn decided last week to resume the transfer of military supplies to the Turkish armed forces. An interview of German Foreign Minister Klaus Kinkel in a German daily, where he reportedly called for a Kurdish conference, astonished Turkish diplomatic circles.

Kinkel, known for his eagerness to improve ties with Ankara, "urged" the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) to send observers to monitor allegations of human rights abuses against people of Kurdish origin in the Southeast, according to a Reuters dispatch from Bonn.

"Unfortunately the human rights situation in Turkey has not improved, it has gotten worse," Kinkel told Monday's Frankfurter Rundschau daily, according to an advance release quoted by Reuters.

Kinkel reportedly said the CSCE should not only send observers but also call a conference on the Kurdish question. He urged Turkey to grant more cultural autonomy to the Kurdish population in the Southeast of the country.

However, Kinkel, who has had a meeting with Foreign Minister Hikmet Çetin in Luxembourg, made no reference to "a German initiative" regarding sending CSCE monitors to the Southeast or a Kurdish conference. This has led to speculations in Ankara that the remarks were more for

"domestic consumption," although "certainly uncalled for," and to appease the opposition that was outraged by Bonn's decision last week to resume military cooperation with Turkey.

Germany decided to lift a suspension of arms to Turkey after finding no evidence to corroborate charges by German human rights activists that these supplies were being used in the Southeast against separatist Kurds.

Germany says that Ankara can only use the military equipment it supplies to Turkey for NATO purposes.

Previous crises between the two countries on this subject were resolved when Turkey promised it would not use these supplies, and especially East German-made armored personnel carriers (APC), in its ongoing struggle in the Southeast.

The latest crisis erupted when German observers in the Southeast claimed German-made APCs were being used by the Turkish security forces against Kurds in the region where security forces are combatting the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Germany subsequently said in April it was stopping the shipment of all military supplies to Turkey pending investigations into this allegation. Last week, it decided to resume shipment. The German government has also given signals that it may expel some Kurdish

activists who would have to return to Turkey. But this decision has been met with anger from some human rights groups which claim the returning Kurds would be subjected to torture in Turkey.

The PKK has also been banned in Germany but despite the fact that it has often committed atrocities in the Southeast, its cause still finds many supporters among German politicians and the German intelligentsia.

Kinkel's remarks have been met with "added surprise" in Ankara because he is known to have been keen on improving relations with Turkey. The Turkish Foreign Ministry has requested the full text of the interview.

The assessment is that the interview was conducted through leading questions to which Kinkel responded carefully and that it was the interviewer who asked whether there should be a "Kurdish conference" and Kinkel said it was a possibility. "If Bonn were genuinely serious about the CSCE it would go about invoking the appropriate mechanisms under the organization's Human Dimension arrangement to which Turkey is also a party," one diplomat said.

"The CSCE does not work on the basis of responding to 'general calls to duty' and Mr. Kinkel knows this very well. So he is clearly addressing his domestic public opinion," he added. The mixed signals coming to Ankara from Bonn were made even more complicated on Monday when, on the same day that Kinkel was quoted by Frankfurter Rundschau for criticizing Turkey, the Anatolia news agency quoted him as telling the Der Spiegel magazine "what an important economic and cultural partner Turkey is."

Answering questions for the influential magazine about the resumption of the transfer of military supplies to Turkey, Kinkel repeated that they had

found nothing with which to corroborate the allegations made against Turkey.

"Turkey is a partner that has political, economic, and cultural importance. At the same time it plays an important bridging role with Islamic countries. Turkey is not just faced with terrorism. After the recent local elections it is also

faced with the threat of religious fundamentalism.

The Southeast question is a very difficult problem. Turkey is going to solve this by itself within the context of the rules governing a state based on the supremacy of the law," Kinkel was quoted by Anatolia as saying.

Turkey's ties with Western European Union enhanced

Compiled by the TDN Staff from Wire Dispatches

ANKARA- As the Western European Union (WEU) defence group prepared to open its doors to former communist states in Eastern Europe on Monday, Ankara received a "further status" that would enable its participation in the defense planning of the Union. Foreign Minister Hikmet Çetin and Defense Minister Mehmet Gölhan urged the Union to accept a new document that would draw a distinction between those WEU members that were also members of NATO and those that were not.

"Our eventual goal is full membership, but positive steps are being taken at this meeting," Foreign Minister Hikmet Çetin told the Anatolia news agency.

"There is a new package as far as Turco-WEU relations are concerned. We are going to provide three military officers for liaison in the Defense Planning Cell and establish direct communications with the WEU. Moreover, the WEU Assembly wants to improve Turkey's representation level," Çetin said. The last point had created a crisis between Turkey and the WEU when Turkish deputies, who attended the assembly last year, were barred from addressing the Assembly. One of the Turkish deputies, Mümtaz Soysal of the Social Democrat People's Party, had said the act was irreconcilable with the "full participation of Turkey in WEU activities" and threatened that Turkish Parliament would not ratify the accession accord with the WEU if this was the case.

"There is no competition between Turkey and the former communist states. We welcome their link with the Union. They are associate partners while Turkey is an associate member," Çetin said.

Associate members Turkey, Norway and Iceland will participate in the Defense Planning Cell and "fully par-

ticipate" in WEU operations. However, unlike full members, they will not have the right of veto in WEU decisions.

Turkey is eager to get its "associate member with the right of full-participation" status approved before Greece becomes a full-member with the right of veto. Greece is expected to join this year but the agreement has not yet been ratified. The WEU, long overshadowed by the U.S.-led NATO during the Cold War, has recently won a new lease on life as the 12-nation European Union develops a common foreign and security policy. It could eventually become Europe's defence arm. Associate partnership status will involve six Eastern European states and three Baltic republics in regular meetings, military liaison, and give them the option of taking part in joint operations such as peacekeeping with the Western European Union — a plan that goes further than NATO's better-known "Partnership for Peace."

"Not only is it a signal that these countries belong to the process of European integration but also it's meaningful in concrete terms," WEU Secretary-General Willem van Eekelen told reporters. "We open up a large part of our work."

British Defence Secretary Malcolm Rifkind said the association agreement showed that the West's security was linked to what happened in other countries. "The security of Europe is indivisible," he said.

Poland, Hungary, the Czech Republic, Slovakia, Romania, Bulgaria, Latvia, Estonia and Lithuania — all countries anxious for closer ties with the West — have been invited to join. But the countries involved will not have security guarantees or the right of veto over WEU decisions.

By limiting the scheme to those countries with some prospect of joining the European Union, the WEU

says it has established a smaller group for cooperation than NATO and that this will prove more effective.

The fact that Russia is not present also makes such consultations easier, since Moscow has taken an increasingly anti-Western line recently and is highly sensitive about the aims of its former satellites, diplomats told Reuters. German Defence Minister Volker Ruehe said Eastern Europe's formal association with the WEU was a "historic step." The association will complement NATO's "Partnership for Peace," which offers all former Warsaw Pact members greater military cooperation, and it is also linked to Eastern Europe's increasing cooperation with the EU in trade and other fields. Since the end of the Cold War, the nine-nation WEU has played a limited role in European crises, helping to enforce sanctions against Serbia on the Danube and maintaining a naval force in the Adriatic.

It is still very much the junior partner to NATO but now has forces assigned to it, including a new "Eurocorps" that brings together troops from France, Germany, Spain and Belgium. NATO has also said it could lend certain key military assets — including headquarters units — to the WEU for use in times of crisis when the alliance was unwilling or unable to take action itself. Ministers will discuss how that will work in practice.

Eastern European nations want to join both the North Atlantic Treaty Organization (NATO) and the European Union but have failed to win firm promises. In spite of this, Poland and Hungary have formally applied to join the EU. Members of the WEU are in both NATO and the European Union. They are France, Britain, Germany, the Netherlands, Belgium, Luxembourg, Spain, Portugal and Italy. Greece is awaiting full membership.

(Anatolia, Reuters)

Le Courrier — 10 mai 1994

SOLIDARITÉ**L'armée turque sort du bois pour surveiller la presse****Alain Maillard est délégué de Reporters sans frontières pour la Turquie. Il reporte ce qu'une mission de l'organisation a constaté sur place.**

Dogan Gürés est un chef d'état-major général qui va au bout de ses idées. Pour «écraser» les rebelles du PKK, il n'hésite pas à vider les montagnes kurdes de leur population. Et quand il regarde la télévision, ce n'est pas pour y voir des critiques de l'armée, glorieuse gardienne de la république. Quand l'émission «Anten», sur la chaîne privée *HBB*, laisse dire à deux objecteurs qu'ils ne veulent pas faire leur service dans une armée qui a fait trois coups d'Etat, il voit rouge. Sur son ordre personnel, écrit, les deux journalistes sont arrêtés le surlendemain.

LIBERTÉ PEAU DE CHAGRIN

«Ils m'ont pris à 9 heures et mis dans l'avion pour Ankara où j'ai immédiatement comparu devant un tribunal militaire», raconte Erhan Akyildiz, producteur de l'émission. «Il n'y avait aucune possibilité de défense. Le tribunal a décidé de m'interner. Je suis resté une semaine en prison militaire». Plus tard, le journaliste sera condamné à deux mois de prison, en vertu de l'article 58 du Code militaire qui interdit tout ce qui peut nuire au service national (l'article 155 du Code pénal précise que des civils peuvent être jugés pour de tels délits). Cela faisait environ 40 ans que cet article n'avait pas servi.

Simple dérapage? Peut-être. Mais il est symptomatique. Le sort réservé à la presse turque suit celui d'une démocratie en peau de chagrin. C'est déjà Dogan Gürés qui, le premier, avait réclamé la levée de l'immunité de six députés kurdes qui risquent aujourd'hui la peine de mort pour des propos qualifiés de «séparatistes»; c'est encore de l'état-major général qu'est venue, le 10 novembre, rappor-

tée par l'agence officielle *Anadolu*, la dénonciation du fait que 217 délits de presse n'avaient pas encore abouti à des sanctions.

157 LOIS LIBERTICIDES

Est-ce par hasard si *Özgür Gündem*, quotidien prokurde, faisait l'objet d'une descente de police un mois après, condamnée en vain par toutes les associations professionnelles, et si les publications abonnées aux saisies et aux procès ont vite vu le climat se durcir, les procureurs réclamer les peines les plus sévères, exiger leur fermeture (provisoire)? Pas besoin d'ailleurs de nouvelles lois pour attaquer les publications gênantes: il y en a déjà 157 qui limitent la liberté d'expression. Instituées pour lutter contre le terrorisme, les cours de sûreté de l'Etat consacrent environ 80% de leurs jugements à la presse. Aucun article incriminé dont nous avons connaissance, n'a appelé à la violence. Faut-il donc considérer l'inculpée Berrin Nadi, propriétaire octogénaire de *Cumhuriyet*, l'équivalent turc du *Monde*, comme une terroriste? Comme le formule Adnan Akfirat, directeur d'*Aydinlik* (Clarté), le problème kurde sert de prétexte à toutes sortes de «répressions». On connaissait les malheurs de *Gündem*, ceux d'*Aydinlik*, une vieille publication d'extrême gauche réapparue le 1^{er} mai 1993, n'ont pas grand-chose à leur envier. En moins d'un an, 36 numéros ont été saisis. Le quotidien cumule déjà deux milliards de livres d'amende (500 000 FF). Les poursuites atteignent parfois l'absurde: *Aydinlik* s'est fait saisir pour avoir publié une traduction d'un article du *Corriere della Sera*, traduction reçue du Directeur général de l'information du Gouvernement.

Résultat de ce grand tour de vis, selon l'Association des droits de l'homme, au moins 60 journalistes seraient actuellement en prison à Istanbul. Le Parlement est pourtant sur le point de voter un durcissement de la fameuse loi antiterroriste d'avril 1991. Promise aux militaires par le premier ministre Tansu Ciller, cette réforme est qualifiée par une correspondante étrangère de «nouveau coup d'Etat: avec ça, ils pourront arrêter n'importe qui». Elle permettra entre autres de poursuivre tout Turc qui, de l'étranger, se permettrait de critiquer son pays.

PRESSIONS EXTRALÉGALES

Quant aux pressions extralégales (meurtres, attentats, agressions, menaces, arrestations arbitraires), elles tendent à s'étendre dans tout le pays. Des camions de distribution d'*Aydinlik* ont été brûlés dans des grandes villes de l'ouest et le quotidien n'est plus vendu dans les deux tiers du pays, y compris dans certains quartiers d'Istanbul.

Dans le sud-est kurde en guerre, les pressions sur la distribution, venant de part et d'autre, sont telles qu'on ne trouve plus guère ni les grands journaux, ni la presse d'opposition au régime. Les menaces de mort du PKK ont, par ailleurs, conduit les grands médias d'Istanbul à y fermer presque tous leurs bureaux. Quant aux journalistes étrangers, ils subissent de plus en plus d'entraves depuis que le gouverneur spécial les a accusés de «vouloir du sang». Accusation hélas amplifiée par la presse turque.

ALAIN MAILLARD

Paru dans «La Lettre de Reporters sans frontières» du mois de mai 1994.



Opfer eines Giftgasangriffs gegen Kurden im Nordirak. (Bild key)

Saddam Husseins Bürokratie des Terrors

Offizielle Dokumente über den Völkermord an den Kurden

Die irakische Kurdenopposition hat beim Aufstand von 1991 über 18 Tonnen Staatsdokumente erbeutet, welche nach dem Urteil amerikanischer Menschenrechtler Beweise für einen 1987 und 1988 begangenen Völkermord an den Kurden enthalten. Unter Führung des heutigen Verteidigungsministers al-Majid befahl die Baath-Partei Giftgasangriffe sowie die Deportation oder Liquidation sämtlicher Kurden ausserhalb staatlich kontrollierter Siedlungen.

vk. Limassol, im April

Dank der amerikanischen Menschenrechtsorganisation *Middle East Watch* (MEW) ist seit kurzem eine Reihe von irakischen Regierungsdokumenten greifbar, welche die ehemals tropfenweise fliessenden Informationen über irakische Militärationen gegen Kurdendörfer in ihren wahren Rahmen stellen. Es handelte sich um eine generalstabsmässig geplante Vernichtungskampagne gegen sämtliche Kurden ausserhalb der Regierungskontrolle. Die oppositionellen Milizen der Barzanis und Talabanis erbeuteten 1991 bei ihrem Aufstand im März im Nordirak die Archive der lokalen Niederlassungen der Baath-Partei, der Geheimpolizei, Sicherheitsdienste und Armee garnisonen; den grössten Teil davon, 18 Tonnen amtliche Korrespondenz irakischer Regierungsvertreter und Armeemitglieder aller Stufen, stellten sie dem amerikanischen Kongress und MEW zur Auswertung und Publikation zur Verfügung. MEW nahm zudem 1992/93 im Nordirak Zeugenaussagen auf, untersuchte Massengräber und holte Bodenproben ein. Die Organisation arbeitet ein gerichtsfähiges Dossier für ein Verfahren gegen das Saddam-Regime wegen Völkermords aus. Die ersten 38 Dokumente* sowie ein zusammenfassender Untersuchungsbericht** sind bereits veröffentlicht.

Der Scherge Ali Hassan al-Majid

Die Vernichtungskampagne, welche Bagdad in obszöner Verdrehung eines koranischen Begriffs

«Anfal» nannte («die Beute», die dem Propheten und seinen Rechtgläubigen zusteht), begann am 29. März 1979 mit dem Dekret Nr. 160 des Revolutionskommandos. Die Baath-Partei übernahm die Führung des Unternehmens und erhob Ali Hassan al-Majid, Mitglied des Regionalkommandos der Baath-Partei, zum obersten Schergen für die Nordregion, das autonome Gebiet Kurdistan eingeschlossen. «Der Genosse bekommt Autorität über alle zivilen, militärischen und Sicherheitsapparate des Staats ... diese müssen alle von ihm ausgehenden Beschlüsse und Direktiven ausführen ... gezeichnet: Saddam Hussein.» Das Dekret wurde am 23. April 1989 widerrufen, nachdem al-Majid seine Aufgabe erfüllt hatte. Unterdessen waren nach MEW-Schätzung 50 000 bis 100 000 Kurden umgebracht worden, viele von ihnen Frauen und Kinder; Grund dafür waren nicht Kämpfe oder Übergriffe, sondern meist einfach ihr Wohnsitz in Gegenden, welche die Regierung als geschlossen erklärt hatte.

Der Irak stand damals, bis zum Waffenstillstand vom August 1988, im Krieg mit Iran. Das Baath-Regime hatte seit seiner Gründung einen blutigen Kampf mit den autonomistischen Kurden geführt, in welchem es 1975 nahezu unterlag. Saddam Hussein wandte später die gegen Iran erprobten Kampfmittel auch gegen die Kurden an. Die Anfal-Kampagne dehnte die verbotenen Zonen entlang der iranischen Grenze auf alle Ein-

flussgebiete des kurdischen Widerstands aus. Sämtliche Siedlungen in den neuen Sperrgebieten mussten geräumt werden, was nach kurdischer Darstellung etwa 4000 Dörfer und Weiler betraf; die betroffenen Bewohner, Hunderttausende von Kurden, hatten sich in leicht kontrollierbaren Siedlungen entlang den Landstrassen neu niederzulassen. Widerstand dagegen wurde je nachdem mit Deportation oder Hinrichtung bestraft. Gefangene Kurdenkämpfer und der Zusammenarbeit mit ihnen Verdächtige mussten auf jeden Fall mit dem Tod rechnen. MEW nahm im Nordirak Aussagen von acht Überlebenden von Massenhinrichtungen auf; diese nannten Namen anderer Exekutionsopfer, von welchen in den erbeteten amtlichen Listen mindestens 58 als Gefangene aufgeführt werden. Zeugen erwähnten auch Massengräber, welche von MEW ausgegraben und untersucht wurden.

Insgesamt vierzig chemische Angriffe

Bagdad entwickelte als Waffe gegen die iranischen Massenangriffe chemische Kampfstoffe, welche al-Majid sofort nach seiner Ernennung auch gegen die Kurden einsetzte. Das wurde an wenigen Orten sogar amtlich dokumentiert, etwa in diesem Quartalsbericht: «Nr. K3/Kadissiat Saddam/404 vom 26. 6. 1988. An die Unterdirektion für militärische Nachrichtendienste, Ostsektor. Quartalsbericht über die Saboteure ... streng geheim. ... 11b. Im März 1988 bombardierten unsere Flugzeuge die Hauptquartiere der Saboteurbanden in den Dörfern Saywân (Koordinate 4596) und Balakajar (4294) in einem chemischen Schlag. Das verursachte den Tod von 50 Saboteuren und die Verletzung von 20 weiteren ... gezeichnet: Hauptmann Kifah Ali Hassan, Direktor des Nachrichtenzentrums von Kalar.» MEW entnahm in einem chemisch angegriffenen Dorf namens Birjinni Bodenproben; in Labors des britischen Verteidigungsministeriums wurden darin Zerfallsprodukte von Senfgas und Nervengas nachgewiesen. MEW zählt total 40 chemische Angriffe. International bekannt wurde derjenige gegen *Halabja* im März 1988, welcher rund 5000 Kurden dahinraffte. Der brutalste Teil der Anfal-Kampagne dauerte von Februar bis September 1988. In acht Phasen wurden die Einzugsgebiete der PUK und der DPK im Nordosten und Norden des Landes systematisch durchkämmt, geplündert und entvölkert.

Rückstau in der Leichenhalle

Grundlage für den Vernichtungsfeldzug war folgende Verfügung al-Majids: «Kommando des Nord-Büros, Nr. 28/4008 vom 23. April 1987. Betrifft: Umgang mit den «aus Sicherheitsgründen verbotenen Dörfern». Da die offizielle Frist für die Konzentration dieser Dörfer (zu staatlich kontrollierten Siedlungen. vk.) am 21. Juni 1979 abläuft, haben wir ab 22. Juni folgende Aktionen beschlossen. 1. Alle Dörfer, in denen die Saboteure – die Agenten Irans (d. h. Talabani PUK), die Früchte des Verrats (d. h. Barzani DPK) und andere Verräter des Iraks – sich weiterhin befinden, werden als «verboten aus Sicherheitsgründen» betrachtet. ... 4. Die Korpskommandos werden in diesen Sperrzonen willkürlich und zu allen Tages- und Nachtzeiten Bombenangriffe mit Artillerie, Helikoptern und Flugzeugen unternehmen, um dort möglichst viele Personen zu töten. Rückmeldung über Resultate erforderlich. 5. Jede Person, die in diesen Dörfern aufgegriffen wird,

wird ... festgehalten und von den Sicherheitsdiensten einvernommen; dann müssen die Personen im Alter zwischen 15 und 70 Jahren exekutiert werden, nachdem jegliche nützliche Information aus ihnen herausgeholt worden ist. Rückmeldung an uns erforderlich ... Gezeichnet: Ali Hassan al-Majid, Generalsekretär des Nordbüros.» Die bürokratischen Schäfchen Saddams, welche sich gegenüber wehrlosen Kurden in reisende Wölfe verwandeln konnten, hielten immer streng den Amtsweg ein. In ihrer Systematik erinnern sie an Nazischergen in den Vernichtungslagern. «Sicherheitsdirektorat von Shaklawa. Ref. Sh.S.T./1326 vom 30. 12. 1987. An alle Sicherheitsoffiziere der Region. Betrifft: Leichen der Verurteilten. Das Generaldirektorat für Sicherheit, Sektion Verbrechen, hat uns im Brief Nr. 220926 vom 24. 12. 87 informiert, dass das Ministerium für Arbeit und Soziales, Büro für Legaladministration, in seinem Brief Nr. 3357 vom 7. 12. 87 darauf hinwies, dass einer der wichtigsten Gründe für den Rückstau der Leichen von Verurteilten über die Kapazität der Leichenhallen hinaus im Verzug der Spezialeinheiten liegt beim Informieren der Angehörigen der Verurteilten. Das hat wiederum Verzögerungen in der Hinrichtung weiterer Verurteilter verursacht. Der Herr Direktor der Allgemeinen Sicherheit ist darüber ins Bild gesetzt worden, und seine Herrschaft besteht auf der Benachrichtigung der Hinterbliebenen. Wollen Sie so freundlich sein, diese Sache persönlich zu verfolgen und die Direktiven durchzusetzen? Gezeichnet: (unleserlich) Oberstleutnant, Sicherheitsdirektor in Shaklawa.»

Nichts gehört und nichts gesehen ...

Am Ende der Anfal-Kampagne waren die irakischen Kurdenmilizen stark dezimiert, isoliert und in entlegene Berggebiete, nach Iran und nach Syrien, vertrieben. Ali Hassan al-Majid übergab die Verantwortung im ruhig gewordenen Nordbüro an *Hassan Ali al-Amiri*. Gegenüber Kurdenführern soll er versichert haben, dass beim ganzen Anfal-Feldzug «nicht mehr als 100 000 Personen» umgekommen seien. Im August 1990 setzte Saddam al-Majid als Staathalter im besetzten Kuwait ein. Mit dem Raubzug ins Emirat machte der Präsident seine ganzen Erfolge im Norden wieder zunichte. Nach der irakischen Niederlage gegen die Alliierten erhoben sich die Kurden im März 1991. Und im Oktober zog das Regime unter dem Druck des alliierten Schutzschirms nördlich des 36. Breitengrads seine Truppen ganz aus Kurdistan zurück. Betreffs der Anfal-Opfer verfügte das Regime folgendes: «Am 25. 9. 1990 erliess der verehrte Herr Direktor (für Sicherheit vk.) die Direktive: Die Auskunft «Wir haben keine Information über ihr Schicksal» ersetzt fortan den Satz «Sie wurden während der siegreichen Anfal-Kampagne verhaftet und verbleiben in Haft.» ... Gezeichnet: (unleserlich) Direktor für Sicherheit, Offizier NMR.» Wen wundert es, dass das Regime Saddam, nachdem es derart seine Hände in Unschuld gewaschen hat, die Publikation der erbeuteten irakischen Dokumente in Amerika mit der Behauptung anficht, das seien lauter Fälschungen der Opposition?

* Bureaucracy of Repression. The Iraqi Government in Its Own Words. Middle East Watch, New York und London, Februar 1994.

** Genocide in Iraq. The Anfal Campaign against the Kurds. Middle East Watch, Juli 1993.

Turkey to maintain momentum on Iraqi pipeline diplomacy

FM Undersecretary Sanberk denies agreement signed with Iraq, officials repeat Ankara is not preparing to break ranks with UN

Turkish Daily News

ANKARA- Talks with Washington — as well as with London, Paris and Moscow — aimed at finding an “appropriate formula” for flushing the Iraq-Turkey oil pipeline, will continue in the coming days with a view to saving the pipeline, officials have told the Turkish Daily News.

Reiterating once more the urgency with which Ankara is viewing this matter, these officials have nevertheless again denied that Turkey is preparing to break ranks with the international community on Iraq.

According to these officials, the “appropriate formula” to be found, which will allow the flushing of the pipeline running between Kirkuk in Iraq and Yumurtalik on Turkey’s Mediterranean coast, will be within the context of guidelines laid down by the U.N. Security Council.

They concede, however, that the formula may have some “specificity” given the particular nature of the proposed operation.

“We are telling our friends and allies that any formula for flushing the pipeline will have to be agreed with Iraq, because Iraq will literally have to be on the other end of such an operation,” one official told the Turkish Daily News. “Therefore, whatever formula is worked out by the United Nations, it will have to be feasible in this respect” he added. The current debate concerning the Iraq pipeline intensified after a visit paid by Turkish Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk to Baghdad in April.

Sanberk told reporters after his visit that an agreement in principle had been reached with Iraq on the need for saving the pipeline in question, which has been out of operation since the U.N.-imposed sanctions on Iraq after the invasion of Kuwait in 1990.

An increase in signs and statements of disapproval by Washington at around this time to any suggestions that the embargo on Iraq should be eased or lifted, had led to speculation in diplomatic circles and the press that the U.S. was worried Turkey was preparing to unilaterally break the sanctions against Baghdad.

This had prompted Ankara to deny these claims, although it acknowledged that it was dissatisfied about the bill it had ended up footing as a result of the sanc-

tions, and indicated it wanted its grievances in this respect to be addressed. Prime Minister Çiller recently told members of her True Path Party (DYP) that Turkey’s losses resulting from the embargo on Iraq had reached \$20 billion.

Officials in Ankara have questioned whether the sanctions have had the desired effect and have queried how long Turkey could be expected to pay such a steep price.

But they have frequently emphasized in recent days that the plan to flush the pipeline of its 12 million barrels of oil was in the first instance a rescue operation to repair any damage to such an important economic asset.

They have said the flushed oil would be stored in Turkish refineries with nothing accruing to Iraq as a result, since any gain by Iraq would be a violation of the U.N. sanctions. Officials have also been indicating “understanding” on the part of Washington for Turkey’s grievance and “a desire for facilitating the addressing of this grievance.”

“What Washington is saying in effect is that there is a problem and it wants to help in solving it. But it does not want Turkey to stray from the U.N. fold in this matter,” one official said.

“What we are saying is that we have no intention whatsoever of straying from the U.N., and are prepared to discuss the matter to work out the most appropriate formula,” he added. The same official underlined that there was “nothing concrete” at the present time about the whole matter.

“What has been going on is a sounding out, a debate, albeit a lively one. There is no set plan, nothing agreed in any substantive way, and no deals that have been cut.”

Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk, for his part, told the TDN on Tuesday that contrary to media claims Turkey had not signed an agreement with Baghdad concerning the pipeline during his recent visit to the Iraqi capital.

Foreign Ministry Spokesman Ferhat Ataman on Tuesday denied press reports that the U.S. Ambassador to Ankara, Richard Barkley, had visited the ministry to issue a strong letter expressing dissatisfaction about Turkey’s position on the Iraqi embargo.

Thirty-five terrorists killed in eastern Turkey

Turkish Daily News

ANKARA- Eleven terrorists were killed in clashes in Diyarbakır, Hakkari and Bingöl. In Diyarbakır and Batman, 22 members of the outlawed Hezbollah organization, involved in the killing of 27 people and the wounding of 33 others, were captured.

In Ağrı, 24 terrorists were killed in a clash while trying to sneak across the border from Iran, the Anatolia news agency reported. Following searches in areas where the clashes took place and in those shown by the terrorists, guns, grenades, rockets, rocket launchers and ammunition were seized.

It was reported that the details of 37 previously unsolved crimes had been brought to light after the capture of the Hezbollah members, nine of whom were arrested by the judiciary offices they had been sent to.

Wednesday, May 11, 1994

turkish daily news

Ataman said in a written statement that while the U.S. Ambassador had visited the Foreign Ministry on Monday, this was not to deliver a letter as alleged in the daily *Milliyet* on Tuesday.

"The necessity of saving this important pipeline is accepted by all parties. We regard this as a positive development and observe that all sides are making an effort in that direction," Ataman said, adding that Ambassador Barkley had brought no new message nor a letter.

"The contacts with members of the Security Council have already started.

We shall continue diplomatic efforts with London, Moscow, Paris and Washington," Ataman said. "Our goal, since the very beginning, has been to carry out the rescue operation within the framework of the United Nations system," he added.

SHP delegation to visit Iraq

Social Democrat People's Party Chairman and Deputy Prime Minister Murat Karayalçın, who has received an invitation to visit Iraq, will send instead a party delegation chaired by the party's deputy chairman, Mehmet Gülceğün.

The decision is believed to have been taken to prevent allegations that the contact is at government level, as Karayalçın holds the post of deputy prime minister and the invitation comes from Tariq Aziz, who is not only head of foreign relations of the Ba'ath Party but also first deputy of the prime minister.

The foreign ministry said visits between the parties of the two countries had taken place before. The visit is expected to be realized toward the end of the month.

UN resumes aid to Iraqi Kurds after clashes

Reuters

BAGHDAD- U.N. humanitarian programs in northern Iraq are returning to normal following an interruption caused by clashes between rival Kurdish groups, a senior U.N. official said on Tuesday.

"We are resuming operations which were interrupted because of fighting," Victor Wahlroos, deputy U.N. coordinator in Iraq, told Reuters.

He said the situation remained tense but no incidents were reported in the past two days.

A land dispute in the Kurdish stronghold of Sulaimaniyah last week led to fierce clashes between fighters from Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

The fighting forced U.N. guards and relief workers to halt activities in the area and restrict traveling. About 750,000 Kurds are covered by U.N. relief aid.

There are 250 U.N. guards and 100 U.N. and nongovernmental staff in northern Iraq. "We are traveling again. The program is almost back to normal," said Thomas Ekvall, representative of the U.N. Children's Emergency Fund (UNICEF) in Iraq.

The KDP and PUK share powers in a regional government that the Kurds set up in northern Iraq after they gained control of the region with Western help after the 1991 Gulf War. Last year the PUK was involved in clashes against Iran-backed Kurdish Islamists.

Reuters: Thousands of Kurds flee Turkey to Northern Iraq

By Leon Barkho
Reuters

BAGHDAD- Thousands of Turks of Kurdish origin and their terrified children have poured into northern Iraq from neighboring Turkey to escape fighting between the Turkish army and Kurdish rebels, a senior U.N. official said on Tuesday. "We have recently identified 3,600 newly arriving Turks of Kurdish origin but Iraqi Kurdish authorities say they number more than 6,000," Abdullah Saied of the United Nations Higher Commission for Refugees told Reuters.

Saied, chief of mission in Iraq, said the refugees, mostly women and children, were stranded close to the northern Iraqi Kurdish city of Zakho with their cattle and sheep.

"They are terrified. Their children run away whenever they see a plane, any plane, in the sky," he said.

Turkish planes often strike at suspected targets of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in northern Iraq and Turkish troops carry out raids.

Turkish security forces said on Tuesday they killed 35 Kurdish guerrillas infiltrating from Iran during a 12-hour battle. It said military operations were continuing.

More than 11,000 people have been killed since the PKK began fighting for an independent state in southeast Turkey in 1984. Saied said some of the refugees were refusing to identify themselves as Turkish Kurds because they feared reprisals from both Iraqi Kurds and Turkish troops.

"They are a matter of concern to Iraqi Kurds, who fear reprisals from Turkish troops," he added.

"We have provided tents, blankets, buckets, jerrycans and food. We are working with the authori-

ties there to move these people to safer areas," Saied said.

He said the areas the refugees were in were owned by Iraqi Kurdish farmers who were not willing to accept them on their land.

Saied said he feared the ongoing fighting in southeast Turkey would force more Kurds to seek refuge in northern Iraq. The U.S.-led allies, who ousted Iraq from Kuwait in the Gulf War, later set up a safe haven for Iraqi Kurds and a no-fly zone over northern Iraq.

The United Nations said earlier that humanitarian programs in northern Iraq were returning to normal following interruption caused by clashes between rival Kurdish groups.

Turkish troops battle rebel Kurds on Iran border

In another development, Turkish security forces killed 35 PKK militants infiltrating from Iran and seized 22 Islamic militants suspected of involvement in 27 street murders in southeast Turkey, reports said on Tuesday.

However, the Iranian news agency (IRNA) said that Iran was placing mines along its borders with Iraq to prevent the infiltration of terrorists and armed groups.

The Anatolia news agency said troops fought a 12-hour battle with Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters trying to cross into Turkey from Iran near the village of Uzunyazi in Agri province, killing 24, including two women and two PKK leaders. It did not specify when the clash occurred, but said that military operations were continuing in the mountainous area.

The Diyarbakir-based Emergency Rule Governor's Office said in a statement that 11 PKK fighters had been killed in separate clashes in Hakkari, Diyarbakir and Bingöl provinces on Monday. The statement said police had detained 22 members of the radical Hezbollah group in the city of Diyarbakir and formally arrested nine of them for alleged involvement in 20 street killings in Diyarbakir and seven in Batman since November. It did not say when the militants had been rounded up. There have been hundreds of so-called "mystery murders" in southeast Turkey in the last three years, involving the PKK and the Hezbollah.

turkish daily news - May 5, 1994

Cindoruk meets French President Mitterrand

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish Parliamentary Speaker Hüsmettin Cindoruk rounded off an official visit to France as the guest of his French counterpart Phillippe Seguin by meeting with President Francois Mitterrand on Wednesday.

After the 75 minute meeting, said to have gone on longer than scheduled, Cindoruk told reporters that he had held a "very positive and constructive" conversation with the French President.

Indicating that a whole range of subjects, including the lifting of the Parliamentary immunity of the pro-Kurdish Democracy Party deputies and terrorism in Turkey, had been discussed Cindoruk said he had "explained what was necessary on these subjects to the French President."

Cindoruk visited the French National Assembly prior to his meeting with Mitterrand where he received a standing ovation from the deputies when the proceedings were interrupted and his presence was announced by Speaker Phillippe Seguin.

Reporting from Paris on Cindoruk's contacts the Anatolian news agency quote him as saying after his visit to the Assembly that he had seen that France and Turkey had come much closer than they had been in the past.

"The fact that they stood up to applaud me is not directed at me personally, it is an interest in and a compliment to our country and our parliamentary democracy" Cindoruk said. Pointing out that he had conducted his meetings in Paris, "without becoming the victim of any complex" Cindoruk said his talks had been useful for "dispelling concerns."

"When the subject of Islamic movements came up I showed our friend from the Welfare Party (RP) as an example. The RP is a Islamic democrat party. To date I have not come across any of its views that stand opposed to democracy" Cindoruk said. Adding that he was "a tolerant Speaker of Parliament" Cindoruk said "the limit of his tolerance for the RP is the democratic order."

He said, however, that he would always oppose armed activity and said that if a party supported the use of arms to promote its policies then, for him, it was not a true political party. Cindoruk said that he had been asked a lot about DEP during his contacts in

Paris and had asked in return what the reaction in the French Parliament would be if a Corsican stood up with a Corsican flag and took his oath in Corsican. He said this was received as a "striking example" for his French interlocutors. Completing his visit to France Cindoruk returned to Turkey on Wednesday evening.



Hüsmettin Cindoruk

State Department: PKK reversed downward trend of terrorism

Report attributes increase of terrorist attacks to accelerated campaign of PKK, claims PKK still training in Bekaa

Turkish Daily News

ANKARA- The State Department said in its annual report on global terrorism that international terrorism in Europe had increased in 1993 primarily due to the illegal Kurdistan Workers' Party (PKK). The report added that the organization has received help and support from countries like Syria, Iraq and Iran.

"The PKK continues to train in Bekaa Valley despite earlier reports that the camps had been closed. The PKK is responsible for terrorist incidents in Turkey and across Europe, including bombings and kidnappings of foreigners," the report said, adding that no American had died but that one had been kidnapped by the PKK.

"The PKK leader Abdullah Öcalan, who is believed to reside in Syria, made threats against Turkey and against foreign tourists and residents in the country in press conferences in the Bekaa Valley during the year. The Syrian safe-haven for PKK operations was vigorously protested by Turkey and is the subject of ongoing talks between Damascus and Ankara," the report said. The section of the annual report on Turkey said that the PKK had massacred thirty unarmed soldiers and tried to shift its activities to densely populated cities, where the kidnappings of several tourists had been carried out.

"The PKK has staged two kinds of attack on dozens of Turkish diplomatic and commercial facilities in several European countries last year," the report said, referring particularly to the attacks in Munich and Bern.

"Most of the PKK's 150 attacks took place on two days — June 24 and Nov. 4 — and were staged throughout Western Europe. Had it not been for these two days of coordinated attacks, the level of terrorism would have continued its downward trend of recent years," the report said.

The report also noted that Germany banned the PKK and 35 related organizations on Nov. 26, while France banned the PKK and the Kurdistan Committee three days later.

The section on Turkey also referred to leftist terrorist group Dev-Sol, which it said was "still recuperating from severe factionalism" and from extensive Turkish police operations directed against the organization.

"The original group is slowly establishing dominance over its breakaway faction in Europe and Turkey. Despite the turmoil, the group assassinated several Turkish officials earlier in the fall and continues to target American interests," the report said.

Iranian and Iraqi links with terrorism

The report, which calls Iran the "most active and dangerous state sponsor of terrorism" said the country was implicated in terrorist attacks in Italy, Turkey and Pakistan.

It also noted the suspicion of the Turkish authorities that an Iranian-backed Turkish group, Islamic Action (also referred to as the Islamic Movement Organization) was linked to the car bombing of a prominent Turkish journalist and the attempted assassination of a Turkish Jewish businessmen — meaning Ugur Mumcu and Jak Kamhi respectively.

"It is unclear whether the group, some of whose members were arrested by the Turkish police, were involved in the anti-Rushdie campaign in Turkey, or linked to any of the several hundred murders of secular Kurdish activists in Eastern Turkey which have been blamed on so-called Turkish Hezbollah groups," the report said.

"Tehran continues to provide sanctuary for the PKK, which was responsible for hundreds of deaths in Turkey during the year," it added.

As for Iraq, the annual report claimed that Baghdad maintains contacts with, or provides sanctuary for, several groups or individuals that have practiced terrorism. For example, the PKK has training camps in Iraq, according to press reports. The Middle East section of the report includes the logistical, military and financial help provided by Syria, Iraq and Iran to the "non-Arab groups" located in Lebanon, where the PKK and Dev-Sol are also present.

Seven states sponsoring terrorism

The 73-page annual report, which names seven state sponsors of terrorism, has recently added Sudan to the list, due to its support for "radical fundamentalist pro-Islamic groups." Despite Damascus' intense diplomatic efforts, Syria was not taken off the list.

Other countries cited are Iran, Iraq, Libya, North Korea and Cuba.

In the report, it is said that the number of terrorist attacks worldwide increased from 364 in 1992 to 427 in 1993. As a result of last year's attacks, 109 people lost their lives and 1,393 people were wounded. Emphasis was also given to last year's bomb assault on the World Trade Center in New York by a group of extreme Islamic fundamentalists, when six people died and a thousand innocent people were wounded.

The report concluded with the remark that the U.S. terrorism policy is not based on bargaining with terrorists, and that pressure should be brought to bear against governments supporting such activities.

Libération — 11 mai 1994

IRAK

Violents affrontements au Kurdistan irakien

Une dispute à propos d'un terrain a entraîné des combats entre les deux principaux partis kurdes.

Les deux principaux partis qui contrôlent le Kurdistan d'Irak, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), se sont violemment affrontés ces derniers jours. Un nouveau problème se pose donc à l'enclave kurde, déjà confrontée aux agissements iraniens et irakiens, et à une situation de pénurie provoquée par l'embargo de l'ONU à l'encontre de Bagdad.

Des négociations entre les formations sont en cours et les combats, qui ont fait plusieurs dizaines de morts, semblent circonscrits depuis quarante-huit heures, indique-t-on dans les milieux kurdes à Paris. C'est une dispute à propos d'un terrain non cultivé à Qala Diza, près de la frontière iranienne, et revendiqué par deux propriétaires, l'un appartenant à l'UPK, l'autre au PDK, qui est à l'origine de ces affrontements. Même si les dirigeants kurdes ont pris soin de préciser que cette guerre fratricide n'avait « aucune dimension politique », le fait qu'elle ait aussi rapidement dégénéré en conflit généralisé, gagnant les régions de Souleimanieh et les localités de Rawandiz et Kirkouk, témoigne bien du fossé d'hostilité réciproque entre les deux grandes formations kurdes. Plus grave, Bagdad et Téhéran, hostiles à l'indépendance dont bénéficie *de facto* le Kurdistan irakien, ont immédiatement essayé de profiter de la crise.

Si l'Irak, sous la surveillance de l'ONU, s'est contenté de faire monter des troupes à proximité de l'enclave, l'Iran a envoyé des *pasdaran* (gardiens de la révolution) pour franchir la frontière et prendre à revers les *peshmergas* de l'UPK, son principal adversaire dans le Kurdistan irakien. Selon les mêmes sources kurdes, de dix à quinze *pasdaran* ont été tués dans ces affrontements. La Ligue islamique du Kurdistan (LIK, un parti kurde pro-iranien) et le Hezbollah kurde auraient participé aux combats aux côtés du PDK.

Outre les forces iraniennes, des troupes turques interviennent également dans le cadre de la guerre qu'elles livrent contre le PKK (Parti du travail du Kurdistan, sécessionnistes kurdes de Turquie). Selon les milieux kurdes, l'armée turque occupe une bande d'une largeur de quinze kilomètres sur une longueur de 150 à 200 km à l'intérieur de l'enclave.

J.-P. PERRIN

Le Nouveau Quotidien — 11 mai 1994

Sympathisants du PKK jugés à Genève

Ils sont accusés d'extorsion et de lésions corporelles.

Le procès de trois Turcs sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) s'est ouvert hier après-midi devant la Cour correctionnelle avec jury de Genève. Les trois hommes sont accusés d'extorsion et de lésions corporelles simples.

Les faits se sont déroulés le 11 décembre dernier dans un foyer pour réquérants d'asile. Membre du Parti islamiste du Kurdistan (PIK), la victime avait été menacée à plusieurs reprises par les trois accusés. Ceux-ci exigeaient d'elle le versement d'au moins 2000 francs en faveur du PKK, à défaut de quoi il serait attenté à sa vie.

Refusant de céder, la victime a été frappée au visage, puis ceinturée par deux des accusés pendant que le troisième la battait avec une chaise. Finalement, un des prévenus a sorti un couteau et l'a blessée à la main. La victime a eu une contusion crânienne avec commotion, ainsi que la section complète du nerf d'un doigt et d'autres blessures à la main.

Il est très difficile d'obtenir des témoignages dans les milieux kurdes. La loi du silence règne. Depuis cette affaire, « il a peur, c'est net », a révélé un ami de la victime. Plusieurs témoins ne se sont pas présentés.

ATS

Le chef d'état major turc ne prolongera pas son mandat

Le Chef d'état-major turc, le général Dogan Dures, peut partir à la retraite la tête haute, avec le sentiment du devoir accompli. Celui qui passe pour être l'un des principaux soutiens du Premier ministre, Mme Tansu Ciller, a annoncé en effet son départ, définitif, à la retraite, pour le 1er septembre prochain, soit au terme d'une prolongation d'un an de son mandat justifiée à l'époque par « la nécessité de poursuivre sans merci la lutte » contre le PKK. Estimant « avoir réglé le problème du terrorisme », le général Gures peut donc quitter son poste la conscience tranquille et mettre ainsi fin aux rumeurs concernant une nouvelle reconduction de son mandat.

L'annonce de son départ à la retraite, publiée mardi par plusieurs quotidiens turcs, met en effet un terme à une controverse qui avait commencé avec la publication par le quotidien « Yeni Gunaidin », du contenu d'une conférence téléphonique entre Mme Ciller et deux ministres qui lui sont proches sur les moyens de reconduire une seconde fois le général Gures dans ses fonctions au-delà d'août 1994. Cette conversation télépho-

nique, captée par des moyens encore non élucidés, avait suscité la réaction de la majorité de la classe politique qui a reproché à Mme Ciller de vouloir « gouverner avec l'aide des militaires », un soupçon très grave dans un pays encore hanté par l'expérience des trois coups d'État militaires au cours des quatre dernières décennies.

Au-delà, cette controverse pourrait pourtant bien traduire un certain malaise dans des milieux militaires qui, en privé, sont loin de partager l'assurance du général Gures quant à « l'éradication du PKK », cheval de bataille de Mme Ciller. Il est d'ailleurs probable que M. Gures lui-même, qui au cours des dernières années, a multiplié les communiqués aussi triomphalistes qu'anticipés annonçant la fin de la rébellion armée kurde, aurait souhaité se donner une année supplémentaire pour « régler le problème du terrorisme » de manière définitive cette fois. Car si l'on en juge au rythme des accrochages entre forces turques et rebelles kurdes depuis le début de l'année, l'affirmation du Général Gures semble à l'heure actuelle quelque peu prématurée...

gamk — 11 mai 1994

IRAK Sans le cacher le moins du monde, l'éditorialiste américain William Safire se fait le porte-parole de "sources" à l'intérieur des services spéciaux américains. Objectif : contrer une proposition française et russe, bientôt présentée à l'ONU, visant à abolir les sanctions contre Bagdad.

Sanctions contre l'Irak : Washington contre Paris

Saddam n'a pas renoncé à son arsenal nucléaire

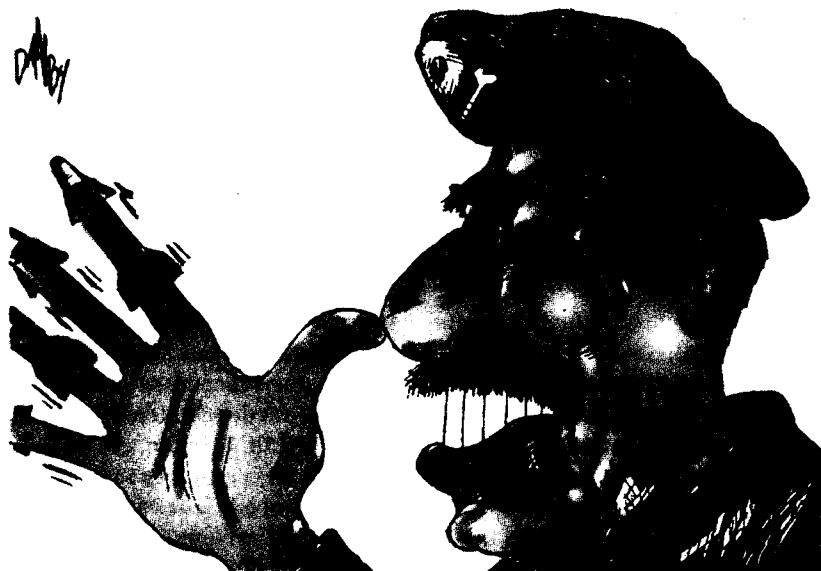
William Safire
THE NEW YORK TIMES

WASHINGTON

Des diplomates du Quai d'Orsay aux éditorialistes américains à la mémoire bien courte, en passant par ceux qui jouent avec le pouvoir au Kremlin, c'est partout la même chanson : pourquoi ne pas en finir avec "l'ingérence des inspections" et acheter du pétrole au président de l'Irak, Saddam Hussein ?

Après qu'un hélicoptère a été abattu au-dessus du Kurdistan irakien, le président Bill Clinton est resté de marbre. "Il est de notre devoir de poursuivre notre mission", a-t-il dit aux familles de ceux qui sont morts en protégeant des millions de Kurdes, interrompant le génocide de Saddam Hussein pour "sauver des vies innocentes". Sur ce point, les conseillers politiques de Clinton sont totalement en phase avec le Président. D'ailleurs, Warren Christopher, le secrétaire d'Etat, s'est récemment rendu en Arabie Saoudite pour rencontrer le Conseil de coopération du Golfe, afin de soutenir le mouvement arabe qui veut empêcher un regain de puissance de l'Irak.

Mais dans la seconde quinzaine de mai, au Conseil de sécurité des Nations unies, la France appuiera les conclusions du réseau d'espionnage du Russe Primakov pour déclarer que le régime de Saddam Hussein respecte la résolution de l'ONU et a mis un terme à la production secrète d'armes de destruction massive. Leurs motifs : des contrats



Dessin de George Danby paru dans *Bangor Daily News* - ETATS-UNIS

commerciaux pour la France et, pour la Russie, des rentrées de devises permettant de financer l'espionnage industriel mondial.

Il y a six mois, les inspecteurs ont reçu une liste de sociétés qui, par le passé, ont fourni à Saddam Hussein des équipements nucléaires, des composés chimiques et des pièces de missiles. Malgré cela, ils n'ont pas mené d'enquête digne de ce nom.

• En France, Technicatome, le fournisseur de Bagdad en réacteurs, n'ignore peut-être pas quels équipements ont survécu aux bombardements israéliens de 1981. Et il faudrait demander à Imphy, le fabricant français de métaux spéciaux dont on a trouvé en Irak des produits pour enrichir l'uranium en centrifugeuses, combien de matériau et correspondant à quelles spécifications il a vendu à Saddam Hussein. Il suffirait ensuite de comparer

ce chiffre à la quantité trouvée par les inspecteurs en Irak.

• Il faudrait adresser des questionnaires en français à Robatel SLPI à propos des colonnes pulsées pour l'extraction de plutonium ; à la Société nouvelle d'exploitation de la Calhène, à Vélizy, sur la manipulation de combustible nucléaire usagé ; et à Calorstat Industries, à Dourdan, sur les soufflets utilisés pour les centrifugeuses que cette société fabriquait autrefois.

• En Suisse, les enquêteurs pourraient interroger Lasag, à Thun, sur les paliers inférieurs de centrifugeuses, et Kreuzlingen sur les rotors.

• En Belgique, il faudrait voir du côté de Trane, Belgonucléaire et Sybeta. En Italie, poser des questions à Snia Techint, à Rome, et comparer auprès de Nuovo Pignone SPA, à Florence, le nombre de compresseurs - utilisés dans le procédé

d'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse - vendus par rapport au chiffre annoncé par l'Irak.

- En Allemagne, visiter Maschinefabrik J. Diefenbacher, d'Eppingen.
- En Grande-Bretagne, visiter Air Products Plc, dans le Cheshire.
- En Inde, la société Transpek Indus-

*Une autre approche
concerne les droits
de l'homme,
et la protection des
Kurdes et des Chiites*

try pourrait avoir des choses à dire quant aux produits chimiques à double usage, précurseurs du gaz moutarde, une substance qui a été testée à Halabja [nord de l'Irak] sur des milliers de Kurdes innocents. (Fait récent : l'été dernier, une entreprise irakienne a essayé en vain d'importer en secret des tonnes

d'acide fluorhydrique anhydre, utilisé en pétrochimie mais également dans la production d'hexafluorure d'uranium.) C'est parfois sans déroger à la législation en vigueur dans leurs pays respectifs que ces sociétés ont expédié des composants et des matériaux en Irak. Des visites effectuées par les Nations unies permettraient de connaître la teneur de ces expéditions, les intermédiaires qui sont intervenus, ainsi que les techniques de production locale d'armes auxquelles elles ont participé et le nombre de ces livraisons qui n'ont pas été déclarées par l'Irak.

Mes sources en la matière sont identiques ou similaires à celles qui, en 1989, ont attiré l'attention sur le fait que Saddam Hussein était en train de se constituer, dans le plus grand secret, un arsenal nucléaire. Mais la CIA n'en a absolument pas tenu compte et a fourvoyé les reporters et les experts. En l'occurrence, ces sources se sont révélées fiables. Avant que le Conseil de sécurité

n'accorde la moindre considération au désir franco-russe de continuer les échanges commerciaux avec un Saddam Hussein qui mène double jeu, Madeleine Albright, l'ambassadrice américaine auprès de l'ONU, devrait exiger un rapport fondé sur une enquête en profondeur et des interrogatoires et des documents provenant de chaque entreprise qui vend ou a vendu des armes à l'Irak.

Ce n'est qu'une façon d'aborder cette question. Une autre approche concerne les droits de l'homme et la protection des Kurdes et des Chiites. Elle consiste à demander aux Irakiens de renverser leur dictateur et d'en finir avec le Baas. Après quelques incertitudes au début de l'année dernière, Clinton et compagnie ont fini par comprendre. Lorsque l'appareil américain a été si tragiquement abattu, le Président n'a pas cillé. Aujourd'hui, il rappelle aux Nations unies que le régime de Saddam Hussein est intolérable. Ceux qui hésitent feraient bien de se méfier. ●

Saddam, to Destabilize North Iraq, Said to Order Attacks on Foreigners

By Caryle Murphy
Washington Post Service

SALAHUDDIN, Iraq — Recent attacks on foreigners in Kurdish-populated northern Iraq stem from a renewed Iraqi government effort to weaken the Western presence and intimidate the Kurdish leadership, according to Kurdish and Western security officials.

Although United Nations and Western relief officials have been harassed in the past, particularly in 1992, the attacks that began in March have been better organized and executed, the officials said.

They include the murder on April 3 of the German freelance journalist Lissy Schmidt; a machine-gun attack March 27 on a bus carrying 50 United Nations guards that wounded two of them, and the wounding of two other UN guards, one of them seriously, in an attack on their car.

Two Kurdish employees of a Western aid agency were also seriously injured in an attack on their agency vehicle, and there have been

other minor incidents involving UN vehicles.

"We've gone to a new level" of violence, one official said.

As a result, at least one Western relief agency has delayed the return of its personnel to northern Iraq, and some agencies have not replaced departing staff members, another Western official said.

Those who remain have taken security measures that include wearing bulletproof vests and traveling in convoys accompanied by Kurdish militiamen. Karim Sinjari, chief of the Kurdish government's security service, traced the attacks directly to President Saddam Hussein of Iraq.

Mr. Sinjari said that, according to information he received, Mr. Saddam met in early March with four senior security officials, including his son Qosai, shortly before the UN Security Council conducted a periodic review of UN sanctions against Iraq.

The Iraqi leader reportedly asserted that if there was no progress

on lifting sanctions, they "should do their best to make Kurdistan into another Somalia" for Westerners, Mr. Sinjari related. A bounty of \$10,000 was offered for each foreigner killed, he added.

The Iraqi government has denied responsibility for the attacks, attributing them to "bandits" operating as a result of the Kurdish government's inability to maintain security.

The attack on the UN guard bus "was a radical departure" from previous harassment of Westerners, another Western security officer said. The assailants, hiding in trenches on both sides of the road, opened fire on the regularly scheduled shuttle bringing UN guards from Irbil to Baghdad just before the Aski Kalak crossing point into Iraqi-held territory, he said.

A week later, Miss Schmidt, a stringer for Agence France-Presse, was gunned down with her Kurdish driver as they drove outside the town of Sulaymaniyah.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MAY 13, 1994

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE - MAY, 12, 1994

LETTERS TO THE EDITOR

Kurds Under Attack

The letter from Bernard Kouchner and Bernard Dorin ("*An Appeal to Turkey*," *Letters*, March 18) elicited many responses by Turks, which you generously published.

Those responses echoed the usual themes of Turkish government propaganda which, despite all the evidence to the contrary, tries to reduce the problem of 15 million Kurds to a question of terrorism. For those Turks, as for their government, there is no Kurdish problem in Turkey and no war in Kurdistan — just as there was never an Armenian genocide.

But the testimony of independent humanitarian organizations such as Amnesty International and Helsinki Watch, as well as of German and Belgian parliamentarians, unequivocally implicates the army in the destruction of Kurdish villages, the massacre of civilians, the assassination of Kurdish journalists and independent intellectuals, and other atrocities such as torture.

Turkey holds thousands of Kurdish political prisoners, arrested for their opinions or for suspected "sympathy" with the guerrilla forces. Among them are many journalists, writers, university professors and, since early March, six parliamentary deputies.

While Turks stubbornly pursue an ostrich policy, the world faces a terrible war in Turkish Kurdistan, which is likely to have disastrous results for the country. Undeniably, atrocities have been committed by the Turkish Workers Party against village guards and their families. But this must not be used to cover up the Turkish state's scorched-earth policy and reign of terror, which is intended to depopulate Kurdistan, decimate the Kurdish elite and drive the Kurds from their homeland.

KENDAL NEZAN.
Paris.

The writer is president of the Kurdish Institute of Paris.

turkish daily news

Thursday, May 12, 1994

Turkey launches new diplomatic efforts on pipeline

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey launched new diplomatic initiatives aiming to flush out the Kirkuk-Yumurtalik crude oil pipeline, according to a senior Turkish official.

A delegation headed by Foreign Ministry Deputy Undersecretary Bilgin Unan left for London this morning to discuss the pipeline issue, said Ferhat Ataman, the Foreign Ministry spokesman. Speaking at his weekly press conference on Wednesday, Ataman added that the same delegation would also visit Moscow for talks on same topic.

Ataman also announced that a delegation led by Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk would soon be visiting France and the United States. "A technical delegation from Iraq is also expected to visit Turkey, but the date has not yet been determined."

Ataman said that the allies, including the United States, understood that the pipeline was likely to corrode as it had contained the oil for three years, and that it had to be flushed out immediately.

"We are expecting to receive a proposal from the United States on how the pipeline should be flushed out. But we have not yet received such a proposal," Ataman noted.

Meanwhile, the U.S. Foreign Ministry announced Tuesday that the United States was conducting some research with the Turkish government, with a view to finding a way of

protecting the pipeline without violating the embargo, the Anatolia news agency reported. It has also been learned that the United States continues to discuss the pipeline issue with Russia, Britain and France.

Moreover, U.S. Ambassador to Ankara Richard Barkley disclosed that Turkey could clean and repair the pipeline and that the United Nations did not need to pass a resolution on the matter, Anatolia reported on Wednesday.

"The oil which would be flushed out from pipeline belongs to Turkey. Only the oil on the Iraqi side is under U.N. control," Barkley said during his visit to Bursa Mayor Erdem Saker. Barkley also said that his country acknowledged the fact that Turkey had suffered severe losses as a result of the embargo. "The embargo is continuing because of Saddam's mistreatment of his people and of Kuwait. We are aware of Turkey's concern regarding the embargo and the incidents on its borders. We must rescue the pipeline before it corrodes. We also must attempt to reduce Turkey's financial troubles. However, we still have to continue implementing the embargo."

Barkley denied claims that U.S. companies were violating the embargo. The oil had been purchased to help the people of northern Iraq, in accordance with U.N. resolutions on humanitarian aid, Barkley stressed.

Letter to UN

Ataman disclosed that the Foreign Ministry knew nothing about a letter on the Kirkuk-Yumurtalik pipeline, sent to the United Nations by the Compensation Commission dealing with Iraq. "According to the U.N. spokesman's words on the issue, at his press conference in New York on Monday, the U.N. secretary-general has sent a letter to the Security Council, voicing the financial troubles of the Compensation fund. But there was no mention of the pipeline. There is no available information indicating whether or not there was another letter which discussed the pipeline issue," Ataman said.

Moreover, Ataman disclosed that Article 50 of the U.N. Charter could not apply to Turkey. "Jordan's situation was completely different to that of Turkey. Also the pipeline issue is sui generis, and it should not be compared with other issues."

Embargo on Security Council's agenda

The U.N. Security Council is expected to decide in late May whether the embargo on Iraq will be lifted. The Security Council has been holding discussions on the issue every two months. According to Anatolia, the United States and Britain are in favor of the embargo, Russia and France are opposed to it, while Turkey, because of its \$20 billion losses, wants at least a partial lifting of the embargo.

Le Figaro — 13 mai 1994

Point de vue

Turquie : la mort pour délit d'opinion

Six députés kurdes risquent la peine capitale.

L'armée turque a tué 46 rebelles kurdes du PKK et perdu 2 soldats depuis mardi au cours d'opérations dans le sud-est de la Turquie, annonce-t-on officiellement. La guerre a fait 1 560 morts, dont 1 367 rebelles, depuis janvier. L'état-major turc prédit : « En septembre, c'en sera fini de la rébellion. » (AFP.)

Depuis début mars, six députés kurdes sont dans les prisons turques. Accusés de « trahison » et d'« atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'État », ils sont passibles de la peine de mort en vertu de l'ar-

l'étranger. Le Parlement turc, qui se dit démocratique et pluraliste, a obéi aux injonctions de l'armée et décidé, sur la base des délits d'opinion, la levée d'immunité de mon épouse, Leyla Zana, et de ses cinq collègues, alors qu'une centaine de députés turcs, poursuivis pour des délits de droit commun allant de l'homicide à l'abus de biens sociaux et aux trafics de toutes sortes, sont, eux, protégés par cette immunité.

Si les opinions exprimées par les députés kurdes, dont, du reste, aucun n'a remis en cause l'intégrité territoriale du pays, ni revendiqué un Kurdistan indé-

de l'Europe les piétine si ouvertement ? L'Occident qui, au lendemain de la Première Guerre mondiale, au nom d'intérêts égoïstes, notamment pétroliers, a partagé notre pays entre quatre États, n'a-t-il pas le devoir moral de garantir aux 30 millions de Kurdes de la région un statut respectueux de leur personnalité nationale et culturelle ?

Massacres

Que l'on ne se réfugie surtout pas derrière le lâche alibi de non-ingérence dans les affaires intérieures des États. Car l'ingérence est, hélas !, déjà là, mais du côté des oppresseurs. Hier, les Kurdes irakiens étaient massacrés par la dictature de Saddam Hussein avec les armes et crédits prodigués par l'Ouest et l'Est. Aujourd'hui, les villes et villages kurdes sont détruits, les populations civiles sont massacrées par les 400 000 soldats turcs équipés d'armes occidentales.

Pour avoir pacifiquement défendu les droits de mon peuple, j'ai dû passer quatorze ans de ma vie dans les terribles prisons turques. En procès pour mon témoignage devant le Parlement européen, je serai très probablement poursuivi et condamné pour le présent texte qui tombe aussi sous le coup de la loi turque dite anti-terreur, car les opinions exprimées ici constituent un « crime terroriste » en Turquie.

Si, après sept décennies de répression, d'acculturation, de déportations, de révoltes suivies de massacres, les Kurdes n'ont pas pu être assimilés, il n'y a au-

cune chance qu'ils acceptent aujourd'hui leur turquisation. Les Kurdes veulent rester Kurdes et, malgré toutes les persécutions et injustices subies, ils espèrent qu'il sera encore possible de cohabiter au sein d'un même État avec leurs voisins turcs, non plus comme des parias mais sur un pied d'égalité, dans le cadre d'une authentique démocratie pluraliste respectueuse de la dignité, de la culture, de l'identité et des droits respectifs des peuples kurde et turc.

Défenseurs de cette option de dialogue démocratique et de paix, nos députés sont aujourd'hui derrière les barreaux, muselés, leur Parti de la Démocratie risque d'être interdit par la Cour constitutionnelle. Si la Communauté internationale ne réagit pas vite et énergiquement, ils seront bientôt traduits devant des Cours de sûreté d'État qui pourraient les envoyer à la potence pour leurs opinions. La terrible répression consécutive au coup d'État militaire de 1980 avait conduit à l'émergence, en 1984, d'un mouvement de guérilla kurde. Ne vous étonnez pas si la sanglante guerre imposée au peuple kurde pas « vos amis et alliés turcs » finit demain par dégénérer en une confrontation générale kurdo-turque aux conséquences autrement plus lourdes sur la paix et la stabilité régionales que la guerre de Bosnie.

M. Z.

(*) Ancien maire de Diyarbakir, capitale politico-culturelle du Kurdistan, de Turquie.

PAR MAHDI ZANA *

ticle 125 du Code pénal turc. Quels crimes ont-ils donc commis pour qu'un Parlement turc encerclé par la police décide, dans la précipitation, sans véritable débat, sans même que lecture soit donnée du rapport de la commission parlementaire ad hoc, la mise à mort symbolique de ces représentants élus du peuple conduits manu militari à la Section antiterroriste de la police comme de vulgaires plastiqueurs ou preneurs d'otages ?

L'examen des dossiers d'accusation a de quoi laisser interloqué tout démocrate. En effet, à l'exception d'un député accusé, sans preuves, d'avoir hébergé et soigné un jeune Kurde de sa circonscription suspecté d'appartenance au PKK, les charges invoquées ne concernent que des opinions exprimées à la tribune de l'Assemblée ou dans des discours prononcés en Turquie ou

pendant, constituent des crimes passibles de la peine de mort d'après les lois turques et la Constitution imposée en 1982 par les militaires, à qui la faute ? Une population de 15 à 20 millions doit-elle se plier sans mot dire à des lois niant son existence, son identité, sa culture et les droits légitimes qui s'y rattachent ?

En lui interdisant tout moyen de s'exprimer pacifiquement et de s'organiser démocratiquement pour faire entendre ses aspirations, ne le force-t-on pas à la révolte et au recours à la violence ? A quoi servent des beaux textes et traités internationaux comme la Convention européenne des droits de l'homme, la Charte de Paris, supposés garantir les libertés d'expression et d'association, le pluralisme culturel et linguistique, si un État membre de l'Otan et du Conseil

Turkey concerned about the events in northern Iraq

Iraqi Kurds fear fighting between Kurdish groups will lead West to abandon region while Ankara worries these clashes will help PKK

By Semih D. Idiz
Turkish Daily News

ANKARA- Turkish officials in Ankara have been trying to monitor recent developments in northern Iraq, where members of the two main Kurdish groups, the Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Masoud Barzani, and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Jalal Talabani, have been engaged in sporadic clashes since the beginning of May.

The concern among Turkish officials is that if the conflict grows between the KDP and the PUK, uneasy allies until recently, then this will give "flexibility of action" in the region for the Kurdistan Workers' Party (PKK), which is outlawed in Turkey where it is conducting a violent separatist campaign. Northern Iraqi Kurds living in Turkey since the Gulf crisis, for their part are expressing deep concern that if the clashes escalate this could lead to the West abandoning the region and to the authority of the Iraqi regime, of President Saddam Hussein, being reinstated there.

According to information gleaned from Kurdish sources, the clashes started as a result of an isolated incident in the town of Qala Diza on May 1 after the killing of a local KDP commander by PUK members and continued in the main until May 7 after which only sporadic fighting was reported.

The tension in Qala Diza is said to have rapidly spread to the neighboring town of Ranya, where a large group of PUK peshmergas (warriors) are said to have attacked the KDP's 11th branch headquarters, ransacking them.

Similar attacks were said to have taken place against the KDP's 4th branch headquarters in Suleymaniah which were reportedly also overrun by PUK peshmergas.

Kurdish sources also indicated that a declaration by KDP leader Barzani on May 3

appeared to have reduced tension until a leading PUK official, Jabar Farman, who was identified as "minister for peshmerga affairs in the PUK's leadership council," attacked KDP bases near the towns of Chamchamal, Khormal, Halabja and Kifri.

They said these attacks were repelled by KDP forces and that the PUK forces had been pushed to the outskirts of Suleymaniah. This, they added, resulted in the PUK bases in these towns falling to the KDP.

But despite such claims of a KDP victory, other reports indicate that PUK is gaining the upper hand.

In the meantime, tension was said to have risen in Irbil where PUK supporters were reported as attacking the premises of the "Kurdistan Parliament."

Kurdish sources also added that the situation in the Bahdinan area of northern Iraq was calm after the PUK bases were captured by the KDP and PUK were forced pushed out of the region with a small group settling in the village of Darkar, north of Zakho and close to the PKK stronghold of Haftanin.

These PUK elements in Darkar were said to have subsequently been "arrested" by the KDP.

Attempts by the two parties to overcome their differences were said to have fallen through after PUK forces on Friday attacked KDP offices in Salahadin, where the nucleus of Barzani's group is found.

Sporadic clashes were subsequently reported around Rawanduz, Harir and Batas north of Shaqlawa until a cease-fire was brokered early in the week by U.S. and British military officials attached to "Operation Provide Comfort," which is deployed in southeast Turkey.

The situation in the region was reported to be "quiet" but tense.

Commenting on these developments, a pro-KDP source pointed to the fact that Jalal Talabani, the head of the PUK, was in Europe at

the time of the latest clashes, and said it was "ironic that whenever Talabani leaves the region trouble flares up there." "Since December 1993, this is the fourth time Talabani has been absent and fighting has broken out," this source said. "It is very important for Talabani to return and put the leash back on his gangsters and work hand-in-hand with Barzani to contain the situation, otherwise it could lead to an internal conflict of a very large scale and to abandonment of the West and the return of the dictatorial rule of Saddam."

Officials from the PUK office in Ankara were not available for comment regarding the facts provided on the recent clashes and the KDP allegations against their organization.

Iranian sources claimed recently that at least 2,800 people had died in the clashes between the KDP and the PUK. Muzaffer Arslan, the head of the Iraq National Turkomans Party, which represents the Turkomans in Iraq, for his part, told Anatolia news agency early in the week that the casualty figure provided by Iranian sources was "exaggerated." Arslan also added that the clashes that did take place were the result of the accumulating tension between the two groups engaged in a struggle for dominance in the region.

Concerned that if matters get out of hand in northern Iraq this will increase the authority vacuum that already exists there, officials in Ankara have been trying to monitor developments in the region very closely.

They are concerned that the information as to the causes of the clashes is patchy and that not all the claims by various groups as to what has been taking place in this context are accurate.

The concern in Ankara is primarily to do with the manner in which the PKK can utilize the volatile situation in northern Iraq to its own advantage in staging attacks in Turkey. While the KDP's Barzani has taken a strong stance against the PKK, out of pragmatic reasons which dictate the need to get along well with the powers that be in the region, the PUK's Talabani has been more prone to playing to the "western gallery" in this respect and taking up a "mixed position" on the PKK, analysts say.

They indicate that this makes it likely for an open or secret alliance between the PKK and PUK if the clashes between rival groups in northern Iraq escalate.

Analysts also indicate that the latest clashes, plus those in recent months between secular and fundamentalist Islamic Kurds, do not augur well for the regional Kurds' ability to provide the stability that the neighboring countries want.

German court says Kurdish asylum seekers may be safe in Turkey

Reuters

BERLIN- A German appeals court on Tuesday ordered a lower court to prove that Kurds from southeastern Turkey had no safe haven anywhere in their country before granting them political asylum here. In a ruling that could affect the asylum chances of thousands of Kurdish refugees, Germany's highest administrative judges overturned a Bavarian regional court's decision in favor of a Kurdish family.

The Federal Administrative Court in Berlin said the Bavarian judges must first decide

whether the Kurds would be safe in western Turkey, away from the 10-year-old fighting between Turkish troops and militants of the illegal Kurdistan Workers' Party (PKK).

Human rights groups charge that Kurds are persecuted and tortured in Turkey, which Ankara denies. Hundreds of Turkish citizens, many of them Kurds, come to Germany each month seeking political asylum. Only a handful are granted their requests but those rejected by asylum authorities, like the family in the Bavarian case, can appeal to the courts for a final decision.

It was not immediately clear what impact on other cases the Berlin ruling would have, but it could establish a precedent. Meanwhile, Bonn resumed arms supplies to NATO partner Turkey last week after suspending the aid for a month to investigate charges by human rights activists that Ankara's forces were using armored vehicles from Germany to "fight Kurdish civilians."

Chancellor Helmut Kohl's government found there was no proof for the allegations in photographs taken by German human rights observers in Turkey.

Ankara: Kurdish flight is a PKK ploy

Turkish Daily News

ANKARA- Faced with claims that Turkish bombings in the region caused a major exodus of Turkish Kurds to Iraq, Ankara declared Wednesday that the exodus was a ploy of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) for international propaganda.

"Our intelligence units have long been informed that the PKK would launch activities for increasing foreign pressures on Turkey," Foreign Ministry Spokesman Ferhat Ataman said. "We also knew that the PKK would try to send some of our citizens voluntarily or by force to northern Iraq, group them together and present them to the foreign press as 'Kurds escaping Turkish oppression.'"

The organization has not only been trying to get international pressure on Turkey but to obtain United Nations aid for its followers through this scenario, Ataman said in his weekly press conference.

Ataman said Turkey's inability to prevent the anticipated exodus was due to the fact that PKK had escorted the Kurds across the border in small groups.

"The separatist organization is trying, as ever, to deceive the foreign public and stage a new play completely based on its own scenario," he said.

Ataman's explanation came a day after a U.N. official in Baghdad told Reuters that at least 3,600 Turkish Kurds, mostly women and children, had entered northern Iraq to escape fighting between the Turkish Army and the PKK militants.

Abdullah Saied of the U.N. High Commissioner for Refugees said: "They are terrified. Their children run away whenever they see a plane, any plane, in the sky."

Ataman firmly denied that any village had been bombed. "No village in the region has been deliberately targeted and damaged by security forces," he said.

He admitted some villages may have been damaged in fighting between troops and the PKK and some evacuated when the residents, harassed by the PKK, have been transferred to safer areas through their own request.

A senior Foreign Ministry official told the TDN that the PKK aimed to create a scenario that would put the Turkish government with Iraqi leader Saddam Hussein, who had forced thousands of Iraq Kurds to escape to Turkey and Iran in 1988.

"Now they are trying to work out a scenario in reverse," the official said.

turkish daily news

Thursday, May 12, 1994

Iraqi issues

Tariq Aziz on a 10-day visit to UN and New York

UN expert says no more chemical weapons in Iraq

Reuters

UNITED NATIONS- Iraq's deputy prime minister, Tariq Aziz, began a 10-day visit to New York Wednesday in his ongoing campaign to convince Security Council members to lift the oil embargo against Baghdad.

Aziz meets individual council ambassadors and other envoys in private sessions before beginning talks Friday with Rolf Ekeus, head of the U.N. Special Commission in charge of dismantling Iraq's weapons of mass destruction. He comes to New York from Vienna where he has spent two days negotiating with International Atomic Energy Agency director Hans Blix on the nuclear segment of a long-term monitoring program.

The monitoring program, to ensure Iraq does not reacquire proscribed weapons, is the last major phase before Ekeus and Blix can recommend the Security Council consider lifting the oil embargo, which is tied to compliance on weapons.

Iraq was put under stringent sanctions a few days after its invasion of Kuwait in August 1990. A 1991 Gulf War cease-fire resolution ties exports from Iraq, such as oil, to weapons demands and the import of goods to a

host of other requirements. Ekeus says he wants to put so-called baseline structures in place for chemical, biological and ballistic weapons after which he plans to test the various programs for at least six months. Aziz and other Iraqi officials have been attempting to speed up this trial period.

The Security Council conducts its regular 60-day review on May 17, while Aziz is still in New York. But members do not expect any action and will not even issue a statement after a dispute last month on what the statement should say.

In July, however, when Ekeus is expected to finish the first phase of the monitoring program, discussions within the council are expected to be more heated. "The longer we go into the year, the more the pressure will build up and the more the Iraqis will want something done on sanctions," said one council envoy. Secretary of State Warren Christopher, before his trip to Saudi Arabia last week, reaffirmed that the United States would not lift the embargo for some time to come, regardless of Iraq's action on weapons.

La Libre Belgique — 13 mai 1994

■ Turquie

« Le vrai séparatisme vient de l'Etat turc »

Le parti pro-kurde Dep est menacé de dissolution. Explications d'un député

Cinq députés du Dep (Parti de la démocratie), une formation turque pro-kurde qui connaît des avatars en série (1), ont été destitués et arrêtés pour « séparatisme ». Ils sont passibles de la Cour de sûreté de l'Etat, qui peut prononcer des peines de mort. Le député Nizamettin Toguç et M. Felemez Basboga, membre du Comité central du Dep, étaient récemment de passage à Bruxelles. Leurs explications :

- Si la Cour de sûreté de l'Etat décide d'interdire le Dep, les (dix-sept, NdR) députés du parti seront destitués et arrêtés ainsi que la plupart des dirigeants. Plusieurs dossiers sont déjà ouverts à propos de leurs discours sur le Kurdistan et la démocratie. Les biens du parti seront saisis. La Constitution précise enfin que, quand un parti est interdit, ses députés ne peuvent plus faire de politique pendant dix ans. Cette Constitution a été rédigée en 1980 après le coup d'Etat militaire. Elle est toujours en vigueur.

L'ARGENT

- C'est la quatrième fois que vous reconstituez un parti. Cela doit coûter cher. D'où vient l'argent ? On

parle souvent d'impôt révolutionnaire...

- Nous avons été soutenus par le peuple, sans aucun autre soutien. Nous n'avons forcé personne. En Turquie, il y a aussi des Kurdes riches mais même ceux qui ne le sont pas donnent leur soutien aux partis qui luttent pour la libération.

- Le Dep est poursuivi pour séparatisme...

- Le vrai séparatisme, c'est l'Etat turc qui le pratique. La Turquie est dirigée par les militaires. C'est pour cela qu'elle ne reconnaît aucune autre minorité, aucun autre peuple, aucune autre langue, aucune autre culture. Notre parti veut la démocratie, la fraternité et le respect des droits de l'homme.

- Fraternité, est-ce synonyme de fédération, de confédération ?

- L'important, quand nous parlons de fraternité, c'est que tout le monde puisse s'exprimer librement. La fraternité, c'est l'égalité. Si tout le monde pouvait s'exprimer librement, on pourrait parler de fédération, de confédération, d'un autre système dans lequel les peuples puissent vivre fraternellement, en toute égalité.

COUVERTURE

- La question pourrait-elle être : Voulez-vous être indépendant ?

- L'indépendance n'est pas notre objectif, en tant que parti. C'est aux peuples de choisir, pas à nous.

- On dit parfois que le Dep sert de couverture au PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, en lutte armée contre Ankara...

- Il y a beaucoup de choses que le PKK fait et que nous faisons aussi, mais pas ensemble. Le PKK agit pour manifester la volonté de la population qui vit dans cette région et c'est ce que nous faisons aussi. Il y a des ressemblances entre nous mais le Dep n'est pas une couverture ou une section du PKK. Nous luttons sur le plan légal et démocratique. Malheureusement, on nous en empêche. La lutte armée constitue une méthode. Nous, en tant que Parti de la démocratie, nous ne pouvons pas dire que nous sommes pour ou contre la lutte armée.

S'il y avait moyen de lutter sur le plan légal et démocratique, je crois que même le PKK ne mènerait pas de lutte armée. Mais, comme vous le voyez, nous ne pouvons pas mener de lutte démocratique. Beaucoup de Kurdes prennent les armes et il ne faut pas s'en étonner.

CHANGER DE LOGIQUE

- Une solution ?

- Le gouvernement turc doit arrêter sa guerre contre des gens qui revendiquent leurs droits. Il faut une solution politique et démocratique. Au lieu de dépenser autant pour la guerre, il faut consacrer cet argent dans des investissements au Kurdistan. Mais le gouvernement turc est dirigé par les têtes militaires et c'est pourquoi il insiste pour faire la guerre au Kurdistan. Si le gouvernement turc ne change pas de politique et persiste dans cette logique militaire, la République turque va disparaître. Si la guerre continue, ce ne sera pas la séparation mais la destruction de l'Etat turc. Le budget turc pour 1993 était de 394 trillions de livres turques mais l'argent dépensé pour la guerre s'est élevé à 400 trillions. Si cela continue, économiquement, la Turquie sera dans une impasse totale.

(1) Plusieurs députés pro-kurdes ont créé successivement le Hep, l'Özep et l'Özdep, trois partis qui ont été interdits, avant de lancer le Dep, qui risque de l'être bientôt. Un nouveau parti, le Hadep (Parti de la démocratie du peuple), vient d'être créé en prévision de cette dissolution. Son chef, Murat Bozlak, un ancien du Dep, précise que l'Hadep se « sera pas la suite du Dep » mais que les deux formations ont « à peu près les mêmes opinions ».

Iraqi opposition separates warring peshmerga factions

West embarrassed as Kurd kills Kurd

David Hirst in Nicosia

IRAQI Kurdistan, the fragile, embattled enclave which President Saddam Hussein has vowed to restore to his tyrannical rule, is emerging shaken from several days of internecine strife.

Western governments, committed to the protection of this "safe haven" since the end of the Gulf war, have privately told the Kurdish leadership of their consternation and embarrassment at such self-destructive behaviour.

At least 100 people are believed to have died in fighting which pitted peshmergas of the two main parties, Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK), against each other.

Most of the casualties occurred in the first, ferocious outbreak which originated in a petty conflict over land ownership. But the fighting quickly spread to other areas, including main towns such as Sulaimaniyah, and Salahuddin, headquarters of the Iraqi National Congress (INC), the coalition Kurdish, Sunni and Shi'ite opposition forces who are working to bring down President Saddam. The rival militias managed to avoid coming to blows in the "capital", Irbil.

The fighting has left Kurdistan effectively partitioned into two zones, the east controlled by the PUK, the west by the KDP. They are separated by a buffer zone in the central, Irbil province, in which a non-Kurdish Arab militia has taken the place of the rival Kurdish formations.

Strains between the two leaders and their parties, historic rivals, had been growing in recent months. Mr Barzani, cautious to a fault, and Mr Talabani, flamboyant to a fault, found themselves frequently at odds on higher strategies. In the KDP's eyes, for example, the PUK's agitation for a military strike against Saddam-controlled territory seemed deeply irresponsible.

Since the Kurdish general elections, which ended in a draw, the two parties have been sharing government and administration. It has led to paralysis. And they have been unable to achieve a truly integrated Kurdish army because, at every level, a PUK commander has to be matched by one from the KDP.

But even in a society still tribalised and heavily armed, few expected the tensions to take such a serious turn. The ordinary Kurd used to express pride in the holding of free elections. "This is not Afghanistan or Somalia," was a constant refrain.

The fact that a small incident so quickly degenerated into general conflict has shocked neutral Kurdish public opinion and, it seems, many in the rival formations themselves.

If it had not been for the presence of a third party, the INC, things might have been worse. Ahmad Shallabi, the "prime minister" of the Iraqi opposition, played what both sides acknowledged to have been a key mediatory role. The INC has a vital interest in preserving Kurdistan as a platform for its anti-Saddam activities. For the INC, the spread of fratricidal conflict would spell disaster not just for

the Kurds, but for Iraq as a whole.

The INC has boosted its prestige in Kurdish eyes. The physical expression of this is that in a large triangle, stretching from Irbil to Haj Omran on the Iranian frontier at its eastern tip, and the Kandil mountain in the west, the rival militias have withdrawn their checkpoints. Their place has been taken by men from the INC militia — mainly Shi'ites from southern Iraq — supported by an equal number of unarmed peshmergas from the KDP, PUK and smaller Kurdish militias. The INC soldiers are armed.

But the INC can do without prestige won at such expense. At a time when the US is having to assert itself to ensure the maintenance of UN sanctions against President Saddam, and Ankara is restive at Allied flights over northern Iraq, inter-Kurdish fighting can only weaken the opposition's cause in western eyes.

● Iraq's ruling Ba'ath Party newspaper al-Thawra has strongly criticised Robert Pelletreau, the US assistant secretary of state for Near Eastern Affairs, for saying Baghdad and Tehran retained expansionist ambitions in the region and were rearming themselves.

"Through such claims, Pelletreau's aim is only to notify Gulf states . . . that they are in constant need of American protection via joint defence treaties and continuous purchase of extra weapons in [the US] arsenal," it said.

It said the US administration's aim was to "create a fabricated furor" whenever the date approached for a review of sanctions on Iraq.

Nach den Kämpfen zwischen den grossen kurdischen Parteien

Teilung des kurdisch kontrollierten Nordiraks

Die vor zehn Tagen ausgebrochenen Kämpfe zwischen den grossen kurdischen Parteien im Nordirak, der Patriotischen Union (PUK) Talabani und der Demokratischen Partei (KDP) Barzani, sind abgeflaut. Zwischen 100 und 300 Opfer sind zu beklagen. Als Folge der Kämpfe ist der kurdisch kontrollierte Nordirak zwischen den beiden Parteien aufgeteilt.

kr. Salaheddin, 13. Mai

Seit den vor zehn Tagen in der nordirakischen Kleinstadt Kala Dize ausgebrochenen Kämpfen hat sich die politische Situation im kurdisch kontrollierten Nordirak grundlegend verändert. Die PUK übernahm die Kontrolle über die Distrikte *Suleimaniya* und *Kirkuk*. Die KDP kontrolliert den westlich gelegenen Distrikt *Dohuk*. In der Region von *Erbil* wurde bis Mitte der Woche noch gekämpft. Vertreter der Parteien schieben sich gegenseitig die Schuld am Ausbruch der Feindseligkeiten zu. Ein Sprecher der PUK behauptete, dass seine Partei die Niederlassungen der KDP in sämtlichen Orten des Distrikts von *Suleimaniya* nur darum übernommen habe, weil die KDP zuvor das gleiche im Distrikt von *Dohuk* getan habe.

In der Stadt *Suleimaniya* sind die Rivalenkämpfe am Mittag des dritten Mai ausgebrochen, offenbar nachdem Einheiten der PUK am Morgen das Frauenzentrum sowie das Studentenzentrum der KDP angegriffen hatten. Diese Version wird von unabhängiger Seite bestätigt. Während der Kämpfe kamen in *Suleimaniya* laut Angaben der PUK nicht mehr als 20 Personen ums Leben. Die beiden gegnerischen Parteien kamen überein, die gegenseitig besetzten Quartiere zu räumen. Eine aus beiden Parteien zusammengestellte Delegation gab öffentlich bekannt, dass eine gütliche Einigung erzielt worden sei, auch alle Gefangenen würden freigelassen. Bei einem Besuch in der Stadt *Suleimaniya* zeigte sich aber, dass die PUK kein einziges der besetzten Lokale der KDP freigegeben hatte. Bis Mitte der Woche blieb der

Nordirak aufgeteilt; die Lage hat sich aber beruhigt. An den zahlreichen Strassensperren in der Region von *Erbil* stehen bewaffnete Elemente des Irakischen Nationalkongresses (INC), der international nicht anerkannten irakischen Gegenregierung. Der Irakische Nationalkongress hat seit Ausbruch der Auseinandersetzungen die Rolle als Vermittler übernommen. Die von ihm an die Checkpoints entsandten Männer sind mehrheitlich aus dem Süden des Iraks stammende Schiiten. Sie bilden den Kern einer eigenen bewaffneten Einheit, die der INC in den letzten anderthalb Jahren aufgebaut hat.

Ob im kurdisch kontrollierten Nordirak die bis vor einer Woche amtierende selbsternannte Regionalregierung ihren Einfluss wiederherstellen kann, ist mehr als ungewiss. Einige der wenigen unabhängigen Kurden sowie Mitarbeiter ausländischer Hilfsorganisationen äussern die Meinung, dass die PUK sich einen Vorteil für allfällige künftige Wahlen schaffen will. Der Gouverneur von *Suleimaniya*, ein Mitglied der PUK, äusserte seine Unzufriedenheit über die bisherige Regierungsarbeit im Nordirak. In der mit etwa gleich vielen Vertretern der beiden Parteien besetzten autonomen Verwaltung hätten die KDP-Mitglieder sämtliche Entscheidungen sabotiert. Die irakische Regierung beobachtet die Vorgänge im Nordirak sehr genau. Die beiden kurdischen Parteien sind sich bewusst, dass ihre internen Auseinandersetzungen für sie selbst gefährlich werden könnten. Doch bis jetzt gibt es keine Anzeichen, dass sich die irakischen Truppen Richtung Norden verschoben hätten.

Neue Zürcher Zeitung

Samstag/Sonntag, 14./15. Mai 1994 Nr. 111

Le Courrier — 16 MAI 1994

TURQUIE

Deux attentats et des blessés

Une bombe a explosé hier devant un hôtel de luxe à Adana (sud de la Turquie), blessant trois passants turcs, tandis qu'une grenade jetée devant un cinéma dans la province d'Elazig (est) a fait douze blessés, dont six soldats. Aucun des deux attentats n'a été revendiqué dans l'immédiat.

A Adana, l'engin a été placé sous une limousine garée devant cet établis-

sement fréquenté par de nombreux touristes et hommes d'affaires étrangers. Autrefois utilisée comme base d'opération par les alliés pendant la guerre du Golfe, Adana sert désormais aux alliés à effectuer leurs missions de surveillance et de protection des Kurdes habitant le nord de l'Irak.

Le groupe d'extrême gauche Dev Sol et les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sont traditionnellement actifs dans la région. Par le passé, le PKK a déjà commis plusieurs attentats, notamment à Istanbul, contre des sites touristiques.

Dans la province d'Elazig, des inconnus ont jeté une grenade dans un cinéma, blessant six soldats et six civils turcs.

AP

Ankara annonce la fin prochaine du PKK

gamk. - 16-17 mai 1994

Le PKK est entré dans un processus de "dissolution" a indiqué dimanche dans un communiqué le ministre turc de l'Intérieur, Nahit Mentese, confirmant ainsi le diagnostic du chef d'état-major Dogan Gures qui déclarait la semaine dernière avoir "régulé le problème du terrorisme" en annonçant son départ à la retraite. Dans un hommage déguisé au général Gures, il a ajouté que "le PKK a perdu ses possibilités de soutien logistique et subi d'importantes pertes à l'issue d'opérations d'envergure de l'armée". Mission accomplie donc pour le chef d'état-major turc, qui pourra prendre sa retraite sans arrière-pensée le 1er septembre prochain, étant entendu que la Turquie en aura fini avec le PKK "d'ici la fin de l'année". C'est du moins le délai annoncé par le ministre de l'Intérieur, qui a réaffirmé la détermination de l'État à éliminer l'organisation terroriste en 1994. Plus de 300 "terroristes" ont été arrêtés et 186 autres tués depuis le 1er mai, a précisé M. Mentese qui a ajouté que 48 militants armés, y compris des dirigeants du PKK, se sont rendus aux forces de sécurité dans les régions de Sirnak, à la frontière avec la Syrie et l'Irak, et de Van et Agri, à la frontière

avec l'Iran. Le ministre turc en a profité pour renouveler son appel aux rebelles pour qu'ils se rendent en vue de bénéficier de la loi sur les repentis.

Si le PKK n'a pas déposé les armes, il semble en tout cas affaibli par l'intensification des opérations militaires menées par l'armée turque dans les montagnes de l'est et du sud-est ainsi qu'en Irak du nord, afin d'"éradiquer le PKK", conformément à la promesse faite par Mme Tansu Viller. Selon des bilans officiels, plus de 1 400 maquisards kurdes auraient été tués depuis le 1er janvier et les effectifs du PKK ne semblent pas en mesure de faire face aux quelque 150 000 hommes déployés dans la région par l'armée turque, sans compter 50 000 miliciens pro-gouvernementaux et 15 000 policiers

Exode vers le nord de l'Irak

A en juger au nombre des réfugiés kurdes qui fuient le sud-est anatolien pour le nord de l'Irak, on peut toutefois se demander si le "processus de dissolution" annoncé par Ankara ne concerne pas la minorité kurde tout entière. Des milliers de Kurdes de Turquie se sont en

effet réfugiés ces dernières semaines dans le nord de l'Irak, selon des informations communiquées par des responsables humanitaires dans cette région sous contrôle kurde irakien. Selon eux, au total 4 200 Kurdes de Turquie ont franchi la frontière début mars et une vingtaine de familles par jour continueraient à arriver, déclarant fuir la répression des autorités turques. Signe des temps, il y a trois ans, c'est en sens inverse que les Kurdes, irakiens cette fois, franchissaient la frontière turco-irakienne, pour fuir la répression de Saddam Hussein.

Le rythme de l'exode se serait intensifié au cours des quatre dernières semaines, témoignant de l'intensification des combats dans le sud-est anatolien.

Les responsables humanitaires occidentaux, qui ont déjà fort à faire pour venir en aide à la population kurde locale, ont commencé à fournir des vivres et une assistance sanitaire et médicale à ces réfugiés. Dans leurs témoignages, ceux-ci dénoncent tous l'armée turque qui aurait bombardé leurs villages, les obligeant à prendre la fuite.

La situation dans le nord de l'Irak n'est pourtant pas des plus sûres. Outre la multiplication des raids de l'aviation turque contre des camps présumés du PKK, des combats fratricides opposant des formations kurdes dans le nord de l'Irak ont fait une centaine de morts début mai.

Nice-Matin — 16 MAI 1994

Turquie : attentat contre un hôtel de luxe

Une bombe a explosé, hier, devant un hôtel de luxe à Adana (sud de la Turquie), blessant trois passants turcs, tandis qu'une grenade jetée devant un cinéma dans la province d'Elazig (est du pays) a fait douze blessés, dont six militaires. Aucun des deux attentats n'a été revendiqué dans l'immédiat.

A Adana, l'engin, qui a explosé vers 13 h 15 (12 h 15, heure de Paris), avait été placé sous une limousine garée devant cet établissement fréquenté par de nombreux touristes et hommes d'affaires étrangers. Naguère base d'opération de l'O.T.A.N., Adana sert désormais aux Alliés à effectuer leurs missions de surveillance et de protection des Kurdes habitant le nord de l'Irak.

A Elazig, dans l'est du pays, douze personnes (dont six militaires) avaient été blessées, la veille, dans un attentat à la bombe contre un cinéma. Une grenade, de fabrication russe, a été lancée dans les locaux, où avaient pris place quelque 140 spectateurs.

Samedi également, une bombe avait explosé dans les toilettes du centre commercial Galleria, à Istanbul, provoquant des dégâts matériels.

Huit bombes ont explosé près des sites historiques d'Istanbul lors des six derniers mois. Un Espagnol et un Tunisien avaient été tués dans l'attentat du marché couvert, le 2 avril.

Ces attentats contre des sites touristiques ont été attribués aux séparatistes du Parti du travailleurs du Kurdistan (PKK).

CONFÉRENCE SUR LE KURDISTAN TURC. — Du 20 au 28 mars, un groupe d'observateurs internationaux a mené une mission au Kurdistan turc. Parmi eux, deux étudiants rennais membre de Dazont. De retour en Bretagne, ils entament une série de conférences pour rendre compte de la situation dans ce pays où chaque jour sont commises de graves atteintes aux droits de l'homme (viols, massacres, tortures...) et aux droits des peuples.

Le mercredi 18 mai, les groupes bretons de Dazont organisent donc une conférence-débat-discussion ouverte à tous, à 18 h, à l'amphi 003 du campus Victor-Ségalen. Vincent Fauvel, vice-président étudiant de l'Université de Rennes 2, Ronan Al Louarn, ainsi qu'André Métayer, également participant à la mission, témoigneront de leur expérience.

Toutes les personnes intéressées sont invitées à assister à cette conférence, occasion de s'informer sur ce problème.

Le Télégramme — 16 MAI 1994

Turkish Daily News

turkish daily news

Tuesday, May 17, 1994

General Güreş says the state has still not used all options against the PKK

DIYARBAKIR- Chief of General Staff Gen. Doğan Güreş said on Monday that the state had still not used many options in combatting the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which is waging a bloody separatist war in southeastern Anatolia. In Diyarbakır to inspect troops prior to the Feast of the Sacrifice holiday due to start on Saturday, Güreş said that it was not possible for terrorism to succeed in its fight against the state.

Not elaborating on the nature of the available options that have not yet been used against the PKK, Güreş went on to declare that this organization and its activities would "fall from the agenda" by the end of the summer.

Following his inspections in Diyarbakır, during which he was accompanied by the commanders of the various forces as well as Regional Governor Ünal Erkan and Security Chief Mehmet Ağar, Güreş flew by helicopter to Simak to inspect soldiers engaged in operations against the PKK.

In the meantime, it was reported that an armed group attacked the village of Edebek, part of Erzincan province's Tezcan district.

Nine villagers were shot dead during the raid which took place on Sunday evening and was carried out by unidentified gunmen. A motive for the raid and the killings was not immediately apparent.

Elsewhere, a student studying at Dicle University was gunned down and died when he was attacked by unidentified assailants on Sunday. The dead student, M. Emin Alkan, was reported to have been studying biology at the university. Meanwhile, more than 100 people have been arrested in operations conducted by security forces in Şanlıurfa's Viranşehir country over the past week, sources said.

Iraqi parties call on Kurds to stop fighting

Reuter

CAIRO- Representatives of seven Iraqi opposition parties have appealed to the two main Iraqi Kurdish leaders to stop their forces fighting.

Clashes broke out in Iraqi Kurdistan earlier this month between members of the two largest Kurdish parties — the Kurdish Democratic Party (KDP), led by Massoud Barzani, and the Patriotic Union of Kurdistan, led by Jalal Talabani. The opposition leaders, in a statement faxed from London, said the fighting had spread to

many of the towns and villages of Kurdistan. An unspecified number of fighters and civilians had been killed or wounded, they added.

They called on the KDP, the PUK and other groups to investigate the reasons for the outbreak of fighting and to make sure fighting did not break out again.

The leaders included representatives of the two Kurdish parties, one other Kurdish parties and of four other non-Kurdish groups. They met in London on Wednesday and again on Saturday.

Le Quotidien de Paris — 17 MAI 1994

Turquie : l'étau se resserre sur les Kurdes

Les forces de l'ordre turques ont accentué leurs opérations dans l'est et le sud-est anatolien à majorité kurde depuis mars, afin « d'éradiquer le PKK », le Parti des travailleurs du Kurdistan séparatiste, conformément à la promesse faite par le Premier ministre Tansu Ciller. Plus de 1 400 maquisards kurdes ont été tués depuis le 1^{er} janvier. Un bilan qui fait dire aux autorités qu'elles sont sur le point de venir à bout de la rébellion. Le ministre de l'Intérieur, Nahit Mentese, a estimé dimanche que le PKK avait perdu ses possibilités de soutien logistique et subi d'importantes pertes en militants et en matériel. Le gouvernement n'envisage pour l'instant aucune réforme pour régler la « question kurde », s'en tenant à la solution militaire qu'il a adoptée depuis le début de la rébellion en 1984. Il rejette toute idée de discussion avec les « terroristes » qui doivent « déposer les armes et se rendre à la justice » avant toute initiative

LE FIGARO — 17 MAI 1994

TURQUIE-KURDES

Ankara entend « éradiquer » le PKK

□ Les autorités turques considèrent comme imminente la « dissolution » de la rébellion armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les forces de l'ordre ont lancé une offensive générale à la veille de la haute saison touristique, afin « d'éradiquer le PKK ». L'intensification des opérations menées depuis mars dans les montagnes de l'Est et du Sud-Est, ainsi que dans le nord irakien, aurait coûté la vie à 1 400 maquisards kurdes selon l'AFP, et semble avoir paralysé le PKK, qui n'a pas entrepris d'attaque d'envergure depuis plusieurs mois. Alors que le PKK semble adopter une stratégie diplomatique, le gouvernement turc maintient l'option militaire pour régler la « question kurde ». (AFP.)

Hartes Vorgehen gegen prokurdische Zeitung Verhaftung des Chefredaktors in Istanbul

Istanbul, 16. Mai. (afp) Der Chefredaktor der prokurdischen Tageszeitung «Özgür Ülke», Mustafa Kemal Akkaya, ist vergangenen Donnerstag auf Anweisung des Staatssicherheitsgerichts in Istanbul verhaftet worden. Wie bei der Tageszeitung am Montag bekannt wurde, wurde Akkaya wegen der Verbreitung «separatistischer Propaganda» festgenommen. Die Staatsanwaltschaft habe den Journalisten am Donnerstag vorgeladen und gleichentags inhaftiert. Vor rund drei Wochen hatte die Tageszeitung «Özgür Gündem» wegen «separatistischer Propaganda» ihr Erscheinen einstellen müssen. An Stelle dieser Zeitung kam dann die «Özgür Ülke» auf den Markt. Letzte Woche hatte auch die prokurdische Wochenzeitung «Azadi» (Freiheit) wegen des gleichen Vorwurfs für zwei Wochen ihr Erscheinen einstellen müssen.

Vorwürfe gegen Erbakan

Die Staatsanwaltschaft des Staatssicherheitsgerichts forderte am Montag die Aufhebung der parlamentarischen Immunität des Vorsitzenden der islamistischen Wohlfahrtspartei, Necmettin Erbakan. Wie aus Justizkreisen in Ankara verlautete, werden Erbakan aufrührerische Parolen vorgeworfen. Erbakan hatte am 13. April erklärt, seine Partei werde ohne Zweifel die Macht übernehmen. Die Frage sei nur, ob dies mit oder ohne Blutvergiessen geschehen werde. Darüber werde das Volk entscheiden. Erbakan könnte wegen Aufstachelung zu Gewalt zu einer dreijährigen Gefängnisstrafe verurteilt werden.

Serie von Bombenattentaten

Istanbul, 16. Mai. (afp) Bei einem Anschlag auf den Nachtzug zwischen Istanbul und Ankara sind in der Nacht zum Montag zwei Personen, mög-

licherweise die Bombenleger, leicht verletzt worden. Nach Polizeiangaben explodierte zehn Minuten vor der Abfahrt des Zuges vom Bahnhof in Istanbul eine Splitterbombe in einem Wagen des sogenannten blauen Zuges. Der Sprengsatz sei mit einem Zeitzylinder versehen gewesen. Die Tat war nach Polizeiangaben bereits der zweite Anschlag auf den «blauen Zug» innerhalb einer Woche. Am Sonntag waren in der Türkei bei zwei weiteren Bombenanschlägen insgesamt 15 Personen verletzt worden. Betroffen waren nach Angaben der türkischen Nachrichtenagentur Anatolia ein Kino in der Stadt Elazig im Osten des Landes sowie ein Hotel im südtürkischen Adana.

(ap) Ein Mann, der nach Angaben der Polizei am Montag in der Toilette eines Postamts in Istanbul eine Bombe verstecken wollte, ist bei der vorzeitigen Detonation des Sprengsatzes ums Leben gekommen. Wer hinter dem misslungenen Anschlag steht, war nicht bekannt. Die Häufigkeit der Bombenanschläge in Istanbul hat in den letzten Tagen zugenommen. Allein am Samstag waren drei Sprengsätze explodiert. Zu diesen Anschlägen hatte sich die verbotene Kurdische Arbeiterpartei (PKK) bekannt.

Kurzmeldungen

Bombenanschlag auf armenisches Theater in Tiflis. Bei einem Bombenanschlag auf das Theater der armenischen Minderheit im Zentrum von Tiflis ist am Sonntag ein Kind ums Leben gekommen; weitere 16 Personen wurden verletzt. Die Detonation erfolgte nach Angaben des georgischen Innenministeriums kurz vor Beginn einer Kindervorstellung im nicht voll besetzten hinteren Teil des Zuschauerraumes. Georgiens Staatschef Schewardnadse hat den Bombenanschlag am Montag als staatsfeindlichen Terror verurteilt. (Reuter)

turkish daily news

Thursday, May 19, 1994

Turkey warns northern Iraqi Kurdish leaders

Ataman says Turkey cannot remain neutral if warring parties cooperate with the PKK

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey warned the northern Iraqi leaders that it could not remain neutral if either of the warring parties cooperated with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Turkey is closely monitoring the situation in northern Iraq and is concerned the clashes may become more widespread, according to Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman at his weekly press conference on Wednesday.

"Turkey will remain neutral. But, if there is any cooperation with the PKK this stance can not be preserved," Ataman warned. Ataman also said that there were no U.S. initiatives regarding Turkey's intervention in northern Iraq.

The United States voiced its uneasiness about the clashes in northern Iraq, Anatolia reported on Wednesday.

The United States is concerned that the clashes will strengthen

Saddam Hussein's position, political observers said in Washington.

Foreign Minister Hikmet Çetin said on Wednesday that there was no need for intervention in the dispute by neighboring countries. "The dispute has to be solved by discussion. There is already instability in the region and we do not want to add to it by regional countries intervening."

The Iraq Kurdish Islamic Action movement blamed Kurdish leader Jalal Talabani for the clashes saying that he is trying to prevent elections which are planned for this year, Anatolia reported.

Iraq Kurdish Islamic Action forces are deployed around the city of Halepje and along the border with Iran.

The fighting, between members of Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK), in northern Iraq, has been continuing for three weeks.

The KDP and PUK share power in a regional government established by the Kurds in northern Iraq when they gained control of the region, with western help, after the 1991 Gulf war. Last year the PUK was

involved in clashes with Iran-backed Kurdish Islamists.

Meanwhile a written statement from the office of Interior Minister Nahit Menteşe on Wednesday said the policemen identified as being involved in the beating of Salman Kaya would be prosecuted under article 245 of the Turkish Penal Code. The statement named the policemen who would face charges as Commissioner Mehmet Okur and police officers Miktad Budak and Stleyman Yalman.

It said these officials had been identified from video films of the incident.

Article 245 of the penal code covers abuses by civil servants and other officials working for the state.

Ankara says its ready to take its Kurds back

Turkish Daily News

ANKARA- Concerned with negative propaganda generated by the exodus of Turkey's ethnic Kurds into northern Iraq, Turkey voiced its readiness to accept them back.

The separatist terrorist organization can promise nothing but blood and tears, Foreign Ministry Spokesman Ferhat Ataman said in his weekly press conference on Wednesday.

Ataman said that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) had orchestrated the exodus as a publicity ploy. He noted that the PKK was staging a scenario to "deceive the foreign public" and present the displaced people as "Kurds escaping Turkish oppression."

"We hope our citizens, who have been deceived by the PKK, soon realize this plot. Turkey is a state ruled by law."

It is obvious that Turkey will do whatever it can for their resettlement and welfare, if they decide to return," Ataman said.

He also stressed that Turkish security forces did not intentionally harm inhabited areas. "The state is compensating those affected by the damages caused by attacks by the separatist organization."

Meanwhile, An official from the U.N. High Commission for Refugees (UNHCR) said 4,022 fugitives from Turkey's war with Kurdish militants had been counted since last week and more continued to cross the border, Reuter reported on Tuesday.

"We believe about 22-25 families are crossing every day," said one UNHCR official, who asked not to be named.

Closing the DEP is Not the Solution

The closure of political parties, which are one of the indispensable elements of democratic life, is the greatest obstacle placed in front of democracies.

The Democracy Party (DEP), which, from the day it was founded, has proposed a peaceful and democratic solution on the basis of equality to the Kurdish problem, and has supported solutions to other problems that are to the advantage of the people, is faced with closure in a manner that has no legal foundation and is based on a purely political decision.

This outdated approach means an affirmation once more of politics based on denial and violence.

The closing of the DEP means a preference for war over peace, of enmity over brotherhood, of militarism over democracy, of a lack of a solution over a democratic solution.

We call on everyone who supports peace, brotherhood, democracy and human rights to oppose the closing of the DEP.

Freedom for our deputies!

The placing of the people's deputies in prison which will go down in Turkey's political history as a judicial scandal, means placing chains on the popular will.

Putting the supremacy of the individual above the supremacy of the law means a denial of democracy. Preventing the arbitrary actions of the chief prosecutor of the State Security Court (DGM) will contribute to democracy, peace and brotherhood. The chief prosecutor of the DGM is effectively punishing our deputies by keeping them in prison for nearly three months without summoning them to court, even though their reports have been prepared and their immunities lifted so they could be questioned.

Giving up this unlawful understanding and summoning our deputies to court as soon as possible so they can regain their freedom will open the path in favor of brotherhood. We thank our people for their sensitivity to this question and call on officials to display the same sensitivity.

DEP



58 terrorists killed in the East

Turkish Daily News

ANKARA- Fifty-eight terrorists were killed in operations conducted in the East and the Southeast, the Anatolia news agency reported. The terrorists were reported to have been killed in Hakkari, Siirt, Şırnak, Batman, Bitlis, Bingöl and Van.

A group of terrorists attacked a village in Bitlis killing four people and setting three houses and a truck on fire. In Batman, a primary school headmaster, Sitki

Abdioğlu was killed during a shooting.

In Adana, an outlawed Dev-sol activist was killed in a clash with the police forces.

In Istanbul, five members of the outlawed terrorist organization were captured along with two rifles, four pistols, numerous bullets, various equipment and documents. One of the terrorists was reported to have received bomb training in Greece.

Jets bomb PKK camp in N. Iraq

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish jets on Wednesday bombed the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) camp at Zaleh in northern Iraq. Recalling that the Zaleh camp had been attacked by Turkish jets during a previous air raid on Jan. 28, an announcement by the press department of the general staff said that the separatist organization was regrouping in an effort to mount new terrorist attacks and for this reason a second air raid had taken place.

Turkey has periodically raided suspected camps used by PKK militants. It was the second time Turkish planes have attacked Zaleh camp, or any target so deep inside Iraq.

An earlier cross-border operation by the Turkish military against PKK camps caused a diplomatic stir when Iran protested the killing of Iranian villagers near the border. The Turkish government apologized.

Following the air raid in January, officials said that the separatists could not use the Zaleh camp, some 110 kilometers from the Turkish border, again. The camp, consisting of underground tunnels, caves, at least 21 buildings and dozens of tents, had been totally destroyed.

Hundreds of PKK militants were taken to Zaleh camp after they were driven from their bases in northern Iraq by Iraqi Kurdish forces and Turkish troops in October 1992.

Parliamentary inquiry proposal on the case of the kidnapped Diyarbakır native

Turkish Daily News

ANKARA- A request for a parliamentary inquiry has been submitted to the Speaker's office of the National Assembly, signed by the Democracy Party (DEP) deputies who are under arrest, an independent deputy formerly member of the DEP and some others. The proposed inquiry concerns the abduction and killing of Şerif Avşar in Diyarbakır.

The petition for the inquiry states that M. Şerif Avşar had been taken from his office by six people who had introduced themselves as village guards.

Despite pleas by his family to high officials, including the president, Avşar was not returned and his dead body was found some days later.

The deputies' proposal claims that the security forces are protecting the kidnapers.

The proposal was signed by Abdülmelik Fırat (Erzurum), Atilla Hun (SHP-Kars), Ziya Halis (SHP-Sivas) and the arrested DEP deputies Ahmet Türk (Mardin), Leyla Zana (Diyarbakır), Hatip Dicle (Diyarbakır), Orhan Doğan (Şırnak), Sırrı Sakık (Muş), Sedat Yuritaş (Diyarbakır), DEP Siirt deputy Naif Güneş and Abdülmelik Fırat(ex-DYP).

Jeune Afrique — 19 MAI 1994

Turquie / Tansu Ciller, Saddam et les Kurdes.

Une démarche turque embarrasse l'administration américaine : le gouvernement de Tansu Ciller a demandé que la frontière entre son pays et la zone kurde du nord de l'Irak — en principe contrôlée par l'ONU —



Le Premier ministre turc, Tansu Ciller.

soit hermétiquement fermée. Et sa menace est précise : ou bien les Occidentaux, c'est-à-dire en clair les Américains, empêchent le PKK de faire de cette zone une base arrière pour s'y approvisionner en armement et en équipement, ou bien,

s'ils en sont incapables, ils en rendent la responsabilité aux autorités irakiennes, ou bien encore, l'armée turque s'occupera elle-même du contrôle de la frontière. En réalité, le gouvernement mène une discrète mais active campagne aux Nations unies pour la levée des sanctions économiques contre l'Irak qui lui permettrait d'agir de concert avec les dirigeants de Bagdad pour la fermeture des voies de communication entre le PKK et la zone kurde d'Irak.

Libération - 19 mai 1994

MARC KRAVETZ

Génocide en coulisse

La Turquie est aussi un pays européen, membre du Conseil de l'Europe et aspirant à plus et mieux, voire une entrée glorieuse au sein de l'Union européenne. Un autre massacre s'y perpétue, un génocide lent mais implacable dont on ne peut dire qu'il est ignoré. De loin en loin, une information brève dans nos colonnes rappelle le martyre du peuple kurde de Turquie, même si à chaque fois, on s'y contente de chiffrer «le bilan de la violence» dans les provinces orientales turques, comme pour renvoyer dos à dos bourreaux et victimes. Cette violence donc, puisqu'ainsi on la nomme, a déjà fait près de 12 000 morts en dix ans. Des centaines de villages ont été rayés de la carte, des centaines de milliers d'habitants ont été déplacés, regroupés ou vivent dans la terreur permanente, sans oublier les milliers de détenus, les exactions quotidiennes, les tortures. Et cela se passe à nos portes, à peine plus loin que Sarajevo.

On ne l'ignore pas, mais il y a pire que l'ignorance. Il y a la volonté de ne pas entendre, de ne rien savoir, ou pire encore, quand nos dirigeants se font, par réalisme comme ils disent - affairisme serait plus juste -, les complices d'une guerre qui ne s'avoue pas et pourtant ravage des régions entières menaçant à la fois ce qui demeure de démocratie en Turquie et tout autant le fragile équilibre régional. Six parlementaires kurdes de Turquie sont en prison pour le seul motif d'avoir publiquement défendu les droits de

leur peuple. Pourtant, après M. Léotard, ministre de la Défense, M. Juppé, ministre des Affaires étrangères, s'est rendu à Ankara et pas plus l'un que l'autre n'y ont trouvé à redire.

Echanges de bons procédés, durant ces dernières semaines, des notables turcs ont visité Paris: Mehmet Gölhan, ministre de la Défense nationale dans la gouvernement de M^{me} Tansu Ciller et le président du Parlement de Turquie, Hüsamettin Cindoruk. Deux visites placées sous le signe de l'excellence des relations franco-turques.

Les affaires sont les affaires et on en comprendra mieux le sens quand on se souviendra que l'Allemagne, grand fournisseur d'armes de la Turquie, avait menacé d'interrompre les livraisons dès lors que ces armes étaient utilisées contre la population kurde. Ecoutons la réponse de M. Gölhan: «*La Turquie achète des armes là où elle veut. Notre coopération et nos relations avec la France se renforcent de plus en plus... Pour répondre à nos besoins en matière de radars mobiles nous nous adresserons à une firme basée en Turquie dans laquelle les Français ont une participation. Nous avons également un accord sur des systèmes d'artillerie de 25 mm. Nous avons conclu le marché pour l'achat de 20 hélicoptères Super Puma...*» Suivaient d'autres propos prometteurs sur les dragueurs de mines, les canons de 35 mm pour les blindés, la modernisation des avions F-4 et F-5 etc.

Ceci pour expliquer, s'il en était besoin, que lors de son arrivée à Ankara, M. Juppé se devait d'oublier le sort des parlementaires kurdes précisément jetés en prison ce jour-là. Et quand M. Cindoruk s'est à son tour rendu à Paris, son collègue Philippe Séguin ne semble guère avoir été plus curieux. Il n'y eut alors pour troubler un débat courtois que la députée socialiste des Deux-Sèvres, Ségolène Royal, laquelle on s'en souvient avait passé la nuit au Parlement turc quand y fut votée la levée de l'immunité parlementaire de ses collègues kurdes. Dans la presse turque, et pour ce seul fait, M^{me} Royal a été baptisée «l'amie des séparatistes».

On connaît la thèse officielle d'Ankara: il n'y a pas de «problème kurde» en Turquie où il n'y a d'ailleurs pas de Kurdes mais seulement des citoyens turcs et des «terroristes séparatistes».

Mehdi Zana par exemple. L'ancien maire de Diyarbakir, qui a déjà passé près de 15 ans dans les prisons turques, a été arrêté à Ankara la semaine dernière. Il ne sera pas même jugé, il le fut la veille de son interpellation et condamné alors *in absentia* à 4 ans de prison. Ce qu'on lui reproche? D'avoir dénoncé à l'étranger, en particulier devant la commission politique du Parlement européen, l'usage de la torture dans les prisons de son pays. Les faits incriminés remontent à septembre et décembre 1992. Pourquoi au fait a-t-il été jugé par contumace? Parce que paraît-il, les gendarmes turcs ne l'ont pas trouvé pour lui remettre la convocation du tribunal. Que faisait donc de tellement secret Mehdi Zana le jour de son jugement? Il était allé rendre visite à sa femme, la députée Leyla Zana, en prison.

THE INDEPENDENT

FRIDAY 20 MAY 1994

Turkish Kurds flee to divided brethren in Iraq

DIVIDED and vulnerable yet again, the Kurds are moving back into the Middle East's killing fields. A civil war is looming in northern Iraq, dozens of Turkish Kurd guerrillas are dying each day and refugees have started to trickle once more over the borders that separate their 20 million people.

The worst and least-noticed fighting was in south-eastern Turkey, where a Kurdish separatist insurgency has been steadily worsening since 1984. Security forces killed more than 100 guerrillas of the banned Kurdistan Workers Party (PKK) in the past 48 hours, official statements said.

Turkish warplanes also struck deep into northern Iraq, hitting the PKK base at Zaleh close to the Iranian border for the second time this year. Kurdish sources said there were no casualties.

Air strikes inside Turkey and anti-guerrilla actions around border villages have driven about 4,500 Turkish Kurds to take refuge in northern Iraq. Ankara claimed their flight was a rebel ploy to attract attention, but West-

ern diplomats said the majority were terrified refugees now needing help in temporary camps.

The movement of Turkish Kurd refugees started when Turkish security forces went on the offensive in early spring. It echoes the post-Gulf war events of 1991, when an offensive by Iraqi President Saddam Hussein forced 1.5 million Iraqi Kurds to take refuge in Turkey and Iran.

Western protection helped the Kurds return. For three years the population of northern Iraq lived in relative security under the air umbrella of Operation Provide Comfort. A transition from fragmented guerrilla factions to a democratic government began when the two main parties won almost equal votes in elections in 1992.

But this process has threatened to blow up this month as the two factions started to fight, virtually splintering the region of 3.5 million people into two, the western part controlled by the Kurdish Demo-

cratic Party (KDP), the east by the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), and the centre, including the regional capital, Arbil, contested between them.

Fighting in the central mountain resort town of Shaqlawa yesterday was triggered by the assassination in an ambush on Tuesday of a senior PUK leader, Hassan Chawestani, reports from inside northern Iraq said.

"This is not just pot shots. One side has installed anti-aircraft guns on one side of the valley and the other is setting up positions opposite," said Ben Cornwell of the Save the Children charity, which has been forced to suspend its village rehabilitation programme due to the fighting.

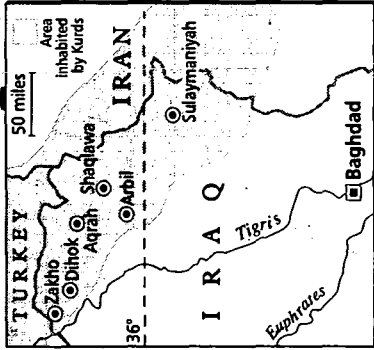
Aid workers were believed to be relatively safe. Relief agencies said that both sides were determined to respect the neutrality of foreigners in the region. The problem is that all foreigners travel with large armed escorts in case of attacks by

agents of Saddam Hussein, and roadblocks do not now allow easy passage to anybody with weapons. A row over a piece of land sparked the fighting. Diplomats and Iraqi sources say ambitious local PUK leaders provoked the battles while their leader, Jalal Talabani, was outside the country.

The Iraqi National Congress (INC), an organisation set up with covert Western support to unite the Iraqi factions fighting Saddam Hussein, has led talks to settle the dispute. The INC's military wing has even acted as a buffer force.

But nobody seems sure how to end the fighting, in which up to 200 people have been killed so far. Iraqi sources say Mr Talabani was hanging back in Damascus waiting for negotiating concessions. The KDP says he does not want fresh elections to sort out the political mess, although the PUK says he does.

"It's all causing a lot of harm to the Kurdish cause," said Latif Rashid of the PUK, blaming outside forces and pointing out that the autonomous Iraqi Kurdish entity



was being undermined by Turkey, Iraq, Iran and Syria. The region also suffers from the UN sanctions against Iraq and Baghdad's embargo against the Kurds.

The main factors responsible had to do with the economic situation, Mr Rashid said. "There is uncertainty, non-recognition by the outside world, a government without financial backing and an infrastructure in total ruins. It has caused a lot of popular distrust of the government and Saddam rewards people who cause conflicts."

Terrorism and foreign ties main issues of Cabinet meeting

Turkish Daily News

ANKARA- State Minister and Government Spokesman Yıldırım Aktuna said that Turkey was following effective policies in the struggle against terrorism and would soon obtain positive results, the Anatolia news agency reported on Thursday. At a Cabinet meeting which was presided over by Prime Minister Tansu Çiller and lasted for approximately two and a half hours priority was given to the issues of terrorism and foreign relations.

Aktuna, who made a statement following the meeting, said that Interior Minister Nahit Menteşe had given information about the struggle against terrorism and the results arrived at so far. Aktuna said: "It has been determined that the government's decisiveness in the struggle against terrorism, the effective measures taken and the resolute moves made have led to a considerable deterioration in the logistic power of the organization as well as a considerable loss of militants, resulting in a great loss in moral on their part, which in turn led the way for many militants to flee the organization or to surrender and that they fear coming face to face with the security forces.

"The security forces will effectively continue their operations both within Turkey and abroad until the organization is totally wiped out."

Aktuna also said that Foreign Minister Hikmet Çetin had given information on the latest developments regarding Cyprus and Azerbaijan.

Answering a question, Aktuna said that the issue of Ankara Police Chief Orhan Taşanlar's reinstatement had not come up at the meeting. In answering another question, he told reporters that it was a known fact that the separatist organization was forcing the Kurdish-origin people living in the Southeast of Turkey to immigrate to northern Iraq and that it was trying to create the image that it was actually the Turkish state which was forcing them to flee the country. He said that the organization would not be able to achieve anything by undertaking such endeavors.

Responding to a question about the number of terrorists that had been killed or captured, Aktuna reminded the press that one decade of the struggle against terrorism which started in 1984 had ended and said that the 50th government would present a diagram of the struggle from 1984 onwards to the public on its first anniversary. He added that this diagram would include the results achieved in the

struggle against terrorism, the number of terrorists who were killed and the number that turned themselves in, the number of clashes, the regional differences and characteristics.

Maintaining that an effective stage in the struggle against terrorism had been reached, Aktuna said that Justice Minister Seyfi Oktay had reported that while the number of imprisoned terrorists was 900 in 1991, this figure had gradually risen to 7,000.

In answering a question, Aktuna said that the issue of whether or not to lift the emergency rule had not been discussed at the meeting.

Interior Minister Nahit Menteşe also answered reporters' question after leaving the Cabinet meeting. When asked whether or not the Social Democrat People's Party (SHP) had reacted to the reinstatement of Taşanlar to his post, he said, "Why should this give way to reaction? Isn't this a state governed by the rules of law? The requirements of this kind of state will be followed accordingly."

Meanwhile, speaking at the graduation ceremony of the Elazığ Police Academy, Emergency Rule Region Governor Ünal Erkan noted that the security forces were delivering the terrorist organization one blow after another and said that the whole issue would be over and done with by the end of this year, adding that it was out of the question for an illegal organization which suffered losses of 100-150 daily to survive. Noting that the number of militants fleeing from the organization had increased, Erkan maintained that the number would continue to rise. He said: "Those who are on the wrong track have no choice but to turn away from it. The repentance law is a big opportunity for those who say, 'I have repented, I am turning away from the wrong path.'

"Our security forces are carrying out their duties in all corners of our country, rain or shine, mountains or hills, even if they know that it may cost them their lives. All of our citizens are aware of these facts. The terrorist organization loses up to 50-60 militants a day. These figures represent those who are captured during the operations carried out by the security forces. The real figures are even higher.

The organization is trying to conceal its losses so as to make it seem as if its losses are small. However, no matter how hard it may try to hide the reality, it is diminishing. Just as snow cannot resist the heat, so too, the terrorists cannot last against the security forces."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MAY 20, 1994

2 Factions Of Kurds Battle in North Iraq

By Caryle Murphy
Washington Post Service

CAIRO — Fighting between the two main Kurdish parties in the United States-protected haven of northern Iraq erupted again on Thursday, dampening hopes of ending three weeks of clashes that have cost up to 400 lives, Kurdish and Western diplomats said.

The conflict is an ominous sign of worsening conditions in Iraqi Kurdistan. It could escalate into more general fighting, providing a pretext for military intervention by neighboring countries like Iran or Turkey, and denting international support for the two-year Kurdish regional government.

Attempts by an Iraqi opposition group, the Iraqi National Congress, to mediate between the two Kurdish parties — which both have heavily armed militias — have so far failed. And tension appears to be rising between the two leaders, Jalal Talabani and Massoud Barzani, with each side blaming the other for the fighting.

The situation appears made worse by the absence of Mr. Talabani, who is in Damascus. It is unclear why he has not returned to

Kurdistan. Associates said Mr. Talabani was trying to set up security arrangements for his return.

United Nations and Western relief workers who are trying to ease the economic crisis among the Kurds have had to restrict their movements because of the fighting, a diplomat said.

"We are trying desperately to bring it under control," a Kurdish politician outside Kurdistan said.

"I am embarrassed," he said. "I thought we had put this all behind us. It's miraculous we did not have more of this. But this doesn't excuse it. No winner can come out of this. Only Saddam can win."

The United States and its allies established a "no-fly zone" for Iraqi planes and declared parts of Iraqi Kurdistan off-limits to Iraqi military ground forces at the end of the 1991 Gulf War to protect the Kurds after their failed uprising against President Saddam Hussein of Iraq.

The United States also supported the Kurds 1992 election of a regional government, run jointly by the two parties, as an example of local democracy.

The fighting has alarmed ordinary Kurds, who staged several demonstrations protesting it, Kurdish and Western sources said.

"The average man in the street is extremely concerned," a Western source said, "because he believes that unity among the Kurds is an essential part of their retaining regional autonomy in this part of Iraq."

The first clashes broke out on May 1 after a dispute over land at a village called Khaldizeh left a few members of both parties dead. In an indication of the volatility of the situation, the incident soon led to

armed clashes between Mr. Talabani's Patriotic Union of Kurdistan and Mr. Barzani's Kurdistan Democratic Party.

Sporadic fighting has occurred in Sulaimaniyah, Dohuk and Shaqlawa, leading to 100 to 150 deaths, according to Kurdish officials quoted by Reuters.

But a diplomat in the area reached by phone estimated the death toll at around 400. Most are armed Kurdish fighters, he said, adding that civilian deaths have been minimal.

Earlier this week, both parties agreed to let armed forces of the congress take control of key installations and checkpoints in Irbil, seat of the regional Kurdish self-government, the diplomat said.

The Iraqi National Congress' executive leader, Ahmed Chalabi, who is stationed in Iraqi Kurdistan, has been trying to negotiate a truce. But "it seems that political decisions are not filtering down or are not accepted at the field level," one diplomat said.

The fighting comes as neighboring Turkey is conducting a major military operation against its own Kurdish insurgency. As part of this campaign, the Turkish Air Force mounted a bombing raid into Iraqi Kurdistan against a camp of the Kurdish Workers' Party on Wednesday.

The same day, a Turkish Foreign Ministry spokesman, Ferhat Ataman, said his country "is neutral" in the Iraqi Kurd clashes "and takes care to remain so."

"However," he said, "it will not maintain this neutrality if either of the fighting sides cooperates" with the Turkish Kurds.

L'Humanité - 20 mai 1994

KURDISTAN IRAKIEN.
Les combats qui ont opposé au début de ce mois deux factions rivales kurdes d'Irak, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani), ont fait une centaine de morts, indique-t-on de source onusienne.

Le Monde - 20 mai 1994

ALLEMAGNE : quatre Länder décident de ne plus expulser de Kurdes. — Les Länder de Sarre et de Basse-Saxe ont annoncé mercredi 18 mai leur intention de ne plus prendre de mesure d'expulsion à l'encontre de Kurdes, jusqu'à nouvel ordre, en raison de l'aggravation de la situation dans le sud-est anatolien de la Turquie. La veille, le Schleswig-Holstein et la Rhénanie-Palatinat avaient pris la même décision pour une durée de six mois. Ces quatre Länder sont gouvernés par le Parti social-démocrate (SPD). — (AFP.)

Impressions from the Southeast by Sabah reporters

Turkish Daily News

ANKARA- Sabah reporters Cengiz Çandar, Hasan Cemal, Ramazan Öztürk and caricaturist Salih Memecan gave their impressions of a visit they made to south-east Turkey in a series of articles which appeared in the newspaper.

They reached the conclusion during their trip, which included Diyarbakır, Cizre, Silopi, Idil and Habur, that the outlawed "Kurdistan Workers' Party (PKK) had been subdued. The reporters emphasized nine points. They said:

"It is certain that the PKK has been greatly damaged in the region. It is clear that there has been a decrease in terrorism and that the organization has been subdued. It can be seen that the PKK pressure on the people has lessened. The people of the region have begun to turn towards the state.

They can go out at night without running into any danger. For a few months now, there have been no 'harassing shots' at night. Security forces are much more dominant in the region. The feeling that things are going fine has spread among the police and the soldiers. The villagers used to be scared of the PKK, now they are afraid to break the laws of the state."

Despite these remarks, they had to add the postscript that all these did not mean that the PKK had been destroyed and that the region was totally peaceful, but that there was partial peace under the shadow of arms.

Cengiz Çandar said: "It can be seen that the damage caused to the PKK contributed to the atmosphere of security. It can be seen that for the first time in a long while the initiative has shifted from the PKK to the state.

Mines... These have become the main weapon of the PKK, which has been greatly damaged by the military in the rural areas. Mining and bombing incidents in the cities are other signs of the PKK's losses in the rural areas."



"As a result of this, security on the highways has been established to a great extent. Unal Erkan (the Emergency Rule Region governor) can now say that the Diyarbakır-Elazığ, Diyarbakır-Bitlis and Diyarbakır-Urfa highways are open. The Emergency Rule Region governor prefers to avoid exaggeration and talks cautiously. He said that he could not say the same for the Mardin-Dargeçit route, as there was still a possibility that it could be mined because it is merely a dirt road. He pointed out the need for the highways to be asphalted.

"Mines... These have become the main weapon of the PKK, which has been greatly damaged by the military in the rural areas. Mining and bombing incidents in the cities are other signs of the PKK's losses in the rural areas."

Regarding the reasons for the decrease in the PKK's effectiveness in the cities, Çandar said: "They point towards the Cudi district in Tepeyamacı. The main fort of the PKK is said to be there and in the Sur district. As these districts have been evacuated, the balances there changed and the establishment of control by the village guard has been realized."

Erkan, speaking about the issue to Çandar, said: "Even though the emigration has certainly affected the situation, it should be added that it was not only the PKK supporters who left the city. There are as many as 60,000-70,000 people living in Cizre."

Çandar continuing his assessment, said: "Do not judge the situation by hearing only what the soldier who is about to go back home says. They would say that the PKK

had emigrated but is now returning. There is not one single individual who is returning. The Cudi and Sur districts are deserted. We go there on search operations and find many houses completely empty. Why have they emigrated?"

One high ranking security official explained honestly: "Because of pressure from the police and the village guards..." It was said that after 6 or 7 in the evening no one could go out, even the security forces. It was possible to patrol the city only in armored vehicles. But even this was said to be risky because of the PKK's RPG 11 anti-tank rockets. The situation is the reverse now. The people can stay out until 10 at night. How should this be interpreted though when you consider that two-thirds of the population has left the city? "A great majority of Cizre's population has gone to Mersin, Adana, and Ceyhan, as is the case for Ildil and 20 other districts. It is a possibility that Mersin could become one of the problem cities in Turkey if precautions are not taken. "The only thing that can be said so far is that the state has managed to gain power over the PKK thus taking the initiative. The natives of the region show their respect towards the stronger side. Have the people been won over? That is a point worth discussing..."

Güneydoğudan dönen SABAH ekibinin ortak değerlendirmesi

SABAH

PKK sinmiş!

9 Tesbit

Türkiye'nin üstüne son birkaç yıldır kabus gibi çöken bölücü terör meselesinin çözümünde yeni bir aşamaya gelindiği açıkça görülüyor

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7
- 8
- 9



NINE POINTS

- 1 It is certain that in the region the PKK has been damaged greatly.
- 2 It clear that the separatist organization has been weakened and is in retreat.
- 3 PKK pressure on the local people has decreased.
- 4 People have started to turn towards the state.
- 5 People can go out at night without fear.
- 6 Random shooting has stopped.
- 7 The security forces have increased their dominance in the region.
- 8 The belief that the situation is improving has strengthened among the security forces.
- 9 The villagers' fear of the PKK has been replaced by respect for the laws of the state.

In the second part of his article, Çandar said: "Do not feel satisfied with what you see, do not believe what you hear. It is true that the PKK has been taken under control, but there still are helicopters in the sky, armored vehicles in the cities and towns, heavily armed 'Rambos' and unemployed, hopeless people in the streets. These cannot be the signs of peace and normal scenes in a country. No concrete results can be achieved unless Ankara assumes its duties."

Çandar also commented on Idil. "Half of the population of Idil has left the city, as is the case everywhere. Idil's case is different though. There is a movement towards Hezbollah from the PKK. According to some, the dominance of the Democracy Party (DEP) would be noticeable if the state oppression were lifted. There is a lot of political activity going on and no one seems to be able to take control of the situation... The greatest puzzle of the Southeast lies beneath these paradoxes." Çandar ends his articles by saying that it was now time to "win the peace" in the Southeast. "The PKK problem could be abolished or be reduced to bearable proportions, but the main problem, the problem of the Kurds will still remain. The issue will then take a dimension that exceeds the boundaries and the authority of the Emergency Rule Region Governor's Office. Using 'terrorism' as an excuse to delay taking steps will no longer be justified..."

"The PKK was present even when the economy of the Southeast was thriving. The PKK is not directly related to the state of the economy in the region. Even though there is a certain relation, between the deterioration of the economy and the PKK's region of activity and its resources, this relation is not direct. Consequently, the improvement of the economy would not be sufficient. The core of the problem lies in the recognition of the Kurdish identity and the fulfilling of the needs of 'Constitutional Citizenship.' The military success against the PKK, instead of taking away the need for a political solution, on the contrary, increases it.

Only then will all these efforts, all the suffering, end in a definite and lasting solution..." Another Sabah reporter, Hasan Cemal, made similar comments on the situation. Cemal stated that during the operations launched in April, having soldiers settled in the area for a while contributed greatly to causing the PKK great losses. Cemal said: "According to the information given by Governor Ünal Erkan, great accomplishments have been achieved in the cleansing of the mountain. There is a sufficient number of forces. We have developed technically. As the organization was damaged and the state has showed its power, the flow of information on the organization speeded up. The Army is able to remain in rural areas for a long time. In this way, the organization faces difficulties in finding

shelter. It is hard pressed because it has to move constantly. It cannot obtain the support it needs. The Army is then able to pursue it continuously.

"There are presently 150,000 soldiers, 15,000 police officers and 2,500 special police team members in the region. The number of special teams, which are mainly located in Diyarbakır, Şırnak and Hakkari, is increasing rapidly. It can be seen that the PKK has been damaged and is retreating. It is obvious that it is losing ground. There are signs that the psychological strength factor is in the state's favor. "According to a high ranking official, the bitter prescription put into practice by the state beginning with the Newroz of 1992 has begun to show results. A bitter prescription that includes many methods that could be criticized. It can also be called the power of the state or showing that toying with the state has a price... The outcome of this is that the people who are caught between fear of the state and fear of the PKK have turned towards the state. "A PKK sympathizer said in Diyarbakır: 'It is true, the nights have been calm in Diyarbakır for a while... This is only a temporary retreat... For the protection of the staff...' The PKK is being made to retreat. That is a fact. But to say that it was abolished would not reflect reality. "The organization could be reduced to a small insignificant organization by the end of the year. Abolishing it is out of the question," said Erkan.

"The PKK cannot be overcome within a day. According to official data, there are 4,000 to 5,000 activists in the mountains. It is estimated that there are 2,000 PKK activists in northern Iraq, 1,000 in Iran and 400 to 500 in Syria. Five thousand activists are in prison. Even these numbers are enough to show that the task is not a short-term one."

Cemal also stated that as the Habur border gate had been closed, the economy of the region was going through a hard period of time, pushing unemployment up and ruining truck drivers. Cemal said that the only hope for the people of the region is the border gate. He added that the state concentrates only on the struggle against the PKK.

"The issue will not be solved merely by overcoming the PKK, the problem of unemployment also remains to be solved. The dominant view in the state is that 'The problem would be solved when economic prosperity is established after the terrorist organization and its hopes of separatism have been destroyed. Cultural rights are mere fantasy! There is no Kurdish problem, but only a problem of terrorism.'

"In the past, the existence of 'Kurds' was denied. Now what is being said is that the Kurds exist but not their problem. Thus, the whole weight is put on a military solution. The problem does not have only two dimensions. The issue of Kurdish identity should be added to the destruction of the organization and improvement of the economy.

"The only way to solve the problem is, not just recognizing it, but doing what is necessary to solve it. This should be done for both humanity and democracy as well as for the good of Turkey. Otherwise, the problems will continue. Whenever I visit this region, I see the same problem. The state can protect its unity. But the Kurds ought to have the right to develop their culture in the way they desire as citizens of Turkey. They ought to be given the right to found their own party with the condition of rejecting violence. The official language would remain Turkish, but they ought to be given the right to be educated in Kurdish. They ought to be able to watch and listen to programs in their own language.

"Pro-Kurdish doctrines should not be considered crimes. Violence and racism could remain crimes, but the shame of crimes of expression should be ended. Beşikçi, Başkaya, Ökçuoğlu and Ünal İnan should be saved from the cells they were put in just because they wrote books. It is necessary to think calmly. We should be able to draw the line between terrorism and the problem of the Kurds. We should also be able to draw the line between terrorism and human rights problems. The anti-terrorist struggle should not prevent us from taking positive steps regarding the latter issue. Otherwise terrorism could decrease but the Kurdish problem would escalate.

"If Turkey wishes to improve its economy and democracy and to achieve peace both within and outside its borders, it needs to think broadly. The problem lies in making the notions of democracy and human rights a part of our way of thinking instead of just a part of our way of speaking."

Ramazan Öztürk, giving interesting anecdotes in his article, recounted what all reporters in the region face: "As a reporter I had the chance to take photographs that bear witness to the present situation in Cizre, Silopi and Idil as they are reflected on the streets.

Without being scared! Because Ünal Erkan was with me. Even though some special team officers came up to me and whispered in my ear, 'You have been taking far too many photos of us; be careful and be thankful to Mr. Erkan.' The people that I wanted to talk to cut the conversation short by saying:

'What could I tell you? Newspapermen know more than anyone.' Was that because there really was nothing they could say or because they were afraid of the officers who were with us?"

The caricaturist Salih Memecan described what has happened in his own way. And the point that the whole Sabah group agreed on was that the Kurdish problem would not be over even when the PKK is weakened and the only way to solution passes through democracy and the recognition of the Kurdish identity."

Turkish Probe May 20, 1994

13

Eyes Turn to N. Iraq

The reports are conflicting and there is no precise account of what is actually going on in northern Iraq.

But it seems that the two main Kurdish groups in the region -- the Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Masoud Barzani, and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Jalal Talabani -- have been engaged in sporadic clashes since the beginning of May.

Accounts of the casualties incurred by the sides in the clashes are also contradictory and range from just a few hundred to nearly 3,000.

While the Iranian News Agency (IRNA) recently quoted KDP sources and put the casualty figure at 2,800, the chairman of the Iraqi National Turkomans Party, Muzaffer Arslan, told reporters in Ankara last week that the figure was exaggerated. Another Turkoman leader, Riyaz Sarikahya, who heads the Iraq Turkomans Union Party, told reporters in Ankara on Tuesday that the casualty figure in the fighting between the KDP and the PUK stood at a minimum of 1,000.

A member of the Central Committee of the Iraqi Kurdistan Islamic Movement, Mamustan Molla Sadik, for his part, told reporters in Tehran on Tuesday that 1,400 people had died from the PUK camp alone.

Those who know the region say that tensions have been simmering between the Barzani and Talabani groups for months, if not years, and that it was just a matter of time before violence erupted.

For the moment, the facts indicate that the clashes started after a banal dispute over a small patch of land between a member of the KDP and a member of the PUK in the town of Qala Diza.

While KDP sources say the PUK member fired the first shot killing a KDP commander, PUK sources say it was a member of their group that was killed first.

Whoever started it, the tension over the incident in Qala Diza is said to have spread rapidly to neighboring towns and from there to other parts of northern Iraq.

Reporting from the region after the fighting appeared to have subsided last week, Agence France Presse said that following the clashes, northern Iraq had been virtually divided into two -- along the East-West axis -- into a KDP sector and a PUK sector. Naturally enough there were hardline quarters in Turkey who were watching these developments with some sense of satisfaction because they appeared to confirm the prejudice that the Iraqi Kurds have not yet acquired the necessary political maturity to administer themselves.

Sober minded officials, however, were more concerned about the practical implications of these developments and what they meant for an already volatile region.

The first question that came to mind in this context was, of course, what the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which is waging a bloody separatist war in southeast Anatolia, would make of all this.

The first assumption was that the instability would provide the PKK with flexibility to operate in the region. Especially in the sector held by the PUK, whose leader, Talabani, has always given mixed signals about his relationship with this group (unlike Barzani who is known to have little sympathy for it). This assumption was followed by another one; namely that it was likely that the PUK and the PKK would enter into some kind of an alliance against the KDP -- which they both despise -- and this alliance would be detrimental to Turkey.

There were also those who suggested that Barzani would be pushed into Turkey's fold. This, they said, would provide Turkish security forces -- who frequently engage in cross border operations in northern Iraq in pursuit of PKK militants -- with new options in its war.

There were also some suggestions that Barzani would similarly be pushed into cooperating with Iran. Tehran may not have much love for the KDP leader, but it despises Talabani for the manner in which he was instrumental in crushing pro-Islamic Kurds just a few months ago.

There is no doubt that Iran, like Turkey, is also watching developments in northern Iraq with alarm. After all, its own separatist Kurds, under the banner of the Iran Kurdistan Democracy Party (IKDP), may also take refuge there. Iran's concern was made apparent on Monday when Tehran sent a high-level envoy, Deputy Foreign Minister Alaaddin Burujerdi, to Ankara with a message from President Hashemi Rafsanjani to President Süleyman Demirel about the situation in northern Iraq. While in Ankara, Burujerdi, who was also received by Foreign Minister Hikmet Çetin, held consultations on developments in northern Iraq with high-ranking Turkish officials.

Diplomatic analysts say that Syria may also want to join in the talks in the coming days because it is another country closely concerned with northern Iraq.

At any rate, the three countries have a consultative mechanism on northern Iraq which they set up at the end of 1992 and which has met numerous times since then.

The latest developments in the region seem to also vindicate a prevalent view in Ankara that in spite of elections in northern Iraq and an attempt at self administration by the Kurds, the basic authority vacuum, which is costing Turkey so much, has not been overcome.

Many believe one important reason why it has not been overcome is the PKK presence there, which, in real terms, is alien to northern Iraq. ■

Le Monde — 20 mai 1994

TURQUIE

M^{me} Ciller propose un programme de « démocratisation » et de « restructuration » du pays

La tourmente économique dans laquelle la Turquie se débat depuis le début de l'année a débouché sur une véritable crise politique qui menace le gouvernement de coalition dirigé par Tansu Ciller et a poussé celle-ci à proposer, mercredi 18 mai, un programme de « démocratisation » et de « restructuration » du pays.

ISTANBUL

de notre correspondante

M^{me} Ciller a dévoilé mercredi un programme de « démocratisation et restructuration », contenant plusieurs amendements à la Constitution promulguée en 1982 par le régime militaire. Ces mesures, considérées comme une concession aux partenaires sociaux-démocrates de la coalition en contrepartie de leur soutien au plan d'austérité, prévoient notamment la levée de restrictions qui, jusqu'à présent, empêchaient les universitaires et les étudiants de participer à la vie politique et limitaient l'action des syndicats. Le droit de vote sera abaissé à dix-huit ans et plusieurs projets de loi nécessaires à l'union douanière avec l'Europe seront déposés.

En revanche, le programme, trop timide pour satisfaire les associations des droits de l'homme, ne fait qu'une référence indirecte aux droits culturels des douze millions de Kurdes. « Tous les obstacles légaux et les restrictions auxquelles sont confrontés nos citoyens dans l'expression libre et le développement des caractéristiques de leur identité ethnique, culturelle et linguistique

seront traités dans le cadre de l'unité nationale », a déclaré M^{me} Ciller, ajoutant que les réformes étaient destinées à tous les citoyens turcs et qu'il n'était pas question de faire des distinctions ethniques.

L'annonce de ces mesures témoigne de la volonté de M^{me} Ciller, harcelée et critiquée de toutes parts au cours des dernières semaines, de reprendre l'offensive. La délégation du Fonds monétaire international (FMI), au terme de deux semaines de travaux, a indirectement contribué à lever quelque peu la pression en annonçant qu'un accord pourrait être signé prochainement.

« Des objectifs ambitieux »

Le FMI s'est déclaré impressionné par « la haute qualité technique de la préparation du programme », dont les mesures sont « compatibles avec leurs objectifs ambitieux ». Mais la situation de M^{me} Ciller est loin d'être confortable. Jusqu'à présent, son plan d'austérité, dévoilé début avril, n'avait pas suffi pour convaincre les Turcs que la reprise économique était à leur portée. Les fluctuations erratiques de la devise nationale et de la Bourse témoignent de l'insécurité qui persiste sur les marchés.

Au sein même de son propre parti, le DYP, le premier ministre est confronté à une forte opposition, qui souhaite se débarrasser des sociaux-démocrates, partenaires minoritaires du gouvernement, pour s'allier avec l'ANAP, l'autre parti de centre droit. Mais le dirigeant de ce parti, Mesut Yilmaz, a clairement

indiqué qu'une telle alliance était exclue tant que M^{me} Ciller serait au pouvoir.

La TUSIAD, le patronat turc, a aussi critiqué sévèrement Mme Ciller, lui attribuant la responsabilité de cette crise, qui a déjà causé la fermeture de trois banques et une chute importante de la production industrielle. Au cours des dernières semaines, M^{me} Ciller avait subi plusieurs défaites et son gouvernement semblait menacé. Elle a dû notamment se séparer de son principal conseiller économique, Osman Unsal.

La presse a également publié récemment une conversation téléphonique interceptée, au cours de laquelle le premier ministre révélait son intention de maintenir à son poste pour une année supplémentaire le chef de l'état-major, le général Dogan Güres, jusqu'ici son principal allié. M^{me} Ciller avait fait de la lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) un élément essentiel de son programme, donnant carte blanche au général Güres.

Les déséquilibres de l'économie

Les forces de sécurité affirment actuellement être sur le point de venir à bout du PKK, après avoir intensifié leur pression sur le Sud-Est anatolien et lancé une offensive de printemps des deux côtés de la frontière turco-irakienne. Mais, en dépit des succès militaires attribués par M^{me} Ciller au général Güres, les projets révélés par la presse ont causé un tollé — notamment de la part du président de la République Souleiman Demirel, qui semble être

entré en campagne contre M^{me} Ciller — et ont dû être abandonnés.

Divers scénarios visant au remplacement de M^{me} Ciller circulent dans les cercles politiques et les milieux d'affaires. Tous, cependant, se heurtent au même problème : l'absence de figure charismatique capable d'inspirer au pays la confiance nécessaire pour surmonter les difficultés. Dès lors, à court terme au moins, M^{me} Ciller, qui a déjà fait à plusieurs reprises la preuve de sa ténacité, devrait se maintenir au pouvoir par défaut, profitant du vide perceptible dans tous les partis, à gauche comme à droite.

Les semaines à venir seront cruciales. Certains diplomates et bon nombre d'investisseurs occidentaux affirment que l'économie, malgré des déséquilibres flagrants, est fondamentalement saine et que son potentiel de développement demeure important. Ils ont probablement raison, mais rares sont les Turcs qui, confrontés à des difficultés immédiates, peuvent se permettre le luxe d'une vision à long terme.

Pour les salariés qui tentent de joindre les deux bouts face à une inflation qui a atteint 107,4 %, pour les industriels qui doivent rembourser des crédits en devises étrangères avec une monnaie qui a perdu près de 60 % de sa valeur depuis janvier, et pour les dizaines de milliers d'employés qui perdront leur emploi lorsque certaines entreprises devront fermer, le bout du tunnel semble encore loin.

NICOLE POPE

Twenty-nine US senators accuse Turkey on 'Cyprus tragedy'

Turkish Daily News

WASHINGTON— Twenty nine U.S. Senators have written a letter on May 13 to President Bill Clinton singling out the Turkish side as the party responsible for the collapse of the recent proximity talks on Cyprus in Vienna. All the Senators in question, with the exception of Pressler and D'Amato, are liberal Democrats.

The senators said they were "very disappointed that the efforts of the United Nations and the United States to move the Cyprus tragedy toward a settlement were again

significantly set back by a lack of agreement from the Turkish side."

The fact that the Senators in question passed such a judgement on the Turkish side without even waiting for the release of the United Nations Security Council report on the recent talks (expected on May 23) raised questions in the minds of some Turkish American observers on the motivation behind and the amount of goodwill involved in the letter sent to Clinton.

In an attempt to be evenhanded, the letter stated that all parties were hurt by a lack of solution. "For 20 years the division of Cyprus has repeatedly caused serious problems for United States interests in the region.

Tremendous damage continues to be done also to the interests of Greek-Cypriots and Turkish-Cypriots, as well as to the countries of Greece and Turkey by the current situation in Cyprus. We believe it is important to all of us that the Cyprus problem be brought to a just settlement as soon as possible."

As a solution, the Senators urged Clinton to get involved personally. "The recent Cyprus set-

tlement process and its breakdown is very similar to that of many previous efforts which were undertaken at comparable levels within our government. It is our belief that an even greater personal involvement on your part is the only hope for a just settlement in Cyprus. We encourage you to undertake such a major role on this matter," the Senators concluded and added that "we will do whatever we can in the Senate to support you in this effort."

When TDN last week learned from Greek-Cypriot sources that President Clinton was asked to send his own personal envoy to Cyprus in addition to (or possibly to replace) the U.S. State Department's special coordinator Ambassador Robert Lamb, a State Department spokesperson flatly denied the report. This recent letter once again confirms that there indeed is a general sentiment evolving in Greek-Cypriot circles and the U.S. Congress for Bill Clinton to get involved personally to broker a solution to the Cyprus problem.

The U.S. Senators who signed the letter to Clinton are as follows: Barbara Mikulski (D-MD), Claiborne Pell (D-RI), Edward Kennedy (D-MA), Joseph Biden (D-DE), Dale Bumpers (D-AK), Paul Sarbanes (D-MD), Daniel Patrick Moynihan (D-NY), Dennis DeConcini (D-AZ), Larry Pressler (R-SD), Bill Bradley (D-NJ), Alfonse D'Amato (R-NY), Frank Lautenberg (D-NJ), Paul Simon (D-IL), Tom Harkin (D-IA), Charles Robb (D-VA), Joseph Lieberman (D-CT), Paul Wellstone (D-MN), Harris Wofford (D-PA), Dianne Feinstein (D-CA), Barbara Boxer (D-CA), Carol Moseley-Braun (D-IL), and Russell Feingold (D-WI).

Latest developments in the PKK's war

By Sinan Yılmaz

Turkish Daily News

ANKARA- The operations launched by the Turkish Armed Forces against the outlawed PKK (Kurdistan Workers' Party) on April 12 are still being intensified. Large-scale clashes have taken place on mountains such as Cudi and Gabar and in the towns of Uludere, Beytüşşebap, Çemişgezek, Pülümür and Nazimiye. Despite reports that operations by the security forces have severely damaged the PKK, it is noteworthy that the organization is continuing with its activities in several regions of Turkey. The problem is that no sound

information can be obtained from either the PKK or the Army.

According to information obtained from PKK sources, the organization has declared the Uludere district of Şırnak a "pilot area," concentrating its activities there in the near future.

Another of the organization's decisions, which may cause great difficulties for Turkey in the future, concerns arming the ERNK (Kurdistan National Liberation Salvation Front) wing of the PKK which is claimed to have a staff of some 300,000. This figure might be an exaggeration, but it is certain that the number of members could be in the hundreds of thou-

sands. Until very recently, ERNK members have not been involved in violence, conducting only political and propaganda activities. However, recently ERNK members have started to play a part in certain activities in the cities.

Thousands of unarmed Kurds living in cities have ERNK member status. This means that any Kurd that one knows or meets in the street might be a member of the organization.

There is no way of finding out for sure. In addition to this, thousands of Kurds whose villages were burnt down and who were forced to emigrate to various cities such as Mersin, Adana, Istanbul and Ceyhan should also be taken into consideration.

If the situation is such, almost all regions of Turkey are destined to become another Şırnak, Diyarbakır or İdil. In fact, the

decision made by the PKK "to form activist teams in the body of the ARGK (Kurdistan Liberation Peoples' Army) and the ERNK in order to shift the war deep into Turkish territory and to escalate the events there," confirms this view.

We could also say the possibility exists that no such developments might take place for the time being. It has already been mentioned that the PKK was waiting for the final outcome of European countries' demands for a political solution to the matter. There were reports that the PKK's leader, Abdullah Öcalan, was taking precautions to prevent activities like the destruction of villages and killing of civilians which deviate the PKK's image toward that of a terrorist organization, as he expects the outcome of these political actions to be arrived at soon. It was also said that the radical wing of the organization put pressure on the leader to review this decision if these results were not obtained within a certain time limit. It is unknown when this time limit will expire. There have been predictions of serious commotion within the organization. Another decision made by the organization relates to the unification of the Kurds in their "country."

An action was launched to bring Kurds living abroad back to Turkey. It was reported that this decision was evaluated positively by the Kurds in Germany and a decision was made for the return, at certain intervals, of those not facing any legal obstacles. We had stated before that 1994 would be a year of great accomplishments in solving the Kurdish problem and a mile stone. We had said the state had reached a dead end and was thus unable to achieve further results. The state put all its power

into a military solution to the problem. In the same way, the PKK also concentrates on an armed solution.

There is no change on the Turkish front. Recognition of certain rights for Kurds and the realization of their economic development are still on the agenda. The core of the issue remains untouched. One of the main reasons for the crisis is the problem of the Kurds and the war that has lasted for years.

It is very clear that there is only one way toward a solution. The recognition of the Kurdish identity and the democratization of Turkey. This cannot be achieved by preparing economic packages and making speeches.

This can only be achieved by changing the mentality and determining the meaning of modern democracy. The politicians need to put their minds to solving the problem of democracy, since every one needs it.

Turkey criticizes German federal states on PKK

Turkish Daily News

ANKARA- The Turkish Foreign Ministry said on Thursday that Ankara welcomed the decision of the German government to hand over supporters of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) "who had not hesitated in breaking German law."

The Federal Government had decided to expel the PKK supporters who in past months had engaged in violent demonstrations in which police were injured and property damaged.

In a written statement issued on Thursday the ministry said talks were underway between the two governments on this subject and added that it expected agreement soon.

The statement added that Turkey regretted the efforts of some German federal states to prevent the extraditions. But it expressed "belief" in the German justice system and that country's resolve in combatting terrorism.

Germany's opposition Social Democrats (SPD), gearing up for an election challenge to Chancellor Helmut Kohl in October, were pushing on Thursday for a national ban on deporting the PKK sympathizers to Turkey.

SPD leaders head governments in nine of Germany's 16 federal states.

Kohl's centre-right government, which has made a priority of slashing an influx of foreign refugees since German unity in 1990, denounced the opposition plan.

"The government believes that this is an invitation (to refugees) to come to Germany in greater numbers," Kohl's spokesman Dieter Vogel said.

Each of the states can only pass such a ban for six months on their own authority, but a majority of states could put strong political pressure on Bonn.

Vogel, in a statement after the cabinet meeting on Thursday said Interior Minister Manfred Kanthers had also objected to the efforts of the federal states dominated by social democrats. Social Democrats, who are in opposition in Bonn, claim that sending Kurds home would put them in danger of torture or execution by Turkish authorities battling Kurdish separatists in the country's southeast. Turkey has denied that this is the case.

Five of the nine SPD-led states said this week they would stop deporting Kurds, whose applications for political asylum had been rejected, letting them stay in a kind of legal limbo. The push came from the west German states of North Rhine-Westphalia; Schleswig-Holstein, Lower Saxony, Saarland and Rhineland-Palatinate, whose premier Rudolf Scharping is SPD national chairman.

Scharping is also the SPD candidate for chancellor challenging Kohl in national polls on October 16. Kohl's interior minister, Manfred Kanther, accused Scharping and the SPD of wrecking a government-opposition deal from last year to speed up both processing of asylum applications and deportation of rejected cases.

That deal was part of Kohl's drive to cut the number of refugees seeking asylum, who were resented by many Germans and became frequent targets of neo-Nazi attacks.

Kanther said Kurds must be deported and noted that a Berlin appeals court had ruled on May 10 that Kurds persecuted in south-eastern Turkey could still find safe haven in other parts of the country.

That view was criticised on Thursday by the German chapter of the international human rights group, Amnesty International.

« En Turquie, il n'y a que des Turcs »...

L'extermination silencieuse des Kurdes

Douze mille morts au moins. Depuis douze ans, sous couvert de lutte contre le terrorisme, le gouvernement turc mène une lutte implacable contre les « Turcs des montagnes », le terme retenu pour jamais nommer les Kurdes. Depuis l'arrivée au pouvoir de Soleyman Demirel et du Premier ministre

Tansu Ciller, depuis ces derniers mois surtout, la guerre a pris un tour implacable. Opérations militaires, enlèvements, assassinats, villages rasés, la Turquie, cette éternelle candidate à l'Union européenne, viole allègrement les droits de l'homme, ne reculant devant

rien pour mener à bien ce véritable « nettoyage ethnique ». Venu dans l'Ouest pour attirer l'attention sur la véritable tragédie que vit son peuple, Ali Yigit, député kurde de la circonscription de Mardin, au Kurdistan, a bien voulu répondre sans détour à nos questions.

La Marseillaise
22 mai 1994

société, paysans, commerçants, notables, intellectuels, journalistes.

Le gouvernement turc affirme que le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) n'en a plus pour longtemps après les coups que vient de lui porter l'armée turque. Qu'en pensez-vous ?

Je pense que c'est faux. Au contraire, la guerre s'est intensifiée. Le Parti des travailleurs du Kurdistan voit ses rangs s'étoffer. Il y a deux ans le PKK avait 30 000 combattants. Il en aura 50 000 avant la fin de l'année. La guerre ravage aujourd'hui tout le Kurdistan. Ces dernières semaines l'armée turque a chassé 30 000 personnes vers le Kurdistan du sud (NDLR : l'Irak). Leurs villages ont été rasés. Si la communauté internationale ne fait rien pour elles, cet été, ce sera la catastrophe.

« Cette guerre concerne tout le monde »

Ali Yigit, vous appartenez au Parti de la démocratie (DEP) issu du Parti travailliste du peuple (HEP), connu pour ses sympathies pour la cause kurde. Pourquoi ce changement d'appellation ?



Philippe Chérel

De gauche à droite, Ali Yigit, député de Mardin, et Felemez Basboga, président départemental du Parti de la démocratie à Istanbul.

Le HEP a été fondé en juin 1990 par des Kurdes. Aux élections législatives de 1991, il a obtenu 18 députés. D'abord allié au Parti populaire social démocrate (HSP) qui participait au gouvernement, il a rompu avec ce dernier en avril 1992, parce que le gouvernement intensifiait ses opérations au Kurdistan. Un an plus tard, le HEP était d'ailleurs interdit. C'est pourquoi, nous, les députés du HEP nous avons fondé le Parti de la démocratie, le DEP. Nous luttons pour la reconnaissance des droits du peuple kurde en tant que peuple en Turquie.

Cela vous a-t-il coûté cher ?

Très cher. Soixante-quinze de nos responsables et militants ont été assassinés et parmi eux notre collègue député Mehmet Sincar. Nous ne sommes donc plus que 17. Des milliers de nos membres ont été arrêtés, torturés et emprisonnés. Des dizaines de permanences du DEP ont été attaquées et saccagées. Et notre secrétaire général a échappé de justesse aux tuteurs du régime : cinq balles dans le corps. Cela s'est passé à moins de 50 mètres d'un commissariat.

Était-ce mieux du temps du président Turgut Ozal, mort il y a un an ?

Le climat était moins tendu. Après la mort d'Ozal, le Conseil national de sécurité créé par la Constitution de 1982 a repris les choses en main et relancé la guerre contre les Kurdes. Le chef de l'État, Soleyman Demirel n'a aucun pouvoir en ce domaine. Le Premier ministre Tansu Ciller

n'en a pas davantage. L'un et l'autre suivent les directives du Conseil national de sécurité. Quand elle est arrivée au pouvoir, Mme Ciller a dit dans son premier discours : « Il y a une question kurde ; il faut résoudre ce problème-là. L'état-major a aussitôt réagi. Alors, dans son second discours à la nation turque, Mme Tansu Ciller a rectifié le tir en déclarant : « Il n'y a pas de problème kurde ; il y a un problème terroriste. » Tansu Ciller, il faut le savoir, ce n'est qu'une image destinée à séduire et à tromper l'Europe sur la nature véritable du pouvoir en Turquie. Comme disait déjà Mustafa Kemal, « en Turquie, il n'y a que des Turcs. »

En tant que député kurde, vous sentez-vous menacé ?

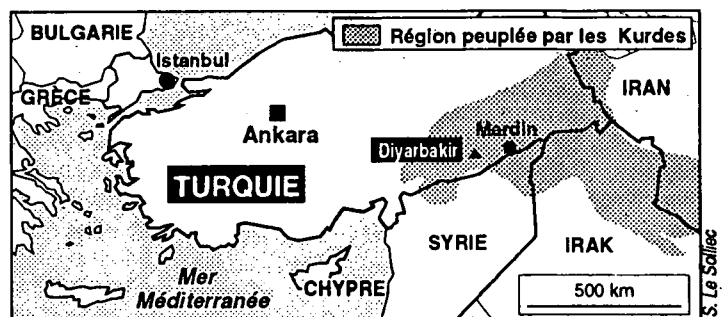
A la Grande assemblée (NDLR le Parlement monocaméral), nous sommes constamment sur le qui-vive, à la merci de la première provocation, ce qui a valu à six des nôtres la perte de leur immunité parlementaire et l'incarcéra-

tion. Dans nos circonscriptions, c'est pire. Nous recevons constamment des menaces de mort par lettre et par téléphone. Les soldats que nous croisons nous insultent. En mars, les escadrons de la mort m'attendaient à mon retour à Mardin. Je leur ai échappé parce que ce jour-là, je n'étais pas dans ma voiture mais dans celle du maire. Nos conditions de travail sont épouvantables. Au Kurdistan, plus de 900 villages ont été détruits par l'armée. Plus de 2 000 civils ont été tués. Dans toute les classes de la

Comment vous aider ?

Il faut constamment sensibiliser l'opinion à ce qui se passe aux portes de l'Europe, par la faute d'un pays d'Europe. Il faut obliger les gouvernements occidentaux à ne plus vendre d'armes à la Turquie. Car ces armes sont utilisées contre les Kurdes. L'Allemagne lui a vendu pour plus de 20 milliards de francs de matériel de guerre. La France n'est pas en reste non plus. C'est avec ses hélicoptères Puma que l'aviation turque attaque et bombarde nos villages et pourchassent les populations dans les montagnes. Si la communauté internationale décide un embargo sur les armes, alors la Turquie sera contrainte au dialogue. Voilà des mois que le PKK se dit prêt à observer un cessez-le-feu. Des mois qu'Ankara repousse toute idée de trêve, tant les autorités turques sont persuadées que la solution du problème kurde ne peut être que militaire. Voilà pourquoi, pour moi, le problème kurde concerne l'humanité tout entière.

Recueilli par Michel de CARNÉ.



24 Heures - 19 mai 1994

L'Irak, éternel bouc émissaire du Conseil de sécurité

L'ONU semble compenser ses frustrations en s'acharnant sur Bagdad.

Le Conseil de sécurité a renouvelé hier l'embargo qui frappe l'Irak depuis août 1990, comme il le fait désormais périodiquement tous les deux mois. Un



PAR
Guido OLIVIERI

vote qui était pour l'heure sans suspense, puisque Washington a déjà fait savoir que les sanctions ne seront pas levées cette année, prise de position qui confine à l'acharnement, les Américains n'ayant manifestement pas encore accepté que leur «victoire» ne se soit pas soldée par la chute de Saddam Hussein.

Washington, suivi par Londres, justifie cette attitude en estimant que Bagdad est loin de s'être conformé aux multiples résolutions de l'ONU. Mais cette rigidité est de moins en moins partagée

par les autres membres du Conseil, Pékin, Paris et Moscou jugeant que le moment est désormais venu de reconnaître que l'Irak a accompli certains progrès, en particulier dans le domaine du désarmement. Ce qui devrait permettre, moyennant une reconnaissance ferme du Koweït, de commencer à assouplir progressivement l'embargo, notamment sur le pétrole et d'ouvrir, soit dit en passant, un assez fabuleux marché.

Ce dossier pose d'ailleurs une question générale. En empêchant l'Irak de vendre son pétrole, la communauté internationale contribue aux difficultés de la population civile. Médicaments, pédiatrie en particulier, ne sont en effet pas frappés par l'embargo, mais hors de prix où indisponibles pour une population ruinée par l'embargo; Saddam, qu'il n'est évidemment pas question de soudain sanctifier, préférant investir les fonds limi-

tés dont il dispose pour son armée...

Quels critères?

Surtout, la guerre du Golfe devait permettre l'établissement d'un «nouvel ordre international». Non seulement on est loin du compte, mais l'on se demande comment l'ONU peut expliquer une telle rigidité alors que mardi elle refusait de laisser l'OTAN riposter contre des tirs sur Tuzla, qu'en Haïti les militaires font plus que jamais ce qu'ils veulent, que Pyongyang continue à narguer le monde tandis qu'hier huit avions militaires turcs bombardaient un camp du PKK en Irak du nord... où l'ONU protègent les Kurdes contre Saddam! Certains peuples méritent-ils d'être «onusiennement» affamés alors que des factions, ou pis, des gouvernements, peuvent faire ce que bon leur chaut? Si tel est le cas, il serait intéressant de savoir sur la base de quels critères.

G. OL. □

Iraq Used Toxic Arms in War, Report Says

The Associated Press

WASHINGTON — There is strong evidence that Iraq attacked U.S. troops with chemical weapons during the Gulf War, spreading contaminants that have sickened thousands of Americans, according to a congressional report.

Exposure to chemical and possibly biological agents during the war was widespread, Senator Donald W. Riegle Jr., a Michigan Democrat, said Wednesday in releasing the report.

Mr. Riegle, in hearings of the Banking Committee he chairs, demanded that the Pentagon make public all information on chemical exposures and do more to help sick veterans.

"I've seen our government lie to us before in other war situations," he said in a room filled by veterans, some crippled by illness. "This is not going to be an issue that gets swept under the rug."

But Edwin Dorn, undersecretary of defense for personnel and readiness, said the Pentagon had concluded that Iraq did not use chemical or biological weapons during the war and that there were no conclusive reports of troops having symptoms caused by exposure to chemical or biological warfare agents.

"There were no confirmed detections of any chemical or biological agents at any time during the entire conflict," he said.

The 160-page report lists more than a dozen incidents where American troops appear to have been exposed to chemical agents, mainly from rocket attacks.

It also says that, contrary to Pentagon claims

that nerve-agent levels detected by the Czechs and other allies during the war were not harmful, monitoring equipment picks up nerve agents only when levels are 1,000 times higher than what is deemed to be hazardous.

Senator Sam Nunn, Democrat of Georgia and chairman of the Senate Armed Services Committee, said Wednesday that while detection equipment would have picked up only a large-scale chemical attack, a low-level chemical attack "could have occurred."

"I certainly would not dismiss it," he said.

"There are too many people who have served in the Gulf who are now experiencing some severe problems to dismiss it," he said. "It certainly could have happened."

The report includes testimony from 30 Gulf War veterans who say that apparent Iraqi missile attacks were followed by the sounding of chemical-agent detectors, the air filling with fumes and burning sensations on their skin.

Almost all are now suffering from the debilitating symptoms of what has come to be known as Persian Gulf syndrome.

"There are multiple witnesses to what appear to be best explained as

chemical or mixed-agent attacks," the report said. It said that symptoms appeared "simultaneously with alarms going off" and missile attacks.

Mr. Riegle said his yearlong investigation included interviews with 600 American soldiers, many of whom corroborated reports of chemical exposures.

The report said that in addition to direct attacks, there appear to be three other primary sources of exposure:

- Fallout from coalition bombing of Iraqi chemical and biological warfare plants. Visual and thermal satellite imagery confirms that fallout during the air and ground war moved to the southeast, toward American forces.

- The administration of nerve-agent vaccines to troops, some which act in a manner similar to the actual agent.

- Continuing contact with Iraqi prisoners of war.

The Pentagon and the Veterans Affairs Department have launched several programs to register sick veterans, study their symptoms and search for treatment. But while they acknowledge that the illnesses are real, they say there is no evidence of a single cause.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
Published Daily, The New York Times and The Washington Post

Paris, Thursday, May 26, 1994

The Guardian - 25 May 1994

12 INTERNATIONAL NEWS

Two years after a euphoric election in northern Iraq, Kurdistan's two ruling parties are at each other's throats. A small incident might trigger all-out conflict, **Leslie Plommer** and **Jonathan Rugman** write

Civil war threatens Kurdish self-rule

IRAQI Kurdistan is on a hair-trigger, fearful that the next factional spark will unleash a civil war which the region's government — its authority destroyed by party rivalries after exactly two years in existence — could not stop.

Reports from northern Iraq say the fragile ceasefire between peshmerga militias is being sustained only by intensive daily negotiation.

The tension follows a sudden outbreak of fighting earlier this month, which left up to 300 people dead and profoundly shook the Kurdish area, declared a "safe haven" under allied aerial protection from Baghdad after the Gulf war.

So far is the rift from being healed between the two antagonistic government parties — Jafar Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Massoud Barzani's Kurdistan Demo-

cratic Party (KDP) — that Mr Talabani is refusing to return to Kurdistan from Syria.

"The experiment in [Kurdish] self-rule has failed," said a non-Kurdish mediator involved in the unremitting negotiations to prevent new fighting. The only hope, he added, lay in the enhanced stature of the Iraqi

from both sides are reported to want the INC to take a bigger role in governing the region.

While a local land squabble apparently set off the original fighting, the conflict springs from the failure to resolve the longstanding divide between clans associated with Mr Talabani and Mr Barzani.

A complicating factor appears to be the possibility of a split within Mr Talabani's PUK as shown by the role in the fighting played by the defence minister, Jabar Farman.

Complaints about him had been growing since he led an attack last December in which more than 300 Islamic militants

their party and criticises excesses on both sides. "He was about to be sent on leave for three months. Then the land dispute happened, and he struck", moving in to support one side, while his forces also murdered 28 KDP supporters.

Several leading members of the PUK support the ceasefire

his safety cannot be guaranteed in the KDP-controlled area on the Syrian and Turkish borders.

He is insisting that only an escort led by Mr Barzani will induce him to come back, but the KDP leader believes this would make him look a suppliant.

The two places most at risk of becoming the next flashpoint are the road between Irbil and the PUK stronghold of Sulaymaniyah, and the central mountain resort town of Shaqlawa.

Bronwen Lewis, the field director of Save the Children in northern Iraq, said the aid organisation's work around Shaqlawa had stopped completely because of the risk to local staff. "The PUK are sitting on the hills with anti-aircraft guns and the KDP are on the next range of hills beyond that," she said.

The government is close to being an empty shell. The experiment in self-rule has failed . . . party interests have prevailed on both sides in this whole sorry affair'

National Council (INC), the coalition of Kurdish, Shi'ite and Sunni groups opposing President Saddam Hussein's Baghdad government.

The INC is playing a crucial role in negotiations, and its mainly Shi'ite militiamen are acting as peacekeepers between the KDP in the west and the PUK in the east. Moderates

For the past year, their parties have been clawing power back from the government they formed after the euphoric elections in May 1992. The latest conflict has left the government close to being an empty shell.

"Party interests have prevailed on both sides in this whole sorry affair," the mediator said.

were killed and the headquarters of the Islamic Movement in Irbil ransacked. He is also thought to have been involved in an incident where about 60 Iraqi soldiers were killed.

"Farman had been asked by the KDP and PUK to leave the defence post because of [what happened] last year," said the mediator, who belongs to nei-

and are apparently at odds with Mr Farman. What remains a mystery is whether the defence minister is a maverick or is acting with the support of Mr Talabani.

The United States air force is reported to be ready to fly Mr Talabani to the Iraqi border town of Zakho or the Turkish town of Silopi, but he has said

Im Nordirak kämpfen Kurden gegen Kurden

Mehrere hundert Tote in den letzten zwei Wochen - Irakisch-Kurdistan ist nun ein zweigeteiltes Gebiet

In der Uno-Schutzzone im Norden Iraks bekämpfen sich seit gut zwei Wochen die zwei grössten kurdischen Parteien, jene von Massoud Barzani (KDP) und jene von Jelal Talabani (PUK). Immer wieder muss sich die Bevölkerung in Irakisch-Kurdistan vor Iraks Diktator Saddam Hussein fürchten, und nun droht auch noch die Gefahr aus den eigenen Reihen. «Dieser Krieg ist eine Schande, was werden die Menschen in der Welt von uns halten», sagte eine Kurdin der TA-Mitarbeiterin, die sich zurzeit im Nordirak aufhält.

■ VON CRISTINA KARRER,
ARBIL / NORDIRAK

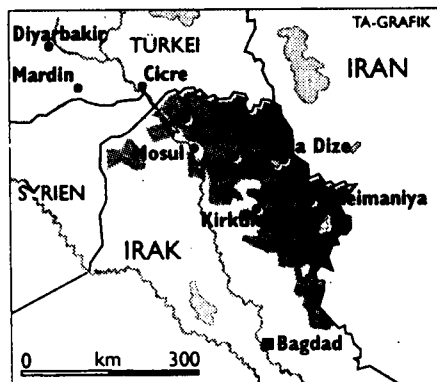
Gekommen waren über hundert islamische Geistliche. Alle trugen sie schwarze, lange Röcke, auf den Köpfen sasssen schwarz-weiße Turbane. Wie eine «schwarze Welle» rollten sie kürzlich an diesem sonnigen Tag durch die Hauptstrasse der kurdischen Stadt Salahadin im Nordirak, hin zum Hauptquartier von Parteichef Massoud Barzani, um ihm ihre Bestürzung kundzutun.

Doch die Geistlichen hatten die unschönen Geschehnisse ebensowenig stoppen können wie jene rund 33 000 Menschen, die ein paar Tage später in Arbil einen Friedensaufruf unterschrieben und an Massoud Barzani sandten. Im irakischen Kurdistan - in der Uno-Schutzzone, die dem Schutz der kurdischen Bevölkerung vor den Truppen Saddam Husseins dienen soll - ist erneut ein Krieg ausgebrochen. Um die Macht kämpfen die zwei grössten kurdischen Parteien im Nordirak: Die Demokratische Partei Kurdistans (KDP) von Massoud Barzani und die Patriotische Union Kurdistans (PUK) von Jelal Talabani, der zurzeit im Ausland weilt.

Streit um Land löste den Konflikt aus

Den neusten Kämpfen vorausgegangen war ein Streit zwischen KDP- und PUK-Leuten in Qala Dize, einer Stadt im Nordosten von Irakisch-Kurdistan. Es ging um Land. Aus dieser privaten Fehde wurde plötzlich eine politische Affäre gemacht. Während KDP-Chef Massoud Barzani nach Qala Dize telegrafierte, die Auseinandersetzung müsse umgehend gestoppt werden, schickte die PUK Truppen hin.

Gemäss unveröffentlichten Berichten von im Nordirak tätigen Uno-Mitarbeitern hat die PUK in der Folge die in den Landstreit verwickelten KDP-Anhänger gefangen genommen und umgebracht, insgesamt 23 Männer. Ein weiterer Schlichtungsversuch von Massoud Barzani wurde von der PUK missbraucht: «Die PUK lud hochrangige KDP-Mitglieder zu einer Sitzung in ihr Büro ein. Währenddessen griff sie das KDP-Hauptquartier an und tötete die meisten dort Anwesenden», heisst es in einem Uno-Bericht.



Auch in den folgenden Tagen unterschrieben die Streitparteien in Salahadin einen Vertrag nach dem anderen, doch die PUK brach alle Abmachungen, massierte Truppen und verschob sie von Osten nach Westen und übernahm sämtliche Hauptquartiere der KDP, die trotz allem an der Order festhielt, nicht anzugreifen. Über den KDP-Funk konnte die sprachkundige TA-Mitarbeiterin mithören, dass sich empörte Peshmergaführer über dieses Schiessverbot beschwerten. Doch die Antwort aus Salahadin lautete immer: «Nein, wir wollen keinen Krieg.»

Als sich dann einige hundert Menschen, die in Arbil für Frieden demonstrierten, dem Jugend- und Studentenzentrum der KDP näherten, begannen die auf den Hausdächern stationierten PUK-Kämpfer in Richtung des Jugend- und Studentenhauses zu schiessen. Vom Dach dieses Gebäudes, auf dem sich zufälligerweise die TA-Mitarbeiterin befand, wurde kein Schuss abgegeben. Erst nachdem die PUK zwei Drittel von Irakisch-Kurdistan besetzt hatte und kurz davor stand, mit Shaklawa das letzte Städtchen vor Salahadin - dem Hauptquartier von Massoud Barzani - zu erobern, entschied sich der KDP-Chef, Truppen in Richtung Shaklawa zu schicken.

Zweigeteilter Nordirak

Seit anderthalb Wochen ist nun Irakisch-Kurdistan zweigeteilt, durch eine von Norden nach Süden führende Linie mit Ausbuchtungen nach West und Ost. Das seit drei Jahren von den Kurden kontrollierte Gebiet umfasst die Provinzen Dohuk, Arbil, Sulaymaniyah sowie einen Teil von Kirkuk. Momentan ist Dohuk unter der Kontrolle der KDP, Sulaymaniyah sowie Kirkuk sind von der PUK besetzt. An gewissen Gebieten der von der PUK kontrollierten Provinzen wird noch immer gekämpft. Für Arbil, den mittleren Distrikt, konnte mit Hilfe des INC (Irakischer Nationalkongress), dem Zusammenschluss der irakischen Opposition, eine Art Waffenstillstand ausgehandelt werden. Seither werden dort die meisten Checkpoints, die in diesen Tagen in ganz Irakisch-Kurdistan zuhauf errichtet wurden, von bewaffneten Männern des INC zusammen mit unbewaffneten Kämpfern von PUK und KDP kontrolliert. Die Spannung ist in diesem Distrikt aber nach wie vor am grössten. Jeder misstraut jedem.

Am meisten entspannt hat sich die Lage in der westlichen Provinz Dohuk, wo kein Schuss fiel. Die PUK ergab sich, nachdem ihre politischen Gefährten die KDP-Hauptquartiere in der östlichen Stadt Sulaymaniyah überfallen hatten. In der Nähe von Zakho bestehen aber nach wie vor zwei bewaffnete PUK-Checkpoints. Und in der Provinz Sulaymaniyah ist die Angst unter KDP-Mitgliedern noch immer gross. Der unterdessen in der Stadt Salahadin freigelassene Vizegouverneur denkt nicht, nach Sulaymaniyah zurückzukehren. Und Familien, von denen man hört, ihre Männer seien von der PUK ver-



Die Rivalen: PUK-Chef Jalal Talabani ...



... und KDP-Führer Massoud Barzani.

(Bilder: Camera Press/AP)

schleppt worden, wagten es nicht, die TAMitarbeiterin zu treffen. Eben erst freigelassene Gefangene, die der KDP nahe stehen, erhielten von der PUK eine Bescheinigung, auf der es kleingedruckt heisst: «Ist nur gültig während der nächsten 6 Tage.»

Schon lange Spannungen zwischen PUK und KDP

Angesichts der Spannungen, die zwischen der PUK und der KDP seit längerem herrschen, und angesichts der Tatsache, dass hier jeder Mann mindestens ein Gewehr besitzt, forderte der neuste Krieg bis anhin verhältnismässig wenig Verluste. Gut 300 Tote sind zu beklagen, exakte Zahlen über Verletzte existieren nicht. «Doch jeder Tote ist zuviel», sagt Fatim, eine Kurdin aus einem Lager bei Arbil, deren Mann vor elf Jahren auf Saddam Husseins Befehl verschleppt worden war. «Dieser Krieg ist eine Schande. Was werden die Menschen in der Welt von uns halten», fügt sie hinzu und spricht damit aus, was viele denken.

Dass es soweit kam, erstaunt allerdings die wenigsten. Sowohl PUK wie auch KDP sind seit einiger Zeit unzufrieden mit der hälftigen Aufteilung der Ministerien, die nach dem Resultat der Wahlen von

1992 eingeführt wurde. Dass wichtige Entscheide stets sowohl von einem PUK wie auch einem KDP-Mitglied getroffen werden mussten, hatte den Vorteil einer gegenseitigen Kontrolle. Andererseits wurden so Entscheidungen hinausgezögert und Verantwortungen gegenseitig aufeinander abgeschoben.

Beide Parteien begannen von der Notwendigkeit nochmaliger Wahlen zu sprechen. Dazu wird es in absehbarer Zeit jedoch kaum kommen, denn alles, was nach Demokratie aussah, brach zusammen wie ein Kartenhaus. Von der Regierung blieben bloss noch der Premierminister und sein Vize übrig, die nicht nur nebeneinander wohnen, sondern auch gemeinsam alle Verträge zwischen den beiden Parteien unterschreiben. Das Parlament löste sich in unterschiedlich zusammengesetzte Gruppen auf.

Das Parlamentsgebäude, bis vor zweieinhalb Wochen ein Symbol einer einigermassen funktionierenden Demokratie und das Ziel jedes ausländischen Besuchers, ist entgegen der Bestimmungen der letzten Vereinbarung von der PUK umstellt worden.

Im Basar, also im sogenannt einfachen Volk, kursiert seit einigen Monaten ein Witz: «Eine alte Frau schläft. Vor ihrem

Haus beginnen Schiessereien. Sie wacht auf und fragt: «Was ist denn los, mit wem streitet die PUK schon wieder?» Wer die Geschichte der Partei Jalal Talabani kennt, kommt nicht umhin zu bemerken, dass es in den letzten drei Jahren fast immer die PUK war, die Streit mit den anderen kurdischen Parteien suchte. Ein Kampf mit der islamischen Partei Ende 1993 forderte über 200 Tote. Auch damals hatte sich Jalal Talabani im Ausland befunden.

Schürt Talabani die Auseinandersetzungen?

Die Frage stellt sich, was die PUK will und warum. Die meisten Mitarbeiter ausländischer Hilfsorganisationen, die auch die Partei Massoud Barzani des öfteren kritisieren, sind sich einig, dass die PUK seit den Wahlen von 1992 an politischem Einfluss verloren hat. Möglicherweise schürt Talabani die neusten Auseinandersetzungen, um allfällige Neuwahlen gewinnen zu können.

Uno-Mitarbeiter sagten dem TA in Sulaymaniya: «Als die PUK Ende letzten Jahres mit der islamischen Partei zu kämpfen begann, war Talabani im Ausland. Jetzt ist er wieder dort. Das ist zu-

mindest auffällig. Wenn er jetzt kommt, wird er sicher sofort Frieden herstellen. Dann steht er als grosser Versöhner da. Barzani hingegen, der seine eigenen Leute am Schiessen hinderte, hat Punkte verloren.»

Laut Mitgliedern kleiner kurdischer Parteien, die Jelal Talabani seit Jahren kennen, erträgt dieser es nicht, wenn er verliert. «Er meint den politischen Verlust aufhalten zu können, indem er eine Aufteilung Kurdistans militärisch erzwingt», sagt ein Parteimitglied. «Für uns und das kurdische Volk ist dies jedoch inakzeptabel.»

Jelal Talabani weilte bis vor wenigen Tagen in Damaskus, zurzeit befindet er sich in Teheran. Laut Mitgliedern seiner Partei ist er bis jetzt nicht in den Nordirak gekommen, weil er ab der syrisch-irakischen Grenze durch KDP-kontrolliertes Gebiet hätte reisen müssen. Doch sogar Massoud Barzani persönlich war auch

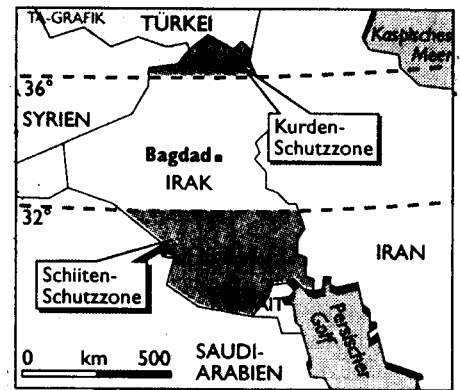
INC-Vertreter, und die Uno hätten ihn dort abgeholt und sicher nach Salahadin gebracht.

Dem Ruf der Kurden geschadet

Ob Talabanis innenpolitische Rechnung aufgehen wird, ist zu bezweifeln. Es zeigte sich in den Reihen der PUK in den letzten Tagen eine gewisse Nervosität. Die PUK-Kämpfer haben einige besetzte Gebiete bereits wieder verloren. Dem langsam aufgebauten guten Ruf der irakischen Kurden sind solche Ereignisse nicht förderlich. Die Kurden scheinen wieder, was man ihnen seit Karl May nachsagte: kämpferisch und unberechenbar.

Doch das kurdische Volk im Nordirak hat nicht nur seinen Ruf im Ausland verloren. Wer weiss, wie lange es dauert, bis wieder ein einigermaßen stabiles Gleich-

gewicht hergestellt sein wird? All jene Zehntausende von Menschen, die erstmals seit 18 Jahren nach den langen Kriegswirren in ihre Dörfer zurückkehrten, einmal mehr ihre Häuser aufbauten, werden wohl noch einige Zeit im Zustand politischer Lähmung leben müssen.



Das Wohlfühlen für die Kurden schwindet

Behinderungen für die Uno-Projekte – Interview mit Uno-Koordinator Clarry

■ MIT STAFFORD CLARRY*
SPRACH CRISTINA KARRER

Welche konkreten Aufgaben hat die Uno im Nordirak?

Im Unterschied zu den hier tätigen privaten und nichtgouvernementalen Organisationen, den sogenannten NGOs, arbeiten wir flächendeckend. Viele unserer Aktivitäten betreffen die öffentliche Infrastruktur wie Wasserversorgung oder Abfallentsorgung. Zum Beispiel sind wir zuständig für die Wasserversorgung sämtlicher Grossstädte und zahlreiche Wasserprojekte in den Dörfern. Dazu kommen die Lebensmittelverteilung an insgesamt rund 700 000 Menschen, medizinische Hilfe für Spitäler, Malariainpfkampagnen usw.

Vor zwei Wochen sind im Nordirak neue Kämpfe ausgebrochen, diesmal zwischen den beiden grössten kurdischen Parteien. Welche Konsequenzen hat dies auf die Uno-Programme?

Auf einige Programme wirkt sich das verheerend aus. Generell gilt, dass alle

Projekte verzögert wurden, wir konnten uns ja während einiger Tage gar nicht ins Feld begeben. Überdies: Da die türkischen Lastwagenfahrer aufgrund der unsicheren Verhältnisse keine Nahrungsmittel mehr über die Grenze transportierten, mussten wir die Lebensmittelverteilung in den Distrikten Sulaymaniya und Arbil einstellen. Langfristig gesehen haben vor allem die Verzögerung der Rinderpestkampagne sowie eines Pestizidprogrammes grössere Folgen.

Wie hat denn die Uno auf diese neue Situation reagiert?

Wir haben mit beiden Parteien regelmässig Kontakt, informieren uns über stattfindende Kämpfe, damit wir unsere Mitarbeiter und die NGOs auf dem laufenden halten können. Unsere Bewegungsfreiheit ist nach wie vor eingeschränkt. Unser Auftrag ist die humanitäre Arbeit, diese versuchen wir weiterhin so gut wie möglich zu machen. Ich habe den beiden Parteien aber auch klar gemacht, dass wir nach dem Aufstand

von 1991 hierher geschickt worden sind, um die Kurden gegen äussere Feinde zu schützen. Diese relative Sicherheit, welche durch die Präsenz der Uno im Kurdengebiet geschaffen worden ist, dürfen die Kurden jetzt nicht missbrauchen, um sich gegenseitig zu bekämpfen.

Wie schätzen Sie denn persönlich die Auswirkungen dieser Kämpfe auf das internationale Ansehen der im Nordirak lebenden Kurden ein?

Es war für uns schon jetzt sehr schwierig, Gelder für unsere Programme zu erhalten. Irakisch-Kurdistan ist ein vergleichsweise kleines Gebiet mit nur 3,5 Millionen Einwohnern. Es gibt weltweit noch viele andere Länder, die finanziell unterstützt werden müssen. Insofern haben sich die Ereignisse der letzten beiden Wochen bereits sehr negativ auf das Wohlfühlen der internationalen Staatengemeinschaft ausgewirkt.

* Stafford Clarry ist Uno-Koordinator für die Sicherheit im Nordirak sowie der Delegierte vor Ort für die Uno-IRCU (Iraqi Relief Coordination Unit)

CSCE: Pentagon should monitor use of US arms against civilians in Turkey

Hoyer amendment to H.R. 4426 requires consultation with Secretary of Defense on cutting loans to Turkey

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- Rep. Steny Hoyer (D-Maryland), Co-Chairman of the Conference on Security and Cooperation in Europe commission, introduced an amendment to the House appropriations bill H.R. 4426. The bill threatens to cut U.S. direct loans to Turkey by 25 percent if Turkey does not take the necessary measures to end the human rights violations detailed in a report by Rep. David Obey (D-Wisconsin), chairman of Foreign Operations subcommittee of House Appropriations Committee.

The original bill required that 25 percent of the principal amount of direct loans for Turkey "shall be withheld until the Secretary of State has submitted to the Committees on Appropriations a report addressing the allegations of abuses against civilians by the Turkish armed forces and the situation in Cyprus." Hoyer suggested that the above sentence should read "until the Secretary of State, in consultation with the Secretary of Defense," an amendment which would mean the involvement of the Pentagon, in addition to that of the State Department, in the reduction of loans to Turkey.

Hoyer defended his amendment before the Appropriations Committee by saying that "the Committee's intention to withhold 25 percent of the principal amount of direct loans to Turkey until the Secretary of State reports on serious human rights issues has become a necessary, if regrettable, action. Mr. Chairman, for some time now we have beseeched Turkey's leaders to seek nonmilitary solutions to the Kurdish question, but our appeals have fallen upon deaf ears. We now must make it perfectly clear that we have serious questions about committing funds which could be used by Turkey's military to wage an increasingly costly and violent campaign against Kurdish citizens in southeast Turkey. This conflict has seriously eroded respect for human rights and indeed threatens Turkey's democratic system of government. Mr. Chairman, while we all respect Turkey's right to defend its

citizens against terrorism, we must demonstrate our firm belief that this right cannot be upheld at the expense of other legitimate rights afforded all Turkey's citizens.

Turkish military directs Turkey's Kurdish policy

Hoyer defended the involvement of the Pentagon as follows: "The amendment I offer simply requires that the Secretary of Defense join with the Secretary of State in compiling the report on issues including the Turkish military's use of U.S. supplied equipment against civilians. It is clear that Turkey's military leaders continue to play a critical role in policy making and most observers now contend that the Turkish military directs Turkey's Kurdish policy.

I would point out that over the years the Pentagon has developed close ties with Turkey's military leaders. In addition, Department of Defense (DOD) has expertise and the personnel on the ground to contribute significantly to the report. I therefore believe that DOD's involvement is critical to address the concerns of the Committee expressed in the Conference Report which states "The Committee is concerned about reports that American-supplied equipment and material to Turkey, either grant, sale or DOD draw down, may be being used in counterinsurgency operations targeting civilians and expects the State Department's report to address 'end-use' concerns about this equipment. Requiring DOD's participation in compiling the report further demonstrates our government's concern and understanding of a complex and difficult situation."

Hoyer amendment is adopted by full committee on May 23.

More cuts might be on the way.

When asked what the Committee is intending to do if Turkey does not satisfy all the human rights improvements specified in the conference report, a reliable Congressional source told TDN that the "25 percent" amount to be withheld from direct loans to Turkey could go up until either the Turkish government pays attention to the U.S. Congress' human rights concerns or all the direct loans to Turkey are eliminated.

In the recent past Germany placed an embargo on arms sales to Turkey on the grounds that such arms were used against civilians in the southeast. The embargo was lifted afterwards when no conclusive evidence could be found to support the German allegation. Turkish Defense Minister, commenting on the German embargo, said that Turkey had the money and could buy arms from whomever she wanted and use them in any way she saw fit.

'People's court' executes 4 victims

Turkish Daily News

ANKARA- The PKK killed four people in Bitlis and Tatvan, claiming that they had been spies for the Turkish Armed Forces. Ali Karabay, Mehmet Şahin, Hasan Palay and M. Sait Palay were reportedly killed after they were tried by the "people's court." In a news article published by the Kurdish-German news agency, it was stated that Ali Karabay had been working for the Bitlis Regiment Commander's Office. The others, Mehmet Şahin, Hasan Palay and M. Sait Palay, were reported to have worked under the

commander of the Tatvan 6th Armor-plated Brigade, Korkmaz Tağma, and were said to be responsible for the deaths of dozens of PKK guerillas. The four people in question reportedly confessed to these crimes during the trial, at which over 200 villagers were present.

Those who disobey the rules of the PKK in the region are tried at the people's courts. The trials focus on problems ranging from disagreements over land, vendettas, the kidnapping of girls for marriage, to spying.

Thursday, May 26, 1994 /

turkish daily news

6

24 HEURES

JEUDI
26 MAI 1994

MONDE

Une mini-guerre des clans déchire le Kurdistan irakien autonome

Les combats fratricides qui sévissent dans la région depuis début mai ont déjà fait 200 morts.

Le cessez-le-feu conclu le 20 mai entre les principaux partis kurdes d'Irak, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani, aura tenu quatre jours! Les combats fratricides opposant les peshmergas (combattants kurdes) du mouvement islamiste du Hezbollah et du PDK à ceux de l'UPK ont repris mercredi, dans la région de Quala-Diza, proche de l'Iran. Pessimiste, le représentant de l'UPK en Europe soulignait que la participation des forces de Massoud Barzani à l'offensive en cours contre les siens semblait indiquer une rupture profonde entre les deux partis qui gouvernaient jusqu'à présent le Kurdistan, et le renforcement de l'alliance entre les forces de M. Barzani et les groupes islamistes, subventionnés et appuyés militairement par l'Iran.

Les combats qui déchirent le Kurdistan d'Irak depuis le 1er mai

ont déjà fait 200 morts. Ils ont débuté précisément à Quala-Diza, lors d'une sombre affaire de contestation de terrain entre des responsables du PDK, des habitants de la ville et les forces de l'UPK. Le référendum a dégénéré en bataille rangée, les affrontements se sont peu à peu multipliés dans la région, entrecoupés de cessez-le-feu sans suite.

Dégradation

Les principaux leaders kurdes, Massoud Barzani et Jalal Talabani en tête, affirment vouloir mettre fin au plus tôt à cette mini-guerre de clans. Mais la dégradation de la situation économique et politique du pays kurde ces derniers temps rend ce vœu bien difficile. Tous les pays qui entourent le Kurdistan se sont donné le mot: cette expérience de territoire autonome doit finir au plus tôt! Pour la Turquie, c'est un exemple contagieux vis-à-vis des 14 millions de Kurdes qui vivent

dans ses frontières et une zone refuge pour les guérilleros kurdes du PKK. Téhéran craint tout autant le réveil des mouvements autonomistes au sein des 8 millions de Kurdes qui vivent en Iran. Bagdad n'a jamais accepté cette sécession. L'embargo de l'ONU appliqué à l'ensemble de l'Irak interdit également aux Kurdes de récupérer les matériaux nécessaires à la remise en route de leurs infrastructures. L'absence de reconnaissance officielle du Kurdistan autonome d'Irak et le contrôle sévère des frontières par l'Iran et la Turquie raréfient les approvisionnements et amplifient la crise. Comme l'ont souvent fait remarquer leurs leaders: les Kurdes d'Irak ne demandent pourtant que le droit et les moyens de développer une expérience démocratique originale dans la région. Traversera-t-elle seulement la crise actuelle?

Michel Verrier □

INTERNATIONAL, HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MAY 27, 1994

Senior Iraqi Envoy Is Expelled by U.S.

Activities Violated Accord

By Thomas W. Lippman.
Washington Post Service

WASHINGTON — Iraq's senior diplomat in Washington has been expelled from the United States for repeated violations of the agreement that allows Iraq to maintain a diplomatic presence here, according to State Department officials.

The diplomat, Adnan Malik, attempted to lobby members of Congress, sent out news releases espousing an end to the United Nations economic embargo against his country and hired and fired staff members without notifying the State Department, all actions that were specifically prohibited, the U.S. officials said.

Mr. Malik's expulsion was not

announced, but the State Department confirmed the move when asked about it.

Transferred to Washington in February from Iraq's UN mission, Mr. Malik began violating the rules within days of his arrival, according to a State Department official who monitored his activities. He routinely circumvented regulations that his predecessor had complied with for three years, the official added.

Mike McCurry, the State Department spokesman, said Mr. Malik had been "attempting to function as a full-fledged diplomat," although he was permitted only to provide consular services, such as issuing visas and renewing passports of Iraqis in the United States.

The United States and Iraq have not had diplomatic relations since the beginning of the Gulf War in 1991. As is common in such cases, the two countries permit each other to maintain limited diplomatic missions under the flags of other nations. The United States has an office in Baghdad under the flag of Poland, while the three Iraqis stationed here are under the "protection" of the Algerian Embassy.

Iraq and other countries without embassies in Washington, such as Vietnam and Cuba, have full-fledged diplomatic missions in New York. Their envoys there are allowed to operate freely, although Washington often restricts their travel outside the New York area.

Iraq is free to replace Mr. Malik in Washington but has not done so.

■ Payments to War Victims

A special United Nations body on Thursday approved first compensation payments, totaling \$2.7 million, to victims of Iraq's occupation of Kuwait in 1990-91, Reuters reported from Geneva.

Carlos Alzamora, executive sec-

retary of the UN compensation commission, said the awards would go to 670 individuals or families in 16 countries who made claims for personal injuries or death of close relatives.

"This is a first step that should restore the faith of the millions around the world who are waiting for their turn to be compensated," Mr. Alzamora said.

He said the total payment, the bulk of which would go from the compensation fund administered by the commission to claimants in Kuwait and Jordan as well as Sri Lanka and Britain, would be made through governments in the next two weeks.

The fund is drawing on money from Iraqi assets abroad that were frozen after Baghdad's forces invaded Kuwait in August 1990, as well as voluntary contributions from donors, including Saudi Arabia and the United States.

But Mr. Alzamora said that meeting the first installments of the next two categories of claims later this year would require "around \$150 million that the compensation fund does not currently possess."

Talabani says KDP helping Iraqi leader

PUK leader accuses Barzani of helping illicit oil flow

Turkish Daily News

ANKARA- Kurdish leader Jalal Talabani has accused his rivals in a three-week-old civil war in northern Iraq of helping Saddam Hussein beat U.N. sanctions through territory they control. Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), also claimed that Iran has joined forces with the Kurdistan Democratic Party (KDP) in an attempt to crush the PUK. He claimed the KDP, led by Massoud Barzani, was allowing hundreds of closed trucks from Turkey to drive through its territory every day to Mosul, a major town in northern Iraq controlled by Saddam's regime.

"We don't know what they carry. But these trucks are not checked by the United Nations and we don't know ... why this violation of the U.N. sanctions is taking place," Talabani noted.

The PUK leader, speaking to The Associated Press by telephone from Damascus, Syria, on Wednesday said he believed the trucks returned to Turkey carrying 4 to 5 million liters of Iraqi oil — the equivalent of about 21,000 barrels — daily. There was no independent confirmation of Talabani's claim of heavy truck traffic.

Barzani has long favored negotiating with Saddam on Kurdish autonomy in northern Iraq. Talabani is more militant and distrusts Saddam intensely.

Since the fighting between the two main Kurdish factions flared in early May, the enclave has been cut in two, with the KDP controlling the west and the PUK the eastern sector along the Iranian border.

Iraqi National Congress (INC) sources in London announced earlier in the week that the two leaders were expected to meet in Turkey in the coming days to try and iron out their differences.

Talabani said his forces were under attack from the east by KDP forces, Iranian Revolutionary Guards and Kurdish Muslim fundamentalists backed by Tehran.

He said the KDP attackers were led by Adham Barzani, a cousin of Massoud.

Since the factional fighting erupted, apparently over a land dispute, more than 250 people have been reported killed. The two factions, which can each muster around 10,000 hard-core guerrilla fighters, are traditional rivals and have fought each other as much as the Iraqi government in

the past. But they joined forces to govern the enclave set up by the U.S.-led allies to protect the Kurds from Saddam's army after an ill-fated rebellion following the 1991 Gulf War.

In parliamentary elections in the enclave last year, the two factions came out about equal.

The rivalry flared again as they quarreled over power-sharing and how to deal with Baghdad as the enclave increasingly took on the trappings of a quasi-independent statelet.

The enclave, where an estimated 3 million of Iraq's 3.5 million Kurds live, is protected against Saddam by U.S., British and French warplanes based in Turkey.

PUK spokesman Barham Saleh told The AP by telephone that his movement "is working very hard to bring an end to this insanity, which is only helping the enemies of the Kurds."

The intra-Kurdish fighting is playing right into Saddam's hands. The Iraqi leader has long sought to foment upheaval in the enclave, possibly so he can intervene and reclaim what is still legally Iraqi territory.

Friday, May 27, 1994 /

Another blow at the PKK separatists

Compiled by TDN Staff from Dispatches

ANKARA- Police have detained Kurdish guerrillas, allegedly trained in Greece, and seized three vessels, explosives and ammunition, authorities said on Thursday.

Izmir police headquarters and state radio said 17 Kurdish militants were apprehended in a series of operations during the past few days as they were preparing acts of sabotage to undermine the tourism industry in Turkey's Aegean region. One of the unidentified suspects was reported to have said, during interrogation, that he secretly sailed from Turkey to Greece, where he received training for five months on the use of explosives. He later reportedly flew to Iran and crossed back into Turkey through northern Iraq.

The same suspect, the reports said, was furnished with three vessels for his comrades to sail to Turkey to stage terrorist attacks. The reports did not elaborate on the sizes and

types of the captured vessels.

Items seized during the operations, police said, included automatic weapons, two handguns and loaded magazines and an undetermined number of rounds of ammunition, two demolition charges and large amounts of printed propaganda material.

Other terrorism related incidents occurred throughout the country. In Van, a village guard was severely injured when he stepped on a mine. In Kahramanmaraş, 12 people were injured when a military vehicle overturned. In Diyarbakır, seven terrorists were killed in clashes with the security forces while four terrorists surrendered to the security forces in Mardin, Muş and Siirt. One terrorist was captured in Bingöl, and 17 people in Adıyaman, Hakkari, Siirt, Şırnak and Van were arrested for cooperation with the terrorist organization.

turkish daily news

DEP deputies question Parliament

Turkish Daily News

ANKARA- Four deputies of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP), Orhan Doğan (Şırnak), Ahmet Türk (Mardin), Hatup Dicle (Diyarbakır) and Leyla Zana (Diyarbakır), presented a question to the Office of the Parliament Speaker on Thursday. Claiming that they had been arrested on March 17 in line with an unjust court decision, the deputies asked Prime Minister Tansu Çiller to explain what she had meant by her statement that she had requested the judiciary to "finish the matter," and inquired whether this constituted interference in the judiciary or not.

TIME weekly magazine highlights Çiller's decline

'She must regain this confidence soon, or it will be too late,' the Western diplomat is quoted as saying

Turkish Daily News

ANKARA- After nearly a year at the helm, Prime Minister Tansu Çiller's political and economic competence is being questioned, TIME noted in an article in this week's issue.

The article, entitled "The Lady is No Champ," features the picture of Tansu Çiller with a headscarf, praying, and concludes that Turkey's first female prime minister is unlikely to match the track record of seven-time prime minister and now president, Süleyman Demirel, whose advice she pointedly disregards. John Moody's article quotes TDN's Sırma Evcan and a Western diplomat, who agree that Çiller has lost the confidence of the people, of the business community and even of her own party. "She must regain this confidence soon, or it will be too late," the Western diplomat is quoted as saying.

The article admits that she inherited an economy overheated by inflation and "a government structure groaning under the weight of a bloated bureaucracy." But, it adds, the "stubborn and high-handed prime minister, as she is described by

politicians and businessmen," has only made things worse.

"Until April, when she introduced an austerity package at the insistence of the International Monetary Fund, she kept interest rates intentionally low, failed to curb spending, and stalled on her promise to close money-losing state enterprises. "One bright spot, from the government's point of view, is the progress the army has made in the Southeast against the Kurdish separatists..."

The war, however, drains \$7 billion a year from the Treasury, and the PKK is striking back with attacks on the \$4 billion-a-year tourism industry," it said.

The article remarked that her austerity program, applauded by the IMF as a good first step, is considered likely to erode her standing.

UN KURDE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES

UN ENTRETIEN
AVEC AKIL MAHMOUD*

● Pour la première fois, un représentant kurde choisit de défendre les intérêts de son peuple au sein d'une institution occidentale, et non des moindres : le Parlement européen. Pourquoi n'avez-vous pas choisi une représentation au Parlement français ?

— La France et l'Europe ne partagent pas la même attitude à l'égard des minorités qui les composent. La France prétend à une nation homogène, sans considération de ses régions historiques ni de ses minorités. L'Etat français a refusé de ratifier la Charte des langues régionales, alors que le Parlement européen l'a adoptée.

L'Europe n'a pas du tout la même position parce que la reconnaissance de ses diversités régionales est essentielle à sa construction et à sa stabilité. Je suis convaincu qu'on ne peut nier longtemps et sans conflit l'existence des peuples, et la guerre en Yougoslavie qui nous afflige en est la preuve.

● Vous vous présentez sur la liste du député européen Max Siméoni. Quelle place occupez-vous dans ce rassemblement de représentants de mouvements identitaires français ?

— La liste Régions et Peuples solidaires a voulu créer ce qu'on appelle des postes d'ouverture à des

représentants de minorités dont le combat pour leurs droits est jugé exemplaire. Une neuvième place sur la liste vient d'être accordée à un représentant arménien. Par ailleurs, l'Alliance Libre Européenne, dont la liste est issue, défend depuis longtemps déjà les droits des Kurdes au Parlement. Notre lutte commune est en réalité ancienne et ma place au sein de la liste de Max Siméoni ne fait que concrétiser ce lien.

● Vous représentez, en tant que citoyen français, la communauté kurde d'Europe. Comment comptez-vous défendre les intérêts des Kurdes restés sur place ?

— La Turquie, membre du Conseil de l'Europe, aspire à intégrer les structures de l'Union. Elle a, à ce titre, ratifié des conventions européennes. Pourtant, la Charte des droits de l'homme est suspendue dans les treize provinces kurdes du pays. Nous voulons simplement travailler dans un cadre juridique et exiger que la Turquie respecte ses engagements.

L'Europe entretient suffisamment de relations économiques et politiques avec les pays qui comprennent des minorités kurdes pour faire pression sur eux. Des résolutions ont déjà été prises contre la Turquie, notamment pour la libération de six députés kurdes incarcérés depuis le mois de mars à Ankara. Le respect des droits de l'homme en Turquie serait un grand pas pour les deux peuples, kurde et turc.

Propos recueillis
par Géraldine Berger
& Teresa Nunez

* Originaire du Kurdistan syrien, de nationalité française, Akil Mahmoud, 27 ans, est chercheur à l'Institut catholique de Lyon (section des Droits de l'homme). Il figure à la sixième place sur la liste de Max Siméoni, liste de défense des mouvements identitaires français, « Régions et Peuples solidaires ».

TEMOIGNAGE
CHRÉTIEN

Le Soir - 28-29 mai 1994

À propos des résultats alarmants de leur récente mission en Turquie.

■ Quel était l'objet de votre visite, ce week-end à Istanbul et à Diyarbakir, en Turquie ?

□ G.H.B. *Au début de l'année dernière déjà, j'étais allé à Istanbul à la demande d'« Avocats sans frontières » pour assister au procès d'avocats accusés de complicités avec des terroristes. C'est là que nous avons appris le décès dans le Sud-Est d'un avocat, dont le corps et celui d'un médecin qui l'accompagnait avaient été retrouvés portant des traces de tortures. Depuis, nous sommes retournés plusieurs fois à Diyarbakir, où le bâtonnier nous expliqua les conditions dans lesquelles son barreau devait fonctionner : avocats poursuivis, inquiétés, certains en fuite. En février débuta le procès de 21 confrères. Défait, le bâtonnier nous fit comprendre que la situation devenait intenable. L'idée s'est alors mise en place d'organiser un jumelage entre nos deux barreaux, ce qui fut fait ce week-end.*

Au passage, nous avons tenté, en vain, de rencontrer à Istanbul Mehdi Zana, maire de Diyarbakir, qui avait été arrêté le 13 mai, au lendemain d'une condamnation à quatre ans de prison par défaut — pour « atteinte à la sûreté de l'Etat » — un procès dont il n'avait pas reçu notification. On lui reprochait un témoignage au Parlement européen à Strasbourg, en 1992. Il a été arrêté alors qu'il arrivait à la prison pour rendre visite à sa femme, elle-même députée et emprisonnée ! Cela situe l'ensemble du débat qui nous attendait à Diyarbakir.

■ Où vous vous rendez, M. Legros, pour la première fois...

□ P.L. *Oui. Dans le cadre d'« Avocats sans frontières », qui me tient à cœur, j'ai voulu aller me rendre compte sur place. A Istanbul, des journalistes kurdes nous mirent au parfum : dès qu'ils évoquent le mot « kurde », ils sont perquisitionnés, arrêtés : les Kurdes, ça n'existe pas ! A notre arrivée à Diyarbakir, nous avons été reçus d'une manière particulièrement chaleureuse par*

Pierre Legros et Georges-Henri Beauthier

Bâtonnier et avocat au Barreau de Bruxelles, membres d'Avocats sans frontières

les responsables du Barreau, qui compte 250 membres. En nous accueillant, ils voyaient arriver ceux qui pouvaient briser le mur de silence. Et nous avons appris des choses absolument ahurissantes.

Deux exemples : quand un avocat kurde est condamné par un tribunal militaire à un an minimum, c'est ce même tribunal militaire qui décide de la radiation de l'avocat au tableau de l'Ordre ! D'autre part, le Barreau de Diyarbakir ne peut être membre d'une organisation internationale aussi respectable que l'Union internationale des avocats, fondée en Belgique en 1930, qui regroupe tous les grands barreaux du monde. Nos confrères kurdes sont donc muselés par un pays qui frappé à la porte de l'Union européenne, qui fait partie du Conseil de l'Europe, qui a un juge à Strasbourg et qui se permet de nous donner des leçons en matière de droits de l'homme ! La situation dépasse de loin ce que je pouvais imaginer.

■ M. Beauthier, vous qui en étiez à votre quatrième déplacement en moins de deux ans, comment voyez-vous l'évolution ?

□ G.H.B. *Je dois dire que chaque fois c'est un peu plus dramatique. Depuis le début de l'année, il y a trois avocats de la ville qui ont été tués par balles, par la contre-guérilla, une dizaine de confrères sont actuellement en fuite car leur sécurité n'est plus assurée, sans compter ceux qui ont dû quitter Diyarbakir pour aller travailler*

ailleurs ou les vingt et un toujours en procès, conscients des années de prison et de la radiation professionnelle qui les attendent.

En fait, c'est toute la société civile qui est touchée, les médecins ou les syndicalistes, par exemple, connaissant de semblables problèmes. La Cour de sûreté de l'Etat à Diyarbakir distribue chaque jour des années de prison dans des procès en chaîne qui motivent même l'annulation des vacances judiciaires. C'est dire si nos confrères peuvent difficilement accomplir leur mission de défense devant cet engrenage.

P.L. *Il y a d'ailleurs une attente, une espérance de nos confrères que nous ne voulons pas décevoir. En signant la convention de jumelage, je leur ai dit que, pour moi, cela signifiait que dorénavant toute atteinte portée à un avocat de Diyarbakir sera une atteinte portée à un avocat du Barreau de Bruxelles, et que nous relayerons les informations. Ces gens impressionnent par leur dignité extraordinaire, ils ne demandent pas l'aumône, ils veulent être entendus, avoir un porte-parole à l'extérieur.*

■ Concrètement, avez-vous d'autres projets en chantier dans ce dossier ?

□ G.H.B. *Nous ne voulons pas nous contenter d'aller les voir et leur donner une petite tape dans le dos. Nous avons établi un programme en sept points concrets. A commencer par l'échange d'informations, car ils veulent connaître la jurisprudence et la doctrine relatives à l'application de la Convention européenne des droits de l'homme, par exemple. Nous voulons aussi faire venir le bâtonnier de Diyarbakir à Bruxelles, ce dont il est pour le moment empêché, et nous entendons organiser un séminaire de formation sur place.*

P.L. *Nous voulons également procéder à l'échange d'avocats, dans un seul sens au début, ce qui nous permettrait de former des jeunes de là-bas à Bruxelles. Tout à fait le genre de mission bien concrète auquel nous pensions en créant « Avocats sans frontières » il y a deux ans. Des missions, aussi, qui demanderont un certain soutien financier dont nous avons besoin.*

Propos recueillis par
BAUDOIN LOOS

La Libre Belgique — 28-29 mai 1994

Les avocats kurdes ne sont pas seuls

Le barreau de Bruxelles décidé à leur servir de porte-voix

Le barreau de Bruxelles vient de signer une convention de jumelage avec celui de Diyarbakir, siège de la super-préfecture qui contrôle les 13 provinces du sud-est anatolien, à majorité kurde. Simple échange de bons procédés ? Non, il y a bien davantage dans cet accord conclu par le bâtonnier de l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles, M^e Pierre Legros, et M^e Georges-Henri Beauthier. Il s'agit de lutter contre la conspiration du silence qui règne en Turquie et vise à empêcher les Kurdes de faire entendre leur voix. C'est toute la société civile kurde que les au-

torités tentent de bâillonner mais la situation des avocats est particulièrement dramatique. Arrestations arbitraires, tortures, simulacres de procès, longues périodes d'emprisonnement et... assassinats : rien ne leur est épargné.

Plusieurs missions menées en 93 et en 94 à Diyarbakir par des avocats européens ont convaincu ces derniers que les droits de la défense étaient bafoués en Turquie où, relève avec amertume Pierre Legros, « la maîtrise du tableau de l'Ordre est confiée... aux tribunaux militaires qui décident, sans possibilité d'appel, de l'inscription ou de la radiation des avocats ».

MEHDI ZANA, LE MAIRE

A Diyarbakir, le barreau (qui compte 250 membres) mène un combat courageux et inégal pour le respect des droits de l'homme, ajoute l'avocat. Un combat plus que contrarié par des autorités politiques bien décidées à nier l'existence d'un problème kurde. M^e Beauthier cite à ce sujet l'exemple d'un ancien maire de Diyarbakir, Mehdi Zana, élu au suffrage universel en 77, arrêté et condamné le 12 mai de cette année à quatre ans de prison pour avoir porté témoignage de la situation des Kurdes de Turquie devant deux commissions du Parlement européen, en octobre 92. Il a été arrêté le lendemain alors qu'il rendait visite, à Ankara, à sa femme, députée kurde, jetée en prison en mars pour « séparatisme » et passible de la peine de mort.

Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, d'Avocats sans frontières à la

Ligue des droits de l'homme en passant par Amnesty International, ont pu mesurer la gravité de la situation, dénoncée de façon quasi pathétique par le bâtonnier de la ville turque, M. Fethi Gümüş. Lors de la signature de la convention de jumelage, M^e Legros s'est engagé à ce que soit répercutée en Europe toute atteinte portée aux avocats de Diyarbakir, qui seront placés sur le même pied que leurs collègues bruxellois.

CRI D'ALARME

Des échanges systématiques d'informations et d'avocats, des réunions à Bruxelles et un séminaire à Diyarbakir, une collaboration lors des procédures devant la Cour européenne des droits de l'homme sont au programme. Mais M^e Legros compte également saisir les autorités politiques belges et européennes du sort réservé aux avocats et à la population kurdes.

Jean-Claude MATGEN.



REFUGEES?: Kurdish villagers from southeastern Anatolia who have fled to Northern Iraq, purportedly after repression by Turkish security forces. The government denies allegations of repression, saying that the villagers are migrating within the context of a PKK ploy to put Turkey in a bad light in the West.

Photo TDN Namik Durukan

Kurdish sources deny govt's 'migration ploy' charges

Pro-Kurdish DEP deputy Sakik says exodus to northern Iraq by villagers due to repression by Turkish security forces and village guards

Turkish Daily News

ANKARA/DIYARBAKIR- Pro-Kurdish sources in Turkey are denying government assertions that the mass migration of villagers from parts of southeast Anatolia to northern Iraq is a ploy by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) aimed at embarrassing Turkey in the West.

Referring to the migration of Kurdish villagers, first brought to public attention earlier this month and which some sources claim has been going on for months, deputy for Şırnak from the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) Selim Sakik said on Thursday that government contentions on this subject were false. Addressing Parliament Sakik said that he had personally talked to people leaving for Northern Iraq and concluded that they were being forced out of their villages by special security forces operating in the region and by government armed village guards. Sakik said these people numbered around 13,000 and had to be helped.

He asked for a Parliamentary delegation to be sent to the region to investigate the matter at first hand and to report back on its findings.

Responding to the charges levelled by Sakik, Minister for Interior, Nahit Mentese, repeated his government's view to Parliament that the whole thing was "a new tactical move by the PKK."

"The PKK has induced these people to go to Northern Iraq by making various promises to them" Mentese said, going on to indicate that the Turkish security forces were in the region to protect innocent citizens.

Referring to the fight against the PKK Mentese added that the "state was in a condition of self defense" in the region. Mentese also pointed to the fact that Sakik had not condemned the PKK for its recent attacks during

which innocent women and children were among those killed.

He repeated that the Turkish security forces were trying to protect these people and recalled that the government had called on those who had migrated to return to their country and their homes.

Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman told reporters yesterday that talks had been held in Geneva with U.N. officials about the subject of the migration of villagers from southeast Anatolia to northern Iraq.

Ataman refrained from elaborating on this further but merely repeated Ankara's contention that the migration was a "PKK ploy."

He also said that these people should not be considered as refugees.

Kurdish sources in Diyarbakir have told the Turkish Daily News that the migration was taking place because local people had been caught between the PKK and the security forces in what is becoming an increasingly acrimonious and violent war. One of those who has decided to migrate to northern Iraq, the DEP candidate for mayor of Uludere in the March local elections, Abdullah Yilmaz, claimed people had decided to flee from his region because of pressure from the government appointed local prefect and from the regional security chief.

"There is a war raging on between Turkey and the PKK and it is the civilian population which is being harmed in this war. Many villages have been totally evacuated as a result," Yilmaz said. He added that after he had given up his candidacy for mayor of Uludere he had been subjected to great pressure from local officials including "being dragged around the streets." Indicating that such behaviour by the authorities had been instrumental in causing people to flee their homes for northern Iraq,

Yilmaz said that around 6,000 had left from 14 villages in the Uludere region alone because some of these villages had been forcefully evacuated by the security forces and others bombed by them.

Speaking to the TDN in the Bihere region Yilmaz said the main blame for the mass migration rested with the Turkish Security forces.

"The state is pressurizing us in every way possible. The PKK is not pressurizing us. We came here to get away from it all but they are still firing artillery shells on us. Planes are flying over our heads. We are being subjected to inhuman behaviour. Our children are afraid. We can not make our voices heard in the world. If international organizations do not take this matter in hand many people will die" Yilmaz said.

Other sources said that recent village evacuations had been concentrated in the Diyarbakir and Bingöl regions. They named Diyarbakir's counties of Kulp and Lica and Bingöl's county of Genç in this respect.

The sources said that these regions were the scenes of intense military activity over the past month and claimed that special security forces were engaging in operations against villagers in the region in conjunction with bombing of these villages. Other counties attached to Diyarbakir, such as Hani, Dicle and Silvan have started to be targeted in the past few days in the same way, these sources claimed.

Meanwhile some sources are saying that the exodus into northern Iraq is much greater than the figures quoted to date and indicate that up to 30,000 people may be involved. According to some accounts reaching Ankara villagers from Hakkari's çukurca region have also started to stream into northern Iraq's Seranish and Sinaht regions.

turkish daily news

Saturday, May 28, 1994 /

Ankara asks Washington to 'act responsibly'

FM undersecretary to travel to Washington to discuss the conditions attached to aid

Turkish Daily News

ANKARA- Upset over the decision of the U.S. House of Representatives to cut military assistance to Turkey and to link aid to "human rights and Cyprus conditions," Ankara appealed to "all American institutions" to act responsibly to prevent sourness in bilateral ties.

"We would like to hope that a more responsible attitude will be adopted in the foreign aid bill in its further stages in the U.S. Congress," Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said Wednesday.

He was referring to the standard procedure which takes the bill to the Senate after its approval in the House of Representatives. If there is a divergence in the decisions of the two bodies, they come together in a joint commission to make a single decision. Then the final draft has to be applied by President Bill Clinton.

Turkish officials have already launched

efforts to "put the bill right." Turkey's Ambassador to Washington Nüzhet Kandemir paid a visit to Stephen Oxman, assistant secretary of state. Moreover, Turkish Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk will also take up this issue when he travels to Washington next week for talks on flushing oil from the Turco-Iraqi pipeline, Ataman said. On Friday, the U.S. Embassy's Political Councillor Robert Pace also paid a visit to the Turkish Foreign Ministry to discuss "all issues in ties, including the aid issue." In Paris, Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin held talks with U.S. Deputy Secretary of State Peter Tarnoff and told him that the aid issue had been "a negative development in ties." "Turkey is being subjected to unfair criticism, due to incomplete and distorted information," he said.

Ataman stressed in his weekly press conference that Turkey would not "accept linking our military aid with third issues which have no relevance to our security ties."

Calling the decision an unfair one that was made under the influence of certain circles, Ataman said that Congress had not served American interests in making the decision. But he carefully refrained from commenting on a possible Turkish reaction. "We are assessing all aspects of the issue," he merely said.

Asked whether Ankara would actually refuse the aid, he said: "I believe this is a decision that has to be discussed at the political level."

But political authorities have started signaling that Turkey was not "in desperate need of the \$365 million that was in question."

Commenting on this development, the chairman of the junior coalition partner Social Democrat People's Party (SHP) and Deputy Prime Minister Murat Karayalçın said on Friday that Ankara had no need or use for a third party's pressure to improve its human rights situation.

"We obviously want to improve our human rights and democracy but we will do this for ourselves and not for others," Karayalçın said. "We will bring about this development through our own actions. Those who think they can steer Turkey by way of such conditions must know that we have no need for their aid."

Saturday, May 28, 1994

turkish daily news

Rep. Porter wants all US aid to Turkey cut

'It is a travesty that we are providing any funds to the Turkish government'

By Uğur Akıncı

Turkish Daily News

WASHINGTON- Representative John Porter (Rep. Illinois), co-chairman of the U.S. Congressional Human Rights Caucus, strongly condemned Turkey's human rights record on the House floor during discussions on the House appropriations bill H.R. 4426. Porter spoke of the visit he and his wife Kathryn paid to southeastern Turkey three weeks ago. Their trip was sponsored by the Congressional Human Rights Caucus and the Danielle Mitterrand Foundation.

Porter said his wife was denied access to the arrested DEP deputies and claimed that she was "followed everywhere she went."

Mrs. Porter, in a CSCE-sponsored Congressional hearing two weeks ago, shared in public many of her horror stories, including the allegation that she was watched even when she was in the bathroom, taking a shower. Mrs. Porter is also known as a strong supporter of the Greek Cypriot community.

Porter complained that the governor of the 10 provinces in the Southeast made his wife wait for three hours. "When she left the meeting she was told that one of the (human rights) activists she was to meet with had been shot in the back of the head and killed in the busiest part of the central market in Diyarbakir. In addition, another woman Kathryn was to have met with disappeared and the 18-year-old son of another activist was shot in his father's butcher shop."

After running down a list of "Kurdish villages" razed ('some were evacuated first'), and journalists and distributors of pro-Kurdish publications killed in the Southeast, Porter said he was amazed that the United States provided Turkey with any funds at all: "I think it is a travesty that we are providing any funds to the Turkish government while it is doing such things. They clearly do not share our values, and they are going in the wrong direction on human rights. The

provision in this bill (to withhold 25 percent of direct loans) conditioning part of their military aid sends a message, but I strongly believe we need to do more and stop our complicity in this situation."

'Outrageous oppression'

Porter insisted that such a stance would not be anti-Turkish at all: "The Turks, of course, in the face of any criticism, say it is anti-Turkish. It is not anti-Turkish. Our nations should be close friends and allies, but... by their complete insensitivity to international norms of human rights, they make it virtually impossible, in the face of this ongoing, outrageous oppression."

"I will continue to encourage the subcommittee (on Foreign Affairs) to make clear to Turkey that in a time of very tight budgets we simply do not have money to give to violators of human rights." Porter also raised the issue of Cyprus and said he was "especially pleased with the subcommittee's emphasis on the Cyprus problem in this bill... I believe Turkey, the nation that divided Cyprus, is responsible for working actively to find a solution... I am pleased that this bill conditions 25 percent of U.S. military assistance to Turkey on the State Department and the Department of Defense reporting on Turkey's willingness to play a constructive role in finding a solution (in Cyprus)."

The bill was passed in the House on May 25, 426 to 1, with 11 abstentions.

Armenian linkage avoided, just

During the discussions on H.R. 4426, it was revealed that the Kurdish and Cyprus issues were not the only linkages intended to bear down on Turkey. At least one representative, Richard Lehman (Dem. California) also wanted to introduce one more condition on aid to Turkey: that Turkey should allow free passage to humanitarian assistance headed for Armenia. "I had considered offering an amendment which would have

withheld aid to Turkey for its refusal to allow humanitarian relief to reach Armenia," Lehman said. "I will not offer this amendment today with the assurances from (Chairman David Obey) that every effort will be made... to address my concerns."

Obey warns Turkey

Obey agreed with Lehman, saying that Turkey's alleged blocking of humanitarian relief to Armenia "is a very serious situation, and I think Turkey ought to be aware of it."

Reaction to the Greek cut

The bill also foresees withholding 25 percent of loans to Greece until the report of the secretary of state on Greek violations of the U.N. embargo on Serbia is ready. Nita M. Lowey (Dem. New York) strongly criticized such a limitation being placed on aid to Greece.

"I am frankly disturbed by the false equality implied by this formulation," she said. "According to many independent sources, including U.S. Ambassador to the United Nations Madeleine Albright, Greece is in compliance with the embargo. Other independent sources report the same. On the other hand, there is no debate about Turkey's human rights record." Lowey went on to cite the Human Rights Watch (HRW) report, declaring: "One would have to look long and hard to find any independent human rights report that did not cite Turkey as one of the world's most flagrant human rights abusers." Lowey read a segment from the HRW report that "brutal torture continued to be a routine and systematic interrogation technique... and members of the Kurdish minority in southeast Turkey were killed, tortured, detained and forced to abandon their villages."

"In short," she concluded, "Turkey has more than earned a cut in its U.S. aid. The linkage to U.S. aid to Greece is a false analogy and it is one that I personally reject."

Turkey may refuse U.S. aid with rights strings

Compiled by TDN Staff from Wire Dispatches

ANKARA- Turkey has told the United States that it may reject U.S. military aid after a U.S. congressional decision to withhold part of it pending a human rights report on Turkey. "I told U.S. President (Bill) Clinton that I will reject foreign aid if necessary," Turkey's Prime Minister Tansu Çiller said on Turkish radio. She was speaking in Boston, where she is attending her son's graduation from university.

The House of Representatives, which approved on Wednesday a \$13.5 billion foreign aid bill for fiscal 1995, withheld a quarter of the \$363 million earmarked for Turkey in foreign military sales, pending progress on human rights and on Cyprus. The Anatolian news agency, reporting from Boston, said Clinton had telephoned Çiller to discuss the decision. "I told him I reacted very strongly to the House of Representatives' decision, and that Turkey's public had great trouble understanding (the decision)," Çiller said. "I said I found linking foreign aid with fighting terrorism and with Cyprus particularly curious. Must

terrorism not be fought, is this what is required?" she said on Anatolian. "I said we would review the whole subject if necessary and that I will reject the aid if necessary," she said. Çiller said Clinton had promised to "take all necessary steps" and hoped to achieve a result.

Ankara rejects Western criticism that it violates the rights of Kurds in the southeast where security forces have been fighting the clandestine separatist Kurdistan Workers Party (PKK) since 1984. More than 11,800 people have been killed. The House Appropriations committee pared down the \$453 originally proposed for Ankara by the Clinton administration to \$363 million before suspending 25 percent of it. The aid comes under a 1980 Defence and Economic Cooperation Agreement between Ankara and Washington. Under the deal, the U.S. enjoys military facilities in Turkey.

turkish daily news

Sunday, May 29, 1994

Troops kill 8 separatist Kurds in the Southeast

Wire Services

ANKARA- Security forces killed eight separatist Kurds during separate clashes in southeast Turkey, officials said on Saturday. There were no military casualties.

The regional emergency rule governor's office said troops killed five militants of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) in overnight clashes in Muş province, two more in fighting near Gürvil mountain in Şırnak province, and one in Bitlis province.

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

Turquie-Kurdes

L'Etat turc "paniqué" face au PKK, selon son chef

ANKARA, 30 mai (AFP) - L'Etat turc a été pris de "panique" dans sa lutte contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a affirmé son chef, Abdullah Ocalan alias "Apo", cité lundi par le quotidien turc pro-kurde Ozgur Ulke.

"L'Etat turc est paniqué face au PKK. Les dernières opérations de l'armée en sont des signes", a-t-il affirmé dans une déclaration à l'agence de presse kurde KURD-A, basée en Allemagne. "Nous allons intensifier nos activités sur le plan militaire, politique et diplomatique", a-t-il poursuivi.

L'armée turque a renforcé ses opérations depuis mars contre le PKK dans le sud-est anatolien, frontalier avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, terrain principal de la rébellion kurde, tuant, selon les autorités, plus de 1.500 maquisards kurdes depuis le début de l'année.

Les déclarations du chef d'état-major général de l'armée turque, le général Dogan Gures, constituent une grande "menace" et "montrent également que l'Etat turc est coincé" dans une mauvaise situation, a ajouté le chef du PKK.

A la mi-mai, le général Gures avait lancé un "dernier avertissement" aux rebelles du PKK pour "qu'ils se rendent à la justice". Il avait affirmé que l'Etat n'avait pas encore "utilisé toutes ses capacités" et, si nécessaire, qu'il les "mobiliserait". "Vous serez anéantis au bout de trois à quatre mois, venez vous rendre, sinon ce sera dommage pour vous", avait-il ajouté.

Les autorités turques affirment depuis la mi-mai être sur le point d'en finir sur le terrain avec la rébellion du PKK, qui dure depuis août 1984. Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée ont fait plus de 12.500 morts en dix ans.

CE/hc/jlb/jmc

AFP /JO0245/301059

MAI 94

Can Çiller reject US aid?

Despite the 'populist appeal' of the prime minister's suggestion, members of the military and civilian establishments dislike idea

By Semih D. Idiz
Turkish Daily News

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller's remarks on Friday in Boston to the effect that Ankara could reject U.S. military aid for 1995 if this is made contingent on "progress in human rights in Turkey" as well as "progress in the Cyprus talks," has undoubtedly popular appeal for Turks from both the left and the right wing of the political spectrum.

Çiller was responding to a decision last week by the U.S. House of Representatives to cut the amount of assistance to Turkey proposed by the administration and to attach the "progress on human rights and Cyprus" conditions on 25 percent of the figure that was eventually authorized. That figure, in this case, is around 360 million dollars, the bulk of which is due to be extended as a low interest loan. Çiller told reporters she had informed President Bill Clinton over the phone of the displeasure with which Turks view the House's decision and also that Turkey could reject the "aid" if the House's decision was upheld by the Senate and endorsed by the administration.

"Shouldn't we fight against terrorism? Is this what they (the U.S. Congress) want?" Çiller was quoted from Boston as saying concerning the "human rights" stipulation of the House of representatives.

She was indirectly referring to the fact that for the House, "human rights" as such appears to be synonymous today with Turkey's "Kurdish problem," and its fight in combatting the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK). More than one Turk today is questioning whether it is worth "demeaning national pride" by submitting to such conditions for these amounts of money.

Especially now that "Turkey can easily secure such amounts of money from other sources."

As it is, "looking to America's hands" for such aid has more often than not been considered "humiliating" for ordinary Turks to start off with.

In this respect it is not difficult to understand the political logic behind Çiller's remarks because, "standing up to America" and "refusing its gifts" inevitably goes down well, not just with the masses but also with elements of the intelligentsia whether they be leftist, rightish or pro-Islamic. All this said, however, it is not difficult to imagine the shudders of initial surprise, followed by discontent, among members of the Turkish civilian and military establishment at these remarks of the prime ministers.

Rumors filtering thought the political grapevine in Ankara have it that even President Süleyman Demirel has found Çiller's remarks "quixotic" and "excessive."

Demirel is said to be concerned that these remarks of the Prime Minister's risk stoking up the latent "anti-Americanism" which is never far from the surface in the Turkish political psyche.

It is likely that for all their anger with the House's decision, Turkish diplomats will also have been taken aback by Çiller's announcement and have found her action to be "not helpful" in efforts to settle the problem by diplomatic means. Their desire to this effect was already apparent in the way that foreign ministry spokesmen have been reluctant to commit themselves to the notion that Turkey might refuse U.S. aid. When pressed by reporters to answer questions on the issue, these spokesmen have often merely said that all options were "open to consideration."

Analysts point to the fact that this latest development vis a vis the U.S. House of Representatives is not without precedent, and recall that Turkey was the butt of such developments throughout the 1980's.

They remind us that all this gave Turkey experience in "managing Washington" through the various branches of the executive and the legislature.

They say that the bill passed through the house has still to go through the Senate, and it is very likely it will go to the Conference Committee from there in order to find a compromise between the House's and the Senate's version of the bill. The implication in this is that there is still room for Turkey to maneuver and influence its position through its lobby in Washington before the U.S. aid bill takes on its final form: Analysts in close contact with official circles in Ankara, for their part, indicate that the deepest concern over the broad implications of Çiller's suggestion that U.S. aid may be refused can be expected from Turkey's "military wing."

Always very displeased with any cut-backs in their funds, the military is expected also to consider what effect a refusal of U.S. aid may do to prospects concerning the aid that is received "in kind," and not in cash.

The bottom line in all this is that most analysts in fact believe Prime Minister Çiller's remarks represent no more than a "dabbling in populism." They claim that she will have eventually to "swallow her words" as she has in the recent past concerning such other issues of great popular appeal in Turkey such as the question of Cyprus.

turkish daily news - Monday, May 30, 1994

PUK: Iran interferes in Northern Iraq

Compiled by TDN Staff from Dispatches

ANKARA- A Kurdish faction said over the weekend that Iranian interference in a power struggle between Kurdish groups in northern Iraq threatened to intensify the sporadic armed conflict in the region.

"Since the start of the present and ongoing clashes in Iraqi Kurdistan, the Iranian government has intensified its interference in the internal developments of this region," the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) said in a statement issued in Paris by its "political bureau".

Meanwhile, the Kurdistan Democratic Party (KDP) on Saturday issued a press release denying Iranian involvement in the clashes. "It is absolutely untrue that Iranian revolutionary Guards or other forces have been involved in the current KDP-PUK conflict. It is correct that some elements of the Islamic Movement of Kurdistan (IMK) have been involved. Yet the PUK conflict with IMK long predates the current crisis and goes back to the fighting last Christmas when PUK grotesquely massacred IMK members," said KDP spokesman.

The spokesman blamed PUK leader Jalal Talabani for the clashes. "The many independent journalists reporting on the current, tragic conditions in Iraqi Kurdistan have all blamed the PUK for initiating and escalating the conflict with the KDP. It is their consensus as well as our belief that the PUK is trying to scuttle the general election planned for May 1995, when the term of the present Kurdish Parliament ends," he noted. The KDP spokesman also rejected Talabani's claim that the KDP have been violating the U.N. embargo by allowing Turkish trucks to drive to Mosul. "Mr. Talabani, like most others who have spent time in the Kurdish enclave in the last two years, is well aware that individual Turkish truckers carrying approved relief supplies into Iraq sometimes engage in carrying back a limited amount of gasoline to Turkey. Mr. Talabani and his party, our partner in the Kurdish administration, have always welcomed such trade since the taxes collected on this traffic is, — and always has been — the Kurdish administration's principle source of revenue," the spokesman concluded.

A number of Kurdish groups, including the rival KDP and PUK, the two main factions, have clashed in recent weeks near the Iranian border.

Several hundred Iraqi Kurds have died since May 1 in the fighting in the self-declared Iraqi Kurdistan, according to reports from the region. A succession of peace accords were reached during the first half of May between the KDP and PUK forces, only to be later broken in turn.

The PUK put the blame on Iran, saying it was providing arms, supplies and military support to its rivals, thus "tempting them to prefer the option of armed conflict with the PUK rather than abiding by those successive agreements". The faction appealed for an end to Iranian involvement, saying this would bring peace to the region.

In its statement, the group said it had identified nine incidents in which Iran had shelled Iraqi Kurdish areas between May 12 and May 16.

It said Iran was also setting up support bases on its own territory and providing Kurdish groups with reserve troops, transport, ammunition, rocket launchers, food and artillery cover. Just as the PUK was making this statement, the Associated Press reported from Nicosia that Iranian artillery shelled the town of Halabja in northern Iraq Saturday.

Sarchil Kazaz, spokesman for PUK, said his group had "decided to withdraw our forces from Halabja to spare the population," because of the bombardment.

Kazaz, speaking to the Associated Press by telephone from Damascus, Syria, said most of Halabja's population has fled the shelling to seek shelter in the mountains along the Iranian border.

He did not have casualty figures but estimated that more than 5,000 people have left their homes.

Kazaz said there was also fighting Saturday in two other border regions — around Qala Diza, 120 kilometers north-east of the main northern Iraqi city of Kirkuk, and at Haj Omran, 50 kilometers further north.

He claimed that the KDP and its allies were attacking PUK positions with strong Iranian support.

German police release PKK sympathizers

Turkish Daily News

ANKARA- The vast majority of suspected PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) sympathizers rounded up by German police after a raid on Saturday on a Kurdish cultural center in Saarbrücken have been released, the Anatolian news agency said on Sunday. Anatolia put the number of those released at 59 and said 62 had been detained.

A spokesman for the Federal prosecutor's office, Rolf Hannich was quoted by Anatolia as saying that Saturday's raids had been carried out in order to "unearth a terrorist cell" to be formed from within the PKK, which is outlawed in Germany as in Turkey. About 100 police armed with automatic rifles stormed the cultural center building in the old town section of Saarbrücken, near the French border. One Kurd was said to have been seriously hurt in the raid.

Some of those arrested were leaders of the PKK, according to a police statement. German authorities have begun deporting Kurdish militants to prevent the PKK's struggle from being carried out against Turkish targets in Germany.

L'HUMANITÉ - 28 mai 1994

TURQUIE. Le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme, que préside Georges Marchais, a adressé une lettre à M^{me} Lucette Michaux-Chevry, ministre de l'Action humanitaire. Il lui demande d'intervenir pour la libération de l'ancien maire de Diyarbakir, Medhi Zana, condamné à quatre ans de prison le 17 mai par la Cour de sûreté de l'Etat pour avoir informé la Commission des droits de l'homme du Parlement européen de la situation des Kurdes de Turquie. Son épouse, Leyla Zana, est détenue depuis mars avec cinq autres députés du Parti de la démocratie (DEP).

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0148 3 I 0214 IRA /AFP-VH88

Iran-Irak-Kurdes

Quatre mille morts dans les affrontements au Kurdistan irakien, selon IRNA

TEHERAN, 31 mai (AFP) - Les affrontements entre groupe rivaux kurdes qui se poursuivent depuis un mois dans le nord-est du Kurdistan irakien auraient fait au total quelque "4.000 morts et des centaines de blessés", a affirmé mardi l'agence officielle iranienne IRNA.

IRNA ne donne aucune source pour ce bilan, très supérieur aux estimations et chiffres épars en provenance du Kurdistan irakien qui situent plutôt à quelques centaines le nombre des tués depuis un mois.

L'agence officielle iranienne décrit par ailleurs les combats en cours comme "la plus importante guerre civile en Irak depuis la révolte de 1991" contre le régime de Bagdad.

IRNA avait affirmé lundi que les combats s'étaient intensifiés au cours des derniers jours dans le nord-est de l'Irak sous contrôle kurde entre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani.

L'agence iranienne, qui a donné beaucoup d'informations sur la lutte fratricide entre le PDK et l'UPK depuis un mois, avait cité le 9 mai le chiffre de 2.800 morts dans les combats inter-kurdes. Ce chiffre n'a jamais été confirmé par d'autres sources.

lma/jhd/jmc

AFP /JO0245/310948

MAI 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0231 4 I 0205 IRA /AFP-QW36

Iran-Irak-Kurdes

Intensification des combats au Kurdistan irakien, selon radio-Téhéran

TEHERAN, 30 mai (AFP) - Les combats entre partis kurdes irakiens "se sont intensifiés au cours des derniers jours" dans le nord-est de l'Irak sous contrôle kurde, a affirmé lundi radio-Téhéran.

"La guerre fait rage au Kurdistan irakien et les combats se sont intensifiés au cours des derniers jours dans les région d'Erbil, Kaledizeh, Souleimaniyeh, Hâdj Omran et Halabja", a précisé la radio sans donner de source.

Ces combats ont "provoqué l'exode de milliers de personnes", dont "600 familles de Halabja", a ajouté radio-Téhéran.

Les affrontement, qui ont éclaté début mai, opposent principalement les pechmergas de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani à ceux du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, ces derniers semblant parfois appuyés sur le terrain par les combattants de la Ligue islamique du Kurdistan (LIK) de cheikh Abdelaziz Osman.

Des représentants de l'UPK et du PDK se sont réunis lundi en Turquie près de la frontière irakienne pour tenter de mettre fin à ces combats qui se sont poursuivis en dépit de plusieurs accords de cessez-le-feu depuis un mois.

lma-kd/jmc

AFP /JO0245/301321

MAI 94

Coalition to bring constitutional changes before Parliament

TDN Parliament Bureau

ANKARA- As a first step of the democratization package, the ruling coalition partners, the True Path Party (DYP) and the Social Democrat People's Party (SHP), are preparing to introduce a four-article constitutional amendment package to the parliamentary general assembly this week.

During the previous debate on the amendments — which asked for changes in articles 67, 68, 69, 76 and 133 — only the article regarding the change of article 133, which called for the removal of the state monopoly over radio and TV broadcasting, was passed and the proposed amendments to the other four articles were withdrawn.

DYP Parliamentary Group Deputy Chairman Nevzat Ercan said that the four articles which were withdrawn earlier would be brought before Parliament again, in the form given to them by the constitutional commission. Ercan said he and his colleagues would meet with the opposition parties in order to find the 300 votes required for the passage of the constitutional amendments in Parliament.

He noted that constitutional article 84, which prevented deputies from resigning from their

respective parties in order to join another party, would be discussed later. The DYP and the SHP have reportedly agreed on a change in article 84. If this agreement becomes law, deputies will be allowed to switch parties.

Article 84 also calls for removal of legislative immunity of a deputy whose statement or actions leads to the closure of his party by the Constitutional Court.

The proposed changes in the four articles which were passed earlier by the parliamentary constitutional commission are as follows:

■ Through an amendment to article 67, the voting age will be lowered from 20 to 18.

■ Under new changes to article 68, the age limit for joining a political party will be lowered from 21 to 18. If this motion is passed, political parties will be able to set up their respective youth and women branches and also the provision banning parties from opening representative offices abroad will be removed. However the clause in article 68 which prohibits judges, prosecutors, members of the high courts, members of the Higher Education Council, civil servants, members of the Armed Forces and pre-university students from entering political parties will be

left intact.

■ If the amendment in article 69 is enacted, the provisions banning political parties from establishing political relations and cooperation with associations, foundations and labor unions will be repealed. Also the clause prohibiting founders and executives of parties which were closed for good from assuming any post in a new party will be removed if the proposed change in article 69 is approved by the parliamentary plenary session.

■ Through a change in article 76, the age limit for becoming a member of parliament will be lowered from 30 to 25.

Meanwhile, Parliament Speaker Hüsametdin Cindoruk has sent to the chairmen of the parliamentary political parties the text consisting proposed changes in three constitutional articles on which the inter-party commission has reached agreement. The changes under consideration concern article 14, which stipulates that basic rights and freedoms should not be abused; article 15 regarding the limitation of basic rights and freedoms; and article 84, which defines the circumstances requiring the removal of the legislative immunity of a member of Parliament.

Çiller says strings to US aid unacceptable

Turkish Daily News

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller announced on Monday that the restriction of U.S. military aid was unacceptable to Turkey. Çiller talked about her visit and the telephone conversation with U.S. President Bill Clinton, upon her arrival at Istanbul's Ataturk airport.

She disclosed that in her conversation with Clinton, she had put forward Turkey's position on the military aid issue saying that if there no positive results from the U.S. Congress, Turkey might decline the aid. "Mr. Clinton told me the U.S. administration was sensitive to this issue and it will be dealt with sensitively in Congress. I believe his frankness on this issue," Çiller said.

Çiller voiced Turkey's uneasiness about the limitation decision. "This restriction decision is very disturbing because of its references to human rights and Cyprus.

Because our struggle is just one. We can not

make any concession in our struggle against terror. The steps which have been taken in the democratization package are very noteworthy. Turkey is not a defendant but victim in human rights issue," Çiller concluded.

Private visit

Meanwhile, Çiller disclosed that her visit to U.S. was a private one and she had paid her own expenses. "But, as prime minister I made a series of contacts with officials of the IMF, World Bank and financial institutions which I believed necessary," Çiller said.

She said that within the framework of these contacts the IMF has approved the highest quota possible to Turkey. "Our estimate was \$400 million but we have been allocated \$713 million, which is the highest amount of credit the IMF can approve, this gives an important signal to world financial circles," Çiller stressed.

Turkey will be able to integrate with other world financial institutions before the end of this year, Çiller said. "The decisions of April 5, had to be taken by Turkey, IMF or not. These decisions had to be taken before. We made our programme for Turkey."

The House of Representatives, which approved last week a \$13.5 billion foreign aid bill for fiscal 1995, withheld a quarter of the \$363 million earmarked for Turkey in foreign military sales, pending progress on human rights and on Cyprus.

The French newspaper, Liberation, published a report headlined "Çiller, angry with U.S." in its Monday edition.

Liberation said that Turkey would reject the U.S. aid and characterized the restriction decision as a "tragicomic incident." The French newspaper also pointed out that Turkey was not fully dependent on U.S. aid.

12 lives lost in eastern Turkey

Turkish Daily News

ANKARA- In Batman, a group of PKK activists forced four people, including a primary school teacher, to get off the minibus on which they were travelling and then killed them, the Anatolia news agency reported.

PKK terrorists also killed the mother, father and the daughter of a village guard in Bingöl. In the Genç district of the province, terrorists opened fire at official buildings. In the meantime, four terrorists were killed in clashes with security forces in Şırnak and, in the searches that followed in the rural areas of the province, 9 automatic rifles, 155

grenades, 4,500 bullets and 1.5 tons of food were seized. In other parts of the Emergency rule region — in Adıyaman, Mardin, Hakkari, Siirt, Diyarbakır, Van, Bitlis and Şırnak — 28 rifles, one mortar launcher, 62 mortars, 5 flame throwers, 4 rocket launchers, 19 rockets, 17 grenades, 9 mines and ammunition were also seized.

In addition to this, 26 PKK members were arrested in Batman, Bingöl, Bitlis, Muş, Siirt, Hakkari and Van.

In Adana, a member of the outlawed Dev-Sol organization was killed. During the same operation 11 other people were apprehended. It was discovered after their interrogation that they were preparing to found a camp in the rural areas. Documents, various weapons and some ammunition were also seized.

السئلة كثيرة تعترض مستقبل العلاقة العربية - الكردية

دربة عوني،
عرب وأكرد، خصام ام ونام؟
دار الهلال، القاهرة،
١٩٩٢،
٢٧٧ صفحة.



في اعانتها عرض معلومات عامة عن الاكرد من الجوانب التاريخية والبيئية والسياسية، ركزت الصحافية دربة عوني في كتابها على ما يقودها الى استنتاج حول حاضره ومستقبل الخير الاستراتيجي العربي من القضية الكردية. والاستنتاج هنا اطروحه دافع الكاتبة عنها بكل ما لديها من حجج ووسائل تحليل، مستندة في ذلك الى «مقارنات عربية» ودراسات استراتيجيه مستقبلية وتحقيقات ميدانية للمنطقة، ومقابلات شخصية مع مسؤولين في الحكومة التركية وشخصيات سياسية كردية.

يمكننا ان نوجز هذا الاستنتاج بالشكل المبسط الآتي: كان هناك ونام بين العرب والاكرد ام قرونًا، اعقبته فترة خصام بدأت منذ تقسيم كردستان بعد الحرب العالمية الاولى، وضم اجزاء منها الى بلدين عربيين حرما الاكرد من اسط الحقوق، واستمرت الفترة الثانية حتى الماساة الكردية في ١٩٩١ والتي بنت للعالم معاناة، وحاد من اكبر شعوب المنطقة. واخيرًا، وهذا هو اهم ما في الكتاب، سادت فترة ونام جديد اعقبت حرب الخليج الثانية وانهيار الاتحاد السوفياتي والسبب في هذا الونام يعود، حسب رأي الكاتبة، الى اصحاب القرار السياسي العربي في يومنا هذا، واستعود فائدة هذا الخيار مستقبلًا.

على الشعوب العربية في صراعها التاريخي والتي مع «العديين» الفارسي والتركي، لان مصالح القوميين العربية والكردية تنافي «استراتيجيا وجيولوجيا واقتصاديا».

تضع الكاتبة في عرضها لام جوانب فشرة الونام النقاط على بعض الحروف الكردية في التاريخ العربي - الاسلامي، وهي نقاط اعتمد المؤرخون والسياسيون القوميين العرب، وهم غالبية المؤرخين والسياسيين العرب في القرن العشرين، واهمال هويتها الكردية. فهناك القلائل على

من اشار الى اصل صلاح الدين الايوبي الذي يمثل نروة هذه الفترة. وبحث فترة الخصام الثانية مرتبطة في الانهاض منذ ١٨٨٨ و١٩١١، باستراتيجية القوميين العراقيين الكيماوية وهي تؤدي بالاف المنجيين خلال لحظات، ومن ثم يهروب اكثر من مليون شخص في حضور عساكت كاميرات العالم خوفًا من هطول احر لعازات الموت. وقد مرت الحادثة وما اكبتها من همم الالف الكرى الكردية امام صمت عربي غريب، او تحت اصوات الطبول التي تخر من المؤامرة «الصهيونية الاستعمارية» من دون اي احساس بمعاناة الأخرى.

ولكي تفتح الكاتبة السياسيين العرب بان من مصلحة شعوبهم، تعالاة النظر في اسرل اتجيبتهم الكردية، تحول خلال كتابها ان تلقت لهم الاكرد لسوا من اصول عربية وانهم لم يحفظوا شبرًا واحدًا من اراضي العرب، وانهيار الامبراطورية السوفياتية وطرد الجيش العراقي من الكويت بعد احتلاله لها، لا بد ان يعاد تقسيم المنطقة من جديد. والتشل الذي اصاب السياسة العربية ادى الى عوية الطوحات التركية في امراطورية عثمانية ثانية، ولكن علمانية يسانها العرب هذه المرة، ومن الجانب الأخرى اهدرت ايران بسلاحها الايديولوجي الاسلامي وطموحاتها في الجنوب والشرق نحو البلدان العريقة وفي الشمال باتجاه الشعوب الناطقة بالفارسية او التي تتقن اللسرخ ولا بد ان يدفع هذا التهديدان بالعرب الى رسم سياسة جديدة تجاه

البحر، وهم اوراق قسوية يمكنهم ان يلعبوها عبر هذه المسألة، اولها واكبرها مياه بحلة والفرات التي تنبع من اراضي كردستان تركيا. ولكي يلعبوا هذه الورقة لا بد من الاعتراف بحقوق الاكرد.

وتذهب الكاتبة الى ان العسرب يستطعون الافادة من الورقة الكردية اكثر من الاكرد والفرنس، ولكن ان يحدث ذلك الا بزوال النظام المركزي في العراق والاعتراف بالكيان الفيدرالي الكردي. وهذا ما على الحكام العرب قبوله اولًا، ثم محاولة الوصول اليه ثانية، لافادة منه في ما بعد حيث يقع ثقل المسألة الكردية على تركيا وايران، وحسب منظور دربة عوني، سيؤدي

هذا بالنتيجة الى العثور على حلول لهذه المشكلة في هذين البلدين ومن ثم الاستقرار السياسي في المنطقة.



درية عوني

عرب واكرد

دار الهلال

بعد ثلاثة ارباع قرن من القمع لا يحتاج فقط الى زمن يقوم فيه النسيان بعمله بل الى رجال يمكنهم ان يؤثروا في مجرى الأفكار. ومع هذا فالكتاب محاولة تستحق القراءة خاصة من لدن القراء العرب الذين كتب الكتاب لهم، وهم يستطعون ان يقرأوه من دون خوف من اسطورة «الشوفينية

الكردية، التي اخذ البعض يدعون وجودها من دون اي تحقق. فسرية عوني تناقض العرب الذين تنتمي اليهم اليها لناعاً عن الاكرد، الشعب الذي لنتمى اليه ابوها. الا ان روحها المصرية تبقى اكبر من هذين الانتماعين.

هلكت حكيم

في ضوء محادثات في واشنطن ومقال كريستوفر

مسؤول روسي : فقدنا الأمل برفع الحصار عن العراق قريباً

□ لندن -

من كامران قره داغي:

قال مصدر دبلوماسي روسي رفيع المستوى لـ «الحياة» ان موسكو فقدت الأمل برفع الحصار عن العراق قريباً. وكشف ان زيارة كانت مقررة للسيد رياض القيسي نائب وزير الخارجية العراقي لموسكو قد لا تتم بعدما ابلاغه الجانب الروسي انه لا يستطيع استقباله قبل السادس عشر من الشهر الجاري بسبب غياب نظيره بوريس كولوكسولوف عن موسكو.

واوضح المصدر ان العراقيين «فتر اهتمامهم بالزيارة لانهم كانوا يأملون بان تتم قبل مناقشة تعديد العقوبات الاقتصادية على العراق منتصف الشهر في مجلس الأمن». وأشار الى

ان موسكو في المقابل فقدت الأمل بان يغير مجلس الأمن موقفه وان المجلس سيقرر استمرار العقوبات على رغم الاقتراحات الروسية - الفرنسية - الصينية، التي تدعو الى تخفيف العقوبات. يذكر ان موسكو وبكين وباريس وأنقرة تضغط من اجل رفع الحصار عن العراق او تخفيفه، لكن الموقف الأميركي - البريطاني متشدد.

وزاد المصدر الروسي ان عاملين آخرين جعلوا موسكو تتأكد اكثر ان رفع الحظر عن العراق ليس سهلاً: الاول ان الإدارة الأميركية ابلفت قبل اسبوعين مسؤولاً روسياً رفيع المستوى زار واشنطن عزمها على ابقاء العقوبات على بغداد، والعمل الثاني المقال الذي كتبه وزير الخارجية الأميركي وارن كريستوفر

قبل اسبوع في صحيفة «نيويورك تايمز»، حذر فيه من خطورة رفع الحصار عن العراق.

واستدرك المصدر ان موسكو وباريس تدرسان مشروع اقتراح جديد يقدم الى مجلس الأمن يدعو الى تجاوز القرارين ٧٠٦ و٧١٢ الخاصين ببيع نفط عراقي باشراف الأمم المتحدة. ويقضي الاقتراح بزيادة الكمية التي يسمح لبغداد ببيعها وقيمتها ١.٦ بليون دولار الى ٤ - ٥ بلايين دولار. لكن المشكلة ان بغداد ليست متحمسة للاقتراح. ووضح الدبلوماسي الروسي ان السبب يعود الى ان ٦٠ - ٧٠ في المئة من العائدات لن يصل الى العراق بل يفترض ان يحول الى صندوق تعويضات حرب الخليج ويخصص جزء منه لتمويل عمليات الأمم المتحدة.

10 MAY 1994

التحرير الوسط
ASHARQ AL-AWSAT

إيران تدخل على خط الصراع الداخلي

مصادر عراقية كردية تؤكد أسرار عناصر من «الحرس الثوري»

ان العناصر التي تنتمي الى «حزب العمال الكردستاني» المحظور قتلت خلال عدة عمليات وقعت في عدة اقاليم في منطقتي شرق وجنوب شرق تركيا. وذكر في انقرة امس ان محمد قولجوز مساعد رئيس الحزب الاجتماعي الديمقراطي الشعبي المشارك في الائتلاف الحاكم في تركيا سيزور العراق على رأس وفد من الحزب في اعقاب عطلة عيد الاضحى المبارك.

وقالت وكالة انباء الاناضول ان هذه الزيارة تحيي بدعوة من طارق عزيز النائب الأول لرئيس الوزراء العراقي بهدف «تحسين العلاقات بين شعبي البلدين وتوضيح الوضع الحقيقي في العراق».

وقد صرح المسؤول التركي بأنه سيجتمع خلال هذه الزيارة مع الرئيس العراقي صدام حسين. وأضافت الوكالة انه من المتوقع أن تشمل المحادثات التي سيجريها الوفد التركي خلال زيارته مسألة الحظر المفروض على العراق والتعاون الثنائي في مجال مكافحة الإرهاب.

المناطق التي تقوم لجان مشتركة من الحزبين بزيارتها والسعي الى تطبيع الأوضاع فيها.

تجدر الإشارة الى ان اللجنة المركزية للحزب الشيوعي العراقي وجهت رسالة الى البارزاني والطالباني والمكتبين السياسيين لحزبيهما حثت فيها على «وقف القتال واعادة الأوضاع الى ما كانت عليه قبل الثاني من مايو (ايار) الحالي». وقال الحزب في نشرة تسلمت «الشرق الأوسط» نسخة منها ان اللجنة المركزية عقدت اجتماعاً طارئاً السبت الماضي بحثت فيه الاشتباكات الاخيرة واصدرت بياناً دعت فيه الى «حلق دماء الشعب الكردي وابنائهم، ومنع «انزلاق اقليم كردستان نحو الهوة التي حفرتها طغمة صدام حسين وسعت وتوسعت جاهدة لابقاعه فيها».

وعلى صعيد آخر لقي 18 شخصاً من العناصر الكردية المسلحة حتفهم في تركيا خلال الاشتباكات المستمرة مع قوات الأمن التركية على مدى الساعات الأربع والعشرين الماضية. وذكرت وكالة انباء الاناضول

تعرضت اول من امس الى «هجوم آخر من قوات الحرس الثوري والحركة الإسلامية، صدته قوات الاتحاد. وقالت المصادر المذكورة ان القوات المهاجمة «تكدت 150 قتيلاً كان عدد منهم يحمل هويات الحرس الثوري الإيراني، وان بين الاسرى الذين وقعوا في ايدي قوات الاتحاد «ثلاثة ايرانيين من عناصر الحرس الثوري». وأضافت ان قوات الاتحاد استولت ايضا على اسلحة واعتدت من المهاجمين.

وكانت معارك ضارية وقعت بين الاتحاد الوطني والحركة الإسلامية في ديسمبر (كانون الاول) من العام الماضي خسرت فيه الحركة نفوذها في المناطق القريبة من الحدود مع ايران.

الى ذلك اكدت مصادر حزبي البارزاني والطالباني ان الهدوء استمر امس لليوم الثاني على التوالي في المناطق الكردية العراقية التي نشبت فيها الاسبوع الماضي اشتباكات مسلحة بين مقاتلي الحزبين، بيد ان مصادر مستقلة قالت ان حالة التوتر لم تنزل قائمة في بعض

لندن: من عدنان حسين

قالت مصادر كردية عراقية ان قوات من «الحرس الثوري» الايراني هاجمت ثلاث بلدات داخل كردستان العراق في الايام القليلة الماضية التي شهدت اشتباكات مسلحة بين الاتحاد الوطني الكردستاني بزعامة جلال الطالباني والحزب الديمقراطي الكردستاني بزعامة مسعود البارزاني.

واوضح مسؤولون في الاتحاد الوطني الكردستاني اتصلت «الشرق الأوسط» بهم امس ان قوات مشتركة من «الحرس الثوري» والحركة الإسلامية لكردستان العراق، (حركة اصولية متهمه بتلقي الدعم من ايران) هاجمت الثلاثاء الماضي بلدي حلبجة وخورمال القربيتين من الحدود بين العراق وايران وحاولت السيطرة عليهما «الا ان قوات الاتحاد تصدت لها واوقعت عدداً من القتلى والجرحى والاسرى بين افرادها، على حد قول المصادر التي اضافت ان قرية بياره القريبة من حلبجة

تشبيهه الاقباط باكراد العراق ومسيحيي السودان، علماً أن التشابه موجود ولكنه قليل. ولا تنفي هذه القلة وجود خصوصية الوضع القبطي. ومن حق بعض الاقباط أن يرفضوا تشبيههم بالاكراة مثلاً، إذ لم يمت منهم عشرات الالوف لكونهم اقباطاً بالولادة!

لكن الاقباط لا يزالون، مثلاً، يعيشون في ظل القانون العثماني لعام ١٨٥٦. ويموجب له لا بد من الحصول على مرسوم جمهوري لثناء أو لترميم كنيسة قبطية، شرط ألا تكون قريبة من مسجد أو بناية حكومية أو جسر أو قناة أو ساحة أو نهر النيل.

إن العالم الإسلامي عاش أوج مراحل الحضارية في الفترات التي انفتح فيها على الأقليات. وهؤلاء بحكم تكوينهم النفسي وظروفهم الاجتماعية والفكرية متفتحون على الحضارات والثقافات الأخرى. فكم كان، ولا يزال، دور الأقلية المسيحية في البلدان العربية كبيراً في النهضة الحديثة؛ ومن يستطيع أن ينكر ما قدموه إلى الثقافة العربية القديمة والمعاصرة في مجالات الفكر والفن واللغة والعلوم والآداب؟

والعالم كله يشكك اليوم بنظريات إزالة المتعدد وفرض الواحد كما أن عملية السلام بين الإسرائيليين والفلسطينيين لا بد أن تؤثر إيجابياً على مسألة حقوق الأقليات في العالم العربي. فهل يدرك يوماً أصحاب القرارات والأحزاب القومية والإسلامية في العالم الغربي أن المشاكل لا يمكن حلها من دون مواجهة بجدارة، والحديث عنها من دون قيد؛ أو وليست المواجهة بالكلام أقل كلفة من المواجهة بالسيف؟

* كاتب كردي وأستاذ مساعد في معهد اللغات والحضارات الشرقية - باريس.

أقلبات مختلفة في هويتها ومطالبها، كما يختلفون في الأوضاع التي يعيشون فيها كأقلبات. وما دامت الحلول المفروضة حتى الآن تنحصر بين التمييز أياً كانت درجاته، والكبت والرفض والحرب، فإن مشكلة الأقليات وحقوقها المشروعة تظل مفتوحة لكل الاحتمالات وربما المفاجآت.

لكن ما أثاره مؤتمر «حقوق الأقليات» في القاهرة من ردود فعل معادية دليل على عدم نضوج الرؤية حول هذه المسألة الحساسة، بل تأكيد على التأخر عن عالم لم يعد فيه موضوع الأقليات مقتصر على جدول المحرمات، إذ غدت حقوقها وظروفها من المسائل التي تهتم بها، بأي شكل كان ولاي غرض، أعلى الهيئات الدبلوماسية والسياسية في العالم.

إن هذا الموقف المتحجر لا يمكنه إلا أن يدفع بابناء الأقليات، أكثر فاكثراً، إلى الشعور بالغربة عن المنطقة، وبالتالي الاستخفاف بهذا الموقف ومحاربتة بكل السبل. فالمحروم لا يفكر إلا بالخلاص من حرمانه ومن يفرض عليه الحرمان مباشرة. والأصوات التي ترتفع اليوم لتتهم كل جهد في طرح مسألة الأقليات في العالم العربي بالعداء للعروبة أو للإسلام، أصوات عنيفة نسمعها منذ عشرات السنين، ولم تعد تناقضاتها بخافية على الناس.

فمن الذي يقف يا ترى وراء مشاكل الأقليات؟ وإذا أرادت الدول الاستعمارية في ما مضى إثارة الأقليات تطبيقاً لقاعدة «فرق تسد» أولم تمارس الحكومات الوطنية مثل هذا التفريق دائماً؟

إن الضجة التي أثيرت حول مؤتمر الأقليات لا تنبع من تسمية أقباط مصر أقلية. ذلك لأنهم أقلية حسب أنشط التعريفات التي يمكن إعطاؤها لهذه الكلمة. ولكن المعارضين تشبثوا بتعريف واحد يعتمد على وجود اللغة والثقافة والمكان، وأخافهم.

الثانية. وهناك قوانين خاصة بهذا الاتجاه في البلدان الليبرالية والديموقراطية لتشجيع هذا النوع من الانصهار، وقوانين تعاقب على معاملة الأقلية بشكل سيء من قبل الأكثرية. ويحدث الانصهار الطوعي عادة بإرادة من الأقلية ذاتها وتشجيع من الأكثرية التي تهين الظروف النفسية والعملية الملائمة.

وهناك دول تبشر قوانين تكون في ظاهرها لحماية الأقلية إلا أنها تهدف في الحقيقة إلى ترحيلها من أماكن سكنها والقضاء عليها من دون ضجة. وما قانون حماية الهنود في البرازيل إلا واحدة من هذه القوانين الخادعة.

وقد يتبع بعض الحكومات سياسة التهجير الجماعي للأقلية من المناطق التي تعيش فيها إلى مناطق أخرى داخل حدود الدولة. ويحدث هذا عادة مع الأقليات التي تعيش في مناطق حدودية يحتمل أن تدفعها إلى المطالبة بالانفصال.

وسياسة التهجير الداخلي تخلق مشاكل جمة للدولة. فهي تحتاج إلى أموال هائلة، ولا بد من توفير فرص العمل للمهجريين، أياً كانت هذه الفرص. ولا تصل إلى أهدافها المنشودة إلا بعد فترة طويلة من القمع والمراقبة المستمرة.

وقد يلجأ بعض الاكثريات إلى اجبار الأقلية على التخلي عن هويتها أو الهجرة التامة من البلاد، وهذا ما حدث لليهود في اسبانيا عام ١٤٩٢.

ويختار بعض الحكومات سياسة الاخضاع الدائم للأقلية دون محاولة صهرها، لكن أشبع السياسات التي تمارس تجاه الأقليات هي سياسة الإبادة كمشاهدة إبادة الأرمن من قبل الدولة العثمانية خلال الحرب العالمية الثانية، ومحاولة إبادة اليهود والغجر من قبل الدولة النازية خلال الحرب العالمية الثانية.

وشئنا أم ايئنا فإن أكثر من ربع سكان البلدان العربية ينتمون إلى

باهتمام أكثر انسانية، ولم يعد بالإمكان التستر على قسوة الظروف التي تعيش فيها كما كان يحدث في الماضي. وبدورها تطورت الأقليات لتدافع عن نفسها بأساليب أكثر نضجاً وتلاوماً مع القوانين والأعراف الدولية.

إن إعلان الأمم المتحدة عن حقوق الأقليات في ١٩٩٢ حسن قانونياً وضع الأقليات ومنحهم فرصاً أفضل للدفاع عن أنفسهم أمام الهيئات الدولية. إذ ينص على واجب الدول في المحافظة على الوجود والهوية القومية والثقافية والدينية واللغوية للأقليات على الأرض التي تعيش فيها. وينص كذلك على حق الأقليات في التمتع الكامل بهويتها وممارسة دينها ولغاتها في المحلات الخاصة والعامّة بحرية ومن دون تمييز.

ونحن لا نستطيع أن نقول إن كل الاكثريات تمارس سياسات تعسفية تجاه أقلياتها. فهناك أقليات تجد نفسها محسوبة من قبل أقليات أخرى. والسياسات المتبعة في هذا المجال تختلف أيضاً حسب الزمان، إذ الدوافع التي تقود إلى اضطهاد أقلية في فترة من الزمن قد تضمحل في فترة أخرى، ولربما عادت من جديد.

بيد أن ثمة سياسات عدة في مجال الصهر للأقليات. ويمكننا أن نقدم السياسة التركية تجاه الاكراة خلال العقود السبعة الأخيرة كمثال نموذجي، إذ كانت الحكومات التركية ومؤسساتها تسمي الاكراة بـ «أتراك الجبال»، فإضافة إلى ما تحمله هذه التسمية من نفي لهوية الآخر القومية، كانت تكن لها تحقيراً أيضاً، فيما تبجل ضمناً الهوية التركية.

ويلجأ بعض الحكومات إلى سياسة الصهر السلمي والانصهار الطوعي. والهدف منها إزالة الفوارق الثقافية والقانونية بين الأقلية والأكثرية. فتمنح الأولى كل حقوق

اتفاق جديد لتطبيع الأوضاع في شمال العراق وطهران تتحدث عن سقوط ٢٨٠٠ قتيل

■ لندن - الحياة - أكد الزعيمان الكرديان السيدان جلال طالباني ومسمود بارزاني لـ «الحياة» حرصهما على تنفيذ الاتفاقات بين حزبيهما، الاتحاد الوطني الكردستاني والديموقراطي الكردستاني، خصوصاً اتفاقاً وقعاه والمؤتمر الوطني العراقي الموحد، ليل الأحد - الاثنين، ينص على تسريع عمليات التطبيع في المناطق التي شهدت اشتباكات بين مقاتلين من الحزبين في شمال العراق. ويقضي الاتفاق باستكمال التطبيع في غضون ٢ أيام.

وشدد بارزاني على ضرورة حماية التجربة الديموقراطية لشعبنا ووحدته، وحركة المعارضة الوطنية العراقية ومستقبلها، بينما دعا طالباني، الذي يرافقه إلى كردستان عدد من زعماء «المؤتمر الوطني» إلى «بذل أقصى الجهود لاعادة الاستقرار والأمن إلى وطننا».

وقال مسؤول رفيع المستوى في المؤتمر أن «الأمر طبيعي والالتزام كامل بالاتفاق». وأوضح أن وحدات تابعة للمؤتمر منتشرة في مناطق التماس والمرافق الرئيسية وعلى الحواجز

الامنية في المنطقة. وأكدت مصادر الادارة الكردية ان الهدوء ساد المنطقة وان الادارة تمكنت من احتواء كل الانتهاكات التي وقعت في اليومين الماضيين.

في السياق ذاته انتقد المسؤول العراقي المعارض «المبالغات الإيرانية» في شأن الوضع في كردستان العراق، بينما اتهم مسؤولون في الحزبين الكرديين الرئيسيين، في تصريحات إلى «الحياة»، طهران بأنها تسعى إلى «إثارة الفتنة». ونفوا معلومات نقلتها أس وكالة «فرانس برس» عن وكالة الأنباء الإيرانية الرسمية التي نسبت إلى «مسؤول كبير» في الحزب الديموقراطي الكردستاني أن ٢٨٠٠ شخص قتلوا في المعارك في شمال العراق. ونسبت الوكالة الإيرانية إلى مصادر إيرانية وكردية متطابقة في طهران أن الاشتباكات بين الاتحاد الوطني الكردستاني من جهة والحزب الديموقراطي الكردستاني المدعوم من الحركة الإسلامية بزعامة الملا عثمان عبدالعزيز توسعت السبب والاحد الماضيين لتشمل معظم المناطق الحدودية مع إيران.

هل كوت حكيم*

لا يشير تعريف مصطلح «الاقلية» من الصعوبات أكثر مما يثيره مصطلح «الامة». هذه الكلمة التي يتشدد بها البعض ليل نهار. الا ان مجرد ذكر الاولى يشير غليان الكلمات الجارحة وردود الفعل العنيفة وكان بنا امام هيجان يوم القامة. فاي سحر وراء «الاقلية» وما سرها؟ هل تضع «الامة» في حيرة من ذاتها؟ ام انها تمس الاعمدة المترحة لفكرة الوحدة؟

ان مشكلة الاقليات قديمة جدا. فهي تعود الى التكوينات الاولى للجماعات. بيد ان محاولة تحديد مفهومها واعادتها وما يترتب عليها من ظروف، حديثة العهد. فكل المصطلحات السياسية من هذا القبيل، لمفهوم الاقلية تعاريف مختلفة. فما يراه فيها الحقوقيون ليس بالضرورة ما يذهب اليه السياسيون والسوسيولوجيون. وقل ان أخذ افراد الاقلية بالتعاريف العلمية المطروحة، فهم اكثر الناس حساسية بالتعاريف والتسميات في ما يخصهم. بيد ان لكل من له الملم بالسياسة من بعيد أو قريب فكرة عن الاقلية وغالباً رأياً حول ما تلاقيها من حرمان. لهذا وصل بعض الدارسين الى افضلية عدم البحث عن تعريف كامل يمكن تطبيقه على كل الاقليات. وهل هناك تعريف ينطبق على كل الامة؟ فلا وجود لمثل هذا التعريف، ومن الاجدى النظر، ان، الى الحالات في تشابهاتها واختلافاتها.

فهناك اقلية دينية، وعرقية او جنسية، وقومية، ولغوية وكذلك اقلية اجتماعية. وقد تجمع اقلية في ان واحد عدداً من هذه الصفات. اما من الناحية الجغرافية فنجد اقلية تسكن ارضاً محددة، واقلية تعيش كتجمعات متوزعة على مناطق مختلفة. وامة اقلية لها ارض مقسمة على عدد من البلدان. ونجد اليوم اقلية تتكون داخل المدن الكبرى في محلات خاصة ترتبط شيئاً فشيئاً باسمها.

ومع هذا وصلت الهيئة المكلفة في الامم المتحدة بحماية الاقليات وحقوقها الى الاتفاق على ميزتين اساسيتين يجب توافرها في اية مجموعة كي يمكن تسميتها اقلية!

١ - ان مصطلح «الاقلية»، يشمل فقط الجماعات الخاضعة للسيطرة من السكان، والتي تملك تقاليد عرقية، دينية ولغوية، او مييزات مختلفة تماماً عن مييزات باقي السكان، تمنى الحفاظ عليها.

٢ - يجب ان تشمل هذه الاقليات عدداً كافياً من الافراد يستطيعون تطوير هذه الميزات.

وكلمة «الاقلية»، minorite+ استعملت في اللغات الأوروبية منذ القرن الخامس عشر للتعبير عن حالة الشخص الذي لم يصل بعد الى سن الرشد. ان تكون اقلية في عصرنا

ايضاً هو، ان تكون قاصراً من الناحية القانونية والسوسولوجية، فهذا هو الواقع المعاش. وان تكون اقلية يعني ان تعيش بين مجموعة لا تشترك ضمناً في حركة التطور الاجتماعي والاقتصادي والفكري للبلا، اي ان توجد على هامش وجود الاقلية التي تقرر وتدبر الاسور الا في نادر الاحوال. وان تكون اقلية يعني، ايضاً، ان تكون تاريخياً موضع اضطهاد ايا كانت درجته.

ولا شك ان وضع الاقليات يختلف كثيراً في ما بينها. ولا ينبغي هذا وجود عدد منها تحكم وتضهد الاقلية بأشع صورة لاسباب عرقية او دينية او سياسية او اقتصادية. غير ان غالبية الاقليات تعيش في ظروف الاضطهاد الى هذه الدرجة او تلك.

كان الاضطهاد في بدايته دينياً لان الدولة كانت مبنية على قاعدة دينية. فتعرض اليهود في الغرب الى اضطهاد الاقلية المسيحية. ثم جاء دور البروتستانت على ايدي الكاثوليك والاقليات الكاثوليكية في الدول البرتستانتيّة في ما بعد. وكان هناك اضطهاد عرقي ايضاً كما نعرفه بالنسبة ليهود امريكا. وجاعت الثورة

الفرنسية باعلانها عن حقوق الانسان، وبالنتيجة عن حقوق الاقليات، لتكون بداية لمحاولات اذخال حقوق الاقليات في حيز القوانين. فقامت دول علمانية تدافع عن المساواة بين الاديان والاعراق، ووضع الكثير امالمهم فيها. ومع هذا استمر الاضطهاد الديني والقومي اخذاً اشكالا اخرى، وبقيت الحقوق، في حالات كثيرة، محض اعلانات تنقصها القرارات الفعلية.

وحيث انشئت الدول القومية بعد الحرب العالمية الاولى لم تستطع كل الاقليات الوصول الى ما كانت تطمح فيه من كيان قومي. فالتى، اقلنت منها تلك الفرصة دابت على العمل من اجل الوصول اليها من جديد، او الحصول على الاعتراف بخصوصياتها. فظهرت مشكلة دول البلقان بشكل خاص حيث كان عدد الاقليات فيها كبيراً جداً. وحضر الكثير منها ضمن دول حديثة الصنع، قليلة الثقة بنفسها، تحاول بناء معالم الدولة المتجانسة قومياً بإذابة الاقليات بسرعة كبيرة، فزاد الاحساس بالاضطهاد. وغدت مسألة الاقليات في ما بعد لعبة سياسية بين اطماع الدول المتصارعة من دون اهتمام كبير بما يعانیه المعنويون بالدرجة الاولى.

ولم تؤد نتائج الحرب العالمية الثانية الى ايجاد حلول جزئية للمسألة، على رغم انها سجلت اشع جريمة في تاريخ الانسانية بحق الاقليات اليهودية والفجرية. الا انه تم اصدار قانون دولي في ١٩٤٨ حول اباداة الشعوب. ويماق هذا القانون على اباداة الكلية او الجزئية لمجموعة قومية او عرقية، ومع ذلك فإنه لم يمنع محاولات للابادة تجري اصام اعيننا تجاه البوسنيين او الكراد بعد نصف قرن تقريباً.

أما مسألة الاقليات في الشرق

الاسلامي فانها اخذت تظهر منذ اواخر القرن التاسع عشر اكثر من اي وقت مضى. إذ صار اضطهاد المسيحيين يزداد كلما اقتربت الدولة العثمانية من نهايتها وخاصة في المناطق القريبة من المركز. فتحرر القوميات المسيحية في البلقان اقلق السلاطين العثمانيين من تطورات مماثلة في ارمينيا بالذات. فاحضوا ينظفون المذامح الواحدة تلو الاخرى حتى قرروا اخيراً تنفيذ الحل النهائي في ١٩١٥ بإبادة من تبقى منهم في ارمينيا العثمانية او دفعهم الى ترك الارض التي كانوا يعيشون فيها قبل وصول الاتراك الى المنطقة.

فمنذ ثلاثة ارباع القرن والاقليات القومية خاصة تحث وباشكال مختلفة عن حلول لمشاكلها كاقليات. ويبقى القرار السياسي دائماً في يد سلطات الاقلية الحاكمة، وهي، قومية كانت أو اممية، لبيبرالمه كانت أو ديكتاتورية، تتوجه في منحى الشمولية والمركزية والوحدة، لا من الناحية الادارية والاقتصادية والسياسية فحسب، بل حتى في الجوانب الثقافية. ولو ان تطور وسائل الاعلام والاتصالات وازدهار الحركة الصناعية والتجارية، وبالنتيجة، تطور معيشة الفرد في البلدان الرأسمالية مما ساعد حكوماتها على استقطاب اقلية قومية وجرها الى حلبة الانتخابات، فإن الدول الاشتراكية فشلت في حل المشكلة فشلاً نزيحاً، على رغم تباهيها بالدعائية خلال سبعين عاماً بذلك الحل الماركسي - اللينيني النمنونجي لقضية القوميات.

أما في الدول النامية والحديثة الاستقلال، فإن حقوق الاقليات كانت بشكل عام واحدة من شعارات القوى المناضلة في الفترة التي سبقت الاستقلال، لكنها ما لبثت ان انكرتها وسحقت دعواتها بعد الاستقلال والوصول الى الحكم. فهذه الدول كانت ولا تزال اكثر الدول توجساً من مسألة الاقليات. ولم يجد اي منها حلاً ملائماً لهذه المسألة. ويتوقع الكثيرون ان تصبح الاقليات واحدة من المشاغل الرئيسية القادمة في هذه الدول التي تنظر بحذر كبير الى تشكيل هيئة في الامم المتحدة خاصة بشؤون حقوقها.

وعلى رغم ان عصبة الامم ووريتها هيئة الامم المتحدة اقرباً قوانين وتوصيات لحماية الاقليات، الا ان الدول لم تتوقف عن اضطهاد اقلياتها مستفيدة من القاعدة الدولية القاضية بعدم التدخل في شؤون الدول الداخلية. ومع ذلك فإن السنوات الاخيرة شهدت تطوراً كبيراً في هذا المجال وعلى حساب هذه القاعدة بالذات، فجهود الافراد والمؤسسات اللاعقومية والانسانية خاصة اخذت تقطف ثماراً متواضعة ولا شك، ولكنها حقيقية. وصار مصير الاقليات يحظى

قضية الاقليات في العالم العربي: من كميتهم ام اذاتهم؟

انقرة للاميركيين : أطيحوا صدام او دعونا نتوسط بينه والاكرد

وختم تشيفيك بالتأكيد ان وزير الخارجية الفرنسي «يشارك (انقرة) هذه المشاعر»
الارهاب

وفي شأن المشكلة الكردية في تركيا قال جوبيه للصحافيين انه اعرب للجانب التركي عن اعتقاده بان هذه المشكلة يجب ان تحل «عبر الحوار». من جهته طمان تشيتين نظيره الى ان المواجهة مع الارهاب ستبقى في اطار القانون.

في هذا الصدد اعلن نائب وزير الخارجية الاميركي لشؤون اوروبا وكندا ستيفن اوكسمان امام لجنة الشؤون الخارجية في الكونغرس ان الولايات المتحدة «تشعر بقلق شديد» بسبب التقارير عن انتهاكات حقوق الانسان، بما في ذلك تعذيب السجناء. وحض انقرة على تجنب التركيز على استخدام القوة «بمعزل عن الاصلاح السياسي والاجتماعي».

وابلغ اوكسمان اللجنة انه اثار مع انقرة اثناء زيارته لها قبل اسبوع، «علنا وفي الاجتماعات الخاصة» مسألة انتهاكات حقوق الانسان. وقال انه اكد للمسؤولين الاتراك انه بينما يحق لتركيا مواجهة الارهاب، لكنها لا تستطيع ان تعزل نفسها عن نسبة كبيرة من السكان.

ولاحظ ان تركيا لا تستخدم المعدات الحربية الاميركية ضد المدنيين لكنها تستخدم طائرات الهليكوبتر في قصف القواعد الجبلية التابعة لحزب العمال الكردستاني الانفصالي. وشدد اوكسمان على ان «تركيا تبقى مهمة للحصالح الاستراتيجية الاميركية في منطقة مضطربة».

□ انقرة - من عصمت امست:
□ واشنطن - من حسن سندروسني:

■ اجري وزير الخارجية الفرنسي الان جوبيه محادثات في انقرة امس مع رئيسة الوزراء تانسو تشيلر ونظيره التركي حكمت تشيتين تناولت الوضع في شمال العراق. واكدت معلومات ان الطرفين اتفقا على ان الولايات المتحدة يجب ان تحسم هذا الوضع اما باطاحة نظام الرئيس صدام حسين او بالسماح لانقرة بان تتوسط لاجراء مصالحة بين الاكراد وبغداد.

وقال ايلنور تشيفيك رئيس تحرير صحيفة «توركيش ديلي نيوز» القريب من الرئيس سليمان ديميريل في مقال افتتاحي تنشره الصحيفة اليوم الجمعة كتبه في ضوء اتصالاته مع وقدي البلدين ان انقرة، التي تشاركها باريس الرأي بالنسبة الى الوضع في شمال العراق، تعتقد ان صدام باق على عكس الموقف الاميركي الذي ما زال يصبر على ضرورة رحيله واقامة نظام بديل يضمن الحقوق الديمقراطية لجميع العراقيين «بين فيهم الاكراد والشبيعة والاقليات الاخرى».

وتابع ان انقرة تعتقد ايضا ان استمرار عدم الاستقرار في العراق سيدفع الاكراد اكثر «نحو اقامة كيان مستقل يمكن ان يتحول في النهاية دولة». ولهذا «تشعر انقرة بان الوقت حان لكي تقرر الولايات المتحدة اما ان تبذل جهدا لاطاحة ادارة صدام او ان تسمح لتركيا بان تتوسط لتحقيق تفاهم بين الاكراد وصدام وانهاء الفوضى القائمة».

موقوفان في شمال العراق اعترفا بقتل الالمانية والاعتداء على الحرس الدولي

بارزاني يدين هجوماً الكردستاني

برس، في شمال العراق. وتحقق المنظمة الدولية في الاعتداءات التي استهدفت بعض حرس الامم المتحدة وموظفيها في تلك المنطقة. الى ذلك اوضح دزه في ان عناصر تابعة لحزب العمال الكردستاني (بزعامه عبدالله اوجلان) هاجمت في منطقة سيلوبي برج الكابلات الكهربائية الذي ربط بشمال العراق واعاد التيار الكهربائي لمحافظة دهوك الكردية الاربعماء الماضي. وزاد ان الهجوم الذي نفذ ليل الأحد - الإثنين «لا يخدم احداً ودينه بشدة».

وعن هدف حزب العمال من العملية قال ان الحزب «هاجم البرج تحت ذريعة رفض اي مساعدة للاكراد من الخصم التركي».

يذكر ان اكراد العراق كانوا اتهموا السلطات العراقية بقطع التيار الكهربائي عن محافظة دهوك فترة طويلة. وشدن مسؤولون اترك الاسبوع الماضي محاولات كهربائية في المحافظة لربطها بشبكة الكهرباء التركية.

منطقة السليمانية شمال العراق في ٣ نيسان (ابريل) الجاري، وذلك في مكن تصبه مسلحون لسيارتها. وادى الحادث الى مقتل مرافق الصحافية، واثار قلقاً لدى الامانة العامة للامم المتحدة خصوصاً انه جاء بعد اعتداءات على حرس المنظمة الدولية في المناطق الكردية.

رد دولي

واكد دزه في ان الادارة الكردية «تلاحق شخصاً ثالثاً متورطاً في الاعتداءات» على الاجانب في المنطقة الخاضعة لسيطرة الجبهة الكردستانية. وأشار الى ان الحزب الديموقراطي والاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه جلال طالباني) اصدرا بياناً مشتركاً في انقرة دعا الامم المتحدة الى اتخاذ اجراءات للرد على الممارسات الارهابية ومن يدعمها.

وكان الامين العام للامم المتحدة بطرس غالي دان بشدة اغتيال شميت التي عملت مراسلة لوكالة «فرانس

□ لندن - من زهير قصباني:

■ دان الحزب الديموقراطي الكردستاني (بزعامه مسعود بارزاني) بشدة هجوماً شنه حزب العمال الكردستاني على برج كابلات كهربائية ربطته السلطات التركية بشمال العراق لتأمين التيار الكهربائي للاكراد العراقيين في محافظة دهوك.

وكشف ممثل الحزب الديموقراطي في انقرة السيد سفين دزه في «الحياة» ان الادارة الكردية اعتقلت زكي سعيد عباس (٣١ سنة) واسماعيل حمه (٣٥ سنة) اللذين «اعترفا بقتل الصحافية الالمانية ليسي شميت وجرح اثنين من حرس الامم المتحدة» في شمال العراق.

وقال دزه في اتصال هاتفي اجرته «الحياة» بانقرة ان «عباس وحما اعتقلا في السليمانية ليل الأحد واعترفا بانهما تلقيا تعليمات من ضابط في المخابرات العراقية في كركوك لقتل شميت» التي اغتيلت في